HAL
open science

Cuba et la Caraïbe : de l'isolement à l'intégration culturelle, 1959-2009

Janice Argaillot

To cite this version:

Janice Argaillot. Cuba et la Caraïbe : de l'isolement à l'intégration culturelle, 1959-2009. Histoire. Université de Cergy Pontoise, 2011. Français. NNT : . tel-00940837

HAL Id: tel-00940837

https://theses.hal.science/tel-00940837

Submitted on 3 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE CERGY-PONTOISE

UFR de LANGUES

École doctorale de Droit et Sciences Humaines

Laboratoire Civilisations et Identités Culturelles Comparées (CICC), EA 2529

Cuba et la Caraïbe : de l'isolement à l'intégration culturelle (1959-2009)

Thèse présentée et soutenue le 10 décembre 2011 par Janice ARGAILLOT

Directrice de recherches : Madame le Professeur Françoise MOULIN CIVIL

Membres du Jury :

Françoise MOULIN CIVIL
Gustavo GUERRERO
Michèle GUICHARNAUD-TOLLIS
Sandra HERNÁNDEZ
Jean LAMORE
María Elena OROZCO LAMORE

Domaine : Civilisation latino-américaine

À la mémoire de ma tante, Martine

Je tiens à exprimer ici mes plus sincères remerciements à Françoise Moulin Civil pour sa disponibilité, son soutien constant, sa patience et l'éclairage intellectuel permanent qu'elle m'a apporté.

Qu'il me soit également permis de remercier tous les professeurs et personnels de l'Université de Cergy-Pontoise pour leur gentillesse et leurs sourires, ainsi que les enseignants des Universités de La Havane et de Santiago de Cuba cités dans ce travail.

Merci à mes parents, Marie-Hélène et Jean-Michel, ainsi qu'à mon frère, Jordi, et à l'ensemble de ma famille.

Merci à mes amis Cyril, Émeline, Céline, Bruno.

Table des matières

Introduction 1

- PREMIÈRE PARTIE :
États des lieux des relations culturelles

Chapitre 1 : Le monde caribéen : unité/diversité 38

1- Caribéanité et cubanité

a- *Définitions* 42
b- *Culture cubaine. Culture caribéenne. Cubanité vs. caribéanité ?* 48
c- *Identité nationale et culture régionale* 55

2- Langues et religions

a- *Cultures et cultes. Les religions et les religieux* 64
b- *Multiplicité des langues* 80
c- *Les projets de politiques linguistiques* 86

3- Les mouvements de populations : des apports à la culture

a- *Une tradition ancrée* 92
b- *L'importance des flux migratoires à Cuba* 96
c- *Syncrétismes culturels* 100

Chapitre 2 : Quels substrats aux relations culturelles caribéennes ? 105

1- Le poids du passé

a- *Assimilation culturelle ; acculturation ; transculturation* 107
b- *Les stéréotypes, les préjugés et la méconnaissance* 113

2- Les moyens, réseaux de communication et infrastructures

a- *Dans la Caraïbe* 126
b- *À Cuba* 133

3- La concurrence entre pays caribéens

a- *Concurrence économique* 137
b- *Compétition identitaire* 140

Chapitre 3 : Le rôle prépondérant des États-Unis 142

1- Place des États-Unis dans les relations (culturelles) Cuba/Caraïbe

a- *Cuba et les États-Unis : un conflit qui divise la Caraïbe* 144
b- *Révolution et impérialisme culturel* 147
c- *Une aide inattendue à l'établissement de relations* 152

2- Une culture nord-américaine écrasante ?

a- *La tentation d'imposer un modèle unique* 154
b- *De la frontière entre contact et ingérence* 158
c- *Embargo et blocus culturels* 162

3- Les autres pays, régions et « blocs » dans les relations entre Cuba et la Caraïbe

a- *Les anciennes métropoles : quel(s) apport(s) culturel(s)* 165
b- *Les blocs économiques* 173

Chapitre 4 : Place de la Révolution cubaine dans les relations de l'Ile avec la Caraïbe 177

1- Les révolutions de la Révolution

a- *La Révolution et le « régime »* 178
b- *Révolution et évolutions* 185
c- *Impact de la politique culturelle de l'Ile depuis 1959* 190

2- Socialisme, marxisme-léninisme

a- *Atout ou obstacle ?* 202
b- *Les partis marxistes, communistes, socialistes de la Caraïbe* 208
c- *« Propagation » de la Révolution et propagande de la « contre-révolution » ?* 214
d- *Le Tiers Monde et la Troisième Voie* 219

3- Une politique opportuniste et agressive ?

a- *Les indépendances* 223
b- *La chute de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques* 226
c- *Paix et tensions dans la Caraïbe* 232

- DEUXIÈME PARTIE :

Les formes prises par les relations culturelles entre Cuba et la Caraïbe

Chapitre 1 : Les relations culturelles Cuba/Caraïbe : réalité, stratégie régionale ou pure façade ? 245

1- De l'intérêt de l'établissement de relations culturelles

a- *Bénéfices économiques* 249
b- *Culture et union* 251

2- Poids de Cuba dans ses relations avec la Caraïbe

a- *Les actions de Cuba vers et pour la Caraïbe* 254
b- *Les aides de Cuba à d'autres régions et d'autres continents* 259

3- Poids de la Caraïbe dans ses relations avec Cuba

a- *L'ouverture de la Caraïbe sur la Caraïbe* 262
b- *Le Venezuela, un exemple hors normes des relations* 268
c- *Les aides et demandes de coopération de la Caraïbe à Cuba* 277

Chapitre 2 : Les promoteurs des relations culturelles dans la Caraïbe 281

1- Le pouvoir cubain

a- *Fidel Castro* 284
b- *Ministres et représentants diplomatiques* 291

2- Les peuples

a- *Le choix des peuples* 296
b- *La liberté des populations* 299
c- *Les organisations non gouvernementales dans la Caraïbe* 304

3- Les grandes figures historiques

a- *Le Che ou le symbole du guérillero latino-américain* 308
b- *Légitimation historique et littéraire* 311

Chapitre 3 : Les grands évènements culturels 319

1- À Cuba

a- *Les festivals culturels* 320
b- *Les manifestations scientifiques et politiques* 328

2- Le CARIFESTA

a- *Les particularités du CARIFESTA* 332
b- *Cuba/CARIFESTA : quel rôle pour l'Ile, quelle importance pour le CARIFESTA ?* 334

Chapitre 4 : Les Arts et la littérature : catalyseurs de l'union caribéenne ? 337

1- Un rôle pluriel et difficile

a- *Les écrivains et les artistes caribéens* 338
b- *Les Arts et la littérature de la Caraïbe : émetteurs et récepteurs de culture* 342
c- *Le contexte caribéen* 347

2- La Casa de las Américas

a- *Une maison cubaine tournée vers « les Amériques »* 352
b- *Un espace ouvert au dialogue et à l'échange culturel* 356
c- *Du dialogue au débat, et de l'accord à la désunion* 358

3- Les institutions artistiques et littéraires de l'Ile : la culture et les relations culturelles, une quête cubaine

a- *L'ICAIC et le cinéma, acteurs des relations culturelles cubano-caribéennes* 360
b- *Une implication dans le domaine culturel malgré les crises* 362

- TROISIÈME PARTIE :

Les enjeux actuels des relations culturelles dans la Caraïbe : isolationnisme et/ou intégration

Chapitre 1 : Les relations culturelles : mère ou filles du dialogue ? 369

1- Vers une collaboration

a- *Des bouleversements mondiaux qui imposent une coopération* 370
b- *Repenser la Caraïbe, repenser Cuba grâce à la culture* 374
c- *La nécessaire construction de l'identité à travers les relations culturelles* 378

2- Les liens culturels, fruits de la coopération

a- *Des liens culturels inattendus* 380
b- *Une coopération qui effraie : le repli sur soi* 382

Chapitre 2 : L'intégration régionale : défi et chance pour les relations culturelles cubano-caribéennes 385

1- Définition, concepts, méthodes

a- *Quelle(s) problématique(s) ?* 389
b- *Multiplicité d'organismes et absence de réalisations concrètes* 393

2- Les spécificités de l'intégration régionale caribéenne et de l'intégration de Cuba à sa région géographique

a- *Intégration versus souveraineté nationale et extraversion caribéenne* 402
b- *Intégration contre abandon* 408
c- *Quelle intégration pour une région fragmentée ?* 412

3- Impact de l'intégration régionale sur les échanges culturels, et inversement : la nécessaire intégration culturelle caribéenne

a- *Dynamiques mutuelles* 421
b- *S'intégrer pour réformer, réformer pour s'intégrer ; quel poids pour les systèmes éducatifs de la zone ?* 428
c- *S'intégrer sans corrompre la culture* 432

Chapitre 3 : Les processus de mondialisation et globalisation et leur(s) conséquence(s) pour les échanges culturels caribéens 437

1- Culture et globalisation

a- *Un phénomène qui pousse à la réflexion* 440
b- *Réactions et résistances* 448

2- Des dangers pour la Caraïbe ?

a- *Un raz-de-marée culturel ?* 456
b- *Révolution et mondialisation* 465
c- *Valeur de la culture dans les processus de mondialisation et globalisation* 471

3- Un défi pour le futur

a- *L'unité sans l'uniformisation* 477
b- *La fierté sans l'arrogance* 484

Conclusion 490

Bibliographie 544

Index 569

Annexes 571

Introduction

L'intérêt porté à Cuba par la communauté internationale depuis le début de la guérilla révolutionnaire, et *a fortiori* depuis la victoire des troupes emmenées par Fidel Castro, n'a jamais cessé de croître. Le pays avait déjà été l'objet de bien des préoccupations avant la fin des années 1950, par son histoire hors du commun, sa position géostratégique ou encore pour ses ressources naturelles, mais il semble que 1959 ait marqué un tournant dans la façon dont le monde envisage Cuba.

Malgré les informations diffusées à l'échelle planétaire, l'Île et son processus politique restent largement méconnus. Un grand nombre d'informations approximatives, voire de stéréotypes, concernant Cuba et la Révolution cubaine sont véhiculés par les moyens de communication modernes, renforçant encore la confusion que l'on peut ressentir face au « crocodile vert »[1]. Cuba n'est même parfois dépeinte que comme un territoire miséreux du Tiers Monde, dirigé d'une main de fer par un seul et unique homme, Fidel Castro –bien que ce dernier n'occupe plus désormais certaines des fonctions politiques qui le firent connaître. Le manque de nuances et d'explications claires peut donner lieu à des représentations particulièrement négatives de Cuba et de son système politique.

Le premier motif de ces travaux de recherche était donc l'envie de découvrir ou plutôt redécouvrir Cuba différemment, loin de certains clichés abondamment diffusés. Bien que visant l'objectivité scientifique, ce travail se propose de rappeler que la nation cubaine et son peuple existent et évoluent hors des cadres qu'on voudrait leur imposer. Il faut éviter de considérer l'Île depuis un regard européen, et intégrer pleinement le fait qu'elle se situe dans un contexte particulier.

De même, parler de Cuba sans parler des Cubains peut sembler aberrant, mais il faut reconnaître que les médias se concentrent bien souvent sur les dirigeants de l'Île, oubliant par là même ce qui fait l'existence de la Nation cubaine : son peuple. Nous tenterons donc

[1] Surnom de Cuba que l'on retrouve dans un poème de Nicolas Guillén cité plus loin dans ce travail.

de laisser une place aux habitants de l'Île, et pour ce faire, nous nous appuierons sur des témoignages directs[2].

Les Cubains sont en effet très fréquemment victimes de poncifs, et s'il s'agit sans doute d'un fait commun à l'ensemble du monde, ces stéréotypes les marquent d'une façon peut-être particulière, qu'il nous faudra étudier plus en détail. En d'autres termes, si nous ne songeons pas à dépeindre Cuba comme une terre d'unité et d'harmonie parfaites, nous tenterons de nous défaire de l'image de goulag tropical qui est parfois diffusée.

En premier lieu, le choix de l'étude des relations –tout spécialement culturelles– entre Cuba et la Caraïbe depuis 1959 n'est pas fortuit. L'appartenance de l'Île, à différents niveaux, à l'aire caribéenne la fait s'inscrire dans un environnement spécifique, qui doit à son tour composer avec la singularité cubaine. Cela explique que, bien que Cuba soit le point central de notre réflexion, nous avons souhaité consacrer une partie de ce travail à la Caraïbe et à sa diversité.

De ce constat préliminaire surgissent d'ores et déjà plusieurs axes de questionnement, au premier rang desquels : que recouvre la Caraïbe ? En effet, la multiplicité des termes français (la Caraïbe ou les Caraïbes), fruit d'une erreur et certainement d'une vision européocentriste, montre la difficulté que nous avons à nous représenter cette région :

> Nous éprouvons aujourd'hui les mêmes difficultés à circonscrire les Caraïbes que Fernand Braudel a eues à délimiter la « Méditerranée à l'époque de Philippe II ». Nous pourrions reprendre sans les modifier les mêmes termes, les mêmes expressions que ceux qu'il utilisait dans sa célèbre préface de 1946 pour présenter son espace : « personnage complexe, encombrant, hors série, (qui) échappe à nos mesures et à nos catégories… ». Ajoutons et tranchons derrière lui pour ce qui concerne les Caraïbes : personnage à ne pas définir car insaisissable avec nos *normes* habituelles.[3]

Quelle énonciation plus claire que celle d'Oruno Denis Lara, que nous rejoignons dans ses exclamations et interrogations, du casse-tête posé par la Caraïbe ? Bien entendu, pour nous, le « personnage complexe, encombrant », ne l'est que parce qu'il ne s'accorde pas avec notre esprit « européano-cartésien », ce qui le rend d'autant plus fascinant. Nous voyons clairement ici que, face à la difficulté de définir l'espace caribéen, le premier effort à faire

---

[2] Recueillis lors de nos séjours en juillet 2008 à La Havane, juillet 2009 à Santiago de Cuba et la Havane, et en juillet 2011 à La Havane.

[3] Oruno Denis Lara, *Les Caraïbes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p. 3.

consiste à mettre de côté nos outils préconçus, inutilisables pour l'étude d'une aire à la fois spécifique et hors du commun. La Caraïbe est un espace en construction, aux frontières plus historiques que géographiques ; les frontières historiques étant par nature mouvantes[4], on comprend qu'il soit malaisé de donner une définition claire de la zone.

De cette confusion naît l'intérêt, sans cesse renouvelé par les multiples problématiques soulevées, pour ce « personnage insaisissable » :

> Au vrai, on aimerait pouvoir disposer, comme les mathématiciens, de concepts aussi opérationnels que ceux de *dimensions*, de *noyaux*, d'*espaces abstraits* pour décrire la complexité des Caraïbes. Comme ce serait plus clair si nous pouvions évoquer les dimensions, les voisinages, les opérateurs, les mesures qui caractériseraient une famille d'*espaces Caraïbes* comme on en use pour les espaces de Hilbert ! Dans l'impossibilité de partir d'une définition cohérente des Caraïbes –qui nécessiterait au préalable l'élaboration d'une axiomatique multidimensionnelle– il ne reste qu'un fil directeur : les problèmes qui se posent.[5]

Il faut considérer avec attention l'impression confuse qui se dégage des tentatives d'analyse de ce qu'est la région, et relever que le « mystère » entourant la Caraïbe est peut-être le tout premier stéréotype la concernant.

Si nous souhaitons nous concentrer sur la Caraïbe, ce n'est pas seulement pour les représentations que nous pouvons nous en faire, mais aussi pour son poids, parfois sous-estimé mais (potentiellement) considérable. En effet, malgré les difficultés de définition, l'intérêt de la « petite sœur » caribéenne face à l'immense continent américain n'est plus à démontrer, et est même allé croissant depuis quelques années : « L'importance stratégique des Caraïbes n'a cessé de croître depuis une décennie (1975-1985). Une première cause en est le *pétrole* »[6]. Ainsi, les regards se tournent-ils depuis quelques années vers une sous-région dont on espère pouvoir tirer à nouveau profit sur le plan économique.

Il est nécessaire d'insister sur le poids de la région, qui paraît avoir longtemps été reléguée au second plan, puis diluée voire noyée dans l'immensité de l'Amérique Latine. Le mépris ou le manque d'intérêt dont la Caraïbe aurait pu être victime et la difficulté de la classifier

---

4 Yolanda Wood, *Las artes plásticas en el Caribe : praxis y contexto*, La Havane, Editorial Félix Varela, 2000, p. 17.

5 Oruno Denis Lara, *op. cit.*, p. 3.

6 *Op. cit.*, p. 99.

ou de l'insérer dans un ensemble continental doivent constituer deux points d'appui pour notre réflexion.

En effet, on peut se demander si la définition de ce qu'est la Caraïbe n'a pas toujours été construite de façon relative, « par rapport » aux autres, jamais pour la Caraïbe et les Caribéens eux-mêmes. Pour le dire d'une autre manière, s'il ne s'agit pas de définir ce qu'est la Caraïbe, une partie importante de notre travail se centre sur la façon dont la zone s'envisage elle-même, et sur la manière dont son « auto-apprentissage » pourrait la servir, en lui permettant de s'unir et d'établir des relations stables, à tous les niveaux.
Cette relation aux autres est tout à fait particulière dans l'espace caribéen : « En una lograda simbiosis, el historiador Rafael Duharte[7] precisa que allí donde el indio impone en el proceso de mestizaje su silencio asiático y se apaga la ruidosa alegría del africano, termina el Caribe y comienza la América Latina »[8]. S'il est toujours possible de discuter cette dernière affirmation, on doit en tous les cas noter que l'aire caribéenne est un espace à part au sein du sous-ensemble latino-américain, perçu comme tel par les Caribéens mais également par de nombreux Latino-Américains.

La Caraïbe constitue d'ailleurs, grâce à ses particularités, un espace idoine pour le type d'étude que nous souhaitons mener : « Es preciso tener presente que el Caribe y, más típicamente el insular, constituye un panorama cultural *sui generis* en el mundo entero »[9]. En effet, dans un espace censément foisonnant au niveau culturel, on peut s'attendre à trouver des relations culturelles complexes, multiples, et sans doute protéiformes. Si cela reste à démontrer, car la multiplicité culturelle n'est pas nécessairement synonyme d'échanges féconds, on ne peut en tous les cas nier que la Caraïbe, perçue comme un « panorama culturel », est une zone potentiellement riche en ce qui concerne la et les cultures.

D'aucuns n'hésitent d'ailleurs pas à présenter la Caraïbe comme un « laboratoire » –et si, sur le plan scientifique, cet axiome ne nous semble pas contestable, nous laisserons à d'autres auteurs l'usufruit de ce terme :

---

7 Cubain.

8 Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, p. 12.

9 Kaldone G. Nweihed, « Geopolítica cultural del Caribe », *in* Andrés Bansart (éd.), *El Caribe : Identidad Cultural y Desarrollo*, Caracas, Equinoccio, Editorial de la Universidad Simón Bolívar, 1989, p. 115.

> On a souvent dit que la Caraïbe constituait un laboratoire pour l'étude des phénomènes économiques et sociaux. En effet, il s'agit d'un archipel qui, du fait que ses îles, de taille très variable, ont appartenu, par groupes différenciés, à des métropoles distinctes –et ont changé plusieurs fois de métropoles–, permet non seulement de mener des analyses comparatives de l'impact d'un même processus historique dans des contextes insulaires différents, mais aussi de comparer l'impact des évolutions historiques de métropoles différentes dans des cadres insulaires variés. On est ainsi en présence d'un laboratoire où les phénomènes socio-économiques à analyser sont reproduits de manière expérimentale dans des îles qui font office d'expériences. Situation dont rêve tout scientifique.[10]

Ainsi, l'Histoire semble avoir créé les conditions propices à une étude scientifique de la Caraïbe, d'un point de vue à la fois synchronique et diachronique. Les différentes évolutions qui y sont perceptibles deviennent les résultats d'expériences faites au détriment des populations, que ces dernières peuvent néanmoins se réapproprier. En effet, en convertissant ces « résultats » en expériences, cette fois-ci humaines, pleinement voulues et consenties, la Caraïbe peut transformer le joug historique en atout pour le futur. En conséquence, il est possible d'affirmer que la Caraïbe n'est pas nécessairement un tourbillon de cultures, et qu'elle peut même être perçue comme un ensemble sinon cohérent et harmonieux, à tout le moins complémentaire : « […] el Caribe se nos presenta como una unidad incuestionable, en lo que respecta a la geografía, la cultura y la etnografía, aunque con características propias en función de su historia, dominación colonial e idioma »[11]. Les revendications identitaires et culturelles observables dans la Caraïbe peuvent dès lors devenir le point de départ d'une réflexion nouvelle portant sur l'aire elle-même :

> Jacques de Cauna[12] a assurément raison de souligner en particulier que dans l'assez extraordinaire laboratoire qu'offre le Bassin Caraïbe à qui veut étudier les relations internationales, on se repérera d'autant mieux si l'on comprend combien les phénomènes identitaires et culturels sont liés à l'histoire.[13]

Le caractère central de l'Histoire, sur laquelle nous reviendrons fréquemment dans ce travail, n'est pas à sous-estimer, puisqu'elle nous éclaire quant aux « phénomènes » cités

---

10 Jean Crusol, « Abolition et transition post-esclavagiste dans les sociétés insulaires de la Caraïbe », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 49.

11 Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, p. 15.

12 Historien, Professeur aux Universités de Pau et des Pays de l'Adour et Michel de Montaigne Bordeaux 3.

13 Christian Lerat, « Préface », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 8.

ci-dessus, qui peuvent eux-mêmes nous aider à circonscrire et analyser la Caraïbe. En effet, cet espace, à la fois dispersé et réduit, ne peut se comprendre qu'au prisme de l'Histoire et des histoires multiples en découlant, vécues ou subies différemment selon les pays.

Il s'agit là d'une aide précieuse pour comprendre cet espace balkanisé, où la géographie n'œuvre pas forcément en faveur d'une définition claire et précise de la zone. De la sorte, les différences physiques observables entre les États caribéens peuvent être autant de points de rupture entre eux : « La geografía de los diferentes países también es muy variada : Cuba tiene trece veces el tamaño de Puerto Rico el cual, a su vez, es trece veces más grande que Santa Lucía »[14]. En somme, les différences imposées par la géographie peuvent devenir dangereuses si on les appréhende comme insurmontables.

C'est l'éloignement, pour ne pas dire l'isolement, qui semble être la première donnée de la fragmentation géographique de la zone, du fait même que le cœur de la Caraïbe est composé d'îles. Cuba reflète d'ailleurs parfaitement ce constat :

> Les plus proches voisins [de Cuba] se trouvent à l'est en Haïti, à 77 kilomètres par la passe des Vents ; au sud, en Jamaïque, à 140 kilomètres par le détroit de Christophe Colomb ; vers l'ouest au Mexique à 210 kilomètres, la plus longue de ces traversées par le canal du Yucatán ; et presque autant en direction du nord, pour atteindre les États-Unis, à 180 kilomètres par le détroit de Floride, ou encore à peine plus pour rejoindre les Bahamas au nord-est, sauf la plus méridionale Inagua. Voilà pour les distances maritimes les plus courtes.[15]

La topographie fragmente l'espace matériel caribéen, et ce morcellement physique peut affecter un espace caribéen non plus abstrait, mais incorporel, puisque reposant sur le sentiment d'appartenance à une culture. Il faudra donc chercher à savoir dans quelle mesure l'éparpillement peut avoir un impact –qu'il soit positif ou non– sur les relations entre les États caribéens.

Nous devrons pour ce faire nous concentrer sur l'image de « carnaval d'abondance »[16], de « mosaïque culturelle »[17], ou encore d'arc-en-ciel de métissages qui semble inhérente à la

---

[14] Barry B. Levine, « Reseña de la Confrontación Latino-Caribeña : la interpretación social sobre el Caribe», *in* Juan Tokatlián, Klaus Schubert (éd.), *Relaciones internacionales en la Cuenca del Caribe y la política de Colombia*, Bogotá, Cámara de comercio de Bogotá, 1982, p. 339.

[15] Maryse Roux, *Cuba*, Paris, Karthala, 1997, p. 11.

[16] Barry B. Levine, *op. cit.*, p. 339.

[17] Kaldone G. Nweihed, *op. cit.*, p. 120.

Caraïbe : « Está poblado por africanos, indios, criollos descendientes de españoles, ingleses, norteamericanos, franceses, holandeses, y portugueses, amerindios, chinos, javaneses, sirios, libaneses y judíos »[18]. Dans cet espace de brassage continuel de populations, que tout semble éloigner, la mixité devient presque un problème pour donner une définition culturelle claire de la zone. Il semblerait ainsi *a priori* que la multiplicité des cultures locales étouffe l'éclosion d'une culture régionale forte, et que chaque culture présente dans l'espace caribéen contribue à diluer un peu plus une identité déjà instable.
Rien n'est cependant moins sûr, car de l'abondance peut naître la confusion tout autant que l'unité, et le terme « mosaïque » employé pour définir la culture caribéenne est lui-même discuté : « […] se ha creado la metáfora del mosaico de culturas cuando, en realidad, cualquier individuo asume varias identidades y maneja diferentes códigos de valores »[19]. La Caraïbe ne serait pas composée de morceaux de culture(s) brisés, puis assemblés plus ou moins aléatoirement et maintenus par la « colle » de la dénomination « Caraïbe », mais serait plutôt un puzzle culturel dont les éléments, à première vue trop fractionnés pour devenir un tout, s'assemblent au fil du temps de façon presque naturelle.

En conséquence, même si l'Histoire a forgé différents comportements et introduit diverses valeurs culturelles, il est nécessaire de ne pas les considérer comme des obstacles infranchissables. Il est au contraire préférable de mettre en relief et d'analyser ce qui fait de la Caraïbe un espace multiple et hétérogène, et interroger le foisonnement sur la possibilité et la pérennité des relations culturelles.

Concernant encore le brassage et le métissage des cultures et des peuples, qu'on évoque très fréquemment lorsque l'on parle de la Caraïbe, nous pouvons dire que ces éléments supposent de s'interroger sur l'aire en tant qu'ensemble culturel : le métissage signifie-t-il UNE Caraïbe composée de diverses réalités, ou diverses Caraïbes composant une seule réalité ? Là encore surgissent les difficultés que l'on éprouve à définir la Caraïbe, puisque nous ne pouvons répondre à cette question que partiellement, en fonction de ce que l'on considère être la zone, mais aussi de sa diversité :

> Podríamos decir que hay une serie de rasgos comunes : estructura socio-económica, segmentación racial, instituciones sociales y

[18] Barry B. Levine, *op. cit.*, p. 339.
[19] Lourdes Arizpe, *Culturas en movimiento : interactividad cultural y procesos globales*, Mexico, M.A. Porrúa, 2006, p. 68.

> valores culturales, tradiciones y hasta estereotipos que justificarían entender al Caribe como una entidad sociológica definida.
> Variedad y diversidad que no se limitan únicamente a aspectos físicos, climáticos, y topográficos. Coexisten en el Caribe Insular colonias, estados asociados, dependencias, países independientes, países semifeudales, típicamente capitalistas, y el caso socialista de Cuba.[20]

On constate que la diversité des expériences politiques et sociales a conduit les pays caribéens à envisager différemment leur présent et leur avenir, et que la variété des systèmes politiques actuellement en place peut contribuer à la parcellisation. Partant, et loin de vouloir présenter une Caraïbe unifiée, c'est sous un angle unitaire que nous l'envisageons. Il faut en effet songer à « la » Caraïbe et à ses différents visages, sous couvert de ce que l'on nous présente parfois comme étant une « synthèse » culturelle, un syncrétisme identitaire, et préciser que dans ce cas on considère qu'il n'existe qu'une Caraïbe, dont les pays ont connu des histoires et des métissages différents par exemple, donnant lieu à des présents distincts –et donc à des systèmes politiques, économiques, sociaux et peut-être culturels différents– mais dont l'un des points communs est précisément le métissage. D'ailleurs, si les pays colonisateurs ont été différents, le fil d'Ariane historique rapprochant les nations caribéennes est bien la colonisation[21], et même le système de plantation[22] et d'esclavage : « En efecto, este problema de identidad está ligado a un hecho central de la historia antillana : la esclavitud, como acertó a decir el poeta René Depestre : « ¿Y qué era la esclavitud, se pregunta el poeta, sino la anti-identidad, por definición »[23] ? »[24].

Si le métissage est si prégnant dans la Caraïbe, il est nécessaire de l'étudier en tant que cause et conséquence d'une union, d'un partage sur le plan culturel entre les peuples de la région. À ce sujet, « la question du métissage surgit en particulier au Brésil et dans les Caraïbes, lorsque le flux d'imbrication est tel qu'il devient vain de se demander à quel

---

[20] Juan Tokatlián, « El Caribe insular : unidad y multiplicidad», *in* Juan Tokatlián, Klaus Schubert (éd.), *Relaciones internacionales en la Cuenca del Caribe y la política de Colombia*, Bogotá, Cámara de comercio de Bogotá, 1982, p. 225.

[21] Jean Lamore, *op. cit.*, p. 18.

[22] Antonio Benítez Rojo, *La isla que se repite*, Barcelona, Casiopea, 1998, p. 392.

[23] Cf. René Depestre, *Problemas de identidad del negro en las literaturas antillanas*, Casa de las Américas, La Habana, 1970, p. 51 et suivantes.

[24] Alain Yacou, « Historia, historiografía e identidad cultural : etnicidad e integración nacional en Cuba », *in* Andrés Bansart (éd.), *El Caribe : Identidad Cultural y Desarrollo*, Caracas : Equinoccio, Editorial de la Universidad Simón Bolívar, 1989, p. 63.

fleuve principal appartiennent les différents affluents, car la culture vers laquelle on va l'emporte sur la culture dont on vient »[25].

Nous sommes donc en présence d'un monde complexe, fragmenté historiquement et géographiquement. La colonisation même y acquiert le statut de dénominateur commun et, paradoxalement, de facteur de division :

> On sait que, historiquement, les Antilles ont été définies par les processus coloniaux comme un monde hétérogène, fragmenté, comme une mosaïque dont les constituants ont été maintenus séparés les uns des autres, recevant chacun le flux exclusif et lointain des métropoles européennes. Les modes de vie imposés, les langues différentes, les religions et mythes importés, et même les peurs inventées par les Européens puis par les grands voisins du Nord, ont éloigné cette trentaine de peuples les uns des autres[26].

De ce fait, on note que ce qui semble rapprocher les populations caribéennes peut en réalité devenir un obstacle, dès lors que chacun ne se sort pas des carcans imposés par l'Histoire. Ce lien historique que constitue la colonisation est donc lourd de conséquences, puisqu'il est aussi un défi tout à fait actuel pour les Caribéens : « Los países europeos y los Estados Unidos han impuesto al hombre caribeño su visión de la realidad, la imagen de sí mismo y el mismo concepto de desarrollo »[27]. Comment l'Homme caribéen peut-il alors briser le joug du passé –et doit-il nécessairement le faire ? –afin de (re)construire une vision de lui-même qui lui serait propre, de prendre la mesure de ce qu'est sa réalité, si le départ des anciennes métropoles ne signifie rien d'autre que l'arrivée de nouveaux colons, peut-être et surtout culturels ?

Cela ne peut sans doute se faire sans une volonté farouche de lutter contre une apparente fatalité. On est alors en droit de penser que les différences de toutes sortes, sur lesquelles nous reviendrons (langues, traditions, systèmes politiques…), peuvent être gommées par un désir d'unité : « Al pueblo caribeño se le había convencido de que no tenía cultura. Así, que es necesario ahora quebrar los prejuicios, romper los complejos y valorar lo que,

---

[25] François Laplantine, « Réflexions sur la notion de métissage dans les sociétés d'Amérique Latine », *in* Daniel Van Eeuwen (éd.), *L'Amérique latine et l'Europe à l'heure de la mondialisation : dimension des relations internationales*, Paris, Karthala, Centre de recherches sur l'Amérique latine et les Caraïbes, 2002, p. 35.

[26] Jean Lamore, « Présence du monde antillais dans la culture cubaine d'aujourd'hui », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 17.

[27] Andrés Bansart, « Prólogo : Identidad cultural y desarrollo », *in* Andrés Bansart (éd.), *El Caribe : Identidad Cultural y Desarrollo*, Caracas, Equinoccio, Editorial de la Universidad Simón Bolívar, 1989, p. 15.

durante siglos, fue ignorado o desvalorado »[28]. Ainsi, certains vont jusqu'à faire des Caribéens un « peuple », qui devrait aujourd'hui aller contre ce qu'on a tenté de lui inculquer durant des siècles, et essayer de faire sien un patrimoine culturel présenté jusqu'alors comme divisé et propre aux colonisateurs.

« Bien entendu, les métissages qui relient, qui peuvent être considérés comme culturels plutôt que structurels, ne sauraient dissimuler les spécificités qui excluent »[29]. On observe que le métissage n'est pas synonyme de « lissage » culturel, et qu'il ne signifie pas nécessairement oublier les particularités de chacun. La diversité culturelle inhérente aux sociétés protéiformes peut donner lieu à des conflits[30], et il faudra s'attacher à comprendre en quoi elle peut unir ou au contraire désunir les peuples.

En outre, il sera nécessaire de s'intéresser aux mouvements de populations, notamment dans le but de comprendre comment s'effectue la réception d'une culture par une autre, et comment naît le métissage actuellement dans la Caraïbe, ou tout au contraire le rejet culturel.

La question reste en suspens : la Caraïbe, ou les Caraïbes ? Pluralité révélatrice de la fragmentation des territoires, mais aussi d'un morcellement des cultures, des langues, des politiques[31] (la région regroupant des États indépendants, État Libre Associé, Départements d'Outre Mer, des démocraties parlementaires, des républiques, des pays membres du Commonwealth…). Si la multiplicité des cultures interroge, c'est qu'elle peut avoir un impact considérable sur la façon d'envisager la région, y compris dans sa délimitation, ce qui explique l'attention qui sera portée aux diverses langues que l'on peut y trouver :

> Siguiendo el aspecto geográfico se pueden conformar cuatro grupos en el Caribe Insular a partir de las lenguas predominantes : hispano parlantes (Cuba, Santo Domingo y Puerto Rico), anglófonos (Jamaica, Trinidad y Tobago, Barbados, Granada, Islas Bahamas), francófonos (Martinica, Guadalupe, San Martín) y flamencos (Antillas Neerlandesas y Aruba). Obviamente esto lo ha determinado el respectivo predominio colonial.[32]

---

28 *Op. cit.*, p. 17.

29 François Laplantine, *op. cit.*, p. 36.

30 Ralph R. Premdas, « Anatomie du conflit ethnique – La domination contre la réconciliation », *in* Mamadou Diouf, Ulbe Bosma, *Histoires et identités culturelles dans la Caraïbe : trajectoires plurielles*, Paris, Karthala, 2004, p. 145.

31 Intervention de Milagros Martínez, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris).

32 Juana Berges Curbelo, *Los llamados nuevos movimientos religiosos en el Gran Caribe : reflexiones sobre un problema contemporáneo*, La Havane, Ediciones CEA, 2006, p. 31.

On voit clairement que les frontières géographiques, si particulières lorsqu'on aborde la Caraïbe insulaire, sont remplacées par des démarcations que produiraient les langues. Dès lors, le débat sémantique relevé plus haut autour de la ou des Caraïbes revêt un nouvel aspect, d'autant plus qu'il porte sur bien des termes liés à la région, ainsi que sur leurs emplois respectifs : « Caraïbe s'emploie aussi bien comme nom que comme adjectif (dictionnaire *Robert*). Évitons les barbarismes : « caraïbéen » ou « caribéen » et le mot « Antilles », issu de la cartographie mythique du XVe siècle, utilisé en France dans un sens trop étroit »[33].

La Caraïbe serait si difficilement définissable que les mots employés pour la caractériser seraient sujets à controverse. Pour notre part, nous préférons sans surprise le singulier, le pluriel se référant à certains habitants de la région durant l'époque précolombienne, « los Caribes », qui peuplaient une partie d'Haïti, de Porto Rico, de la Guadeloupe et de Saint Vincent[34]. Il faut néanmoins avouer que les termes « caribéen » et « Antilles », bien que dénaturés, sont difficilement évitables dans un travail comme le nôtre, et qu'ils apparaîtront notamment au fil des citations.

Toutefois, hors du débat onomasiologique, notre but, nous l'avons dit, est de nous rapprocher du « ressenti » des Caribéens, de chercher à savoir si cette « balkanisation » dont on parle concernant leurs lieux de vie est, pour eux, bien réelle, mais surtout quel peut être son impact sur leur quotidien. À cet égard il convient de noter que, si nous, Européens, n'avons qu'une vision partielle et parfois arbitraire de la Caraïbe à bien des niveaux, qui en induit une interprétation périlleuse, cette définition n'est pas plus évidente pour les Caribéens eux-mêmes :

> […] al latinoamericano oriundo de países continentales le interesa la definición de « cuenca » (el propio Mar Caribe y el Golfo de México), el anglófono, francófono y el de habla holandesa parecen restringir su Caribe al rosario insular, admitiendo en el continente sólo a países que hayan compartido con ellos la experiencia de la plantación, en tanto el latinoamericano insular puede aceptar ambas definiciones ya que de todos modos califica.[35]

Chacun se reconnaît donc dans une définition différente de ce que peut être la Caraïbe, et en conséquence, de ce que sont les Caribéens. De la sorte, il faut nous attacher à comprendre si les entraves conséquentes à l'Histoire ou la géographie peuvent être

[33] Oruno Denis Lara, *op. cit.*, p. 5.
[34] Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, p. 11.
[35] Kaldone G. Nweihed, *op. cit.*, p. 120.

contournées, et surtout s'il existe chez les Caribéens et les Cubains en particulier une envie de s'en jouer. Pour résumer notre propos, il nous faut dire que la définition de la Caraïbe est une définition fluctuante, « en construction »[36], dépendant aussi bien du sujet traité que de la personne le traitant :

> Paradójicamente, nuestras definiciones también responden a una lógica del poder, aunque levemente desactualizada. Nos definimos como Latinoamericanos, West Indians o Antillanos, o inclusive como franceses, holandeses, británicos o norteamericanos, de acuerdo a la latitud donde se haya producido nuestro nacimiento, donde se han afincado (con frecuencia forzadamente) nuestros antepasados y donde aprendimos a hablar nuestra lengua, prestando poca o ninguna atención a otras identidades que no sean aquéllas marcadas por la cultura y la historia política. De manera que la geografía fluctúa al ritmo de las imposiciones históricas y de las circunstancias políticas y las definiciones que usamos como propias reflejan las divisiones impuestas a la región por las pugnas coloniales.[37]

De nos jours encore, la Caraïbe se définit ou est définie, comme bon nombre d'autres régions, depuis l'extérieur et sur la base de la stratégie politique. Les évolutions qui peuvent survenir dans ce domaine façonnent et configurent un espace qui semble en perpétuel mouvement. Là encore, la culture peut être un moyen de (re)définir plus clairement la zone caribéenne, dès lors qu'on l'analyse sans prendre en compte les manœuvres gouvernementales. Par ailleurs, on peut considérer que les divergences politiques ne sont rien au regard des tâches qui restent à accomplir dans la Caraïbe : « […] no obstante las diversas concepciones filosóficas y los enfoques bien diferenciados en matería de ideología, hay problemas comunes a realizar e ideas universalmente aceptadas por aplicar »[38].

Au-delà de tout ce que nous avons pu écrire jusqu'à présent, il convient de donner clairement les limites de la Caraïbe soumise à étude dans ce travail. En effet, la Caraïbe « insulaire » ne peut sans doute être envisagée ici seule, séparée des pays continentaux qui sont considérés et se considèrent pour certains comme partiellement caribéens :

> De grands États comme le Mexique, la Colombie et le Venezuela s'emploient […] à renforcer leur vocation caraïbe et sans doute y a-t-il matière à s'en féliciter si l'on songe au potentiel représenté

---

36 Intervention de Milagros Martínez, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris).

37 Andrés Serbín, « La paz en el Caribe : ¿ Una utopía posible ? », *in* Michel Martin, Alain Yacou (éd.), *Études Caraïbéennes : société et politique, actes du XIIIe Congrès de l'Association des études de la Caraïbe*, Toulouse, Presses de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse, 1991, p. 343.

38 Armando Hart Dávalos, *Cultura en revolución*, Mexico, Nuestro Tiempo, 1990, p. 158.

> par ses derniers. Toutefois, ces pays présentent une forte complexité et ne sont que partiellement liés au monde caraïbe.[39]

On observe la revendication de certains États quant à leurs liens avec la Caraïbe, non dénuée d'intérêt, comme nous le verrons au cours de ce travail. Nous avons pour notre part fait le choix d'aborder une Caraïbe assez étendue, souhaitant de cette manière ne pas nous priver de l'observation d'un pays tel que le Venezuela. En effet, si le Venezuela n'est « que partiellement lié au monde caraïbe », cette assertion n'est valable, et nous l'avons vu, que si l'on adopte un certain point de vue : certains Caribéens l'incluront, d'autres l'excluront, mais son lien avec la Caraïbe, si infime soit-il, n'est sûrement pas négligeable. De nombreux auteurs vénézuéliens ont d'ailleurs souligné leur appartenance à la « réalité caribéenne »[40].

De plus, les coopérations mises en place dans la Grande Caraïbe, incluant des pays continentaux, nous éclairent parfois quant aux relations internes aux pays de la Caraïbe insulaire. Certaines relations entre pays caribéens insulaires passent effectivement par le continent, ou peuvent être renforcées par celui-ci, et il sera intéressant d'observer dans quelle mesure les pays continentaux influent sur les relations de Cuba avec les autres îles caribéennes.

Une telle préférence est également justifiée par le fait que la Caraïbe continentale peut être plus qu'un pont entre les îles et le reste du sous-continent latino-américain : elle peut aussi être un point de liaison avec le monde dans son ensemble. En effet, il nous semble intéressant d'étudier la mise en place des relations culturelles. Dans le cas de Cuba et de la Caraïbe, il faut reconnaître que l'espace latino-américain, par son poids économique, diplomatique et politique, constitue un élément non négligeable, puisqu'il peut permettre la création de relations internes à la Caraïbe, mais qu'il peut tout aussi bien les empêcher d'exister.

Par ailleurs, certains pays d'Amérique Centrale peuvent avoir influé sur l'isolement ou l'intégration de l'Île, et certains se sont même (re)découverts une « vocation caraïbe », bien que parfois intéressée et finalement peu liée à la culture :

---

39 Christian Lerat, *op. cit.*, p. 13.

40 Aura Marina Boadas, « Presencia del Caribe en la narrativa insular venezolana », *in* Andrés Bansart, Aura Marina Boadas, Mireya Fernández Merino (éd.), *El Caribe continental e insular en su literatura : ¿ vasos comunicantes o frontera ?*, Caracas, Universidad Central de Venezuela/AVECA, 2001, p. 41.

> Espace géopolitique protéiforme, la Caraïbe se régénère sans discontinuer. Cette recomposition spatiale est clairement perceptible dans l'archipel depuis le XVIIe siècle mais s'avère être plus récente dans le sous-continent latino-américain (Dubesset, 2003). Ce n'est véritablement que depuis le milieu des années 1980 que la Colombie, le Mexique et le Venezuela s'emploient à renforcer tous azimuts leur vocation caraïbe. Plus récemment encore, le Belize, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Costa Rica et le Panama leur ont emboîté le pas comme en témoignent, d'une part, l'irrédentisme côtier entre le Guatemala et le Belize et, d'autre part, les récents remaniements institutionnels opérés au Nicaragua à dessein d'obtenir un meilleur accès à la Mer des Antilles.[41]

La relation qui unit Fidel Castro et Hugo Chávez est particulièrement intéressante, et nous permettra de comprendre les enjeux des relations culturelles mais également de prendre conscience des multiples façons dont celles-ci s'établissent.

En outre, le Mexique[42] étant le seul pays latino-américain à avoir toujours tenté de maintenir des relations diplomatiques avec Cuba depuis 1959[43], notre souhait était de comprendre si ce maintien avait permis une réflexion ou une concertation en ce qui concerne la culture, ou bien s'il n'avait servi que des intérêts économiques ou stratégiques.

Paradin ne donnait-il pas du terme « isolé », en 1575, la définition suivante : « façonné comme une île »[44] ? Restreindre notre étude à la Caraïbe « purement » insulaire aurait pu nous conduire à occulter certains versants importants des échanges culturels, même s'il est vrai que certains pays, y compris insulaires, n'apparaîtront pas, tout simplement pour cause d'absence de relations culturelles fortes et productives. Effectivement, il arrive que des États proches géographiquement et peut-être culturellement n'arrivent pas à mettre en place des relations culturelles stables et pérennes.

---

41 Éric Dubesset, « L'invention de la côte caraïbe centraméricaine : le cas du Nicaragua », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 181.

42 Françoise Barthélémy, *Un continent en quête d'unité : l'au-delà du rêve*, Paris, Éditions Ouvrières, 1991, p. 50.

43 En 1964, tous les pays d'Amérique Latine à l'exception du Mexique ont rompu leurs relations avec Cuba. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une relation sans heurt (les divergences, principalement à propos des droits de l'Homme, atteignirent sans doute leur paroxysme en 2004), le Mexique a toujours souhaité conserver toute latitude dans ses relations avec Cuba, ne cédant pas à certaines pressions des États-Unis.

44 Jean Dubois, Henri Mitterand, Albert Dauzat, *Dictionnaire étymologique et historique du français*, Paris, Larousse, 1998, p. 145.

Concernant la délimitation de l'espace caribéen adoptée dans ce travail, nous pouvons encore dire que la définition que nous donnons de la Caraïbe examinée ici n'est absolument pas nouvelle :

> En 1981, la revue *SAIS* (*School of Advanced International Studies*, Washington) consacra un numéro aux *Caraïbes en crise* et définissait le « bassin des Caraïbes » comme une région ayant « atteint sa majorité » et « englobant l'Amérique centrale, les Caraïbes insulaires et des États de la périphérie (Mexique et Venezuela particulièrement) ». Aux États-Unis, une nouvelle vision des Caraïbes –dégagée du concept d' « Amérique latine », né vers 1860 à Paris et qui reste associé à l'aventure mexicaine de Napoléon III– s'imposa progressivement depuis la publication, en 1974, du rapport de l'ambassadeur Sol M. Linowitz. Comment expliquer une telle évolution diplomatique ? Deux formulations de l'espace des Caraïbes s'interpénètrent souvent : une conception *restreinte*, qui concerne les seuls territoires insulaires, la *conception large*, qui englobe tous les pays situés dans ou bordant la Méditerranée des Caraïbes. Suivant cette dernière extension, le Mexique, le Venezuela, la Colombie et les États de l'Isthme centraméricain s'intègrent aux Caraïbes.[45]

« La Cuenca del Caribe » est un autre élément moteur dans notre décision, le bassin pouvant devenir le berceau des relations culturelles dans le cas présent, si tant est qu'on ne le considère pas seulement comme un concept stratégique imposé par les États-Unis[46]. Il faut encore se demander si le désir porté par Humboldt de (re)créer une « Méditerranée » dans la Caraïbe n'a pas contribué à l'invention d'un bassin immatériel synonyme de bloc monolithique et de similitude présupposée, entraînant le faux postulat qui veut que la Caraïbe se rassemble autour de traits communs. En parallèle, ce bassin est naturellement, d'un point de vue géographique, à relier à la mer, qui berce justement les rivages des pays caribéens, et qui apparaît si importante dans l'analyse de la région, à travers l'unité ou l'union qu'elle lui confère.

Enfin, le choix d'étudier une Caraïbe incluant des pays continentaux repose également et bien évidemment sur la problématique du lien culturel. Il convient effectivement d'analyser la Caraïbe au prisme de la culture, afin de savoir s'il existe malgré tout une Caraïbe culturelle, et si celle-ci inclut des pays non insulaires :

> Desde el punto de vista geográfico y cultural, el Caribe sobrepasa la parte insular abarcando también las costas continentales del Golfo de México, desde México y Centroamérica hasta lo más

---

45 Oruno Denis Lara, *op. cit.*, p. 98.

46 Anthony Bryan, « The geopolitical environment : Latin America », *in* Anthony Bryan, Edward Greene, Timothy Shaw, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, p. 88.

> septentrional de América del Sur. En esta definición es necesario incluir a Brasil, en buena medida culturalmente caribeño, al menos en su región nordeste.[47]

Force est de constater qu'un lien immatériel –bien que parfois fort ténu et étouffé par celui de « latino-américanité »– semble unir les peuples de la Caraïbe, qui se définissent d'ailleurs plutôt comme appartenant à une communauté vivant sa caribéanité que comme une communauté géographique, économique ou politique. Il faut alors chercher à savoir ce qu'est la caribéanité, quelle est sa place dans les relations culturelles cubano-caribéennes, mais également en quoi elle peut compléter ou s'opposer à la cubanité ressentie par les Cubains. En effet, Fernando Ortiz soulignait dès 1940 dans la *Revista Bimestre Cubana* les nuances à apporter à la « cubanité » :

> […] se demandant quels étaient les « facteurs de la cubanité », il affirmait, à contre-courant de toute une époque, qu'il n'existe pas de « *raza cubana* », comme il n'existe pas de « *raza española* » : Cuba est le produit d'une fusion, c'est « *una salsa* », et pour être plus vernaculaire, il précisait « *un ajiaco* ». Cette ultime comparaison, au-delà de sa saveur indiscutable, est pleine d'enseignements : en effet, elle suggère que la transculturation, comme l'ajiaco, n'est pas une composition statique ou planifiée (comme le serait la mosaïque, par exemple), mais bien un processus en constant devenir : « Siendo ajiaco, el pueblo no es un guiso hecho, sino una constante cocedura ».[48]

On constate donc que la culture est un élément en mouvement, qu'elle n'est pas un tout figé et que ses évolutions sous-tendent celles des relations culturelles entre les pays caribéens. Par ailleurs, l' « ajiaco » cubain est intéressant, en ce sens que le terme est composé de « ají », nom africain d'un condiment indien, et du suffixe espagnol « -aco »[49]. De par son étymologie même, il sous-entend une histoire culturelle riche, un mouvement perpétuel, une construction toujours en cours, un état de « no-ser-siempre-todavía »[50].

Par ailleurs, « la culture représente un certain ordre de valeurs et leur organisation hiérarchique. La culture d'un groupe humain se caractérise par la génération de certaines

---

47 Juana Berges Curbelo, *Los llamados nuevos movimientos religiosos en el Gran Caribe : reflexiones sobre un problema contemporáneo*, La Havane, Ediciones CEA, 2006, pp. 31-32.

48 Jean Lamore, « Fernando Ortiz aux sources de la transculturation, et la génération des années trente à Cuba », *in* Christian Lerat (éd.), *Élites et intelligentsias dans le monde caraïbe*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 202-203.

49 Richard M. Morse, « Race, culture and identity in the New World : five national versions », *in* Gert Oostindie (éd), *Ethnicity in the Caribbean : essays in honor of Harry Hoetink*, Londres, Macmillan Caribbean, 1996, p. 31.

50 Richard M. Morse, *op.cit.*, p. 31.

valeurs et la négation d'autres »[51]. On observe en effet que la culture semble liée aux sentiments humains, et à la vie quotidienne des populations :

> La définition retenue par la Conférence mondiale sur les politiques culturelles (Mexico, 1982) considère la culture comme « l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social ». Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.[52]

Nous tenterons de découvrir s'il existe des tensions entre les cultures présentes dans la Caraïbe –ce qui suppose qu'elles soient ressenties et revendiquées comme telles–, ou si ces dernières sont au contraire complémentaires, afin de comprendre en quoi les cultures locales peuvent contribuer à l'établissement de relations culturelles entre différentes Nations, voire à l'éclosion d'une culture régionale.

Les religions et cultes qui sont pratiqués dans la Caraïbe devront être étudiés, mais non dans le but d'en dresser une liste exhaustive ou ne servant qu'à la comparaison, puisqu'un découpage religieux de la Caraïbe pourrait s'avérer épineux : « En lo referido a la religión las clasificaciones aún son más complejas a pesar de que en cada país ha prevalecido el sistema religioso impuesto por cada una de las metrópolis colonizadoras »[53]. Il s'agit ici « simplement » de savoir si l'élément religieux peut devenir un trait d'union entre les Nations et leurs peuples :

> Por múltiples razones, en América Latina los discursos y lenguajes religiosos adquieren una especial significación. Son los espacios religiosos, en comparación con otros, algunos de los más activos en el establecimiento e intensificación de relaciones transnacionales y, paradójicamente, de las alternativas de resistencias más recurridas ante presiones externas, crisis, incertidumbre e insatisfacción.[54]

Actuellement, et cela dans toute l'Amérique Latine, on constate que la religion devient un refuge, et conforte son rôle de « protecteur » des populations contre toutes les injustices, qui sont autant de facteurs communs, de pointillés liant les Nations les unes aux autres. Il

---

51 Gonzalo Figueroa-Yañez, « Amérique latine : métissage et identité culturelle », *in* Christian Descamps (éd.), *Amériques latines : une altérité*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1993, p. 47.

52 *Op. cit.*, p. 48.

53 Juana Berges Curbelo, *Los llamados nuevos movimientos religiosos en el Gran Caribe : reflexiones sobre un problema contemporáneo*, La Havane, Ediciones CEA, 2006, p. 31.

54 Ana Celia Perera Pintado, « Redes transnacionales, representaciones sociales y discursos religiosos en Cuba », *in* Aurelio Alonso (éd.), *América Latina y el Caribe : territorios religiosos y desafíos para el diálogo*, Buenos Aires, CLACSO, 2008, p. 167.

ne s'agit pas nécessairement d'une montée en puissance de tendances religieuses distinctes, et il faut admettre que la pratique religieuse n'est pas forcément très répandue, mais que les convictions qui y sont liées gagnent du terrain.

Ainsi, certains Caribéens se réclament d'un courant religieux sans être de fervents pratiquants ; l'église, le temple ou la synagogue ne sont par forcément des abris, mais le sentiment religieux devient, lui, un rempart contre les difficultés universelles. De ces difficultés communes naît un sentiment d'appartenance à une même communauté, à un même système de valeurs qui peut permettre de tendre des ponts solides, y compris avec des pays éloignés géographiquement :

> Resulta evidente el fortalecimiento del rol de la religión en la vida pública, condicionado por las precarias transiciones hacia sociedades más democráticas, el crecimiento de la criminalidad, un generalizado sentimiento de inseguridad ciudadana, la dependencia de las economías ante la consolidación de proyectos neoliberales de profundas repercusiones en la vida cotidiana de los pueblos y la crisis de legitimidad de muchas organizaciones, actores y estrategias de acción. En general, la religión es una de las fuerzas relevantes de seguridad personal y de movilización colectiva, una importante fuente simbólica y material de identidad y forma de empoderamiento, de ejercer la ciudadanía y participar en la sociedad.[55]

Il nous faudra nous interroger sur le désir des populations de voir s'établir des relations culturelles. Il sera particulièrement intéressant d'analyser ce qui crée les liens culturels, pour comprendre s'ils s'établissent uniquement par la volonté des États et de leurs représentants, si l'on cherche réellement à les promouvoir ou si on les considère comme un état de fait, et si les peuples ont un rôle à jouer dans leur création et leur pérennisation. Si la culture est au cœur de la vie des populations, ces dernières doivent nécessairement prendre part à la création et au maintien des liens culturels entre communautés. Il n'en demeure pas moins qu'elles ne ressentent pas nécessairement l'envie d'établir des relations culturelles, et qu'elles n'ont peut-être pas la possibilité matérielle de participer à la création de liens dans ce domaine.

Une fois établies ces interrogations quant à la Caraïbe, il est nécessaire de se tourner vers Cuba, pays au cœur de notre réflexion. En effet, l'histoire du pays est sans doute singulière, au sein d'une région elle aussi particulière. Certains ont par exemple mis en avant le fait que, bien qu'ayant été soumis à l'esclavage comme de nombreux autres pays

[55] *Ibid.*

caribéens, la tension raciale qui s'en est suivie n'est en aucun point comparable à celle de ses voisins, notamment hispanophones[56]. Et si Cuba reste particulière, c'est notamment parce qu'elle a connu, à une période relativement récente, des bouleversements tout à fait spécifiques.

Cela induit tout d'abord de s'interroger sur le contexte de l'événement politique –mais aussi assurément symbolique– essentiel du siècle passé pour le pays, la Révolution cubaine :

> Peu d'événements contemporains ont suscité autant de réactions que la révolution cubaine. Dans les années soixante, ses ennemis ont produit une littérature où la mauvaise foi le disputait au sarcasme. En face d'eux, des écrits apologétiques, aussi subjectifs qu'ingénus, venaient, en fin de compte, servir aussi mal que les premiers la seule cause qui fût d'intérêt, à savoir la recherche, modeste mais obstinée, de la vérité historique.[57]

On voit combien l'émotion suscitée par la Révolution a pu interférer dans l'analyse scientifique des faits. Cette émotion constitue encore aujourd'hui une entrave pour le chercheur, dont il faut savoir dans la mesure du possible se protéger, y compris pour les générations n'ayant pas vécu la victoire des troupes révolutionnaires. Partant de cette intention, nous nous efforcerons de montrer comment Cuba envisage ses relations culturelles, mais également dans quelle mesure la Révolution a pu influer et influe encore sur le développement des liens de l'Île avec ses voisins.

Le fait historique qu'a constitué la Révolution, et par la suite ce que l'on a rapidement dénommé le « régime » spécifique cubain, doivent donc être analysés comme composantes, comme parties d'un système permettant ou entravant les relations, ceci afin de souligner leur qualité et leur quantité : « Espace fermé, l'île a besoin de l'extérieur pour exister. Il en va ici du lieu géographique comme du système idéologique »[58]. Si Cuba a besoin de l'extérieur pour continuer à exister, il faut encore chercher à savoir quels pays purent constituer cet « extérieur » depuis 1959.

---

[56] Jorge Giovannetti, « El legado de Harry Hoetink : relaciones raciales y estudios caribeños », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 17, 2004, p. 217.

[57] Claude Delmas, *Crises à Cuba*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1983, p. 13, citant Jean Lamore, *Le castrisme*, Paris, Presses Universitaire de France, 1983, p. 3.

[58] Philippe Létrilliart, *Cuba, l'Église et la Révolution*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 23.

Nous insistons sur le fait que la date choisie comme point de départ à notre analyse peut se révéler pertinente, à tout le moins à deux points de vue : elle permet tout d'abord d'observer sur une période assez longue l'évolution des relations culturelles de Cuba avec les pays de la région (car il y a bien eu évolution, tantôt favorable tantôt défavorable à Cuba), ainsi que de disséquer les réalisations et échecs de la politique culturelle de l'actuel système de gouvernement cubain. En outre, elle est une date clé pour toute l'Amérique latine, par sa signification et les échos qu'elle a pu rencontrer, mais aussi à d'autres niveaux, et notamment économique : « La coopération économique entre les républiques latino-américaines débute concrètement en 1959, avec la signature du Traité créant une zone de libre échange entre les pays centraméricains […] »[59]. L'année 1959 a donc constitué une étape importante pour la création ou la rénovation de liens sur l'ensemble du sous-continent latino-américain, et la période écoulée depuis cette date ne constitue pas encore un temps trop long, à notre sens, pour que l'essence même du travail réalisé soit diluée dans un excédent d'informations.

De nos jours encore, la Révolution cubaine déchaîne les passions, et reste un élément déterminant pour le monde au moment d'établir des liens avec Cuba. Partant, si c'est bien l'idée d'isolement qui prévaut lorsque l'on pense à l'Île, il faut souligner les multiples relations qu'a entamées le pays avec ses voisins, et qui l'incluent actuellement dans divers systèmes à l'échelle mondiale :

> Aunque la imagen predominante de Cuba es la de un país aislado o al margen de los sistemas internacionales y hemisféricos, esta posición no permite apreciar aspectos significativos de la integración actual de Cuba en esos sistemas. Si bien se reconoce que Cuba efectivamente está aislada de las más importantes instituciones –los bancos de desarrollo multilaterales–, mantiene amplias relaciones bilaterales de índole diplomática, económica, científica y cultural con la mayoría de los países de este hemisferio, y sostiene algún grado de relación con la mayor parte de las naciones del mundo.[60]

La période choisie invite à une réflexion sur la culture proposée par l'Île, à l'étude de la politique culturelle spécifique menée par le gouvernement cubain depuis 1959[61], mais

---

[59] Françoise Barthélémy, *Un continent en quête d'unité : l'au-delà du rêve*, Paris, Éditions Ouvrières, 1991, p. 52.

[60] Julie M. Feinsilver, « La actual integración de Cuba en los sistemas internacionales y hemisféricos », *in* Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile, *Estudios Internacionales*, « Cuba en el sistema internacional : normalización y reintegración », Juillet-décembre 1994, N° 107/108, p. 513.

[61] Cf. par exemple : José Bell, Delia Luisa López, Tania Caram, *Documentos de la Revolución cubana – 1960*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2007.

également à la réflexion quant à l'importance d'une stratégie de développement de la culture, sinon commune, au moins majoritaire pour des pays caribéens déclarés, précisément, « en voie de développement ».

On notera que la politique extérieure de l'Île (non uniquement culturelle) fut riche, dès 1959, d'aucuns évoquant même la « suractivité de l'internationalisme cubain », ou bien encore le « globalisme »[62] de la Révolution. Il est vrai que Cuba a parfois pu sembler se perdre dans la recherche, peut-être perçue comme effrénée et frénétique, de relations, et qu'on lui a souvent reproché de n'établir de liens culturels que dans l'unique but d'en tirer des bénéfices économiques.

De surcroît, la Révolution cubaine a supposé une révolution dans les domaines politique mais aussi culturel, impliquant par là même une révolution dans son approche du monde, de la région Caraïbe, et des liens à y tisser. Nous nous attarderons ainsi sur les projets menés à bien par Cuba, et sur les institutions cubaines –que le gouvernement cubain n'a pas manqué de créer depuis 1959– qui promeuvent le dialogue culturel entre les peuples cubain et caribéens.

Cet événement majeur et forcément bouleversant pour la région que fut la Révolution survenue à Cuba a pu devenir le centre des liens de l'Île avec ses voisins, tout comme celui qui fut son représentant majeur durant des décennies, le *Comandante* Fidel Castro :

> À l'origine, elle paraît ne devoir qu'ajouter un nouveau nom à la liste déjà longue des pays ralliés au national-populisme. […] La Révolution cubaine a un retentissement considérable dans toute la région. Elle ouvre une perspective politique aux groupuscules entre lesquels s'émiette l'extrême-gauche, et qui ne pouvaient sortir de la marginalité où les régimes national-populistes les confinaient qu'en se laissant coopter par ces derniers.[63]

La Révolution a tout d'abord permis à certaines forces politiques de se recentrer et a fait revivre l'esprit d'indépendance inhérent à la Caraïbe. En outre, l'adhésion au projet porté par les *barbudos* ou au contraire le rejet de cette Révolution, ainsi que la figure devenue emblématique de Fidel Castro, devaient conditionner les liens tendus entre le crocodile vert et la Caraïbe, ce qui prouve son poids dans l'intégration ou l'isolement de Cuba.

---

[62] Houman Sadri, *Revolutionary States, Leaders and Foreign Relations, A comparative study of China, Cuba, and Iran*, Westport, Praeger, 1997, p. 66. Notre traduction.

[63] Henri Favre, *L'Amérique Latine : un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*, Paris, Flammarion, 1998, p. 37.

Il nous est donc déjà possible de constater à quel point les relations constituent un phénomène atypique, régulées par les lois, normes et traités –politiquement normées donc, mais bouleversées par la politique–, et en même temps influencées par les affinités personnelles entre dirigeants, et peut-être même la volonté des populations. Notre souhait est effectivement de montrer que les liens, et plus spécifiquement les liens culturels, échappent parfois à tous les calculs, ou bien ne sont quelquefois et à l'inverse que le produit de manigances diplomatiques, puisque d'aucuns considèrent que la « diplomatie culturelle ou la coopération culturelle […] sont généralement des déguisements visant à acquérir des sympathies politiques »[64]. En somme, la culture et les relations qui en découlent semblent tout aussi difficiles à analyser que la Caraïbe. Néanmoins, c'est bien à travers ce type de lien finalement complexe que nous souhaitons montrer que Cuba a pu être isolée, mais qu'elle ne s'est pas laissée écartée du monde ni de l'espace caribéen sans lutter. D'ailleurs, l'un des « plus grands succès de la diplomatie cubaine » [65] réside dans le fait d'avoir su réinsérer Cuba dans son espace d'origine.

De la même manière, il nous faut préciser que Cuba est au cœur de notre étude pour sa place centrale dans la région (souvent définie comme « carrefour maritime au cœur de la Méditerranée américaine »[66]), maintes fois mise en valeur et définie comme « stratégique »[67] (sur les plans politiques, économiques…). Elle peut donc être, comme semble le souhaiter son gouvernement, un animateur, un protagoniste et un instigateur des relations culturelles dans la Caraïbe :

> Siendo Cuba un país natural y geográficamente caribeño y por vocación e historia latinoamericano, está llamado a desarrollar una dinámica y multifacética política cultural unida, aunque con sus particularidades, al conjunto de intereses políticos y generales del área y fomentar vínculos con la región caribeña.[68]

---

64 Roy Adrian Preiswerk, « Culture et développement – Éléments pour un livre », *in* Roy Adrian Preiswerk, *À contre-courants : l'enjeu des relations interculturelles*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1984, p. 245.

65 Intervention de Milagros Martínez, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris).

66 Janette Habel Grimaldi, *Cuba dans les Caraïbes ; Identité, utopie et réalités*, Thèse de Doctorat sous la direction de Monsieur le Professeur Pierre-Philippe Rey, Paris VIII, janvier 1994, p. 11.

67 Maryse Roux, *op. cit.*, p. 9.

68 « Relaciones culturales Cuba-Caricom », document informatique fourni par l'Office des Relations Extérieures du Ministère de la Culture de Cuba, 2009.

Il sera selon toute vraisemblance pertinent de s'interroger sur cette place particulière de Cuba, « qui se sent profondément enracinée dans l'aire caribéenne »[69] et est en même temps un pays latino-américain, sur ses spécificités autant que ses points communs avec sa région, sur la portée de son message et l'évolution de son statut au fil des ans –l'échiquier politique mondial ayant connu depuis 1959, cela va sans dire, de véritables métamorphoses :

> Cuba n'est pas « une île » dans le jeu de la politique de puissance que Castro tente de jouer. C'est une partie de ce qu'il appelle le « monde socialiste », et c'est un pays latino-américain dont le sort est lié à dix-neuf autres pays latins et au « Colosse du Nord » situé à 150 kilomètres de son rivage.[70]

Au cours des années, et au gré du « jeu » politique auquel se sont adonnées les puissances mondiales, les relations de Cuba avec ses voisins se sont construites et parfois défaites. Partant, l'analyse que nous souhaitons mener implique bien entendu de distinguer les relations de nation à nation de celles établies entre un État et un bloc d'États, le but étant toujours pour nous de déterminer si Cuba est un carrefour ou un angle mort du point de vue des liens culturels caribéens, et, dans le même temps, de situer à nouveau et d'une autre manière Cuba dans son environnement.

Ce sont donc les relations mises en place par Cuba avec la Caraïbe mais aussi les relations promues par la Caraïbe envers Cuba, quoique dans une proportion moindre, que nous aborderons dans notre travail. Il nous semble toutefois judicieux de souligner les réponses, principalement positives, qui furent faites à l'Île en matière de relations culturelles, et de présenter dans le même temps les pays ayant tendu la main à Cuba.

Nous nous intéresserons en parallèle à l'entrelacement entre une culture « proprement » cubaine et une culture plus largement caribéenne, dans le but de comprendre comment ces cultures se croisent, s'apprivoisent ou se rejettent. Bien évidemment, ces cultures, qui n'en forment peut-être qu'une, possèdent de multiples similitudes : « Los componentes de la cultura cubana tienen múltiples rasgos similares de carácter étnico y socio histórico con los pueblos latinoamericanos y del Caribe, y no pocas similitudes de idiosincrasia y

---

69 Armando Lopez Coll, *La colaboración y la integración económicas en el Caribe*, La Habana, Editorial de ciencias sociales, 1983, p. 18.

70 Herbert Matthews, *Fidel Castro*, Paris, Éditions du Seuil, 1970, p. 288.

costumbres »[71]. Surgit à nouveau la question de l'unité et de la diversité, qu'il faut envisager comme atout ou frein à la coopération.

Ces phénomènes montrent bien la difficulté de pouvoir cerner la Caraïbe ainsi que Cuba, et la portée que peut avoir le terme « relation ». Et puisque nous évoquons les relations, il nous semble opportun de préciser que nous entendons, par l'emploi de ce vocable, faire référence à la fois aux formes que prennent ces dernières, à leurs objectifs, mais aussi à leurs réalisations concrètes et à leurs enjeux.
De la sorte, nous nous intéresserons à la manière dont se sont créées ou rompues ces relations, synonymes pour nous de rapports entre Cuba et la Caraïbe, à tous les niveaux (officiel, populaire, scientifique…), et à différentes formes d'échange, d'entraide, d'organisation ou de projet commun de manifestations liées à la culture.

Nous n'oublierons pas d'aborder la « concrétisation » des relations culturelles, en nous intéressant aux événements découlant de ces relations, même si les efforts produits pour entamer une coopération sont parfois aussi parlants que leur accomplissement. Nous nous interrogerons d'ailleurs sur le décalage assez conséquent entre les intentions, nombreuses et clairement affichées quant à la collaboration culturelle cubano-caribéenne, et la réalisation concrète de projets.

Si nous insistons sur le fait qu'il est nécessaire de procéder à un bref rappel des différentes strates qui composent les relations cubano-caribéennes, nous aborderons bien avant tout le champ particulier de la culture. La culture est effectivement au cœur de la définition de l'espace caribéen :

> Les frontières de la Caraïbe sont mouvantes, elles suivent ce métissage créatif qui ne cesse de se multiplier dans les îles comme sur la terre ferme […]. C'est un territoire culturel fait de la musique la plus rythmée et sentimentale qui soit et de religions syncrétiques qui vêtent les saints africains des manteaux et couronnes des saints catholiques. Un territoire qui est une invention constante, qu'il s'agisse de sa littérature, de ses langues ou de son art culinaire.[72]

---

[71] « Primer Congreso del Partido Comunista Cubano», *in* Nora Madan (éd.), *La lucha ideológica y la cultura artística y literaria (compendio de documentos aprobados por el I y el II Congresos del Partido Comunista Cubano)*, La Habana, Editora Política, 1982, p. 73.

[72] Éric Dubesset, « L'invention de la côte caraïbe centraméricaine : le cas du Nicaragua », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 181, citant Sergio Ramirez Mercado.

Pour résumer notre propos, nous pouvons dire que, bien qu'ayant opté pour un type de relations précis, nous souhaitons intégrer notre analyse à une vision plus large. Il ne s'agit pas de faire un compte rendu exhaustif des relations caribéennes de toutes natures, mais il sera sans doute profitable de mettre en perspective les relations culturelles avec le reste des attaches liant la Caraïbe. C'est ainsi que nous pourrons dire si les relations culturelles sont fortes, si elles résistent à des phénomènes tels que la politique, l'économie et la diplomatie, mais aussi que nous aurons la possibilité de comprendre l'évolution chronologique des ententes et mésententes intracaribéennes depuis 1959.

Pour ce faire, il nous faudra aborder la question de l'indépendance de la culture face aux autres relations, indépendance qui est loin d'être démontrée, mais qui, même dans le cas où elle ne serait que relative, peut convertir les relations culturelles en un lien solide entre les pays et les peuples : « [In the Caribbean,] culture, which is generally assigned the smallest budget, is dependent on the other policies (usually tourism) for its orientation »[73]. On ne s'étonnera pas de l'évocation de certains organismes de coopération ou d'intégration économique –qui nous semblent jouer un rôle central dans la promotion des liens culturels caribéens– pas plus que de celle d'institutions financières, humanitaires ou commerciales internationales.

De nos jours, il semble d'ailleurs que la culture et les relations qui en découlent ressurgissent avec force, et qu'elles tendent sinon à éclipser les liens politiques ou économiques, du moins à les renouveler, en induisant la reformulation de certaines problématiques sociales :

> Hasta hace poco, la cultura había sido invisible en el contexto de los grandes acontecimientos internacionales. Hoy irrumpe con fuerza en el escenario de las discusiones internacionales porque está agudizando conflictos políticos, aunque también creando un lenguaje y un campo de negociación nuevos en las relaciones internacionales y al interior de las naciones.[74]

Si la culture fait irruption sur le devant de la scène politico-diplomatique internationale, c'est bien que les enjeux qu'elle cache et les problèmes qu'elle dévoile sont primordiaux.

---

[73] Fred Constant, « Caribbean culture in the 1990's : toward a carefully conceived policy», *in* Jacqueline Anne Braveboy-Wagner, Dennis J. Gayle (éd.), *Caribbean Public Policy : Regional, Cultural, and Socioeconomic Issues for the 21st Century*, Boulder (USA, Colorado), Westview Press, 1997, p. 93.

[74] Lourdes Arizpe, *op. cit.*, p. 63.

D'ailleurs, si l'importance de la culture n'est plus à démontrer, sa définition pose elle aussi problème, s'agissant là de l' « un des plus vastes concepts des sciences humaines »[75]. Nombre de documents internationaux mettent en relief sa valeur et érigent même en droit certaines de ses facettes : « el artículo 27 de la Declaración de los Derechos Humanos [estipula] : « Toda persona tiene derecho a tomar parte libremente en la vida cultural de la comunidad, a gozar de las artes […] »[76]. Par ailleurs, pour Armando Hart Dávalos, ancien Ministre de la Culture de Cuba, « la culture est une création du peuple et de ses meilleurs talents »[77], et l'on voit à nouveau combien la culture peut unir non plus les pays, mais les peuples.
Il s'agit donc d'une notion difficile, dans la mesure où elle évoque différentes réalités, et qu'elle ne signifie pas la même chose dans toutes les langues[78], ni pour chaque communauté ou être humain.

Elle nécessite en outre certaines précautions, puisque si elle est apparemment positive, elle peut tout aussi bien servir à déprécier certaines traditions. Le terme « culture » peut même se révéler excluant, puisque « pour beaucoup de gens, parler de culture évoque des objets comme des œuvres d'art ou des activités comme la littérature, la musique, le cinéma. […] Cette acception se réfère en général à une élite, dont les distractions sont supposées plus « culturelles » que celles du reste de la population »[79]. Ainsi, nous chercherons à déterminer si les relations culturelles de Cuba avec le reste de la Caraïbe peuvent être le moteur d'une production artistique, mais nous ne nous contenterons pas d'aborder la culture « figée » des musées, en premier lieu parce qu'elle exclut effectivement toute une partie de la population, et en second lieu du fait de l'inscription de notre travail dans la contemporanéité. La culture ne se résume donc pas pour nous à la production ou réception d'un produit artistique par une élite, mais plus largement « regroupe […] tout l'éventail des pensées, des actions, des connaissances et des pratiques humaines »[80].

---

75 Constantin Von Barloewen, *Anthropologie de la mondialisation*, Paris, Éditions des Syrtes, 2003, p. 41.
76 Clara Serfaty, « Políticas culturales interestatales y programas de intercambio cultural», *in* Francine Jácome (éd.), *Diversidad cultural y tensión regional : América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad, 1993, p. 108.
77 Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, p. 8.
78 Jacques Audinet, *Le visage de la mondialisation, du multiculturalisme au métissage*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007, p. 22.
79 Paul Castella, *La différence en plus : approche systémique de l'interculturel*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 39.
80 Constantin Von Barloewen, *op. cit.*, p. 51.

Nous n'oublierons cependant pas le rôle des intellectuels et artistes dans la construction de relations liées à la culture. Ces derniers, par leur production ou à travers les organismes officiels dont ils sont membres, sont promordiaux lorsqu'on évoque le dialogue culturel caribéen.

La communauté scientifique a également un rôle très important à jouer, et le fait même de penser la Caraïbe suppose une réflexion construite : « Pensar para explicar el Caribe, y, sobre esta base, actuar en pos del dasarrollo de sus pueblos, demanda un acto de creación intelectual »[81]. Partant, toute la communauté culturelle caribéenne semble impliquée dans la création de liens entre les peuples et les pays, et si nous ne souhaitons pas faire reposer ce travail uniquement sur les productions culturelles et artistiques « concrètes » des auteurs caribéens, nous ne désirons pas non plus à l'inverse les exclure de notre analyse. Nous souhaitons donc aborder diverses facettes de ce que peut être la culture, et en conséquence des liens qu'elle permet d'établir, à travers le « patrimoine naturel » mais également « culturel »[82] des populations.

Nous optons pour l'interprétation « récente » du terme, et nous nous intéresserons aux échanges, aux relations entre les êtres humains :

> La culture se comprend en effet de deux façons, comme chacun sait. Au sens ancien et étroit, elle désigne la « haute culture », celle des « gens cultivés ». Mais, dans un sens relativement plus récent, le mot s'applique à l'ensemble des relations que les membres d'un groupe humain entretiennent entre eux ainsi qu'à tous les codes tacites et à toutes les pratiques qui régissent ces relations.[83]

La définition de la culture qui guidera notre travail est la suivante : « La cultura es la identidad diferenciadora de un pueblo, su manera de expresarse tanto en lo material como en lo espiritual […] »[84]. Quoique peut-être très large, cette dernière permet d'envisager la culture de façon non restrictive, en balayant tous les champs de ce domaine, depuis le comportement en société jusqu'à la culture « technique »[85] – autrement dit le reflet de

---

[81] Osvaldo Barrios Montes, « Para pensar el Caribe desde Cuba », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 18, 2004, p. 171.

[82] Marta Arjona Pérez, *op. cit.*, p. 11. (Plusieurs « écoles » proposent des définitions, que l'on peut résumer ainsi : le patrimoine culturel matériel désigne les objets concrets produits par les Arts plastiques par exemple ; le patrimoine culturel immatériel concerne toute forme d'art ou d'élément culturel « abstrait » ; le patrimoine naturel est le patrimoine géographique, géologique, …, permettant d'identifier une aire culturelle ; quant au patrimoine culturel, il est un produit, une construction de l'Homme).

[83] Guy Hermet, *Culture et développement*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, pp. 84-85.

[84] Antonio Núñez Jiménez, *Cuba : Cultura, Estado y Revolución*, México, Presencia latino-americana, 1984, p. 15.

[85] Paul Castella, *op. cit.*, pp. 58-59.

l'adaptation d'une population à son environnement, qui rend traditionnel le type de construction des habitations, *etc*. C'est à partir de cette conception du terme « culture » que nous tenterons d'examiner les relations que le même terme recouvre, tout en gardant à l'esprit le fait que « la culture a pour l'être humain un caractère existentiel. Elle modèle l'univers de l'homme qui la produit et qui vit en elle »[86]. En d'autres termes, il ne faudra pas négliger l'aspect vital de la culture, ni son lien inhérent à la condition humaine.

En prise directe avec l'être humain, la culture permet de s'intéresser à lui en tant que sujet, acteur et metteur en scène d'une partie de sa vie. Elle est aujourd'hui entrée en force dans les agendas internationaux, et le fait qu'elle soit de plus en plus évoquée montre sans aucun doute qu'elle est le reflet des préoccupations de l'Homme[87]. La culture et les relations qu'elle entraîne permettent ainsi de remettre l'Homme sur le devant de la scène, mais également d'observer son évolution, la façon dont il appréhende le monde dans lequel il vit et son rapport aux Autres :

> La mission fondamentale de la culture, le véritable motif de son existence, c'est l'humanisation de l'être humain. Elle contribue ainsi à l'évolution de l'homme. Toute culture dispose d'un passé, d'un présent et d'un futur ; l'évolution des cultures humaines est ainsi un mouvement de progression vers l'avant.
> L'évolution humaine produit des cultures qui ont toujours été constituées de strates multiples. […]
> La présence de cultures différentes sur le territoire d'un État est toujours source de tensions.[88]

La culture est un lien fondamental entre tous les hommes, les pays, les groupes d'individus, les populations. Et bien que constituée de « strates multiples » – ou pour le dire autrement bien que revêtant des formes diverses, la culture peut être à l'origine de « tensions », voire d'affrontements. Même si la culture est un patrimoine commun, les revendications culturelles peuvent déboucher sur des conflits. Il faut bien noter que ce n'est pas la culture qui oppose, mais plutôt l'utilisation qu'en font les groupes humains qui s'en estiment dépositaires, ou même propriétaires.

Ce sont également les nombreux écueils qui guettent les relations que nous souhaitons mettre à nu, parmi lesquels nous pourrions citer l'influence de pays voisins, de différents

---

86 Constantin Von Barloewen, *op. cit.*, p. 41.
87 Jacques Audinet, *op. cit.*, p. 22.
88 Constantin Von Barloewen, *op. cit.*, pp. 51-52.

« blocs » de nations ou encore d'organismes internationaux (tels que l'UNESCO[89]), qui est loin d'être minime.

Cette influence peut s'avérer bénéfique, y compris lorsque l'on attendrait le contraire, mais peut aussi être néfaste aux relations culturelles. En effet, la présence d'une culture non autochtone dans la zone peut être considérée par certains comme une intrusion, et provoquer en réaction l'émergence de courants identitaires culturels forts. Ainsi, si la culture états-unienne est par exemple perçue par certains comme aliénante et destructrice, on ne peut nier que son introduction dans la Caraïbe provoque une réplique de défense de la ou des cultures caribéennes.

Nous observerons donc non seulement le poids du voisin du Nord dans les relations culturelles entre Cuba et la Caraïbe, mais également la manière dont les relations entre les États-Unis et Cuba peuvent, paradoxalement, renforcer l'intégration caribéenne autour d'un projet commun de défense d'une culture. L'intégration est effectivement un sujet d'actualité, et il semble qu'il ne puisse y avoir d'intégration régionale réussie sans étude et promotion d'une culture, d'une identité ou de traits culturels permettant à la population de se sentir impliquée dans un projet qui ne serait pas uniquement économique, mais tendrait à défendre ses valeurs culturelles.

Dans cette perspective, on doit dire que la position de Cuba est intéressante, puisqu'elle a été présentée comme ayant un « rôle moteur de phare des identités culturelles hispaniques »[90] (bien qu'elle se soit régulièrement illustrée dans la défense d'autres cultures). Cuba semble même vouloir porter le poids des relations entre les États-Unis et la Caraïbe, et s'est faite le fer de lance de la défense d'une culture propre à la zone, allant jusqu'à se présenter comme la terre dont le destin est finalement de chasser les États-Unis : « Et si notre terre cubaine fut un point d'appui initial pour [la] pénétration [états-unienne], elle devra l'être moralement pour son expulsion définitive »[91]. En d'autres termes, Cuba prend sur elle de défendre non seulement son territoire, mais également et plus largement

---

[89] Acronyme anglais désignant l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui œuvre pour une collaboration entre les Nations et le maintien de la paix, principalement par le biais de l'éducation et de la culture.

[90] Jacques de Cauna, « Quel positionnement pour la recherche historique française et francophone dans et sur la Caraïbe ? », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 52.

[91] (s.a), *Discours d'ouverture prononcé par le camarade Armando Hart Dávalos, Ministre de la Culture de la République de Cuba, lors de la Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de Notre Amérique*, La Havane, s.n, 1981, p. 1.

la Caraïbe contre les agressions extérieures, notamment culturelles. Cela étant, nous constaterons que le gouvernement cubain a, à de nombreuses reprises, souligné son respect pour le peuple états-unien, ainsi que pour la culture états-unienne, si tant est que celle-ci ne soit pas devenue une arme contre les valeurs de la Révolution cubaine.

Au sein d'un espace tel que la Caraïbe, que l'on a décrit jusqu'ici comme pluriel et culturellement riche, il faudra donc s'interroger sur la limite entre coopération et « tensions » culturelles, limite qui peut finalement s'avérer fort ténue. Cependant, nous devons dire malgré tout que la culture nous apparaît comme un lien difficilement destructible, car né d'une histoire collective, et en même temps en perpétuel mouvement, dont on notera au passage la survivance malgré les manques de moyens et de structures, conflits, *etc*.

Les relations liées à la culture nous semblent même pouvoir être un moteur pour d'autres types de relations : « Si en los mini o micro Estados del Caribe Insular se pudieran crear, recrear o reforzar buenas redes de relaciones humanas, la solidaridad sería el motor de nuevas formas de sociedades y modelos inéditos de desarrollo »[92]. La culture s'impose comme un élément primordial du contact entre les êtres humains, et elle est finalement un « composant » essentiel des structures sociétales humaines :

> En la Primera Conferencia sobre Política Cultural celebrada en Venecia en 1970, se reconoce lo cultural como un componente esencial del progreso económico y social. En 1973, en Yogyakarta (Indonesia), se expresa que el desarrollo cultural es una forma de resolver la dicotomía entre lo moderno y lo tradicional, lo urbano y lo rural ; el desarrollo cultural como finalidad verdadera del progreso se expresa en Acora (1975). En Bogotá (1978) se declara que « la creciente comprensión de la importancia de la dimensión cultural del desarrollo resulta uno de los hechos principales de nuestra época ».
> […] En la conferencia regional celebrada en Bogotá se define la cultura como « lo que hace que el hombre tome conciencia de sí mismo y determine sus opciones y su acción ». Es también lo que responde a su aspiración a la dignidad, cuya percepción a nivel de los Estados hace de la dignidad nacional una exigencia fundamental de la acción colectiva a favor del desarrollo.
> En la Conferencia de México (1982) se identifica la cultura como « el conjunto de rasgos distintivos, espirituales y materiales, intelectuales y afectivos que caracterizan a una sociedad o un grupo social […] ; la cultura es el fundamento de la vitalidad de toda sociedad e instrumento para su conservación y renovación. »[93]

---

92 Andrés Bansart, *op. cit.*, pp. 19-20.
93 Clara Serfaty, *op. cit.*, p. 107.

On observe alors que la culture, définie de bien des façons, est majoritairement reconnue comme un élément de soutien aux échanges humains. Tout en affirmant les principes spécifiques de chaque culture, une définition large de LA culture permet de dire que cette dernière inclut dans une humanité, regroupe les individus et leur permet de se reconnaître en tant qu'humain. Dès lors, les différences peuvent être dépassées, encore une fois si l'on envisage les spécificités culturelles non comme des divergences irréconciliables, mais comme la preuve que la culture est infinie.

En somme, la culture évoquée dans le présent travail fera référence non seulement à « ce qui a trait au développement de l'esprit », à la « civilisation » ou aux progrès des sociétés caribéennes induits par l'éducation, la science et les arts, mais également à la « manière de vivre d'un groupe donné, de ses représentations du monde, jusqu'à son outillage, ses rites et ses coutumes »[94]. En effet, une telle définition de la culture permet d'inclure les populations, et d'étudier les différents niveaux de coopération qu'elles mettent en place :

> Preciso es aclarar que se entiende por cultura « la medida en la que el hombre domina las condiciones de su existencia en una realidad histórica concreta » (P. Guadarrama y N. Pereliguin, 1990). Esta definición destaca el carácter histórico concreto y la profunda condición humana del concepto *cultura*, así como su carácter de proceso transformativo y, por ende, de creación constante (A. Duque, 1995). La definición posee, además, el valor de no centrarse exclusivamente en la cultura artística, sino abarcar también otras manifestaciones de éste, como puede ser la Cultura Psicológica para la Vida Cotidiana.[95]

La culture n'est donc pas seulement le produit du passé, elle se construit aussi dans le présent, et, parfois même, consciemment ou non, pour le futur. Élément de « vitalité » au cœur des préoccupations actuelles de l'humanité dans un monde globalisé et globalisant, la culture structure donc autant qu'elle permet de s'exprimer, de « prendre conscience de soi », premier pas vers la connaissance et la reconnaissance de l'Autre. Dans le cas de Cuba, cette connaissance et cette reconnaissance prennent un aspect particulier, puisqu'elles reflètent un besoin :

> [La culture cubaine est] étroitement unie à l'ensemble de la culture caribéenne et latino-américaine. […] Un pays qui s'isole culturellement, qui s'isole dans le domaine de l'art, est un pays où

---

[94] Jacques Audinet, *op. cit.*, pp. 22-23.

[95] Felipe Chibás Ortiz, *Creatividad y cultura. Incógnitas y respuestas*, La Habana, Editorial Pueblo y Educación, 2001, p. 98.

> l'art est en déclin. Entretenir des relations culturelles avec le monde entier est pour nous un principe et une nécessité.[96]

Il faudra ainsi dire, comme évoqué plus haut, que le lien culturel peut supposer un bénéfice, et souligner le fait que les relations culturelles peuvent s'établir non de manière naturelle, mais dans l'urgence, avec la volonté de développer d'autres liens – notamment économiques. En parallèle, il sera nécessaire de s'interroger sur la valeur de liens culturels sans doute ainsi dévoyés. Il nous faudra bien entendu montrer comment la culture peut être un instrument politique, et combien elle peut n'être qu'un objet du jeu diplomatique.

Il reste à découvrir si la culture permet d'envisager un présent et un futur communs eux aussi. Une autre question fondamentale se pose alors : la culture permettra-t-elle à la Caraïbe de réaliser une intégration apparemment désirée ? Car la culture, qui fait appel notamment à l'identité, au patrimoine, aux racines communes, ne doit pas s'imposer, ou en fait être imposée comme une valeur suprême, écrasant les uns et les autres et étouffant les particularités de chacun. La culture doit donc être vécue et ressentie consciemment par chacun, et ne pas verser dans la simple expression d'habitudes dont le sens premier se serait perdu :

> No por casualidad en casi todas las definiciones de cultura, de forma explícita o implícita, se hace referencia a la naturaleza raigalmente relacional de esa categoría. Por sólo citar un caso, analicemos brevemente la definición propuesta por N. García Cancline […] según la cual, *cultura* es producción de fenómenos que contribuyen mediante la representación simbólica de las estructuras materiales a reproducir o transformar el sistema social. Esta definición destaca la importancia de la codificación, es decir, la elaboración por parte del ser humano de un sistema de signos para la existencia, surgimiento y permanencia de la cultura. De ese modo, se destaca la significación de la comunicación como elemento componente de la cultura.
> Otro tanto se observa, si se lee con detenimiento la definición ofrecida por E. González Manet, 1984, según la cual *cultura* es información, conocimiento y ejercicio de valores sociales, hábitos y normas consagradas por prácticas que identifican el modo de vida de una comunidad. No es acumulación de saber. Es praxis vinculada a valores dominantes o deseables.[97]

La culture peut effectivement devenir un pilier de l'intégration régionale dans la Caraïbe, mais ne doit pas être posée en étendard contre les aspirations des peuples. Elle peut accompagner les populations vers un nouveau schéma sociétal, aider à transformer le « système social » au sein de l'intégration, et devenir un élément moteur des nouvelles

[96] Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *op. cit.*, p. 20.
[97] Felipe Chibás Ortiz, *op. cit.*, p. 2.

relations supposées par l'intégration, mais doit absolument conserver son rôle dans l'identité de chacun. Utilisée dans le but de gommer des spécificités que l'on considère comme nuisibles à une intégration réelle, elle ne peut être qu'une arme qui se retournerait contre les peuples et contre cette intégration.

Les relations culturelles ne s'appuient pas seulement sur un passé collectif ou des origines communes, mais permettent aussi une créativité, un dynamisme, un apport constant à la culture caribéenne actuelle, puisque le fait de participer à des manifestations revendiquant la culture caribéenne[98], et celui même de se revendiquer d'une culture qu'on a pu vouloir effacer ou dont on a pu avoir honte, inspire les artistes caribéens[99]. Il semble s'agir d'une sorte de cercle infini, puisque de la culture naît l'interrogation, le regard vers l'Autre, et que le dialogue entre cubanité, caribéanité et cultures locales ne fait que renforcer l'intérêt pour la culture et les relations culturelles. Là encore, il nous faudra préciser quelles stabilité et pérennité peuvent définir les relations culturelles entre Cuba et la Caraïbe.

L'étude de l'élément culturel dans la Caraïbe, conjugué au métissage historique évoqué plus haut, permet d'établir une définition plus fine de l'aire étudiée :

> […] Debo sí decir que hay un concepto geográfico del Caribe, el que nos muestran los mapas y que siempre es complejo determinar. Bueno, pues las tierras bañadas por el mar del mismo nombre.
> Pero hay un concepto socio-cultural del Caribe […]. Y ese concepto está señalado por la presencia africana en América, por la conjuración de la influencia de los pueblos de origen europeo que llegaron a esta zona del mundo. Es decir, que podríamos caracterizar el Caribe, no por un límite exclusivamente geográfico, sino por un límite que le viene a dar un elemento socio-cultural, en el fondo condicionado por la presencia de los pueblos africanos en esta zona del mundo, y que abarca zonas de la región geográfica y zonas más allá de la región geográfica.[100]

Dès lors, la culture permet de délimiter un espace caribéen, ce qui permet déjà de dire que, s'il n'existe pas une seule et unique culture caribéenne, on retrouve dans l'espace culturel caribéen des traits communs qui peuvent pousser les Hommes à se rapprocher. La culture devient ainsi un élément qui interroge autant qu'il répond, par les bases multiples sur lesquelles il repose, bases « incomplètes » cependant d'un point de vue historique dans la

---

98 Fiesta del Fuego.
99 Cf. affiche réalisée par Sosabravo en annexes.
100 Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Año I, Número 1, 1983, pp. 5-6.

Caraïbe : « La principal diferencia entre el espacio caribeño y el subcontinente latinoamericano es la falta de un sustrato cultural amerindio que pueda servir de referencia e inspirar : el Caribe empieza con un abismo, un vacío cultural »[101]. De fait, il semble que la multiplicité de similitudes n'ait pas conduit à la structuration claire d'une culture caribéenne, du fait que la ou les cultures originelles de l'aire aient été anéanties par la colonisation.

Par ailleurs, la culture caribéenne constitue un élément d'étude des plus captivants, puisqu'elle se construit dans l'Histoire et parfois contre elle. Dans cette région en effet, bien que des forces extérieures aient tenté d'annihiler les cultures primitives, la culture et le savoir ont depuis de nombreux siècles été érigés en composantes des identités nationales, et en condition *sine que non* à l'indépendance :

> L'école, le savoir ont été très tôt des moteurs d'émancipation pour les populations, une revanche sur l'histoire, un moyen d'intégration sociale. Dès la première mondialisation, l'intérêt pour la culture se manifeste avec la création précoce d'universités comme celle de Santo-Domingo, fondée dans les toutes premières années du XVIe siècle et bien avant quelques prestigieuses universités européennes.[102]

La culture semble être une préoccupation ancienne pour les Caribéens, et il faut dire que ce souci est lié aux interrogations identitaires de la région. L'identité et la culture peuvent ainsi s'entrecroiser, se mélanger, s'unir, et il nous faudra voir si la culture peut permettre une définition précise de l'identité, et/ou si l'identité permet réellement la construction ou la consolidation d'une culture, afin de comprendre si, dans l'affirmative, la culture promue est finalement locale, ou réellement régionale. L'identité culturelle constituera un élément précieux dans notre analyse :

> El problema de la identidad cultural fue y sigue siendo demasiado subestimado en el marco de la problemática global del desarrollo. Se piensa a menudo que lo que se debe solucionar son problemas meramente materiales, se considera la cultura como un adorno que se pondría después de haber encontrado estas soluciones. Esto nos parece poner la carreta delante de los bueyes. El poseer una identidad cultural bien definida y sólidamente afirmada, así como

[101] Cécile Leclerc, *El lagarto en busca de una identidad. Cuba : identidad nacional y mestizaje*, Madrid, Iberoamericana, 2004, p. 136.

[102] Lucien-René Abénon, Danielle Bégot, Monique Bégot, *Relire l'histoire et la géographie de l'espace caribéen*, Paris, Hachette, 2001, p. 111.

> vivir una cultura viva y sana nos parece ser la condición sine qua non para poder elaborar modelos autónomos de desarrollo.[103]

La culture et l'identité qu'elle représente et contribue à forger en même temps ne sont donc en aucun cas des sujets de seconde classe, puisqu'au moment d'établir des relations, culturelles ou d'un autre type, l'identité culturelle permet de mener à bien certaines discussions. En outre, pour certains, c'est de la culture et de l'identité culturelle que naîtront le « développement » et le progrès.

De surcroît, la culture semble avoir un rôle à jouer dans la perception que nous pouvons avoir de nous-mêmes mais également des Autres, ainsi que dans la définition de ce que l'on nomme « communautés ». Certaines personnes, bien qu'appartenant à « une même souche raciale » que leur voisin, se voient comme n'appartenant pas à la même communauté ethnique, puisque n'ayant pas strictement la même culture[104]. De ce fait, la culture fait partie de l'identité, qui elle-même se définit en partie grâce à la culture. Partant, l'étude des relations culturelles caribéennes peut permettre de comprendre la façon dont les États, et en particulier Cuba, s'envisagent et perçoivent le monde qui les entoure.

Puisque les relations culturelles ne s'établissent pas toujours « naturellement » et nécessitent même parfois un travail de longue haleine, nous aborderons les multiples entraves aux relations culturelles. Ici, le lien entre culture et identité devient primordial, puisque se pose la question du « sentiment national »[105] mais également des « susceptibilités identitaires »[106], qui doivent être dépassées dans le but d'établir des relations culturelles sur un pied d'égalité. De la sorte, les relations culturelles peuvent constituer une assise à d'autres relations, mais leur « création » n'est pas aussi simple qu'il y paraît, et les formes prises par ces dernières sont parfois aussi édifiantes que surprenantes.

---

[103] Andrés Bansart, « Prólogo : Identidad cultural y desarrollo », *in* Andrés Bansart (éd.), *El Caribe : Identidad Cultural y Desarrollo*, Caracas, Equinoccio, Editorial de la Universidad Simón Bolívar, 1989, p. 13.

[104] Ralph R. Premdas, « Anatomie du conflit ethnique – La domination contre la réconciliation », *in* Mamadou Diouf, Ulbe Bosma, *Histoires et identités culturelles dans la Caraïbe : trajectoires plurielles*, Paris, Karthala, 2004, p. 144.

[105] Gabriel García Márquez, « Au temps du blocus », *in* Maurice Lemoine (éd.), *Cuba, 1959 – 1989 : 30 années de Révolution*, Paris, Autrement Série Monde, 2007, p. 26.

[106] Lucien-René Abénon, Danielle Bégot, Monique Bégot, *op. cit.*, p. 112.

Comme tout travail construit en partie sur la base de témoignages, celui que nous livrons ici est soumis aux variations relatives aux sentiments humains, bien que, nous le soulignons à nouveau, nous ayons tenté pour notre part de nous en tenir aux faits. Il nous a simplement paru primordial de montrer la complexité des relations lorsque celles-ci sont soumises au prisme du regard de l'Homme qui les vit. Les témoignages sur lesquels s'appuie notre thèse sont le fruit d'entrevues avec différents professeurs ou spécialistes de la question, mais aussi le produit de questionnaires distribués à un échantillon de la population[107].

Il faut encore dire qu'une autre difficulté, liée cette fois-ci à l'étude de la Caraïbe, pointée par Manuel Moreno Fraginals, n'a pas rendu aisée notre tâche :

> Al pensar en las investigaciones sobre el área del Caribe insular, conviene recordar que se trata de un área fragmentadamente estudiada. Es decir casi la totalidad de los esfuerzos realizados enfocan una isla o un pequeño grupo de ellas. Pero muy pocas veces, se ha intentado la visión globalizadora del Caribe…[108]

À notre sens, ce constat s'applique à la totalité de la Caraïbe, insulaire et continentale. Cela se ressent d'ailleurs dans les témoignages des Cubains ayant accepté de participer à notre étude, puisque ces derniers avouent n'avoir qu'une vision partielle et en conséquence sans doute partiale de la Caraïbe. La fragmentation de la zone caribéenne a donc en quelque sorte induit une fragmentation des travaux s'y référant, ce qui contribue à une vision incomplète des relations y ayant cours. De ce fait, il reste difficile à l'heure actuelle d'établir un organigramme des relations culturelles sur l'ensemble de l'espace caribéen.

Nous tenterons donc d'étudier le rapprochement ou au contraire les distensions à un niveau culturel entre Cuba et la Caraïbe, consciente pourtant du fait que « la démarche régionale de Cuba sera, à l'origine, une démarche latino-américaine »[109], tournée vers la politique et l'économie bien plus que vers la culture. Malgré tout, nous chercherons à comprendre comment les relations culturelles des pays caribéens peuvent s'entremêler et contribuer à leur propre épanouissement, ou, à l'inverse, étouffer les tentatives de dialogue au niveau

---

[107] Cf. annexes.

[108] Jean Lamore, « Présence du monde antillais dans la culture cubaine d'aujourd'hui », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 17.

[109] Éric Nabajoth, *Les relations internationales dans la Caraïbe*, Lyon, L'Hermès, 1996, p. 81.

régional. Car en tous les cas, quoi qu'on en dise et malgré une certaine unité, c'est d'une diversité certaine que peut se targuer la Caraïbe.

Ainsi, nous nous efforcerons de montrer que Cuba n'a peut-être pas toujours été isolée de son espace d'origine, et que si elle s'en est partiellement et ponctuellement éloignée, son travail et l'engagement de certains pays caribéens ont permis sa réintroduction dans la Caraïbe, à l'heure où la mondialisation / globalisation impose de nouveaux défis à l'ensemble de l'Amérique Latine. Nous verrons l'importance de la culture et des relations culturelles dans ce processus qui, s'il n'est pas nouveau, semble ressurgir actuellement avec plus de vigueur. Partant, nous nous interrogerons sur la place de Cuba dans ce nouveau monde globalisé, et tenterons de comprendre pourquoi la culture semble s'imposer à la fois comme un refuge et un rempart contre ce qui peut être perçu comme une « néo colonisation ».

- PREMIÈRE PARTIE : États des lieux des relations culturelles

Chapitre 1 : Le monde caribéen : unité/diversité

Le monde caribéen, comme nous l'avons déjà souligné, est difficile à définir : « Le Bassin caribéen est un cadre particulièrement représentatif de la diversité caractéristique du genre humain. Cette zone est un véritable carrefour des langues et des cultures, grâce à la mobilité de ses habitants et ceci est une réalité depuis l'époque précolombienne »[110]. Et bien qu'à notre époque la mobilité des populations doive être nuancée, il faut reconnaître que la Caraïbe est une zone de profonds métissages et de brassages culturels multiples. Cette fusion des cultures peut déboucher sur une confusion, et les autorités cubaines elles-mêmes ont souligné l'impact négatif des différences politiques, culturelles et idéologiques dans toute l'Amérique Latine et la Caraïbe[111]. Mais là encore, l'importance de la définition du mot « métissage » est conséquente. En effet, on peut envisager que le métissage ne soit pas seulement le mélange de deux ou plusieurs composants[112], mais plutôt un système au sein duquel chaque maillon serait une réinterprétation qui provoquerait d'autres réinterprétations[113]. Dès lors, le métissage n'est plus une entrave, mais un élément de vitalité pour la culture, puisque chaque apport culturel y trouve sa place.

Par ailleurs, on pourrait adapter à des circonstances plus contemporaines cette vision de l'époque de la Conquête du Nouveau Monde : « Podemos afirmar que en el nacimiento del arte mestizo se establece un mecanismo de incorporación, de conservación y de supresión. Estos tres elementos se pueden aplicar también al plano antropológico en lo referente al

---

[110] Denise Delgado Guante, « La complexe question linguistico-éducative dans la Caraïbe à l'ère de la mondialisation », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 195.

[111] Armando Hart Dávalos, *Cultura en revolución*, Mexico, Nuestro Tiempo, 1990, p. 157.

[112] Ulrich Fleischmann, « Naciones » africanas en América : mestizaje de un concepto », *in* Matthias Perl, Klaus Pörtl (éd.), *Identidad cultural y lingüística en Colombia, Venezuela y en el Caribe hispánico*, Tübingen, Niemeyer, 1999, p. 72.

[113] *Ibid.*

encuentro de culturas »[114]. On pourrait parler du métissage constant, ou, plus simplement, de la constante réinvention de la ou des cultures caribéennes. Bien évidemment, en se croisant, les cultures de la Caraïbe s'entrechoquent, mais les procédés d' « incorporation » ou de « suppression » ne doivent pas nécessairement être envisagés comme néfastes. Ils peuvent tout au contraire être les fondements d'une culture intrinsèquement caribéenne, et conférer à cette même culture un dynamisme l'inscrivant dans la modernité.

Tout comme l'ensemble de l'Amérique Latine, et même de façon plus appuyée – puisqu'elle était le centre logistique du système de colonisation– la Caraïbe est riche d'une diversité que ne doit pas occulter le passé commun, notamment colonial :

> El principio que rige en América Latina, a saber su unidad a pesar de y por su diversidad, rige igualmente en el Caribe, que constituye una misma región geográfica, étnica (con algunas variaciones), histórica y cultural, a pesar de la gran diversidad de la zona, debida a divisiones y subdivisiones lingüísticas, étnicas, políticas, *etc*, ya que inicialmente estuvieron a cargo de potencias europeas distintas. De ahí la indudable dificultad en circunscribir la complejidad del espacio caribeño, pero hay una historia común mediante la cual se ha ido cimentando una idiosincrasia caribeña que fue condicionada por un denominador común esencial, a saber el sistema de plantación.[115]

On note actuellement à ce propos une reconnaissance croissante par l'Amérique Latine elle-même de sa propre diversité, et des richesses qui en découlent[116]. L'Histoire qui a uni par le passé ne doit pas uniformiser, mais ne doit de la même façon pas diviser dans le présent, et les différents chemins empruntés par la culture dans la Caraïbe ne doit pas faire oublier « l'idiosyncrasie » caribéenne. Il faut ainsi se demander si des relations culturelles sont possibles dans un monde qui, bien que l'on en clame et proclame sans cesse les points communs, s'avère si difficile à définir. En effet, si l'on considère qu' « une communauté de culture est toujours aussi une communauté d'interprétation »[117], on est en droit de s'interroger sur la viabilité de processus d'échanges culturels engagés dans un espace où l'Autre est mal connu, et, en conséquence et inévitablement, mal interprété, et pour lequel les comparaisons font office de définition :

---

[114] Jaime Barrios Peña, *Arte mestizo en América Latina : discurso y mutación cultural quinientos años después, 1492-1992*, Buenos Aires, Fénix editorial, 1989, p. 49.
[115] Cécile Leclerc, *op. cit.*, p. 131.
[116] Marshall Craig Eakin, *The history of Latin America : collision of cultures*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, p. 283.
[117] Constantin Von Barloewen, *op. cit.*, p. 43.

> Alexander Von Humboldt, suivie de Elisée Reclus, ont été les premiers, au XIXe siècle, à envisager une comparaison entre les deux mers, Méditerranée eurasiatico-africaine et Méditerranée des Caraïbes –qu'ils appelaient « Méditerranée américaine »– ensemble regroupant le golfe du Mexique et la mer des Caraïbes. Bien après eux, les géophysiciens ont repris cette comparaison, d'une manière plus approfondie, en se fondant sur de nouvelles méthodes d'analyse (tectonique des plaques) apparues vers 1968-1970. Sur le plan structural, il apparaît que les deux mers ont des caractères en commun :
>
> - Elles occupent la même position intercontinentale entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud pour l'une, l'Eurasie et l'ensemble africano-arabo-indien pour l'autre.
> - L'une et l'autre sont limitées à leur périphérie par des chaînes montagneuses (Alpes et Cordillères), de structures et d'évolution analogues. Ces similitudes s'expliqueraient par l'appartenance de ces deux mers à l'ancienne Thétys ou Mésogée, vaste étendue marine qui existait il y a 180 millions d'années autour du super-continent appelé Pangea (au lias moyen).[118]

De la sorte, l'un des défis de la Caraïbe est de s'extirper des clichés imposés par les anciennes métropoles, afin de s'auto-définir et de commencer à se connaître vraiment. Pour que les relations culturelles naissent, il faut effectivement que chacun soit conscient de sa culture, et que les éventuels complexes d'infériorité imposés par le passé disparaissent.
En effet, il faut songer à entamer une réflexion nouvelle, par le biais d'un regard rénové sur le Caraïbe. Car il s'agit incontestablement d'un espace à part entière, que l'on peut certes comparer, mais qui mérite de voir ses caractéristiques propres soulignées, et non mises en perspective avec celles d'autres régions du globe, particulièrement celles que l'on présente comme plus « civilisées ».

Nous pouvons nous demander non pas en quoi la mer Caraïbe ressemble ou se distingue de la Méditerranée, mais si cette mer qui borde et entoure est un élément protecteur ou perturbateur des relations culturelles caribéennes. L'on pourrait penser qu'elle constitue en quelque sorte une passerelle allant d'île en île et d'île en continent, voire qu'elle serait l'expression tangible d'une certaine unité de la zone :

> Élément de centralité, la mer a-t-elle joué un rôle structurant ou a-t-elle favorisé les ruptures ? Ses atouts ont-ils favorisé partout un même marquage territorial des bordures, s'appuyant sur un moule commun et un mode de fonctionnement récurrent ? Au-delà des différences d'échelle, l'analogie des structures insulaires et continentales suffit-elle à définir une identité caribéenne ?[119]

---

[118] Oruno Denis Lara, *op. cit.*, p. 7.
[119] Lucien-René Abénon, Danielle Bégot, Monique Bégot, *op. cit.*, p. 83.

En effet, il convient de mettre en avant la « centralité » de cette Mer, élément naturel et donc *a priori* dépourvu de toutes les connotations dévolues aux procédés historiques, que l'on pourrait penser en « trait d'union » de la Caraïbe. Or, l'existence même de cette mer suppose pour certains une division des territoires et des peuples. Ainsi, l'insularité d'une partie de la Caraïbe a souvent été mise en avant pour expliquer le manque de communication de la région. Virgilio Piñera[120], dans son œuvre *La Isla en peso*, écrivit d'ailleurs un vers qui traduit la problématique induite par l'insularité : « la maldita circunstancia de estar rodeado de agua por todas partes »[121].

Ne faudrait-il pas, cependant, penser la chose différemment, et même aller jusqu'à dire que cette dissémination des pays peut constituer un avantage dans les relations culturelles ? On est effectivement en droit de penser que l'insularité confère une certaine complicité, et que les cultures qui se développent au sein des îles caribéennes sont à même de se comprendre et d'échanger. D'aucuns vont même jusqu'à voir dans l'apparente fragmentation produite par l'insularité une attache, un lien et des affinités indéfectibles :

> La particularidad de la dinámica relacional del Caribe no ha de atribuirse al factor insularidad, pues es cosa sabida que las necesidades de la vida archipelágica, en lugar de separar y diferenciar estilos y patrones culturales, tiende más bien a homologarlos y acercarlos. Son los vastos continentes con sus cordilleras, pantanos y desiertos, así como sus penínsulas y otras formaciones que contrastan con el mar, los que invitan a la diferenciación cultural más que el medio marítimo. El aislamiento absoluto es un invento social del hombre, la naturaleza siempre ha auspiciado la interdependencia.[122]

L'on peut effectivement trouver dans toutes les situations géographiques des obstacles insurmontables, et la mer peut être ressentie comme un symbole d'union par les Caribéens[123] plus que comme une entrave majeure.

En tout état de cause, l'insularité a produit dans l'aire caribéenne des particularités et similarités qui peuvent être au cœur des relations culturelles entre Cuba et le reste de la Caraïbe. Cela étant, on doit rappeler que l'insularité n'est pas la seule caractéristique de la Caraïbe, et que certains territoires continentaux se sentent également unis à la Caraïbe insulaire, peut-être du fait d'être bordés par la Mer Caraïbe, élément décidément déterminant dans l'élaboration des liens culturels caribéens.

---

[120] Homme de lettres cubain (1912-1979).
[121] Miguel Barnet, *Autógrafos cubanos*, La Havane, Letras cubanas, 2009, p. 130.
[122] Kaldone G. Nweihed, *op. cit.*, p. 116.
[123] Cf. l'affiche de l'artiste Sosabravo en annexe.

1- Caribéanité et cubanité

Il est intéressant de noter que, malgré tout, les dissemblances et convergences ne sont pas uniquement l'apanage d'éléments comme l'Histoire ou la géographie. Tout au contraire, elles concernent également les populations et la vision qu'elles ont d'elles-mêmes et du monde qui les entoure. Cette vision doit être claire et clairement définie pour pouvoir participer de l'élaboration des relations à l'échelle mondiale, ce qui nous amène à nous interroger sur les termes de « caribéanité » et « cubanité ».

a- *Définitions*

Bien évidemment, donner de ces deux mots une définition que l'on tiendrait pour strictement exacte s'avère presque impossible, dans la mesure où ils s'appliquent à des territoires soumis à la multiplicité –qui débouche sur une variété d'interprétation des termes :

> En resumen, dada la dificultad de establecer con claridad cuáles son las fronteras geográficas, socioeconómicas, étnicas, políticas de la región que llamamos caribeña o del Caribe, es natural que términos como « Caribe », « caribeño », « caribeanidad », « lo Caribeño », « *Antillanité* », « *Caribbeaness* », y otros, resulten problemáticos, aun en el caso de que lo aplicáramos en un estricto sentido cultural […] . […] todos estos términos deben ser vistos como inestables construcciones de plasma, en perpetua fluidez y cambio. Tanto es así, que si se les preguntara individualmente a los ya numerosos investigadores del Caribe que definieran geográfica y socioculturalmente el ámbito de los Caribeños, podría darse por seguro que no se alcanzaría un acuerdo unánime.[124]

De la sorte, nous pouvons dire que la « caribéanité » et la « cubanité » semblent aussi fluctuants que la Caraïbe, et sont aussi difficiles à définir que la culture. On peut dire que ces concepts trouvent leurs racines dans le passé, puisqu'ils sont effectivement apparus dans les années 1940, et que malgré leur supposée inconstance, ils nous permettent de comprendre le cheminement de la question identitaire dans la Caraïbe jusqu'à nos jours.

Le foisonnement de termes liés à l'identité caribéenne et leur application à tous les champs des sciences humaines montrent leur complexité mais aussi la difficulté pour les Caribéens de se définir eux-mêmes, et d'être définis. L'on trouve d'ailleurs, en plus des termes cités,

[124] Antonio Benítez Rojo, *La isla que se repite*, Barcelona, Casiopea, 1998, p. 389.

celui de « caribeïté », désignant ce qui est spécifiquement caribéen pour Luis Angel Argelles[125]. Le problème qui revient sans cesse est que derrière les mots, énoncer clairement ce qui peut être « spécifiquement caribéen » est un exercice plus qu'audacieux.

Quoi qu'il en soit, ces mots montrent une inquiétude, un besoin de nommer, comme si le nom permettait d'entrer dans une norme, ou chassait les craintes liées à l'Inconnu. En tentant de poser des termes sur ce qui est inexploré ou méconnu, les Caribéens mais également le monde semblent avoir voulu échapper à l'évanescence de la zone caribéenne, et lutter contre des disparités effaçant la et les cultures. À cet égard, si l'on peut dire avec Andrés Serbin que l'identité est panchronique, puisqu'elle « contient la somme de tous les présents antérieurs »[126], il convient de remarquer que les définitions des termes liés à l'identité évoluent en même temps que la société.

Ainsi, on remarque que l'antillanité, qui aurait servi de base à la « formation de la diversité culturelle cubaine »[127], est étroitement liée à la recherche d'une identité –voire qu'elle appelle ou constitue une « identité ouverte et plurielle »[128], recherche elle-même née du trouble historique provoqué par la colonisation, puis par l'indépendance supposée des nations caribéennes et à laquelle Cuba n'est pas étrangère :

> Pendant le XIXe siècle, deux concepts se retrouvent dans le mouvement d'indépendance et de libération nationale : l'antillanisme et l'identité. L'antillanisme véhicule l'idée de rupture avec le monopole colonial à travers des manifestations littéraires aux références locales, des langues comme le créole, des systèmes magiques et religieux. L'identité donne la parole aux masses marginalisées ; celles-ci deviennent détentrices de l'identité nationale. Sur le plan politique, Cuba, Porto Rico, Haïti et la République Dominicaine font naître des sentiments patriotiques. Ils sont conscients de l'avance de l'expansionnisme extra territorial. La conscience du danger européen et nord-américain développe une autre conscience, celle d'une supra-identité qui donne aux hommes le sentiment d'appartenir à une région dont le destin est commun.[129]

La notion d'antillanisme exprimée ici semble donc avoir été créée en opposition au colonialisme et aux anciennes métropoles, et a également permis l'éclosion d'un sentiment

---

[125] Hector Élisabeth, Jean-Jacques Seymour, *Les Caraïbes, des brûlots sur la mer : ABC géopolitique du bassin caribéen*, Paris, Éditions caribéennes, 1981, p. 109.

[126] Yolanda Wood, *L'art de la Caraïbe*, Port-au-Prince, Fondation Culture Création, 2000, p. 25.

[127] Yolanda Wood, « Presentación », *in* Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, p. 5.

[128] Rita Di Gregorio, Anna Di Sapio, Camilla Martinenghi, *Arcipelago mangrovia : narrativa caraibica e intercultura*, Bologne, Editrice Missionaria Italiana, 2003, p. 45.

[129] Paulette Durizot Jno-Baptiste, *Cultures et stratégies identitaires dans la Caraïbe*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 43.

balayant les identités purement nationales. En d'autres termes, on voit que la Caraïbe, soumise aux tiraillements entre colonisation et indépendance, a notamment réagi en mettant en avant la valeur d'une identité partagée. Cette identité ne sert plus alors uniquement à se libérer, puisqu'elle est également la matrice et le fondement d'un avenir que l'on souhaite partager.

Plus tard, durant le XXe siècle, les phénomènes d'antillanité et de créolité souvent associés aux Antilles françaises dépassent très largement les frontières de la Guadeloupe et de la Martinique, et le projet proposé par certains intellectuels est un projet global, mais en aucun cas globalisateur :

> Tout comme l'Antillanité, la Créolité revendique la reconnaissance de la langue créole. Les auteurs de l'*Éloge de la Créolité* entendent cependant dépasser l'Antillanité en ce qu'elle ne prend pas en compte le phénomène de créolisation. Ainsi, l'Antillanité peut concerner des régions qui n'ont pas connu de créolisation (certaines régions de Cuba et de Trinidad par exemple). La Créolité quant à elle rend compte d'un phénomène plus vaste, qui dépasse les contours des Antilles et de l'Antillanité, la créolisation n'étant pas propre au seul continent américain.[130]

Une réflexion profonde est entamée sur ce que peut être la Caraïbe mais également sur l'essence de l'Amérique « latine », et sur la place de l'aire caribéenne dans le monde. On comprend parfaitement que le siècle passé a été propice aux questionnements identitaires, et que ces derniers ont pu avoir un impact sur la construction de relations culturelles, puisqu'ils imposaient une redéfinition de Soi et de l'Autre.

D'autre part, on pourrait se demander quel est le lien entre l'antillanité et la caribéanité ou la cubanité, mais également quelle « organisation » adopter pour classer tous ces termes : l'antillanité recouvrirait-elle la cubanité ? S'agit-il de deux mouvements complémentaires ? (Inter)dépendants ? Si l'on a vu que l'antillanité était liée à des revendications identitaires, la cubanité serait un sentiment « qui se vit » selon la définition suivante :

> Après avoir défini la *cubanidad* comme étant la qualité de ce qui est proprement cubain et précisé qu'elle n'est pas un droit exclusif de Cubains nés dans l'Île, [Fernando Ortiz] ajoutait qu'il s'agit

[130] Dolorès Pourette, *Des Guadeloupéens en Île-de-France, identité, sexualité, santé*, Paris, Karthala, 2006, p. 32.

> plutôt d'une condition de l'âme, qui englobe la qualité particulière d'une culture, celle de Cuba.[131]

Il ne s'agit pas de s'opposer ou de réclamer une liberté politique, mais bien d'affirmer que le ressenti d'une population peut faire naître un sentiment d'unité, sentiment qui permet sans doute en partie à Cuba d'envisager ses relations culturelles plus sereinement. D'autre part, on voit que la fragmentation qui semble régner sur la Caraïbe n'empêche pas les Caribéens de se sentir reliés par un sentiment culturel et/ou identitaire, mais également que l'identité et la culture ne reposent pas uniquement sur le fait de vivre sur un territoire précis. Dès lors, si la culture et l'identité se vivent également pour une personne résidant dans son pays de naissance ou à l'étranger, les frontières imposées par la nature apparaissent comme beaucoup moins difficiles à franchir.

Et effectivement, pour Fernando Ortiz[132], la « cubanidad » est une somme d'éléments culturels et identitaires que l'on reçoit presque en héritage, et qui s'entretient au fil du temps à travers une « façon d'être », ce qui revient à dire que le lieu où l'on se trouve n'influe que partiellement sur l'identité culturelle :

> Cubanidad es « la calidad de lo cubano », o sea su manera de ser, su carácter, su índole, su condición distintiva, su individuación dentro de lo universal. […] La cubanidad no puede entenderse como una tendencia ni como un rasgo, sino, diciéndolo a la moda presente, como un complejo de condición o calidad, como una específica cualidad de cubano.[133]

Bien évidemment, la « cubanité » est spécifique aux Cubains, mais il faut chercher à savoir si les Cubains peuvent aussi ressentir l'antillanité, dans quelle mesure et avec quelles conséquences. Pour ce faire et en premier lieu, il faut souligner que le terme de « cubanité » est complété par celui de « cubanía », qui est en quelque sorte une « surcubanité », puisqu'elle « exige que l'on assume pleinement la cubanidad, qui devient alors cubanidad pleine, éprouvée et voulue »[134] :

> Pienso que para nosotros los cubanos nos habría de convenir la distinción de la *cubanidad*, condición genérica de cubano, y la *cubanía*, cubanidad plena, sentida, consciente y deseada ;

---

[131] Renée Clémentine Lucien, « Exils, cubanité et révolution », *in* Sandra Hernández (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, p. 173.
[132] Fernando Ortiz Fernández, anthropologue et ethnologue cubain.
[133] Fernando Ortiz, *Estudios etnosociológicos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 1991, pp. 11-13.
[134] Renée Clémentine Lucien, *op. cit.*, p. 174.

> cubanidad responsable, cubanidad con las tres virtudes –dichas teologales– de fe, esperanza y amor.[135]

La cubanité pourrait donc malgré tout n'être qu'un sentiment lié à la naissance, à l'éducation, à la tradition familiale, mais deviendrait objet et outil de la revendication une fois assumée en « cubanía ». En ce sens, la cubanité est liée à l'état civil, alors que la *cubanía* est un espace ouvert, une condition spirituelle offerte à qui le veut[136], d'où qu'il vienne et où qu'il se trouve sur le globe.

Démultipliée suite à la victoire des troupes révolutionnaires, cette « cubanía » doit être interrogée sur son ouverture à l'Autre : « A la dependencia neo-colonial sigue la voluntad de autodeterminación, a la « descubanización » republicana sigue el fervor nacionalista, una *cubanía* exacerbada »[137]. En d'autres termes, Cuba, après avoir été privée pendant de nombreuses décennies d'un espace identitaire et d'une culture propres, s'est reconnue dans une « cubanía » permettant à ses habitants de s'assumer pleinement et de s'unir autour d'un projet politique. Cette « cubanía » ne devait cependant pas se convertir en diktat, en une norme hors de laquelle la société aurait étiqueté les personnes comme « différentes », une loi tacite régissant les conduites et les vies de Cubains, dans la mesure où cela aurait empêché ces derniers de ressentir l'antillanité, ou la caribéanité, et, en s'érigeant comme valeur suprême dépassant voire écrasant toutes les autres, aurait également gêné la création de liens avec d'autres communautés, d'autres pays, d'autres peuples.

Mais peut-être presque contre toute attente, cette *cubanía* a laissé et laisse encore une porte ouverte aux Caribéens dans un sens, et aux Cubains dans l'autre : « Lo demuestra la realidad de que un siglo después los [haitianos] que aún viven en la mayor de las Antillas y sus descendientes forman parte intrínseca de la *cubanía* y constituyen ingredientes que refuerzan el carácter antillano del ser cubano »[138]. Ainsi la « cubanía » ne semble pas s'opposer à l'antillanité, et s'enrichit des apports culturels d'autres peuples caribéens présents sur le sol cubain. Elle n'étouffe donc pas les autres cultures, et permet au contraire aux Cubains de se sentir beaucoup plus liés à la zone caribéenne. Elle accueille en son sein

---

[135] Fernando Ortiz, *op. cit.*, p. 14.

[136] Richard M. Morse, « Race, culture and identity in the New World : five national versions », *in* Gert Oostindie (éd), *Ethnicity in the Caribbean : essays in honor of Harry Hoetink*, Londres, Macmillan Caribbean, 1996, p. 31.

[137] Cécile Leclerc, *op. cit.*, p. 289.

[138] Graciela Chailloux Laffita, Robert Whitney, « De dónde, por qué, cuándo y cómo vinieron », *in* Graciela Chailloux Laffita (éd.), *De dónde son los cubanos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, p. 57.

diverses formes culturelles, qui, en s'intégrant à elle, contribue à réinventer chaque jour la culture cubaine.

En outre, la Révolution ne s'est pas contentée d'aider à la construction d'une « cubanía » pleine et stable, qui lui préexistait sans aucun doute, mais elle a au contraire participé aux mouvements liés à l'antillanité :

> El papel de la Revolución cubana en la edificación de una conciencia cultural y política pancaribeña no debe ser interpretada como una manifestación folclórica : la promoción de la caribeñidad en Cuba responde a un esfuerzo cohesivo frente a la pérdida de la gran esperanza de « crear varios Vietnam » en América Latina después de la muerte de Ernesto Guevara en 1967, a una búsqueda de apertura frente al aislamiento causado por el bloqueo político y económico norteamericano, y frente a la disgregación interna a partir del « Quinquenio gris » a comienzos de los años setenta.[139]

On voit que des efforts furent faits par le gouvernement révolutionnaire cubain, qui s'appuyait sur une identité supposément collective. Bien que résultant d'un cheminement intellectuel, spirituel et émotionnel issu d'un passé commun et d'aspirations similaires, la caribéanité, ou toute autre appellation que l'on voudra donner à une conscience « pancaribéenne », ne peut être que faussée si elle est impulsée par et pour de mauvaises raisons. En effet, mettre en exergue cette caribéanité dans le but d'en tirer des profits, quels qu'ils puissent être, ne saurait que la convertir en utopie illégitime et corrompue, ce qui détruirait les rêves défendus par plusieurs générations de Caribéens :

> Este recentrado de identidad caribeña de parte del gobierno cubano corresponde a un esfuerzo de reinsertar el país en un conglomerado cultural y económico (Comecon) para sacarlo del aislamiento que padece desde la Revolución. Es decir, la reivindicación de la identidad caribeña, que corresponde tanto a una opción cultural como política, es también producto de un sitio coyuntural y temporal específica, o sea, es relacional y situacional.[140]

La mise en valeur de différents caractères liés à l'identité ou à la culture peut n'être que très éphémère et conjoncturelle, et contribuer alors à rendre les relations culturelles établies par Cuba bien instables. Pourtant, on constate que les efforts faits par le gouvernement cubain depuis le début de la Révolution cubaine, dans le but de retisser des liens avec ses

---

[139] Cécile Leclerc, *op. cit.*, pp. 146-147.
[140] *Ibid.*

voisins, répondent également à un « choix culturel », et constituent une marque de l'engagement cubain envers sa zone d'origine.

Néanmoins, malgré ces efforts et le substrat spécifique de l'Île quant à la caribéanité, le résultat de nos enquêtes à Cuba[141] montre que les Cubains ne se sentent pas tous Caribéens. Certains semblent faire payer à la Caraïbe « l'abandon » dont ils se sont sentis victimes durant les premières années de la Révolution, d'autres, et notamment à La Havane –ce qui peut sembler évident pour des raisons géographiques et économiques, le port de cette ville étant résolument tourné vers l'Amérique Latine– disent se sentir tout d'abord Cubains, et en second lieu Latino-Américains, occultant ainsi leur sous-région, au motif qu'ils n'ont pas l'impression que les échanges avec la Caraïbe aient un impact direct, d'une façon ou d'une autre, sur leur quotidien.

Les personnes interrogées disent d'ailleurs connaître et ressentir la *cubanía*, mais précisent que la *cubanidad* et la *caribeanidad* leur sont inconnues. La *cubanía* regroupe pour eux tout ce qui est intrinsèquement cubain, ce qui est à la fois original et « typique », et est ressentie comme une chose « gaie, agréable, pleine de couleurs, de saveurs, de musique »[142]. En somme, si la cubanité n'empêche pas de par elle-même l'éclosion d'un sentiment de caribéanité ou d'antillanité sur l'Île, et si le gouvernement cubain n'a jamais cherché depuis 1959 a ériger la cubanité en modèle absolu n'acceptant aucune influence extérieure, l'Histoire semble malgré tout avoir contribué à détourner durablement les Cubains de l'aire caribéenne.

Ainsi les sentiments entrent-ils également en jeu dans les relations culturelles de Cuba avec la Caraïbe, et il faut dès lors se demander quelle peut être la place de l'un d'entre eux : le nationalisme.

b- *Culture cubaine. Culture caribéenne. Cubanité vs. caribéanité ?*

En effet, on ne peut occulter le fait que la Caraïbe soit en proie aux affres du nationalisme, voire parfois de l'ultranationalisme :

---

[141] Résultat d'entrevues menées par nos soins lors de voyages à Cuba 2008, 2009, et 2011 auprès d'une vingtaine de personnes.

[142] Cf. annexes.

> En la región del Caribe ha existido un ultranacionalismo [debido] a […] la pequeñez de los países, y su larga experiencia colonial, que los han llevado a una profunda necesidad de ejercer su soberanía. De tal forma que el desarrollo de un sentimiento regional se ve obstaculizado por este fuerte nacionalismo […].[143]

Il faut donc porter une attention toute particulière aux concepts de cubanité et de caribéanité, afin d'en observer l'évolution mais aussi de comprendre en quoi ceux-ci peuvent favoriser ou tout au contraire empêcher l'efflorescence de relations culturelles dans la Caraïbe. En effet, si nous avons vu les définitions apportées aux termes de « cubanité » et de « caribéanité » ainsi que leurs liens théoriques, il reste à savoir si dans la pratique, ces deux concepts peuvent induire un rejet de l'autre ou au contraire pousser à l'union.

Comme évoqué plus haut, la « cubanité » relève plus de l'état d'esprit que de l'état civil, et ne s'oppose pas forcément à la caribéanité, elle peut même lui être complémentaire, ou additionnelle ; elle est en tous les cas quelque chose qui se ressent, qui se revendique (du fait du cas particulier constitué par Cuba), mais n'exclut pas nécessairement et irrévocablement le monde alentour. Elle exprime donc une certaine conscience des autres, de soi, de son identité et de sa culture :

> La cubanía no está relacionada con la ubicación geográfica donde se encuentre la persona. Se puede ser o no cubano encontrándose dentro o fuera del territorio nacional. […] Se es cubano por reacción emocional, o por decisión razonada, mediante la cual se autocompromete a vincular su destino personal al destino de nuestro pueblo.[144]

La *cubanía* n'impose donc pas de se refermer sur soi, et d'exclure toute autre manifestation culturelle de ce monde. Mais là encore, la diversité intrinsèque à la Caraïbe pose problème ; pour certains, l'on ne peut effectivement considérer la « cubanía » comme une équivalence ou une partie de l'« antillaneidad » que dans le cas où l'on « accepte la thèse de l'unité culturelle des Antilles »[145]. Nous pensons pour notre part que cette unité culturelle n'a pas besoin d'être respectée –elle conduirait au contraire à la destruction de la

---

[143] Francine Jácome, « Identidades nacionales y cooperación en la región del Caribe », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 248.

[144] Roberto Simeón, *El proceso político cubano y su relación con el exterior*, Salamanque, Muñoz Moya Editores Extremeños, 2002, p. 25.

[145] Alain Yacou, « Historia, historiografía e identidad cultural : etnicidad e integración nacional en Cuba », *in* Andrés Bansart (éd.), *El Caribe : Identidad Cultural y Desarrollo*, Caracas : Equinoccio, Editorial de la Universidad Simón Bolívar, 1989, p. 64.

cubanité– pour mettre sur un pied d'égalité cubanité et antillanité, et, surtout, que cubanité et antillanité n'ont pas besoin de se comparer.

En effet, comme nous l'avons déjà signalé, bien que possédant une histoire coloniale commune, les pays caribéens n'ont pas tous subi le joug d'une seule et même puissance dominatrice ; la diversité est donc un constat obligatoire, ce qui n'empêche nullement une unité ou du moins une communion dans l'antillanité, dans la « caraïbéanité qui identifie, qui unit [les] peuples, [qui] est l'adversaire acharné du phénomène de l'oppression sous toutes ses formes »[146]. La cubanité ne s'opposerait pas à l'antillanité ou la caribéanité, mais s'intégrerait plutôt à ces derniers termes, ou du moins les compléterait, à condition bien sûr de ne pas envisager la cubanité comme un nationalisme exacerbé :

> Il faut s'entendre en effet sur ce qualificatif de « nationaliste ». Le Cubain a une haute conscience de sa spécificité et de sa valeur, mais en s'affirmant cubain il n'introduit aucun chauvinisme, il n'exprime aucune xénophobie. L'ouverture de Cuba au monde, de La Havane surtout, le brassage de population, la tolérance et l'hospitalité qui y sont pratiquées, réservent à l'étranger un bon accueil, fût-il yankee.[147]

Aussi ne faut-il pas s'arrêter sur les manifestations les plus bruyantes d'une cubanité dont les Cubains sont fiers, puisque cette fierté ne signifie pas un rejet ou un mépris de l'Autre.
Il s'agit là d'une « construction sociale »[148], ce qui nous conduit à dire que, bien que reposant sur des éléments culturels définis, la cubanité est effectivement, comme tous les sentiments d'appartenance à une communauté, une invention de l'homme, qui semble avoir besoin de se sentir affilié à un groupe d'individus pour pouvoir vivre, ou survivre. Se sentir partie d'un groupe impose sans doute de se positionner par rapport aux autres groupes, et ce positionnement ne peut être juste et valable qu'après avoir instauré des contacts, des relations avec différentes communautés. Pour pouvoir se sentir cubain, il est sans doute nécessaire de faire l'expérience de la Caraïbe, et la cubanité n'est absolument plus un obstacle, mais constitue au contraire un moteur des échanges culturels.

---

[146] Discours d'ouverture du colloque par Philippe Saint-Cyr, Président de l'Université des Antilles et de la Guyane, *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 9.

[147] Paul Estrade, « Une révolution *sui generis* inscrite à jamais dans l'histoire », *in* Sandra Hernández (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, p. 14.

[148] *Ibid*.

Cependant, il faut souligner que le résultat de notre enquête est probant à un autre niveau, puisque les Cubains ne semblent pas éprouver le besoin de se sentir incorporés à la Caraïbe, mais plutôt à l'Amérique Latine. Pour vivre leur cubanité, c'est donc au continent, et non à leur sous-région qu'ils s'identifient[149]. En somme, si la cubanité n'empêche pas le dialogue culturel, la « latino-américanité » semble être une valeur suprême pour de nombreux Cubains, qui font de l'Amérique Latine une deuxième patrie et oublient par là l'espace caribéen. On ne peut que constater qu'il s'agit sans doute d'une conséquence de l'histoire tortueuse entre Cuba et la Caraïbe, et que l'isolement dont fut victime l'Île durant les premières années de la Révolution a renforcé le manque d'intérêt pour une zone dont les Cubains n'estiment finalement pas avoir besoin.

Les Cubains exilés sont considérés par beaucoup dans l'Île comme ne faisant plus partie de la cubanité. Dans le même temps, et à l'inverse, la communauté cubaine de Miami semble penser que ceux qui restent dans l'Île ne méritent plus de faire partie de la cubanité[150]. Ici, la politique interfère avec le sentiment de cubanité, qui ne devait en principe pas se révéler excluant, sinon accueillir simplement et durablement en son sein toutes les personnes le ressentant et le revendiquant. La cubanité peut donc malgré tout être une arme, qu'il convient de relier au domaine politique, et dont on peut se servir pour défendre des convictions qui n'ont plus aucun lien avec la culture.

Quoi qu'il en soit, cette cubanité est une caractéristique qui fait partie intégrante de l'identité culturelle cubaine. Il semble que les Cubains la ressentent sans se poser la question d'une éventuelle opposition ou supposé antagonisme « cubanité-caribéanité » au moment d'établir ou d'entretenir des relations, particulièrement culturelles. Néanmoins, s'ils ne s'interrogent pas sur une hypothétique rivalité, c'est peut-être tout simplement qu'ils ne se sentent absolument pas partie de « *lo caribeño* », pour des raisons elles aussi liées à la culture :

> Si se nos preguntara el por qué de ese rechazo a la condición de la *antillanidad* de Cuba, las respuestas podrían ser varias. Por una parte, y en primer lugar, las islas del Caribe están pobladas mayoritariamente de negros, descendientes de africanos, y ello nada tiene que ver con una sociedad que, como la cubana, desde

[149] Résultat d'entrevues menées par nos soins lors de voyages à Cuba en 2008, 2009 et 2011 auprès d'une vingtaine de personnes.
[150] Odette Casamayor, *op. cit.*, p. 194.

> sus orígenes se ha empeñado en reivindicar su hispanidad cultural y racial.[151]

Dès lors, la cubanité ne pourrait en aucun cas s'opposer à la caribéanité, puisqu'elle lui serait totalement étrangère. Le danger qui apparaît ne se trouve donc plus dans la concurrence, mais dans l'indifférence voire le mépris. Effectivement, en faisant de Cuba un pays « à part » du fait de ses revendications identitaires, les Cubains et/ou leur gouvernement pourrait contribuer à renforcer l'éloignement de l'Île quant à sa zone, et peut-être même provoquer une rupture durable et difficilement surmontable.

Les définitions de ce que sont la culture cubaine et la cubanité varient considérablement d'un auteur à l'autre, et si pour certains Cuba ne ressemble pas aux États « noirs » de la Caraïbe, pour d'autres l'apport du continent africain mais également de diverses autres cultures à l'Île est indéniable :

> Así de los años 1960 a nuestros días toda una serie de artículos, ensayos y manuales históricos se ha dedicado a la tarea de definición desde su génesis y reforzamiento de la identidad cultural cubana. Su enfoque enseña a las claras que hoy día el concepto de identidad cultural se equipara cada vez más en Cuba con la fusión armónica de los aportes culturales disímiles o si se quiere de compenetración de las etnias dentro de los moldes de una sociedad postcolonial.[152]

Ici, Cuba redevient une terre de métissages et de brassages, et n'est plus seulement le résultat d'une expérience qui aurait consisté à injecter de la culture espagnole ou latine dans l'Île et de laisser celle-ci prendre racine. Le syncrétisme culturel cubain, vu de la sorte, pourrait alors être mis en parallèle de l'éclectisme caribéen, et se réinsérer ainsi dans l'aire métissée qu'est la Caraïbe en tant que pays possédant une diversité culturelle. À l'inverse, le bouillonnement culturel cubain pourrait peut-être entrer en collision avec l'effervescence culturelle caribéenne, ce qui entraînerait l'impossibilité d'établir des relations culturelles stables et fécondes. Le métissage est en tous les cas une question d'actualité, et chacun semble pouvoir y trouver sa place :

> De nos jours, aux Antilles, le métissage ethnique a effectué un bond en avant décisif. Quant au métissage culturel, il devient de plus en plus évident. Des disciples éminents de Césaire déclarent : « nous refusâmes de nous enfermer dans la négritude, épelant l'antillanité qui relevait plus de la vision que du concept. Le projet

---

[151] Graciela Chailloux Laffita, Robert Whitney, « Cuba en el Caribe », *in* Graciela Chailloux Laffita (éd.), *De dónde son los cubanos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, p. 55.

[152] Alain Yacou, *op. cit.*, p. 75.

> n'était pas seulement d'abandonner les hypnoses d'Europe et d'Afrique. Il fallait, aussi, garder en éveil la conscience des apports de l'une et de l'autre en leurs spécificités, leurs dosages, leurs équilibres, sans rien oblitérer, ni oublier les autres sources à elles mêlées ». Aujourd'hui, le métissage culturel est un fait vécu : c'est la créolité, fondement de l'antillanité qui est multiple. Il n'y a pas d'identité antillaise unique, repliée sur soi qui se définirait comme une essence inaltérable hors de l'histoire.[153]

Le métissage, élément clé de l'étude sur lequel nous reviendrons souvent, brassage dont découlent les sociétés caribéennes actuelles est donc une source infinie d'interrogations, puisqu'il divise autant qu'il unit. Revendiquer l'apport d'un pays ou d'une région au détriment des autres est effectivement synonyme d'exclusion de certaines franges de la population, et peut conduire des communautés entières à se replier sur elles-mêmes, se sentent dénigrées ou simplement oubliées. L'équilibre est donc précaire, puisqu'il ne faut pas se laisser « enfermer » dans une catégorie ou une tendance, mais les forces de différents concepts semblent malgré tout se compléter, et certains deviennent même les instigateurs d'une consolidation de la caribéanité ou les moteurs d'une réflexion concernant l'identité commune caribéenne :

> La *négritude* chantée par Césaire, comme elle l'était par Senghor, a en effet suscité à la fois son prolongement et sa contestation par le courant de pensée de la *créolité*, plus soucieux de reconnaître le caractère composite, syncrétique, des populations et cultures antillaises. « Ni Européens, ni Africains, ni Asiatiques, nous nous proclamons créoles. Ce sera pour nous (…) une sorte d'enveloppe mentale au mitan de laquelle se bâtira notre monde en pleine conscience du monde. (…) La Créolité est l'agrégat interactionnel ou transactionnel des éléments culturels des caraïbes, européens, africains, asiatiques, et levantins, que le joug de l'Histoire a réunis sur le même sol ».[154]

Ainsi, certains sentiments d'appartenance identitaire, bien que spécifiques à la Caraïbe, se veulent ouverts sur l'aire caribéenne elle-même mais également sur le monde. La créolité s'expose ici comme un hyperonyme suprême, qui associerait et regrouperait en son sein toutes les identités caribéennes. D'ailleurs, la créolité est parfois définie comme un élément fédérateur, dans la mesure où elle exalte tant le renouveau perpétuel de la culture caribéenne que son état actuel et les apports qui lui ont été faits par le passé : « It emphasizes both the unique and newly-created character of Caribbean culture and the

---

[153] Lisette Gabriel, « Les Antilles ou la Rencontre de continents », *in* Antilles magazine, mensuel d'information et d'opinion, Numéro 1, juillet 1995, p. 11.

[154] Thierry Michalon, « Les départements français d'Amérique entre rêve caraïbe et attaches européennes », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 157 (citation de l'*Éloge de la Créolité*).

contributions made to this cultural genesis by all ethnic groups historically represented in the process »[155].

Cependant, la réflexion qu'apporte la créolité doit être profitable aux relations culturelles, en étant intégrée à une réflexion plus globale sur le soi et l'Autre, sous peine de n'être qu'un motif de repli et de méfiance supplémentaire :

> La créolité s'avère toutefois un concept ambigu. Bien plus qu'une simple culture, qu'une vision du monde, soumise comme toutes les cultures à une perpétuelle métamorphose, à une perpétuelle évolution, elle est implicitement, explique Michel Giraud, « une représentation généalogique de l'identité, (…) qui naturalise les appartenances ethniques, culturelles et linguistiques (…) et non (…) des liens que l'on se donne et que l'on ne cesse de réélaborer ». Et pour Giraud, cette conception « essentialiste » de l'identité « contribue à la racialisation de l'affirmation identitaire » aux Antilles.[156]

Réfléchir sur sa propre culture, sur ce qui la compose au moment présent de l'Histoire ne doit pas empêcher l'étude et la compréhension des autres cultures. Se focaliser uniquement sur ses propres racines culturelles, sans tenter d'en comprendre l'enchevêtrement passé ou présent avec d'autres formes de cultures, voisines ou plus éloignées, peut effectivement conduire à une sorte de nationalisme identitaire, ou même déboucher sur une forme de ségrégation des cultures, y compris à l'intérieur des États.

En effet, la culture peut diviser des peuples appartenant à la même Nation géographique et politique, puisque la formation d'un État ne repose pas forcément sur une communauté culturelle unie. La diversité des pays caribéens se manifeste notamment par le fait que sur un même territoire, on puisse trouver des groupes culturels distincts, et qui ne communiquent pas nécessairement entre eux. Ce passage de la défense d'une culture nationale à celle d'une culture plus localisée est lié à l'ethnicité :

> Par-dessus-tout, l'ethnicité renvoie à une conscience collective de groupe, dans le sens d'une identification à une communauté plus large. Elle se rapporte à la perception qu'un groupe de personnes partagent d'une identité commune et est perçue ainsi par les autres groupes. L'ethnicité est semblable au nationalisme et, pour cette raison, la conscience ethnique pourrait être appelée un ethno-nationalisme pour mettre l'accent sur le fait que de nombreux États renferment plusieurs sous-communautés ethno-raciales ayant chacune une conscience distincte des autres groupes similaires.

[155] Gert Oostindie, « Introduction : ethnicity, as ever ? », *in* Gert Oostindie (éd), *Ethnicity in the Caribbean : essays in honor of Harry Hoetink*, Londres, Macmillan Caribbean, 1996, p. 10.
[156] Thierry Michalon, *op. cit.*, p. 158.

> Les bases d'affinité renvoient à certains traits supposés être partagés en commun, tels que la langue, la religion, les traditions, le territoire, etc […].[157]

L'ethnicité peut donc se révéler excluante, mais il faut admettre qu'ici aussi, se sentir comme appartenant à une communauté ne peut se faire qu'une fois acquise la conscience de l'existence d'autres communautés. Ainsi, « il ne peut y avoir d'ethnicité sans l'Autre »[158]. L'impact que peut avoir cette conscience de l'Autre réside dans le fait qu'elle ne suffit précisément pas, mais doit au contraire ouvrir une réflexion sur son rapport à l'Autre. De la conscience de soi doit naître le dialogue avec l'Autre, à condition que ce dialogue soit ouvert et participatif, et l'interrogation de l'environnement ne pourrait alors qu'être profitable aux pays caribéens, puisqu'elle conduirait non plus à la conscience mais à la connaissance de l'Autre, mais également de soi : « It apparently requires two, for one to be discovered »[159].

Une fois établis les pré-requis nécessaires aux échanges à l'intérieur des pays caribéens, il faut encore se demander comment se complètent ou s'affrontent l'identité nationale de ces États et la ou les cultures régionale(s), dans une aire riche en diversité, puisque l'Amérique latine toute entière semble être un terrain de multiplicité culturelle : « Latin America has multiple identities, as a region, as nations, as subnational regions, and as peoples and cultures that cross political boundaries »[160].

c- *Identité nationale et culture régionale*

Effectivement, si les différentes cultures nationales et les sentiments identitaires ne s'opposent pas nécessairement entre eux, il peut arriver qu'ils entrent en collision avec la culture régionale à laquelle ils sont censés appartenir. Il faut tout d'abord souligner que la culture n'est pas un bloc monolithique et homogène, pas plus que l'identité elle-même : « En raison de la diversité des valeurs qui fondent une certaine culture, on peut également affirmer qu'il existe divers « niveaux » d'identité culturelle, c'est-à-dire des identités

---

[157] Ralph R. Premdas, « Anatomie du conflit ethnique – La domination contre la réconciliation », *in* Mamadou Diouf, Ulbe Bosma, *Histoires et identités culturelles dans la Caraïbe : trajectoires plurielles*, Paris, Karthala, 2004, p. 141.

[158] Sidney W. Mintz, « Ethnic difference, plantation sameness », *in* Gert Oostindie (éd), *Ethnicity in the Caribbean : essays in honor of Harry Hoetink*, Londres, Macmillan Caribbean, 1996, p. 42.

[159] *Ibid*.

[160] Marshall Craig Eakin, *The history of Latin America : collision of cultures*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, p. 282.

culturelles géographiquement locales, nationales, sub-régionales, et peut-être même régionales »[161]. Partant, il faut s'interroger sur la compatibilité entre toutes les expressions culturelles, et sur la possibilité qu'elles offrent quant à l'instauration de liens fondés sur la culture.

Comme nous l'avons déjà signalé, il conviendrait presque d'employer le terme de foisonnement plutôt que celui de diversité lorsque l'on parle de culture dans la Caraïbe. En effet, les processus historiques qui y ont eu, ou y ont toujours cours –car il ne faut pas oublier que la colonisation fit place à ce que l'on pourrait appeler une néo-colonisation et que certaines anciennes métropoles sont toujours particulièrement présentes dans la Caraïbe– ont contribué à forger ce que l'on peut appeler une identité culturelle :

> El Gran Caribe –extensa área geográfica dividida en pequeños Estados de economía débil– es el resultado de los procesos coloniales y neocoloniales llevados a cabo por las cuatro metrópolis europeas que lo conquistaron y por la injerencia de los Estados Unidos de América. En la conformación de su identidad cultural intervinieron conquistadores europeos, pobladores originarios, esclavos negros procedentes de distintos pueblos del África, coolíes chinos, braceros de la India, de Java, de Indonesia, inmigrantes árabes, judíos.[162]

Ainsi, la Caraïbe a historiquement construit sa culture et son identité sous le coup de la colonisation. Toutefois, la nécessité d'une indépendance totale doit être soulignée, lorsque l'on souhaite donner une dimension plus profonde encore à cette culture : « El logro de independencia total y soberanía […] es condición necesaria para la conformación de la identidad cultural y su expresión política, la identidad nacional »[163]. De la sorte, l'indépendance politique mais également d'esprit était nécessaire à la zone caribéenne. Cette autonomie a effectivement permis la confortation d'une culture que l'on peut désormais appeler caribéenne, et a débouché sur l'apparition d'une conscience, chez les Caribéens, d'appartenir à un ensemble identitaire plus vaste que l'État. L'identité culturelle est devenue une préoccupation majeure des populations et des gouvernements, et les réflexions sur ce sujet ont permis l'ouverture d'un espace de dialogue allant vers l'intégration, ou en tous les cas, rompant avec l'isolement.

---

[161] Gonzalo Figueroa-Yañez, « Amérique latine : métissage et identité culturelle », *in* Christian Descamps (éd.), *Amériques latines : une altérité*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1993, p. 49.

[162] Juana Berges Curbelo, *Los llamados nuevos movimientos religiosos en el Gran Caribe : reflexiones sobre un problema contemporáneo*, La Havane, Ediciones CEA, 2006, p. 41.

[163] Osvaldo Barrios Montes, « Para pensar el Caribe desde Cuba », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 18, 2004, p. 172.

Il est sans doute nécessaire de clarifier ce que recouvre l'expression d'« identité culturelle ». Ce développement consacré à l'imbrication de la culture et de l'identité nous semble effectivement propice à un rappel :

> Si le concept de culture est mal défini, celui d'identité culturelle l'est plus mal encore, et de nombreux anthropologues le rejettent entièrement. Mais examinons ce qui se produit si nous ne disposons même pas d'une définition minimale de l'identité culturelle. Nous ne pouvons pas utiliser le concept de diversité culturelle et sommes contraints de revenir à une attitude uniforme à l'égard du développement, fondée essentiellement sur une conception du XIXe siècle, c'est-à-dire sur l'évolutionnisme social et culturel selon lequel toutes les sociétés du monde doivent passer par des stades identiques pour arriver finalement au même degré de développement.[164]

Il est vrai que se passer du concept de « diversité culturelle » dans la Caraïbe semble impossible, et ne conduirait qu'à une vision tronquée et peu scientifique de la réalité. Si l'on admet en plus que cette région si particulière du globe doive passer par les mêmes « stades », les mêmes paliers que toutes les autres sociétés, on lui ôte toute spécificité, et même dirons-nous toute originalité.

L'évolutionnisme culturel nous semble en outre quelque peu rétrograde, particulièrement dans la mesure où le terme développement induit implicitement l'idée de civilisation, qui s'est tant opposée à celle de barbarie en Amérique Latine –et d'aucuns font même s'opposer socialisme et barbarie[165], mettant en relief la position de Cuba quant à la construction d'un État permettant une définition de l'identité. Il s'agit simplement de mettre en relief le fait que « l'identité est généralement construite sur des lignages, des séquences historiques et des empiricités qui produisent des valeurs culturelles »[166]. En quelque sorte, l'identité culturelle est un produit historique en constante évolution, étroitement lié à la culture et à l'Homme.

Le problème ne réside donc pas dans le fait de définir une identité culturelle ou d'analyser ce qui empêche son éclosion, mais de mieux comprendre ce concept pour appréhender ce qui lie cette identité aux relations culturelles. En effet, si indéfinissable soit-elle, l'identité culturelle est parfois vécue par les peuples comme un sentiment dépassant même la

---

[164] Roy Adrian Preiswerk, « Identité culturelle et développement », *in* Roy Adrian Preiswerk, *À contre-courants : l'enjeu des relations interculturelles*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1984, p. 203.

[165] Roberto Regalado, *La proyección continental de la Revolución cubana*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 13.

[166] Guy Numa, *Antillanité : l'identité antillaise avec ses valeurs universelles ouvre-t-elle un nouveau monde possible ?*, Paris, Azur Communication, 2005, p. 85.

nationalité. De la sorte, l'identité et le travail sur soi qu'elle suppose peut amener certains problèmes apparemment difficiles à résoudre :

> La vie collective semble se dérouler sous [le] signe de cette quête obsessionnelle [identitaire]. […] Il ne s'agit pas d'une doxa, mais de modalités de vivre en commun sous cette menace de réaffirmation des appartenances ethniques. Seulement est-ce possible d'agir collectivement en revendiquant chacun pour sa part une telle marque identitaire ? Comment constituer dans ces conditions cette vie commune spirituelle qui caractérise la culture d'un peuple ?[167]

La multiplicité des cultures au sein des États caribéens, et entre les États doit faire l'objet d'une étude attentive, car la cohabitation passive de ces cultures conduirait au mieux à l'indifférence, au pire à la haine. En outre, on peut s'interroger sur l'impact des revendications identitaires si celles-ci ne sont que l'écho d'une discorde entre les États, ou entre communautés culturelles.

De plus, il faut tenter de comprendre que culture nationale ne signifie pas nécessairement un tout uni, c'est-à-dire que la culture nationale n'est pas immanquablement une culture décidée et présentée comme telle par les pouvoirs politiques. Cette tâche est bien souvent présentée comme incontournable par de nombreux spécialistes de la Caraïbe : « Habría que desechar la imagen según la cual las culturas nacionales eran definidas en forma centralizada por el Estado con base en un sincretismo que amalgamaba la diversidad de culturas al interior de la nación »[168]. Il faut tenter de dissocier culture nationale et culture « officielle », et prendre en conséquence conscience du fait que la culture vécue par les populations n'est pas toujours en adéquation avec la culture que les gouvernements défendent comme étant « authentiques ».

Car c'est un fait, presque une lapalissade : pour qu'une culture puisse être défendue, il faut encore qu'elle soit ressentie comme telle, qu'elle ait été analysée et intégrée par les peuples qui la composent et la partagent. Il semblerait que cette partie du travail ait été bâclée, et que peu d'études se soient portées dans la région sur… la région. Ce n'est ainsi que tout récemment que l'on a pu constater l'apparition de courants et groupes, notamment scientifiques, étudiant et/ou défendant l'identité régionale dans la Caraïbe :

---

[167] Max Bélaise, « Mondialisation et territoires créolisés : l'inévitable questionnement identitaire », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 187.

[168] Lourdes Arizpe, *Culturas en movimiento : interactividad cultural y procesos globales*, Mexico, M.A. Porrúa, 2006, p. 232.

> Ce mouvement d'émergence identitaire régionale se manifeste d'abord préférentiellement par des échanges et rencontres de spécialistes autour de thématiques bien ciblées, faisant appel à une technicité partagée et porteuse d'un fort pouvoir communicatif (échanges sportifs, artistiques, culturels, éducatifs…). On note ainsi, depuis quelques années, un certain développement des études proprement caribéennes en tant que spécialité à part entière de la recherche (et non uniquement secteur mineur du domaine américaniste) aussi bien sur place que dans les pays américains voisins ou, plus rarement, dans les anciennes métropoles européennes.[169]

On remarque donc que la région caribéenne tend désormais à s'intéresser à ce qui peut justement faire d'elle une région, hors des considérations géographiques et historiques qui aboutissaient à un état de fait subi plus que vécu. La zone semble vouloir transformer, par le biais de l'étude scientifique, une réalité acquise en désir partagé. En outre, la zone tend à se démarquer de l'ensemble sous-continental latino-américain, ce qui ne peut qu'être favorable à la création ou réactivation de liens culturels.

L'intérêt de la Caraïbe, et plus largement de l'Amérique Latine pour la culture régionale caribéenne soulève en conséquence la question des enjeux de la défense d'une identité culturelle commune et/ou partagée, même partiellement. En ce sens, et puisque les recherches portant sur cette identité régionale donnent lieu à des échanges et des débats, il faut dire qu'elle crée et stimule les relations culturelles dans la région. En conséquence, il faut aussi penser aux relations culturelles comme facteurs de la construction, de l'épanouissement, de la revendication pleine et entière ainsi que de l'affirmation sereine mais fière d'une identité. En d'autres termes, la recherche d'une identité culturelle commune donne lieu à des échanges culturels, qui à leur tour dynamisent la recherche.

Cette réflexion était sans doute nécessaire, car, sans une recherche pouvant conduire à une définition claire de l'identité caribéenne, comment la Caraïbe pourrait-elle se présenter comme région face au monde, à une époque où les considérations historiques et géographiques ne suffisent plus, et où son intégration régionale économique est virtuellement défunte ? D'ailleurs, plus encore que la ou les cultures(s), c'est l'identité, voire les identités qui entraînent des difficultés en terme de définition dans la région :

---

[169] Jacques de Cauna, « Quel positionnement pour la recherche historique française et francophone dans et sur la Caraïbe ? », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 52.

« L'un des plus gros problèmes dans les Caraïbes a toujours été de définir non pas tant la culture que l'identité de chaque groupe vivant au sein de ces sociétés composites »[170]. Découvrir ce qu'est l'identité culturelle caribéenne passe par l'analyse de toutes les identités culturelles de l'aire, ce qui permettrait peut-être d'apporter une réponse à la question lancinante des Hommes : « Que puis-je attendre de l'avenir en tant qu'individu appartenant à un groupe humain historiquement constitué ? »[171].

Les identités nationales intégrées de la sorte à une culture régionale n'auraient pas à craindre d'être englouties ni digérées par un sentiment supranational gommant les spécificités de chacun, mais pourraient au contraire devenir un atout majeur, faisant de la diversité dans l'unité une force caribéenne : « L'identité est une production en devenir qui s'inscrit dans les variations du temps et de l'espace. La chance des Antilles à la rencontre des continents, c'est cette identité multiple »[172].

S'appuyer sur une culture nationale peut ainsi permettre de revendiquer en conséquence une culture régionale et donc de tendre des ponts vers les pays voisins. Mais à l'inverse, l'identité nationale peut devenir une lourde entrave aux relations interétatiques, si elle s'insère dans un contexte régional peu défini, comme c'est le cas dans la Caraïbe :

> Au total, des structures et des dispositifs visant à relancer ou renforcer l'intégration et la coopération régionale se sont multipliés dans la Caraïbe au cours des dernières années. Toutefois, la volonté ainsi affichée pourrait se heurter à des obstacles potentiels –contenus en filigrane dans les représentations qui fortifient les identités respectives, concurrentes d'une identité régionale encore largement hypothétique– susceptibles de les contrecarrer.[173]

La Caraïbe semble s'être tellement détournée d'elle-même et avoir tellement souffert de la colonisation que les tentatives de regroupement régional –sur lesquelles nous reviendrons plus en avant– sont vécues comme une ingérence dans ce qui fait de chaque pays un État indépendant.

---

[170] Hector Élisabeth, Jean-Jacques Seymour, *Les Caraïbes, des brûlots sur la mer : ABC géopolitique du bassin caribéen*, Paris, Éditions caribéennes, 1981, p. 85.

[171] Guy Numa, *op. cit.*, p. 55.

[172] Lisette Gabriel, *op. cit.*, p. 11.

[173] Justin Daniel, « Signification et portée de l'impératif régionaliste dans la Caraïbe », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 125.

Ainsi, si en théorie, identité nationale et culture régionale peuvent se compléter plus que s'affronter, la mise en place réelle d'une recherche et d'une défense collective d'une culture partagée dans la région semble poser problème, comme nous le montre l'exemple cubain. En effet, Armando Hart[174] lui-même déclarait, dès 1982, que l'ouverture de Cuba aux cultures du monde ne devait pas nuire à l'identité culturelle propre à l'Île[175]. Comme déjà précisé plus haut, la Révolution cubaine a effectivement permis aux habitants de l'Île de découvrir, construire et assumer une identité nationale forte, qui pourrait nuire aux relations culturelles avec la Caraïbe. Mais l'Île a toujours cherché le contact avec l'extérieur, y compris avec l'aire caribéenne, et malgré tout, la recherche d'une identité nationale cubaine n'est pas forcément antithétique à la défense d'une culture régionale :

> Défendre l'identité culturelle et, en même temps, s'ouvrir au reste du monde peut faire l'effet d'une contradiction. Si c'était le cas, il s'agirait, en tout état de cause, d'une contradiction féconde. […] On m'a demandé récemment si nous étions en danger de perdre nos valeurs propres, nos valeurs autochtones, nos valeurs profondément cubaines. Et je me demande pourquoi. À cause de nos relations avec le reste du monde ? […] Je ne crois pas que nous risquions d'y perdre notre identité, pour rien au monde. Au contraire, nous avons pleinement retrouvé notre manière d'être – qui d'ailleurs n'est pas immuable– du fait que nous nous sommes libérés de toute forme de colonialisme. En ce qui concerne la production artistique : je répète une fois de plus qu'un pays qui s'isole est un pays qui s'appauvrit. C'est la raison pour laquelle nous voulons des relations culturelles avec tout le monde.[176]

Il faut souligner que la diversité et l'hétérogénéité culturelles de la zone caribéenne ne signifie pas l'annihilation intrinsèque d'une identité culturelle régionale. Cette diversité peut tout au contraire être un atout pour la construction des identités nationales et de l'identité régionale[177], si on l'envisage comme une richesse, et non un motif de dispersion. Le problème semble résider ici dans le fait que certains pays caribéens ont encore une sensation d'instabilité, et se sentent encore trop fragiles pour pouvoir porter le poids de revendications identitaires ou culturelles dépassant leurs frontières. Partant, les efforts de l'Île pour multiplier le dialogue et ouvrir la voie aux relations culturelles avec la Caraïbe ont pu rester vains, parfois jusqu'à ce jour.

---

174 Ancien Ministre de l'Éducation puis de la Culture de Cuba.

175 Armando Hart Dávalos, *Cultura en revolución*, Mexico, Nuestro Tiempo, 1990, p. 118.

176 Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, pp. 63-65.

177 Francine Jácome, « Identidades nacionales y cooperación en la región del Caribe », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 243.

Plus largement, la recherche de l'Autre ne peut se faire intelligemment, nous le répétons, qu'en pleine conscience de soi, et les relations culturelles peuvent permettre à Cuba, ainsi qu'à tous les pays de la Caraïbe, de se (re)définir culturellement, mais aussi à bien d'autres niveaux. En effet, les pays caribéens, pour la plupart très jeunes au regard du temps historique, ne pourront établir de relations culturelles solides et se sortir de leur condition (parfois auto-imposée) d'États fébriles qu'à la condition d'entamer une réelle analyse d'eux-mêmes et de ce (ceux ?) qui les entoure(nt) :

> La condition de possibilité d'une authentique rencontre interculturelle dépend de la faculté que l'on a de *se décentrer*, de la prise de conscience du lieu que l'on occupe dans le temps et l'espace, de la connaissance que l'on acquiert de ses propres structures cognitives, de l'explication de ses propres valorisations.[178]

Il faut préciser que le terme « décentrer » n'a pas valeur d'exclusion, de mise au rebut au regard du monde ou des anciennes métropoles, mais uniquement d'ouverture sur les pays voisins. Il s'agit bien de porter le regard plus loin que les délimitations géographiques et les limites politico-géographiques des pays. Mais cela ne peut se faire et être constructif que si chaque nation caribéenne s'implique réellement dans un processus d'échanges avec ses voisins, ce qui suppose au préalable d'être en pleine conscience de soi.

Ces échanges sont intéressants à plusieurs niveaux. Le premier d'entre eux est que le pouvoir économique de La Havane n'est bien sûr pas celui des grandes nations « développées », et que Cuba ne peut promettre de soutenir des échanges financiers trop importants pour son économie. La coopération, dans des domaines tels que la culture, l'humanitaire ou la santé[179], peut donc être une nouvelle voie, un moyen d'instaurer une collaboration plus large, qui permettraient à la zone caribéenne de se stabiliser autant que de prospérer économiquement.

Malgré tout, les problèmes identitaires sont liés à des manifestations très concrètes qu'il convient d'analyser avec attention, puisqu'elles sont l'expression même des cultures.

---

[178] Gilbert Rist, « Pour une épistémologie culturelle », *in* Roy Adrian Preiswerk, *À contre-courants : l'enjeu des relations interculturelles*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1984, p. 193.

[179] Gerardo González Núñez, « Cuba frente a los cambios del sistema internacional », *in* Andrés Serbin, Anthony Bryan (éd.), *El Caribe hacia el 2000, Desafíos y opciones*, Caracas, Editorial Nueva Sociedad, 1991, p. 150.

2- Langues et religions

La diversité culturelle de la Caraïbe va effectivement de pair avec la multiplicité des religions que l'on peut y trouver, multiplicité qui est l'un des produits des différentes civilisations s'y étant rencontrées. Dans le but d'éviter toute dispersion, notre analyse se centrera sur les expressions religieuses majoritaires dans la Caraïbe, qu'elles aient été imposées directement à la zone (à l'instar du catholicisme), ou qu'elles soient en quelque sorte les conséquences d'un certain syncrétisme (et citons en exemple la *santería*). Nous nous concentrerons également sur celles qui peuvent s'avérer pertinentes pour notre analyse, en ce sens qu'elles génèrent ou sont le produit de relations culturelles.

Dans ce contexte de foisonnement religieux, Cuba est, une fois encore, un cas particulier : « Les rapports du pouvoir cubain au fait religieux sont marqués par les particularismes de l'île –son histoire, sa sociologie, sa recherche d'identité– comme par les priorités politiques internes et externes du régime »[180]. Les relations parfois difficiles, notamment durant les premières années de la Révolution, entre le gouvernement révolutionnaire cubain et la religion –catholique principalement– sont connues, et nous pouvons dire que les questions touchant à la religion sont bien liées à celles portant sur l'identité, et en conséquence à la culture, mais aussi et surtout que dans le cas de l'Île, la religion n'a dans un premier temps sans doute pas été mise en avant au moment d'établir des relations culturelles. Il faut souligner également que, lorsque dans un second temps, elle l'a été, ce ne fut peut-être pas sans arrière-pensée.

Il est nécessaire de préciser que les cultes religieux présents dans la zone caribéenne nous semblent importants dans le contexte des échanges culturels internes à l'aire, et ce pour plusieurs raisons : tout d'abord, Cuba, et plus largement la Caraïbe, étant par excellence des territoires en recherche d'identité, l'attrait ou la répulsion provoqués par les croyances et leurs manifestations peuvent être considérés comme partie intégrante d'un processus d'introspection qu'il est nécessaire de comprendre pour percevoir les évolutions de la région quant à sa culture. D'autre part, l'appartenance à une même communauté religieuse, les similitudes entres différents cultes et les manifestations en découlant peuvent être un

[180] Philippe Létrilliart, *Cuba, l'Église et la Révolution*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 22.

moyen d'établir des échanges entre les peuples et les pays, ou encore le résultat de relations culturelles préexistantes.

a- *Cultures et cultes. Les religions et les religieux*

La Caraïbe, tout comme l'ensemble du sous-continent latino-américain, semble avoir été marqué par le sceau du christianisme, et reste dans l'esprit collectif une terre catholique[181]. Cependant, l'aire caribéenne est avant tout un territoire de contrastes : « L'Amérique latine est qualifiée de catholique sur une carte mondiale des religions. À l'échelle locale, la réalité pourtant apporte bien des nuances, particulièrement dans le monde caraïbe »[182]. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le catholicisme, bien que largement imposé à la Caraïbe, ne possède pas une force exceptionnelle dans toute la zone, en ce sens qu'il n'est pas un dénominateur commun, et que les personnes s'en réclamant ne sont pas nécessairement de fervents pratiquants : « No es osado afirmar que cuando menos en tres de los principales enclaves de la Iglesia Católica en el Caribe –Cuba, Puerto Rico y República Dominicana– esta religión no ha alcanzado une considerable influencia, lo que no quiere decir en modo alguno que varios de sus elementos no se hayan popularizado »[183]. Il ne peut sans doute pas, en conséquence, constituer un trait d'union suffisamment fort pour permettre d'établir des liens culturels sur l'ensemble de la zone, nés d'une religion commune. Néanmoins, on constate que Cuba et deux de ses voisins, Porto Rico et la République Dominicaine, possèdent la caractéristique d'avoir été particulièrement empreints par le catholicisme, ce qui peut les rapprocher.
D'autre part, certains « éléments » du catholicisme ont été « popularisés », et l'adaptation d'une croyance importée constitue un point de départ non seulement à la relation culturelle, mais également à l'élaboration de l'identité.

Là encore, il faut spécifier que les mouvements de populations ont contribué aux échanges, et que « les différentes vagues migratoires qui se succédèrent amplifièrent la mosaïque

---

[181] Jorge Ramírez Calzadilla, « La religiosidad Latinoamericana y Caribeña : un elemento de la identidad cultural », *in* Mely González Aróstegui (éd.), *América Latina y el Caribe : realidades sociopolíticas e identidad cultural*, San Salvador, Heinrich Böll, 2002, p. 217.
[182] Maryse Roux, *Cuba*, Paris, Karthala, 1997, p. 121.
[183] Juana Berges Curbelo, *Los llamados nuevos movimientos religiosos en el Gran Caribe : reflexiones sobre un problema contemporáneo*, La Havane, Ediciones CEA, 2006, p. 36.

religieuse caribéenne »[184], accentuant l'aspect composite de la zone, comme on le constate à Cuba :

> Es preciso señalar que, al igual que otros de los grupos migratorios que se integraron a la sociedad cubana, los que venían desde las islas vecinas reconstruyeron las prácticas sociales propias de sus sociedades de origen. La fundación de iglesias –fundamentalmente protestantes–, logias, asociaciones de ayuda mutua y recreación, escuelas, la reproducción de normas de relaciones, la conservación de tradiciones culinarias, etc., expresaron la voluntad de los recién llegados de crear espacios desde los cuales conservar y hacer crecer su vida material y espiritual.[185]

Les religions actuellement présentes dans la Caraïbe sont donc le fait des différentes migrations qui y sont intervenues, notamment durant toute l'ère de la colonisation. Les religions caribéennes semblent ainsi s'insérer parfaitement dans un processus identitaire débuté il y a fort longtemps, et qui est toujours d'actualité aujourd'hui. En outre, précisons que le catholicisme n'est pas la seule forme religieuse à avoir été importée ni à s'être adaptée à l'espace et à l'esprit cubains.

La multiplicité des religions s'explique en conséquence peut-être par les façons tout aussi multiples dont les pays de la zone vécurent la colonisation et la décolonisation. En effet, la religion était en quelque sorte le dernier bastion de la culture des immigrants, culture dont on tentait d'étouffer les autres expressions. Dans toute la Caraïbe donc, les religions furent vécues, même de façon cachée, comme une expression identitaire et culturelle. Leur brassage ne fait en outre que renforcer les possibilités d'échanges, puisque les syncrétismes peuvent permettre d'établir des liens cultuels, pouvant eux-mêmes constituer le premier pas vers des liens culturels cette fois.

D'autre part, il faut noter que l'arrivée de missionnaires, principalement nord-américains, à la fin de l'époque coloniale, contribua à l'essor des communautés religieuses protestantes dans la Caraïbe, et que de nos jours, la *All Saints Church* installée à Cuba rassemble encore de nombreux descendants de ses immigrants : « […] esta iglesia sigue siendo la de mayor importancia entre la comunidad y conserva una nutrida feligresía de inmigrantes y sus descendientes, que requiere que hasta la actualidad, un día por mes, el servicio religioso se

---

[184] Juana Berges Curbelo, *op. cit.*, p. 40. Notre traduction.

[185] Graciela Chailloux Laffita, Robert Whitney, « Las comunidades angloantillanas en Cuba », *in* Graciela Chailloux Laffita (éd.), *De dónde son los cubanos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, p. 67.

ofrezca en idioma inglés »[186]. La religion véhicule donc des concepts et une image du monde, mais également des expressions culturelles très concrètes, telle que la langue. En ce sens, le fait religieux peut réellement servir de « pont » culturel entre des populations issues de différents pays, mais liées par une même vision de ce qui nous entoure.
Malgré tout, le protestantisme[187] a connu une histoire toute aussi tumultueuse que le catholicisme dans la Caraïbe, et n'a survécu que de manière éparse[188], ce qui ne permet pas de l'envisager comme un moteur fort et durable des relations culturelles.

En tous les cas, le départ des colons ne signifia pas l'abandon des pratiques religieuses qui avaient été importées dans la Caraïbe, et marqua peut-être au contraire le début d'une réappropriation des faits et phénomènes religieux de la Caraïbe par les Caribéens. En effet, il ne s'agissait plus de pratiquer une religion imposée, mais de choisir de faire d'une religion au départ importée une part de l'identité culturelle des pays nouvellement indépendants. En somme, il faut dire que la Caraïbe n'a pas absorbé les religions imposées par les colons, mais qu'elle a au contraire fait de ses apports des éléments culturels qui lui sont désormais propres, et qui peuvent servir de base aux relations sinon culturelles, du moins cultuelles.

De nos jours, les religions tendent encore à prendre de l'ampleur et à se diffuser dans toute la zone. Il faut noter à ce sujet que les religions syncrétiques caribéennes sont celles qui s'exportent sans doute le plus dans la région. Le Mexique compte actuellement avec un grand nombre de prêtres *babalawos*[189] –c'est-à-dire prêtres d'Ifa, système de divination liés aux Orishas et particulièrement populaire à Cuba–, et la Caraïbe développe de plus en plus l'organisation de voyages à but religieux[190]. En effet, un grand nombre de « touristes » caribéens se déplacent dans d'autres pays de l'aire caribéenne dans le but d'étudier les religions de la zone, voire de consulter les dépositaires de ces pratiques religieuses.

---

186 Graciela Chailloux Laffita, Robert Whitney, *op. cit*., p. 69.
187 Jorge Ramírez Calzadilla, « La religiosidad Latinoamericana y Caribeña : un elemento de la identidad cultural », *in* Mely González Aróstegui (éd.), *América Latina y el Caribe : realidades sociopolíticas e identidad cultural*, San Salvador, Heinrich Böll, 2002, p. 219.
188 Juana Berges Curbelo, *op. cit.*, p. 37.
189 Ana Celia Perera Pintado, « Redes transnacionales, representaciones sociales y discursos religiosos en Cuba », *in* Aurelio Alonso (éd.), *América Latina y el Caribe : territorios religiosos y desafíos para el diálogo*, Buenos Aires, CLACSO, 2008, p. 173.
190 Ana Celia Perera Pintado, *op. cit*., p. 175.

Des associations sont même créées, et on observe le développement d'échanges intenses entre pratiquants de toute la Caraïbe. Autrement dit, les pratiquants d'une religion définie partent en « excursion » et sont accueillis dans d'autres pays de la Caraïbe par leurs pairs religieux. La religion oscille alors entre valeur culturelle et valeur marchande, puisqu'elle permet aux populations de se rencontrer, d'échanger, et qu'elle devient dans le même temps pour certains une aubaine économique à ne pas rater.

Cela est frappant dans le cas de Cuba, qui développe une offre religieuse comme on développerait une offre commerciale, avec les risques que cela comporte en termes de perte de repères par les pratiquants des cultes ainsi exportés et offerts en partage, mais également de perte du lien profond qui unit d'ordinaire les croyants en une tradition ou une religion propre à une région :

> La Sociedad Cultural Yoruba de Cuba[191], constituida a inicios de la década del noventa, ha creado en los últimos cinco años filiales en países latinoamericanos y europeos ante el aumento de miembros no nacionales y la diversificación de sus relaciones con el exterior. Otras organizaciones de practicantes como la Ifa[192] Iran Lowo reciben frecuentemente grupos de estudiantes y académicos extranjeros interesados en el tema, tienen ofertas de cursos, conferencias y atención religiosa, y mantienen une fluida conexión con otros de su tipo y creyentes individuales en variados países.
> Han surgido empresas religiosas radicadas en Canadá, México, Venezuela y EE.UU, entre otras, con ofertas diversas, desde viajes a Cuba para la celebración de iniciaciones u otras ceremonias hasta productos concretos y determinados trabajos destinados a solucionar problemas específicos. Estas empresas despersonalizan por completo la práctica en una religión con una fuerte y necesaria tradición grupal.[193]

Ainsi, on ne peut nier que des liens se créent, ni que Cuba soit un des grands bénéficiaires de la tendance actuelle à la découverte ou redécouverte et même à l'exploration des religions. Cependant, on voit que la culture s'efface au profit des finances lorsque l'on commence à proposer des voyages permettant de « régler des problèmes (personnels et individuels) spécifiques ». Effectivement, transformer les rites religieux en sessions de spiritisme adaptées à l'esprit européen ou aux aspirations occidentales ne peut que nuire à l'essence même de la religion.

---

[191] Seule communauté regroupant des pratiquants de la santería et *Ifa* reconnue légalement à Cuba, *in* Ana Celia Perera Pintado, *op. cit*., p. 175.
[192] L'Ifa est la religion des Yorubas, groupe ethnique africain.
[193] Ana Celia Perera Pintado, *op. cit.*, p. 175.

Cela s'avère particulièrement dangereux lorsque l'on comprend que la force des religions spécifiquement caribéennes repose en partie sur le fait qu'elles sont considérées comme partie pleine et intégrante par leurs pratiquants d'une culture qui leur serait propre :

> Especialmente en el Caribe (y claro, en Cuba) el peso de lo « esotérico » va a tener una peculiar fuerza. Si el emigrante Benítez Rojo lo consigna, lo mismo hace desde una perspectiva revolucionaria Joel James Figarola[194], en un artículo aparecido en *La Gaceta de Cuba*. Escribe allí :
>
> > La Santería, el Palo Monte, el Vodú y el Espiritismo de Cordón son productos genuinos nuestros, legítimas creaciones de nuestra historia, exponentes primordiales de nuestra cultura de resistencia y liberación, expresiones de la espiritualidad del pueblo cubano sin las cuales el pueblo cubano, precisamente, dejaría de ser pueblo cubano.[195]

Adapter la religion à la loi de l'offre et de la demande touristique revient donc à trahir la religion et ses pratiquants, mais également à déposséder les Caribéens d'un domaine dont ils se reconnaissaient, pour une fois, propriétaires. De ce fait, de lien culturel entre peuples caribéens, la religion peut devenir une marchandise offerte au plus offrant, détournée de son but d'origine et de ses valeurs intrinsèques.

Il faut encore dire que la religion n'est pas présente de la même façon dans tous les pays caribéens. Soulignons d'ailleurs la particulière vitalité des mouvements religieux venus de la Caraïbe anglophone, apparemment plus encline que la Caraïbe hispanophone à une recherche de soi à travers ceux-ci. Les pays hispanophones semblent effectivement s'être tournés plutôt vers l'art et la culture au sens large du terme dans leur cheminement vers leurs identités, peut-être du fait de leur indépendance plus précoce :

> The Hispanic wing of that fragmented disparate family of rocks and mainland […] has long recognized the importance of arts and culture in forging their national and cultural identities, possibly because they broke with their historical imperial master much earlier than the Afro-Saxon wing of the region.[196]

Les limites de la religion en tant que trait d'union culturel, et en même temps sa force, résident dans l'ampleur de la foi des pays caribéens. La bonne nouvelle pour les pays

---

[194] Joel James Figarola, essayiste, conteur et chercheur cubain, fondateur et directeur de la Casa del Caribe jusqu'à sa mort en 2006.

[195] Guillermo Rodríguez Rivera, *Por el camino de la mar, o Nosotros, los Cubanos*, La Havane, Ediciones Boloña, 2006, p. 103.

[196] Rex M. Nettleford, « Cultural identity and the Arts – New horizons for Caribbean social sciences ? », *in* Rex M. Nettleford, *Inward stretch, outward reach : a voice from the Caribbean*, Londres, Macmillan Caribbean, 1993, p. 49.

hispanophones reste que s'ils n'ont pas cherché à exalter une religion ni à en faire un pont entre eux, ils ont opté pour la mise en avant d'une culture commune… qui ne peut sans doute exister sans la religion.

Quoi qu'il en soit, les religions sont nombreuses dans la Caraïbe, et bien entendu, le foisonnement peut engendrer la crainte, le sectarisme, l'incertitude. Il faut d'ailleurs reconnaître qu'au sein de la Caraïbe, l'abondance d'institutions religieuses et des organismes de promotion qui y sont liés pourrait donner le tournis. Citons par exemple : le *Caribbean Committee on Joint Christian Action*, fondé en 1959, la Conférence Caraïbe des Églises, 1973, dont dépendent la *Christian Action for Development in the Caribbean*, l'*Education Renewal Agency*, la *Caribbean Church Women* et la *Carribean Ecumenical Youth Action*[197]… Cette liste, qui est bien loin d'être exhaustive, montre que les religions, notamment dans la Caraïbe anglophone, pourraient n'être qu'un point d'achoppement supplémentaire et n'être perçues que comme un élément par trop incertain et nébuleux pour devenir une base ou un soutien aux relations culturelles. La multiplicité semble engendrer l'isolement, et on note que chaque État semble s'intéresser au phénomène religieux sur son territoire, sans trop s'attarder sur les pratiques de ses voisins.

Toutefois, « l'apparition d'une organisation œcuménique régionale [qui] coordonne les problèmes spirituels »[198] montre que les Caribéens, ou du moins certaines autorités religieuses régionales ont réagi face au défi posé par les religions dans la zone, et tentent d'engager une discussion afin de ne pas sombrer dans un sectarisme coupant court à toutes relations. L'apparition d'organisations pancaribéennes peut contribuer à l'essor de relations culturelles, en permettant le contact entre les populations et l'étude des pratiques liées à la religion.

Notons d'autre part que les différentes religions s'organisent de plus en plus efficacement et réunissent chaque fois plus souvent leurs fidèles, quel que soit leur pays d'origine, lors de manifestations religieuses. Cela permet bien évidemment un échange de populations et d'expériences des pratiques religieuses, pouvant aboutir sur l'établissement de relations culturelles plus larges. En outre, les pouvoirs religieux caribéens semblent aspirer, de nos jours, à une harmonisation des pratiques. De la sorte, « une *Conférence épiscopale des*

[197] Oruno Denis Lara, *Les Caraïbes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p. 121.
[198] *Ibid*.

Antilles existe depuis 1957, organisée par l'Église Catholique romaine »[199], ce qui permet à toute une branche du catholicisme de dialoguer et d'échanger sur son expérience de la religion.

Certaines religions caribéennes s'appuient sur un système de parrainage entre pratiquants expérimentés et novices –quelques « parrains » comptent même avec plus de cinq cents filleuls[200]. Les relations établies entre les personnes appartenant à une même communauté religieuse peuvent aboutir à une ouverture sur l'Autre, et sur sa culture. Pour l'Île, cette situation est particulièrement intéressante, et non uniquement du point de vue des échanges culturels :

> El nuevo ahijado puede llevar regalos, zapatos, adornos, tinajas, soperas no existentes en Cuba. Tener un ahijado extranjero puede significar entrar en contacto y conocer otro mundo, favoreciéndose el intercambio social, cultural e ideológico […]. Al final, el ahijado extranjero sirve como mensajero de ideas y objetos entre las familias religiosas dispersas por continentes.[201]

De la sorte, les parrainages religieux entraînent une meilleure connaissance de Cuba par la Caraïbe, et permettent en retour à la Caraïbe et ses cultures d'entrer sans heurts sur l'Île. De plus, ce système permet bien évidemment à certains Cubains d'améliorer leurs conditions de vie matérielles, avec les risques et conséquences que cela suppose quant à la nature des liens entretenus avec les filleuls religieux.

En outre, les grandes religions monothéistes importées d'Europe ne sont pas nécessairement, de nos jours, les plus influentes dans la Caraïbe, du moins en termes de relations culturelles. Il faut donc se demander quelle(s) religion(s) permettrait(aient) au plus grand nombre de se reconnaître et de se retrouver. Parmi cette multitude d'expressions religieuses, l'apport d'éléments venus d'Afrique est considérable et constitue un lien entre les pays ayant connu la colonisation. L'on peut d'ailleurs souligner le fait que le mouvement rastafari jamaïcain, né dans les années 1930, était motivé par « une recherche évidente de l'identité noire »[202].

---

199 *Ibid.*
200 Ana Celia Perera Pintado, *op. cit.*, p. 175.
201 Ana Celia Perera Pintado, citant le travail de recherches doctorales de Claudia Rauhut, « Redes transnacionales, representaciones sociales y discursos religiosos en Cuba », *ibid*.
202 Juana Berges Curbelo, *op. cit.*, p. 35.

L'intérêt qui est porté aux racines africaines des religions a d'ailleurs permis la constitution de groupes de recherche se destinant à leur étude, groupes qui maintiennent des relations avec des institutions similaires de différents pays[203] de la zone et du monde. En effet, de la source africaine sont nés de nombreux affluents, qui sont autant de liens entre les territoires caribéens :

> En las peculiaridades culturales del modo de ser isleño se destaca hoy la significativa influencia africana incorporada por hombres y mujeres traídos a través del ignominioso comercio de esclavos. En el plano religioso se expresa a través de las formas propiamente locales emergidas de la unidad con otras expresiones, notoriamente con manifestaciones del catolicismo. Entre ellas, asumiendo la propuesta del teólogo y estudioso de la religión cubano Adolfo Ham, […] se pueden relacionar las siguientes : el vodú haitiano, la santería cubana y puertorriqueña, y el rastafari jamaiquino. Se añaden el palo monte y los abakuá, también de Cuba ; shangó, en Trinidad ; winti, en Surinam ; con menos componentes africanos y más europeos, kutnina, y convince, la danza kromanti en Jamaica ; kélé, en Santa Lucia, la danza del tambor grande de Granada, y los cultos « revivalistas » que en el caso de Jamaica surgen del gran « avivamiento » (« Revival ») de 1861-62, Revival Zion de Jamaica, Spiritual Baptists (Shouters) de Trinidad, los « Shakers » de San Vicente. Si extendiéramos el Caribe a Brasil habría que incluir el candomblé, la umbanda y la macumba.[204]

Les rites religieux d'origine africaine font d'ailleurs l'objet d'une attention particulière de la part du gouvernement et des institutions officielles et/ou culturelles de Cuba depuis quelques années, même s'il est évident que, par son Histoire, Cuba reste imprégnée par le catholicisme –ce qui, comme nous l'avons vu plus haut, peut-être souligné comme une spécificité. En résumé, l'on pourrait dire que les manifestations religieuses majeures à Cuba sont le catholicisme et les religions syncrétiques mélangeant catholicisme et croyances venues d'Afrique :

> In religion, Roman Catholicism is the major faith with some 40 percent nominally catholic. In fact, the mestizo nature of Cuban society blends African ant Catholic elements in Santería. This folk religion brings together Catholic saints and the animistic beliefs of the African Yoruba culture that sees the natural world as infused with spiritual energies.[205]

On comprend donc que les recherches portant sur l'apport des religions africaines soient capitales pour Cuba, et l'on observe qu'elles s'insèrent dans un projet de mise en valeur de

---

[203] Ana Celia Perera Pintado, *op. cit.*, p. 176.
[204] Juana Berges Curbelo, *op. cit.*, pp. 33-34.
[205] Nicholas Saunders, *The peoples of the Caribbean*, Santa Barbara (California), ABC-CLIO, 2005, p. 85.

la cohérence culturelle interne de l'Île, mais aussi de la correspondance de cette culture avec celle(s) de sa zone géographique.

Un exemple probant de l'attachement cubain aux racines religieuses africaines serait l'une des propositions faites à la Commission des Programmes et Projets de l'UNEAC[206], qui, en s'impliquant dès 1993 dans l'étude des rites d'ascendance africaine, montre la participation active du gouvernement de l'Île sur le sujet :

> Consiste en la constitución de un centro cultural radicado en el solar La California y dirigido desde adentro por los propios vecinos. La propuesta parte de la creación de una escuela de estudios yorubas para cantos, danzas y música, a partir del conocimiento cotidiano que ellos poseen de esta cultura. Los maestros de este centro de estudios, así como quienes los dirijan, serían los propios vecinos del lugar. La denominación « Concha Mocoyu » para este centro cultural se debe a que el nombre de la santera de más prestigio y edad de este sitio era ése.
>
> […] Se cuenta, además, para la realización del mismo con la colaboración de especialistas, intelectuales y miembros de la UNEAC, dispuestos a colaborar con este proyecto.[207]

À ce propos, notons que Cuba constitue une exception vis-à-vis de la zone Caraïbe, puisqu'elle est l'un des rares pays à avoir vu survivre des communautés et expressions religieuses d'ascendance africaine sans que des modifications importantes y aient été apportées[208]. Cela pourrait constituer un obstacle dans l'établissement de relations culturelles avec des communautés religieuses ayant, pour leur part, subi de profondes mutations, mais l'on constate que l'attachement aux origines, plus qu'aux mutations subies par la suite, constitue le point de départ de nombreux projets portant sur la religion.

Quoi qu'il en soit, on voit donc bien que le syncrétisme n'empêche pas la conservation de traditions culturelles, et que cette conservation peut même être à l'origine de nouveaux liens. En effet, on pourrait craindre que le syncrétisme ne finisse par diluer voire noyer les origines des phénomènes religieux, mais la préservation dont ces derniers font l'objet à Cuba permet d'éloigner ce danger, et d'asseoir les liens tendus à travers les communautés religieuses, ici afro-caribéennes. Cela est à tel point vrai que certains se refusent à parler de syncrétisme, et préfèrent définir le vodou, le candomblé brésilien ou la *santería* cubaine

---

[206] Unión Nacional de Escritores y Artistas de Cuba.

[207] Felipe Chibás Ortiz, *Creatividad y cultura. Incógnitas y respuestas*, La Havane, Editorial Pueblo y Educación, 2001, p. 104.

[208] Angelina Pollak-Eltz, « El rol de las religiones afroamericanas en la construcción de identidades sociales », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 185.

comme des systèmes religieux dont le développement constant et l'évolution ont permis d'en faire des éléments au service du dialogue social et de la culture[209]. Partant, la pratique religieuse n'est plus uniquement un élément culturel, elle est aussi un élément clé de l'échange culturel.

Les communautés religieuses citées ci-dessus sont particulièrement intéressantes du fait qu'elles s'ouvrent à tous, se libérant ainsi de tout sectarisme, puisqu'elles ne regroupent plus uniquement de nos jours des fidèles Noirs, mais attirent également des Blancs, qui revendiquent par exemple la *santería* comme un aspect de l'identité culturelle collective à Cuba[210]. La *santería* devient alors un « symbole d'identité nationale », un « signe qui identifie »[211], et n'est plus le fait ou le bien propre d'une seule partie de la population, mais peut tout au contraire rassembler les Hommes, quelle que soit leur origine. En ce sens, la *santería* permet de tisser des liens culturels au sein même de l'Île.

Cuba est encore une exception du fait de la relation entre le gouvernement révolutionnaire et la religion, comme nous l'avons déjà précisé. Pour aller plus loin, on notera que l' « idéologie athéiste »[212] clairement affichée par la Révolution cubaine a effectivement eu des conséquences sur le comportement et les pratiques religieuses des Cubains. En effet, cet athéisme « d'État » a peut-être freiné les expressions religieuses, et les manifestations liées aux religions ont sans doute connu un recul ; cependant, cela ne signifie nullement que les croyances et la foi aient également reculées, et l'esprit religieux a au contraire pu être conservé.

La relation entre la Révolution cubaine et le catholicisme, voire le christianisme a de nombreuses fois été analysée, et notre but n'est pas d'en présenter une étude supplémentaire. Il convient néanmoins d'insister sur les tensions qu'ont pu connaître les deux « entités », mais aussi de dire que ces tensions ont parfois uniquement été attribuées au rejet de la religion par le gouvernement cubain. Fidel Castro soulignait à ce propos en 1991 :

> En el movimiento revolucionario internacional, a lo largo de su historia, nunca se estableció la cuestión de exclusión de los

[209] Juana Berges Curbelo, *op. cit.*, p. 34.
[210] Angelina Pollak-Eltz, *op. cit.*, p. 186.
[211] *Ibid*.
[212] Ana Celia Perera Pintado, *op. cit.*, p. 169.

> creyentes del partido. En el caso de Cuba obedeció a la circunstancia excepcional de conflicto que surgió entre la jerarquía católica y la Revolución en los primeros años, puesto que, desgraciadamente, la religión católica era la religión de los ricos.[213]

Les dirigeants cubains ont justifié la rupture avec l'Église catholique par le fait qu'ils identifiaient cette entité comme partie prenante et surtout qu'ils voyaient en elle un opposant. Les différends sont donc peut-être plus à lier aux convictions politiques des deux parties :

> El padre Carlos Manuel de Céspedes, que fue rector de San Carlos de La Habana y del Seminario San Ambrosio y desde 1988 secretario general de la Conferencia episcopal cubana, caracterizó aquel período de la siguiente forma : […] « muchos individuos bien establecidos… trataron de utilizar a la Iglesia como su estandarte para expresar su anticomunismo ».[214]

En somme, l'État et l'Église se retranchèrent dans leurs camps respectifs, et d'aucuns tentèrent d'utiliser la religion comme un bouclier contre les projets politiques du gouvernement révolutionnaire. On comprend alors que la pratique du catholicisme n'ait pas été encouragée sur l'Île, et que cette religion ne put devenir le pilier d'aucune relation culturelle stable et pérenne, à tout le moins durant les prémices de la Révolution.

Il faut avouer que quelques années après la victoire des troupes révolutionnaires à Cuba, la religion acquérait une dimension dépassant largement la spiritualité pour les Caribéens :

> Todo ha sido importado en el Caribe, también el modelo de Iglesia y la idea de Dios. A partir de 1968, año tan significativo para la Iglesia latinoamericana (« Medellín »), por las revueltas populares inspiradas por la ideología del « Poder Negro » en varias partes del Caribe (Curazao en 1979, Trinidad en 1970), empezó la época del despertar en varias Iglesias del Caribe y surgieron voces que criticaban la Iglesia colonial implantada y al Dios blanco extraño a la experiencia propia. Por siglos existía una contradicción entre la vida de las Iglesias establecidas y la cultura afrocaribense, enfatizando el ya mencionado cisma entre las Iglesias y los pueblos del Caribe. Por eso las expresiones religiosas no-eclesiales, como el Vodú en Haití, la Santería en Cuba, el Shango en Trinidad, el Winti en Surinam, eran mucho más vitales que en el resto de América Latina.[215]

---

[213] Sergio Arce Martínez, « Teología en revolución : caracterización de un quehacer teológico en Cuba revolucionaria », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 40.

[214] Armando Lampe, « Las iglesias a la hora de la Revolución cubana », *in* Comisión de estudios de historia de la Iglesia en Latinoamérica, *Historia general de la Iglesia en América latina, Tomo IV, El Caribe*, Salamanque, Ediciones Sígueme, 1995, p. 398.

[215] Armando Lampe, *op. cit.*, p. 407.

Pour les Caribéens, la religion était et est sans doute actuellement toujours une expression culturelle, une valeur et une pratique qui les identifie comme membres d'une même communauté, et particulièrement les religions dites « syncrétiques », puisqu'elles sont finalement un produit caribéen.

De la même façon, la religion peut être l'expression d'une volonté d'émancipation, une soupape ou une issue de secours pour ceux qui s'estiment délaissés et/ou injustement traités, ou bien encore une voie ouverte aux revendications, diffusion de messages et promotion d'idées[216]. Dans le cas de la Caraïbe, elle peut aussi constituer un moyen de s'unir, quel que soit son pays d'origine, dans une volonté de se libérer totalement et définitivement de tous les jougs, volonté qui laisse transparaître la quête identitaire de la zone :

> El gran reto para el Caribe sigue siendo : la descolonización en la sociedad, de la Iglesia y de la teología. La descolonización no es un mero proceso político externo, sino tiene que ver con el renacimiento espiritual de un pueblo para ser dueño de su propio destino. Nace una teología del derecho a la autodeterminación de los pueblos del Caribe, tanto válido para Cuba como para Puerto Rico, para el Caribe holandés, como para el Caribe francés, para Granada y las demás islas de habla inglés.[217]

À travers ses expressions religieuses, la Caraïbe semble chercher une voie vers l'émancipation totale vis-à-vis des anciens colons. Partant, on peut dire que la religion est un moteur du dialogue interculturel dans la Caraïbe, puisque chaque État et chaque communauté qui la compose semble s'être fixé le même objectif : l'indépendance.

Il faut également dire que l'Église peut, contre toute attente, influer positivement sur la perception des mouvements révolutionnaires. Effectivement, les représentants du catholicisme n'ont pas tous rejeté en bloc les révolutions survenues en Amérique Latine. Les valeurs politiques défendues par ces révolutions ont effectivement pu être des valeurs humaines et sociales partagées avec l'Église catholique :

> […] lors de la Conférence épiscopale latino-américaine de Medellin (1968) des résolutions nouvelles sont adoptées qui, pour la première fois, non seulement dénoncent les structures existantes comme fondées sur l'injustice, la violation des droits fondamentaux du peuple et « la violence institutionnalisée », mais aussi reconnaissent (dans certaines circonstances) la légitimité de

[216] Ana Celia Perera Pintado, *op. cit.*, pp. 166-167.
[217] Armando Lampe, *op. cit.*, p. 407.

> l'insurrection révolutionnaire et se solidarisent avec l'aspiration du peuple à « la libération de toute servitude ».[218]

La bénédiction accordée par certaines branches des Églises présentes dans la Caraïbe aux révolutions put ainsi contribuer à en faire des événements louables et justes aux yeux des populations, contrecarrant dans une certaine mesure le discrédit que l'on avait jeté sur elles ou encore la peur qu'elles provoquaient. En parallèle, les opinions exprimées lors de la Conférence de Medellin ont permis de sortir Cuba de son isolement, et de faire de sa Révolution non plus un système politique marginal, mais au contraire la résultante presque logique d'un long processus de colonisation.

La religion et les religieux ont permis à Cuba de se créer une nouvelle image, plus nuancée, supposant en conséquence une nouvelle vision des relations à entretenir avec elle. Mais tout au contraire, la religion a pu devenir le moyen d'exprimer une envie de changement politique au sein de l'Île :

> Existen organizaciones internacionales con apoyo de distintos estados vinculadas con sectores religiosos cubanos cuyo propósito central es el cambio de sistema en el país. Una de ellas, el Comité Internacional para la Democracia en Cuba, con sede en Praga, convoca a sus cumbres a sectores religiosos de países europeos, partidos políticos, representantes de gobiernos y líderes y grupos en la Isla como el Partido Demócrata Cristiano u otros ilegales […] como el Movimiento Humanista Evolucionario cubano, entre otros.[219]

On observe que les mouvements religieux peuvent être liés à des organisations politiques, parfois extérieures à l'Île. Ces organismes politiques, qui peuvent être déclarés illégaux par l'État cubain, ont parfois néanmoins un certain poids dans les institutions internationales, et peuvent tenter de s'immiscer dans les affaires internes du crocodile vert. Il semble que la religion ne soit pas uniquement un outil du dialogue culturel, et qu'elle ait au contraire parfois été imposée comme une arme par ceux qui ne voyaient en la Révolution qu'un système totalitaire qu'il convenait d'éradiquer.

Quoi qu'il en soit, il faut dire que la religion peut donc devenir un appui à la contestation, et contribuer à unir autant qu'à désunir les Cubains et Caribéens, selon la vision que ces

---

[218] Michael Löwy, « Christianisme de la libération et culture politique en Amérique latine », *in* Jean-Pierre Gélard, Alain Chemin (éd.), *L'Amérique latine, identités et ruptures*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, p. 123.

[219] Ana Celia Perera Pintado, *op. cit.*, p. 172.

derniers portent sur le processus révolutionnaire. En outre, on peut souligner que l'Église catholique cubaine a été victime du même isolement que l'Île dans son ensemble au début de la Révolution :

> Los primeros años del aislamiento internacional de Cuba, consecuencia del bloqueo, significaron también el aislamiento de la Iglesia. Cuando comienza a horadarse el bloqueo en los años 70 descubrimos algo extraordinariamente significativo. Nuestra particularidad socialista nos había situado, sin buscarlo, bien cerca de otras líneas de reflexión que habían marcado pautas en el universo teológico a escala mundial, más de una, como resultado del impacto internacional de la Revolución Cubana. Me refiero específicamente a las distintas Teologías de la Liberación y a las de Descolonización, y también a la Negra en Estados Unidos y África, a las Feministas y a las Políticas en Europa y en Norteamérica.[220]

L'Église s'est donc vue imposé un embargo religieux, tandis que l'Île était soumise à un blocus global. On comprend que les communautés religieuses cubaines se soient repliées sur elles et sur les expressions religieuses « spécifiquement » caribéennes, dans la mesure où la communication avec les institutions religieuses mondiales s'avérait difficile.
En outre, Cuba, malgré son isolement, a participé à sa façon aux évolutions mondiales, et a fait pour elle un travail spirituel que le monde entier semble avoir également réalisé. La Révolution elle-même a provoqué un questionnement en tentant d'imposer de nouveaux idéaux, notamment de justice sociale, et du fait que ses idées recoupaient bien souvent les préoccupations humaines inscrites dans la religion.

Par ailleurs, et bien que le communisme ait semblé être leur crédo, certains dirigeants cubains ont pu porter haut et fort la bannière d'une religion, ou d'un courant religieux, même si cela fut en partie pour des raisons politiques. De la sorte, en 1987, « Fidel Castro appelle à « une véritable collaboration avec les Chrétiens se réclamant de la théologie de la libération » et salue les initiatives « positives » du démocrate-chrétien Vinicio Cerezo »[221].
Cette « théologie » mérite donc que l'on s'y attarde et que l'on tente d'en comprendre les tenants et aboutissants :

> La théologie de la libération est apparue en Amérique latine dans les années 1970. […]

[220] Sergio Arce Martínez, « Teología en revolución : caracterización de un quehacer teológico en Cuba revolucionaria », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 39.
[221] Daniel Van Eruwen, Yolande Pizetty Van Eeuwen, « L'Amérique latine », *in* Boniface Pascal (éd.), *L'année stratégique 1987*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1987, p. 157.

> Cette théologie cherche des solutions pour améliorer la situation des plus pauvres et des plus marginalisés –les indigènes, les femmes et les Noirs. Elle propose une relecture de la Bible en relation avec la réalité vécue par les pauvres, n'hésitant pas à faire usage des sciences sociales et du marxisme. La réflexion de théologiens comme Leonardo Boff, Gustavo Gutiérrez, Gustavo Louvain, le frère Betto ou Jon Sobrino n'a pas seulement un but spirituel ; il s'agit de « conscientiser » les pauvres dans les communautés ecclésiales de base pour les aider à se libérer.
> Dans les années 1980, cette théologie perd de son influence. Les secteurs les plus conservateurs de l'Église reprennent le contrôle des conférences épiscopales nationales.[222]

La théologie de la libération prit sa source dans les inquiétudes et aspirations communes à tous les Caribéens, mais également à tous les Latino-Américains. En s'adaptant au sous-continent, elle permit d'offrir une réponse sinon plus adaptée, à tout le moins plus novatrice aux populations quant aux questions posées par leur quotidien. On voit également ici que cette théologie peut être mise en parallèle des courants politiques défendus par Cuba. Aussi, la relation entre la théologie de la libération et le marxisme purent-ils être un moyen « inavoué » pour Cuba de tisser des liens avec des Caribéens hésitants quant à leur foi et peu attirés par la politique.

Cependant, l'on constate la réticence de l'Église catholique « traditionnelle » à voir son message se teinter d'une couleur politique, *a fortiori* celle défendue par l'Île, ce qui rendit fragile la construction de relations. Des reproches ont d'ailleurs été faits à la théologie de la libération, notamment pour ses liens avec le marxisme :

> Cette théologie a été accusée d'être trop politisée. En 1984, le cardinal Ratzinger, qui deviendra en 2005 le pape Benoit XVI, publie une *Instruction sur quelques aspects de la théologie de la libération*, dans laquelle il accuse les théologiens de s'inspirer de l'idéologie marxiste et de se détourner du message biblique originel.[223]

En rapprochant la théologie de la libération du marxisme, qu'une partie du monde avait érigé en symbole du mal, l'Église catholique « traditionnelle » a sans doute contribué à étouffer un mouvement de réflexion qui aurait pu être à la base de nombreuses relations. Ainsi, outre la perte d'influence soulignée plus haut, la théologie de la libération n'a peut-être pas permis à Cuba de tisser des liens forts avec les pays caribéens historiquement liés à

---

[222] Olivier Dabène (éd.), *Atlas de l'Amérique Latine, Violences, démocraties participatives et promesses de développement*, Paris, Autrement, 2007, p. 45.
[223] *Ibid*.

l'Église catholique. Il n'en reste pas moins que la politique et la religion sont bien souvent liées :

> Dada una mayor influencia de la religión en la sociedad y espiritualidad de la población, las lecturas religiosas de situaciones sociopolíticas y el interés de determinados actores religiosos y políticos de transmitir sus mensajes de necesidad de cambios políticos por vía religiosa, es imposible soslayar o minimizar la latente posibilidad del uso de lo religioso para la circulación de determinadas ideas políticas. Indudablemente, la religión pasa a ser un eslabón de incuestionable valor en el escenario de posguerra fría, donde el *principal resorte del poder* es el de *los símbolos y las ideas*.[224]

La religion put prendre le relai de la politique dans un monde en proie au doute suite à la chute du camp socialiste. Il faut donc dire que lorsque les convictions politiques et la foi religieuse s'allient, des ponts peuvent être tendus entre les peuples et les Nations. De cette manière, le « reavivamiento religioso de los noventa »[225] a vu croître l'intérêt des mouvements religieux présents à Cuba pour ceux des Nations voisines, et on a constaté durant cette période une augmentation des relations entre « les espaces religieux nationaux »[226] et ceux de la Caraïbe mais aussi du monde :

> Ello no significa una conexión con el resto del mundo tras romper los muros del aislamiento. Se trata, sobre todo, del establecimiento de nuevas conexiones, la extensión de estas a un mayor número de creyentes y agrupaciones en Cuba, la participación de instituciones y grupos de más países, la intensificación de los vínculos ya establecidos o nuevos, la emergencia de intereses y proyectos, nuevas y más diversas formas de interactuar, el surgimiento de agrupaciones religiosas con un carácter global u otras locales cuyos objetivos se dirigen al establecimiento de relaciones y la expansión hacia lugares bien distantes geográfica y culturalmente de creencias y prácticas religiosas propias de la cultura cubana.[227]

La crise provoquée par la disparition du camp qui soutenait Cuba a provoqué un attrait pour la et les religions, et d'une certaine manière, cette crise a permis de réactiver ou de créer de nouveaux liens, fondés certes sur le fait religieux mais tout à fait liés à la culture. Il s'agissait effectivement d'aller vers l'Autre, de le découvrir ou le redécouvrir, et de profiter de la disparition des camps qui séparaient les populations pour tisser des liens. Cuba paraît avoir été particulièrement touchée par ce fait, et a en quelque sorte bénéficié

---

[224] Ana Celia Perera Pintado, « Redes transnacionales, representaciones sociales y discursos religiosos en Cuba », *in* Aurelio Alonso (éd.), *América Latina y el Caribe : territorios religiosos y desafíos para el diálogo*, Buenos Aires, CLACSO, 2008, p. 171.
[225] Ana Celia Perera Pintado, *op. cit*., p. 170.
[226] *Ibid*.
[227] *Ibid*.

d'un regain d'intérêt de la part de ses voisins, alors enclins à se rapprocher de l'Île afin d'en observer la culture religieuse, voire d'en adopter certains traits.

Par ailleurs, le *Grupo de Reflexión y Solidaridad Oscar Arnulfo Romero*, décrit comme un « groupe de laïcs catholiques apparu au milieu des années 1990 inspiré de la Théologie de la Libération […] [qui] se propose de construire une théologie cubaine basée sur la justice sociale et des valeurs éthiques »[228] possède des liens avec d'autres organisations du même type sur tout le continent latino-américain[229]. Ces liens, bien que fluctuants et parfois établis dans le seul but de défendre une communauté de valeurs politico-spirituelles peuvent être à l'origine d'échanges culturels féconds entre Cuba et la Caraïbe. Ils contribuent en tout cas à la réflexion, et sont un espace ouvert au dialogue et à l'échange.

L'élément religieux peut devenir un facteur d'union ou de désunion. Mais, dans la Caraïbe, bien d'autres données interviennent, au premier rang desquelles la multiplicité des langues.

b- *Multiplicité des langues*

Les différentes langues parlées dans la Caraïbe sont porteuses de cultures diverses, et éloignent parfois ces cultures les unes des autres, cultures qui ne semblent de ce fait pas se comprendre :

> Enrique Dussel destaca que en el Caribe se verifica « une historia universal en una zona reducida », en la cual « todos los imperios quisieron tener presencia », y en la que « todas las lenguas coloniales europeas se hablan ». En un sentido similar, pero considerando explícitamente aspectos de la historia, Dale Bisnuth comenta que aunque los caribeños viven en la misma área geográfica y tienen una historia común de explotación y dominación colonial, hay diferencias geográficas, económicas, étnicas y culturales suficientemente fuertes como para separar el Caribe anglófono del Caribe holandés y hacer del Caribe hispano algo misterioso para los caribeños franco parlantes, por eso opina que sería mejor hablar de sociedades caribeñas más que de una sola sociedad caribeña.[230]

Ainsi, bien que les différences découlent de multiples sources, l'accent est mis sur les distinctions que peuvent produire les langues, et qui peuvent conduire à l'incompréhension ou à l'indifférence face au voisin, en d'autres termes à l'impossibilité d'établir des

---

[228] Ana Celia Perera Pintado, *op. cit.*, p. 173. Notre traduction.
[229] *Ibid.*
[230] Juana Berges Curbelo, *Los llamados nuevos movimientos religiosos en el Gran Caribe : reflexiones sobre un problema contemporáneo*, La Havane, Ediciones CEA, 2006, p. 40.

relations culturelles. Les langues importées par les anciennes métropoles semblent avoir marqué durablement la Caraïbe, et avoir divisé la zone en « communautés linguistiques » si distinctes qu'elles en sont presque devenues étrangères les unes aux autres.

Les langues peuvent donc devenir une source de problèmes de communication, et le foisonnement des langues, officielles ou non, préoccupe les Latino-Américains et Caribéens depuis bien longtemps déjà. Cela est d'autant plus vrai lorsque l'on sait que les langues arrivées d'Europe en même temps que les colons ont connu des évolutions fort différentes :

> [En el siglo XIX] los hablantes son conscientes de las dificultades que las diferencias dialectales significaban para las comunicaciones y por eso se inician los estudios lingüísticos con especial énfasis en las diferencias léxicas. En Cuba Richardo, en Colombia Rufino José Cuervo, en Venezuela, Miguel Carmona y Julio Calcaño toman posiciones a veces puristas, otras veces más comprensivas hacia el habla popular. En estas obras se percibe la nostalgia por un lenguaje común, sin diferencias, las cuales en muchas oportunidades los mismos recopiladores no logran ni explicar ni mucho menos aceptar.[231]

De la sorte, à l'intérieur de ce qui peut apparaître comme un tout (la « communauté linguistique »), les diversités d'expression liées aux évolutions historiques et aux cultures spécifiques de chaque pays ont donné naissance à des langues tout à fait particulières. La nostalgie d'un temps antérieur –comparable à un temps précédant les événements de la tour de Babel– et surtout révolu durant lequel la langue s'offrait en partage aux Caribéens montre leur désarroi face aux langues qui désunissent et éloignent.

Les langues ne constituent donc pas des blocs monolithiques, et à l'intérieur même d'un pays, l'on retrouve la diversité linguistique constitutive de la Caraïbe. Une même réalité peut être désignée par deux mots ou expressions sur un même territoire géopolitique[232], ce qui tend à diluer encore le sentiment d'appartenance à une même communauté, et ne permet pas la reconnaissance d'un groupe linguistique stable :

> Le plus grand paradoxe est la non-reconnaissance des langues dites régionales, comme résultat de la conception monolinguiste des États-nations. Le cas du créole à base lexicale française est

[231] Ulrich Fleischmann, « Naciones » africanas en América : mestizaje de un concepto », *in* Matthias Perl, Klaus Pörtl (éd.), *Identidad cultural y lingüística en Colombia, Venezuela y en el Caribe hispánico*, Tübingen, Niemeyer, 1999, p. 193.

[232] Notre expérience nous permet de dire que le mot « balancín », couramment employé à Santiago de Cuba, paraît « étrange » selon leurs dires à de nombreux Havanais, qui lui préfèrent le terme « mecedora ».

> révélateur de cette réalité (*La Tribune des Antilles*, 2006). Dans cette optique, la reconnaissance de la pluralité linguistique et culturelle comme un aspect de l'identité des États (plus en tant que moteur de développement et d'intégration qu'en tant qu'élément marginal ou folklorique) aura du mal à trouver une place prépondérante dans les programmes prioritaires de développement des territoires de la région.[233]

Bien qu'à la base de nombreuses problématiques, il semble donc que les langues soient largement laissées de côté à l'heure d'établir des relations, et que l'on ne leur accorde finalement que peut d'attention, alors même qu'elles devraient être à l'origine des projets de rapprochement, voire d'intégration. La langue est d'ailleurs un élément culturel fondamental, car elle est le vecteur de la transmission du savoir, des croyances et des pratiques d'une communauté :

> Que el *comportamiento humano* no esté determinado por leyes genéticas exclusivamente, sino que éste sea regido fundamentalmente por las conexiones cerebrales que se forman durante la vida en sociedad, es el *factor fundamental* que le permite al hombre crear, basándose no sólo en su experiencia, sino tomando en cuenta, además, el conjunto de las experiencias de las generaciones anteriores ; experiencias que el hombre adquiere por vía de la comunicación mediante el lenguaje.[234]

Soulignons cependant qu'il est rare de lire une analyse donnant à voir la perception par un Caribéen des langues de sa propre région. On considère la pluralité des langues de la Caraïbe comme un état de fait sur lequel il serait presque inutile de tenter d'agir, et l'on pourrait supposer que chaque locuteur serait dès lors tenté de se replier sur la communauté linguistique dont il est issu, construisant par là même des barrières entre lui et les autres groupes constitués par les langues.

C'est donc principalement dans cette optique qu'on doit s'intéresser aux langues dans la Caraïbe, à leur profusion et à l'impact qu'elles peuvent avoir sur les relations culturelles. En effet, la diversité linguistique peut engendrer des problèmes conduisant à l'impossibilité de construire des relations stables, notamment au niveau de la culture, soit qu'on laisse place à l'incompréhension ou qu'on les considère comme la preuve presque tangible d'une division. On considère souvent que les Caribéens doivent « apprendre à vivre avec le

---

[233] Denise Delgado Guante, « La complexe question linguistico-éducative dans la Caraïbe à l'ère de la mondialisation », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 197.

[234] Felipe Chibás Ortiz, *Creatividad y cultura. Incógnitas y respuestas*, La Havane, Editorial Pueblo y Educación, 2001, p. 4.

fardeau linguistique »[235] de leur histoire, et qu'il est du ressort de la zone de composer avec ce que cette Histoire a pu lui donner. Il est vrai que le rapport à la langue peut être difficile pour un habitant de la Caraïbe, et que la multiplicité des parlers qui y sont pratiqués ne favorise peut-être pas la communication, et en ce sens les langues deviennent un faix difficilement supportable, un obstacle presque infranchissable pour la construction de liens culturels.

Il nous faut d'un autre côté noter que l'on parle souvent de la relation des Caribéens à leur langue comme d'une relation « d'amour haineux », puisqu'elle leur rappellerait sans cesse leur passé en tant que « colonisés ». Si l'on suit ce schéma, les langues créoles elles-mêmes –considérées comme « corrompues » par les métropolitains[236]– ne sont qu'un rappel du douloureux passé : n'ont-elles pas été créées en réaction aux langues des colons, justement dans le but de se distinguer du « maître », de se démarquer de lui et de pouvoir communiquer à son insu, hors de son contrôle ?
Bien qu'étant le résultat d'un mélange, ce que nous ne nions pas, ces langues devraient aujourd'hui être propriété pleine des Caribéens, soit parce qu'ils le désirent, soit purement et simplement parce qu'elles constituent leur moyen de communication. Elles ne devraient pas conduire les Caribéens à se demander qui ils sont, mais plutôt les aider à répondre à cette question. En outre, bien que découlant des langues des anciens colonisateurs, les langues de la Caraïbe sont aujourd'hui constituées de particularismes qui les distinguent nettement des idiomes métropolitains, précisément du fait qu'elles soient le fruit d'un métissage, voire de plusieurs. L'espagnol actuel de Cuba ne correspond ainsi pas tout à fait à la « norme » du sacro-saint castillan, et l'on ne peut en conséquence que l'envisager comme une partie intégrante de l'identité cubaine.

Tous les parlers et créoles de la Caraïbe n'ont malgré tout pas le même statut, et, y compris de nos jours, certains restent considérés comme « illégitimes » :

> But while Papiamento finds full legitimacy in neighbouring Curacao, the creole languages of Jamaica, St Lucia and Dominica are still regarded as illegitimate and backward. Religious expressions are proper if they have the seal of the orthodoxy of the world's « great religions » –headed, of course, by Christianity. The syncretised indigenous forms are largely anthropological

[235] Paulette Durizot Jno-Baptiste, *Cultures et stratégies identitaires dans la Caraïbe*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 201.
[236] Rita Di Gregorio, Anna Di Sapio, Camilla Martinenghi, *Arcipelago mangrovia : narrativa caraibica e intercultura*, Bologne, Editrice Missionaria Italiana, 2003, pp. 37-38.

> specimens for scholars, though fiercely adhered to by the common folk.[237]

En d'autres termes, les formes d'expressions créoles sont parfois perçues comme un folklore vis-à-vis duquel on tente une approche anthropologique, sans en percevoir finalement le pouvoir quant aux relations culturelles. Fernando Ortiz critiqua d'ailleurs à de nombreuses reprises la connotation péjorative donnée au mot « folklore », et soulignait que ce simple terme empêchait de prendre en considération la valeur des manifestations culturelles populaires[238].

On considère en outre que certaines langues de la Caraïbe ne sont que des calques, à peine modifiés, des idiomes métropolitains. L'on refuse aux Caribéens le droit de posséder une, ou plusieurs langues propres, en les rendant redevables d'un apport qu'ils n'ont nullement demandé. Si l'on établit un parallèle avec l'Europe, à une échelle de temps bien plus large, combien de peuples devraient de nos jours rendre grâce à Rome d'avoir diffusé le latin sur le continent ?

Certains observateurs élèvent toutefois la langue en possession propre aux Caribéens, capables de défendre cette langue malgré tout, bien que cela ne soit parfois qu'une réaction presque épidermique contre l'anglais, symbole de l'ennemi états-unien –et là encore langue que l'on pourrait voir comme un legs de l'ancien empire britannique, bien qu'elle ne soit pas nécessairement ressentie de la sorte par ses locuteurs nord-américains :

> Dans le domaine culturel prometteur de la Coopération Régionale, « instrument de la construction identitaire », le mythe qui tombe est celui de la langue créole fondatrice d'une identité culturelle plus africaine qu'européenne dans la région. L'anglais des jeunes nations caribéennes, qui ne saurait être confondu avec celui des pays colonisateurs, semble devoir s'imposer comme langue de communication dans la zone caribéenne. Certes, les français de la Caraïbe se sentent déjà orphelins de « leur » culture française lorsque dans le cadre de colloques, séminaires, les organisateurs leur imposent la langue anglaise. Ils se surprennent à souhaiter le respect de « leur langue » européenne : le français.[239]

Il apparaît que la langue des colonisateurs est une possession des Caribéens si ces derniers le décident, et l'on constate combien la zone a été marquée par la colonisation, bien plus peut-être que certains autres territoires continentaux. En outre, l'anglais semble s'imposer

---

[237] Rex Nettleford, « Threats to national and cultural identities », *in* Anthony Bryan, Edward Greene, Timothy Shaw, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, p. 250.
[238] Miguel Barnet, *Autógrafos cubanos*, La Havane, Letras cubanas, 2009, p. 102.
[239] Paulette Durizot Jno-Baptiste, *op. cit.*, pp. 222-223.

comme langue de communication, et cela de la même façon que dans les autres régions du globe. On observe donc le même phénomène de « nostalgie » face à la langue d'origine lorsque celle de Shakespeare est imposée comme langue véhiculaire.

À ce sujet, les écrivains ou la recherche scientifique elle-même ont pu contribuer à fragmenter la zone, ou du moins à en présenter une image spécifique, à travers la langue :

> Aunque yo no estoy endosando esta visión, me choca la sesgada noción de muchos autores que en los títulos de sus libros y artículos exhiben las palabras « Caribe » o « Antillas » sin ni siquiera mencionar las partes hispánicas de la región. Generalmente lidiando con el Caribe británico o de la Mancomunidad, ellos le han enseñado al público angloparlante en todos los lugares a asociar el Caribe primeramente con las áreas angloparlantes. Este sesgo se puede encontrar entre muchos académicos también, pues muchos « caribeñistas » sufren del enfoque de un solo lenguaje […].[240]

À travers des travaux scientifiques, on a pu présenter la zone caribéenne d'une façon bien spécifique, et contribuer à mettre de côté les aires linguistiques non anglophones. Cela peut conduire les Caribéens ainsi marginalisés à se replier sur eux, ou à l'inverse à tenter de porter haut et fort les couleurs de leurs langues.

De nos jours, la langue devient donc un défi pour la Caraïbe, puisque la tendance y est à l'américanisation, y compris au niveau linguistique :

> Through the mass media (TV, film, radio, video), not only is English becoming the global language, but there has developed a tendency, particularly among elites and middle classes all over the world, to adopt what might be termed an « American way of life ». Among French intellectuals the opinion prevails that globalization is leading to superficialization and uniformization, impelled by the anglophone world. […]. Through the mass media, the computer, and the role of research in industrialized countries, the English language is becoming dominant. What impact will this have on local cultures ?[241]

L'anglais peut donc effacer les particularismes et contribuer à faire oublier certains langages propres à l'aire caribéenne, et participe en outre, à l'instar de toutes les langues, de la diffusion d'un style de vie. En effet, la langue codifie le monde, et l'exprime

---

[240] Jorge Giovannetti, « El legado de Harry Hoetink : relaciones raciales y estudios caribeños », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 17, 2004, p. 229.

[241] Nelly Stromquist, Karen Monkman, « Defining globalization and assessing its implications on knowledge and education », *in* Nelly Stromquist, Karen Monkman (éd.), *Globalization and education : integration and contestation across cultures*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2000, p. 7.

également ; en ce sens, elle est étroitement liée à une vision de ce qui nous entoure, et peut amener avec elle de nouveaux modes de penser l'environnement et les relations sociales.

Il faut encore insister sur le fait que le créole n'est pas un lien entre tous les pays caribéens, dans la mesure où il n'existe pas à Saint Domingue[242]. En outre, à Cuba, certains observateurs soulignent que l'on ne peut pas parler de créole, mais plutôt d'un espagnol créolisé[243]. On ne peut dire que la langue, quelle qu'elle soit, peut devenir un vecteur de communication commun à *tous* les pays de la Caraïbe ; néanmoins, elle peut permettre de favoriser les échanges entre différents pays, échanges qui provoqueraient sans doute une émulation et amèneraient d'autres pays à vouloir participer d'une consolidation des liens.

Outil décidément capricieux, la langue, ou plutôt le parler peut malgré tout constituer une base solide aux relations culturelles. En effet, certains analystes mettent en relief les similitudes existantes dans les zones linguistiques de la Caraïbe ; les analogies d'accentuation, d'intonation et de lexique des pays de la Caraïbe hispanophone[244] peuvent être mises en exergue. Il ne s'agit donc plus de la langue comme moyen d'expression, avec ses codes propres, mais plutôt d'un moyen de reconnaissance. En effet, la question n'est plus de savoir si le même terme désigne la même réalité dans deux pays différents, mais ce qui fait que l'on peut reconnaître en l'Autre une partie de soi, dans la manière de s'exprimer.
Fonder des projets sur l'étude et la défense des langues caribéennes devient donc presque inévitable, et est en tous les cas une étape importante vers la création de liens culturels.

c- *Les projets de politiques linguistiques*

En effet, la Caraïbe ne peut de nos jours plus uniquement se concentrer sur elle-même. Tout au contraire, il lui faut penser avec le monde, et si son foisonnement linguistique peut être un atout à l'heure de s'insérer dans un monde sans limites, il peut également freiner la construction d'une identité commune sans doute nécessaire à l'insertion dans les processus politico-économiques mondiaux actuels :

---

[242] Rita Di Gregorio, Anna Di Sapio, Camilla Martinenghi, *op. cit.*, p. 39.
[243] *Ibid*.
[244] María Josefina Tejera, « Orígenes y causas históricas de la homogeneidad del habla del Caribe hispánico y de la actual pluralidad de normas. Las comunicaciones oficiales y los vínculos informales », *in* Matthias Perl, Klaus Pörtl (éd.), *Identidad cultural y lingüística en Colombia, Venezuela y en el Caribe hispánico*, Tübingen, Niemeyer, 1999, p. 187.

> S'il est vrai que la diversité linguistique et culturelle de la Caraïbe est, ou peut être, une source de richesse humaine considérable et un vecteur d'intégration à une société unique et sans frontières, au niveau planétaire, paradoxalement, le manque de politiques linguistico éducatives plurielles accentue les barrières identitaires et empêchent d'optimiser le développement humain dans la zone.[245]

Comme nous le verrons, les relations internes à la Caraïbe ont effectivement à affronter le défi de la mondialisation, que la zone ne peut sans doute relever sans un cadre linguistique serein. Pour le moment, il nous faut voir comment les lacunes en matière de politique éducationnelle dans le domaine linguistique peuvent influer sur le manque de communication entre les territoires, et de quelle façon « l'éducation et l'enseignement des langues peut et doit être [le moyen] de remédier aux situations de conflits culturels –dus à la méconnaissance de l'Autre– qui provoquent des difficultés d'intégration sociale et scolaire dans le Bassin caribéen »[246].

L'UNESCO tente ainsi d'aider la région[247] à surmonter les barrières linguistiques, en proposant par exemple son aide à la mise en place de programmes d'enseignement des langues propres à la région. Cette organisation œuvre également à la réalisation de « traductions de nombreuses œuvres d'intérêt commun »[248]. Cette aide, qui pourrait se révéler précieuse, montre que la région caribéenne n'a pas l'ambition ou les moyens de mettre en place par elle-même des politiques solides dans ce domaine.

Par ailleurs, l'ouverture des systèmes éducatifs aux langues de la Caraïbe ne doit pas aboutir à un sectarisme linguistique. La région ne peut oublier les contacts qu'elle a pu nouer avec l'ensemble du monde, bien qu'il semble nécessaire qu'elle se recentre partiellement sur elle-même. Cette concentration des efforts et des moyens serait bénéfique à bien des niveaux, et l'on constate combien la culture peut apporter aux peuples :

> Il nous semble important que les langues et cultures régionales soient considérées comme des vecteurs d'intégration dans les

---

[245] Denise Delgado Guante, *op. cit.*, p. 196.
[246] Denise Delgado Guante, *op. cit.*, p. 209.
[247] Lázaro Israel Rodriguez Oliva, « Cooperación cultural en el espacio iberoamericano. Diálogo con Fernando Rueda », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 79.
[248] UNESCO, Comité régional intergouvernemental intérimaire du projet majeur dans le domaine de l'éducation en Amérique Latine et dans les Caraïbes, *Conférence régionale des Ministres de l'Éducation et des Ministres Chargés de la planification économique dans les États membres d'Amérique Latine et des Caraïbes*, Paris, UNESCO, 1980, p. 27.

> politiques linguistiques et éducatives émanant des responsables gouvernementaux de la Caraïbe. Toutefois, il ne faudrait surtout pas tomber dans les dérives de l'homogénéisation linguistique, transposant l'idéal économique au domaine linguistico culturel : l'hégémonie « implicite » de l'anglais dans la notion de mondialisation des échanges mercantiles. Le contre-exemple serait le cas de la Suisse de l'Amérique latine : le Costa-Rica. En effet, dans un rapport du Programme de Promotion de la Réforme Éducative en Amérique Latine et dans la Caraïbe (PREAL, 2000), il est mis en exergue l'exemple costaricien où l'augmentation de l'investissement en matière d'éducation et l'introduction dans le système éducatif de standards de haut niveau, en mathématiques et en anglais, ont permis qu'aujourd'hui l'une des principales sources de revenu du pays soit la production d'éléments de haute technologie. Cet exemple est tout à fait louable, car il est aussi la preuve tangible que sans une adéquation et une amélioration des curricula (en langues par exemple) et une couverture éducationnelle on ne peut pas assurer une croissance économique ni un développement des potentialités de l'être humain.[249]

On voit clairement qu'une tentative réelle pour dépasser la pluralité linguistique de la région, et la convertir en compétence professionnelle pour ses habitants permettrait non seulement de stimuler les relations culturelles dans la Caraïbe, mais serait également un moteur pour l'économie de la zone. Le fait de s'ouvrir aux différentes langues de la Caraïbe, qui sont également des langues mondiales car parlées non seulement dans les anciennes métropoles mais également dans d'autres territoires ayant été colonisés, permettraient donc d'améliorer la communication dans la zone, ainsi que les échanges de l'aire avec le monde.

Une fois définie la propriété de la langue dans la Caraïbe, il faut se demander quels projets, portés principalement par les gouvernements, peuvent conduire au dialogue, ou, au contraire, au silence. Fidel Castro a pour sa part à de nombreuses reprises souligné qu'une différence de langue n'est rien au regard d'un passé colonial commun (comme lors de son discours du 9 avril 1975, prononcé lors de la cérémonie de célébration de l'amitié cubano-guyanienne[250]).

Pour le gouvernement cubain dans son ensemble, les langues ne constituent pas un obstacle aux relations, qui semblent plutôt construites sur un projet commun d'avenir que sur un ressassement du passé : « En el Caribe, a pesar de las diferencias idiomáticas, las íntimas aproximaciones que se lograron en el pasado, principalmente al calor de las luchas de liberación, dejaron vínculos entrañables entre sus culturas que es necesario señalar y

[249] Denise Delgado Guante, *op. cit.*, p. 202.
[250] Armando López Coll, *La colaboración y la integración económicas en el Caribe*, La Havane, Editorial de ciencias sociales, 1983, p. 207.

destacar para su investigación y desarrollo »[251]. L'on voit combien les différences linguistiques semblent futiles au regard d'un destin qui, depuis les indépendances, passe par une autodétermination signifiant nécessairement la création de nouveaux modes de vivre le monde pour la Caraïbe, ou en d'autres termes, un changement de vision de la région sur elle-même et sur sa place dans le monde. D'ailleurs, dans certains magazines, l'on constate la volonté cubaine d'aller vers les autres langues[252], et de dépasser cette entrave apparente, dans le but de construire une région forte et ouverte sur elle-même.

L'une des particularités linguistiques de la Caraïbe est en outre d'allier des langues « officielles », introduites par le passé par les anciens empires coloniaux, et des langues qui, bien que parfois non reconnues, sont couramment usitées par les locuteurs de la zone. Il s'agit bien évidemment des langues créoles, propres à certaines régions et certaines communautés de l'aire caribéenne.
Bien que le créole, ou plus précisément les créoles, ne soient pas la base d'une union dans la Caraïbe –puisque l'on n'observe peu de phénomènes de rassemblement massif autour d'eux et qu'ils constituent même un motif de dissension– ils constituent des axes de recherche pour les peuples. Bien que nous en soyons encore aux prémices, l'on pourrait voir surgir une nouvelle vague d'appréhension de ces créoles (dénomination peut-être discutable, comme nous l'avons déjà souligné), qui seraient susceptibles de devenir le moteur d'échanges, peut-être culturels : « Cuba, qui comprend une communauté créolophone soucieuse de la promotion de la langue créole, se rapprochera-t-elle ainsi de la Caraïbe créolophone ? »[253].

Le fait que la langue n'ait pas toujours constitué un frein aux relations culturelles est avéré, puisque les pays anglophones furent les principaux architectes de la reconstruction de liens de la Caraïbe avec Cuba, en contribuant largement à sortir l'Île de son isolement, comme a pu le déclarer Fidel Castro :

---

[251] « Primer Congreso del Partido Comunista Cubano », *in* Nora Madan (éd.), *La lucha ideológica y la cultura artística y literaria (compendio de documentos aprobados por el I y el II Congresos del Partido Comunista Cubano)*, La Havane, Editora Política, 1982, p. 73.

[252] Harry Mapolin, « Le créole cubain cherche ami en Guadeloupe », *in* Paulette Durizot Jno-Baptiste, *Cultures et stratégies identitaires dans la Caraïbe*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 50-53, citant « France-Antilles », Numéro 90 080, 2000, p. 6.

[253] Paulette Durizot Jno-Baptiste, *op. cit.*, p. 53.

> Ahí están nuestros hermanos de lengua anglófona del Caribe, los países del CARICOM[254], pequeñitos, llevan apenas unos años de independencia y se han portado con una dignidad impresionante.
> Lo digo por la conducta que han tenido con Cuba. Cuando todo el mundo, por presiones de Estados Unidos, rompió con nuestro país, todos con excepción de México, fueron los caribeños al cabo de los años los que abrieron brecha, junto a Torrijos[255], y lucharon por romper el aislamiento de Cuba […].[256]

S'il ne faut pas confondre pays anglophones et pays caribéens, la gratitude du *Comandante* envers les pays devenus « frères » démontre que le besoin pour Cuba de trouver des partenaires, allié à la nécessité pour l'ensemble de la zone de dépasser des dissimilitudes somme toute négligeables au regard des enjeux, permet de passer outre les barrières linguistiques.

On pourrait par ailleurs résumer ainsi les causes qui firent de la Caraïbe anglophone le moteur de l'intégration de Cuba à la région :

> Tres hechos fundamentales han tenido un gran peso en las decisiones de los anglófonos :
> -La Iniciativa para la Cuenca del Caribe ha mostrado su fracaso como medio de resolver los problemas económicos y sociales más acuciantes de la región.
> -La política de bloques económicos, particularmente el Acuerdo de Libre Comercio de América del Norte (ALCA), se convierte en una amenaza para los países caribeños al dejarles fuera de los acuerdos preferenciales y potenciar nuevos competidores.
> -Con su potencial económico, desarrollo científico, técnico y cultural, Cuba es percibida cada vez más como un posible buen socio, capaz de beneficiar al resto de las naciones caribeñas.[257]

La pluralité linguistique ne semble plus devoir être une entrave lorsque le développement, voire la survie économique, de la zone est en jeu. Il est à ce propos intéressant de constater que ce sont bien souvent des enjeux financiers, plus que culturels, qui sont à l'origine de la création de liens dans la Caraïbe, mais aussi du dépassement des différences.

---

[254] Acronyme anglais désignant la Communauté des Caraïbe, dont sont membres nombre de pays anglophones de la zone, visant une coopération entre les États ainsi que la création d'une zone de libre-échange.

[255] Omar Torrijos, militaire et homme politique panaméen (1929-1981), Président du Panama de 1972 à 1978, considéré comme le leader de la Révolution panaméenne. Il déclara notamment « Cada minuto de aislamiento a Cuba son sesenta segundos de vergüenza hemisférica » (Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. 69).

[256] Fidel Castro, *Una revolución sólo puede ser hija de la cultura y las ideas*, La Havane, Editora Política, 1999, p. 30.

[257] Hebert Pérez Concepción, « Frontera Imperial e Independencia en el Caribe », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 88.

En outre, la Caraïbe anglophone est encore aujourd'hui l'une des principales « exportatrices culturelles » de la zone :

> Sur le plan économique, la possibilité pour la Caraïbe anglophone d'exporter de la culture est plus réel, aujourd'hui, que celle d'exporter de la science et de la technologie. D'ailleurs, en 1990, les auteurs du rapport *Foundation for the future : O.E.C.S Education Reform Strategy*, soulignent le plus pressant des impératifs culturels. Il renvoie à une décision politique qui a une grande importance économique mais surtout une large signification sociale : développer les différents aspects de la culture caribéenne.[258]

De la sorte, il semble évident que lorsque la nécessité s'en fait sentir, les langues ne constituent plus un problème. Un rapprochement entre la partie anglophone et les autres composantes linguistiques de la Caraïbe permettrait ici de développer mais également d'exporter la ou les cultures, à l'intérieur et à l'extérieur de la zone. Outre les bénéfices économiques en découlant, la Caraïbe pourrait gagner à une meilleure diffusion de sa ou ses cultures, qui permettrait notamment de contrecarrer une anglicisation galopante.
D'autre part, et bien que cela soit sans doute utopique, il faudrait que les Caribéens et leurs instances dirigeantes prennent en compte la portée et l'utilité d'une réflexion commune quant à leurs langues en dépassant les problèmes politiques, qui pourraient en partie être résolus par cette même réflexion.

Les langues sont d'ailleurs parfois en contact direct dans la Caraïbe, à travers leurs locuteurs, qui, malgré les nombreuses difficultés à affronter pour ce faire, s'approprient l'espace par le voyage, volontaire ou non.

3- Les mouvements de populations : des apports à la culture

Les mouvements de populations ont bien évidemment un impact sur les liens culturels, puisque tous les participants des mouvements migratoires sont soumis au jeu du croisement des cultures : « Se trata de un flujo migratorio portador de tradiciones, prácticas cotidianas y saberes que construyen el universo simbólico de esa migración a través del tiempo »[259].

---

[258] Bruce Jno-Baptiste, « Le défi historique et culturel de l'école dans la Caraïbe anglophone », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 219.

[259] Yolanda Wood, « Presentación », *in* Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, p. 6.

De fait, les populations reçoivent, échangent et partagent des cultures et dans une certaine mesure une ou des identités. Les personnes migrantes se retrouvent bien souvent entre deux cultures, et du mélange culturel peut naître la déchirure :

> S'il est une problématique de la plus haute importance dès qu'il s'agit de personnes soumises à un processus d'émigration, c'est bien celle qui est liée à la conscience identitaire et à ses évolutions. Ce concept d'identité est soumis, selon l'heureuse définition de Fernando Aínsa[260], à une tension dynamique entre l'ouverture à l'autre et le retour vers soi-même.[261]

La migration suppose une mise en tension des cultures, et impose un questionnement identitaire sur soi mais également sur l'Autre. Il convient dès lors de s'interroger sur l'influence des mouvements migratoires caribéens dans les relations culturelles de la zone, et plus particulièrement dans les relations culturelles unissant Cuba et le reste de l'aire.

a- *Une tradition ancrée*

La Caraïbe est traditionnellement un espace de mouvements, au sein duquel les populations se meuvent pour des raisons autant politiques qu'économiques[262], bien que l'on note que les migrations depuis la République Dominicaine, Haïti et Porto Rico appartiennent à la deuxième catégorie[263]. Ces mouvements ont eu ou ont encore actuellement des impacts sur les relations culturelles de la région :

> El viaje es un topos del Caribe. Primero fue la aventura de los verdaderos descubridores ; luego la expedición de los europeos […] seguidos por los conquistadores de cruz y de espada. Más tarde vino la inmigración forzada de los esclavos y de los chinos, siervos escriturados o culíes y, por último, la proliferante inmigración de viajeros provenientes de muy remotas comarcas, más allá de África, indios, árabes ; o de regiones continentales adyacentes, parte de una cultura caribeña. El movimiento migratorio entre las islas, hacia el canal de Panamá, las viejas metrópolis o las tierras del Norte imperial, es el trayecto impulsado

---

[260] Écrivain et critique uruguayen, ayant beaucoup travaillé sur la pensée et l'identité latino-américaine.

[261] María Elena Orozco, Jean Lamore, « Image et représentations de Saint-Domingue/Haïti dans les mentalités des habitants de l'Orient cubain », *in* Sylvie Bouffartigue, Christiane Chaulet Achour, Dominique Fattier, Françoise Moulin Civil (éd.), *Présences haïtiennes*, Cergy-Pontoise, Centre de Recherches Textes et francophonies – Centre de Recherches sur les Civilisations et Identités Culturelles des Sociétés Européennes et Occidentales (éditeur scientifique) / Université de Cergy-Pontoise, Paris, Les Belles lettres, 2006, p. 125.

[262] Andrés Serbín, « Cultura y tensión regional en el Caribe », *in* Francine Jácome (éd.), *Diversidad cultural y tensión regional : América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad, 1993, p. 15.

[263] Helena C. Lázaro, « El Caribe trasplantado : manifestación literaria antillana en la creación de fronteras culturales más allá de sus orillas », *in* Andrés Bansart, Aura Marina Boadas, Mireya Fernández Merino (éd.), *El Caribe continental e insular en su literatura : ¿ vasos comunicantes o frontera ?*, Caracas, Universidad Central de Venezuela/AVECA, 2001, p. 119.

> por la avidez, el pavor y la violencia, el vacío existencial y la búsqueda de nuevos horizontes de superación tangible y emancipación subjetiva.[264]

L'histoire de la Caraïbe semble donc être celle d'allées et venues continuelles, d'une sorte de mouvement humain perpétuel, avec la violence et la douleur que cela comporte. Nous ajouterons que depuis son peuplement, la Caraïbe est un espace de voyage, mais qu'il faut encore s'attacher à différencier le voyage conscient et impliqué du « voyage » forcé vers une terre inconnue, dans la mesure où les raisons des mouvements humains conditionnent leur apport à leur terre d'arrivée. En effet, la préservation d'une culture arrivant sur une terre nouvelle dépend en grande partie de la latitude laissée à ses membres pour l'y développer. De nos jours, on observe d'ailleurs que la culture est la principale arme de survivance des populations migrantes dans la Caraïbe[265], ou, pour le dire autrement, que la culture constitue un refuge permettant aux migrants de conserver leur identité et de surmonter le déracinement.

Bien évidemment, il faut rappeler que l'émigration cubaine est spécifique, puisque liée à l'exil, et dire qu'elle est en tous les cas pour une large partie absorbée par les États-Unis :

> Según el censo de 1990, en [Estados Unidos] se habían registrado 1 043 932 individuos de origen cubano, de los cuales el 80% nació en Cuba y alrededor del 16,7% en Estados Unidos, que llega a representar el 0,4% de la población norteamericana y el 4,9% de las comunidades hispanas allí radicadas.[266]

On constate donc que les échanges de population avec le voisin du Nord sont plus que conséquents, et qu'ils induisent nécessairement l'import et l'export de certains modes culturels. Mais les Cubains sont aussi présents dans d'autres pays :

> El resto de los asentamientos significativos cubanos en el exterior se concentran fundamentalmente, según cálculos aproximados – por cierto discutibles–, en España (entre 20 y 25 000); Venezuela (30 000) y México (40 000), sin desconocer que, en magnitudes menores, también existen en Costa Rica, Rusia y los antiguos países socialistas de Europa del Este.[267]

---

[264] Nara Araújo, « Del mar, la tierra y el aire : los viajes en el Caribe », *in Anales del Caribe*, Centro de Estudios del Caribe/Casa de las Américas, Editorial Nomos, 2004, p. 196.

[265] Helena C. Lázaro, *op. cit.*, p. 115.

[266] Milagros Martínez Reinosa, Jorge Hernández Martínez, « Algunas facetas de la emigración cubana », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 26.

[267] *Ibid*.

De la sorte, les Cubains migrants contribuent à tisser des liens culturels avec les pays vers lesquels ils se déplacent, mais on constate que la Caraïbe n'est actuellement pas pour eux un lieu d'arrivée privilégié. Cela peut se comprendre dans le cas des migrations économiques, la situation de la zone n'étant pas forcément meilleure que celle de l'Île. En tous les cas, les migrations des Cubains permettent une diffusion de la culture cubaine, mais plutôt à travers le monde qu'au sein de la zone caribéenne.

Par ailleurs, il faut rappeler que si les migrations, mouvement quasi perpétuel de va-et-vient dans la Caraïbe, sont une constante dans l'Histoire de la zone, on constate une hausse de l'intensité des échanges à une époque plus proche de nous :

> C'est à partir des années 1980 que s'est accrue (ou a commencé dans certains cas) l'émigration à l'intérieur même de la région. Les mouvements migratoires les plus importants correspondent aux déplacements vers les destinations les plus proches pour les candidats à l'exil économique : d'Haïti vers la République Dominicaine, de la République Dominicaine vers Porto-Rico, du Surinam et du Guyana vers la Guyane française, de Sainte-Lucie et la Dominique vers la Martinique et la Guadeloupe et ainsi de suite.[268]

Les mouvements migratoires contribuent à la diffusion de la culture. On pourrait effectivement craindre que les migrants perdent en quelque sorte leur culture et adoptent complètement les expressions culturelles de leur nouveau lieu de résidence. Il faut donc dire que, malgré les difficultés, l'espoir d'un retour vers la terre natale pousse les Caribéens à créer et recréer perpétuellement leur culture lors de leur migration : « The historic institutionalization of migration in the Caribbean combined with the contemporary ease of mobility fosters an expectation of return and, subsequently, generates a multiplicity of spaces for operation, identity and cultural expression »[269].

Avant d'aller plus loin dans l'analyse des mouvements humains et de leur impact sur les relations culturelles dans la zone, il nous faut procéder à un bref rappel de la signification du terme « diaspora ». Effectivement, ce terme est très fréquemment usité de nos jours, mais il faut admettre qu'il peut laisser songeur lorsque l'on parle de la Caraïbe. Il ne faut

---

[268] Denise Delgado Guante, *op. cit*., p. 198.

[269] Joseph Rodman, Dennis Conway, « The nexus and the family tree : return migration to Grenada and transnationalism in context », in Potter Robert, Conway Dennis, Phillips Joan, *The experience of return migration : Caribbean perspective*, Aldershot, Ashgate, 2005, p. 90.

donc pas l'employer de façon impropre, et l'observation suivante donne matière à réflexion :

> The first and most evident problem in seeing Caribbean peoples as any kind of diaspora is that they are not native to the area. […] Virtually everybody in the Caribbean came from somewhere else […]. This may in and of itself disqualify any consideration given to the idea of a Caribbean diaspora. Settler and immigrant societies are normally conceived of as points of arrival, not departure, sites of a renewed collectivity, not of dissolution, emigration and dispersion.[270]

Il est alors nécessaire de se demander quelle est la portée du mot « diaspora(s) » dans la Caraïbe. La diaspora est en effet traditionnellement définie comme une dispersion, une dissémination, un « éclatement » des populations en fragments variables. Il s'agit finalement d'un terme biblique évoquant la dispersion des Juifs, repris par analogie après la Seconde Guerre Mondiale, et dans le cas de la Caraïbe la diaspora est le premier temps de la migration, car les Caribéens « se regroupent ensuite [sur leur terre d'arrivée] et marquent leur territoire de façon telle qu'on ne peut dire qu'ils sont dispersés »[271]. Mais nous pourrions nous demander quelle(s) tension(s) crée ou relate ce même terme, et, en conséquence, s'il existe une diaspora culturelle interne à l'aire caribéenne.

Nos recherches nous permettent de dire que la volonté première des migrants de la Caraïbe n'est absolument pas la culture. Malgré tout, ces derniers reconstituent en partie leur culture d'origine sur leur terre d'arrivée, et créent dans le même temps, parfois sans s'en rendre compte, des foyers culturels attractifs pour d'autres migrants qui, arrivant dans un pays inconnu dans le but de trouver un emploi leur permettant de subsister, sont apaisés par le fait de savoir qu'une communauté dont ils partagent les racines les attend.
Les migrants « transplantent leur culture » d'origine dans celle du pays d'arrivée, « recréent le pays d'origine dans le pays récepteur », et se regroupent en communautés qui influent sur le « panorama culturel du pays amphitryon »[272]. Il faut noter que la migration induit un enchaînement d'influences : « la cultura de ese país anfitrión ejerce influencia sobre la caribeña, y ésta sufre cambios, sobre todo de tipo lingüístico, y sobre todo en las nuevas generaciones nacidas en el país de adopción »[273]. La Caraïbe, tout comme Cuba, est

[270] Robin Cohen, « Cultural diaspora. The Caribbean case », *in* Mary Chamberlain, *Caribbean migrations : globalised identities*, Londres, Routledge, 1998, p. 22.
[271] Helena C. Lázaro, *op. cit.*, p. 112.
[272] Helena C. Lázaro, *op. cit.*, p. 113.
[273] *Ibid*.

bien souvent vue comme un melting-pot, « aussi peut-on affirmer que la migration et ses conséquences sont, pour les peuples de la Caraïbe, un phénomène qui (re)dessine continuellement son paysage et son histoire »[274].

Malgré tout, les flux migratoires actuels dans la Caraïbe ne semblent pas revêtir une importance capitale au vu de ceux partant de la Caraïbe vers l'extérieur, et l'on peut signaler le danger d'affaiblissement des échanges entre les cultures caribéennes :

> [Miami] compte actuellement 40 % de Caribéens (sans compter l'immigration illégale) dont l'impact considérable a débouché sur des transformations démographiques, sociales, économiques de la ville et sur une « caribéanisation » de la métropole floridienne.
> Dans ce contexte d'émigration extracaribéenne aussi intense, les mouvements de population intrarégionaux sont d'importance moindre et leur impact plus modéré : environ 600 000 Caribéens vivent dans un autre pays de la Caraïbe que le leur, auxquels s'ajoute la puissante migration colombienne au Venezuela.[275]

Comme nous l'avons déjà indiqué, d'un point de vue historique, le brassage des populations et donc des cultures a pu influer sur les relations culturelles présentes, et si les haines découlant des déplacements de populations ont pu retarder ou empêcher une collaboration, il n'en reste pas moins que les apports des migrants à la culture des pays récepteurs ainsi que leur rôle dans l'instauration de relations culturelles doivent être soulignés.

b- *L'importance des flux migratoires à Cuba*

En effet, les populations qui arrivent à Cuba amènent avec elle une part de leur culture, et en continuant de la vivre sur le territoire qui les accueille, elles permettent aux cultures de se mélanger, de se rencontrer et de dialoguer. Dans le cas particulier de Cuba, notons tout d'abord les liens avec le pays voisin qu'est Haïti. Effectivement, l'histoire entre les deux nations semble assez particulière, et les échanges qu'ont connus Cuba et Haïti ont sans doute contribué à forger leurs identités nationales, mais également à asseoir leurs relations culturelles. L'immigration haïtienne à Cuba n'est ainsi pas récente, même si elle ne fut pas toujours le fait d'Haïtiens de naissance :

---

[274] Denise Delgado Guante, *op. cit.*, p. 195.
[275] Lucien-René Abénon, Danielle Bégot, Monique Bégot, *Relire l'histoire et la géographie de l'espace caribéen*, Paris, Hachette, 2001, p. 143.

> La présence haïtienne à Cuba remonte au moment de l'indépendance quand Jean Jacques Dessalines proclama la création de la république, le 1er janvier 1804. Une partie de la population française de l'île, ainsi que des Français qui avaient quitté la métropole pour se réfugier à Saint-Domingue entre 1792-1793 afin d'échapper aux excès de la Terreur, trouvèrent refuge à Cuba.[276]

On voit que la première spécificité des relations culturelles entre Cuba et Haïti repose en partie sur ce que nous pourrions appeler un destin historique. En effet, ces relations ne se sont tout d'abord pas créées du simple fait de la volonté des deux nations, et sont au contraire nées d'une contrainte imposée par l'Histoire. Au XVIIIe siècle, l'autorité royale espagnole craignait même l'arrivée massive de Français venus d'Haïti, et refusait de « donner l'asile dans [ses] colonies à des habitants épris d'opinions trop peu pacifiques pour servir la conservation de [ses] domaines éloignés de la Métropole »[277]. En sus, les migrations forcées des populations venues d'Haïti à Cuba ont permis à des versants des cultures hispanophones et francophones de la Caraïbe de se rencontrer, constituant un premier pas vers le désenclavage linguistique de la zone. Les relations cubano-haïtiennes sont ainsi particulières à bien des égards, elles se sont inscrites dans le temps, et il convient de souligner qu'une forte communauté haïtienne réside actuellement sur l'Île.

Toujours à Cuba, certains espaces de métissage dus à des migrations ont permis des échanges culturels très importants entre migrants et locaux. Les immigrants ont incontestablement conservé leur culture, provoquant l'intérêt des Cubains et parfois même leur contribution à la perpétuation de traditions. Citons l'exemple de La Caridad, près de la Sierra Maestra, qui montre parfaitement les liens étroits entre cultures cubaine et haïtienne :

> Sin dudas, el sello cultural que impone la presencia haitiana define la original personalidad del barrio. Los inmigrantes haitianos y sus descendientes han conservado durante años sus cantos, sus danzas y creencias. Y pese a dominar, tras un duro aprendizaje, el español, van trasmitiendo a sus descendientes la lengua de origen, el *créole*, con lo que se crea una activa área de bilingüismo, que –por supuesto– trae aparejada un interesante y dinámico intercambio lingüístico.[278]

---

[276] Mario Menéndez, *Cuba, Haïti et l'interventionnisme américain : un poids, deux mesures*, Paris, CNRS Éditions, 2001, p. 48.
[277] María Elena Orozco, Jean Lamore, *op. cit*., p. 127.
[278] Julio Corbea, « La comunidad cubano-haitiana de La Caridad », *in* Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Números 2-3, 1984, pp. 62-63.

On observe que l'import de la culture haïtienne contribue à « modeler » la vie culturelle des Cubains, tant dans ses manifestations « folkloriques » que dans ses aspects quotidiens. En outre, les échanges se font ici en partie grâce aux langues, qui à leur tour s'enrichissent au contact l'une de l'autre. Il apparaît très clairement que les échanges entre les deux communautés culturelles contribuent à les dynamiser, et que la présence haïtienne permet à la culture cubaine de s'enrichir et de devenir plus forte. Cela n'empêche cependant pas chaque communauté de conserver les aspects intrinsèques de son identité, et en ce sens, on peut parler d'échanges culturels :

> […] Las ricas manifestaciones de la cultura popular haitiana, sometida a un fuerte contacto con la comunidad rural cubana, conservan un alto grado de « pureza », que se manifiesta en sus cantos y danzas.[279]

En d'autres termes, l'expérience vécue à La Caridad permet d'affirmer ou de réaffirmer que du contact entre les cultures peut surgir l'entente et l'harmonie. La culture haïtienne semble avoir trouvé un espace assez grand pour pouvoir évoluer au sein de la communauté cubaine, qui a contribué à accueillir pleinement les arrivants. En effet, les Cubains ne se sont pas contentés de transformer la présence de leurs voisins haïtiens en un état de fait, ils se sont au contraire montrés particulièrement intéressés par les expressions culturelles de ses derniers, s'y sont impliqués, et contribuent énergiquement à leur survivance :

> […] El intercambio cultural más intenso entre cubanos y haitianos de La Caridad, a nuestro modo de ver, ocurre en las festividades, tanto profanas como religiosas, de los segundos. En estas celebraciones es fácil observar todos los grados de participación de los cubanos, desde activos protagonistas, hasta meros espectadores.[280]

L'on voit donc que des échanges presque naturels s'établissent, et que le contact des deux cultures ne provoque pas uniquement et irrémédiablement des frictions ou tensions impossibles à apaiser. Ce contact crée au contraire l'intérêt des deux parties, qui se retrouvent pour partager et dialoguer lors de cérémonies culturelles. La relation cubano-haïtienne est d'ailleurs du point de vue de l'échange celle qui semble la plus intense :

> La presencia del haitiano en Cuba no ha sido en nada pasiva, como regularmente se tiende a pensar. Ha tenido, y tiene, un papel activo dentro de la formación de la nación cubana. La idiosincrasia, las creencias y la conducta social, económica, religiosa, cultural, artística, los hábitos alimentarios, así como el uso de remedios y

[279] *Ibid.*
[280] *Ibid.*

> otros conocimientos del haitiano se han engarzado en el entramado de esta nación antillana.[281]

De la sorte, la culture haïtienne semble avoir marqué durablement la culture cubaine. Ces deux cultures semblent s'être attirées et avoir parfois fusionné, et sont en tous les cas un exemple lorsque l'on parle de relations culturelles, puisqu'elles reposent réellement sur des interconnexions. Cependant, les migrations d'Haïtiens vers Cuba datent principalement de la fin du XVIIIe siècle, ainsi que des « trois premières décennies du XXe siècle »[282]. Il est donc nécessaire de préciser que si nous évoquons certains des mouvements humains antérieurs à la Révolution cubaine, c'est que ceux-ci permettent encore actuellement d'observer des échanges, et les migrations passées peuvent influer sur les relations culturelles présentes. Outre leur impact sur la construction de la nation cubaine, les migrations ont effectivement et indubitablement permis d'instaurer certaines relations culturelles, notamment par le biais des pratiques culturelles extérieures intégrées à celles des Cubains.

Si Haïti possède une histoire particulière avec Cuba, les Haïtiens ne sont bien évidemment pas le seul peuple à s'être offert au métissage sur l'Île : « [En Guantánamo], en 1970, se calculaba que los descendientes de los inmigrantes del resto de las Antillas anglófonas ascienden a 48 000, el 8% de la población total de la provincia »[283]. Il est intéressant d'observer que les communautés d'origines linguistiques autres qu'hispanophone ont largement contribué au brassage des populations sur l'Île. Dès lors, on peut (ré)affirmer que la langue n'est pas une barrière insurmontable lorsque l'on évoque les liens culturels.

Cuba, par la voix de ses dirigeants, a d'ailleurs bien souvent mis en exergue l'aspect positif des migrations et du métissage en découlant, même si ce brassage devait se faire selon lui sur la base d'une volonté commune d'émancipation : « Cabe destacar que miles de Caribeños : haitianos, jamaicanos, dominicanos, y de otros países encontraron aquí patria y hogar y se establecieron uniendo sus raíces con las nuestras, mezclándose así nuestros

---

[281] Raimundo Gómez Navia, « Luchando codo con codo por la justicia social », *in* Graciela Chailloux Laffita (éd.), *De dónde son los cubanos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, p. 20.

[282] Raimundo Gómez Navia, *op. cit.*, p. 25.

[283] Graciela Chailloux Laffita, Robert Whitney, « Las comunidades angloantillanas en Cuba », *in* Graciela Chailloux Laffita (éd.), *De dónde son los cubanos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, p. 68.

sueños y nuestros empeños de independencia »[284]. Les populations se déploient dans la Caraïbe pour bien des raisons, et il est évident que certaines communautés peuvent être mieux intégrées si on les considère dès leur arrivée comme des communautés « amies », dont on partage la culture d'indépendance.

Le métissage n'est d'ailleurs pas une question de couleur de peau lorsque l'on parle de culture : « Y cuando no existe el mestizaje en la sangre, tiene que existir el mestizaje del alma »[285]. Il s'agit plutôt d'une communauté de vision et d'une aspiration profonde à un désir commun, pleinement partagé. Les Cubains peuvent parfaitement s'imprégner des cultures venant à eux par le biais des populations migrantes, sans pour autant perdre leur identité propre, et devenir ainsi de perpétuels métis culturels ouverts à toutes les expressions culturelles caribéennes.

Quoi qu'il en soit, le point important est que les populations ne se déplacent pas sans leur culture d'origine, et il nous faut à présent tenter de comprendre pourquoi.

c- *Syncrétismes culturels*

Il faut effectivement s'interroger sur les mouvements de populations actuels ainsi que sur leurs impacts sur les relations culturelles, à court, moyen et long termes. En effet, les migrations servent à forger une identité culturelle collective et partagée à la fois par les populations accueillantes et les populations arrivantes, et doivent également être considérées comme des « expériences » dont on pourrait tirer le meilleur parti :

> Focusing on what may be called the *social construction of ethnicity*, it may become evident that the effects of migration are long term and critical in shaping and reshaping both collective and individual identities […]. In this sense, transmission of the experience of migration, and the constructions of ethnicity involved, may serve as *cultural capital* for future generations as a symbolic « guide » as to how to reconstruct and maintain a « faith » in the coherence of everyday life to be achieved through providing symbolic interpretations. In this sense, migration is

[284] « El Caribe ya es otro », discours de José Ramón Balaguer Cabrera, Santiago de Cuba, 15 avril 1982, *in* Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Año I, Número 1, 1983, p. 8.

[285] Fidel Castro, *Una revolución sólo puede ser hija de la cultura y las ideas*, La Havane, Editora Política, 1999, p. 39.

> relevant, not only for the first generation, but also for the generations to come […].[286]

En somme, les migrations doivent être connues et reconnues de tous, être partagées et devenir le parangon de la conduite à tenir lorsque l'on souhaite maintenir une « cohérence » culturelle. En ce sens, les migrations n'ont pas seulement un impact sur les populations qui les vivent activement, elles sont au contraire un legs pour leurs descendants, qui se doivent de perpétuer l'héritage culturel familial dans le contexte de tolérance que peut devenir l'intégration des populations migrantes à une culture nationale.
La migration imprègne durablement les populations qui en sont les protagonistes ou les victimes –dans le cas où la migration n'est plus vécue comme un espoir de vie meilleure mais comme une condition *sine qua non* à la survie, et la survivance au sein des familles de pratiques culturelles d'origine, alliée à l'intégration de nouvelles pratiques propres au pays d'arrivée, permet un échange et des apports mutuels fondamentaux.

Cuba cherche d'ailleurs, par le biais d'accords avec des associations, à favoriser les échanges avec les populations arrivantes : « La Asociación Caribeña de Cuba –integrada por inmigrantes procedentes de la cuenca caribeña y descendientes suyos radicados en nuestro país– y la Casa del Caribe establecieron el 5 de febrero de 1983 un convenio de colaboración e intercambio »[287]. Cela montre le souci des instances dirigeantes de ne pas voir se perdre les apports culturels amenés par les migrants, mais également celui de ne pas voir s'instaurer des sortes de « castes » culturelles empêchant toute communication entre les personnes résidant sur l'Île. De plus, on voit l'attention particulière portée par l'Île aux populations d'origine caribéenne –origine qui ne semble soumise à aucune restriction, qu'elle soit d'ordre linguistique, politique, religieux, *etc*.

En outre, les migrations –surtout temporaires– n'ont pas toujours lieu pour des motifs économiques ou politiques, puisque la culture peut aussi, et malgré tout, être une raison des mouvements de populations. Des Cubains collaborent ainsi à l'élaboration de projets et programmes d'éducation dans la Caraïbe, et les valeurs reconnues du système éducatif de l'Île attirent chaque année des étudiants caribéens de nombreux domaines. En 2009, on

---

[286] Yvette Kopijn, « Construction of ethnicity in the diaspora. The case of three generations of Surinamese-Javanese women in the Nederlands », *in* Mary Chamberlain, *Caribbean migrations : globalised identities*, Londres, Routledge, 1998, p. 110.

[287] Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Edición especial, Junio de 1982/Diciembre de 1983, p. 12.

constatait que les échanges de population entre Cuba et la Caraïbe –principalement les États membres du CARICOM– fondés sur les études étaient divers :

> En la actualidad 3 becarios de Gobierno de San Vicente y las Granadinas estudian artes visuales en el Centro Nacional de Escuelas de Arte de Cuba.
> Existen cubanos radicados en Barbados, Islas Caimán, Jamaica, Guyana, y República Dominica que colaboran y asesoran a profesores, estudiantes e interesados que asisten a los centros donde laboran.[288]

Par ailleurs, il faut rappeler que les diasporas recouvrent différentes réalités. Nous avons précisé que les migrations internes à la Caraïbe avaient une influence déterminante quant aux relations culturelles de la zone. Cependant, les mouvements humains centrifuges permettent de diffuser la culture caribéenne et de créer des contacts avec l'extérieur, et démontrent également l'importance de cette culture pour les populations migrantes qui, loin de s'en départir, cherchent à la mettre en valeur et à la réaffirmer. Il existe ainsi un festival culturel caribéen à Toronto[289], appelé Caribana :

> Caribana, the annual festival of the Caribbean community in Toronto, began in 1967 as part of the Canadian Centennial celebrations. The festival events extend over a two-to four-week period culminating in the stress « parade » on the first Saturday in August, which is attended by some million people. The prototype for this carnival is the Trinidad Carnival, which has spawned many such carnivals around the world.[290]

L'origine de ce festival remonte à plusieurs années, ce qui prouve que l'attrait pour la culture caribéenne, quoique relativement récent, s'appuie sur une réflexion plus ancienne. En outre, on voit que les manifestations culturelles caribéennes qui ont lieu hors de la Caraïbe ont réellement une filiation avec celles ayant cours à l'intérieur de la zone caribéenne ; sans être des calques, les expressions culturelles d'essence caribéenne ayant lieu à l'étranger s'inspirent très directement de la culture originelle des migrants. On peut alors affirmer que la culture n'est pas seulement une composante de l'identité des nations, mais constitue également une part importante de l'identité des peuples, à un niveau collectif mais aussi individuel. De la sorte, nous pouvons affirmer que les mouvements

---

[288] « Relaciones culturales Cuba-Caricom », document informatique fourni par l'Office des Relations Extérieures du Ministère de la Culture de Cuba, 2009.

[289] Entretien avec le Professeur Carlos Lloga Domínguez, spécialiste des religions et des constructions identitaires et chercheur de la *Casa del Caribe*.

[290] Marlen Nourbese Philip, « Race, space, and the poetics of moving », *in* Kathleen Balutansky, Marie-Agnès Sourieau (éd.), *Caribbean creolization : reflections on the cultural dynamics of language, literature and identity*, Gainsville, University Press of Florida, 1998, p. 129.

migratoires observables de nos jours dans la Caraïbe s'imbriquent inextricablement dans les relations culturelles :

> Les incidences du contexte géopolitique et géoéconomique historique antillais sur les mouvements humains vont donc bien au-delà de la simple relation de dépendance structurelle entre territoires insulaires et centres d'impulsion du système-monde. Elles révèlent un jeu d'influences culturelles, politiques et économiques réciproques –dont le poids et les ressources des acteurs sont certes inégaux– et rendent compte des remarquables mutations spatiales contemporaines nécessitant de repenser la nature du lien entre les sociétés caribéennes et leur territoire. Il est vrai que l'impact des communautés migrantes sur le développement et le rayonnement international des pays d'origine et sur les mutations culturelles et économiques des pays d'installation est sans précédent et que consécutivement, la Caraïbe du XXIe siècle doit être désormais appréhendée comme un système spatial à géométrie variable fonctionnant en réseaux davantage que comme un simple archipel segmenté par les héritages historiques centripètes de type colonial ou post-colonial.[291]

De nos jours, les migrations ne sont plus le simple fait d'une attraction pour un monde « meilleur », et, si comme nous l'avons dit, elles ne sont plus uniquement impulsées par des motifs économiques ou politiques –même si ces deux derniers points ne sont pas négligeables, elles s'appuient à la fois sur une réflexion quant à l'identité et sur les nouvelles problématiques supposées par la mise en relation croissante du monde.

La culture s'est donc convertie en un moteur des échanges de populations, et est consécutivement à l'origine d'une redéfinition de l'aire caribéenne. En effet, en permettant à leur culture d'origine de se faire connaître, et en contribuant à la diffusion de la culture de leur terre d'origine, les migrants contribuent à faire disparaître un peu plus les cloisonnements dont était victime la Caraïbe. En d'autres termes, l'échange devient plus important que les contraintes et barrières qui divisaient les peuples.

Il faut également dire que ceux que l'on appelle « Cubains de l'extérieur » semblent mettre un point d'honneur à conserver une certaine partie de leur culture d'origine. Fidel Castro lui-même disait, en 1978 : « […] a nosotros nos satisface saber –y lo vemos, lo comprobamos– que la comunidad cubana trata de mantener su idioma, sus costumbres, su identidad nacional cubana. Y eso –repito– despierta la simpatía y la solidaridad nuestra,

[291] Cédric Audebert, « Stratégies géopolitiques, dynamiques géoéconomiques et migrations caribéennes : des aires d'influence aux réseaux », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 280.

aunque ellos no simpaticen con la Revolución »[292]. De la sorte, on voit clairement que la culture permet de créer des liens entre les différents peuples de la Caraïbe, mais également qu'elle permet aux populations migrantes de maintenir le contact avec leur terre natale, dépassant même les distensions politiques.

Partant, et si malgré une perception et une définition difficiles, le monde caribéen s'organise et communique de plus en plus, il faut encore s'interroger sur les raisons qui peuvent pousser la Caraïbe à promouvoir les relations culturelles, et sur les causes empêchant à l'inverse l'éclosion desdites relations.

[292] Milagros Martínez Reinosa, Jorge Hernández Martínez, « Algunas facetas de la emigración cubana », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 31.

Chapitre 2 : Quels substrats aux relations culturelles caribéennes ?

On pourrait penser que les flux migratoires ouvrent la voie à un réel échange culturel. Mais les mouvements de population peuvent au contraire poser problème : « Au cœur de cette problématique, se trouvent les représentations, celles que les acteurs se forgent de la terre abandonnée, mais aussi, et c'est là un point de vue souvent négligé, celles que se forment les membres de la communauté qui les accueille »[293]. En effet, une fois souligné l'impact de la diversité de la Caraïbe, il faut encore se demander en quoi le passé, principalement colonial, peut encore influer actuellement sur l'établissement de relations culturelles dans la Caraïbe. Ces relations s'établissent effectivement parfois difficilement, comme le note le Ministère de la Culture de Cuba :

> Retos que enfrenta la región en los que consideramos Cuba debe jugar un papel cada vez más importante :
> - difíciles conexiones aéreas
> - barrera idiomática
> - acceso a los medios y circuitos comerciales
> - relación cultura-turismo
>
> Principales dificultades en el sector :
> - desconocimiento de la región
> - desbalance entre la prioridad de la política y la concreción de acciones
> - escasos vínculos entre instituciones culturales y empresas comerciales
> - poca información de los medios sobre el impacto de la cultura en la sociedad.[294]

La première des entraves notables lorsque l'on parle des relations caribéennes, sur un plan large et non uniquement au niveau culturel, semble être celle du précaire équilibre de la région. Effectivement, comme nous l'avons déjà dit, les difficultés à définir la région trahissent les oppositions, contradictions et tiraillements internes de la Caraïbe, mais cette dernière doit aussi composer avec des forces et contraintes externes : « L'ensemble des Caraïbes, perpétuellement agité par des forces perturbatrices internes, et soumis à des pressions extérieures, se caractérise par son instabilité permanente. D'où la difficulté à la saisir sur le plan démographique comme sur le plan social où rien de définitif ne peut être

[293] María Elena Orozco, Jean Lamore, *op. cit.*, p. 125.
[294] « Relaciones culturales Cuba-Caricom », document informatique fourni par l'Office des Relations Extérieures du Ministère de la Culture de Cuba, 2009.

avancé »[295]. De la sorte, établir des relations alors même que la région se cherche semble périlleux.

En outre, le manque de communication dans la Caraïbe, renforcé par « la barrière linguistique », la bataille économique accrue et les rivalités qui en découlent, ainsi que la nécessité pour les Antillais de se redéfinir eux-mêmes, et de redécouvrir leur culture pour la transmettre[296], constituent également deux obstacles importants. En effet, la Caraïbe a largement été construite depuis l'extérieur[297], par et pour cet extérieur, et il lui faut apprendre à se réapproprier sa culture. Car c'est bien de procédés nommés assimilation culturelle, acculturation ou transculturation, auxquels s'ajoutent l'hybridité et la fusion[298], que sont nées les incompréhensions, mais également les interrogations sur la valeur des cultures de la Caraïbe.

Les stéréotypes y ont ainsi été largement diffusés, et restent de nos jours difficiles à contrecarrer, les infrastructures de la zone empêchant parfois largement une réelle communication. En effet, dans la Caraïbe comme à Cuba, les lacunes du réseau permettant de s'ouvrir au monde montrent et expliquent les déficiences de dialogue entre les pays.

En outre, on constate actuellement l'émergence d'une concurrence accrue entre les États caribéens dans les domaines de l'économie et du tourisme, et cette compétition n'est pas sans impact sur la construction de relations culturelles.

1- Le poids du passé

Le passé reste donc parfois une lourde entrave à l'établissement de liens culturels stables et pérennes dans la zone caribéenne. Le premier défi légué par l'Histoire à la Caraïbe reste sans doute celui de lutter contre les préjugés que le monde peut avoir sur sa culture, mais également sur la méconnaissance dont souffre la zone à un niveau interne.

---

[295] Oruno Denis Lara, *Les Caraïbes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p. 106.

[296] Jean Lamore, « Présence du monde antillais dans la culture cubaine d'aujourd'hui », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 18.

[297] Entretien avec le Professeur Carlos Lloga Domínguez, spécialiste des religions et des constructions identitaires et chercheur de la *Casa del Caribe*.

[298] Miguel Barnet, *Autógrafos cubanos*, La Havane, Letras cubanas, 2009, p. 133.

a- *Assimilation culturelle ; acculturation ; transculturation*

Il nous faut tout d'abord remarquer que l'ingérence peut être culturelle, et que lorsqu'un pays en soupçonne un second de vouloir passer de l'échange à la domination culturelle, les liens peuvent bien évidemment se rompre. Et effectivement, la culture entraîne un certain nombre de questionnements et amène la réflexion concernant certains concepts :

> Para los antropólogos que han estudiado a fondo las realidades culturales del área y cuyos trabajos son de mucha utilidad para los que, procediendo de otras disciplinas, tenemos que manejar el concepto « cultura » a fin de arribar a conclusiones propias, el desarrollo del mismo concepto conlleva el de las dos nociones de contacto cultural y aculturación, ignorando las relaciones de dominación establecidas por los europeos sobre las sociedades sucesoras de las nativas y originales.[299]

La domination culturelle imposée par l'Europe durant la colonisation a donc entraîné, depuis l'indépendance, un questionnement sur ce qu'est la culture caribéenne, et sur sa « valeur ». En effet, l'imposition d'une ou de plusieurs cultures ne peut, dès lors qu'un peuple se libère, que conduire à une réflexion sur ce qui fait la culture du peuple nouvellement indépendant. Pour le dire autrement, la colonisation puis l'indépendance ont mis les Caribéens face à des questions lancinantes : quelle est notre culture ? Doit-on rejeter la culture européenne ? Est-elle une composante de notre identité ? Quel est le poids des différentes cultures s'étant mêlées dans la Caraïbe ?

L'on peut observer en outre combien la culture est un élément qui, bien qu'apparaissant comme dépourvu d'intérêt à certains gouvernements, provoque chez les populations et les chercheurs de profondes interrogations. Elle interroge sur ce que l'on est, et sans doute en creux sur ce que l'on n'est pas, et dans le cas de la Caraïbe, peut entraîner vers un tourbillon introspectif –sans fin– qui aurait pour but de déterminer sa quintessence. En effet, la colonisation rejaillit encore aujourd'hui à travers les notions d'acculturation, d'assimilation culturelle ou de transculturation, laissant penser que la zone ne possède pas de culture propre.

Cela nous amène à avancer la possibilité qu'actuellement, la peur d'une « néo-colonisation » pourrait être à l'origine du refus de certains pays d'établir de nouvelles

[299] Kaldone G. Nweihed, « Geopolítica cultural del Caribe », *in* Andrés Bansart (éd.), *El Caribe : Identidad Cultural y Desarrollo*, Caracas, Equinoccio, Editorial de la Universidad Simón Bolívar, 1989, p. 119.

relations. La blessure coloniale n'étant pas encore cicatrisée, les nations caribéennes peuvent être tentées de se recentrer voire de se replier sur elle-même afin de prendre le temps d'examiner ce qu'est leur culture, de se l'auto-approprier et de lutter contre de nouvelles impositions culturelles. En tous les cas, il faut dire que les relations culturelles doivent être fondées sur des annonces claires d'estime réciproque, afin de ne pas laisser penser qu'elles pourraient constituer un joug d'un genre nouveau. Aucune confusion, aucune incertitude ne peut être laissée en l'état, et il faut même dire que ces relations, quelle que soit la façon dont elles se forment (par la voie de la diplomatie, entre associations non gouvernementales…) ont besoin pour leur survie même d'une définition précise :

> Dans les sociétés postcoloniales où les groupes ethniques en contact s'appuient sur leur culture d'origine pour fonder leurs différences, il y a, sans nul doute, cette crainte de participer à une relation asymétrique qui évolue vers la domination d'un seul système de valeurs. Dans cet état d'esprit, l'idée de la mort de sa personne est envisagée, et elle peut engendrer des comportements favorables au repli identitaire. Pour que les échanges culturels n'induisent pas de telles conduites sociales, il faut que de part et d'autres les hommes se sentent en confiance ; il faut qu'ils soient assurés du respect mutuel porté à la différence culturelle. La dissemblance alimente bien souvent les divisions et les tensions sociales. Dans certaines sociétés caribéennes, la persistance de l'ordre ethnique ou social si longtemps après l'esclavage s'explique, certes, par la reproduction de rapports de classe, mais aussi par cette peur d'être de partout et de nulle part. Se trouver à l'intersection d'appartenances multiples peut ne pas être une position confortable si l'on n'a pas appris à voir les avantages du métissage culturel.[300]

Cela est vrai en ce qui concerne les relations entre États caribéens, mais peut également se révéler exact à l'échelle infranationale. Effectivement, le peu d'estime de certains groupes de population pour leur propre culture, dû à la méconnaissance et aux préjugés largement diffusés par le monde contre elle, peut conduire à un communautarisme qui, allié à la sensation qu'une culture tente de détruire les autres peut amener un hermétisme qui détruirait toute tentative de relations.

En outre, il n'est sans doute pas inutile de rappeler que l'on a souvent considéré la Caraïbe comme un territoire sans culture propre, car issu d'un trop grand nombre de mélanges et de métissages, et que c'est de cette vision qu'ont découlé des termes tels que ceux

[300] Paulette Durizot Jno-Baptiste, *Cultures et stratégies identitaires dans la Caraïbe*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 186.

d'acculturation ou de transculturation. On a effectivement cherché à saisir l'insaisissable, et à nommer ce qui ne semblait être que confusion :

> Un des premiers anthropologues à avoir mis l'accent sur les phénomènes de *transculturation*, (ou acculturation réciproque, dialectique et contrastée), Fernando Ortiz, disait de Cuba : « *Les hommes, les économies, la culture et les désirs, tout ici s'est ressenti étranger, provisoire, instable, « oiseau de passage dans le pays* ». Ce qui est vrai de Cuba l'est sans doute aussi de l'ensemble des isolats antillais […]. Dès lors, le regard peut légitimement se tourner vers les processus que Ortiz appelle *transculturation*, et qui aboutissent à ce que Darcy Ribeiro nomme une *transfiguration*.[301]

Pour les Caribéens eux-mêmes, la multiplicité des apports culturels peut donc contribuer à diluer la culture, et à n'en faire qu'un agrégat « instable » dépourvu de cohérence interne. Dès lors, l'établissement de relations fondées sur la culture peut devenir impossible. D'un autre côté, pour une vision européenne, le millefeuille culturel caribéen paraît indigeste – un comble– et les appositions successives de cultures semblent ne former qu'un conglomérat fragile et incertain. Il faut alors peut-être penser aux apports culturels divers non comme à des couches additionnées les unes aux autres, mais à des parties formant un tout.

Pour notre part, il nous faut exprimer notre rejet du mot « acculturation », qui ne nous semble aucunement être adéquat lorsque l'on parle de la Caraïbe, et nous pensons même qu'il faille dire avec Derek Walcott « s'entendre dire qu'on n'est pas une ville ou une culture appelle cette réponse : je ne suis pas votre ville ou votre culture »[302] . En effet, si vue de loin, la Caraïbe peut n'être qu'une nébuleuse culturelle difficilement perceptible, elle peut –et doit sans doute– être pour les Caribéens, et malgré sa complexité, une possession propre. Ainsi pour nous, tout au contraire d'une annihilation ou d'une neutralisation culturelle, les rencontres et métissages ayant eu lieu dans la Caraïbe ont contribué à la construction d'une culture véritablement caribéenne, du fait que chaque culture y étant passée a été un apport réel :

> Alors que les colons « blancs » *européisaient* l'esprit et le corps des esclaves « noirs », ces derniers, à leur tour, faisaient tout pour *africaniser* la conscience et la sensibilité de leur maîtres. Loin de donner naissance à une « Europe américaine », continentale et

[301] Jacques Leenhardt, « Le multiculturalisme au Brésil et dans les Caraïbes : convergences et divergences », *in* Culture Sud, « Caraïbes : un monde à partager », Numéro 168, Paris, janvier-mars 2008, p. 294.

[302] Aline Lechaume, « Repenser la Caraïbe : constructions culturelles et identité territoriale », *in* Pierre Guillaume (éd.), *Identités Caraïbes*, Paris, Éditions du CTHS, 2001, p. 272.

> insulaire, ce double mouvement d'interfécondation déboucha vite sur des mutations d'identité : héritages européen et africain, soumis à un métabolisme américain, engendrèrent des modes de sentir, de rêver, d'agir, des modes d'être absolument originaux.[303]

Apparaît alors de façon très nette la naissance d'une culture, et non la mort des différentes cultures apportées sur le territoire caribéen. Il faut cependant préciser que le terme « acculturation » peut être défini de différentes façons. Si l'on définit l'acculturation comme une « mise en réseau constante » des cultures, « l'Histoire, c'est un nombre incalculable d'acculturations »[304].

On peut tout simplement envisager qu'il s'est agi d'un choc entre des cultures différentes, c'est-à-dire de la confusion de plusieurs cultures plutôt que d'une pénétration conduisant à l'acculturation, dans la mesure où il est indéniable que les populations vivant sur les territoires conquis par les Européens ont subi un tremblement de terre en perdant leur système de valeurs, et que l'on a tenté d'effacer leur culture afin de leur en imposer une autre. Cette confusion se reflète peut-être aujourd'hui dans la multiplicité culturelle observable dans la Caraïbe. On ne peut en tout cas parler de disparition totale de certaines cultures, puisque Fernando Ortiz[305] relevait dans son *Contrapunteo cubano del tabaco y el azúcar* :

> À Cuba, dire siboney, taíno, espagnol, juif, anglais, français, anglo-américain, noir, yucatèque, créole… ne revient pas à indiquer seulement les divers éléments constitutifs de la nation cubaine, chacun d'eux est également la dénomination historique et synthétique de chacune des économies et cultures qui se sont manifestées successivement ou simultanément à Cuba.[306]

En ce sens, la nation cubaine, tout comme les autres États caribéens, s'est forgée au fil du temps historique grâce à l'apport de différentes cultures, qui sont à leur tour le reflet de l'Histoire mais également de la progressive construction identitaire de l'Île.

Quant à la transculturation, on peut l'envisager dans le cas de Cuba comme « le fait d'avoir été imprégné par le legs linguistico-culturel hispanique »[307]. En effet, toujours pour Fernando Ortiz, la transculturation signifie finalement l'apparition d'une culture nouvelle :

---

[303] René Depestre, *Encore une mer à traverser*, Paris, La Table ronde, 2005, pp. 13-14.
[304] Constantin Von Barloewen, *Anthropologie de la mondialisation*, Paris, Éditions des Syrtes, 2003, p. 50.
[305] Ethnologue et anthropologue cubain.
[306] Jean Lamore, « Fernando Ortiz aux sources de la transculturation, et la génération des années trente à Cuba », *in* Christian Lerat (éd.), *Élites et intelligentsias dans le monde caraïbe*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 202.
[307] Sergio Valdés Bernal, « Transculturación e identidad lingüística en el Caribe hispánico », *in* Matthias Perl, Klaus Pörtl (éd.), *Identidad cultural y lingüística en Colombia, Venezuela y en el Caribe hispánico*, Tübingen, Niemeyer, 1999, p. 202.

« Transculturación significa interacción entre dos o más componentes culturales cuya finalidad inconsciente crea un tercer conjunto cultural –es decir, cultura– nuevo e independiente, aunque sus bases, sus raíces, descansen sobre los elementos precedentes »[308]. Cela conduit à dire que la culture hispanique ne s'est pas « déplacée » en Amérique Latine sans bouger d'un iota, mais qu'elle a au contraire subi des changements, des évolutions, et que les nuances qui lui ont été apportées ne signifient pas une mort culturelle, mais bien la création, la formation, le forgement d'une nouvelle culture.

La culture originaire d'Espagne –peut-être devrait-on déjà dire les cultures espagnoles apportées durant la colonisation–, tout en ayant eu un impact considérable sur la destinée culturelle de Cuba, n'a pas empêché l'éclosion d'une culture nouvelle, dont l'Île seule peut en conséquence se réclamer propriétaire. En effet, si les cultures originelles et additionnelles n'avaient pas survécu dans la Caraïbe, et si elles ne s'étaient pas en quelque sorte mélangées pour former une culture neuve, comment expliquer qu'une même métropole ait « produit » différentes cultures sur des territoires différents ? Comment expliquer que la culture cubaine ne soit pas la culture portoricaine, ni la culture dominicaine ?

D'ailleurs, on ne saurait trop rappeler que le terme « transculturation », que l'on emploie très souvent, fut « [inventé par] le savant cubain Fernando Ortiz, et cela dès l'année 1929 »[309], qui entendait substituer ce mot à celui d'acculturation[310] :

> Selon lui, l'histoire de Cuba est exemplaire à cet égard : chaque immigrant, déraciné de sa terre natale, a subi un double processus, d'abord de « déculturation » ou « ex-culturation », ensuite d' « acculturation », ou « inculturation », et en fin de compte, comme synthèse, un processus de « transculturation ». […] Après avoir passé en revue les diverses vagues d'apports culturels sur le sol cubain, Ortiz en arrive à la définition du mot : « Nous entendons que le vocable transculturation exprime mieux les différentes phases du processus de transition d'une culture à l'autre, car celui-ci ne consiste pas seulement à acquérir une culture distincte –ce qui est en toute rigueur ce qu'exprimait le mot américain d' « acculturation »–, mais que le processus implique aussi nécessairement la perte ou la déracinement d'une culture antérieure –déculturation–, et en outre signifie la création

[308] Clément Akassi Animan, « Le noir dans les marges du discours cubain sur l'hybridité », *in* Milagros Ezquerro (éd.), *L'hybride : cultures et littératures hispano-américaines*, Paris, Indigo & Côté femmes, 2005, p. 184.
[309] Jean Lamore, *op. cit.*, p. 201.
[310] Jean Lamore, *op. cit.*, p. 202.

> consécutive de nouveaux phénomènes culturels que l'on pourrait dénommer « néo-culturation ».[311]

Il est ainsi indéniable que les cultures arrivées sur le territoire caribéen ont subi des modifications voire des mutations profondes, mais également qu'une certaine part de ce qu'elles étaient s'est perdue. De la même manière, on ne peut dire qu'on n'a pas cherché à étouffer des pans entiers de cultures ; cela étant, cela ne signifie nullement qu'on ait dépossédé totalement la Caraïbe d'une culture qui lui est propre.

Malgré tout, les difficultés qu'éprouve la Caraïbe à se définir reflètent peut-être un problème d'« hétéroculture » plus que d'acculturation, si l'on en croit la définition suivante : « Nous appelons hétéroculture une culture métisse en porte-à-faux entre ses deux fondements, incapable de choisir entre les deux, et sensibilisée à sa condition par l'action incessante des *media* de masse »[312]. La confusion qui règne, produite par l'incessant questionnement sur les apports extérieurs et les éléments propres à la culture caribéenne, peut ainsi engendrer des dissensions conduisant à la rupture entre groupes identitaires, signifiant par là même l'impossibilité de tisser des liens culturels. De plus, le tiraillement ressenti entre les différentes cultures importées dans la Caraïbe peut conduire à la création cette fois non plus de groupes, mais de groupuscules identitaires s'affrontant sur le terrain de la culture. Il devient alors également impossible d'établir des relations culturelles lorsque l'enjeu est de s'imposer en tant que culture « vraie » au détriment des autres.

Comme nous l'avons déjà dit, les relations culturelles internes à la Caraïbe sont également dépendantes de multiples facteurs externes, et il est intéressant de noter combien les Caribéens contemporains pensent leurs relations en fonction de l'acceptation de l'Autre – peut-être afin de mieux s'accepter eux-mêmes, puisque la reconnaissance de l'Autre permet notamment une auto-valorisation indéniable– et, sans que l'on puisse y voir un paradoxe, de la défense de leur culture propre. De la sorte, nous pouvons citer Edmundo Desnoes, écrivain cubain, à propos du difficile équilibre entre contact et indépendance :

> El aislamiento […] sería la muerte. Vivimos en el mundo pero debemos hablar con voz propia. No rechazar nada, pero colocar las cosas en su lugar. No somos de ninguna manera enemigos de la

[311] *Ibid.*
[312] Jean Poirier, « Aliénation culturelle et hétéroculture », *in* Guy Michaud (éd.), *Identités collectives et relations inter-culturelles*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1978, p. 47.

> cultura europea y norteamericana, pero nuestros problemas son otros, nuestro mundo no es el mismo […].
> No podemos aceptar la colonización cultural, mucho más sutil que la económica […].[313]

On voit bien que les relations culturelles se forment dans un contexte particulier dans la Caraïbe et à Cuba, qui souhaite, tout en respectant les cultures du Monde, en les reconnaissant et même en les valorisant, conserver, étudier, défendre une culture propre. Pour ce faire, il est nécessaire qu'aucun pays, aucune culture de la zone ne cherche à englober voire engloutir les autres. De la sorte, les relations culturelles intracaribéennes doivent reposer sur une harmonie interne, mais également sur la vigilance quant aux intrusions éventuelles des cultures nord-américaine –et nous reviendrons plus bas sur ce point– ou européennes, qui ne sont pas le seul fait de la colonisation, et se poursuivent de nos jours de façon plus ou moins consciente et explicite. Quoi qu'il en soit, la colonisation a laissé un héritage à la zone, que celle-ci s'est réapproprié :

> Como política cultural, tampoco basta con afirmar que la nación es multicultural. Habría que aceptar, por una parte, que sí han surgido « culturas nacionales ». Aunque en todos los países de la región, los primeros dos siglos de coexistencia con los europeos fueron coloniales, en total hubo cinco siglos de convivencia, suficientes para crear hábitos de pensamiento, formas de reacción hacia otras culturas y naciones, costumbres y todo ese lenguaje invisible –hecho de acento, gesto y emoción– del que sólo somos conscientes cuando encontramos a un compatriota en un país extranjero.[314]

Cet héritage, bien qu'en partie commun, se reflète encore actuellement dans les représentations de l'Autre ayant cours dans la Caraïbe.

b- *Les stéréotypes, les préjugés et la méconnaissance*

Soulignons ce que l'on pourrait appeler l'inexpérience de l'Autre et « l'auto-méconnaissance » des populations caribéennes, qui parviennent difficilement à se définir, et en conséquence à se positionner les unes quant aux autres. L'image que l'on a imposée à la zone est ainsi truffée de clichés, y compris en ce qui concerne sa culture : « De hecho, fuera de unos pocos especialistas, el panorama que se tiene del Caribe apenas rebasa lo que

[313] Claire Pailler-Staub (éd.), *El castrismo*, Paris, Masson et Compagnie, 1970, p. 81.
[314] Lourdes Arizpe, *Culturas en movimiento : interactividad cultural y procesos globales*, Mexico, M.A. Porrúa, 2006, p. 232.

se ha propagado de sus encantos turísticos, su geografía atormentada, su rica cultura, la belleza de su gente, los insondables misterios del Triángulo de las Bermudas »[315].

En outre, si les européens pensent que le Caribéen « se reconnaît à ses mimiques, son rire facile et son caractère extroverti »[316], les Caribéens eux-mêmes tendent à nourrir des préjugés contre leurs voisins. C'est une évidence de dire qu'il existe un certain nombre de stéréotypes alimentés par la méconnaissance dans la Caraïbe :

> Un des aspects les plus déplorables de l'histoire de la Caraïbe est la manière dont les peuples de cette région ont existé le dos tourné les uns aux autres. C'est seulement récemment qu'ils ont commencé à se connaître. Les Antillais de toutes langues sont coupables d'avoir cultivé des stéréotypes faux les uns vis-à-vis des autres bien qu'ils aient une culture et une histoire liées.[317]

Ici, c'est bien la culpabilité des Caribéens qui est mise an avant. Effectivement, il semble que si les différents phénomènes liés à la transposition et la tentative d'annihilation de cultures dans la zone soit le fait des Européens, d'aucuns estiment que les habitants de la zone ont à présent leur destin en main, et surtout le devoir de sortir de leur condition de victimes en s'ouvrant les uns aux autres.

En tout état de cause, le legs historique qui mène aux préjugés et à une vision stéréotypée des pays voisins, associé à la fragmentation de la zone, alimente encore aujourd'hui le brouillard de la communication, et donc des échanges dans la Caraïbe, où l'on a semble-t-il effectivement préféré se concentrer sur les différences plutôt que sur les similitudes, notamment culturelles[318] :

> Comme le rappelle judicieusement Wolton, « il n'y a jamais de communication en soi, elle est toujours liée à un modèle culturel, c'est-à-dire à une représentation de l'autre, puisque communiquer consiste à diffuser, mais aussi à interagir avec un individu ou une collectivité. L'acte banal de communication condense en réalité

---

[315] Gérard Pierre-Charles, *El Caribe a la hora de Cuba*, La Havane, Ediciones Casa de las Américas, 1981, p. 11.

[316] Ulrich Fleischmann, « Naciones » africanas en América : mestizaje de un concepto », *in* Matthias Perl, Klaus Pörtl (éd.), *Identidad cultural y lingüística en Colombia, Venezuela y en el Caribe hispánico*, Tübingen, Niemeyer, 1999, p. 187.

[317] Ramón Mansoor, « Des stratégies pour confronter les dimensions changeantes des relations intrarégionales et extrarégionales dans la Caraïbe », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 167.

[318] Gert Oostindie, « Introduction : ethnicity, as ever ? », *in* Gert Oostindie (éd), *Ethnicity in the Caribbean : essays in honor of Harry Hoetink*, Londres, Macmillan Caribbean, 1996, p. 7.

> l'histoire d'une culture et d'une société ». Dans cette logique, les sociétés métissées comme celles qui coexistent –ou cohabitent– dans la Caraïbe se présentent comme de véritable laboratoires de la complexité de l'acte de communiquer.

Apparaît nettement la difficulté de communication vraisemblablement inhérente aux pays caribéens, ayant vécu une Histoire aux larges traits communs, mais sans avoir pu prendre conscience de leur communion, ou du moins de leur convergence identitaire. Les groupes identitaires semblent alors séparés par des « trajectoires historiques », des « traditions culturelles différentes », mais aussi des stéréotypes étroitement mêlés à des vérités –qu'on ne saurait plus différencier– quant à leurs voisins[319].

C'est ce substrat de préjugés qui a empêché la mise en place de systèmes de coopération « entre et dans les différentes sous-régions » [320] qui composent la Caraïbe, et a contribué dans un cercle vicieux à entretenir la méconnaissance entre pays caribéens. Néanmoins, la simple volonté de communiquer constitue un acte révélateur, puisqu'il montre l'envie d'aller vers l'Autre, d'échanger, de dialoguer, et donc de partager. Ce partage, vital à tout homme, s'avère peut-être plus urgent encore dans la Caraïbe, qui, à travers les tentatives de dialogue et une découverte de soi « récente », montre une volonté réflexive quant à son identité.

Il faut encore souligner que la fragmentation de la zone caribéenne n'est pas seulement linguistique ou géographique. Elle est aussi constituée d'une dichotomie entre « blancs » et « non blancs »[321], qui divise profondément les sociétés composant la Caraïbe. Il semble que les cultures « blanches » s'opposent constamment aux cultures « non blanches ». Ceci provoque bien évidemment des tensions et, à nouveau, un manque de communication qui empêche l'éclosion de relations culturelles stables et productives.

En outre, la perception que l'on peut avoir de l'autre, lorsqu'elle s'avère négative, peut conduire à un réel mépris pour sa culture. Les préjugés peuvent même conduire à une opposition étouffant dans l'oeuf toute tentative de dialogue : « Históricamente, las relaciones del Caribe angloparlante y América latina se han caracterizado por

---

[319] *Ibid*.

[320] Francine Jácome, « Identidades nacionales y cooperación en la región del Caribe », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 243.

[321] Jorge Giovannetti, « El legado de Harry Hoetink : relaciones raciales y estudios caribeños », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 17, 2004, p. 218.

antagonismos resultados de las percepciones que tiene cada grupo del otro »[322]. Il semble en effet que l'Amérique latine dans son semble considère la Caraïbe anglophone comme un satellite de la Grande-Bretagne[323], largement à la solde des États-Unis, et qu'elle tende en conséquence à envisager ses relations avec cette aire caribéenne avec méfiance.

En retour, les pays anglophones de la Caraïbe semblent appréhender le reste du sous-continent latino-américain avec « indifférence », désintérêt peut-être dû au fait qu'ils le considèrent comme culturellement différent[324]. On voit alors surgir le danger découlant des préjugés et de la méconnaissance, puisque l'indifférence n'est pas réellement un terreau favorable aux échanges culturels, et qu'elle ne fait qu'augmenter le fossé et la division culturelle entre les peuples.

Si les Caribéens réfléchissent à leur identité, il n'en reste pas moins qu'une méconnaissance ahurissante de l'Autre, du voisin si proche et pourtant si lointain, empêche pour une large partie les échanges. Cette méconnaissance passe par un système éducatif biaisé :

> A cet égard, l'écrivain trinidadien et récipiendaire du Prix Nobel, V. S. Naipaul, raconte que quand il étudiait la géographie à l'école secondaire dans les années quarante et qu'il utilisait les cartes officielles fournies par le système d'éducation britannique, le Venezuela était une péninsule mystérieuse dans le coin gauche supérieur de la carte. Le Venezuela ne s'expliquait jamais. Néanmoins, les étudiants trinidadiens connaissaient mieux la Guyane Britannique qui géographiquement était située plus loin.[325]

De la sorte, on note que l'Histoire enseignée à des générations d'élèves caribéens était finalement une histoire biaisée, « mutilée »[326], et largement orientée vers les anciennes métropoles. Ainsi, une rénovation du système scolaire, qui traduirait une rénovation du système de pensée, doit être envisagée, afin de ne plus conditionner les Caribéens à penser leur région comme à une région distante ou mineure, qu'il n'est pas nécessaire d'étudier et qui doit s'effacer au profit d'espaces plus lointains, ou présentés comme plus importants, car plus liés historiquement, politiquement ou même culturellement.

---

[322] Gerardo González Núñez, « El Caribe en la política exterior de Cuba », *in* Jorge Rodríguez Beruff, *Cuba en crisis : perspectivas económicas y políticas*, San Juan, Editorial de la Universidad de Puerto Rico, 1995, p. 181.
[323] Gerardo González Núñez, *op. cit.*, pp. 181-182.
[324] Gerardo González Núñez, *op. cit.*, p. 182.
[325] Ramón Mansoor, *op. cit.*, p. 168.
[326] Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, p. 20.

Et cela n'est pas uniquement « la très grande faute » des pays avoisinant Cuba, comme le reconnaît Milagros Martínez, professeur à l'Université de La Havane, puisque cette dernière soulève la négligence de son pays –et peut-être le peu d'intérêt que semblait représenter la Caraïbe pour l'Île– durant les premières décennies de la Révolution : « En los años 1970, el conocimiento de la zona era insuficiente y Cuba no aprovechó al máximo las posibilidades ofertas por el Caribe »[327]. Les pays caribéens sont donc égaux dans leur responsabilité face à la méconnaissance régnant dans la zone.

Malgré tout, Cuba reste encore et toujours un pays hors norme de la Caraïbe, puisqu'elle est l'un des pays les plus marqués par les stéréotypes dans la vision qu'en ont ses voisins. Ces préjugés, qui ne sont pas raciaux mais sociaux, ne sont pas le fait de la colonisation, mais sont apparus suite à la victoire des troupes révolutionnaires. Une enquête fort significative à ce propos a été menée, et ses résultats trahissent non seulement le manque d'informations en possession des Guadeloupéens concernant Cuba (et, loin de stigmatiser les Guadeloupéens, nous précisons que leurs réponses semblent refléter un état de fait commun à tous les pays de l'espace caribéen), mais aussi la peur qu'inspire « l'Île du Docteur Castro », pour reprendre le titre d'un ouvrage[328].

Ainsi, à la question « Aimeriez-vous vivre à Cuba ? Si oui, pourquoi, si non, pourquoi ? », 67% d'élèves de 15 ans ont répondu non, principalement à cause de « la dureté du régime ». « Pourtant, ils n'y sont jamais allés »[329], comme le note l'auteur du questionnaire. Quant au fait d'avoir déjà rencontré un Cubain, 78% précisent que cela ne leur est jamais arrivé, « sauf dans le cadre de manifestations sportives (10%) », et seulement 5 élèves sur 150 ont, parmi leurs connaissances personnelles, au moins un Cubain[330]. L'on peut en déduire que la peur qu'inspire Cuba ne semble distillée que par des moyens de communication techniques, et non par le facteur humain, ou en d'autres termes que ce sont bien les moyens matériels qui font défaut à la Caraïbe dans son apprentissage d'elle-même. Si faute il y a, elle incombe sans doute aux pouvoirs publics qui ne semblent

---

[327] Intervention de Milagros Martínez, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris).

[328] Corinne Cumerlato, Denis Rousseau, *L'île du Docteur Castro, La transition confisquée*, Paris, Stock, 2000.

[329] Gislhaine Tassius, « Enquête sur l'image de Cuba à travers la population scolaire de Guadeloupe », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 179.

[330] *Ibid*.

pas être en mesure d'offrir aux populations des vecteurs de communication créés par et pour les Caribéens. À ce sujet, il faut encore noter la diffusion massive dans la Caraïbe d'informations provenant de zones étrangères :

> In the Bahamas (Grand Bahama) there is 100 per cent foreign domination of television. There is no local television. In Antigua/Barbuda the ABS-Television is government-owned. There is 60 per cent Americans programming and 40 per cent local, most of which are government information programmes. There is also privately owned cable television but this offers 100 per cent American programming 24 hours a day with 12 channels for viewing. […] In Trinidad, TTT has 20 per cent local programming 24 hours per day. The rest is foreign. In Dominica, cable television reaches 5000 people 88 hours per week with 100 per cent foreign programming. The Dominican government insisted on one hour a day on all eight channels but lack of staff (and funds) prevent the time being utilized at the moment. Guyana in its (questionable) wisdom has no television. But television sets and satellite dishes receiving channels from the US abound. Jamaica has a government-owned station (JBC) which is technically up for divestment and the intention is to encourage local material for use by the station. But the foreign input outweighs the local though there are real efforts made to increase the latter –from commercials through videos introducing pop songs, to documentaries and local drama.[331]

Les sources d'informations contribuent donc à faire de la Caraïbe un espace mineur, sans grand intérêt, et tout est présenté comme si les événements pouvant s'y dérouler n'avaient aucune conséquence. Ces sources mettent largement en avant les zones extérieures à la Caraïbe, et contribuent à cloisonner l'aire en ne diffusant qu'une partie des informations. Chaque source se concentre sur des zones spécifiques, et limite dès lors la connaissance que la Caraïbe peut avoir d'elle-même.

Les moyens de communication dans la région, en plus d'être lacunaires, favorisent la diffusion de certaines informations, d'une certaine culture, au détriment des autres : « A la vez, esto ha contribuido al insularismo y aislamiento de cada uno de los países e incluso al hecho de que se esté mucho más informado sobre lo sucedido en Estados Unidos o en Europa que en la realidad de los países vecinos »[332]. On voit encore pointer la prédominance des puissances économiques, qui semblent étouffer les informations de la zone. De la sorte, on doit dire que cette orientation ne conduit pas seulement à la

[331] Rex Nettleford, « Threats to national and cultural identities », *in* Anthony Bryan, Edward Greene, Timothy Shaw, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, p. 246.
[332] Francine Jácome, *op. cit.*, p. 246.

méconnaissance, puisqu'elle peut contribuer à créer des sous-cultures au regard de cultures prétendument plus avancées :

> Ideology transcends language admittedly, but the region's lack of Russian language could well be considered as a blessing for those who see communism as the devil incarnate. Meanwhile newspapers, books, radio and television originating in the US are all easily accessible to both the schooled and unschooled. Some people predict a progressive « Americanization » of the entire region in things of the most fundamental importance to the life and being of its inhabitants.[333]

En somme, tout en détournant la Caraïbe d'elle-même, certains moyens de communication contribuent à diviser la zone, en lui imposant une vision du monde fragmentée, et en exacerbant les tensions. Cela fut particulièrement vrai durant la Guerre froide, mais l'hostilité vis-à-vis du système politique cubain ne s'est pas évanouie avec le camp socialiste. Les informations –et la manière dont elles sont diffusées– augmentent encore le fossé culturel entre l'Île et ses voisins, du fait même qu'elles soient finalement importées, et non transmises par des canaux proprement caribéens.

Les stéréotypes sont en partie le fruit du passé, mais il est particulièrement intéressant d'observer que ces derniers sont toujours diffusés actuellement, et encore une fois principalement par la voie de moyens technologiques modernes :

> Advertisements on television still tend to use a certain type of Caribbean person to despite perfection in the marketing of a product. That person is frequently and phenotypically far removed from the coast of Guinea. Racial bliss will, of course, come only when the last vestigial trace of discrimination of this type (however subtly concealed) is removed from Caribbean personal inter-relations.[334]

Les stéréotypes se sont transformés en sorte de vérités dans l'inconscient collectif, et l'on s'attend presque à voir apparaître des personnages « typiques » sur les écrans caribéens durant les plages publicitaires, puisque ces derniers se sont convertis en argument de vente, ou pour le dire différemment, puisqu'on a fait d'eux des modèles comportemental, physique et culturel de la région. De cette façon, des catégories de population sont stéréotypées par des moyens de transmission d'une certaine culture, et il faut souligner les

[333] Rex Nettleford, *op. cit.*, p. 244.
[334] Rex Nettleford, *op. cit.*, p. 251.

« projection et impact qu'acquièrent dans toute la région les stéréotypes ethno raciaux sur les Noirs et les hispaniques, diffusés par les séries nord-américaines »[335].

Par ailleurs, de nombreux périodiques accessibles dans la région caribéenne viennent des États-Unis –et l'on est en droit de se demander si les stéréotypes diffusés par les séries télévisées états-uniennes ne se retrouvent pas dans leurs journaux. Ces publications sont d'ailleurs bien souvent détenues par les classes dirigeantes, à l'instar du *Daily Gleaner*, ou encore des titres *Advocate*, *Nation*, *The Guardian*, *Express*, *Evening News*[336], contribuant encore à ne diffuser qu'une vision partielle et peut-être arbitraire des faits. L'une des possibilités restantes de transmettre des informations est alors la radio[337] :

> The radio in an oral tradition of information transmission, is very accessible –thanks to the advent of the transistor. It may well be the one, of all media, serving the mass of the population best, and possibly one of the greatest hopes for Caribbean identity. According to the 1980 censuses for the CARICOM states, one in three persons is said to own a radio receiver.[338]

Tout dépend alors bien évidemment de ce que l'on diffuse, mais il faut admettre que la région peut transformer la facile accessibilité de l'information par la radio en atout, si elle décide d'investir dans des programmes axés sur elle-même. En outre, la radio semble être le moyen de diffusion de l'information le plus « influent » et le plus « respecté » à Cuba[339], et cela depuis de nombreuses années, du fait de la qualité des programmes et de la reconnaissance de ce secteur comme partie intégrante de la culture.

L'on pourrait s'étonner de cette absence de connaissance conduisant à une vision stéréotypée de l'Autre, et il faut à nouveau mettre l'accent sur le rôle de la colonisation dans les « barrières mentales » construites par les Caribéens quant à leurs voisins :

> […] lo que más ha tendido a desunirnos ha sido la herencia de los conflictos coloniales irresolutos y la desconfianza mutua que nos legaron nuestros colonizadores. […] Diferencias lingüísticas, institucionales, de raza y cultura y de tradiciones intelectuales que nos legaron generosamente nuestros colonizadores han

---

335 Andrés Serbín, « Cultura y tensión regional en el Caribe », *in* Francine Jácome (éd.), *Diversidad cultural y tensión regional : América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad, 1993, p. 16. Notre traduction.

336 Rex Nettleford, *op. cit.*, p. 246.

337 Ilse Bulit, María de la Caridad Duranza, Luis Sexto, Giselle Vázquez Gil, Rafael Hernández, « La radio como espacio de debate », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 84.

338 Rex Nettleford, *op. cit.*, p. 247.

339 Ilse Bulit, María de la Caridad Duranza, Luis Sexto, Giselle Vázquez Gil, Rafael Hernández, *op. cit.*, pp. 85-86.

> impregnado nuestra propia visión de nuestros vecinos y han contribuido a que los focos de tensión existentes se magnifiquen y agiganten convirtiéndose en sombrías amenazas.[340]

Ainsi, la période d'indépendance n'a pas résolu les problèmes de « chocs des cultures » liés à la colonisation. Elle n'a fait qu'abandonner les États fraîchement nés à ces questions, et ces derniers ne semblent avoir voulu ou pu les régler. Cette même période a en outre pu conduire à exacerber les peurs et préjugés, comme on peut l'observer dans le cas de Cuba vis-à-vis d'Haïti –la méfiance[341] de l'Île quant à son voisin, malgré les riches échanges entre les deux pays, semblant être une constante dans l'histoire des deux Nations. Le chaos régnant à Haïti et la révolte des esclaves Noirs contre les maîtres Blancs[342] a effectivement conduit Cuba à se replier sur elle-même, au point qu'elle tenta par tous les moyens d'empêcher la contagion révolutionnaire ou le « péril noir »[343], craignant une contagion venue du voisin[344], crainte qui s'est peu à peu muée en un rejet institutionnel et a conduit les deux pays à vivre l'un à côté de l'autre sans communiquer durant un certain temps – même si le pays de Dessalines s'est par la suite mué en un partenaire privilégié de Cuba en ce qui concerne les relations culturelles.

Effectivement, les préjugés observables dans la Caraïbe ne sont pas uniquement focalisés sur les comportements et modes de vie supposés ou avérés des pays voisins, mais portent aussi sur la question de « race ». De la sorte, certains pays tels le Surinam, Trinité et Tobago ou encore le Guyana sont toujours déchirés en leur sein par des conflits raciaux[345] hérités des divisions sociales profondes induites par la colonisation, et l'on comprend qu'il soit difficile à ces États d'aller vers leurs voisins, lorsque les préjugés –voire le racisme– ont largement cours chez eux.

---

[340] Andrés Serbín, « La paz en el Caribe : ¿ Una utopía posible ? », *in* Michel Martin, Alain Yacou (éd.), *Études Caraïbéennes : société et politique, actes du XIIIe Congrès de l'Association des études de la Caraïbe*, Toulouse, Presses de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse, 1991, pp. 349-350.

[341] María Elena Orozco, Jean Lamore, « Image et représentations de Saint-Domingue/Haïti dans les mentalités des habitants de l'Orient cubain », *in* Sylvie Bouffartigue, Christiane Chaulet Achour, Dominique Fattier, Françoise Moulin Civil (éd.), *Présences haïtiennes*, Cergy-Pontoise, Centre de Recherches Textes et francophonies – Centre de Recherches sur les Civilisations et Identités Culturelles des Sociétés Européennes et Occidentales (éditeur scientifique) / Université de Cergy-Pontoise, Paris, Les Belles lettres, 2006, p. 127.

[342] 1791-1804.

[343] María Elena Orozco, Jean Lamore, *op. cit.*, p. 128.

[344] Anthony P. Maingot, « Haiti and the terrified consciousness of the Caribbean », *in* Gert Oostindie (éd), *Ethnicity in the Caribbean : essays in honor of Harry Hoetink*, Londres, Macmillan Caribbean, 1996, p. 65 et suivantes.

[345] Francine Jácome, *op. cit.*, p. 244.

Par ailleurs, une autre enquête, menée en 1995 cette fois par les anthropologues de la Fuente et Glasco, à Santiago de Cuba et La Havane, illustre parfaitement notre propos, puisqu'elle « montre que 58% des blancs considèrent que les noirs sont moins intelligents, 69% que les noirs n'ont pas les mêmes valeurs et les mêmes décences que les blancs, et 68% d'entre eux s'opposent aux mariages interraciaux »[346]. Y compris sur l'Île, la couleur de peau semble déterminer les liens d'abord sociaux, puis culturels des populations, entravant lourdement et durablement l'établissement de relations culturelles réelles.

La position officielle cubaine sur ce sujet est très claire : Fidel Castro, dans son discours du 22 mars 1959, condamnait déjà publiquement le racisme, et abolissait dans la Seconde déclaration de La Havane les discriminations sexuelles et raciales[347]. Ce travail de réintégration de tous les Cubains à la société cubaine en tant que membres de plein droit peut avoir eu des conséquences sur les relations cubano-caribéennes, mais il n'en reste pas moins que le racisme existe à Cuba.

Le fort pourcentage de population noire, à Cuba ou dans d'autres pays de la Caraïbe, n'a d'ailleurs pas contribué à une meilleure connaissance interethnique : « Within Caribbean territories themselves, Black majorities are still required to function as cultural minorities »[348]. La colonisation est donc encore au cœur de nombreux problèmes vécus par la Caraïbe, et la relation entre ce fait historique et la méconnaissance entre États caribéens a de nombreuses fois été soulignée, notamment dans les divergences qui y sont observables de nos jours :

> -Des différences linguistiques et des traditions culturelles et intellectuelles distinctes.
>
> -Des systèmes de stratification sociale et raciale, et des identités ethniques et raciales qui ont émergé comme des phénomènes distincts à partir de matrices coloniales différentes. Dans la Caraïbe hispanophone, la stratification sociale a été faite sur la base du caractère métissé de la population. Dans la Caraïbe anglophone, les Afro-antillais ont pu projeter l'image de la Caraïbe comme une région africaine. C'est à cause de deux raisons : a) le pouvoir politique tenu par les Afro-antillais dès l'époque de l'indépendance (les années soixante), et b) la lutte des intellectuels Afro-antillais pour recouvrer leur identité culturelle et raciale. On voit cette lutte dans les efforts des grands penseurs comme, par

[346] Clément Akassi Animan, « Le noir dans les marges du discours cubain sur l'hybridité », *in* Milagros Ezquerro (éd.), *L'hybride : cultures et littératures hispano-américaines*, Paris, Indigo & Côté femmes, 2005, p. 187.
[347] Clément Akassi Animan, *op. cit.*, p. 186.
[348] Rex Nettleford, *op. cit.*, p. 253.

> exemple, Nicolás Guillén, Aimé Césaire, Marcus Garvey et Edward Kamau Brathwaite, entre autres.
>
> -Des systèmes différents de culture politique consolidés dans des moments différents de l'histoire […]. [349]

Bien évidemment, l'Autre n'est pas tout : « No es sólo el « otro », bien o mal visto, quien nos define y quien precisa el cauce de nuestros deseos »[350]. Cependant, nous avons vu combien les stéréotypes marqués et marquants à propos de « l'Autre » peuvent être problématiques dans la construction de relations, et l'on doit dire que ce même « Autre » influe sur la perception que nous avons de nous-mêmes.

Les Caribéens et les Cubains n'échappent pas à la règle, et se définissent en contraire en partie (mais « pas seulement ») par rapport et même parfois contre l'Autre. Malgré tout, la connaissance, reconnaissance et construction des identités dans la Caraïbe ne doit sûrement pas être conçue sur la simple opposition autochtone/allochtone, mais doit plutôt être envisagée sous le prisme de la diversité. En effet, le danger est d'opposer les cultures, lorsque celles-ci, bien que différentes, sont par-dessus tout complémentaires, et « interdépendantes »[351]. Envisager la culture de l'Autre autrement que comme une pièce d'un puzzle formant la culture régionale conduirait ainsi à s'enliser dans des préjugés ne pouvant être que néfastes à une coopération culturelle.

Il faut bien aller jusqu'à parler de racisme, bien qu'en précisant que ce rejet conduisant à la haine de l'Autre ne s'applique précisément qu'aux voisins caribéens. C'est du moins ce que paraît traduire le fait que « les migrations internationales sont acceptées, intégrées dans les consciences collectives : on peut vivre, travailler dans les mégalopoles des pays riches ; le voisin proche, parlant la même langue, semble plus redoutable. De fait, le repliement est la règle »[352]. Le fait d'avoir construit des schémas mentaux et sociétaux, reproduits de génération en génération, laissant à penser ou affirmant que le danger vient de la proximité conduit donc à une situation qui interpelle, puisque l'on accorde plus de confiance, ou en tout cas plus de crédit aux sociétés anciennement coloniales qu'aux voisins ayant souffert la colonisation du même côté que soi, c'est-à-dire du côté des colonisés.

---

[349] Ramón Mansoor, *op. cit.*, p. 168, citant les travaux Andrés Serbín.
[350] Andrés Serbín, *op. cit.*, p. 344.
[351] Francine Jácome, *op. cit.*, p. 243.
[352] Lucien-René Abénon, Danielle Bégot, Monique Bégot, *op. cit.*, p. 115.

Ce repli sur soi peut aussi être expliqué précisément par les phénomènes migratoires. Les immigrants jamaïcains et haïtiens vers Cuba de la fin du XIXe siècle et du début du XXe ont ainsi été victimes de xénophobie, puisqu'on les rendait coupables du chômage ambiant[353]. Cuba et Saint-Domingue[354], rappelons-le, sont d'ailleurs devenues les terres d'asile « traditionnelles » des Haïtiens : « El sabio Fernando Ortiz llamaba « ajiaco » a la integración étnica de la nación cubana. En esta singular mezcla, la migración intracaribeña ocupa un lugar destacado y, formando parte de esta última, la de procedencia haitiana es de las más numerosas »[355].

Certaines images peuvent s'être imprimées dans l'inconscient collectif pour donner lieu à une haine ou un mépris du nouvel arrivant, coupant court à toute démarche d'établissement de relations, alors même que le terrain était favorable à des échanges féconds :

> La evolución histórica de la identidad diaspórica encuentra en el Caribe, por antonomasia, terreno propicio para el desarrollo de un contexto analítico acerca de la identidad que engendra la diáspora. En Cuba, al igual que en el resto del Caribe insular, el concepto de identidad ha sido fecundado por europeos, asiáticos, árabes y descendientes de africanos. La diferencia de una isla a otra gravita en torno a la proporción en que esté presente cada uno de esos componentes. Una de las complicaciones más significativas para la comprensión de la identidad diaspórica es la esquematización que de ella ha hecho el imaginario represivo del pensamiento racista.[356]

Si nous avons vu plus haut que les migrations peuvent être un atout indéniable au moment d'établir des liens culturels, il faut à présent admettre qu'elles peuvent aussi, du fait de s'être imprimées dans l'imaginaire collectif comme nocives pour l'économie et la culture, devenir une entrave dès lors qu'elles sont perçues comme des dangers pour l'identité. Le racisme conduisant à voir ces migrations comme des souillures sur la culture nationale peut alors interdire toute forme de relation culturelle.

En outre, la persistance d'une « leyenda negra » entre les peuples, parfois entretenue par les gouvernements en place, ne peut qu'être défavorable à la mise en place de relations culturelles profondes et stables dans une région empreinte de métissage :

---

[353] Marifeli Pérez-Stable, *La Revolución cubana : orígenes, desarrollo y legado*, Madrid, Colibrí, 1998, p. 76.

[354] Max Bélaise, « Haïti : quel(s) fondement(s) démocratique(s), pour quel développement ? », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 159.

[355] Raimundo Gómez Navia, « Revolución en Haití y éxodo a Cuba », *in* Graciela Chailloux Laffita (éd.), *De dónde son los cubanos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, p. 7.

[356] Graciela Chailloux Laffita, « ¿ De dónde son los Cubanos ? », *in* Graciela Chailloux Laffita (éd.), *De dónde son los cubanos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, p. 3.

> Estas profundas tensiones de raíz histórica sólo pueden ser superadas a través de políticas y relaciones culturales que llamen a una identidad de intereses en un mundo crecientemente cambiante y amenazador para la región. Sin embargo, ello requiere de una clara diferenciación entre lo que son las acciones e iniciativas de la diplomacia cultural promovidas por las élites políticas y económicas y lo que implican las relaciones culturales de mayor aliento […].[357]

Pour résumer, nous avons vu que le passé peut engendrer une cruelle méconnaissance de l'Autre dans l'actualité, et étouffer les liens culturels. Nous considérons pour notre part que le problème devrait être pris à l'envers, que l'une des solutions consiste à aller vers l'Autre –et les relations culturelles peuvent être un excellent moyen d'y parvenir– pour le comprendre, et non de s'engluer dans des préjugés de toutes sortes, bien que l'énoncer de la sorte apparaisse comme utopique :

> En la actualidad, cuando diferentes investigadores plantean que la hibridación o mestizaje (también conocido en Europa con el nombre de *creolización*), debe ser el contenido cultural fundamental de una sociedad compleja, tolerar y cultivar la articulación de la diversidad puede constituir una propuesta imprescindible.[358]

Pour que ce mouvement de connaissance et de reconnaissance de l'Autre ait réellement lieu, il faudrait que la Caraïbe se dote d'une infrastructure et d'un réseau de communication permettant aux hommes mais également aux idées de circuler.

2- Les moyens, réseaux de communication et infrastructures

Effectivement, pour que les barrières entre Caribéens tombent, il faudrait que ces derniers montrent une réelle volonté d'aller vers l'Autre, mais aussi qu'ils jouissent de moyens techniques et technologiques capables de supporter des échanges culturels dans la durée. Cela est vrai si l'on veut que la Caraïbe implante de réelles relations culturelles, mais est également obligatoire si l'on souhaite que la zone soit en harmonie avec son époque :

> Hoy estamos inmersos en una interactividad cultural propiciada por los medios de comunicación masiva, los audiovisuales e Internet, sin precedentes en la historia. Hoy, la cuestión ya no es cómo deslindarse del vecino cultural, sino cómo construir las

[357] Andrés Serbín, « Cultura y tensión regional en el Caribe », *in* Francine Jácome (éd.), *Diversidad cultural y tensión regional : América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad, 1993, p. 14.

[358] Felipe Chibás Ortiz, *Creatividad y cultura. Incógnitas y respuestas*, La Havane, Editorial Pueblo y Educación, 2001, p. 112.

> estructuras de seguridad, cooperación, competencia y felicidad a partir de la multiplicidad de códigos y situaciones con los que vamos a vivir de aquí en adelante.[359]

Il ne s'agit donc plus de se démarquer les uns des autres, mais au contraire d'entrer pleinement dans une interaction qu'impose le monde actuel. Les moyens de communication peuvent être un frein ou un atout, ou à tout le moins le départ d'une réflexion quant aux nouveautés qu'ils induisent dans les relations culturelles. Parmi elles, on trouve le lien entre culture et communication :

> La Commission internationale de l'UNESCO pour l'étude des problèmes de la communication indique dans son Rapport provisoire que le droit à la culture est indissociable du droit à la communication, et que « la communication dans son ensemble est devenue un des principaux instruments du développement culturel »[360].

Pour que la communication se développe et que la culture permette l'essor d'un progrès réel dans la Caraïbe, il faut donc que des moyens conséquents soient mis en place. Si nous avons déjà évoqué certaines difficultés inhérentes à la Caraïbe dans ce domaine précis de la communication, il nous faut à présent nous intéresser de plus près aux infrastructures préexistantes dans la Caraïbe et à Cuba, ainsi qu'aux éventuels projets liés à l'amélioration des canaux de transmission de l'information et du savoir.

a- *Dans la Caraïbe*

Outre les facteurs purement politiques, d'autres facteurs plus matériels ont donc un impact sur l'établissement des relations culturelles, particulièrement dans la Caraïbe. Il nous faut aborder l'épineux problème des infrastructures régionales, qui peuvent se révéler être des chances ou tout au contraire de lourds obstacles à l'établissement de relations culturelles stables et pérennes. Et il n'est pas inopportun de dire que, jusqu'à présent, ces infrastructures ont joué en défaveur de la communication :

> La insuficiente comunicación entre los pueblos del Caribe […] se desglosa en las barreras derivadas de las diferencias lingüísticas, la orientación o insuficiente infraestructura de transporte y de

[359] Lourdes Arizpe, *Culturas en movimiento : interactividad cultural y procesos globales*, Mexico, M.A. Porrúa, 2006, p. 68.

[360] (s.a), *Discours d'ouverture prononcé par le camarade Armando Hart Dávalos, Ministre de la Culture de la République de Cuba, lors de la Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de Notre Amérique*, La Havane, s.n, 1981, p. 6.

> acciones concretas para propiciar el conocimiento mutuo y el intercambio cultural[361].

Nous pouvons tout d'abord dire que les réseaux et moyens de communication sont bien évidemment nécessaires afin de laisser libre cours aux différents flux de culture, et l'on constate un regain d'intérêt pour ce point actuellement : « Les moyens actuels de communication, en favorisant la mise en relation des arts, des créations, des activités intellectuelles, assurent la chance du bassin »[362]. Il semble que la Caraïbe ait récemment pris conscience de cette « chance » que lui offraient les relations culturelles, et que l'on s'attache de plus en plus dans la région à contribuer à leur essor.

Cependant, si l'on semble accorder de plus en plus d'importance à cet aspect, les crédits dévolus jusqu'ici à la création d'infrastructures permettant les allées et venues des hommes ainsi que de leurs cultures ne l'ont précisément pas été dans le but de dynamiser la culture :

> De nombreuses autorités portuaires mettent donc tout en œuvre pour accueillir les services logistiques innovants. Les ports de l'espace maritime caribéen ne sont pas en reste. L'engouement est tel dans le bassin caribéen que même les autorités portuaires cubaines élaborent une stratégie de développement de prestations de services à forte valeur ajoutée afin que le site de La Havane ait le statut de plate-forme logistique dans la région.[363]

Une fois encore, l'on voit que la culture est souvent reléguée au second plan, et n'apparaît que comme une option éventuelle à d'autres relations, plus « terre-à-terre », et fondées principalement sur le profit économique. En quelques mots, le développement actuel des infrastructures et réseaux de communication caribéens est avant toute chose sous-tendu par un intérêt économique.

Il est néanmoins important de s'attarder sur les moyens techniques permettant aux relations de s'établir, non pas uniquement par voie diplomatique ou politique, mais aussi entre les peuples. Effectivement, les ressources permettant les échanges et le brassage des populations contribuent activement, bien qu'involontairement, aux échanges culturels.

Ainsi, l'on peut considérer le transport aérien de la façon suivante : « Le rôle de l'aviation ne se limite pas à une simple fonction de transport. C'est aussi un moyen de

---

[361] Osvaldo Barrios Montes, « Para pensar el Caribe desde Cuba », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 18, 2004, p. 175.

[362] Lucien-René Abénon, Danielle Bégot, Monique Bégot, *op. cit.*, p. 112.

[363] Éric Lambourdière, Elsa Corbin, « Gestion de la chaîne logistique globale et stratégie portuaire », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 351.

communication entre les États. Son exploitation se ressent de cette double vocation commerciale et politique, aux aspects étroitement imbriqués »[364]. Et il nous faudrait ajouter que, si les États privilégiaient l'ouverture ou le renforcement de lignes aériennes vers leurs partenaires politiques et commerciaux, un bénéfice pourrait en être tiré par les Caribéens, dans la mesure où possibilité serait offerte à ces derniers de découvrir ou de redécouvrir leur espace, bien que par une voie tronquée, puisque liée à un certain mercantilisme. Le passé est d'ailleurs empli de preuves à ce sujet :

> A partir de los años 1940 se establece el desplazamiento de personas por vía aérea. Durante este período se afianza la hegemonía cultural y científica de La Habana, la cual se manifestará en la irradiación de sus usos lingüísticos y de sus actitudes sociales. Pero se trata de una movilización de personas por poco tiempo y esporádica, y, por lo tanto, la influencia lingüística es muy reducida.[365]

Grâce au dynamisme de ses lignes aériennes, Cuba a pu être par le passé un point névralgique des relations culturelles, statut qu'elle pourrait tout à fait reconquérir si sa situation économique et les nombreux problèmes posés par l'embargo états-unien n'empêchaient pas la redensification du trafic aérien.

En tous les cas, offrir aux populations la possibilité de se rencontrer matériellement peut ainsi permettre une rencontre des cultures, rencontre qui, du fait même qu'elle est vécue physiquement et non plus à travers les livres ou des enseignements théoriques, n'est plus une abstraction.

Afin de comprendre si l'aire caribéenne ne s'est effectivement pas enlisée dans des déclarations d'intention, il est profitable d'observer les schémas de liaisons aériennes entre les pays qui la composent. Il en ressort contre toute attente que les Caribéens ne peuvent que difficilement tenter de s'approcher physiquement de la réalité des pays adjacents :

> Les liaisons intracaribéennes connaissent une diffusion souvent limitée au voisinage. Ce sont les Antilles qui ont les échanges les plus intenses et les liens de voisinage peuvent y prendre une intensité telle qu'ils deviennent des navettes aériennes sur de courtes distances, souvent au sein d'un archipel […] mais aussi entre territoires ayant de multiples intérêts […]. L'offre aérienne

[364] Jean-Pierre Chardon, *L'avion dans les Antilles*, Talence, Centre de Recherche sur les Espaces tropicaux, 1987, p. 129.

[365] Ulrich Fleischmann, « Naciones » africanas en América : mestizaje de un concepto », *in* Matthias Perl, Klaus Pörtl (éd.), *Identidad cultural y lingüística en Colombia, Venezuela y en el Caribe hispánico*, Tübingen, Niemeyer, 1999, p. 193.

> caribéenne s'organise autour de quelques pôles. […] En fin de compte, si les Caribéens voyagent dans leur région, ils limitent ces déplacements à leur voisinage, au mieux au sous-ensemble auquel ils appartiennent, et, comme dans d'autres domaines, la relation avec l'extérieur est plus courante qu'avec la région.[366]

Apparaît d'une autre façon la fragmentation de la Caraïbe, dans le même temps qu'est mis à jour le peu de communication directe entre les peuples, problèmes que la région devra sans doute résoudre dans un bref laps de temps pour espérer s'inscrire dans une autre position que celle de dernier wagon du train mondial.

En effet, la Caraïbe s'est mise en valeur pour accueillir ce monde, mais l'on peut se demander la place qui lui est faite en retour. En outre, dans le cas du trafic aérien, notons que les appareils des compagnies aériennes de la région sont bien souvent anciens, de faibles capacités (une cinquantaine de passagers)[367], ce qui ne contribue pas à des échanges importants. Ces appareils sont de plus utilisés principalement par des touristes, c'est-à-dire des « étrangers à la région »[368], et ne sont donc pas un moyen de communication pour les Caribéens.

De la sorte, nous pouvons dire que, loin de régler ses problèmes internes, la Caraïbe a vu fleurir nombre de politiques orientées principalement –pour ne pas dire uniquement– vers le tourisme international, ce qui a eu pour effet d'accroître encore sa perméabilité aux cultures extérieures, sans combler le déficit de connaissance mutuelle interne. Cette connaissance réciproque permettrait peut-être de donner le jour à une cohérence interne à la région, ne serait-ce que sur un plan économique, et lui serait donc profitable, puisqu'elle aiderait sans nul doute à son insertion, aujourd'hui discutable, en tant qu'ensemble stable et cohérent dans l'économie mondiale.

En outre, les moyens de transport ne sont pas le seul vecteur jouant en défaveur des relations internes à la Caraïbe, les technologies modernes –qui permettent de ne plus être isolé[369]– faisant aussi parfois cruellement défaut, ce qui empêche une communication rapide et fluide entre Caribéens :

> Dans les îles comme la Barbade, la République dominicaine, Cuba, où les taux d'éducation supérieure sont relativement élevés, les taux d'équipement en ordinateurs sont inférieurs à 13%. Le

[366] Lucien-René Abénon, Danielle Bégot, Monique Bégot, *op. cit.*, p. 149.
[367] Jean-Pierre Chardon, *op. cit.*, p. 67.
[368] Jean-Pierre Chardon, *op. cit.*, p. 107.
[369] Miguel Barnet, *Autógrafos cubanos*, La Havane, Letras cubanas, 2009, p. 133.

> déséquilibre est particulièrement frappant à Cuba où, pour un taux d'éducation supérieure de 2,4%, le taux d'équipement en ordinateurs par habitant n'est que de 3,3%.[370]

Là encore se fait sentir le poids du passé, et l'on peut constater que les disparités observables dans la zone en sont le fruit, mais tendent également à devenir un frein aux relations. Ainsi, « la pose récente d'un nouveau câble sous-marin haut débit, entre Porto Rico et la Guadeloupe »[371], dont le financement a incombé à des fonds européens, est-il un exemple probant de l'injuste accessibilité au monde extérieur, même proche, selon les pays –certains jouissant d'aides financières apportées par les métropoles dont ils dépendent encore.

En effet, accéder à la culture suppose de nos jours la possession d'un équipement adapté et la maîtrise de la haute technologie, c'est-à-dire une chaîne de connaissances et de moyens matériels qui sont finalement conséquents : « fabricación y puesto en órbita de satélites de amplia capacidad y del tendido de cables submarinos transatlánticos, transpacíficos o terrestres, coacciales o de fibras ópticas […] »[372]. Les grandes puissances mondiales, au premier rang desquels les États-Unis, dominent ce marché des nouveaux moyens de communication[373], ce qui rend l'accès de Cuba à ces derniers difficiles, d'autant plus que cette dernière ne dispose pas des aides dispensées par les « anciennes » métropoles. En somme, on constate que l'Histoire de la Caraïbe l'a marquée du sceau de l'isolement : « […] ha sido tal el destino histórico del Caribe como espacio de conquista y colonización, que lo mejor de la producción material y espiritual se encuentra esparcido, explotado, acumulado o celosamente atesorado en las metrópolis »[374]. La diversité et la disparité semblent ainsi de mise, et n'aident absolument pas Cuba à communiquer avec son environnement immédiat, environnement qui à son tour, paraît peu enclin à tendre des ponts avec l'Île.

---

[370] Jean Crusol, « Les îles face aux enjeux du XXIe siècle : statuts politiques, modernisation et capacité d'affronter la globalisation», *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 115.

[371] *Ibid*.

[372] Luis Suárez Salazar, *El siglo XXI : posibilidades y desafíos para la Revolución cubana*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2000, p. 62.

[373] Armando Hart Dávalos, *op. cit.*, p. 156.

[374] Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, p. 20.

En outre, et même si nous avons dit que la radio était un vecteur permettant la diffusion de la culture dans la Caraïbe, il faut reconnaître que le pourcentage apparemment bon en termes de possession d'appareils radiophoniques est finalement très relatif :

> Les États-Unis contrôlent presque 30 pour cent des médias. À l'inverse, seuls 60 pour cent des habitants d'Amérique latine et de la Caraïbe ont accès à la radio, et à peine 6 pour cent aux textes imprimés. Dans Notre Amérique, 4 personnes sur 10 n'ont pas accès aux moyens de communication et d'information.[375]

Les taux d'équipement des populations en postes permettant la réception des informations et, en conséquence, la mise en place d'une relation de communication, n'est-il finalement qu'une entrave supplémentaire. Il semble que dans la Caraïbe, tout comme pour l'ensemble de l'Amérique Latine, le potentiel de diffusion de la culture par le biais d'outils technologiques soit assez élevé, mais que l'étape de la réalisation concrète des potentiels observés soit toujours celle qui fasse défaut à l'établissement de liens.

D'autre part, la Caraïbe ne possède pas de structures commerciales suffisamment fortes pour diffuser sa culture, du moins au niveau mondial. De la sorte, la culture caribéenne est bien souvent commercialisée par des entreprises extérieures à la zone :

> En América Latina y el Caribe, la producción cultural, fruto sobre todo de la creatividad local […], tiene un circuito de difusión y mercados microrregionales que se amplían luego a lo nacional, aunque en el momento en que accede al mercado internacional, es comercializada sobre todo por compañías extranjeras.[376]

On peut dès lors soupçonner les entreprises capables de diffuser la culture caribéenne à une échelle mondiale de la détourner en partie afin de l'adapter aux attentes d'un public lui-aussi bercé par les stéréotypes concernant la zone. Il faut alors se demander comment peut être perçue la culture caribéenne au retour dans sa zone d'origine après un voyage autour de la planète, si ce voyage suppose une mutation profonde de ce qu'elle pouvait être au départ. D'une certaine façon, les « exportateurs » de la culture caribéenne tentent de répondre à la loi de l'offre et de la demande, et influent de cette façon sur l'image que le monde peut avoir d'une culture. En conséquence, et puisque les pays caribéens

---

[375] (s.a), *Discours d'ouverture prononcé par le camarade Armando Hart Dávalos, Ministre de la Culture de la République de Cuba, lors de la Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de Notre Amérique*, La Havane, s.n, 1981, p. 7.

[376] Lourdes Arizpe, *op. cit.*, p. 237.

communiquent si difficilement, on imagine aisément que chacun se forge une idée de ce que peut être la culture du voisin, sans finalement chercher à passer outre les stéréotypes.

Au-delà de l'infrastructure matérielle, le manque de moyens humains se fait aussi sentir. Les professionnels (conservateurs, restaurateurs d'œuvres…) sont peu nombreux dans la Caraïbe, ce qui interpelle et interroge, puisque l'on en vient à se demander si la culture est une priorité pour la zone, et si cette dernière se soucie réellement des relations culturelles.

Néanmoins, la nécessité de sauvegarder les richesses culturelles de l'aire semble faire son chemin dans les consciences. L'introduction d'une notion telle que celle de protection du patrimoine dans les lois des pays caribéens, bien qu'assez récente[377], montre la volonté de préserver l'héritage culturel. On pourra dire que cela semble presque répondre à ce que d'aucuns appelleront une mode ou une prise de conscience mondiale, mais quoi qu'il en soit, ces lois permettent sans aucun doute l'ouverture d'espaces favorables aux relations culturelles, puisqu'ils incitent finalement au regroupement derrière la cause commune qu'est la sauvegarde et la conservation d'un patrimoine à la fois commun et ouvert sur l'extérieur, à la fois propre et mondial.

Enfin, si, comme nous l'avons vu, « l'absence d'une infrastructure adéquate de transport et communications »[378] empêche la circulation des personnes, encore entravée par les lourdeurs administratives réclamant aux Caribéens des visas pour se rendre dans les pays de la zone[379], il n'est pas certain qu'elle bloque celle des idées. Celles-ci peuvent être véhiculées par les biens culturels, et parmi eux des livres, dont la circulation constitue elle aussi un point épineux :

> Il faut s'entendre sur cette Caraïbe linguistique, culturelle, économique, et parler aussi de géopolitique : comment les biens culturels peuvent-ils circuler d'un espace à l'autre de manière décomplexée et solidaire ? On ne peut parler de diffusion d'un livre sans évoquer sa distribution. Si je publie le livre d'un Guadeloupéen produit au Canada, comment le faire arriver jusqu'en Guadeloupe ? Si je l'envoie en France, cela me coûte 20

[377] Fred Constant, « Caribbean culture in the 1990's : toward a carefully conceived policy », *in* Jacqueline Anne Braveboy-Wagner, Dennis J. Gayle (éd.), *Caribbean Public Policy : Regional, Cultural, and Socioeconomic Issues for the 21st Century*, Boulder (USA, Colorado), Westview Press, 1997, p. 93.

[378] Andrés Serbín, « La paz en el Caribe : ¿ Una utopía posible ? », *in* Michel Martin, Alain Yacou (éd.), *Études Caraïbéennes : société et politique, actes du XIIIe Congrès de l'Association des études de la Caraïbe*, Toulouse, Presses de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse, 1991, p. 352. Notre traduction.

[379] François Vellas, « Les échanges et la coopération touristique dans la Caraïbe : mythe ou réalité ? », *in* Alain Yacou (éd.), *La Caraïbe au tournant de deux siècles*, Paris, Karthala, 2004, p. 299.

> cents. Si je l'envoie à la Guadeloupe, cela me coûte 1,20 $, six fois plus. […] Voici bien le dilemme : un produit ne circule pas de la même manière. Quand on parle de la Caraïbe, il faut penser libre circulation des biens culturels.[380]

Les lacunes en matière de communication entraînent la Caraïbe dans un cercle vicieux de méconnaissance, et l'héritage historique a laissé des traces profondes. La chance de la Caraïbe serait que celles-ci ne soient pas indélébiles, mais encore faut-il engager des politiques volontaristes dans l'optique de faire sortir l'aire de sa condition d'éternelle subordonnée aux anciennes métropoles et actuelles puissances mondiales.

Et si les infrastructures constituent un problème majeur à la communication culturelle dans la Caraïbe, il convient d'analyser plus particulièrement le cas cubain, afin de chercher à comprendre quels points favorisent ou au contraire empêchent l'insertion de l'Île dans son aire, principalement culturelle.

b- *À Cuba*

Puisque nous tentons de comprendre les relations culturelles de Cuba avec la Caraïbe, il nous faut à présent nous concentrer sur l'infrastructure dont dispose l'Île pour soutenir de tels liens.

Nous pouvons ainsi souligner en premier lieu qu'en avril 1983, Cuba ne possédait de liaisons aériennes qu'avec les îles caribéennes de la Jamaïque, Haïti, la République Dominicaine, Porto Rico, Saint Martin, Saint Kitts, Antigua, la Guadeloupe et les Bahamas[381], ce qui est bien peu à l'échelle de la Caraïbe. L'on constate ici l'irrégularité de la distribution aérienne observable dans toute la Caraïbe, et, dans le cas spécifique de Cuba, le peu de liaisons avec les pays hispanophones. La culture issue du passé commun n'a donc pas permis de passer outre les problèmes financiers et les dissensions actuelles, principalement politiques.

D'autre part, si les populations ne sont pas les seuls transmetteurs de la culture, elles restent primordiales dans ce domaine, et Cuba semble l'avoir compris, comme le montre sa

---

[380] « Vie culturelle aux Caraïbes », Résumé des débats issus des rencontres fondatrices de Caraïbes en Créations à la citadelle du roi Henry, Cap-Haïtien (Haïti), 22-23 juin 2007, Rodney Saint-Eloi, « Libre circulation des bien culturels », *in* Culture Sud, « Caraïbes : un monde à partager », Numéro 168, Paris, janvier-mars 2008, p. 320.

[381] Jean-Pierre Chardon, *op. cit.*, p. 70.

tentative d'améliorer les conditions matérielles menant à la connaissance et à la diffusion de la culture, tout en investissant le peuple d'une « mission » culturelle. En effet, la première étape pour le gouvernement révolutionnaire cubain fut de donner accès à la culture à la population de l'Île, afin que celle-ci devienne à son tour l'un des vecteurs de la diffusion de la culture cubaine :

> El auge constante del movimiento de aficionados iniciado por la Revolución ha promovido la práctica artística, y se ha convertido en un instrumento de educación estética y política con la incorporación masiva en los grupos de aficionados de obreros, campesinos, estudiantes, combatientes de las FAR y del MININT.[382]

L'on note cependant que dans le cas cubain, la transmission de la culture ne va pas sans la transmission de certaines idées politiques, ce qui peut bien évidemment poser problème, comme nous l'expliquerons plus bas. Dans tous les cas, pour que la population cubaine puisse transmettre sa culture, il fallait que les moyens de communication à sa disposition, qu'ils soient techniques ou d'autres domaines, soient opérationnels.

Lorsque l'on évoque les « moyens de diffusion » d'une culture, on peut tout d'abord penser aux institutions promues par les gouvernements, et il est vrai que des efforts furent faits par Cuba dès 1959 avec la création de l'ICAIC[383] (Instituto Cubano de Arte e Industria Cinematográficos). Dès les premières années de la Révolution, le gouvernement cubain s'est intéressé à la culture cubaine, mais également à sa promotion et à sa diffusion, d'abord au sein même de l'Île, puis hors de ses frontières. Malheureusement, le manque de moyens financiers a bien souvent empêché Cuba d'envoyer des représentants de ses institutions aux manifestations culturelles ou colloques portant sur la culture[384].

Dans un second temps, on peut s'intéresser aux moyens technologiques modernes, et là encore, l'Île semble s'être montrée très consciente des enjeux d'une bonne communication concernant la culture et ses expressions : « En nuestra sociedad, la radio y la TV juegan un importantísimo papel cultural, y por eso su calidad debe estar a la altura de su

---

[382] « Informe Central al Primer Congreso del Partido Comunista Cubano », *in* Nora Madan (éd.), *La lucha ideológica y la cultura artística y literaria (compendio de documentos aprobados por el I y el II Congresos del Partido Comunista Cubano)*, La Havane, Editora Política, 1982, p. 60.

[383] Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, p. 7.

[384] Entretien avec Madame Milagros Martínez, professeur à l'Université de La Havane et secrétaire exécutive de la Chaire d'Études de la Caraïbe au sein de la même Université, le 12 juillet 2011, Université de La Havane.

responsabilidad como vehículo de difusión masiva »[385]. Les instances dirigeantes de l'Île ont ainsi fait le maximum depuis 1959 pour concevoir des programmes radiophoniques et télévisés de diffusion de la culture accessibles au plus grand nombre et en accord avec la conception révolutionnaire de la culture.

Concernant ce sujet, il convient d'évoquer la chaîne Telesur, « dont la devise est « Notre Nord, c'est le Sud », basée à Caracas »[386]. Le financement de cette entreprise est assuré conjointement par différents pays : le Venezuela, l'Uruguay et l'Argentine, mais aussi Cuba[387]. La part active que prend Cuba dans cette réalisation à un niveau financier, alors même que l'Île est considérée comme un pays en voie de développement, et en conséquence, pourvue de peu de moyens, montre bien que la pays s'investit pleinement dans la recherche de la Caraïbe, ou à tout le moins d'une certaine Caraïbe. Effectivement, la devise même de la chaîne montre que celle-ci est orientée, et qu'elle diffuse des programmes reflétant clairement une position Tiers-mondiste. Malgré tout, le faible taux d'équipement en postes de télévision dans la région caribéenne laisse supposer que pareille initiative ne peut atteindre qu'un faible pourcentage de la population.

Par ailleurs, l'un des vecteurs de diffusion de la culture, depuis Cuba vers la Caraïbe ou inversement, auquel on ne pense pas nécessairement de prime abord mais qui peut se révéler efficace, s'avère être la publication de revues spécialisées. Ainsi fut créée à Cuba *Anales del Caribe*, création qui « prouve le vide »[388] qui était à combler, ou bien encore, en 1983, *Del Caribe*, revue qui « comporte notamment une section au titre significatif : « El Caribe que nos une »[389]. De la sorte, ces revues, comme bien d'autres encore, vinrent et viennent toujours pallier le manque dont était victime la Caraïbe, dans la mesure où cette zone ne constituait pas un objet d'étude scientifique jusqu'alors –démontrant le peu d'intérêt que le monde et les Caribéens eux-mêmes lui accordaient, mais aussi du fait qu'elles contribuèrent à l'établissement d'une communication entre les territoires.

---

385 « Informe Central al Primer Congreso del Partido Comunista Cubano », *in* Nora Madan (éd.), *La lucha ideológica y la cultura artística y literaria (compendio de documentos aprobados por el I y el II Congresos del Partido Comunista Cubano)*, La Havane, Editora Política, 1982, p. 64.

386 Loïc Abrassard, *Cuba : la révolution trahie*, Toulouse, Éditions Milan, 2006, p. 50.

387 *Ibid*.

388 Jean Lamore, « Présence du monde antillais dans la culture cubaine d'aujourd'hui », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 26.

389 *Ibid*.

Néanmoins, les revues sont bien souvent le reflet des relations préétablies ou bien encore des divergences entre États pouvant survenir, et, sans remettre en doute la qualité de leur travail ni leur impartialité, il faut reconnaître qu'elles contribuent quelquefois à diffuser des stéréotypes ou des visions tronquées qui ne peuvent que nuire à l'auto-découverte de la région.

Nous pouvons à ce sujet souligner qu'après un travail de dépouillage de la revue cubaine *Bohemia*, Jean Lamore a pu constater que l'importance accordée à la région variait largement[390], ce dont nous pouvons nous rendre compte aisément grâce au tableau réalisé par nos soins et récapitulant les résultats de l'étude :

Année	Nombre de pages consacrées aux Antilles (hors Cuba)
1979	177
1980	111
1981	75
1982	2,3 pages en moyenne par numéro

Une question se pose alors : cette chute libre concernant la place accordée aux « Antilles » dans la revue *Bohemia* est-elle envisageable comme une « punition » infligée à l'espace caribéen qui rejetait alors Cuba ?

Bien entendu, les expositions d'artistes caribéens à Cuba permettent également d'établir un contact avec les Cubains. A cet égard, les lettres d'information diffusées par certaines organisations culturelles, caribéennes ou non, par le biais d'Internet permettent de se rendre compte de l'intensité des échanges.

De la même manière, les chansons constituent un moyen d'expression, mais permettent également une diffusion parfois large et massive d'opinions diverses. En somme, la musique et les chansons, éléments culturels majeurs, ont parfois été le moyen d'exprimer une opposition ou une adhésion au projet politique cubain, mais aussi les craintes d'une « contagion » révolutionnaire ou communiste. L'on pourrait citer « Son de Cuba a Puerto Rico » ou « Canción por la unidad latinoamericana », toutes deux de Pablo Milanés,

[390] Jean Lamore, *op. cit.*, p. 20.

« Canción urgente para Nicaragua » de Silvio Rodríguez[391], dont les titres à eux seuls sont éloquents[392]. Nous pourrions également évoquer Alberto Ballenilla, Dominicain, pour « El hombre anticomunista », ou son compatriote Toño Abreu pour « Merengue contra los comunistas », auxquels répondit Carlos Puebla[393]. Nous reviendrons plus tard sur les liens créés par les intellectuels ou artistes de la Caraïbe, mais il nous semblait opportun de souligner le fait que les chansons, largement diffusées parmi les populations, pouvaient avoir un impact considérable sur ces dernières. En outre, si les artistes et intellectuels se sont tournés vers une certaine idée de la culture caribéenne et sur les points communs des pays de la Caraïbe, la chanson a été l'une des seules voies employées pour exalter la pensée communiste, ou tenter au contraire de la détruire.
Les chansons peuvent constituer une radiographie des relations entre les pays caribéens, et sont l'expression d'idéologies et d'idéaux qui sont à la base de certains liens culturels.

Par ailleurs, et outre les diverses difficultés évoquées jusqu'à présent, il faut reconnaître que d'autres freins viennent s'opposer à l'établissement de relations culturelles dans la Caraïbe. En effet, ces relations ne peuvent être établies qu'une fois admis et intégrés les facteurs qu'elles font entrer en jeu. Les relations culturelles, dans la Caraïbe comme ailleurs, ne peuvent ainsi s'établir dans un climat de méfiance, de ressentiment ou de compétition.

3- La concurrence entre pays caribéens

a- *Concurrence économique*

La Caraïbe est actuellement soumise à des tensions nées d'une concurrence accrue dans le domaine économique, et touchant principalement le secteur touristique :

> Face à une concurrence mondialisée, à l'émergence de destinations tropicales concurrentes dans d'autres régions du monde (océan Indien, Pacifique…) et dans la Caraïbe même (Cuba, République Dominicaine, Mexique, Amérique Centrale), les îles devront s'équiper en moyens technologiques performants pour maintenir

[391] Christine Rosette, « La Révolution cubaine vue par le prisme de la chanson », *in* Sandra Hernández (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, pp. 156-161.
[392] Cf. annexes.
[393] Christine Rosette, « La Révolution cubaine vue par le prisme de la chanson », *in* Sandra Hernández (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, p. 155.

> leur attractivité et accroître leur part des marchés touristiques internationaux.[394]

La Caraïbe est face à un défi : elle doit pallier le manque de moyens que nous venons de détailler afin de se montrer compétitive sur les deux plans, régional d'une part et mondial de l'autre. Il ne s'agit effectivement pas d'un problème à la seule échelle caribéenne, puisque « la concurrence vient des transporteurs caribéens à réseau extra-régional »[395], ce qui ne fait qu'accroître les tensions concurrentielles internes à la zone. Ces dernières se jouent notamment au niveau du transport aérien, qui, comme nous l'avons noté plus haut, ne favorise pas précisément les échanges intra caribéens :

> […] si les îles de la Caraïbe reçoivent annuellement plus de 24 millions de touristes internationaux […], cet engouement […] ne profite pas à toutes les îles. Les destinations du tourisme de masse (Cuba, la République Dominicaine, Puerto Rico, la Jamaïque, les Bahamas) s'y imposent à travers une offre peu diversifiée […].[396]

On voit la part importante de Cuba et de certaines autres îles dans l'attraction touristique caribéenne. On observe également la fracture entre les pays recevant des touristes –ainsi que la manne économique en découlant– et ceux ne proposant pas ou peu d'offres. Néanmoins, dans cette « compétition », Cuba désire se placer en exemple plus qu'en chef de file. Tout en mettant en valeur les réussites de la Révolution cubaine, le gouvernement de l'Île se perçoit comme une référence pour la zone, et cherche à partager son expérience plus qu'à s'imposer comme un *leader* incontestable :

> Es necesario tomar en consideración nuestra condición de antilla mayor y los niveles de desarrollo alcanzados por nuestro país, que de hecho lo convierten no sólo en un importante competidor sino en un referente fundamental para el resto de los países caribeños y también de la cuenca, aún para aquellos que por su dimensión y recursos nos superan.[397]

On sait effectivement la valeur accordée au tourisme à Cuba depuis le début de la Période spéciale en temps de paix, et on voit que les autorités cubaines sont conscientes de la place, mais peut-être aussi du rôle de leur pays dans la Caraïbe. De la sorte, l'Île se présente

---

394 Jean Crusol, « Les îles face aux enjeux du XXIe siècle : statuts politiques, modernisation et capacité d'affronter la globalisation», *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 105.

395 Jean-Pierre Chardon, *op. cit.*, p. 67.

396 Olivier Dehoorne, Pascal Saffache, Christelle Murat, « De la nature à la culture : le projet touristique de l'île de la Dominique », *in* Jean-Marie Breton, Patrick Le Louarn, Pascal Saffache, *Patrimoine culturel et tourisme alternatif : Afrique, Amérique, Caraïbe*, Europe, Paris, Karthala, 2009, p. 169.

397 « Relaciones culturales Cuba-Caricom », document informatique fourni par l'Office des Relations Extérieures du Ministère de la Culture de Cuba, 2009.

comme un modérateur des tensions, et l'aide qu'elle dispense aux pays voisins passe notamment par la formation de professionnels ou l'impulsion donnée à un tourisme non exclusif, offrant ainsi à ces pays l'opportunité de l'égaler, et non de la jalouser :

> Cuba […] se ha esforzado en facilitar la cooperación y evitar la rivalidad con los estados del Caribe. Por ejemplo, ha puesto sus instituciones educacionales, particularmente sus escuelas de medicina, al servicio de la formación de personal técnico y profesional de los estados vecinos, y ha propugnado el multidestino como forma de aprovechar en común la actividad turística.[398]

À travers des domaines aussi différents que la santé ou l'éducation, Cuba crée donc des liens avec ses voisins, en favorisant l'échange de professionnels mais également de connaissances. Cela est bien évidemment un premier pas vers l'éventuelle instauration de relations plus larges et peut-être plus complexes. On comprend qu'établir des relations culturelles suppose un substrat ou un adstrat –et en conséquence une implication– que tous les pays caribéens ne sont pas forcément prêts à accepter, notamment du fait de l'engagement économique supposé. En effet, s'engager dans des échanges multilatéraux requiert parfois un effort financier que certains pays caribéens ne peuvent soutenir.

En outre, certains États de la région, et notamment ceux considérés comme « émergents », ne ressentent pas nécessairement l'envie de voir Cuba réintégrer pleinement la Caraïbe, dans la mesure où cela pourrait signifier la destruction de certains projets ou efforts, l'Île pouvant se montrer hautement compétitive : « […] the Caribbean island republics will be more directly and substantially affected by the regional reintegration of Cuba, with some significant adverse effects, at least during the initial years »[399]. Cela est intéressant dans la mesure où l'Île est bien souvent elle-même considérée comme une économie « émergente ». De la sorte, signalons que, même unis par les difficultés économiques, les pays de la Caraïbe s'opposent souvent sur le plan financier, et que les sources potentielles de revenus attisent une compétition qui annihile largement les efforts en matière de coopération culturelle. En outre, on constate que si Cuba s'applique à communiquer avec ses voisins, ces derniers ne répondent pas nécessairement de façon positive.

---

[398] Hebert Pérez Concepción, « Frontera Imperial e Independencia en el Caribe », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 91.

[399] Ernest Preeg, *Cuba and the new Caribbean economic order*, Washington, Center for strategic and international studies, 1993, p. 67.

b- *Compétition identitaire*

La culture et l'identité sont elles-mêmes au cœur d'une concurrence, ou à tout le moins d'une course à la réussite et à la reconnaissance qui peut, à bien des égards, freiner l'établissement de relations culturelles : « […] no se debe olvidar que la cultura, como sistema de valores, es un ámbito de amplio conflicto y, como reflejo de identidades, evidencia distintas aproximaciones a la identidad, individual, social, colectiva y establece competencias de cooperación o supremacía »[400]. De la sorte, l'identité et la culture ne permettent pas uniquement une union, et la définition que chacun fait de sa propre identité peut le faire entrer en conflit avec son voisin. Ce sont bien alors les différences de perception qui entraînent l'envie de collaborer avec certains pays et poussent à ne pas s'intéresser à d'autres.

Il est nécessaire de préciser que l'identité et la culture ne sont pas uniquement des moteurs relationnels, puisqu'elles peuvent au contraire devenir les enjeux d'une compétition qui n'est plus seulement économique, mais touche aussi au domaine de la « respectabilité », que nombre de pays caribéens souhaitent conquérir aux yeux du monde.
Plus que cela, la culture peut devenir une arme possédant une influence sur tous les domaines de la coopération :

> La competencia geopolítica por medios y recursos culturales se puede dar de dos modos complementarios, que no guardan, necesariamente, una relación de desarrollo entre sí, pues puede manifestarse tal competencia tanto en la dinámica de los contactos e intercambios económicos, sociales o culturales propiamente dichos, como en una estrategia aprobada a nivel político y aplicada por el Estado Nacional.[401]

La compétition entre États caribéens peut être plus pernicieuse qu'il n'y paraît, et n'est pas nécessairement une concurrence déclarée. Néanmoins, il faut encore dire que la culture et l'identité, utilisées pour pallier des difficultés économiques ou contrecarrer les limites géographiques des États peuvent se convertir, sans le vouloir, en liens entre les peuples, en s'imposant précisément comme une solution à la dispersion et aux inégalités :

---

[400] Tania García Lorenzo, « La economía de la cultura y el desarrollo : creación y mercado », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 115.

[401] Kaldone G. Nweihed, « Geopolítica cultural del Caribe», *in* Andrés Bansart (éd.), *El Caribe : Identidad Cultural y Desarrollo*, Caracas, Equinoccio, Editorial de la Universidad Simón Bolívar, 1989, p. 126.

> Es aquí precisamente donde entra con todo su vigor el factor « relaciones desiguales » que Manigat ha indicado al subrayar, entre los actores del Gran Caribe, las desigualdades de tamaño físico (territorio y población), de solidez económica y de poderío militar. Es aquí precisamente donde el actor mediano y pequeño puede esgrimir « armas » de cuño cultural para compensar sus desventajas, frente a actores más poderosos para quienes el valorizar sus propias « armas » culturales siempre les resultaría exento de costo adicional alguno.[402]

Malgré tout, les luttes pour imposer une culture et pour la « généralisation de représentations symboliques » *a priori* intrinsèques à un pays dans la Caraïbe sont finalement légion[403], et empêchent la construction de liens culturels forts entre les Nations de la zone. La « suprématie » culturelle que l'on cherche à acquérir induit alors une réaction de repli, et coupe court à l'établissement de réelles relations. Ce fait est en outre renforcé par la concurrence que peuvent se livrer les différents organismes chargés de la promotion des cultures caribéennes.

Enfin concernant ce point, il faut dire qu'isoler Cuba et l'empêcher de se sentir pleinement caribéenne équivaut à l'exclure du terrain économique, ou à amoindrir sa force dans ce domaine, ce qui démontre parfaitement la soumission des relations culturelles à des logiques de marché. Cela est d'autant plus vrai lorsque l'on envisage les tiraillements et distensions auxquels des puissances externes à la Caraïbe soumettent la zone.

---

[402] Kaldone G. Nweihed, *op. cit*., p. 127.

[403] Mato Daniel, *Crítica de la modernidad, globalización y construcción de identidades*, Caracas, Universidad Central de Venezuela-Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico, 1995, p. 98. Notre traduction.

Chapitre 3 : Le rôle prépondérant des États-Unis

Il nous faut à présent nous concentrer sur des facteurs extérieurs à la Caraïbe, facteurs jouant sur les relations culturelles internes à la Caraïbe. Parmi eux, il nous semblait évident et presque impératif de souligner le poids, peut-être inattendu dans ce domaine, des États-Unis.

Les interventions des États-Unis dans la Caraïbe –qu'elles soient le fait des États-Unis ou des pays caribéens demandant leur intervention[404]– furent nombreuses, et nous pourrions à titre d'exemple citer les cas d'Haïti en 1915, de la République Dominicaine en 1916 (et jusqu'en 1924), puis en 1965, du Honduras en 1924, du Panama en 1925, du Guatemala en 1954, de Cuba en 1961, de Grenade en 1983[405]… Loin d'être complète[406], cette liste a pour unique vocation de nous rappeler la situation de Cuba et de la Caraïbe, qui doivent composer avec une puissance si proche, à laquelle le crocodile vert a souvent reproché une ingérence et un interventionnisme[407] empêchant l'établissement de relations saines, non seulement sur son territoire, mais aussi dans l'ensemble de la Caraïbe.

Il faut bien évidemment prendre en compte l'accentuation de la présence états-unienne dans la région depuis les indépendances des pays caribéens, ce qui pourrait sembler paradoxal, mais montre la fragilité de ces États ayant conquis finalement très récemment leur « liberté ». Dans le cas de la Caraïbe anglophone, on peut ainsi dire :

> American influence dates back to the thirties and before ; but then it had to contend with the hardy British culture transferred to John Bull's oldest outpost of Empire conditioned for three centuries via Anglican orthodoxies, grammar schools, the law courts, cricket and those returning « patriots » from the London School of Economics, Oxford, Cambridge and some Scottish universities. With the departure of British colonialism and the advent of socialist Cuba, the penetration has seemingly intensified and the

[404] Rex Nettleford, « Threats to national and cultural identities », *in* Anthony Bryan, Edward Greene, Timothy Shaw, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, p. 245.

[405] Antonio Montilla Saldivia, *Estados Unidos, América Latina y el Caribe : continuidad histórica de una política de dominación*, Caracas, Consejo de desarrollo científico y humanístico, Universidad Central de Venezuela, 1988, pp. 26-28 et p. 39.

[406] Cf. annexes pour une liste plus détaillée.

[407] José Bell, Delia Luisa López, Tania Caram, *Documentos de la Revolución cubana – 1960*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, p. 192.

> traditional resistance emasculated by contemporary dictates of geopolitics.[408]

On note donc que les anciennes puissances coloniales, en se retirant des territoires caribéens, leur ont en quelque sorte ôté leur protection, ce qui a conduit à l'intensification de la « pénétration », politique mais également culturelle, des États-Unis. Cette « américanisation » –terme qui se réfère bien évidemment à l'ingérence états-unienne et oublie les autres pays du continent américain– semble en outre s'être amplifiée suite à la Révolution cubaine, les États-Unis ayant souhaité « contrecarrer » l'influence de la pensée révolutionnaire.

Les Cubains ressentent parfois très amèrement cette situation, qui, bien que prenant ses racines dans un passé plus lointain, s'est effectivement exacerbée après les premières mesures politico-économiques prises par le gouvernement révolutionnaire de l'Île, perçues comme nuisibles par le voisin du Nord :

> Los imperialistas –principalmente los yanquis– conscientes de la importancia esencial del Caribe para sus posiciones en América latina y a un nivel mundial, se empeñan en no permitir que se repita la experiencia de la Revolución Cubana. En este sentido, convencidos del creciente fermento revolucionario existente en todas las naciones caribeñas, tratan por todos los medios de apuntalar el amenazado status quo de la región que es aún el de su control hegemónico.[409]

Si le but des États-Unis était d'empêcher une « contagion » révolutionnaire, les conséquences du blocus qu'ils imposèrent très tôt à Cuba furent multiples. En prenant des mesures visant principalement à contenir les mouvements révolutionnaires caribéens, et plus largement latino-caribéens, les États-Unis ont bien évidemment joué un rôle, direct ou non, dans les relations entre les pays de la zone.

---

[408] Rex Nettleford, *op. cit.*, p. 245.

[409] Armando López Coll, *La colaboración y la integración económicas en el Caribe*, La Havane, Editorial de ciencias sociales, 1983, p. 42.

1- Place des États-Unis dans les relations (culturelles) Cuba/Caraïbe

a- *Cuba et les États-Unis : un conflit qui divise la Caraïbe*

Notre but n'est pas de reprendre par le menu l'historique des relations cubano-états-uniennes[410] ; chacun sait qu'elles ne furent pas des plus cordiales, et surtout pas depuis 1959. Nous souhaitons simplement comprendre quelles purent et peuvent encore être les répercussions de ces relations sur les liens culturels de l'Île avec les pays l'entourant.

Il nous faut tout d'abord noter qu'après la victoire des troupes révolutionnaires à Cuba, et les différentes interventions états-uniennes dans la Caraïbe qui lui succédèrent, on a pu observer la formation de deux « clans » antithétiques et idéologiquement antagonistes, s'affrontant dans une lutte pour le pouvoir et la domination ne laissant guère de place à l'établissement de relations, *a fortiori* culturelles, au niveau régional :

> L'ouverture, qui a toujours fait l'originalité du processus identitaire latino-américain, se transforme en fermeture et sombre dans la guerre idéologique.
> D'un côté, la « gauche » populiste, chrétienne ou marxiste, se construit une identité sociologique exclusive qui revendique une culture propre : les « opprimés », les « pauvres », le « prolétariat », en lutte contre les « puissants », les « riches », la « bourgeoisie » et l'ennemi ultime, l' « impérialisme yankee ». Dans cet affrontement, il n'est plus question de droit ou d'arbitrage, mais de rapports de force bruts. On s'identifie à Cuba et on exalte une identité collective latino-américaine fondée sur l'antiaméricanisme et sur une idéologie socialiste de combat (la *patria grande* des discours de Che Guevara ou de Fidel Castro) ».[411]

On voit dès lors que les relations qui purent s'établir entre Cuba et la Caraïbe ne le furent qu'avec des pays partageant les mêmes idées, la même « identification » politique et sociale, et dans une certaine le même rejet de « l'impérialisme yankee ». On observe également le poids que prit Cuba, et l'image de défenseur des « opprimés » qu'on lui conféra dès les premières années de sa Révolution. En somme, il semble que Cuba ait été perçue comme l'antithèse des États-Unis, eux-mêmes érigés en puissance impérialiste ultime, et que les pays caribéens désireux de goûter à l'indépendance l'aient progressivement convertie en parangon de la lutte pour la liberté.

---

[410] Cf. annexes pour plus de précisions.

[411] Alfredo Valladão, « Une nouvelle identité latino-américaine », *in* Georges Couffignal (éd.), *Amérique Latine, tournant de siècle*, Paris, La Découverte, 1997, p. 100.

D'autre part, l'un des problèmes causés par le repli idéologique observable dans la Caraïbe durant les prémices de la Révolution cubaine fut immanquablement celui de la rupture, parfois forcée, des relations. Cette rupture est flagrante au sein même de la communauté cubaine, dont on connaît l'ampleur de la diaspora aux États-Unis :

> La dirección de la Revolución –enfrentada a un adversario de la magnitud de los Estados Unidos– quiso fraguar una unidad sin fisuras y exigió que los revolucionarios rompieran sus vínculos con los familiares exiliados o, simplemente, emigrados, si esa emigración era a los Estados Unidos, donde se conspiraba abiertamente contra la Revolución y a donde había ido la inmensa mayoría de los exiliados.[412]

On comprend bien la difficulté pour Cuba d'établir des relations avec un pays considéré comme ennemi sur le plan politique, mais également comment, en s'affrontant idéologiquement, les partisans de la Révolution cubaine et ses adversaires ont créé des fissures entre les peuples. En effet, la fracture politique opposant Cuba et les États-Unis, mais également et plus largement les deux pôles mondiaux d'alors, a conduit au déchirement imposé aux populations, dans l'esprit desquelles on a distillé l'idée que, pour être de bons citoyens, elles devaient tout simplement s'ignorer.

On voit donc clairement comment les États-Unis ont pu influer sur les relations culturelles, en principe « naturelles », de Cuba avec la Caraïbe et l'ensemble du continent américain, et pourquoi Cuba a été forcée de se tourner vers d'autres espaces, d'autres partenaires, d'autres horizons. En quelque sorte, le voisin du Nord a séparé Cuba de sa zone originelle en exacerbant les dissensions politiques, qui apparaissent ici comme bien plus importantes que les similitudes culturelles.

Cependant, Cuba a elle-même participé de ces processus d'éloignement, selon l'impulsion qu'elle donnait à ces relations extérieures. En effet, en choisissant de rentrer dans le jeu de la guerre idéologique, elle a contribué à devenir dangereuse aux yeux de ses voisins. Malgré tout, l'Île a également su faire preuve de souplesse, et, lorsqu'elle revenait à des projets de collaboration économiques, a pu recréer certains liens avec ses voisins. Cela est particulièrement vrai lorsque l'on évoque les pays anglophones, qui ne souhaitaient visiblement pas rompre leurs liens avec Cuba, mais ne voulaient pas à l'inverse laisser pénétrer le discours révolutionnaire en leur sein :

---

[412] Guillermo Rodríguez Rivera, *Por el camino de la mar, o Nosotros, los Cubanos*, La Havane, Ediciones Boloña, 2006, p. 117.

> Por lo general, la política caribeña de los anglófonos era pragmática y flexible […]. Cuando percibían la política cubana como demasiado ideológica –como fue el caso por el apoyo cubano a Maurice Bishop en Granada–, los gobiernos se acercaron más a Estados Unidos. Una vez que se aseguraron que la política cubana era de colaboración estatal […] le acogieron gustosos en su seno.[413]

Cela étant, le duel entre les deux pays ne concerne pas uniquement l'Île, sinon l'ensemble de la Caraïbe. En effet, l'importance des États-Unis pèse sur toute la région, et, en plus d'exclure systématiquement Cuba de toutes les tentatives de dialogue[414], ces derniers ont exercé nombre de pressions sur les pays caribéens afin d'isoler purement et simplement l'Île, isolement dont elle ne put sortir que bien des années plus tard : « Cuba se retourne, en cette fin de siècle, vers son aire géographique et culturelle naturelle, l'Amérique latine (que seul l'embargo lié à sa révolution lui a fait quitter) »[415]. Il apparaît nettement que Cuba a bien été isolée de sa zone d'origine, et que cet isolement c'est aussi fait sur le plan culturel. Si l'Amérique Latine n'est pas la Caraïbe, on constate malgré tout que le pouvoir de Washington semble s'essouffler, et que la querelle imposée par la Guerre froide ayant disparue, la sphère d'influence états-unienne se soit peu à peu réduite.

De cette manière, les relations de Cuba mais également de la Caraïbe avec les États-Unis ont évolué avec le temps, et si le voisin du Nord a pu isoler l'Île durant un moment, on constate qu'actuellement, cette dernière a su donner un nouveau souffle aux liens qui l'unissent à l'ensemble du sous-continent latino-américain, liens qui à leur tour permettent de tempérer le poids des États-Unis dans la zone :

> […] ha adquirido una particular importancia para Cuba el desarrollo de las relaciones económicas, políticas, culturales y científico-técnicas con América Latina y el Caribe. Es obvio que, no obstante sus debilidades pasadas o presentes, los gobiernos del continente juegan un papel dinámico en el conflicto histórico y en la relación actual de Cuba con los Estados Unidos. Como también lo es que, no obstante algunos casos aislados […], las actuales conductas latinoamericanas y caribeñas desobedecen las intenciones norteamericanas no sólo de aislar al gobierno cubano, sino también de utilizar a gobiernos de la región como fuente de

[413] Hebert Pérez Concepción, *op. cit.*, p. 88.
[414] Juan Tokatlián, « El Caribe insular : unidad y multiplicidad », *in* Juan Tokatlián, Klaus Schubert (éd.), *Relaciones internacionales en la Cuenca del Caribe y la política de Colombia*, Bogotá, Cámara de comercio de Bogotá, 1982, pp. 235-236.
[415] Maryse Roux, *Cuba*, Paris, Karthala, 1997, p. 78.

> presiones indirectas para que Cuba modifique su sistema político y social de manera favorable a los intereses norteamericanos.[416]

Cuba a pu recréer des liens avec la Caraïbe et l'Amérique Latine, et ces deux entités se sont également ouvertes à Cuba. Cela est dû au « virage à gauche » qui s'est opéré à un niveau politique en Amérique Latine au cours des dernières années (au Venezuela, au Brésil, en Uruguay, en Bolivie, au Nicaragua, en Équateur et au Paraguay[417]) autant qu'à la perte de prestige de l'image des États-Unis dans le monde. Ces liens retrouvés ne se fondent pas uniquement sur la politique ou l'économie, et l'on voit que la culture peut ouvrir la voie à un dialogue et empêcher les tentatives d'isolement.

Il faut dire que les échanges entre Cuba et la Caraïbe s'accentuent, et que le soutien croissant de la Caraïbe pour Cuba face aux États-Unis, notamment lors de réunions et sommets de l'ONU, va de pair avec l'implication de plus en plus forte de l'Île dans le CARICOM[418]. En somme, s'il est vrai que les relations économiques ont un poids important dans la reprise du dialogue entre l'Île et sa zone, on voit que les efforts mutuels faits par les deux entités ne sont pas uniquement fondés sur cet aspect.

b- *Révolution et impérialisme culturel*

Il reste encore à savoir si cet éloignement contraint et temporaire a été une véritable fracture, ou bien s'il ne fut qu'une blessure bénigne. Effectivement, il est nécessaire de se demander si, à plus ou moins long terme, les relations en principe « naturelles » peuvent être totalement détruites par un manque d'échange et de dialogue, même fugace à l'échelle de l'Histoire.

Pour Cuba, les relations entre États caribéens et latino-américains ne sauraient être durablement détruites par quelque puissance que ce soit, mais l'on comprend que ce discours résonne comme une auto-persuasion nécessaire à la poursuite de l'œuvre de la Révolution. De la sorte, les déclarations d'intention ne doivent pas déformer une réalité que l'on souhaiterait oublier, car si les intentions de Cuba sont bien de favoriser un

---

[416] Luis Suárez Salazar, « Cuba : la política exterior en el período especial », *in* Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile, *Estudios Internacionales*, « Cuba en el sistema internacional : normalización y reintegración », Juillet-décembre 1994, N° 107/108, p. 318.

[417] Roberto Regalado, *La proyección continental de la Revolución cubana*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 16.

[418] Luis Suárez Salazar, *op. cit.*, p. 329.

dialogue, il faut s'intéresser aux causes de ce désir ainsi qu'à la possibilité de réussite réelle que suppose une telle tentative :

> Las culturas nacionales de los pueblos de América Latina y el Caribe están unidas en sus raíces y propósitos. Para perpetuar su dominación, trata el imperialismo de impedir el proceso de integración latinoamericana y romper los vínculos económicos y culturales entre estos países. […] nuestra patria está fraternalmente unida a los pueblos de América Latina y del Caribe y favorece los intercambios y conocimientos mutuos de sus culturas, sin olvidar que es preciso estar alerta para no tomar como genuina manifestaciones culturales de esos pueblos, aquellas que el imperialismo ha logrado desvirtuar y deformar.[419]

L'impérialisme n'est pas le seul fait des États-Unis, mais il faut bien voir ici une dénonciation de la part du gouvernement cubain de la politique incessante d'agression états-unienne envers l'Île et la totalité de l'Amérique latine, politique qui peut revêtir les formes les plus diverses et ne se contente pas d'un blocus économique. En effet, si Cuba et ses voisins sont unis par la culture, on comprend que le voisin du Nord ait tenté de s'immiscer dans cette culture, afin de la transformer en une divergence et d'empêcher les tentatives de rapprochement. Outre l'isolement de Cuba, cette ingérence dans la culture caribéenne et latino-américaine permet de couper court aux projets d' « intégration », c'est-à-dire à l'union politique et économique des pays de la zone ; en d'autres termes, détruire les relations culturelles permet de limiter les contacts dans les autres domaines, et d'empêcher une cohésion voire une communion qui rendrait les espaces latino-américains plus forts :

> Se define aquí como imperialismo en lo cultural al ejercicio de la hegemonía –por parte de las sociedades de dominación– a través de un proceso consciente, planificado y dirigido contra los sistemas de valores que son patrimonio de sociedades dominadas. El resultado esperado de ese proceso es la consecuente sustitución de tales sistemas por los valores de las sociedades de dominación.[420]

De ce fait même, la relation culturelle acquiert un poids considérable, et ne doit pas uniquement être envisagée comme un état de fait. La Révolution même, en tant que phénomène politique mais également culturel, a été présentée comme une réponse à

---

[419] « Primer Congreso del Partido Comunista Cubano », *in* Nora Madan (éd.), *La lucha ideológica y la cultura artística y literaria (compendio de documentos aprobados por el I y el II Congresos del Partido Comunista Cubano)*, La Havane, Editora Política, 1982, p. 73.

[420] Jorge Domingo Ortega Suárez, « El imperialismo en lo cultural », *in* Mely González Aróstegui (éd.), *América Latina y el Caribe : realidades sociopolíticas e identidad cultural*, San Salvador, Heinrich Böll, 2002, p. 49.

l'ingérence culturelle états-unienne, et l'événement politique, social et historique s'est transformé en un symbole de la lutte anti-impérialiste :

> La Revolución debe verse, en sí misma, como un hecho de la mayor trascendencia cultural : en ella encontraron respuesta y sentido, en su vasta obra de trastrocamiento y fundación, las aspiraciones de intelectuales cubanos que a través de generaciones sucesivas percibieron muy dolorosamente la mutilación de la república martiana y la embestida plattista, y los anhelos instintivos de las mayorías, explotadas y marginadas en muchos sentidos, y también discriminadas en sus búsquedas y necesidades espirituales, y en la plenitud de su identidad. Con la Revolución, además, se reforzó la tradición antiimperialista de nuestro pueblo y nutrió la nueva cultura política que se extendió en las mayorías, y arraigó en ellas.[421]

Néanmoins, les tensions liées aux problèmes cubano-états-unien ne doivent pas conduire à une paranoïa rejetant systématiquement tout ce que l'on suppose provenir du voisin du Nord, sous peine de ne faire qu'amplifier le phénomène de repli sur soi, et d'attiser encore une tension déjà brûlante. Il faut malgré tout reconnaître que la suspicion est de mise lorsque l'affrontement se fait précisément sur tous les terrains : « Por el momento se puede sintetizar que el acoso contra Cuba es total ; las campañas imperialistas no sólo están dirigidas a obstaculizar las relaciones económicas con el exterior, sino también las comunicaciones, el turismo, las relaciones culturales, científicas, etcétera »[422]. Il devient difficile d'établir des relations avec les pays soutenant les États-Unis, ou ayant des liens étroits avec eux, dès lors que l'on estime que tout ce qui vient du voisin du Nord s'oppose brutalement aux valeurs portées par la Révolution cubaine.

À l'inverse, ces valeurs intrinsèques à la Révolution semblent avoir été perçues par les autorités états-uniennes comme le mal absolu, qu'il était nécessaire de contenir et d'isoler tel un virus. D'ailleurs pour certains, le « blocus culturel »[423] imposé par les États-Unis à Cuba mais aussi à l'ensemble de la Caraïbe ne fait aucun doute. Il n'est que de noter l'état des liaisons aériennes entre Cuba, la Caraïbe, l'Amérique et le monde. État déplorable après la crise d'octobre 1962[424], état lacunaire aujourd'hui (on peut schématiser en indiquant que les lignes aériennes caribéennes desservent principalement l'Amérique du

---

[421] Abel Prieto Jiménez, « La cultura cubana : resistencia, socialismo y revolución », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 4.

[422] José Bell Lara, *Cambios mundiales y perspectivas ; Revolución cubana*, La Havane, Editorial de Ciencias sociales, 1999, p. 33.

[423] Claire Pailler-Staub (éd.), *El castrismo*, Paris, Masson et Compagnie, 1970, p. 91.

[424] Gabriel García Márquez, « Au temps du blocus », *in* Maurice Lemoine (éd.), *Cuba, 1959 – 1989 : 30 années de Révolution*, Paris, Autrement Série Monde, 2007, p. 32.

Nord et l'Europe, « le réseau régional apparaissant beaucoup plus modeste »[425]) et qui n'est pas seulement causé par un manque de moyens ou d'infrastructure, mais qui se doit aussi à la politique états-unienne menaçant de représailles les pays se liant avec Cuba ou encore les ressortissants de ces nations, qui peuvent voir leur demande de visa pour un séjour aux États-Unis rejetée.

Cette orientation des lignes aériennes vers certains pays est parfois soulignée comme accentuant la « pénétration culturelle de la région par la nation la plus puissante du monde »[426]. En effet, en ne permettant pas aux pays caribéens d'établir les liaisons aériennes –symboles ici des liens culturels– avec les Nations de leur choix, les États-Unis orientent la création de liens –culturels ou d'un autre ordre– et étouffent dans l'œuf l'établissement d'échanges multipolaires et multilatéraux dans la région.

Cette pénétration se fit et se fait encore à bien des niveaux de la culture, et ne passe pas uniquement pas une diffusion massive d'une culture venue du Nord, mais tente au contraire de s'infiltrer y compris dans les espaces privés de la vie sociale des Cubains :

> Se conocen intentos para introducir grupos religiosos con financiamiento de la Fundación Nacional Cubano Americana, de tele-evangelistas fundamentalistas norteamericanos e iglesias neopentecostales de Centroamérica, entre cuyos objetivos se encuentran las acciones encaminadas a desintegrar o debilitar iglesias tradicionales, afectar estructuras religiosas establecidas y estimular el descomprometimiento social.[427]

Ainsi, en plus de verrouiller les espaces d'échanges dans la Caraïbe, les États-Unis ont parfois tenté de promouvoir des rebellions sur l'Île, puisque le changement de cap politique cubain semble être la condition *sine qua non* à la fin du blocus. Cela amène plusieurs commentaires. Tout d'abord, la volonté de faire tomber un processus politique en cours et d'en établir un autre, considéré comme meilleur, symbolise la tentative d'imposition de valeurs –ici politiques– et en conséquence une ingérence indéniable.

En outre, en envoyant sur le sol cubain des messages ou des hommes chargés d'amener la population à penser comme ils le souhaitent, les États-Unis peuvent effectivement

---

[425] Lucien-René Abénon, Danielle Bégot, Monique Bégot, *Relire l'histoire et la géographie de l'espace caribéen*, Paris, Hachette, 2001, p. 148.

[426] Rex Nettleford, *op. cit.*, p. 245.

[427] Ana Celia Perera Pintado, « Redes transnacionales, representaciones sociales y discursos religiosos en Cuba », *in* Aurelio Alonso (éd.), *América Latina y el Caribe : territorios religiosos y desafíos para el diálogo*, Buenos Aires, CLACSO, 2008, p. 172.

contribuer à déstabiliser l'union populaire autour de la Révolution, et donc faire vaciller le système politique en vigueur dans l'Île, mais peuvent également donner lieu à une réaction d'orgueil ne conduisant qu'à réactiver les tensions, et pouvant même amener à la haine du voisin du Nord. Dans un cas comme dans l'autre, cette stratégie ne peut faire qu'aggraver les choses, et le conflit, en s'enlisant, ne peut permettre aux deux pays d'établir des relations saines et durables avec l'ensemble de la zone caribéenne.

En contrepartie, la politique cubaine, au sens large du terme, a bien souvent été élaborée dans la région dans le but de contrecarrer les tentatives états-uniennes de l'isoler, bien qu'il lui ait fallu compter avec nombre de subtilités diplomatiques et jouer finement la carte du détournement à la solitude imposée. Même lorsqu'elle estimait que son devoir était de libérer des territoires plus lointains, Cuba ne semble jamais avoir oublié la Caraïbe, et les relations politiques ou économiques ont toujours sous-tendu des échanges, quoique parfois forts ténus, permettant malgré tout à l'Île de ne jamais rompre définitivement avec la Caraïbe :

> While Africa looms as the major theater of Cuban military, economic and technical activity in the Third World, the Caribbean region most certainly will continue to be a high priority region for the Cuban leadership. Not only is the region of intrinsic importance, but Cuba has already established its presence as a second-order power and has taken an active role in regional association such as NAMUCAR and the Caribbean Development and Cooperation Committee. She has found receptive allies in Guyana and especially Jamaica. Still, Cuba's involvement is likely to be more circumspect in the Caribbean than in Africa. Not only is the Caribbean a region of critical importance to the U.S., but also the Soviet Union can be expected to act as a further external constraint on Cuban activities in order to avoid being drawn into a confrontation with the U.S. Hence with the exception of Porto Rico, Cuba's Caribbean activities most likely continue to take the form of government-to-government programs and multilateral venture for regional development.[428]

Il apparaît de façon très nette qu'en présentant l'ouverture au dialogue promue par le gouvernement cubain comme une tentative de faire gagner du terrain à l'Union soviétique, les États-Unis ont contribué à rendre l'Île suspecte. Cuba dut finalement agir dans la Caraïbe avec précaution, puisqu'elle souffrait de son image de satellite de l'URSS[429].

---

[428] Edward Gonzalez, « Institutionalization, Political Elites, and Foreign Policies », *in* Cole Blasier, Carmelo Mesa-Lago (éd.), *Cuba in the world*, Pittsburg, University of Pittsburg press, 1979, pp. 31-32.

[429] Roberto Regalado, *op. cit.*, p. 9.

Malgré tout, la politique d'isolement de Cuba prônée par les États-Unis n'a pas toujours rencontré l'écho espéré, et a pu au contraire renforcer l'admiration portée à Cuba et à son représentant politique le plus célèbre : « L'hostilité du gouvernement américain renforce la popularité de Cuba et fait de Fidel Castro un des héros de l'anti-impérialisme »[430]. Elle put ainsi faire de Cuba un modèle, ou comme nous l'avons dit le parangon d'une lutte pour l'indépendance et la liberté des pays caribéens, et convertir encore ses *leaders* politiques en icônes, à l'heure où l'hégémonisme états-unien était de plus en plus contesté en Amérique Latine.

c- *Une aide inattendue à l'établissement de relations*

La domination états-unienne a pu influer de façon bénéfique sur les relations spécifiquement culturelles de Cuba avec la Caraïbe, tout simplement et de manière inattendue –et sans doute ironique– en contribuant à les créer. Des pays tels que Porto Rico purent se tourner vers des expressions culturelles cubaines, et les adopter dans le but de se sentir acteurs de leur culture, et non marionnettes passives d'une identité qu'on tentait de leur imposer : « La santería fue adoptada por los puertorriqueños como expresión de sus propias características étnicas y culturales, y para hacer frente a la rápida americanización de su isla »[431]. On voit donc que certaines populations ont voulu contrecarrer l'américanisation (la nord-américanisation devrait-on dire) culturelle, et qu'elles ont pour ce faire cherché ce qui, dans les cultures caribéenne et cubaine, leur semblait correspondre à leurs propres valeurs. On pourrait dire que le fait d'adopter une culture apparemment étrangère dans le but d'éviter d'être englouti par une autre culture étrangère est dangereux, et ne permet pas l'éclosion d'une culture vraie ; cependant, la totalité des Porto Ricains n'a pas tenté d'adopter l'entièreté de la culture cubaine. Au contraire, on constate simplement que certains Porto Ricains ont distingué la *santería* comme un élément culturel fédérateur, en ce sens qu'il semble ici propre à la Caraïbe, et non à l'Île uniquement.

De la même façon, l'ingérence culturelle états-unienne a favorisé l'exaltation de valeurs nationales, au premier rang desquelles l'on retrouve l'identité culturelle :

---

[430] Maurice Vaïsse, *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1999, p. 130.

[431] Angelina Pollak-Eltz, « El rol de las religiones afroamericanas en la construcción de identidades sociales », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 186.

> Contenido o temporalmente derrotado, el espíritu nacional y patriótico renace en cada generación de caribeños. Para enfrentar la dominación norteamericana, revolucionarios o reformistas, figuras carismáticas o anónimos luchadores, se inspiran en el amor a la patria, la identidad cultural y el conocimiento, en grados diversos, de los males de dominación extranjera.[432]

Il ne s'agit plus dès lors d'admirer Cuba, mais bien de s'unir à elle dans ce que l'on considère être son combat. Il convient de souligner que les États-Unis, en voulant imposer une culture, ont favorisé l'éclosion d'un sentiment de fierté et d'une volonté de défense des cultures propres à la Caraïbe. Cela n'a nullement signifié un repli de chaque pays sur lui-même, mais bien au contraire l'éclosion d'un dialogue, et la mise en perspective des multiples facettes de la ou des cultures caribéennes. Pour ce faire, la Caraïbe a inéluctablement dû se positionner quant aux divergences opposant Cuba et son gigantesque voisin, et a sans doute ainsi perdu le contact avec les pays caribéens alliés aux États-Unis.

Il faut effectivement noter qu'adopter une position neutre s'avère presque impossible, et qu'il s'agit surtout pour les pays caribéens de doser leur opposition ou leur soutien aux mesures des États-Unis visant Cuba. Partant, dès la fin des années 1980, « plusieurs pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine réclament la levée de l'embargo américain contre ce pays. Le soutien à la levée de sanctions vient, en particulier, du Venezuela, de la Barbade et de Trinité et Tobago »[433]. Une résolution contre cet embargo a été votée en 1993 lors d'une réunion des nations Unies par les Bahamas, la Barbade, la Dominique, le Guyana, le Suriname, la Jamaïque, Saint Kitts et Nevis, Sainte Lucie, Saint Vincent et les Grenadines et Trinité et Tobago (Antigua et Grenade se sont abstenues)[434]. Depuis, le nombre d'adhésions à cette résolution ne cesse d'augmenter.

Plus tard, suite à l'effondrement du bloc socialiste, certains « leaders caribéens ont demandé aux États-Unis de revoir leur politique envers Cuba au regard des changements opérés dans le monde »[435]. En somme, Cuba semble avoir regagné son statut d'état indépendant au fil des années, et même si certains pays caribéens sont opposés à son système politique, l'ensemble de la zone tend de plus en plus à affirmer son soutien à l'autodétermination cubaine. En quelques mots, il semble que la Caraïbe ait compris que la méfiance n'était sans doute pas le meilleur moyen de construire la zone, et que les

---

[432] Hebert Pérez Concepción, *op. cit.*, p. 82.

[433] Éric Nabajoth, *Les relations internationales dans la Caraïbe*, Lyon, L'Hermès, 1996, p. 188.

[434] Damián Fernández, Olga Nazarío, « Regional trends : Cuba-Caribbean Community relations », *in* Jacqueline Anne Braveboy-Wagner, Dennis J. Gayle (éd.), *Caribbean Public Policy : Regional, Cultural, and Socioeconomic Issues for the 21st Century*, Boulder (USA, Colorado), Westview Press, 1997, p. 57.

[435] *Ibid*. Notre traduction.

gouvernements s'accordent pour laisser aux Cubains le choix de décider de leur avenir.

L'opposition politique née de l'affrontement entre les États-Unis et Cuba a elle-même pu engendrer la rupture de liens culturels durant un certain laps de temps, liens qui se sont finalement par la suite reconstruits. La question qui se pose alors est de savoir si, peut-être au-delà de toute opposition politique, la culture du voisin du Nord peut étouffer celles des pays caribéens, et, dans l'affirmative, de quelle façon et dans quelle mesure elle peut contribuer à isoler Cuba du reste de l'ensemble caribéen.

2- Une culture nord-américaine écrasante ?

Si la volonté d'ingérence des États-Unis induit des questionnements, il faut encore se demander si la culture de ce pays, volontairement ou non, peut s'avérer écrasante, et spécialement lorsque l'on évoque la Caraïbe :

> A nivel cultural, se ha señalado la creciente « americanización » debido a la difusión del estilo de vida norteamericano a través de la televisión y otros medios. El hecho de que los patrones culturales y los puntos de referencia estén centrados bien en Estados Unidos, bien en Europa, se considera como un obstáculo importante en el desarrollo y la consolidación de las identidades nacionales y de una identidad caribeña.[436]

Si la réception de cultures peut s'avérer être un avantage pour la Caraïbe, l'influence que ces mêmes cultures peuvent avoir sur l'identité déjà vacillante d'une région en construction comme la Caraïbe est considérable. En effet la Caraïbe, carrefour de civilisations, semble imprégnée d'une multitude de cultures qu'on tente encore aujourd'hui de lui imposer par le biais de stéréotypes véhiculés par les médias de masse.

a- *La tentation d'imposer un modèle unique*

Bien avant 1959, de nombreuses voix cubaines s'étaient élevées pour dénoncer l'ingérence états-unienne dans la culture de l'Île. Dès 1916, José Antonio Ramos évoquait la « décubanisation » de Cuba et la tentative d'imposition du modèle de civilisation nord-

[436] Francine Jácome, « Identidades nacionales y cooperación en la región del Caribe », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 246.

américain[437]. Quelques décennies plus tard, l'américanisation de l'Île était à nouveau dénoncée car vécue comme un affront, cette fois par Cintio Vitier[438] ; en effet, cette tentative d'imposer un modèle culturel reflète sans doute le peu de considération, voire le mépris d'une grande partie de la classe politique états-unienne pour la culture cubaine :

> […] Cintio Vitier, en las palabras finales de su ciclo de conferencias sobre « Lo cubano en poesía », daba testimonio de otro momento del mismo proceso siniestro : « somos víctimas de la más corruptora influencia que haya sufrido jamás el mundo occidental ». Se refería a la erosión creciente a que estaba sometida la sociedad cubana por parte del llamado *american way of life*, con su capacidad para « desustanciar desde la raíz los valores y esencias de todo lo que toca ».[439]

C'est bien comme une attaque contre la culture et l'identité intrinsèquement cubaines qu'est vécue la diffusion massive de la culture états-unienne sur l'Île, autrement dit comme une contre-valeur, voire une souillure, et non comme un apport. On voit que la confrontation entre Cuba et les États-Unis s'enracine dans l'Histoire, et que la culture s'est muée en une arme politique : « Así, si repasamos la desmesurada ofensiva antinacional que desarrolló el imperio en Cuba, durante más de medio siglo, con la colaboración entusiasta de sus servidores nativos, nos salta a la vista una de las más notables virtudes del pueblo cubano : la resistencia cultural »[440]. On constate que malgré la vague américanisatrice ou américanisante, les Cubains ont « résisté », et qu'ils ont lutté pour conserver leur culture, qui semble faire partie d'un sentiment d'orgueil national.

Cela ne signifie pas que la culture cubaine ait été préservée de tout contact avec l'extérieur, bien au contraire. Il semble simplement que les habitants de l'Île, par la volonté de leur gouvernement, aient tenté de rejeter les manifestations culturelles états-uniennes que l'on voulait leur imposer. Là encore, on ne saurait dire que les Cubains ont rejeté en bloc toutes les expressions culturelles venues des États-Unis ; on note en effet que le rejet ne s'est opéré que lorsque la population ressentait et vivait la présence de la culture états-unienne comme une intrusion.

---

[437] Abel Prieto Jiménez, *op. cit.*, p. 2.
[438] Poète, essayiste et critique cubain (1921-2009), particulièrement engagé en faveur du processus révolutionnaire.
[439] Abel Prieto Jiménez, *op. cit.*, p. 2.
[440] Abel Prieto Jiménez, *op. cit.*, p. 4.

À ce propos, on ne peut que noter que Cuba, par la voix de Fidel Castro, a à de nombreuses reprises pointé du doigt cet aspect du problème, en le reliant à la politique agressive états-unienne :

> Especial reconocimiento, aún mayor, lo tuvimos para aquellos compatriotas que en los últimos diez años, si queremos con exactitud, en los últimos ocho años, habían sido capaces de resistir el doble bloqueo cuando el campo socialista se derrumba, la URSS se desintegra y aquel vecino quedó como única superpotencia en un mundo unipolar, sin rival en el terreno político, militar, tecnológico y cultural. No estoy calificando la cultura, estoy calificando el poder inmenso con que quieren imponer su cultura al resto del mundo.[441]

Cuba se retient de qualifier la culture états-unienne, qu'elle ne souhaite ni dénigrer ni encenser, mais pointe du doigt le fait que cette culture soit présentée comme « vraie » et supérieure, ou encore comme une culture civilisée qu'il faille adopter sous peine d'être considéré comme sous-développé. Le problème ne vient donc pas de la culture en elle-même, mais bien des intentions, principalement politiques, qu'elle cache et dévoile tout à la fois.

Dans cette optique, la politique culturelle menée par Cuba dans la Caraïbe montre l'importance stratégique d'opposer un contrepoids aux États-Unis : « Drapée dans une idéologie prenant le contre-pied du « modèle états-unien », la Révolution crée un ordre nouveau, s'emploie à promouvoir une culture nationale populaire et, ce faisant, suscite de fortes réactions de sympathie en Amérique latine »[442]. Les nouveautés apportées par la Révolution en matière de culture ont donc favorisé le rapprochement de certains pays caribéens avec Cuba, mais ont également permis de mettre en avant l'une des aspirations communes à ces mêmes pays : celle de faire vivre leurs cultures hors de modèles et de schémas imposés depuis l'extérieur.

Et il faut bien reconnaître que la domination culturelle des États-Unis constitue un problème en soi, mais s'ancre également dans une tradition d'assujettissement de la Caraïbe dont celle-ci serait en droit de ne plus vouloir : « In his *Growth of the Modern West Indies*, the historian Gordon K. Lewis wrote : « the minute the British moved out, the

---

[441] Fidel Castro, *Una revolución sólo puede ser hija de la cultura y las ideas*, La Havane, Editora Política, 1999, p. 7.

[442] Christian Lerat, « Préface », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 9.

Americans moved in »[443]. Les États-Unis n'ont ainsi fait que reprendre le flambeau des anciennes puissances coloniales européennes, ne laissant que peu de chance aux Caribéens de se construire réellement sur le plan culturel.

Ces anciennes métropoles, et notamment la France, reconnaissent elle-même craindre pour le futur de la Caraïbe, crainte découlant de l'attitude des États-Unis vis-à-vis de la zone : « La présence américaine dans la région Caraïbe est une réalité […] vivante de tous les instants. […] Il faut également se convaincre que le CBI[444] est considéré par ses auteurs et promoteurs comme n'étant qu'un premier pas dans un dessein plus ambitieux »[445]. La dangerosité des aspirations états-uniennes quant à la Caraïbe semble mondialement reconnue, même si les pays européens se contentent d'émettre des avis et ne participent pas réellement de la défense et de la sauvegarde de la ou des cultures caribéennes.
D'autre part, on note que la culture reste un prétexte à des ambitions politiques, mais qu'elle est également le bastion de l'identité, que l'on peut chercher à détruire, ou au contraire à préserver.

Malgré cet état de fait, l'omniprésence des États-Unis dans la Caraïbe pourrait aider les pays caribéens à insuffler une nouvelle vie à leur culture, ceci afin de ne pas la laisser sombrer dans l'abîme de l'impérialisme culturel :

> En la medida en que los Caribeños sepan que tienen una tradición histórica al menos común, que poseen puntos de convergencia en manifestaciones y formas culturales, fortalecerán su espíritu de solidaridad y, por tanto, crecerá su resistencia a la penetración cultural extranjerizante.[446]

De la sorte, la réaction à la pénétration nord-américaine ne serait aucunement la passivité, sinon tout au contraire la défense d'une culture devenue vitale, en ce sens qu'elle permettrait d'éviter toute tentative de domination et qu'elle aiderait les peuples caribéens à se découvrir : « Such a serious cultural policy that can appeal to everyone in a country helps not only to shape and consolidate insular national identities, but also to

---

[443] Eric Doumerc, *Caribbean civilisation, the English-speaking Caribbean since independence*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2003, p. 47.
[444] Caribbean Bassin Initiative.
[445] Comité interconsulaire des Antilles et de la Guyane françaises, *Les Départements français d'Amérique, leur avenir et leur rôle au sein de la région des Caraïbes : mémorandum pour servir à leur développement*, Fort-de-France, Comité interconsulaire des Antilles et de la Guyane françaises, 1982, pp. 27-28.
[446] « Festival de la Cultura de Origen Caribeño : hablan los invitados », *in* Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Año II, Número 6, 1986, p. 77.

counterbalance external cultural penetration such as the massive influence of the U.S. mass media »[447]. Dès lors, l'intrusion de la culture états-unienne dans la zone caribéenne, du fait même d'être ressentie comme écrasante, participerait de la lutte pour l'indépendance culturelle caribéenne. Ainsi, l'on observerait une « *re-centration* de ceux qui, soumis aux assauts de l'impérialisme culturel, s'efforcent de ressaisir l'originalité de leur projet social comme en témoignent leurs pratiques de résistance »[448].

Cette défense d'une identité sinon commune, au moins grandement partagée, permet aussi de s'allier contre une domination qui n'est pas seulement culturelle, dans le but d'envisager une émancipation réelle et entière:

> Pero sucede que el Caribe ya es otro, y que Cuba, Granada, Nicaragua y los demás países que hoy levantan sus banderas de combate no se asustan frente al monstruo y sus negras entrañas, y se preparan para defender estas aguas hermanas, este cielo que nos pertenece y estas tierras separadas por la naturaleza, pero unidas firmemente por la sangre de nuestros héroes, los sacrificios y esperanzas de nuestros pueblos y por el camino de lucha que juntos hemos emprendido.[449]

La culture caribéenne actuelle ou du moins ses expressions (manifestations, courants artistiques…) reposeraient alors en partie sur le désir de survivance, ainsi que sur la lutte pour contrecarrer les États-Unis à tout prix. Le danger serait alors pour les Caribéens de se targuer d'une culture caribéenne finalement méconnue, construite en partie par des forces extérieures, et peu analysée, mais érigée en rempart contre la domination nord-américaine.

b- *De la frontière entre contact et ingérence*

Nous vu avons combien le poids des États-Unis peut s'avérer lourd à porter pour la Caraïbe et les Caribéens. Le seul fait de nommer les États-uniens « Américains », au détriment de tous les autres peuples et de toutes les autres nationalités du continent américain, montre la prédominance du « pays à la bannière étoilée ». En effet, à travers le seul terme « Américains », l'on contribue purement et simplement à gommer l'Amérique

---

[447] Fred Constant, « Caribbean culture in the 1990's : toward a carefully conceived policy », *in* Jacqueline Anne Braveboy-Wagner, Dennis J. Gayle (éd.), *Caribbean Public Policy : Regional, Cultural, and Socioeconomic Issues for the 21st Century*, Boulder (USA, Colorado), Westview Press, 1997, pp. 96-97.

[448] Gilbert Rist, « Pour une épistémologie culturelle », *in* Roy Adrian Preiswerk, *À contre-courants : l'enjeu des relations interculturelles*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1984, p. 194.

[449] « El Caribe ya es otro », discours de José Ramón Balaguer Cabrera, Santiago de Cuba, 15 avril 1982, *in* Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Año I, Número 1, 1983, p.9.

Latine. Il n'existe aucun autre continent pour lequel cela est vrai, puisque des mots tels qu' « Africains », « Asiatiques » ou « Européens » englobent sans doute au lieu d'exclure, et ne mettent en tous les cas pas en relief les ressortissants d'une seule Nation.

Néanmoins, toutes les expressions culturelles émanant *a priori* des États-Unis ou liées à ce pays par quelque moyen que ce soit ne constituent pas forcément des ingérences, ou ne sont pas nécessairement ressenties comme telles : « Nul doute par exemple que l'anglais, langue de communication dans le meilleur des cas par rapport à l'espagnol la langue d'identification par excellence, n'est plus tout à fait synonyme d'américanisation lorsqu'il vient de la Jamaïque ou est repris à travers le rap ou le reggae par la jeunesse »[450]. Bien qu'unie en partie par une langue, la Caraïbe hispanophone ne rejette pas la langue du voisin du Nord, du fait qu'elle soit également la langue de nombreux pays caribéens, et qu'elle constitue en conséquence un moyen d'exprimer la culture de nombreuses Nations de la Caraïbe.

En outre, il nous faut aussi reconnaître que la culture nord-américaine n'est pas la seule à envahir tant la Caraïbe que l'ensemble de l'Amérique Latine. D'autres cultures imposées par le passé, ou bien encore l'essor d'une culture « proprement » caribéenne, peuvent ainsi minimiser l'influence états-unienne sans pour autant éviter le danger de gommer les spécificités de chaque pays composant la Caraïbe :

> Además de estas divisiones lingüísticas, los referentes culturales y los vínculos intelectuales con las antiguas metrópolis o con nuevos ámbitos de referencia cultural extrarregional (desde Estados Unidos a África), contribuyen a que las barreras lingüísticas y culturales se intensifiquen, tanto por el hecho de constituir focos de atracción intelectual y académica como por el de proyectar sus propios productos culturales en el Caribe. Paradójicamente, en este sentido, es de señalar que no obstante la tendencia generalizada a estar expuestos a los productos culturales norteamericanos, más allá de las barreras lingüísticas existentes, con frecuencia el proceso de americanización choca con las influencias, quizás más frágiles pero no por ello ausentes, de las ideas y de los productos europeos, africanos y latinoamericanos, constituidos, en algunos casos, en referentes culturales importantes.[451]

La Caraïbe est donc le centre d'échanges culturels à un niveau mondial, les échanges régionaux dans ce domaine restant paradoxalement forts restreints. Elle est un pôle qui

[450] Justin Daniel, « Le mouvement indépendantiste portoricain face au défi de la globalisation », *in* Alain Yacou (éd.), *La Caraïbe au tournant de deux siècles*, Paris, Karthala, 2004, p. 232.

[451] Andrés Serbín, « Cultura y tensión regional en el Caribe », *in* Francine Jácome (éd.), *Diversidad cultural y tensión regional : América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad, 1993, p. 13.

attire toutes sortes de cultures, qui s'y épanouissent, s'y dispersent, s'entremêlent à d'autres. Face à cette vague de cultures, qui ne sont plus des apports dès lors que l'on tente de les calquer et de les reproduire hors de leurs territoires d'origine, l'espace caribéen se défend en tentant de puiser sa force dans ses racines :

> Dans le cadre d'un colloque international intitulé Identité, culture et développement, Le Saint-Lucien G. Williams traduit bien, en 1989, la problématique culturelle dans la Caraïbe :
>
> Maintenant nous sommes rapidement en train de devenir des consommateurs, passifs et non créatifs, de la culture et des valeurs d'autres peuples. Cependant, il y a un retour de la culture traditionnelle qui est une synthèse des apports amérindiens, africains, européens. La nouvelle indépendance, les sentiments nationaux ont conduit les gens à s'intéresser et à promouvoir Sainte-Lucie. Et les artistes aussi voient la menace qui pèse sur cette chose unique qui est la voie d'accès à leur créativité, et ils ont fait des efforts conscients pour régénérer la culture traditionnelle.[452]

En somme, tout en se montrant ouverte au contact, la Caraïbe s'impose de rejeter l'ingérence culturelle dont elle peut être victime depuis quelques années.

Il faut aussi souligner que si la communauté internationale peut se montrer choquée par « l'ingérence », y compris culturelle, des États-Unis dans les affaires caribéennes, peu de hauts cris sont poussés lorsque les pays européens, autrement dit les anciennes métropoles, tentent à leur tour de conquérir le marché culturel de la Caraïbe, ou bien lorsque la culture caribéenne s'invite aux États-Unis.

En effet, la culture caribéenne peut à son tour « envahir » le vaste territoire états-unien et conduire à une sorte de « latino-américanisation »[453] des États-Unis, surtout lorsque l'on sait que Miami, parfois appelée « Cubilandia »[454], est aujourd'hui la ville comptant le plus de pratiquants de la *santería* au monde[455], et que la communauté qui la pratique n'est pas exclusivement cubaine –d'autres émigrés latino-américains s'y étant ajoutés dans le but de

---

[452] Bruce Jno-Baptiste, « Le défi historique et culturel de l'école dans la Caraïbe anglophone », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 219.

[453] Marshall Craig Eakin, *The history of Latin America : collision of cultures*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, p. 314.

[454] Helena C. Lázaro, « El Caribe trasplantado : manifestación literaria antillana en la creación de fronteras culturales más allá de sus orillas », *in* Andrés Bansart, Aura Marina Boadas, Mireya Fernández Merino (éd.), *El Caribe continental e insular en su literatura : ¿ vasos comunicantes o frontera ?*, Caracas, Universidad Central de Venezuela/AVECA, 2001, p. 114.

[455] Angelina Pollak-Eltz, « El rol de las religiones afroamericanas en la construcción de identidades sociales », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 185.

garder un contact avec leurs origines[456] –et dépasse donc peut être la vie spirituelle. En effet, la *santería* agit à Miami pour un point de repère pour les Cubains, mais également pour certaines Caribéens ou Latino-Américains soucieux de conserver coûte que coûte des pratiques culturelles qui, si elles n'étaient pas les leurs à leur arrivée sur le sol états-unien, ne sont pas non plus précisément des pratiques états-uniennes.

Par ailleurs, la culture caribéenne s'exporte bien évidemment dans d'autres parties du monde, ce qui présente bien des avantages, notamment sur le plan économique :

> Certes, la pénétration de la culture nord-américaine dans la Caraïbe est forte, mais les responsables de l'Éducation dans la Caraïbe anglophone, en 1990, reconnaissent que durant cette même période d'influence américaine, la Caraïbe a aussi pénétré l'Amérique du Nord. L'expansion du reggae, du calypso, du soca, à travers le monde, témoigne de cette actualité qu'est l'exploitation du potentiel culturel caribéen. Les marchés d'exportation de ces produits endogènes peuvent être rentabilisés par des clientèles internationales et nationales, conscientes des enjeux réels. En effet, les Caribéens souhaitent maintenir le contact avec leurs racines culturelles. Les peuples des pays industrialisés veulent, dans une perspective cosmopolite, alimenter leur goût de l'exotisme et des cultures populaires. Les habitants du Tiers Monde, mais aussi des pays développés, sont à la recherche d'alternatives pour atténuer la prédominance de l'Europe et des États-Unis dans leurs choix. Et le public averti est demandeur d'un marché international où il peut rencontrer les grands artistes et acheter les produits de haute qualité. Une large clientèle donc qui peut donner à la culture caribéenne ses lettres de noblesse dans le cadre d'un projet d'École voire d'un projet de société.[457]

Les cultures caribéenne et états-unienne s'entrechoquent parfois, et la confrontation –qui devrait peut-être être envisagée en d'autres termes– ne voit pas toujours s'imposer le voisin du Nord. Cela est également vrai à l'échelle mondiale, puisque l'on observe récemment une revalorisation des cultures locales :

> Frecuentemente, el énfasis en las relaciones de poder es reducido a la imposición cultural, llegándose a encontrar referencias acerca de la *McDonalización* o *americanización* de las sociedades del Tercer Mundo. De igual modo, se habla de procesos contrapuestos simultáneos expresados como *glocalización*, *indigenización*, o *hibridación cultural*.[458]

---

[456] Angelina Pollak-Eltz, *op. cit*., p. 186.
[457] Bruce Jno-Baptiste, *op. cit*., p. 219.
[458] Ana Celia Perera Pintado, *op. cit*., p. 164.

La culture états-unienne, bien que forte de moyens de diffusion des plus modernes, ne constitue pas obligatoirement une valeur écrasante pour les expressions culturelles caribéennes.

c- *Embargo et blocus culturels*

Une fois établie la portée de la culture états-unienne dans la Caraïbe et le positionnement de Cuba face à ce fait, il faut s'attacher au ressenti des habitants de l'Île. Le professeur Pedro Tejera, enseignant à l'Université de Santiago de Cuba et spécialiste des relations cubano-états-uniennes, explique la situation comme suit :

> El término embargo se asocia a asuntos bilaterales entre Estados soberanos, en que uno decide restringir sus relaciones comerciales principalmente con la otra parte, por determinadas razones que así le asisten y en correspondencia con las reglas establecidas internacionalmente. Generalmente se trata de embargos comerciales que duran un tiempo determinado y que se eliminan en determinado momento. No supone el acoso constante ni las presiones a terceros países. Repito, es un asunto bilateral entre dos Estados y de ellos depende su eliminación o mantenimiento.
>
> […] Lo cierto que a 50 años del triunfo de la Revolución la tendencia del clima de relaciones entre [Cuba y los Estados Unidos] es al recrudecimiento y las primeras medidas de restricción comercial se han ampliado con medidas de todo tipo, entre las cuales hay de orden migratorio, penalizaciones, económicas, políticas, etc. Además, se producen constantes presiones a terceros países para que deterioren sus relaciones con Cuba. […] Los cubanos de dentro lamentamos que esto ocurra, no se ha podido evitar y no ha quedado otra alternativa que convivir con el problema, pero cuesta mucho trabajo reconocerlo como « embargo », por lo antes expuesto y lo habitual es que en el orden cotidiano y académico se identifique como Bloqueo […].[459]

Ainsi se justifie l'emploi du terme « blocus », la politique des États-Unis dépassant de loin les mesures prises lors d' « embargos », et s'apparentant à des mesures de guerre prises à l'encontre de Cuba[460]. Ce blocus est un problème majeur et une entrave assez conséquente aux relations culturelles cubano-caribéennes.

D'ailleurs, lors d'un entretien avec ce même professeur, nous avons pu constater qu'un blocus culturel est bien plus difficile à mettre en place et à appliquer qu'un « simple » blocus économique. Effectivement, la culture passe par des canaux que la politique ou la

[459] Résultat d'un échange de courriers électroniques avec ce professeur.

[460] Jean Lamore, « La Période Spéciale à Cuba : quelques pistes pour une analyse socio-politique », communication présentée lors de la journée d'études « Cuba frente al « Periodo especial » y las crisis globales 1991-2011 », le 14 mai 2011, organisée par Hortense Faivre d'Arcier-Flores et Salim Lamrani, GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise/CICC).

volonté d'un gouvernement ne peut anéantir : « Le fait est qu'en dépit de tous les blocus et des obstacles dressés par les gouvernements, nous avons entretenu des relations –des liens en réalité étroits– avec tout le mouvement intellectuel et avec les institutions culturelles les plus sérieuses du continent »[461]. Partant, et si bloquer la culture s'avère important et impossible à la fois, c'est bien qu'il s'agit là d'une valeur qui unit et combat l'isolement. Cuba l'a d'ailleurs bien compris, et à travers sa revue « Casa », dont nous reparlerons, elle a cherché à combattre le blocus culturel qu'on lui imposait :

> Mientras en Washington se preparaba [el] bloqueo cultural, nosotros preparábamos este número sobre la nueva novela latinoamericana, recogiendo algunos textos de grandes escritores del continente […]. Mientras en Washington se acrecentaba la política de división, nosotros trabajábamos por la comunicación, mutuamente enriquecedora, de las culturas nacionales.
> […] El bloqueo cultural que intenta imponer Washington no prosperará, este número de la revista es nuestra respuesta.[462]

On ne peut nier la constance du blocus états-unien quant à Cuba, bien qu'il faille insister sur les assouplissements ou durcissements dont a été l'objet cette politique. Prenons en exemple l'administration Clinton, qui avait assoupli les conditions de voyage des Cubains désirant se rendre aux États-Unis, notamment dans le but de participer à des conférences ou manifestations culturelles[463], laissant ainsi la porte ouverte à des échanges.

Néanmoins, et outre les refus de visas dont on fait souvent état, les Cubains se heurtent à des situations presque cocasses. Le blocus empêchant toute rémunération pour les scientifiques de l'Île voyageant aux États-Unis, certains conférenciers se sont vus « rétribués » de façon détournée, les personnes chargées de leur accueil leur achetant les ouvrages dont ils sont les auteurs[464]… Ces livres écrits par des Cubains et achetés par des ressortissants états-uniens restent donc sur le territoire des États-Unis, permettant à d'autres ressortissants de s'informer sur la situation de l'Île d'une autre manière que par les voies officielles. En fin de compte, en souhaitant couper tout contact avec l'Île, le gouvernement des États-Unis a contribué de façon graduelle à en diffuser la culture, y compris en son sein.

---

[461] Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, p. 62.

[462] Luisa Campuzano, « La revista Casa de las Américas, 1960-1995 », *in* Ambrosio Fornet, Luisa Campuzano, *La Revista Casa de las Américas : un proyecto continental*, La Havane, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello, 2001, p. 42, citant l'éditorial du numéro 26 (octobre-novembre 1964) de la revue « Casa de las Américas ».

[463] Entretien avec le Professeur Pedro Tejera, professeur de théorie sociopolitique, d'histoire de la pensée politique et d'histoire du socialisme à l'Université de Oriente de Santiago de Cuba.

[464] Entretien avec le Professeur Pedro Tejera.

Malgré tout, il convient de noter à nouveau que Cuba ne rejette pas totalement la culture états-unienne, ou du moins les expressions culturelles de certaines franges de la population du voisin du Nord :

> Pour des raisons économiques, historiques et culturelles, la libération de Notre Amérique doit même influer sur les États-Unis avec lesquels nous nous comprendrons sur la base de l'égalité et du respect mutuel si nous prenons conscience qu'il existe aussi, dans cette autre Amérique, un peuple travailleur, des masses exploitées et des intellectuels honnêtes et progressistes dont beaucoup proviennent des mêmes origines culturelles que nous.[465]

En d'autres termes, Cuba semble souhaiter établir des relations avec les ressortissants états-uniens qu'elle n'estime pas porteurs des valeurs impérialistes, et il s'agit là d'une brèche ouverte permettant sérieusement d'envisager la création de liens culturels entre l'Île et les États-Unis, liens qui déboucheraient par la suite sur une mise en relation des différentes cultures caribéennes.

Si l'impact de la politique et de l'influence des États-Unis dans la région caribéenne est plus que conséquente, il faut malgré tout souligner que ce pays n'est pas le seul à y favoriser ou au contraire y décourager les relations culturelles.

3- Les autres pays, régions et « blocs » dans les relations entre Cuba et la Caraïbe

Il est donc nécessaire de s'intéresser aux influences autres qu'états-uniennes concernant les relations culturelles de Cuba avec la Caraïbe. Il en existe pléthore, et elles constituent des facteurs improductifs ou tout à l'inverse constructifs pour ces relations :

> […] la influencia de dichos actores extrarregionales sobre los procesos de cooperación e integración han sido importantes. Debe señalarse que algunos de ellos, incluso, fomentaron los primeros movimientos de integración, como fue el caso de Gran Bretaña con la Federación de las Indias Occidentales, y Holanda con las Antillas Neerlandesas. No obstante, estos países del Norte también

[465] (s.a), *Discours d'ouverture prononcé par le camarade Armando Hart Dávalos, Ministre de la Culture de la République de Cuba, lors de la Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de Notre Amérique*, La Havane, s.n, 1981, p. 2.

> han sido un obstáculo, de una forma u otra, para los intentos de cooperación e integración en la región.[466]

a- *Les anciennes métropoles : quel(s) apport(s) culturel(s) ?*

Nous l'avons déjà évoqué, et continuerons à le faire tout au long de ce travail : les apports culturels des anciennes métropoles par le biais de la colonisation ne sont plus à démontrer, ils se retrouvent partout, y compris de façon parfois sous-jacente et implicite. La prudence est cependant de mise lorsque l'on utilise le terme « apports ». En effet, les conséquences de la rencontre des deux mondes furent multiples, et parfois désastreuses :

> Les structures politiques et culturelles et les constructions géopolitiques contemporaines de la Caraïbe restent en partie marquées par l'héritage des liens coloniaux antérieurs. L'empreinte de ces liens de dépendance fondateurs se lit notamment dans la fragmentation multiforme de la région qu'illustrent des schémas politico-institutionnels variés, des modèles culturels –linguistiques, musicaux en particulier– différenciés quoiqu'issus d'une même matrice historique caribéenne, et des insertions divergentes dans les réseaux de la mondialisation.[467]

On le voit nettement ici, les apports européens purent être négatifs, et peuvent aujourd'hui encore avoir un impact sur les relations internes à la Caraïbe. Les anciennes métropoles n'apportèrent pas seulement une culture, elles arrivèrent également sur les territoires caribéens avec des modes de vivre, des schémas de pensée et des structures politiques qu'elles léguèrent en partie à la zone. La colonisation se répercute aujourd'hui dans la segmentation dont est victime –peut-être autant qu'actrice par moments– la Caraïbe. Le passé colonial de l'espace caribéen explique et provoque dans le même temps un isolement, aussi bien culturel qu'économique, politique, *etc.* : « La dominación colonial de las potencias europeas ha causado, históricamente, el mayor de los aislamientos o separación entre los países que conforman el Caribe insular […] »[468].

Quoi qu'il en soit, on constate que les anciennes métropoles, et particulièrement celles qui sont toujours officiellement les instances dirigeantes de certains territoires, continuent à

---

[466] Francine Jácome, « Identidades nacionales y cooperación en la región del Caribe », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 246.

[467] Cédric Audebert, « Stratégies géopolitiques, dynamiques géoéconomiques et migrations caribéennes : des aires d'influence aux réseaux », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 266.

[468] Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, p. 14.

influer sur l'établissement de relations culturelles. À cet égard, on note que la France a bien souvent favorisé les échanges des DOM-TOM avec les pays non-hispanophones, notamment durant les années 1980, et que de nombreux rapports et documents produits par les instances représentatives françaises font état de la nécessité de collaborer avec les pays anglophones et néerlandophones, plus puissants et stables sur le plan économique :

> Bien que tous les pays intéressent les DFA, notamment pour l'expansion de leurs échanges culturels et économiques et constituent par suite leur zone d'influence, les propositions objets du présent mémorandum –en vue d'une étroite collaboration et d'un développement économique intégré– concernent au premier chef les nouveaux États et les territoires d'Outre-Mer anglophones et néerlandophones, signataires de la Convention de Lomé […].[469]

Les pays ayant participé de la colonisation de la Caraïbe tendent à penser la région en termes de « zone d'influence », et établissent ainsi des liens au gré de leur intérêt en rangeant finalement la culture au second plan.

Il faut encore noter que la France oriente non seulement les relations culturelles, mais aussi la production culturelle elle-même des territoires dont elle est encore maîtresse. En effet, c'est d'elle que semble émaner le « cadre » légal dans lequel la créativité artistique des territoires caribéens en sa possession peut avoir lieu. Ainsi peut-on dire : « Il semble que la France offre aux artistes antillais le moyen de se produire et d'échanger mais dans un certain cadre, selon des règles bien définies et qui ne permettent pas suffisamment l'émancipation et l'affirmation en dehors d'elles »[470]. De ce fait, c'est bien de Paris que sont impulsées les relations culturelles des Antilles françaises, et non des territoires antillais eux-mêmes.

En outre, les expressions culturelles des DOM semblent avoir été étouffées au profit d'une culture importée depuis la métropole. Historiquement, la culture imposée aux DOM-TOM français est effectivement celle de la métropole. L'exemple de la Martinique est en cela frappant, puisqu'on y a promu l'idée que la culture « vraie » était celle de la France

---

[469] Comité interconsulaire des Antilles et de la Guyane françaises, *Les Départements français d'Amérique, leur avenir et leur rôle au sein de la région des Caraïbes : mémorandum pour servir à leur développement*, Fort-de-France, Comité interconsulaire des Antilles et de la Guyane françaises, 1982, p. 15.

[470] Stéphanie Bérard, « Les échanges interculturels dans le monde théâtral caribéen », *in* Nathalie Bernardie, François Taglioni, *Les dynamiques contemporaines des petits espaces insulaires : de l'île-relais aux réseaux insulaires*, Paris, Karthala, 2005, p. 398.

métropolitaine[471], et, en réalité, celle des Blancs de l'Hexagone. Toute tentative pour s'extraire de ce schéma était ainsi perçue comme une manifestation folklorique :

> L'histoire des activités culturelles dans les DOM est soumise aux frayeurs d'une société en mutation, où les activités dites traditionnelles semblent encore plus violemment qu'ailleurs menacées de disparition. Le processus d'assimilation a longtemps gommé ou minimisé les attributs culturels propres. Au mieux les particularités locales étaient-elles perçues sous forme d'un folklore, minoration qui frappait de la même façon la langue créole. Ce « folklore », quelquefois présenté comme tel dans des publicités touristiques, est aujourd'hui affiché et revendiqué comme trait culturel, censé exprimer la nature profonde d'une population, dans sa dimension singulière.[472]

De façon assez pernicieuse, les traits culturels propres aux Caribéens ont été dévalorisés, et on les a bien souvent considérés comme des expressions d'une sous-culture. Si aujourd'hui les habitants des DOM-TOM se sont réapproprié leurs traditions culturelles et ont fait d'un « folklore » une vraie culture, on comprend que le chemin a été difficile et que les valeurs culturelles imposées par la France mais également les autres métropoles aient pu conduire à des fractures entres les Nations caribéennes. En effet, s'il n'existe pas de culture caribéenne, on ne peut affirmer qu'il existe une culture européenne, c'est-à-dire une culture englobant toutes les valeurs et expressions culturelles européennes et liant étroitement les pays de l'Ancien Monde. De la sorte, en tentant d'imposer des schémas culturels européens, les métropoles ont contribué à reproduire les dissensions que connut le Vieux Continent et qui ont conduit à des conflits dont l'Histoire peut témoigner.

De surcroît, les anciennes métropoles subissent elles aussi le poids du blocus états-unien, et cela s'avère plus que problématique dans le sens où les anciennes puissances coloniales ont bien souvent gardé des liens forts avec leurs anciennes colonies, voire sont toujours les maîtresses plus ou moins avouées des territoires.

Prenons à nouveau en exemple le cas de la France et de ses Départements d'Outre Mer, voisins de Cuba. L'on est en droit de se demander si la Martinique et la Guadeloupe peuvent établir librement les relations qu'elles désirent avec le crocodile vert, en toute indépendance, ou en tous les cas le plus indépendamment possible face à la métropole,

---

[471] Jorge Giovannetti, « El legado de Harry Hoetink : relaciones raciales y estudios caribeños », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 17, 2004, p. 218.

[472] Jacques Dumont, « Les régates de yoles rondes de la Martinique : un sport identitaire au service du tourisme ? », *in* Jean-Marie Breton, Patrick Le Louarn, Pascal Saffache, *Patrimoine culturel et tourisme alternatif : Afrique, Amérique, Caraïbe*, Europe, Paris, Karthala, 2009, p. 187.

surtout lorsque l'on sait les représailles dont les États-Unis menacent les pays « collaborant » avec l'Île.

De plus, il faut relever que, s'il n'existe pas de point d'achoppement concret aux relations entre la France et Cuba, l'image de l'Île véhiculée sur l'Hexagone est parfois négative, et que l'on n'imagine dès lors que très difficilement comment la métropole, si elle impose des « cadres » pour la création artistique, pourrait laisser les DOM et les TOM libre d'établir les relations culturelles de leur choix :

> Aucun contentieux n'oppose les États français et cubain, les relations diplomatiques, commerciales et culturelles n'ont jamais été interrompues entre eux, l'image de la France est très bonne à Cuba, les liens entre les deux peuples sont tissés d'échanges fructueux et empreints de sympathie, mais rarement l'expérience sociale poursuivie par un pays ami n'aura engendré tant de désinformation, voire de hargne, dans nos médias nationaux. En un mot comme en deux, elle est mal/traitée.[473]

L'on peut donc tenir pour acquis que l'image de Cuba diffusée en France, à tout le moins métropolitaine, et notamment par la presse, est loin de refléter les relations entre les deux pays. Cette vision de Cuba a nécessairement un retentissement sur les populations des Départements d'Outre Mer, et l'on pourrait comprendre que leur premier désir ne soit pas d'établir des relations culturelles stables avec un pays que l'on a si souvent décrit comme étant un « goulag totalitaire ».

Néanmoins, dans une sorte de réflexe contre toute forme de colonisation, les Départements Français d'Amérique peuvent parfois montrer une volonté de se démarquer de la métropole, voire d'aller contre la politique prônée par cette dernière, afin de s'insérer dans la Caraïbe, ce qui peut contribuer ultérieurement à la consolidation de liens, construits notamment sur une base identitaire :

> L'affirmation d'une identité « créole » forte, résistant à la modernisation des modes de vie, est donc censée se traduire par un allègement des liens avec l'Hexagone et par l'intensification de ceux –historiquement fort ténus– que les DFA entretiennent avec les autres pays de l'aire caraïbe.[474]

---

[473] Paul Estrade, « Une révolution *sui generis* inscrite à jamais dans l'histoire », *in* Sandra Hernández (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, pp. 7-8.

[474] Thierry Michalon, « Les départements français d'Amérique entre rêve caraïbe et attaches européennes », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 158.

Soulignons qu'actuellement, l'intérêt de la France semble être « bien plus faible […] pour la Caraïbe insulaire orientale que pour les pays continentaux d'Amérique latine, ou pour les grandes îles, telles que Cuba et la République dominicaine […] »[475], ce qui sous-entend que les impulsions politiques données depuis la métropole peuvent être orientées vers des pays tels que Cuba –et il n'est que trop évident que les DOM doivent composer avec les orientations de cette métropole. L'on comprend qu'il ne soit pas facile pour des îles telles que la Martinique ou la Guadeloupe d'instaurer des liens avec Cuba, mais également que l'intérêt moindre porté par la métropole aux petites îles de la Caraïbe peut être à double tranchant pour les DOM caribéens appartenant à la France. En effet, ces derniers n'ont sans doute pas les crédits ni le soutien nécessaires à l'établissement de relations avec les petits pays caribéens, mais ils peuvent peut-être se jouer du peu d'importance accordé à ces pays par la métropole et utiliser leur faible marge de manœuvre dans le but d'instaurer des liens culturels avec eux.

Cela étant dit, on voit que Cuba conserve un certain poids dans la Caraïbe, et qu'elle est sans doute vue par les pays européens comme une nation impossible à ignorer à l'heure d'établir des relations. De ce fait, Cuba peut tirer parti de la situation, puisque les DOM et TOM peuvent s'ouvrir à elle aussi bien de leur propre volonté que par « obligation », du fait des directives métropolitaines. Apparaît de façon très nette l'instabilité des relations établies par les territoires encore sous domination européenne, puisque les orientations varient au gré des années et des tendances politiques.

Les liens qui s'établissent entre Cuba et ses voisins sont largement conditionnés par la versatilité des intérêts européens. En somme, la politique concernant la Caraïbe impulsée depuis Paris a évolué au fil du temps, permettant une ouverture des DOM français de la région sur la Caraïbe dans le même temps qu'elle rendait impossible la pérennité des liens tissées, précisément du fait de son inconstance.

De la sorte, dans les années 1980, la France s'intéressait particulièrement aux aspects économiques et stratégiques de ses DOM-TOM, notamment dans la Caraïbe, et tentait de calmer les mouvements indépendantistes par de petites concessions[476]. Les intérêts de la

[475] Jean Crusol, Éric Lambourdière, « Les départements français d'Amérique dans le dialogue Europe-Caraïbe », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 217.

[476] Colin Clarke, « Europe and the Caribbean : from colonial hegemony to geopolitical marginality », *in* Anthony Bryan, Edward Greene, Timothy Shaw, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, p. 136.

France étaient guidés par les bénéfices qu'elle pouvait tirer de la position de ses DOM, et la liberté accordée à ces derniers ne semble l'avoir en fait été que dans le but de les contrôler.

Il est intéressant de voir d'autre part que la France considérait la Caraïbe en 1982 comme une « région originale du globe, névralgique de surcroît »[477]. L'originalité de la Caraïbe ne paraît pas ici jouer en sa faveur, puisque c'est plutôt son instabilité que l'on souligne. L'Hexagone mettait également en avant la « nécessité [pour les DFA] de ne pas se développer dans l'isolement mais en établissant et en maintenant avec leurs voisins des relations confiantes et des échanges, notamment dans les domaines culturel et économique »[478]. On peut déduire que la volonté de voir des échanges s'instaurer dans la Caraïbe découle d'une volonté de contrôle d'une région dont les déséquilibres profonds conduisent à une apparente instabilité, voire fragilité.
Le plus surprenant tient dans le fait que la France voyait en parallèle dans la Caraïbe « l'une des régions les mieux définies du globe »[479], ce qui montre peut-être une certaine méconnaissance de la zone, et conduit à penser que les relations instaurées ne l'ont pas été sur des bases d'excellente qualité.

Enfin, au tout début des années 1990, la France semblait prendre conscience de la nécessité de participer d'un réel essor de la communication et des liens internes à la Caraïbe : « Nous ne pouvons plus reculer devant le choix entre l'isolement et le développement dans une grande coopération régionale harmonieuse et dans la paix »[480]. On observe alors que la métropole s'est sentie dans l'obligation de participer d'un mouvement en cours, et que la question centrale restait être celle de l'isolement ou de l'intégration à un ou des procédés régionaux.
Quoi qu'il en soit, les échanges entre DFA et le reste de la Caraïbe restent succincts et somme toute assez superficiels, la Guadeloupe et la Martinique entretenant principalement des relations avec des pays géographiquement très proches[481].
Cuba pourrait bénéficier des intérêts français, à la base économiques, afin d'assurer la promotion de liens avec son environnement, mais il faut noter qu'en parallèle, les DOM

[477] Comité interconsulaire des Antilles et de la Guyane françaises, *op. cit.*, p. 9.
[478] *Ibid*.
[479] Comité interconsulaire des Antilles et de la Guyane françaises, *op. cit.*, p. 15.
[480] Comité interconsulaire des Antilles et de la Guyane françaises, *op. cit.*, p. 11.
[481] Comité interconsulaire des Antilles et de la Guyane françaises, *op. cit.*, p. 9.

français sont les seules îles à ne pas s'impliquer dans les tentatives d'élaboration de programmes communs[482] impulsées par l'Organisation des États de la Caraïbe Orientale[483]. Notons à ce propos que les préférences des anciennes métropoles se tournent vers des grands ensembles représentant d'importants marchés financiers, et excluent donc parallèlement les « petits » États de la Caraïbe, ce qui ne permet pas la création d'échanges globaux et exhaustifs avec et entre la zone.

Malgré tout, et y compris malgré la perte de valeur stratégique de la Caraïbe, l'on pourrait envisager le fait que les anciennes métropoles –et parmi elles la France– aujourd'hui membres influents d'une Europe elle-même en construction, puissent constituer un appui de taille aux projets liés à la coopération dans la région caribéenne, dans un premier temps économique. Il ne s'agirait cependant pas de voir chaque ancienne métropole européenne agir seule et pour son propre compte, mais plutôt d'une sorte de politique commune européenne quant à la Caraïbe :

> Les départements français d'Amérique constituent un atout dont dispose la région pour lutter contre les risques de marginalisation et renforcer son attractivité à l'égard de l'Union européenne. Leur présence dans la zone constitue un facteur naturel de maintien de l'intérêt de l'Union européenne, le premier ensemble économique du monde par sa richesse (le PIB de l'Union européenne est supérieur à celui de l'Amérique du Nord). Faisant partie de la République française et appartenant à l'Union européenne –mais situés géographiquement dans la Caraïbe, dont ils partagent l'histoire et certains aspects culturels–, ils ont de sérieux atouts pour faciliter le dialogue entre l'Europe et la Caraïbe, et ceci, d'autant que ce ne sont pas les seuls territoires européens de la zone. Les Antilles néerlandaises et les îles dépendant de la Grande-Bretagne peuvent aussi jouer ce rôle. L'ensemble de ces territoires européens pourrait contribuer à faciliter le dialogue entre ces deux régions du monde.[484]

Le danger qui apparaît est bien évidemment celui d'une tentative « d'annexion » de la Caraïbe par le Vieux Continent. Néanmoins, il faut souligner que les anciennes métropoles ont conféré à certains territoires caribéens un rôle de « médiateur » entre l'Europe, la Caraïbe et l'ensemble du continent américain, et qu'elles leur ont également conféré le statut de plaque tournante des relations, en faisant de ces territoires de véritables passerelles et traits d'union entre différents ensembles géographiques, économiques, et culturels.

---

[482] Francine Jácome, *op. cit.*, p. 245.

[483] Organisation centrée sur les pays anglophones de la Caraïbe, qu'ils soient indépendants ou encore sous tutelle britannique, et qui appelle de ses vœux la réflexion commune sur la coopération dans la zone.

[484] Jean Crusol, Éric Lambourdière, *op. cit.*, p. 218.

Par ailleurs, les anciennes métropoles peuvent influer sur la conduite et la direction prise par les relations culturelles internes à la Caraïbe. Dans les années 1980, certains mouvements britanniques se sont émus du rôle des États-Unis dans la Caraïbe et de la mauvaise vision et interprétation états-unienne de la zone caribéenne[485]. À cette époque, un rapport publié par la Chambre des Communes –House of Commons Select Committee for Foreign Affairs– demandait même que la légitimité du processus politique cubain soit reconnu, et insistait sur le fait que Cuba faisait pleinement partie de la Caraïbe, mais cette publication ne fut pas appuyée par le gouvernement britannique[486]. On voit que les anciennes métropoles ont pu participer du rejet ou de l'acceptation de Cuba et de son processus révolutionnaire, parfois dans le seul but d'empêcher que les États-Unis ne prennent plus d'importance encore dans la zone caribéenne. Il ne s'est donc pas agi de reconnaître la Révolution cubaine pour ce qu'elle était ou représentait, mais bien d'en faire un appui au refus de l'ingérence états-unienne –et en conséquence d'asseoir un *statu quo* perpétuant les anciennes métropoles dans leur rôle d'unique guide pour la Caraïbe.

En outre, soulignons que des visites officielles de représentants Français eurent lieu en 1980 à la Grenade, la Barbade et Trinité et Tobago[487] et qu'en septembre 1982, François Mitterrand accueillait Maurice Bishop à Paris[488], comme pour mieux connaître mais aussi reconnaître la zone caribéenne. En d'autres termes, les années 1980 auront été un moment d'intensification de la réflexion des anciennes métropoles quant à la Caraïbe et à sa valeur stratégique.

Enfin, le poids des anciennes métropoles empêche parfois la définition et l'éclosion d'une identité culturelle claire pour les Caribéens : « […] ¿Cómo potenciar el sentido de síntesis y conformador de sociedades y naciones cuando existen grandes sectores sociales dentro de los pueblos caribeños que no se reconocen como portadores y nutridores de esta cultura por la carencia, entre otros factores, de una independencia formal o de espíritu ? »[489]. Il devient évident que l'indépendance relative accordée à l'espace caribéen ne lui permet sans

---

[485] Colin Clarke, *op. cit.*, p. 133.
[486] *Op. cit.*, p. 134.
[487] *Op. cit.*, p. 137.
[488] *Ibid.*
[489] Osvaldo Barrios Montes, « Para pensar el Caribe desde Cuba », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 18, 2004, p. 172.

doute pas d'aller au bout de ses démarches et de sa recherche identitaire, ce qui nuit en conséquence à l'essor de relations culturelles véritablement voulues et consenties.

Les anciennes métropoles ne sont malgré tout pas les seules à jouer un rôle considérable dans les relations culturelles internes à la Caraïbe. En effet, certains blocs économiques se distinguent par l'impact qu'ils peuvent avoir dans ce domaine.

b- *Les blocs économiques*

Il semble donc que les relations culturelles ne puissent fonctionner par elles-mêmes que de façon très partielle. Elles s'imbriquent dans d'autres types de relations, ce qui permet d'avancer que les liens, quels qu'ils soient, ne sont pas forcément créés ou voulus uniquement pour eux-mêmes ; ils peuvent au contraire n'être qu'une manière d'atteindre un autre but, de tisser d'autres attaches. Nous pouvons prendre pour exemple les nouvelles relations de Cuba avec la Caraïbe élaborées suite à la crise des fusées –encore appelée crise des missiles– de 1962 :

> La nouvelle caribéanité assumée par les Cubains quelques années après cet épisode, non seulement témoigne d'une nouvelle démarche de ceux-ci, mais permet aux pays anglophones de signer quelques accords avec le COMECON. En se donnant cette dimension caribéenne, les Cubains ont quelques objectifs clairs : tenter de briser l'isolement dans lequel l'île se trouve, et essayer de légitimer son rôle en tant que pays caribéen. Ces objectifs coïncident, en partie, avec le désir des pays du Commonwealth caribéen de développer un schéma d'action internationale indépendante. Pour concrétiser cette politique, Cuba va participer à toute une série d'organisations multilatérales telles que le « Comité de Développement de Coordination Caribéen » (C.D.C.C.), le Système Économique Latino-Américain (SELA) ou la NaMuCar (Multinationale de Navigation Caribéenne).[490]

Le désir d'établir des relations est motivé par un intérêt économique et/ou stratégique. Du côté de Cuba, il s'agissait réellement de ne pas laisser l'Île être enfermée politiquement ni économiquement. Pour certains pays caribéens, la volonté cubaine de se réinsérer dans son espace originel permettait des bénéfices financiers qui les conduisirent à accélérer la réintégration cubaine au sein de la Caraïbe. Le poids et le rôle de certains organismes économiques apparaissent dès lors évidents, et on note que l'isolement ou l'intégration de Cuba dans l'aire caribéenne ne s'est pas uniquement faite par la culture.

[490] Éric Nabajoth, *Les relations internationales dans la Caraïbe*, Lyon, L'Hermès, 1996, p. 82.

En outre, il faut s'interroger sur la dispersion affichée des organismes chargés de la collaboration économique dans la région caribéenne. Le foisonnement de ce type d'organisations ne favorisent pas l'instauration de relations stables, y compris au niveau culturel :

> En los actuales momentos, une mayor fragmentación de la CARICOM podría producirse con la llamada « Iniciativa Manning », promovida por el primer ministro de Trinidad y Tobago, Patrick Manning, que persigue una alianza política y económica entre Trinidad y Tobago, Barbados y Guyana. Una vez realizada dicha alianza, se aceptaría la incorporación de otros países. Habría que preguntarse si esto no establecería un organismo de cooperación e integración paralelo a la CARICOM y, en caso de ser así, qué sentido tendría participar en dos organismos de cooperación que persiguen básicamente los mismos fines.[491]

On note que c'est l'éparpillement qui prédomine, et les organismes de coopération ou blocs économiques ne font qu'accentuer l'état d'éclatement préexistant de la Caraïbe. Il devient difficile pour les pays de la zone de choisir à quel organisme appartenir, et l'opportunité de faire partie de plusieurs organisations pose des questions plus qu'elle n'apporte de réponses.

De plus, la multiplicité des blocs économiques interpelle. Il ne faudrait pas que chaque bloc se centre uniquement sur lui-même, sous peine de morceler encore plus la région, d'en exclure certaines parties et de s'auto-exclure d'un processus plus large d'intégration, sur lequel nous reviendrons plus en avant.

De surcroît, les intentions affichées par les organismes économiques qui naissent et disparaissent dans la Caraïbe ne laissent souvent que peu de place à la culture pour elle-même, puisqu'elle est bien souvent liée dans l'esprit des instances dirigeantes à des bénéfices purement financiers qu'elles souhaitent immédiats. Tabler sur l'instauration de relations culturelles, ne serait-ce que dans le but d'en tirer des profits financiers sur le long terme, n'apparaît donc pas comme une priorité dans la Caraïbe.

Malgré tout, il faut dire qu'au moment de leurs constitutions respectives, les membres de l'Association Latino-Américaine de Libre Échange (Asociación Latinoamericana de Libre Comercio, ALALC), du Pacte Andin et du Marché Commun Centraméricain (MCCA) ont affirmé leur désir de s'appuyer sur la culture afin de favoriser les relations économiques et

[491] Éric Nabajoth, *op. cit.*, p. 247.

commerciales des Nations latino-américaines[492]. À l'intérieur de ces associations ou regroupements économico-politiques, ont pu être créés des « sous-organismes » chargés d'activer pleinement la collaboration culturelle, que l'on sent alors plus que jamais liée à l'essor économique et à la coopération commerciale :

> En este marco, es creado el Convenio Andrés Bello por los países miembros del Pacto Andino en enero de 1970. Según la letra del Convenio, tiene el propósito de « acelerar el desarrollo integral mediante esfuerzos mancomunados en la educación, la ciencia y la cultura, con el propósito de que los beneficios derivados de esta integración cultural aseguren el desenvolvimiento armónico de la región y la participación consciente del pueblo como actor y beneficioso de dicho proceso ».[493]

Si l'on souhaite remettre l'homme sur le devant de la scène, il n'en reste pas moins que l'on s'attend à tirer profit de la collaboration culturelle, et ceci à différents niveaux. Mais il faut bien noter que l' « intégration culturelle » est clairement évoquée, sans pour autant signifier un lissage de la culture, mais seulement une « harmonie ». La nécessité de tisser des liens culturels, et la perception de ces liens comme indispensables à une collaboration économique se fait sentir dans toute l'Amérique Latine depuis plusieurs décennies maintenant. Il faut d'ailleurs préciser que le Groupe de Rio, lors de ses deux premières réunions (1987 et 1988), a mis en avant la force que la culture atteint en matière de relations[494].

En outre, l'ALALC, qui devint dans les années 1980 l'ALADI, a également signé différents traités reprenant ses engagements en matière d'intégration culturelle, de collaboration et d'impulsion des échanges :

> En el marco de la Asociación Latinoamericana de Integración (ALADI), […] se concretó el Acuerdo de Alcance Parcial de Cooperación e Intercambio de Bienes en las Áreas Cultural, Educacional y Científica (1988). En este documento se precisa que su objeto es « propender a la formación de un mercado común latinoamericano de bienes y servicios culturales destinado a darle un amplio marco a la cooperación educativa, cultural y científica de los países signatarios y a mejorar y elevar los niveles de instrucción, capacitación y conocimiento recíproco de los pueblos de la región ».[495]

---

[492] Alejandra Radl, *La dimensión cultural, base para el desarrollo de América latina y el Caribe : desde la solidaridad hacia la integración*, Buenos Aires, Banco Interamericano de Desarrollo-Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe, 2000, p. 20.
[493] Alejandra Radl, *op. cit.*, p. 21.
[494] *Ibid*.
[495] Alejandra Radl, *op. cit.*, p. 22.

On voit donc que la culture intéresse tous les sous-ensembles qui composent l'Amérique Latine, qui semblent considérer la culture comme un levier permettant un accès plus rapide et plus stable à une intégration réelle. En effet, la culture supposerait une meilleure auto-connaissance de la zone, ce qui faciliterait sans doute une coopération étendue à plusieurs niveaux. Il faut donc insister sur le fait que les groupes économiques mettent en avant la nécessité d'utiliser la culture et les échanges culturels comme moteurs de relations multiples et multilatérales, et que les actions menées en ce sens sur le sous-continent américain peuvent être profitables à la Caraïbe.

Il faut à présent rappeler l'influence de la Révolution cubaine dans les relations de l'Île avec ses voisins, car elle constitue une révolution pour l'ensemble de la sous-région à laquelle appartient Cuba. Que ce soit en tant qu'événement historique ou dans la mise en place d'un nouveau système de gouvernance, qui plus est novateur dans la Caraïbe, cette Révolution constitua un séisme à et pour Cuba, mais son onde de choc se propagea dans toute l'Amérique Latine, qui avait alors les yeux rivés sur le crocodile vert et sur le souffle nouveau qu'il apportait dans la façon d'envisager l'avenir de tout le continent : « El poder de seducción de la Revolución apenas tenía precedentes en la historia de América »[496].

[496] Hebert Pérez Concepción, *op. cit.*, p. 84.

Chapitre 4 : Place de la Révolution cubaine dans les relations de l'Île avec la Caraïbe

Il semble effectivement que la Révolution cubaine, en partie sur le fond mais aussi et principalement dans sa forme, ait marqué les esprits en Amérique Latine, et qu'elle ait de la sorte contribué pour une très large part à isoler, ou tout au contraire à intégrer l'Île à l'espace caribéen :

> La Revolución cubana no fue un golpe de estado, tan común al subcontinente, tampoco un simple cambio de partido político por otro […]. Trajo consigo una renovación de las estructuras políticas, económicas, sociales y culturales, y generó una nueva conciencia social y política. Cuba fue considerada en América Latina como el epicentro de una revolución que aspiraba a ser subcontinental, y si bien suscitaba la desconfianza de algunos, se transformó en una verdadera esperanza para América Latina, como lo señaló Leopoldo Zea, e incluso para todo el llamado Tercer Mundo. En Cuba mismo, la Revolución abría un nuevo ciclo de optimismo, ofrecía insospechados horizontes, otras posibilidades y por ende, la posibilidad de volver a empezar de nuevo, barriendo con la historia inconsistente de Cuba […].[497]

On voit donc que dès le début, la Révolution cubaine a suscité la méfiance, ou a au contraire représenté l'espoir d'un avenir meilleur non seulement pour les Cubains mais également pour un bon nombre de Latino-Américains. La Révolution, comme élément alors ponctuel à l'échelle de l'Histoire, puis dans sa durée, a été et est toujours au centre de polémiques qui affectent les relations de Cuba avec ses voisins. Elle est l'un des faits qui rendent Cuba « spéciale », qui la place à part dans la Caraïbe, mais seulement dans sa réalisation, dans sa concrétisation, dans ses aspects politiques, d'aucuns diront même peut-être idéologiques. Ses causes reposent en effet sur l'Histoire commune à la Caraïbe, et bien d'autres nations caribéennes ont tenté une émancipation aussi franche. Car c'est bien de la rupture avec un ordre préexistant dont il est question ici, et la Révolution cubaine ne fit pas l'objet de pléthore d'objections quant à ses buts, que beaucoup considéraient comme louables, mais plutôt quant à la forme qu'elle prit au fil du temps.

C'est sans doute à ce stade que nous devons faire le distinguo entre émancipation « franche » et politique « brutale ». Beaucoup de choses ont effectivement été écrites sur la

[497] Cécile Leclerc, *op. cit.*, p. 287.

Révolution cubaine, qui est couramment décrite comme un régime dictatorial, ou bien encore tout au contraire dépeinte comme le parangon de la démocratie et la réalisation de « l'authentiquement cubain »[498]. Cette double vision, qui constitue presque un corollaire de chaque débat concernant Cuba, ne doit nous servir qu'à comprendre comment la perception de la Révolution dans et par la Caraïbe a influé sur les relations de la région. En effet, avant cette Révolution, l'influence culturelle de Cuba sur l'espace caribéen n'était pas négligeable :

> […] El siglo XX, con la independencia de Cuba y de Puerto Rico […] está marcado por la influencia de los Estados Unidos y por la reanudación de las comunicaciones tanto oficiales como informales. Entendemos por comunicaciones informales en este período : la radio, los periódicos, y los discos. A partir de su independencia, Cuba alcanzó gran poderío económico gracias al azúcar y se impuso en la zona además, por sus adelantos científicos y culturales. En Venezuela, y me atrevo a suponer en otros países del área, se leen El Heraldo de Cuba y el Diario de la Marina de La Habana y la revista Bohemia. Hacia los años 1935-1938, también se escucha en todas partes la estación CMQ de La Habana, que transmite música cubana, la cual se populariza tanto que todavía hoy puede detectarse su vitalidad fuera de Cuba.[499]

La Havane était alors un centre de divertissement, rempli de clubs diffusant une culture du plaisir, une philosophie épicurienne[500] qui n'était peut-être déjà plus intrinsèquement cubaine. Il faut alors se demander quel impact eut la Révolution dans la diffusion de la culture de l'Île, et si elle permit des mutations profondes et durables dans les relations culturelles de l'Île avec les pays l'entourant.

1- Les révolutions de la Révolution

a- *La Révolution et le « régime »*

Le « régime » politique cubain est ainsi tantôt encensé, tantôt voué aux gémonies. Par « régime », nous ne sous-entendons pas « Fidel Castro », très fréquemment présenté comme constituant le gouvernement cubain à lui seul –ce qui, faut-il le rappeler, a toujours été faux et l'est d'autant plus aujourd'hui. Nous souhaitons étudier la manière dont le

---

498 Armando Hart Dávalos, *Cultura en revolución*, Mexico, Nuestro Tiempo, 1990, p. 161.

499 Ulrich Fleischmann, « Naciones » africanas en América : mestizaje de un concepto », *in* Matthias Perl, Klaus Pörtl (éd.), *Identidad cultural y lingüística en Colombia, Venezuela y en el Caribe hispánico*, Tübingen, Niemeyer, 1999, p. 193.

500 *Ibid*.

système politique cubain, hors normes, particulier, peut-être inclassable et donc effrayant pour certains, a pu avoir un retentissement sur les relations culturelles de l'Île.

La manière dont accédèrent au pouvoir les *barbudos*, une guérilla, puis le système mis en place, une révolution, symbolisent à elles seules l'originalité cubaine. Elles expliquent aussi l'accueil réservé à Cuba par le monde, et le fait qu'il n'y ait sans doute pas de demi-mesure lorsque l'on évoque l'Île. En effet, il existe deux grandes doctrines contraires concernant l'émergence de nouveaux gouvernements. La première d'entre elles, appelée doctrine Tolbar, consiste à ne pas reconnaître les États dont les gouvernements sont arrivés au pouvoir de façon non démocratique, et la seconde, nommée doctrine Estrada, plaide au contraire pour la reconnaissance *de facto* des pouvoirs en place[501]. Tout le problème réside donc dans la consonance et la signification données au mot « démocratique », et certains pays caribéens purent prendre peur face aux représentants d'un pays qu'ils tenaient pour autoproclamés, puisque issue d'une autre voie que celle du suffrage électoral. D'un autre côté, le Mexique a par exemple toujours mis en avant la doctrine Estrada afin de justifier la permanence de ses liens avec Cuba[502].

En outre, on attribua très vite une couleur politique aux *barbudos* –sans doute contribuèrent-ils plus ou moins activement et consciemment à cela– couleur qui n'était pas pour plaire à de nombreux pays de la Caraïbe, ou du moins à leurs représentants politiques, à un moment où la Guerre froide battait son plein. L'on vit donc apparaître une certaine méfiance[503] des pays caribéens à l'encontre de Cuba, que l'on peut également percevoir aujourd'hui, défiance qui paralysa et paralyse encore nombre de processus de rapprochement[504]. Cette tension est principalement due à l'idéologie dont Cuba devint le symbole, ou encore partiellement à ses relations avec l'URSS.
Effectivement, le moment qui vit triompher les troupes révolutionnaires à Cuba fut aussi celui de l'exacerbation des tensions entre les deux puissances antagonistes mondiales de l'époque :

---

[501] Ernest Rossi, Jack Plano, *The Latin American political dictionary*, Oxford, Abc Clio, 1980, pp. 216-217.
[502] Roberto Regalado, *La proyección continental de la Revolución cubana*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 15.
[503] Claude Julien, « De Bandoung à La Havane », *in* Marcel Niedergang (éd.), *1959 : Castro prend le pouvoir*, Paris, Éditions du Seuil, 1999, p. 203.
[504] Andrés Serbín, « La paz en el Caribe : ¿ Una utopía posible ? », *in* Michel Martin, Alain Yacou (éd.), *Études Caraïbéennes : société et politique, actes du XIIIe Congrès de l'Association des études de la Caraïbe*, Toulouse, Presses de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse, 1991, pp. 363-364.

> L'existence de partis communistes dans la plupart des pays d'Amérique latine fut longtemps perçue par l'Union soviétique comme un facteur secondaire de sa stratégie mondiale. Ce n'est qu'après la révolution cubaine et le raidissement dû à la crise des missiles de 1962 que l'URSS transforma Cuba en un foyer de déstabilisation potentielle de l'Amérique centrale, de la Caraïbe et d'autres régions d'Amérique latine. Après l'avoir « fidélisé », l'URSS se servit de Cuba comme base et moyen d'action en direction d'une Afrique portugaise (Angola et Mozambique) en cours de décolonisation.[505]

On perçoit combien Cuba fut utilisée, et à quel point elle put n'être qu'une pièce d'une stratégie mondiale. L'Île fut rapidement « cataloguée », et a par ailleurs assez nettement choisi son camp. D'aucuns purent alors craindre une « contagion », d'autant plus que la période immédiatement postérieure à 1959 vit « l'émergence de nombreuses guérillas influencées par le castrisme dans nombre de pays d'Amérique Latine »[506] –dont un certain nombre en Amérique centrale, soit une zone géographique relativement proche de la Caraïbe. Cela fit dire à beaucoup d'observateurs que Cuba influençait, d'une façon que certains n'étaient pas prêts à tolérer, les mouvements indépendantistes et/ou de gauche de l'ensemble du continent, et conduisit en conséquence à la détérioration de nombreux liens que l'Île avait jusqu'alors pu entretenir.

Cela étant posé, dès 1957, « la chute des gouvernements militaires favorables aux États-Unis »[507] (Pérez Jiménez au Venezuela, Rojas Pinilla en Colombie, Paul Magloire à Haïti) montre que la philosophie portée par et portant la Révolution cubaine n'est pas le simple fait de quelques « *barbudos* » en mal d'aventure. Au contraire, cette Révolution s'inscrit dans un processus d'émancipation et de recherche identitaire qui semble commun à tout le sous-continent latino-américain.

On peut donc bien parler de l'influence de la Révolution cubaine, en ce sens qu'elle a représenté un modèle voire un exemple, mais il convient de préciser que si tel est le cas, c'est que des conditions favorables à un écho positif à cet événement existaient déjà dans les pays latino-américains et caribéens. La Révolution cubaine n'a pas créé le désir d'émancipation ou de liberté des pays de son sous-ensemble, mais n'a fait que réactiver ces aspirations parmi les peuples et les gouvernements : « La demostración fehaciente de que un pueblo latinoamericano y caribeño podía escribir su propia historia fue el catalizador de

---

[505] François Thual, *Abrégé de géopolitique de l'Amérique Latine*, Paris, Ellipses, 2006, p. 35.
[506] Éric Nabajoth, *Les relations internationales dans la Caraïbe*, Lyon, L'Hermès, 1996, p. 81.
[507] Éric Nabajoth, *op. cit.*, p. 75.

un renovado auge de las luchas populares en la región »[508]. En d'autres termes, elle a concrétisé les espoirs de certains autres pays caribéens ou latino-américains, qui aspiraient également à se défaire d'une « destinée manifeste », destinée que Bolívar percevait déjà en 1829 : « Los Estados Unidos parecen destinados por la providencia para plagar la América de miseria a nombre de la libertad »[509]. En ce sens, la Révolution fut sans nul doute l'un des moteurs de l'établissement ou du rétablissement des liens avec la Caraïbe.

Par ailleurs, la victoire des troupes révolutionnaires supposa le départ des classes aisées qui diffusaient jusqu'alors une certaine culture, en même temps qu'elle signifia l'isolement de Cuba dans la Caraïbe, mais aussi un repli sur soi de chaque pays caribéen, ainsi que la perte de l'hégémonie culturelle de l'Île[510], que celle-ci avait acquise dans la zone depuis son « indépendance ». Il faut alors parler de « rénovation », tant de la culture cubaine que de sa diffusion dans la zone caribéenne.
En effet, la Révolution eut un impact considérable sur la culture cubaine, qui fut repensée et à laquelle on attribua de nouveaux crédits. Le nouveau souffle apporté par le processus révolutionnaire à la culture lui donna une autre dimension, et la culture que l'on souhaita mettre en avant différait largement de celle exprimée et diffusée dans la Caraïbe jusqu'alors. S'en sont suivis une perte de repères, et l'engagement dans un procédé d'analyse de et par la région de ce que pouvait être réellement la culture cubaine.

Quoi qu'il en soit, la Révolution cubaine ne laisse personne indifférent, surtout dans la région, et ses détracteurs sont aussi nombreux que ses thuriféraires, preuve si besoin est qu'elle fut un événement dans tous les sens du terme :

> […] la révolution cubaine provoqua un véritable traumatisme dans toute l'Amérique latine. Pour les secteurs progressistes, elle devenait l'exemple à suivre. La démonstration venait d'être faite que des bouleversements sociaux pouvaient être engagés même contre la volonté du grand frère nord-américain.[511]

Confirmation nous est donnée que la Révolution a constitué un véritable exemple pour certains pays caribéens, et il n'est pas étonnant de constater que d'exemple, Cuba ait

---

[508] Roberto Regalado, *op. cit.*, p. 4.
[509] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. VII, citant une lettre de Simón Bolívar à Patricio Campbell Guayaquil datée du 5 août 1829.
[510] Ulrich Fleischmann, *op. cit.*, p. 194.
[511] Olivier Dabène, *L'Amérique Latine au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 105.

instauré un dialogue[512] et ait pu devenir une alliée pour ces pays, permettant en conséquence l'établissement de relations assez étendues : « L'ensemble [de ses] mesures sociales a placé Cuba à l'avant-garde du Tiers monde, et a attiré le regard de beaucoup de ses voisins latino-américains et antillais »[513]. Elle a même suscité l'admiration des pays qui l'entourent, notamment du fait qu'elle défendait une indépendance réelle depuis longtemps désirée, mais d'une façon renouvelée et appropriée à l'espace dans lequel elle avait lieu :

> Ce sera enfin le mérite de la Révolution cubaine en 1959, et de sa transformation en révolution socialiste dans les années qui suivirent, d'avoir fait le juste partage entre ce qui était adapté ou pas à notre continent dans les orientations opposées où s'enlisaient, depuis plusieurs décennies, les luttes révolutionnaires en Amérique latine calquées tantôt sur le schéma européen de la révolution par étapes, tantôt sur celui d'un indigénisme spécifique liant étroitement, dans le temps, révolution nationale et révolution sociale.[514]

On voit donc que la Révolution survenue à Cuba s'inscrivit dans des attentes historiques et partagées par de nombreux pays de la Caraïbe ou d'Amérique Latine, mais également qu'elle fut présentée ou ressentie comme particulièrement adaptée à la zone dans laquelle elle survenait. De ce fait, elle fut soutenue moralement par un certain nombre de ses voisins.

Cependant, si Cuba ne s'est pas trouvée complètement marginalisée par sa Révolution et les idéaux que celle-ci présupposait, elle ne fut à l'inverse pas pleinement acceptée : « […] Pour les bourgeoisies […] le danger d'une expansion de la révolution allait dans l'immédiat provoquer des réflexes de survie. À plus long terme, le spectre de la menace communiste serait maintes fois agité pour bloquer toute tentative de réformes »[515]. Cette épidémie de peur parmi certaines catégories de la population caribéenne a eu pour conséquence la mise au ban, voire ce que l'on pourrait appeler la négation de l'existence de l'Île pour la quasi-totalité de la Caraïbe, du moins dans un premier temps –car il faut souligner que le rejet de Cuba par la Caraïbe semble avoir été plus global, total et brutal durant les premières années de la Révolution. Ainsi la région paraît-elle avoir vécu dans la facilité d'ignorer Cuba, imaginant à n'en pas douter que la Révolution s'écroulerait de

---

512 Ambrosio Fornet, *op. cit.*, p. 15.
513 Maryse Roux, *Cuba*, Paris, Karthala, 1997, p. 79.
514 Henri Bagou (Maire de Pointe-à-Pitre), « Allocution de bienvenue : Cuba socialiste dans la trajectoire historique de nos régions », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 14.
515 Olivier Dabène, *op. cit.*, p. 105.

n'être pas soutenue, surtout économiquement, et que ses idées ne parviendraient pas aux oreilles des populations dont on pouvait craindre une rébellion.

Malgré tout, l'exemple cubain ne repose pas seulement sur les mesures internes prises par la Révolution, mais se caractérise *a contrario* par un internationalisme et une projection sur la scène mondiale. Cuba, bien qu'en plaçant la consolidation nationale au premier rang de ses préoccupations[516], paraît n'avoir rien perdu de sa détermination à établir des liens solides avec la Caraïbe et le monde depuis 1959, et a pu stimuler le désir de collaboration des pays de la zone, même si ces derniers ne l'avouèrent pas forcément. L'on peut en tout cas noter l'intensité de la force d'attraction de ce que l'on pourrait nommer l'universalisme cubain : « Modèle fascinant pour nombre de pays caribéens par rapport aux problèmes qu'il semble avoir résolus, c'est aussi un modèle qui donne la preuve de sa marge de manœuvre en allant intervenir en Afrique pour soutenir les courants révolutionnaires à l'heure où la Caraïbe découvre son africanité »[517].

De la sorte, cette « africanité » retrouvée et mise en exergue à travers l'intervention cubaine en Afrique a « coïncidé » avec la remise au goût du jour des racines africaines de la Caraïbe ; aussi ne put-elle être que profitable à l'Île, qui prouvait de façon tout à fait concrète son intention de défendre un patrimoine africain commun à nombre de ses voisins, eux-mêmes en quête d'une identité et parfois avides de reconnaissance. D'ailleurs, les années 1970 correspondent à une réelle prise de conscience des racines africaines en Jamaïque, ainsi qu'à leur mise en valeur[518].
En outre, la Caraïbe non hispanophone approuva majoritairement l'intervention cubaine en Afrique, et de nombreux pays latino-américains furent sensibles aux arguments portant sur la diversité politique dont Cuba s'était fait le chantre à travers l'envoi de troupes sur le continent africain[519]. Il faut aussi mettre cette découverte « subite » en perspective avec les évolutions mondiales concernant la valorisation des origines multiethniques des pays, et

---

[516] Odette Casamayor, « Nationalisme et insularité dans la littérature cubaine d'aujourd'hui », *in* Milagros Ezquerro (éd.), *L'hybride : cultures et littératures hispano-américaines*, Paris, Indigo & Côté femmes, 2005, p. 194.
[517] Éric Nabajoth, *op. cit.*, p. 81.
[518] Anthony Douglas King, « Spaces of culture, spaces of knowledge », *in* Anthony Douglas King (éd.), *Culture, globalization and the world system : contemporary conditions for the representation of identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1997, p. 15.
[519] Francisco León, « Cuba : una opción latinoamericana de inserción internacional », *in* Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile, *Estudios Internacionales*, « Cuba en el sistema internacional : normalización y reintegración », Juillet-décembre 1994, N° 107/108, p. 530.

admettre que la période précédant 1959 ne se prêtait pas forcément à la défense des apports d'un continent encore largement colonisé.

En outre, il faut admettre que l'on ne reconnaissait jusqu'alors à la racine africaine que des apports au « folklore »[520], ou, pour employer d'autres termes, à un aspect secondaire de la vie culturelle. De la sorte, Fidel Castro n'a peut-être évoqué « la dette morale que [les Cubains] ont envers les fils de l'Afrique que les colonialistes ont arrachés de force à leur pays natal et amenés comme esclaves à Cuba, tout comme en Haïti et les autres zones du Nouveau Monde »[521], que dans une manœuvre politicienne plus que politique, mais cela a pour le moins eu le mérite d'offrir une caisse de résonnance considérable au mouvement, alors naissant, de mise en valeur des apports africains à la Caraïbe.

Il convient de dire que « le retour de Cuba ou plus largement de l'Amérique Latine sur son passé colonial ou sur l'Histoire des apports africains [est considéré comme une] récupération »[522]. Il nous faut effectivement insister sur le fait que la redécouverte des origines africaines de Cuba ne s'est pas faite dans le simple but de mettre en valeur les différents apports du continent africain à la culture cubaine et/ou caribéenne, en abordant un point nouveau :

> Fidel Castro, chef d'un régime qui a interdit les cultes « afro-cubains » depuis 1972, se découvre en décembre 1975 une subite vocation africaine : « le sang africain coule abondamment dans nos veines », dit-il au Ier Congrès du Parti communiste cubain pour justifier l'envoi d'importantes forces militaires à Luanda (Angola) dans le cadre de l'opération *Carlota*.[523]

Ainsi, la réappropriation d'une culture spécifiquement cubaine, et, plus largement caribéenne, née de métissages communs permettant la création de relations entre les nations, ne fut peut-être qu'un leurre destiné à défendre une intervention militaire à visée politique, si l'on se replonge dans le contexte d'alors et que l'on pense à l'importance pour les deux blocs d'éviter que l'autre ne conquière un morceau de terrain. On a d'ailleurs reproché à Fidel Castro « d'utiliser l'Afrique noire à des fins politiques plus stratégiques

---

[520] René Depestre, *Encore une mer à traverser*, Paris, La Table ronde, 2005, p. 12.

[521] Raimundo Gómez Navia, « Ahora la revolución es en Cuba », *in* Graciela Chailloux Laffita (éd.), *De dónde son los cubanos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, p. 36. Notre traduction.

[522] Sandra Hernández, « Le patrimoine culturel d'origine africaine à Cuba : une politique d'intégration remise en cause pendant la Période spéciale ? », communication présentée lors de la journée d'études « Cuba frente al « Periodo especial » y las crisis globales 1991-2011 », le 14 mai 2011, organisée par Hortense Faivre d'Arcier-Flores et Salim Lamrani, GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise/CICC).

[523] Oruno Denis Lara, *Les Caraïbes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p. 95.

que culturelles »[524], à un moment où les pays caribéens les plus fortement marqués par le métissage avec l'Afrique conquéraient leur indépendance :

> Furthermore, in an attempt to improve their image in and their relations with the predominantly black nations of the eastern Caribbean, the Fidelistas started to stress heavily their society's African heritage and their cultural and historical affinity with the Lesser Antilles. To demonstrate the latter, they hosted and gave immense publicity to the third Carifesta in July 1979.[525]

Cependant, et malgré les attaques et les reproches qui lui sont adressés, Cuba « seule […] a entretenu une politique de solidarité avec les pays africains »[526]. Son cas est d'autant plus intéressant que les hispanophones de la Caraïbe « ne participent […] pas […] au mouvement de la négritude qui exprime la quête des racines historiques et culturelles africaines »[527]. Cuba fait donc bande à part au sein de la partie linguistique de la Caraïbe à laquelle elle appartient, bien que la quête identitaire fût lancée à Cuba depuis le gouvernement et non par les écrivains, artistes ou intellectuels, démontrant à nouveau que la recherche de racines communes dépasse la barrière de la langue.

En somme, la Révolution cubaine et la politique mise en place après 1959 eurent un retentissement plus que conséquent. Cela est bien sûr lié au fait que la Révolution supposait un certain nombre d'évolutions, tant pour Cuba que pour la Caraïbe.

b- *Révolution et évolutions*

La Révolution cubaine fut donc synonyme de changements profonds et multiples, qui venaient remettre en cause en premier lieu l'ordre établi au niveau politique et stratégique quant à l'ensemble de la Caraïbe :

> El impacto múltiple de la Revolución Cubana, como proceso profundo de cambios en las estructuras de la sociedad neocolonial, se dejaría sentir, desde los primeros momentos, en un fenómeno acompañante al desplazamiento del poder político en las clases

[524] Paulette Durizot Jno-Baptiste, *Cultures et stratégies identitaires dans la Caraïbe*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 59.
[525] Michael Erisman, *Cuba's international relations : the anatomy of a nationalistic foreign policy*, Boulder (Colorado), Westview Press, 1985, p. 135.
[526] Paulette Durizot Jno-Baptiste, *op. cit.*, pp. 56-57.
[527] Paulette Durizot Jno-Baptiste, *op. cit.*, p. 61.

> explotadoras que evidenciaba el radicalismo de las transformaciones en curso.[528]

Tantôt crainte, tantôt encensée, la Révolution cubaine suppose en tous les cas un bouleversement dans la région, bouleversement qui, pour certains analystes, n'a jamais eu la capacité de se transformer en raz-de-marée révolutionnaire : « La Révolution cubaine n'est pourtant pas décisive dans la région, malgré ses volontés d'élargissement. Elle introduit un élément de perturbation dans un équilibre régional marqué par la prééminence des États-Unis »[529]. Elle ne serait donc qu'un modèle possible, et non un modèle absolu.
Il est d'ailleurs certain que les conditions de l'éclatement et, *a fortiori* de la réussite d'une révolution n'étaient pas réunies dans tous les autres pays caribéens, et les appréhensions ou espoirs qu'elle a pu susciter ne semblent alors plus avoir lieu d'être. Il faut en outre relativiser l'impact à long terme de la Révolution cubaine :

> La victoire de Fidel Castro sert de détonateur et encourage l'apparition de mouvements révolutionnaires marxistes en Amérique latine. Dans les années 1960, se répandent des idéaux de « lutte révolutionnaire » et se créent des mouvements de guérilla castro-guévaristes ou trotskistes, certains liés aux partis communistes, ou anti-impérialistes, voulant renverser les régimes en place. Che Guevara tente d'exporter la révolution cubaine en mettant en place des foyers insurrectionnels (*focos*), qui vont cependant échouer. Il fait une telle tentative en Bolivie, où il meurt en 1967. Le Brésil, le Chili et l'Uruguay connaissent principalement des guérillas urbaines. En République dominicaine, de nombreux foyers marxistes financés par Cuba sont ensuite mis en échec par les militaires. Ainsi, toutes ces guérillas sont défaites : les guérilleros ne parviennent pas à rallier les paysans et les nombreuses scissions au sein des groupes les affaiblissent.[530]

Le soutien de Cuba aux différents mouvements révolutionnaires latino-américains ne constituait pas la clé de la réussite de ces mouvements, et les guérillas se confrontèrent à des réalités sociales, politiques et économiques fort différentes déterminant leur réussite ou, pour la plupart d'entre elles, leur échec. Il faut alors dire que l'euphorie qui semble avoir gagné certains pays après la victoire des troupes révolutionnaires cubaines n'a pas suffi à embraser le sous-continent, et que Cuba est vite redevenue un exemple, un modèle possible, peut-être finalement noyé parmi d'autres.

---

528 Milagros Martínez Reinosa, Jorge Hernández Martínez, « Algunas facetas de la emigración cubana », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 26.
529 Éric Nabajoth, *op. cit.*, p. 85.
530 Olivier Dabène (éd.), *Atlas de l'Amérique Latine, Violences, démocraties participatives et promesses de développement*, Paris, Autrement, 2007, p. 15.

C'est donc en premier lieu sur les évolutions dues à cette Révolution que nous devons concentrer notre travail, la première d'entre elles étant celle du changement de donne politique, autrement dit de la perte de vitesse des États-Unis dans la Caraïbe : « La revolución castrista, más que ningún otro acontecimiento reciente, dio lugar al desmoronamiento de la creencia en la supremacía norteamericana en el Caribe, aquella creencia de que el Caribe era un lago norteamericano »[531]. Ainsi, la Révolution, en ouvrant une ère nouvelle au sein de laquelle l'autodétermination était possible, a pu nouer des contacts avec certaines nations elles-mêmes désireuses de s'émanciper des États-Unis.

Précisons dès à présent que, pour notre part, le terme « castriste » accolé à celui de « révolution » n'est aucunement synonyme de « Révolution cubaine ». Le castrisme, si tant est qu'il existe en tant que politique et que sa définition ne soit pas galvaudée, n'est pas la Révolution, qui puise ses origines dans l'Histoire de l'Île. D'ailleurs, le terme « castrisme » n'a pas toujours signifié la même chose, et n'a pas toujours véhiculé la même idée :

> Le mot « castrisme » a été utilisé dans des perspectives différentes. Tout d'abord, il l'a été, au niveau international, pour se référer à un mode de prise de pouvoir par la lutte armée, telle qu'elle s'est effectuée à Cuba de 1953 à 1959, et après 1959 de nombreux groupes révolutionnaires se réclamèrent du « castrisme », notamment en Amérique latine. Puis le mot a été employé pour se référer à la conduite de la politique interne de la révolution cubaine, qui comporte un mode particulier de passage au socialisme, et qui a donné lieu à de nombreux débats théoriques dans les années 1960 à propos des rapports entre « castrisme » et marxisme. Aujourd'hui, l'épithète « castriste » est toujours employée pour désigner la politique étrangère du gouvernement cubain […].[532]

On voit donc que les définitions fluctuantes recouvrent différentes acceptions, qui reflètent elles-mêmes les évolutions historiques de la Révolution mais également de la perception qu'en a le monde. En tous les cas, Cuba devint en 1959 un précurseur plus qu'un exemple à suivre sans réfléchir, montrant qu'il était effectivement possible de se construire en tant qu'État loin du giron états-unien. On a d'ailleurs pu noter qu'à travers la voix d'Osvaldo Dórticos Torrado, Président de la République de Cuba de 1959 à 1976, Cuba tentait

[531] Barry B. Levine, « Reseña de la Confrontación Latino-Caribeña : la interpretación social sobre el Caribe », *in* Juan Tokatlián, Klaus Schubert (éd.), *Relaciones internacionales en la Cuenca del Caribe y la política de Colombia*, Bogotá, Cámara de comercio de Bogotá, 1982, p. 349.

[532] Claude Delmas, *Crises à Cuba*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1983, pp. 13-14.

d'exprimer les valeurs « latino-américaines » de la Révolution[533], contribuant ainsi à s'insérer dans l'aire continentale.

De plus, l'évolution induite par le nouveau gouvernement cubain eut des répercussions dans l'Île, en offrant des conditions de vie plus propices à la recherche d'une identité, mais également en développant des programmes sociaux –au centre desquels on retrouve donc l'Homme– que lui enviait le continent dans son ensemble :

> Si bien las guerrillas no ganaron la guerra en los sesenta, Cuba ganó la paz, al quebrarse el aislamiento latinoamericano y salir adelante con un programa de desarrollo social y cambios estructurales sobresalientes que la situaron entre los países más avanzados en la región.[534]

La Révolution induisit donc une réactivation de la recherche identitaire de l'Île, en offrant les moyens et la stabilité nécessaires à une réflexion profonde :

> Aprendimos que la defensa de la singularidad nacional cubana pasa, en primer lugar, por asumir nuestra identidad caribeña y latinoamericana, e incluye, en un segundo peldaño, comprender las herencias y parentescos que nos acercan a otras culturas subestimadas del Sur y a la tradición occidental. En todo este proceso de autorreconocimiento y búsqueda, ha estado presente el rechazo permanente de las valoraciones discriminatorias y hegemonistas impuestas por las metrópolis y la difusión de jerarquías descolonizadas y descolonizadoras.[535]

La Révolution introduisit dans l'esprit des Cubains la nécessité de se reconnaître non seulement comme Cubains, mais également comme Caribéens et Latino-Américains. Cette reconnaissance ne put se faire sans une connaissance de toute la région, qui conduisit à tendre des ponts, ne seraient-ce que virtuels, avec les nations voisines dont on souhaitait apprendre la culture, et que l'on souhaitait valoriser sur le plan culturel. Cela signifia bien évidemment une réflexion quant à l'ingérence états-unienne ou européenne dans la et les cultures de la Caraïbe.

---

[533] José Bell, Delia Luisa López, Tania Caram, *Documentos de la Revolución cubana – 1960*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, p. 150.

[534] Andrés Serbin, Joseph Tulchin, *El Caribe y Cuba en la posguerra fría*, Caracas, Nueva Sociedad, 1994, p. 71.

[535] Abel Prieto Jiménez, « La cultura cubana : resistencia, socialismo y revolución », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 6.

La Révolution permit en outre de remettre sur un pied d'égalité les hommes et les cultures qu'ils avaient apportées à Cuba, en valorisant divers apports culturels qui étaient auparavant parfois dénigrés :

> Ayer, antes del triunfo de la Revolución, estas manifestaciones se encontraban marginadas, los emigrantes antillanos en Cuba cultivaban casi clandestinamente en los cafetales y en los cañaverales las danzas y los cantos que trajeron consigo como única riqueza y único tesoro, y que el padre transmitía al hijo manteniendo de esta forma su herencia, su expresión cultural. Hoy, además de la libertad que conquistó la Isla el Primero de Enero de 1959, cuentan con el apoyo para crear grupos de aficionados y profesionales y tienen desde el año pasado éste, su Festival.[536]

La Révolution semble donc avoir eu le désir de faire sortir de la clandestinité des cultures qui y avaient été noyées dans le passé colonial, car considérées comme inférieures à « la » culture européenne, pour ne pas dire blanche. L'un des aspects frappants lorsque l'on observe Cuba depuis 1959 est donc bien la volonté du gouvernement d'explorer toutes les facettes d'une culture cubaine, peut-être afin que cette culture multiple reste néanmoins une propriété commune. Il semble réellement que la diversité de la culture de l'Île ne soit pas un obstacle, et qu'elle constitue au contraire autant de points de départ à l'étude d'une culture permettant au plus grand nombre de s'identifier et se reconnaître.

Il est par ailleurs nécessaire de dire que la Révolution a bien souvent été décrite comme un bloc monolithique écrasant toute tentative de s'écarter de ses principes, une machine à broyer les dissidents qui agirait de façon aveugle et inhumaine. Cependant, tel n'est pas l'avis de certains observateurs, particulièrement cubains :

> No se debe partir del supuesto de que todas las organizaciones muestren un solo sistema uniformes de creencias, valores y patrones de comportamiento ; más aún en las organizaciones socioculturales en las que se suelen mover múltiples tendencias y corrientes de pensamiento sobre el arte y la cultura, poseen ambientes propicios para el diálogo y el debate, y se tiende a la apertura de criterios y al fomento de la creatividad en todos los órdenes (organizacional, grupal, individual, artístico, etcétera).[537]

La culture peut devenir un espace de dialogue, et peut donc conduire à établir des relations entre les Cubains, mais également entre l'Île et ses voisins. D'autre part, si la politique

---

[536] « El Caribe ya es otro », discours de José Ramón Balaguer Cabrera à l'occasion de l'inauguration du Second Festival de la Culture d'Origine Caribéenne, Santiago de Cuba, 15 avril 1982, *in* Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Año I, Número 1, 1983, p. 9.

[537] Felipe Chibás Ortiz, *Creatividad y cultura. Incógnitas y respuestas*, La Havane, Editorial Pueblo y Educación, 2001, p. 17.

influe sur la culture, il faut peut-être admettre que l'inverse peut être vrai, quoique dans une proportion sans doute relativement moindre. Effectivement, la culture suppose des échanges non seulement sur ce qui lui accorde le statut de culture, mais également sur tous les domaines de la vie sociale.

Bien sûr, la partialité n'est pas toujours de mise lorsque l'on évoque Cuba, mais force est de reconnaître que le gouvernement cubain, depuis 1959, n'a aucunement tenté un « lissage culturel » sur l'Île, cherchant au contraire à exalter toutes les composantes d'une culture que l'on reconnaît être protéiforme, et cela nous amène à examiner plus attentivement la politique culturelle mise en place à Cuba depuis 1959.

c- *Impact de la politique culturelle de l'Île depuis 1959*

Il faut effectivement se pencher de plus près sur la politique impulsée dans l'Île en matière de culture depuis la date qui constitue le départ de notre étude, afin de comprendre quels en furent les impacts internes, mais aussi peut-être et en conséquence quels en furent les retentissements dans les relations extérieures, principalement culturelles, de Cuba.

Il convient tout d'abord de noter que la Révolution entreprit une réforme de la définition de la culture, mais également de sa diffusion. En effet, Cuba devait composer avant la Révolution avec le legs historique de la colonisation, et dans le même temps avec une certaine vision de la culture, imposée notamment depuis son indépendance par ses liens avec les États-Unis :

> La Revolución triunfante recibe un lastre de valores deformados. Los años republicanos habían favorecido, sobre todo en el último período, la llamada cultura de masas, que se inspira en el comercio de los bienes culturales y de su capacidad de sumar ganancia. […] Mediante la Revolución, las grandes mayorías irrumpen definitivamente en nuestra historia reclamando su derecho al trabajo, a la cultura y a la dignidad plena del hombre. Nuestros medios masivos de comunicación se convirtieron entonces en auxiliares de la educación. Prensa, radio y televisión tuvieron que dedicar parte de sus recursos a la alfabetización, a la afirmación de los valores nacionales, a la ubicación, la orientación y la unificación de todo el pueblo.[538]

[538] Consejo Nacional de Cultura, *Política cultural de Cuba*, La Havane, s.n., 1970, p. 5.

On voit donc que la Révolution marqua une rupture avec un ordre préétabli, et que la culture fut une préoccupation première du nouveau gouvernement en place. Le programme d'alphabétisation lancé entre 1959 et 1965[539] –mondialement reconnu– montre la dimension accordée à la capacité de recevoir cette culture, en toute connaissance de cause. En outre, la population semble réellement avoir été invitée à devenir partie prenante de sa propre culture :

> El desarrollo cultural cubano se debe, esencialmente, al sostenido progreso de la educación. Cinco de cada diez habitantes estudian en los distintos niveles de enseñanza. El presupuesto nacional de educación se ha multiplicado por doce ; hay en todo el país unos 650 000 becarios y la escolarización alcanza el 98 por ciento, con una tasa casi inexistente de abandono escolar. Estas circunstancias garantizan el derecho del pueblo al conocimiento y la cultura.[540]

Cela n'est pas étonnant dans la mesure où la Révolution fut, à tout le moins dans ses premières années, suivie et appuyée par de très nombreux intellectuels[541], cubains mais aussi étrangers. En tous les cas, la Révolution semble avoir voulu englober l'entièreté de la population cubaine dans un processus de redécouverte de la culture, et l'accès à cette dernière fut démocratisé.

La politique, au niveau culturel, a donc été en premier lieu, et de façon assez logique, dirigée vers l'intérieur de l'Île. La première tâche de la Révolution était bien de donner les moyens aux Cubains de se sentir détenteurs de leur patrimoine culturel, ce qui signifia la mise en place d'importants moyens permettant au plus grand nombre d'accéder à tous les niveaux de la culture (de l'apprentissage de la lecture à la découverte des musées). Cette volonté de faire parvenir la culture dans tous les recoins de l'Île vint en parallèle d'une mise en avant de la valeur de la culture cubaine :

> À côté de la liberté d'expression artistique et de l'extension de la culture aux masses, un autre principe fondamental de notre politique culturelle est l'attention que nous portons à nos racines nationales et à l'expression artistique de nos traditions, de notre histoire et des sources de notre culture.[542]

---

539 Françoise Moulin Civil, « Le Rôle médiateur de la *Casa de las Américas* dans les enjeux culturels cubains », *in* Augustin Redondo, *Les médiations culturelles*, Paris, Publications de la Sorbonne Nouvelle, 1989, p. 154.

540 Ricardo Horvath, *Cuba la oculta : vida cotidiana, comunicación y cultura*, La Havane, Editorial Pablo de la Torriente, 1989, p. 9, citant Enrique González Manet.

541 Françoise Moulin Civil, *op. cit.*, p. 153.

542 Lisandro Otero, Francisco Martínez Hinojosa, *La politique culturelle à Cuba*, Paris, UNESCO, 1972, p. 14.

Les premières années de la Révolution furent consacrées à l'étude, la sauvegarde et l'exaltation de la culture et des « traditions nationales »[543]. Il s'agissait de revaloriser un patrimoine culturel intrinsèquement cubain, et en conséquence de redynamiser une identité jusqu'alors laissée de côté, car peut-être perçue comme moindre face aux cultures des anciennes métropoles ou des États-Unis.

La Révolution héritait d'un lourd passé, entaché par la colonisation et les problèmes nés de l'indépendance (entre lesquels principalement la corruption), et devait donc se réapproprier les moyens de diffusion de la culture en même temps qu'elle définissait une véritable politique culturelle, hors des schémas et canaux mercantiles. En ce sens, la Révolution supposait une vraie révolution pour la culture : « Al desaparecer los factores comerciales de nuestra cultura y al prevalecer el valor de uso sobre el valor de cambio en los bienes culturales, se abría el camino para realizaciones mayores »[544]. Faut-il lier cette réflexion à l'idée que Marx se faisait de la société et en déduire que la Révolution elle-même est un élément culturel et non simplement politique ?
Il convient en tout cas d'insister sur le virage opéré dans la conception de ce que peut être la culture depuis 1959, car il ne s'est pas seulement agit d'annoncer et d'énoncer des programmes, ni même de les mettre en place : la définition même de la culture devait être modifiée en profondeur. Afin de redonner à la culture cubaine ses lettres de noblesse, le gouvernement cubain commença par lui conférer un statut plus « spirituel », et tenta d'aller contre l'idée qu'elle devait être liée à des « facteurs commerciaux ».

Avant d'évoquer les évolutions positives instaurées par le gouvernement révolutionnaire cubain en matière de culture, nous nous devons de préciser qu'en parallèle, un certain nombre de points négatifs peuvent être notés. En effet, on a pu noter la rigidité du « contrôle » imposé par le gouvernement révolutionnaire aux producteurs culturels de l'Île, ainsi qu'aux moyens permettant la diffusion de la culture :

> À l'euphorie des premiers moments, succède un contrôle de plus en plus pressant des moyens de communication, y compris ceux qui soutenaient le régime, comme le quotidien *Revolución* et son supplément culturel *Lunes*, dirigés respectivement par deux futurs

[543] José Cantón Navarro, « La Révolution cubaine : plus de 40 ans de défis relevés », *in* Samir Amin, Rémy Herrera (éd.), *Cuba révolutionnaire. Tome 1 : Histoire et culture*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 245.
[544] Consejo Nacional de Cultura, *Política cultural de Cuba*, La Havane, s.n., 1970, p. 6.

exilés, Carlos Franqui et le grand romancier Guillermo Cabrera Infante.[545]

Il faut donc dire que la Révolution a mis en place un système pour le moins strict, et peut-être directif lorsque l'on parle de culture, au sein duquel tous les Cubains ne pouvaient et ne peuvent encore de nos jours aisément trouver leur place ; nous ne souhaitons néanmoins pas débattre sur le pas ténu entre la rigueur et la rigidité et ne désirons pas, à l'inverse, présenter Cuba comme un pays soumis exclusivement à de froides doctrines.
Nous nous fondons simplement sur le constat suivant : « La Révolution cubaine, en proposant un changement global de société, a rendu nécessaire une redéfinition des valeurs humaines et sociales et donc d'une nouvelle politique culturelle »[546]. Le gouvernement se prévalait notamment de ce qu'il considérait être une ingérence culturelle états-unienne, et souhaitait que la culture, productrice d'images et de stéréotypes, ne soit plus uniquement diffusée par les comics publiés chez le voisin du Nord[547].

La politique culturelle cubaine « interne » a donc été rapidement et plutôt clairement définie[548] –d'aucuns précisent d'ailleurs que Cuba et la Jamaïque sont les deux seules nations caribéennes à avoir eu alors une politique interne solide[549]. Le 4 janvier 1961 marque la fondation du Consejo Nacional de Cultura, chargé notamment de la sauvegarde des traditions culturelles cubaines[550], et la date prouve la rapidité avec laquelle s'exerçaient les changements dans le monde de la culture, mais également l'importance conséquente accordée par le gouvernement à la culture et à sa diffusion.

Si une très grande attention a été portée à « la racine nationale, l'incorporation [des] traditions, histoire, sources culturelles »[551] de Cuba, « l'ouverture à l'assimilation du

---

545 Néstor Ponce, « Dans le collimateur : quelques moments clefs de la révolution cubaine (1959-1992) », *in* Néstor Ponce (éd.), *La Révolution cubaine 1959-1992*, Nantes, Éditions du Temps, 2006, p. 11.

546 Hortense Faivre d'Arcier-Flores, « La vocation internationale de la Révolution : une exception cubaine ? », *in* Sandra Hernández (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, p. 70.

547 « Informe Central al Primer Congreso del Partido Comunista Cubano », *in* Nora Madan (éd.), *La lucha ideológica y la cultura artística y literaria (compendio de documentos aprobados por el I y el II Congresos del Partido Comunista Cubano)*, La Havane, Editora Política, 1982, p. 60.

548 Cf. Armando Hart, *Del trabajo cultural, selección de discursos*, La Havane, Editorial de Ciencias Políticas, 1978.

549 Fred Constant, « Caribbean culture in the 1990's : toward a carefully conceived policy », *in* Jacqueline Anne Braveboy-Wagner, Dennis J. Gayle (éd.), *Caribbean Public Policy : Regional, Cultural, and Socioeconomic Issues for the 21st Century*, Boulder (USA, Colorado), Westview Press, 1997, p. 92.

550 « Informe Central al Primer Congreso del Partido Comunista Cubano », *op. cit.*, p. 59.

551 Consejo Nacional de Cultura, *Política cultural de Cuba*, La Havane, s.n., 1970, p. 7.

patrimoine culturel de l'humanité »[552] n'a pas été négligée, ce qui prouve que l'Île s'est bien ouverte à la culture universelle. La recherche d'une culture intrinsèquement cubaine n'a pas mené à l'exclusion des autres cultures ; elle s'est au contraire appuyée sur une recherche parallèle concernant les cultures caribéennes et mondiales :

> La Revolución y su política en la cultura aportan, al propio tiempo, una fórmula nueva de relación con el universo a estos cubanos renacidos en el orgullo de sí mismos : una relación que resulta ahora, por primera vez, auténticamente universal. Se armonizan, de este modo, el reforzamiento de los valores nacionales y una apertura al mundo y a los mensajes culturales venidos de todos los puntos del planeta.[553]

Loin d'entraîner un repli sur soi, la recherche d'une source identitaire propre fut étroitement mêlée à un dialogue avec les autres nations, et à « l'assimilation du patrimoine culturel de l'humanité »[554] : « Nuestros escritores y artistas más destacados son expresión de una cultura de profunda raíz nacional, atenta a la universalidad que todo arte verdadero refleja y al sentido latinoamericano de nuestras mejores tradiciones »[555]. Les nouveautés apportées par la Révolution en matière de culture ont donc conduit à une valorisation du patrimoine cubain, valorisation qui ne saurait exister sans une mise en perspective avec le patrimoine mondial. Il ne faut pas penser que le gouvernement souhaitait comparer les cultures cubaine et mondiale, mais plutôt entendre que la culture de l'Île ne lui paraissait pouvoir être revalorisée sans en montrer les liens avec des cultures diverses, riches de vitalité et dont la valeur était déjà reconnue.

En outre, si nous avons dit que la Révolution voulut rendre la culture accessible à tous, il nous faut encore préciser qu'un effort fut par ailleurs fait pour promouvoir la culture au sens large du terme. En ce sens, de nombreuses écoles promouvant les Arts et la culture virent le jour. On peut ainsi dire qu'en 1961 fut ouverte la « Escuela Nacional de Arte »[556], et qu'en 1970, Cuba comptait 63 Centres d'Arts Plastiques, 32 Centres Préparatoires de Théâtre, 76 Centres de Musique et 18 de Danse[557]. En outre, au début des années 1980, on dénombrait 47 écoles d'art comptant avec 5000 élèves sur l'Île[558].

---

552 *Ibid*.
553 Abel Prieto Jiménez, *op. cit.*, p. 5.
554 Lisandro Otero, Francisco Martínez Hinojosa, *op. cit.*, p. 14.
555 « Informe Central al Primer Congreso del Partido Comunista Cubano », *op. cit.*, p. 62.
556 Consejo Nacional de Cultura, *op. cit.*, p. 9.
557 Consejo Nacional de Cultura, *op. cit.*, p. 13.
558 « Informe Central al Primer Congreso del Partido Comunista Cubano », *op. cit.*, p. 60.

Par ailleurs, certaines institutions officielles contribuent depuis 1959 à diffuser la culture cubaine de par le monde. Tel est le cas du Centro Nacional de Derecho de Autor, qui s'attache à favoriser les échanges culturels de l'Île avec l'ensemble de la planète[559], comme son nom l'indique, dans le respect du droit d'auteur.

Le Ministère de la Culture fut quant à lui créé en 1976 « pour orienter la politique culturelle de façon cohérente »[560], mais des mesures dans le domaine culturel avaient été prises auparavant[561]. Ce Ministère est de premier ordre dans notre étude, en ce sens qu'il est le point de départ des impulsions données aux relations culturelles, et qu'il regroupe et coordonne un grand nombre de « groupes socioculturels » : « En el caso específico de las *organizaciones socioculturales*, forman parte de su entorno en nuestro país, el Ministerio de Cultura y su sistema de instituciones nacionales, así como toda la red de organizaciones provinciales y municipales que existen a todo lo largo del país »[562].

On constate qu'il ne s'agit aucunement d'une structure centralisée, et qu'elle compte au contraire sur de nombreux permettant provinciaux, permettant ainsi à l'ensemble de l'Île de bénéficier des programmes d'action culturelle, mais également à l'ensemble des Cubains de participer de la réflexion quant à la culture. Il faut dire que les attributions de ce Ministère furent définies comme suit :

> Le ministère [de la Culture] s'occupe du développement de la base matérielle et technique de l'art, des problèmes concernant les ressources matérielles, du financement et du développement technologique. Il s'occupe également de l'enseignement artistique, de la création d'écoles d'art, de l'organisation du système d'enseignement artistique conformément aux principes du système national d'éducation. Il s'occupe aussi de tout ce qui a trait à la divulgation culturelle, à la création d'un climat de réceptivité et de participation à la vie culturelle.[563]

L'on voit donc l'amplitude de son champ d'action, et l'intérêt porté aux divers domaines de la culture, ce à quoi il faut encore ajouter qu'avant 1959, il existait seulement à Cuba « une Direction de la culture, subordonnée au ministère de l'Éducation »[564]. L'institution que représente un ministère n'est bien sûr pas négligeable, et la création du Ministère de la Culture montre l'accession de celle-ci au statut de préoccupation majeure.

---

559 (s.a.), *Estructura organizativa del sistema del Ministerio de Cultura de la República de Cuba*, La Havane, Ministerio de Cultura, 1981, p. 14.

560 Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, p. 8.

561 Néstor Ponce, « Dans le collimateur : quelques moments clefs de la révolution cubaine (1959-1992) », *in* Néstor Ponce (éd.), *La Révolution cubaine 1959-1992*, Nantes, Éditions du Temps, 2006, p. 15.

562 Felipe Chibás Ortiz, *op. cit.*, p. 16.

563 Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *op. cit.*, p. 11.

564 Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *op. cit.*, p. 6.

À ce propos, « la Constitution cubaine […] affirme que l'accès à la culture est un droit inaliénable des travailleurs, qui s'acquiert dès l'enfance, période durant laquelle l'être humain dévoile ses capacités »[565]. La culture fut donc placée à Cuba dès le début de la Révolution au cœur de la vie en société, et fut véritablement érigée en pilier de l'action en faveur du développement social. L'article 8 de la Constitution cubaine établie en 1976 stipulait d'ailleurs le rôle majeur de l'État dans le développement culturel de l'Île : « El estado socialista […] asegura el avance educacional, científico, técnico y cultural del país »[566]. Cette inscription du droit à la culture dans la Constitution de Cuba[567] peut être éclairante quant à l'importance octroyée à cette notion au niveau de la politique, intérieure mais également extérieure. L'on pourrait en effet songer que Cuba est principalement encline à tisser des liens avec des États possédant les mêmes critères qu'elle en matière de culture.

Nous ne reviendrons pas en détail sur les nombreux changements apportés par la Révolution en matière d'éducation et d'instruction pour les Cubains[568], même s'il nous faut insister sur le fait que la culture, liée en ce sens à l'éducation, fut une préoccupation majeure pour le gouvernement depuis les prémices de son accession au pouvoir : « Entendemos que si bien es cierto que la educación y la cultura están situadas en áreas diferentes, forman parte de un solo complejo y exigen una acción simultánea »[569]. Nous souhaitons simplement étudier comment ces changements ont pu se répercuter sur les relations culturelles de Cuba avec l'ensemble de sa région.

L'évolution est effectivement indéniable, et constitue même un fait remarquable, puisque « cet ancien semi-protectorat américain, pratiquement dépourvu de politique étrangère jusqu'à l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir en janvier 1959, ne se contente pas d'exercer

---

565 Jean Solbès, *Le défi cubain*, Paris, Graphein, 1998, p. 152.
566 Antonio Núñez Jiménez, *Cuba : Cultura, Estado y Revolución*, México, Presencia latino-americana, 1984, p. 247.
567 Paul Estrade, « Une révolution *sui generis* inscrite à jamais dans l'histoire », *in* Sandra Hernández (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, p. 13.
568 De nombreux ouvrages existent sur le sujet.
569 Consejo Nacional de Cultura, *Política cultural de Cuba*, La Havane, s.n., 1970, p. 6.

aujourd'hui une influence régionale »[570], mais peut au contraire se targuer d'un rayonnement international.

L'intérêt porté plus précisément à la Caraïbe comme à l'ensemble de l'Amérique Latine est indéniable, comme le montrent certaines résolutions ministérielles, parmi lesquelles nous pourrions citer la suivante : « En la fundamentación de la Resolución Ministerial # 87, de 12 de octubre de 1982, se indica que la política cultural de la Revolución cubana establece la necesidad de indagar en las raíces históricas y culturales comunes a Cuba y los demás pueblos de la región del Caribe »[571]. Il faut insister sur l'aspect « nécessaire » que revêtait alors pour le gouvernement révolutionnaire l'étude des liens historiques entre les cultures cubaine et caribéenne. En outre, ces liens historiques permettaient de mettre l'accent sur les points communs entre Cuba et ses voisins à un niveau culturel, ce qui pouvait déboucher sur la création de relations culturelles neuves et rénovées.

Par ailleurs, depuis le triomphe de la Révolution, l'Île impulse de nombreux événements, dans les domaines scientifiques et culturels, leur donnant un caractère parfois très formel afin de s'assurer une participation massive de pays caribéens et latino-américains, et en accordant une certaine place au cinéma[572]. L'investissement du gouvernement en matière de politique culturelle est en outre allé croissant depuis 1959, puisqu'en 1994, Cuba avait dépensé « 164,1 millions de pesos pour la culture »[573], montrant que malgré les difficultés liées à la Période spéciale, le financement de ce domaine demeurerait conséquent. Ainsi, « au-delà des souffrances du quotidien, [on observait le] maintien de secteurs tels que la culture »[574], alors même que la pénurie faisait rage et que la production matérielle de livres n'était par exemple plus possible[575].

---

570 Claude Delmas, *Crises à Cuba*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1983, p. 14, citant Alain Rouquié, « Cuba dans les relations internationales », *in* « Problèmes d'Amérique Latine », Numéro 1964, Paris, 1982, p. 81.

571 Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Edición especial, Junio de 1982/Diciembre de 1983, p. 4.

572 Ulrich Fleischmann, *op. cit.*, p. 194.

573 Jean Solbès, *Le défi cubain*, Paris, Graphein, 1998, p. 152.

574 Jean Lamore, « La Période Spéciale à Cuba : quelques pistes pour une analyse socio-politique », communication présentée lors de la journée d'études « Cuba frente al « Periodo especial » y las crisis globales 1991-2011 », le 14 mai 2011, organisée par Hortense Faivre d'Arcier-Flores et Salim Lamrani, GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise/CICC).

575 *Ibid.*

À ce sujet, la Période spéciale, qui a supposé un bouleversement de la vie sociale et privée des Cubains[576], a marqué un virage sans doute important dans la politique culturelle interne et externe de l'Île :

> La nouvelle déclinaison de la politique culturelle est portée par un front de l'ouverture constitué essentiellement par les instances culturelles emblématiques et par la « génération intermédiaire », celle qui n'a pas « fait » la Révolution de 1959, mais qui se retrouve à des postes importants.[577]

Cette nouvelle donne en matière de politique culturelle est notamment marquée du sceau de l'ouverture. Il faut donc souligner l'activisme du gouvernement cubain, qui a toujours cherché à promouvoir les rencontres et le débat culturel avec le sous-continent, même s'il faut en parallèle reconnaître que ce dialogue s'est difficilement établi avec des nations ne partageant pas les visions politiques de l'Île. En outre, la Période spéciale induisait une crise touchant à l'identité de la Nation cubaine et des Cubains de l'Île[578], rendant difficile la création de liens avec les pays voisins.

Néanmoins, Cuba cherche depuis 1959 « à établir des relations avec tout le monde »[579], ne se restreignant pas à son aire géographique, et ne s'endiguant pas dans le sectarisme ou le communautarisme : « Profundizar e incrementar el conocimiento de la historia y de la cultura de los hermanos pueblos de las Américas (nous dit une jeune femme, professeur à l'Université de La Havane), es y ha sido, desde el triunfo de la Revolución, una tarea de choque en el campo de la cultura ». L'on voit combien les Cubains sont conscients de la politique menée par leur État, mais aussi de ses enjeux, sans doute plus qu'importants, puisque le gouvernement révolutionnaire promulguait dès 1960 la résolution numéro 10349 portant sur les fonctions de l'Institut Supérieur d'Éducation du pays. Parmi celles-ci,

---

576 Paul Estrade, « Dix années d'une période spéciale –qui n'a pas dit son nom– chez les voisins de Cuba », communication présentée lors de la journée d'études « Cuba frente al « Periodo especial » y las crisis globales 1991-2011 », le 14 mai 2011, organisée par Hortense Faivre d'Arcier-Flores et Salim Lamrani, GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise/CICC).

577 Jean Ortiz, « La Période spéciale : une chance pour la culture cubaine », in Christian Lerat (éd.), Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 175.

578 Paul Estrade, « Dix années d'une période spéciale –qui n'a pas dit son nom– chez les voisins de Cuba », communication présentée lors de la journée d'études « Cuba frente al « Periodo especial » y las crisis globales 1991-2011 », le 14 mai 2011, organisée par Hortense Faivre d'Arcier-Flores et Salim Lamrani, GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise/CICC).

579 Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, p. 63.

il faut noter la collaboration avec les pays, caribéens ou non, notamment en matière d'éducation, nécessairement liée encore une fois à la culture :

> Corresponde al director del Instituto de Superación y Perfeccionamiento del Personal de Educación :
> […]
> h) Fomentar y mantener relaciones con organismos internacionales de Educación y organizaciones y agendas educacionales extranjeras ; dirigir el intercambio educacional de nuestro país con otros países por medio del intercambio de personas e información y otros recursos adecuados a tal finalidad.
> i) Organizar conferencias, congresos, foros, seminarios y otras reuniones de carácter nacional e internacional en nuestro país, e informar al ministro acerca de las convocatorias a reuniones internacionales sobre asuntos educacionales de que tenga noticia y aconsejar sobre la conveniencia de enviar representación a las mismas.[580]

L'Île ne s'est donc pas repliée sur elle-même, et elle a cherché à se créer des contacts avec l'ensemble de la planète, dans le but de promouvoir, d'étudier et d'affirmer le statut de sa culture, mais également avec la volonté de s'enrichir des expériences extérieures, et de partager avec le monde le résultat de ses tâtonnements puis de ses réalisations sur le plan de la culture. Assez tôt, le gouvernement cubain semble d'ailleurs avoir réfléchi à la manière adéquate de véhiculer la culture de l'Île vers l'extérieur, mais aussi à la façon la plus efficiente d'attirer les cultures du monde :

> Hasta el presente la labor de difusión de los valores culturales de Cuba y su contrapartida, la tarea de canalización hacia nuestro país de las manifestaciones de la cultura foránea, se efectuaba mediante la gestión de agregados culturales aislados en diversas embajadas y legaciones. El nuevo procedimiento consiste en dividir el planeta en Distritos Culturales a donde se concentren regionalmente las proyecciones que en este respecto desenvuelve el gobierno cubano. Cada distrito tiene un Centro, en el cual reside un Consejero cultural, director de esta representación específica, asistido por varios agregados.[581]

Ainsi le monde se divisait-il durant les premières années de la Révolution en espaces culturels distincts, qu'il convenait d'aborder de manière distincte, et avec lesquels il fallait envisager des relations culturelles de différente nature. Le « découpage culturel » du monde par le gouvernement cubain était alors le suivant :

---

[580] José Bell, Delia Luisa López, Tania Caram, *Documentos de la Revolución cubana – 1960*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, p. 25.

[581] Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Cuba, *Boletín cultural*, La Havane, Abril de 1960, Número 5.

1) Méjico, Centroamérica y Caribe insular. Centro : ciudad de Méjico.
2) América del Norte exceptuando a Méjico. Centro : Nueva York.
3) Países bolivarianos y Guyanas. Centro : Caracas.
4) Resto de Suramérica. Centro : Montevideo.
5) Europa occidental y nórdica, más Grecia, Chipre, Turquía e Israel. Centro : París.
6) Europa oriental, con la URSS entera. Centro : Viena.
7) Países arábigos de África y Asia más Etiopia. Centro : Cairo.
8) Resto de África. Centro : Accra.
9) India, Pakistán, Afganistán, Irán, Ceilán, Nepal, Sikkim y Bután. Centro : Nueva Delhi.
10) Resto de Asia y Oceanía. Centro : Filipinas.[582]

La volonté du gouvernement de n'oublier aucune culture ne peut qu'être remarquée ici. On observe effectivement que toutes les régions du globe sont au centre de la réflexion cubaine quant aux collaborations et aux échanges culturels, et que les États-Unis ne sont pas exclus des tentatives de dialogue dans ce domaine menées par l'Île.

Ce procédé permet sans doute d'établir des contacts plus forts et plus stables –puisqu'ils ne reposent pas sur un homme– et permet d'amener plusieurs pays à réfléchir à l'éventualité d'une coopération. À l'inverse, ce système ne permet pas d'établir des relations globales, capables de survivre au défi moderne de l'intégration, et de faire se tisser des liens entre différentes régions du monde.

D'autre part, la Révolution, en se présentant comme fille d'autres Révolutions, permit d'espérer un certain rapprochement culturel de Cuba avec les territoires francophones de la Caraïbe, sur la base de la nouvelle impulsion gouvernementale et d'une connivence « révolutionnaire » : « […] les Cubains –et Fidel Castro lui-même– ne peuvent pas parler de leur révolution sans évoquer 1789 et une image idyllique de la tradition française. Sous Batista, dans l'enseignement, l'anglais était langue obligatoire ; le français vient maintenant à égalité »[583]. En d'autres termes, la glorification de la révolution entendue comme rébellion contre un ordre injuste préexistant put être une façon de se rapprocher des DOM francophones de la Caraïbe, ne serait-ce que par l'étude d'une langue jusqu'alors peu diffusée sur l'Île.

---

[582] *Ibid*.
[583] Claude Julien, « De Bandoung à La Havane », *in* Marcel Niedergang (éd.), *1959 : Castro prend le pouvoir*, Paris, Éditions du Seuil, 1999, p. 206.

Il faut encore dire que plusieurs événements historiques ayant eu lieu depuis 1959 ont influé sur la politique culturelle interne de Cuba :

> En el capítulo dedicado a « educación y cultura », la reforma constitucional de 1992 introdujo una frase inexistente en el texto de la Constitución de 1976 : « el Estado defiende la identidad de la cultura cubana ». Sin dudas, esta inscripción constitucional respondió a la certidumbre, ya preparada por la labor del Ministerio de Cultura desde su fundación, de que la política cultural cubana debía orientarse hacia el nacionalismo poscomunista.[584]

On voit donc que l'Île était consciente de la nécessité de s'adapter au nouvel ordre mondial après la chute du bloc socialiste, et que cette adaptation passait à nouveau par une redéfinition de la culture. Il s'agissait alors de se réapproprier « lo cubano », et de se libérer à nouveau, sans doute sans le dire, d'un joug qui avait été imposé à Cuba et à sa culture par l'URSS. Bien entendu, la politique cubaine, que l'on évoque le domaine culturel ou tout autre, est liée à un courant de pensée, dont le nom est aujourd'hui bien connu, et qui peut avoir eu son importance quant aux relations de l'Île avec le reste de la Caraïbe :

> Les intellectuels caribéens connaissent depuis fort longtemps le marxisme, comme en témoignent les dizaines d'ouvrages qui reflètent son influence, tels ceux de James, de Padmore et Williams. Pourtant, le courant marxiste n'a pris de l'ampleur dans le domaine de la pensée économique que durant les années 1970, après la révolution cubaine qui conduira à la prolifération dans la région caribéenne, d'ouvrages traitant du marxisme.[585]

Il faut alors envisager le poids du marxisme, du socialisme et du communisme dans les relations culturelles que Cuba a pu établir depuis 1959, mais également dans leurs variations.

2- Socialisme, marxisme-léninisme

Ces notions sont capitales pour notre étude, en ce sens qu'elles contiennent en germe tout ce que l'on a pu reprocher à la Révolution, ou au contraire tout ce qu'on a pu mettre à son crédit. Les dirigeants révolutionnaires cubains ont bien souvent mis en avant les valeurs socialistes de la Révolution, qui prônent la participation active du peuple en matière de

[584] Rafael Rojas, « Cultura e ideología en el poscomunismo cubano », *in* Mauricio Miranda Parrando (éd.), *Cuba : sociedad, cultura y política en tiempos de globalización*, Bogota, Centro Editorial Javeriano-Facultad de Ciencias Económicas y Administrativas, 2003, p. 87.

[585] Fred Célimène, Patrick Watson, *Économie politique caribéenne*, Paris, Economica, 1991, p. 58.

culture, tant dans son élaboration que dans sa contemplation et son analyse, mais également à travers une formation solide[586] permettant la critique et le débat.

a- *Atout ou obstacle ?*

Les concepts « socialisme » et « marxisme-léninisme » induisent plusieurs questions qu'il nous serait utile de creuser : tout d'abord, existe-t-il une définition socialiste, marxiste et/ou léniniste de la culture, et si oui en quoi cette définition a-t-elle pu influer sur les relations culturelles de Cuba avec la Caraïbe ?

Il nous faut insister sur le fait qu'Armando Hart, ancien Ministre de la culture de Cuba, a prononcé de nombreux discours contenant en germe l'idée de ce qu'est une culture socialiste, ainsi que de la politique qui y est liée. De la sorte, et selon lui, la culture socialiste est caractérisée par son internationalisme et prend irrémédiablement sa source dans le peuple[587]. Dans cette optique, on comprend que les relations culturelles aient été primordiales, puisque l'internationalisme signifie l'ouverture au monde.
Cependant, cette ouverture introduit paradoxalement deux obstacles : tout d'abord du fait qu'elle ne suppose pas de se concentrer sur une zone, y compris sa zone d'origine, puis dans un second temps parce qu'elle implique l'idée, de façon implicite, que les pays non-socialistes pourraient être exclus des relations mises en place. C'est l'Histoire et l'histoire politique des pays caribéens, au gré des élections et des coups d'État, qui permettront, partant de la base posée par l'internationalisme, une coopération entre Cuba et ses voisins.

En outre, la culture, envisagée comme un élément de la mise en place du socialisme, est une voie d'épanouissement pour le peuple, par ses rapports étroits avec le développement : « La cultura, creación humana, que satisface necesidades espirituales, es, en consecuencia, un aspecto sin el cual no puede concebirse el desarrollo económico y social de un país »[588]. Cela n'est pas négligeable lorsque l'on sait que Cuba est ou fut considérée comme un pays « en voie de développement ».

---

586 Armando Hart Dávalos, *Cultura en revolución*, Mexico, Nuestro Tiempo, 1990, p. 112.
587 *Ibid*.
588 Armando Hart Dávalos, *op. cit.*, p. 117.

Au sein de l'Île, la culture devient l'élément moteur d'un essor global, d'un « développement intégral de la société »[589], y compris économique. Cette vision qui fait de la culture une clé du dynamisme économique permet à la fois de soutenir la vitalité des échanges culturels, et induit aussi la question de la dégradation de la culture en valeur marchande. D'autre part, et pour insister sur les liens entre culture et économie au sein de l'idéologie communiste, nous pouvons dire : « […] classical Marxism has inspired those who […] insist on the primacy of the economic as the determinant of the political and the cultural […] »[590].

Par ailleurs, la culture, présentée comme transcendée par le socialisme, n'est plus un simple élément de divertissement ni même le produit de l'Histoire : elle s'inscrit en elle et peut contribuer à l'écrire sous nos yeux. Le lien entre socialisme et culture a en outre pu être dépeint comme « naturel », particulièrement dans la Caraïbe, et l'on a pu laisser entendre que les pays qui composent la zone, économiquement faibles, avaient besoin du socialisme pour se développer, y compris culturellement.
Le socialisme permettrait d'ailleurs une meilleure analyse de la culture, et une réelle prise de conscience de ce qu'est cette culture d'après Armando Hart[591]. Bien évidemment, chaque couleur politique sera tentée d'expliquer qu'elle est la mieux placée pour mettre en avant la culture, la favoriser et la rendre accessible ; l'important est de noter que la force d'attraction de la Révolution cubaine a permis de focaliser l'attention de la Caraïbe sur les possibilités offertes par le socialisme.

En tous les cas, ce même socialisme est souvent présenté par les autorités cubaines comme non antithétique aux cultures caribéennes : « Es que la ideología socialista no está en antagonismo con respecto a los elementos culturales más auténticos de nuestros países »[592]. Le socialisme fut ainsi présenté comme la voie politique la mieux adaptée à la favorisation de la culture cubaine, et aux interrelations culturelles caribéennes.

La culture « socialiste » semble étroitement liée à l'art : « En la construcción del socialismo, la cultura se nutre con la verdadera creación artística históricamente forjada a

---

589 Miguel Barnet, *Autógrafos cubanos*, La Havane, Letras cubanas, 2009, p. 180.
590 Phillip W. Jones, « Globalization and internationalism : democratic prospects for world education », *in* Nelly Stromquist, Karen Monkman (éd.), *Globalization and education : integration and contestation across cultures*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2000, p. 29.
591 Armando Hart Dávalos, *op. cit.*, p. 162.
592 Armando Hart Dávalos, *op. cit.*, p. 161.

lo largo de los siglos por la humanidad »[593]. L'art devient l'expression concrète d'une culture, et l'on ne s'étonne plus dès lors de l'ouverture évoquée plus haut de nombreux centres artistiques depuis 1959.

À l'inverse, la création artistique permet une perpétuelle rénovation de la culture, toujours étroitement liée à l'Homme et à l'humanité. On note donc que l'art, l'Homme, et le socialisme ou communisme sont étroitement liés pour Cuba, qui considère que l'art, comme le socialisme et le communisme, est au service des pauvres et de leur union, mais doit aussi contribuer à la formation de l'homme nouveau[594] si cher au Che. En conséquence, l'artiste ne semble considéré comme tel qu'à la condition que sa production soit « un apport au processus de libération sociale et personnel que le socialisme incarne »[595].

Bien évidemment, on voit apparaître une fracture entre les artistes promus à ce rang du fait que leur production semble adaptée aux besoins d'un processus révolutionnaire ou socialiste, et ceux qui ne peuvent accéder à ce stade et ne sont pas reconnus officiellement. Partant, il est fort malaisé pour des artistes dont les créations ne sont pas soutenues d'établir des relations avec des pairs caribéens soumis au même traitement.

Il faut encore insister sur la recherche –voire les recherches– constante(s) qu'implique la culture dite socialiste. En effet, si, comme nous l'avons évoqué plus haut, la Révolution a permis une redécouverte des racines multiples de la culture cubaine, elle ne s'est pas contentée de fouiller le passé. La Révolution suppose au contraire une analyse constante de ce qu'est la culture cubaine, y compris dans le présent, et ouvre même la voie à des investigations prospectives. En ce sens, elle s'ouvre aux apports actuels, et pense peut-être à un avenir commun.

Malgré tout, elle reste parfois focalisée sur l'aspect purement « socialiste » de sa culture, ce qui peut conduire à établir des relations en circuit fermé avec des pays défendant cette même valeur. C'est un danger qui semble avoir été compris par les instances dirigeantes de l'Île, qui ont, par leurs déclarations, mis un point d'honneur à se tourner vers toutes les cultures sans exclusions ni restrictions : « Si nuestra ideología es internacionalista y

---

593 Armando Hart Dávalos, *op. cit.*, p. 113.

594 « Informe central al Segundo Congreso del Partido Comunista Cubano », *in* Nora Madan (éd.), *La lucha ideológica y la cultura artística y literaria (compendio de documentos aprobados por el I y el II Congresos del Partido Comunista Cubano)*, La Havane, Editora Política, 1982, p. 71.

595 *Op. cit.*, p. 69.

nuestras aspiraciones son socialistas, nuestra cultura y nuestro arte deben intercambiar con lo mejor del patrimonio artístico mundial, conocerlo y asimilarlo críticamente […] »[596]. Bien entendu, le tri entre ce que la culture mondiale peut produire de meilleur et le reste demeure subjectif, et peut être guidé par des objectifs politiques qui excluraient dès lors tout un pan de cette culture, qui serait alors mondiale mais non universelle.

D'ailleurs, selon Lénine, la culture liée à l'internationalisme prolétarien conduirait à redéfinir les cultures nationales :

> Bajo el capitalismo toda la vida económica, política, espiritual se internacionaliza cada vez más. El socialismo la internacionalizará por completo. La cultura internacional que el proletariado de todos los países está creando ya ahora de modo sistemático, no incorporará la « cultura nacional » […] en su conjunto, sino que aceptará de cada cultura nacional *exclusivamente aquellos de sus elementos que son democráticos y socialistas*.[597]

Nous pouvons dire que l'analyse léniniste envisage la culture comme un élément créateur et moteur de l'union entre les peuples, bien qu'il faille encore préciser que cette union est supposée être réalisée dans un but politique évident. La culture peut donc être la base et le soutien d'une révolution, ce qui en fait un objet d'étude d'autant plus intéressant appliqué à Cuba.

De plus, il s'agit de redéfinir la valeur de la culture, et de remettre le peuple au centre de la création artistique. Les élites culturelles traditionnelles perdent alors leur statut, et les relations culturelles s'établissent sur de nouvelles bases, à condition que chaque pays soit prêt à accepter ces modifications de l'ordre établi.

Quoi qu'il en soit, la Révolution elle-même s'est interrogée sur la portée du socialisme en ce qui concerne la culture : « […] de lo que se trata no es sólo de conservar, sino de descubrir cuál es el rasgo diferenciador de la cultura en una sociedad socialista ; qué es lo nuevo que aporta el socialismo en materia de política cultural y de cultura »[598]. On observe combien la question de l'apport du socialisme à la culture reste en suspens, y compris à une époque relativement proche de nous, et l'on comprend que les interrogations provoquées par le lien entre socialisme et culture suscitent encore de nombreux débats.

---

[596] Armando Hart Dávalos, *op. cit.*, p. 118.
[597] Erika Silva, *Nación, clase y cultura*, Quito, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, 1984, p. 45.
[598] Armando Hart Dávalos, *op. cit.*, p. 114.

Ces débats se reflètent dans le manque de précision qui entoure les mots socialisme, marxisme et léninisme, imprécision qui induit l'imprécision lorsque l'on tente de savoir s'ils ont guidé Cuba dans l'établissement de ses relations. Il faut donc tout d'abord opter pour une définition précise des termes, car la confusion qui règne parfois autour de ceux-ci peut conduire à une mauvaise interprétation des liens qui en découlent. De la même façon, un seul et même mot peut regrouper plusieurs acceptions, et n'exprime en rien une unité d'opinion, *a fortiori* lorsque l'on évoque la Caraïbe :

> Certes, à en croire certains journalistes de la presse occidentale, presque tous les chefs d'États ou de gouvernements de la Caraïbe seraient socialistes. Mais il y a loin cependant du socialisme coopératif d'un Georges Odlum, Vice-Premier Ministre de Sainte-Lucie, au socialisme « scientifique » d'un Manley à la Jamaïque ou de Bishop à la Grenade.[599]

Ainsi, le socialisme, puis le communisme ou même le marxisme-léninisme ont pu constituer un obstacle tout autant qu'un atout pour Cuba, en ce qui concerne l'élaboration et l'entretien de ses liens avec la zone caribéenne. Le rejet même de ce que représentent le socialisme, le communisme et leurs divers courants n'est pas la seule pierre d'achoppement, les multiples branches des courants socialistes et communistes pouvant elles-mêmes devenir des obstacles sérieux aux échanges de tous ordres.

Il faut noter que Cuba a parfois défini les lignes de sa politique culturelle en fonction d'objectifs purement politiques : « Cuba pursued its relations with the Caribbean mostly along ideological lines. Close relations were established with Suriname, Guyana, Jamaica during M. Manley's first administration, and Grenada under M. Bishop »[600]. Il paraît effectivement évident que les liens se soient prioritairement tissés avec des pays porteurs des mêmes idéaux politiques, et ce fait permet d'expliquer la solitude relative de Cuba dans les premières années de la Révolution. Néanmoins, l'autarcie complète étant sans doute impossible, Cuba, ainsi que les pays caribéens, se sont progressivement ouvert les uns aux autres. L'on peut infirmer l'idée que Cuba n'avait de relations qu'avec les pays ouvertement socialistes, bien que l'orientation politique des États déclarés « amis » de l'Île

[599] Hector Élisabeth, Jean-Jacques Seymour, *Les Caraïbes, des brûlots sur la mer : ABC géopolitique du bassin caribéen*, Paris, Éditions caribéennes, 1981, p. 27.

[600] Damián Fernández, Olga Nazarío, « Regional trends : Cuba-Caribbean Community relations », *in* Jacqueline Anne Braveboy-Wagner, Dennis J. Gayle (éd.), *Caribbean Public Policy : Regional, Cultural, and Socioeconomic Issues for the 21st Century*, Boulder (USA, Colorado), Westview Press, 1997, p. 56.

eût été importante. La politique autorise donc dans une certaine mesure les relations culturelles, mais l'inverse peut se révéler vraie.

En effet, certains festivals culturels organisés à Cuba furent l'occasion pour le gouvernement cubain de réaffirmer sa vision politique des relations culturelles dans la Caraïbe :

> Con [el II Festival de la Cultura de Origen Caribeño], por nuestra parte, estamos cumpliendo las orientaciones de [las Tesis del I Congreso del Partido Comunista de Cuba], y además, estamos creando las condiciones idóneas para rescatar y conservar esas tradiciones a través del prisma revolucionario y marxista-leninista[601].

On observe la façon dont les relations culturelles peuvent servir de base à des relations plus étendues, et comment elles peuvent devenir le prétexte d'un rapprochement n'ayant plus guère à voir avec la culture. Certains Cubains semblent d'ailleurs considérer que la conception de la culture par la politique qui régit leur société est parfaitement adaptée à leur Histoire ainsi qu'à leur identité. Bien sûr, l'on peut toujours penser que les ouvrages publiés à Cuba ne reflètent que partiellement les idées des habitants de l'Île. Il est cependant profitable de se pencher sur l'avis des principaux intéressés : « En nuestro país, […] las ideas marxista-leninistas se enraízan profundamente con las tradiciones patrióticas y heroicas de nuestro pueblo. Céspedes, Agramonte, Gómez, Maceo y Martí son para nosotros inseparables de Marx, Engels y Lenin »[602]. La transposition de schémas endogènes pourrait donc se révéler être un atout dans la construction des relations culturelles cubano-caribéennes.

Malgré tout, il faut encore s'interroger sur la réception par la Caraïbe du projet cubain d'établissement de relations partant d'une conception marxiste, léniniste, communiste ou socialiste.

---

601 « El Caribe ya es otro », discours de José Ramón Balaguer Cabrera, Santiago de Cuba, 15 avril 1982, *in* Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Año I, Número 1, 1983, p. 8.

602 Nora Madan (éd.), *La lucha ideológica y la cultura artística y literaria (compendio de documentos aprobados por el I y el II Congresos del Partido Comunista Cubano)*, La Havane, Editora Política, 1982, p. 5.

b- *Les partis marxistes, communistes, socialistes de la Caraïbe*

Le projet porté par Cuba ne put être réellement applicable qu'à partir des victoires des premiers mouvements se réclamant des tendances politiques précitées dans la région. La révolution survenue à la Grenade en 1979 a de la sorte permis l'essor de relations culturelles sous-tendues par une vision politique largement partagée avec Cuba :

> In 1979 there was a revolution in Grenada and Eric Gairy's government (1974-1979) was overthrown by a group of Marxist rebels. Maurice Bishop became the new Prime Minister and was the leader of the People's Revolutionary Government. The PRG was a Marxist-Leninist government, which developed closer ties with Cuba and the USSR and which railed against US imperialism.[603]

Au-delà des idéaux défendus, la bannière politique permet donc de se rassembler, de se reconnaître et de s'unir. Ainsi, les événements, et particulièrement les révolutions, ayant porté au pouvoir des gouvernements déclarés marxistes-léninistes ont-ils marqué des étapes importantes pour Cuba, qui trouvait dans le même temps autant d'alliés précieux. Dans le cas des relations avec la Grenade, on voit clairement que la volonté de repousser « l'impérialisme » et le ralliement à l'URSS ont favorisé l'éclosion d'un dialogue.

Durant plusieurs décennies, l'Île a en outre collaboré plus ou moins activement avec les mouvements politico-militaires caribéens et latino-américains que l'on serait tentés d'assimiler à la gauche européenne, notamment en leur apportant un soutien financier ou logistique parfois réprouvé par les pays de l'aire caribéenne plutôt orientés à droite –et là encore apparaît un motif de dissensions : « Il existe dans chaque pays de la zone une multitude d'organisations d'extrême-gauche, de gauche, de partis communistes plus ou moins bien structurés, qui reçoivent depuis longtemps des aides de Moscou ou de La Havane »[604]. Cuba établit des relations avec des organisations politiques gouvernantes ou non, relations qui permirent à l'Île d'entrer en contact avec ses voisins, et qui fermaient dans le même temps la porte aux relations avec les pays beaucoup plus réticents à voir s'instaurer un pôle socialo-communiste fort dans la région.

---

[603] Éric Doumerc, *Caribbean civilisation, the English-speaking Caribbean since independence*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2003, p. 51.

[604] Hector Élisabeth, Jean-Jacques Seymour, *Les Caraïbes, des brûlots sur la mer : ABC géopolitique du bassin caribéen*, Paris, Éditions caribéennes, 1981, p. 85.

Cuba fut donc vue comme le foyer d'un communisme, ou d'un marxisme, selon les analystes, pur et dur. Cela put, encore une fois, entraîner son rejet de la part de toute une partie de la Caraïbe, qui y voyait une marque d'ingérence dans le même temps qu'une épidémie politique. L'Île n'a d'ailleurs jamais ménagé ses efforts, et ceci depuis 1959, pour créer une dynamique politique nouvelle en Amérique Latine, et s'est ainsi faite « l'hôte de conférences de partis communistes latino-américains, certains légaux dans leur pays, d'autres pas »[605]. De cette façon, Cuba a pris des risques puisqu'elle a ouvert la voie à une collaboration avec des États ou certains de leurs citoyens, et s'est parallèlement coupée d'autres nations.

En retour, il faut noter un soutien parfois bien relatif de la part des PC caribéens et latino-américains à Cuba au début de la Révolution : « A l'exception du Parti communiste vénézuélien, qui se lance dans l'aventure insurrectionnelle, et du PC uruguayen qui se contente de soutenir la stratégie cubaine, tous les partis communistes orthodoxes s'opposent à la stratégie de la lutte armée, tout en soutenant Cuba »[606]. Malgré un soutien relatif et moral à la Révolution cubaine, puis à ses réalisations et à ses avancées, les partis communistes de la Caraïbe émirent donc de nombreuses réserves quant à la Révolution en tant que fait militaire. Ces derniers, sans renier la Révolution en cours à Cuba, exprimèrent leur désapprobation quant à la façon dont les « *barbudos* » étaient arrivés au pouvoir, leur retirant d'une certaine manière une part de légitimité.

Il faut bien dire que, « à l'exception du Parti communiste vénézuélien, les partis communistes de la région ne manifestent guère de sympathie envers les guérilleros »[607] cubains, à tout le moins durant les premières années de la Révolution cubaine. Le Venezuela semble donc être l'un des premiers soutiens de la Cuba révolutionnaire, bien que les relations fluctuantes des deux pays méritent un examen approfondi, que nous mènerons plus en avant. En somme, les partis communistes ne permirent pas à l'Île de s'insérer durablement dans l'espace caribéen, et contribuèrent au contraire à l'en éloigner.

---

[605] Domínguez Jorge I, « The armed forces and foreign relations », *in* Cole Blasier, Carmelo Mesa-Lago (éd.), *Cuba in the world*, Pittsburg, University of Pittsburg press, 1979, p. 71.
[606] Éric Nabajoth, *Les relations internationales dans la Caraïbe*, Lyon, L'Hermès, 1996, p. 84.
[607] Henri Favre, *L'Amérique Latine : un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*, Paris, Flammarion, 1998, p. 38.

En tout état de cause, durant les années 1960, il n'existe pas de « vague » massive d'adhésion sans réserve à la Révolution cubaine parmi les partis communistes caribéens, ce qui semble logique dans la mesure où cette Révolution ne s'est pas immédiatement déclarée communiste, et où son aspect novateur pouvait effrayer plus qu'attirer. En outre, les déclarations d'intention proclamant une certaine sympathie pour Cuba dans la Caraïbe ne permirent pas un développement actif de relations, et l'on voit ici que l'engagement des partis politiques proches des idéaux défendus par Cuba en faveur de la Révolution cubaine fut parfois bien tiède.

L'on peut aller jusqu'à dire que, alors que l'on penserait *a priori* que les partis marxistes – ou plus largement de gauche– dans la Caraïbe ou en Amérique Latine, auraient constitué un appui de taille aux aspirations cubaines, ces mêmes partis purent, sans le vouloir, contribuer à l'isolement progressif de l'Île, notamment du fait qu'ils prirent peur de la radicalité prônée par la Révolution cubaine :

> En août 1959, se tient à Santiago du Chili la 5ème réunion de consultation des ministres des Affaires étrangères américains. Le Venezuela et Cuba ont été à l'origine de cette rencontre de démocrates en lutte contre les dictatures qui donne lieu à l'approbation d'une Déclaration sur la démocratie et les droits de l'Homme.
> […] Ce combat pour la démocratie, qui associe divers pays latino-américains derrière Cuba et le Venezuela, dure peu. L'amitié entre Cuba et les gouvernements progressistes d'Amérique latine décline rapidement. Les dirigeants réformistes d'Amérique latine, dont les deux figures emblématiques sont le Vénézuélien Betancourt et le Costaricien Figueres, craignent à la fois d'apparaître timorés comparés au radicalisme cubain et d'être les victimes d'une réaction de secteurs conservateurs effrayés par le danger communiste.[608]

En effet, en plus de la théorie, c'est une sorte de mise en pratique de la lutte révolutionnaire que Cuba semblait vouloir instaurer, ce qui constitua une zone d'ombre empêchant la constitution de liens forts avec les partis communistes des pays environnants dans un premier temps, et, en conséquence, ferma la porte à la possibilité de créer d'autres types de relations empruntant le versant politique.

Le début des années 1960 est « une phase caractérisée par les rapports houleux de Cuba avec les partis communistes de la région et où Cuba s'applique à séparer du sein des partis

[608] Olivier Dabène, *La région Amérique Latine, Interdépendance et changement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, pp. 119-120.

de la gauche traditionnelle les partisans de la lutte armée afin d'imposer son leadership »[609]. En tentant de fédérer autour d'elle, Cuba divisa donc, et il faut le manque de diplomatie de la Révolution cubaine durant ses jeunes années. En effet, sans doute portée par l'euphorie et l'espoir des premiers temps, la Révolution semble avoir voulu renverser la donne établie jusqu'alors dans la Caraïbe de façon radicale et particulièrement rapide, ce qui ne put qu'accélérer en fait son isolement et accentuer la crainte qu'elle inspirait.

La réforme totale proposée par la Révolution cubaine effraya non seulement les partis traditionnellement considérés comme « conservateurs », mais aussi certains partis de gauche qui craignaient d'être dépassés, submergés par la volonté cubaine de voir l'avènement de gouvernements socialistes ou communistes. On observe une sorte de scission dans les partis de gauche caribéens suite à la Révolution cubaine, y compris dans un même pays, et il faut souligner que si le « Mouvement de Libération de la Dominique » de Rosie et Michael Douglas fut « influencé […] par l'expérience castriste et l'expérience grenadine », le « Freedom Party d'Eugenia Charles [rejeta] le marxisme »[610]. La Révolution induit donc en quelque sorte une dispersion des partis communistes, socialistes, ou tout simplement de gauche dans l'aire caribéenne, dispersion qui ne permit pas à ces derniers d'appuyer de façon déterminée le processus en cours à Cuba.

Malgré le manque de soutien, on peut souligner la volonté cubaine de mettre en avant une certaine culture, résolument tournée vers le socialisme. Ainsi Armando Hart avait-il déclaré le 6 septembre 1977 que l'un des projets du gouvernement de l'Île concernant la culture était la tenue d'un « festival de musique contemporaine des pays socialistes »[611]. Ce projet pouvait à l'évidence provoquer un rapprochement avec certains pays caribéens tournés, même partiellement, vers le socialisme, autant qu'il pouvait conduire les pays peu curieux voire hostiles à ce socialisme à couper court à toute forme de relation.

Toujours sur ce point, il est nécessaire de rappeler qu'il a existé, et qu'il existe encore à Cuba une conception « marxiste-léniniste » de la culture, écartant inévitablement certains

---

[609] Elizabeth Burgos, « La Révolution cubaine et l'Amérique latine : un continent sous influence », *in* Marie-France Prévôt-Schapira (éd.), *Cuba, un castrisme sans Fidel ?*, Paris, Revue Problèmes d'Amérique Latine, Choiseul, Numéro 61/62, Été-Automne 2006, p. 73.

[610] Éric Nabajoth, *op. cit.*, p. 110.

[611] Armando Hart, *Del trabajo cultural, selección de discursos*, La Havane, Editorial de Ciencias Políticas, 1978, p. 132.

systèmes politiques et empêchant par là même toute forme de dialogue. Cette conception pourrait être résumée de la sorte : « Nuestro Estado fundamenta su política educacional y cultural en la concepción científica del mundo, establecida y desarrollada por el marxismo-leninismo »[612]. Cette affirmation n'exclut pas directement et explicitement la collaboration avec des pays dans lesquels n'a pas cours la pensée marxiste-léniniste. Néanmoins, elle confirme que les attaches ont pu être difficiles à nouer avec les pays opposés à cette philosophie, d'autant plus lorsque l'on connaît la définition marxiste de la nation donnée par « l'écrivain portoricain José Luis González […] : « […] la nation est une communauté humaine stable, historiquement formée et fondée sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et psychologique qui constitue une culture commune »[613]. Il n'est pas certain que cette définition puisse effectivement être acceptée comme telle par tous les pays caribéens, et il est impensable qu'elle puisse constituer l'unique point de départ de relations dans un espace aussi fragmenté que la Caraïbe.

Il faut encore dire que, du côté cubain, la *Casa de las Américas*[614], de laquelle nous parlerons plus en détail dans un chapitre ultérieur, fut présentée comme le fer de lance de l'approche conceptuelle donnée par le gouvernement de la culture : sa tâche était de contribuer à la diffusion des idées révolutionnaires promues par Cuba sur tout le sous-continent latino-américain (« mantener en el Continente el aliento de la Revolución cubana »[615]), en plus de promouvoir les recherches sur l'Amérique Latine et les Caraïbes. L'on voit donc que l'étude de la Caraïbe et de ce qui peut constituer sa culture et/ou son identité va de pair avec une certaine conception politique, et le fait que ces deux notions soient aussi liées peut conduire à se tromper sur les buts à atteindre, et peut fausser la construction de relations culturelles.

Le gouvernement cubain lui-même et ses représentants ont en outre contribué à leur propre isolement en durcissant leur rhétorique, à l'instar d'Armando Hart, qui déclara qu'un intellectuel honnête ne pouvait être que de gauche :

---

[612] Antonio Núñez Jiménez, *Cuba : Cultura, Estado y Revolución*, México, Presencia latino-americana, 1984, p. 254.

[613] José Luis Méndez, « Le dilemme portoricain : être ou ne pas être », *in* Alain Yacou (éd.), *La Caraïbe au tournant de deux siècles*, Paris, Karthala, 2004, p. 193.

[614] Créée le 28 avril 1959 grâce à la Loi Numéro 299 par le Gouvernement Révolutionnaire de Cuba.

[615] Cécile Leclerc, *El lagarto en busca de una identidad. Cuba : identidad nacional y mestizaje*, Madrid, Iberoamericana, 2004, p. 146.

> Inspirada en una comprensión marxista-leninista de los problemas de la cultura, la Casa de las Américas ha aplicado una línea de amplitud política en la selección del Jurado. Ha procurado, sí, honradez, rectitud de principios ; y, por supuesto, los jurados han sido en general hombres y mujeres de izquierda. ¡ No podía ser de otra manera ! Por cuanto, incluso, viajar a Cuba y participar en un jurado en nuestra patria, durante todos estos años, necesariamente tenía que implicar alguna inclinación hacia la izquierda.
> Pero además, ¿ es posible concebir un intelectual honrado en nuestros pueblos de América que no esté inclinado hacia la izquierda o que no tenga al menos simpatías por las ideas socialistas o de izquierda en general ?[616]

L'impression qui se dégage de cette déclaration est que Cuba s'est parfois « auto-verrouillée » de l'intérieur, n'ouvrant la porte qu'aux personnes jugées compatibles avec la Révolution, et même si elle le fit en réaction à des agressions extérieures, cela ne put que contribuer à son isolement relatif. En claquant sa porte au nez d'intellectuels et d'artistes qu'elle sembla parfois mépriser, Cuba a perdu un temps précieux en ce qui concerne ses échanges culturels avec le monde.

Malgré tout, elle laissa ouverte une petite fenêtre qui devait conduire à l'enrichissement culturel des Cubains, en leur offrant un contact direct avec leurs voisins, bien que ce fût parfois à son insu. Effectivement, en devenant le foyer d'un communisme caribéen, elle devint, au même titre que d'autres Nations, le foyer des communistes ou autres militants politiques forcés à l'exil :

> A l'aube des années 1960, la République Dominicaine et la république d'Haïti vivaient chacune sous un régime dictatorial, qui, outre la cruauté et l'arbitraire, affichait la même détermination pour lutter contre le communisme et ses adeptes et pour éradiquer toute éventuelle source d'opposition sur l'île. De fait, furent contraints à l'exil tout ceux contestant un tant soit peu les régimes en place et en priorité ceux d'obédience marxiste. Ce fut loin de leur patrie respective et dans un destin commun que des groupes de Dominicains et d'Haïtiens se rencontrèrent et apprirent, passées les premières difficultés, à se connaître, à dialoguer, à se comprendre, à s'écouter… les universités des différents pays d'accueil tels la France, le Mexique, Cuba ou encore Porto Rico furent le théâtre de ces moments privilégiés car, lieux d'étude et de réflexion par excellence, elles permirent des rapports dans la durée et dans un contexte peu soumis à la pression environnante.[617]

Les théories politiques portées par la Révolution lui permirent d'établir des relations et dans le même temps contribuèrent à isoler l'Île du reste de la Caraïbe. Si, comme nous

[616] Armando Hart, *op. cit.*, p. 276.
[617] Monique Boisseron, « Stabilité et instabilité dans les Grandes Antilles : le cas de la République Dominicaine », *in* Alain Yacou (éd.), *La Caraïbe au tournant de deux siècles*, Paris, Karthala, 2004, pp. 182-183.

l'avons dit, cet isolement fut principalement causé par la peur d'une « contamination » communiste ou socialiste dans la région, il reste à savoir si la volonté de la Révolution cubaine fut réellement de s'étendre à ses voisins.

c- *« Propagation » de la Révolution et propagande de la « contre-révolution » ?*

Il faut donc s'attacher à savoir si la propagation de la Révolution fut réellement voulue, et si les diatribes concernant Cuba n'ont pas conduit à fausser la vision que l'on peut avoir des relations culturelles caribéennes. En effet, la Révolution a subi de nombreuses attaques depuis 1959, et, comme nous l'avons dit, on lui a maintes fois reproché de vouloir « contaminer » l'ensemble de son aire géographique.

Pourtant, Fidel Castro, dès le début de la mise en place du système révolutionnaire à Cuba, n'a eu de cesse de rassurer le monde, et, plus spécifiquement, le continent américain, sur sa volonté de non-ingérence dans les affaires internes aux autres États, ainsi que sur son opposition à une « exportation »[618] de la Révolution cubaine vers les nations voisines.
Toutefois, de nombreuses craintes subsistèrent, et l'aide cubaine présentée comme désintéressée n'était pas perçue comme telle dans la région ni dans le monde :

> […] porque se perciben aspectos ocultos en las motivaciones cubanas en su proyección hacia el Caribe : para muchos caribeños no está resuelto el problema de separar la voluntad expresa de Cuba de establecer relaciones interestatales mutuamente provechosas, así como brindar su colaboración a todo país que lo necesite y solicite, y su disposición a apoyar las causas revolucionarias.[619]

Le principal point d'achoppement résidait donc dans la vision des pays caribéens, et peut-être dans l'attitude des représentants politiques Cubains, puisque l'image de la Révolution cubaine qui s'est rapidement construite reposait sur la dualité de ses aspirations. Ainsi, on soupçonnait Cuba de vouloir propager ses idées lors de toutes ses tentatives de collaboration avec les pays voisins.

---

[618] Claude Julien, *op. cit.*, p. 201.
[619] Gerardo González Núñez, « Cuba frente a los cambios del sistema internacional », *in* Andrés Serbin, Anthony Bryan (éd.), *El Caribe hacia el 2000, Desafíos y opciones*, Caracas, Editorial Nueva Sociedad, 1991, p. 150.

Il semble que la Caraïbe ait même souvent été effrayée par la possibilité d'une intervention militaire directe de Cuba, et cette crainte est bien sûr née du soutien plus ou moins ouvert accordé par l'Île à divers groupes révolutionnaires armés de la région. L'Armée cubaine n'a pourtant jamais été, aux dires du *Comandante*, entraînée dans le but de renverser des régimes opposés à celui de l'Île : « Prime Minister Castro has stated that no Latin American country, regardless of its social system, has any reason to fear the Cuban armed forces »[620].

La position officielle était donc la suivante : Cuba n'avait pas vocation à intervenir militairement de façon directe dans les pays latino-américains, cependant, elle accorderait son aide aux pays la demandant. C'est bien ce point qui effraya certains dirigeants, provoquant par là même une situation à double tranchant pour la plus grande île de la Caraïbe : d'un côté, un rapprochement avec certaines nations, y compris avec certaines n'ayant « plus de relations diplomatiques avec Cuba depuis des années »[621], désireuses de profiter de l'expérience et des avancées de la Révolution cubaine, et de l'autre, un isolement consécutif à un rejet viscéral du communisme ou à la peur d'un interventionnisme non déclaré.

À cela s'ajoute le fait que la prise de position officielle ne rejette pas la participation de Cuba à l'entraînement de forces étrangères souhaitant intervenir dans leur pays :

> Les formations se réclamant du socialisme se chargent d'un dynamisme neuf. Depuis les universités qui constituent leurs bastions, elles se livrent à une intense activité d'agitation et de propagande en faveur d'une option d'avenir qui ne semble plus seulement souhaitable mais paraît enfin possible. Soutenues par Cuba, qui cherche à exporter sa révolution pour rompre l'encerclement auquel l'île est soumise, et qui leur offre argent, armes et entraînement militaire, certaines d'entre elles se lancent sans plus attendre dans la lutte armée.[622]

Si l'Armée cubaine n'était pas entraînée dans le but avoué d'aider à l'instauration de gouvernement de gauche dans la Caraïbe, elle contribua malgré tout à fomenter des opérations militaires dans la zone. De la sorte, et dans le but de briser l'autarcie qu'on souhaitait lui imposer, l'Île a soutenu les tentatives de révolutions dans sa région. De plus,

---

[620] Jorge I Domínguez, « The armed forces and foreign relations », *in* Cole Blasier, Carmelo Mesa-Lago (éd.), *Cuba in the world*, Pittsburg, University of Pittsburg press, 1979, p. 65.
[621] Jorge I Domínguez, *op. cit*., p. 71.
[622] Henri Favre, *op. cit.*, p. 38.

l'on ne peut nier que Cuba ait accordé son appui logistique et financier à de nombreux mouvements révolutionnaires, non pas uniquement au sein de la Caraïbe, mais sur tout le continent :

> Dès la fin de l'année 1961, Cuba commence à apporter son soutien à tous les mouvements révolutionnaires apparus dans le continent. Au Venezuela, le MIR et le parti communiste sont ouvertement encouragés à recourir à la lutte armée, ce qui provoque une rupture des relations diplomatiques.
> Après la crise des missiles d'octobre 1962, Fidel Castro multiplie les initiatives pour exporter la révolution. En 1963, par exemple, les autorités vénézuéliennes découvrent sur une plage une importante quantité d'armes soviétiques et tchécoslovaques, vraisemblablement destinées à la guérilla. La guérilla guatémaltèque reçoit aussi un appui.[623]

Il faut reconnaître qu'une diffusion dans d'autres pays du phénomène révolutionnaire pouvait permettre à Cuba de sortir de son « isolement », et l'on peut alors s'interroger sur les motivations de l'Île à établir des relations avec la Caraïbe : « Cuba's activism has raised the issue of wether Cuba was driven by a desire to take the opportunity of the diplomatic ties that had been established to promote its revolutionnary ideals in the region or wether it was motivated by its commitment to its Caribbean identity […] »[624]. On en vint à douter de l'attachement de Cuba à ses racines et sa région, et on la soupçonna de faire passer au second plan la promotion de la culture et de l'identité, qu'elle fût cubaine ou caribéenne, au profit de bénéfices politiques ou économiques.

Il faut se demander si la « propagation » crainte par certains se matérialisa plutôt par des tentatives d'imitation de la rupture avec l'ordre passé symbolisée par la Révolution cubaine que de copie de son système politique. En tous les cas, cette diffusion d'un espoir révolutionnaire déclencha bien évidemment des forces inversement proportionnelles en représailles, venues notamment des États-Unis :

> Il me semble plus approprié, pour les années 1960, de parler de contagion dans la mesure où l'on voit clairement un certain nombre de pratiques et de conceptions voyager dans le continent sans qu'un centre de diffusion soit clairement identifiable, ce qui ne signifie pas, au demeurant, que le rôle de Cuba ou des États-Unis ait été négligeable. […] [Les conséquences de la Révolution cubaine] sont de deux ordres. Il y a, d'une part, une tendance à

[623] Olivier Dabène, *La région Amérique Latine, Interdépendance et changement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 121.

[624] Cedric Grant, « Caribbean Community and Cuba relations : thirty years revisited », *in* Michele Zebich-Knos, Heather Nicol (éd.), *Foreign policy toward Cuba : isolation or engagement ?*, Lanham, Lexington Books, 2005, p. 126.

> l'exportation du modèle révolutionnaire castriste dans tout le continent, et, parallèlement, une exportation de la contre-révolution sous les administrations Kennedy et Johnson.[625]

Il convient donc de souligner que dans le même temps qu'étaient diffusées les valeurs contenues en germe dans la Révolution cubaine, des valeurs exactement contraires se propageaient dans la zone. Il faut alors se demander si la promotion que chaque « clan » fit de lui-même ne revint pas à ne semer que la dispersion, voire plus tard l'indifférence. En tous les cas, cet affrontement larvé provoqué par le triomphe de la Révolution à Cuba ne permit pas d'établir des relations culturelles stables et pérennes, et contribua au contraire à accentuer les dissensions et un certain éloignement non seulement de Cuba avec sa zone d'origine, mais également entre tous les pays caribéens.

Ainsi, les tentatives de propager la Révolution purent affecter les relations de l'Île avec la Caraïbe, selon que les pays de la région adhéraient ou non à l'idéologie qui y est liée. Mais elles purent aussi influer plus directement sur les relations culturelles :

> La creación literaria y artística en nuestro país debe también contribuir a la lucha de los pueblos de América Latina y el Caribe por el rescate de sus riquezas naturales, su independencia económica y soberanía política, y junto con ello a la defensa de sus culturas nacionales, cuyos valores forman parte de nuestro tesoro cultural. Si nuestra Revolución, la más profunda y trascendente de la historia americana, contribuye a la liberación de los pueblos hermanos del poder imperial, nuestra tarea cultural debe responder en su impulso y orientación, a tal objetivo histórico.[626]

La culture est donc bien une part importante de la Révolution, qui la défend, la promeut mais peut aussi la convertir en arme « pacifique », ou autrement dit en un moyen pour les peuples de conquérir leur indépendance. Cuba paraît ici convaincue de son rôle de guide à ce niveau, et la Révolution passe pour elle par cette culture qui peut en retour devenir le moteur de changements. En somme, la culture peut contribuer à diffuser les idées révolutionnaires et socialistes, et devient un vecteur de la connaissance de l'autre indispensable au moment de penser les relations culturelles. Les représentants politiques de l'Île ont ainsi souvent avancé l'idée que la culture, tout comme la Révolution cubaine, pouvait permettre une réelle émancipation de l'Homme et une véritable modification des structures sociétales en place.

---

[625] Olivier Dabène, *op. cit.*, pp. 117-118.

[626] « Primer Congreso del Partido Comunista Cubano », *in* Nora Madan (éd.), *La lucha ideológica y la cultura artística y literaria (compendio de documentos aprobados por el I y el II Congresos del Partido Comunista Cubano)*, La Havane, Editora Política, 1982, p. 73.

De cette façon, le lien entre culture, Révolution cubaine et relations culturelles apparaît, et l'on a pu souligner l'empreinte profonde laissée par la Révolution dans la nouvelle appréhension du monde et la nouvelle réflexion concernant les pays « pauvres » :

> […] los vínculos culturales entre América Latina y los países del llamado Tercer Mundo empezaron a fluir, al margen de los centros hegemónicos, y se fue extendiendo una compresión más honda y entrañable del drama del Sur entre los intelectuales de todas partes del planeta. En lo mejor y más perdurable de aquella contradictoria y difusa « cultura de izquierda » que se expresó tan impetuosamente en los años 60, está la huella de la Revolución cubana, con su ejemplo de justicia e independencia, y con su vigoroso mensaje cultural.[627]

Il faut remarquer que l'orientation de Cuba en matière de relations culturelles a évolué avec le temps. L'Île, dans les premières années de la Révolution, a souvent mis en exergue sa volonté de procéder à des échanges culturels avec les pays spécifiquement socialistes. De la sorte, dans de nombreux documents officiels, on trouve trace de l'orientation donnée aux relations culturelles, et le Centre Culturel Juan Marinello était décrit en 1981 comme un appui à « la diffusion et promotion culturelles des valeurs de la Révolution cubaine et des autres pays socialistes et progressistes »[628]. Si le document précise que le Centre Juan Marinello étudie aussi le « meilleur de la culture universelle »[629], on peut se demander ce que cache le mot « meilleur ».

Soulignons néanmoins qu'à partir du milieu des années 1970, les relations établies entre Cuba et la Caraïbe, et même plus largement avec l'Amérique Latine, « naissent entre les États, et non des liens entre mouvements guérilleros »[630]. Cela démontre soit un essoufflement de l'euphorie post-révolutionnaire, soit une acceptation croissante de Cuba par la Caraïbe, mais prouve en tous les cas que la propagation de la Révolution par la lutte armée n'eut pas lieu. D'ailleurs, à cette période, Cuba ne promeut plus la guérilla, mais privilégie au contraire les relations diplomatiques[631], y compris avec des pays qui n'étaient

---

[627] Abel Prieto Jiménez, « La cultura cubana : resistencia, socialismo y revolución », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 7.

[628] (s.a.), *Estructura organizativa del sistema del Ministerio de Cultura de la República de Cuba*, La Havane, Ministerio de Cultura, 1981, p. 15.

[629] *Ibid*.

[630] Marifeli Pérez-Stable, *La Revolución cubana : orígenes, desarrollo y legado*, Madrid, Colibrí, 1998, p. 211. Notre traduction.

[631] Edward Gonzalez, « Institutionalization, political elites and foreign policies », *in* Cole Blasier, Carmelo Mesa-Lago (éd.), *Cuba in the world*, Pittsburg, University of Pittsburg press, 1979, p. 3.

pas socialistes : « Since 1970s, the thrust of Cuban policy shifted from the support of revolutionnary movements to efforts to end Cuban isolation in the hemisphere, including cooperation with conventional governments »[632]. L'impossibilité de voir s'accroître son autarcie a provoqué un assouplissement progressif de la politique de l'Île concernant l'établissement de relations.

Ainsi se distinguent deux « clans » face à la Révolution cubaine, l'un en étant foncièrement partisan, le deuxième la répudiant fermement. Il nous paraît néanmoins essentiel de tempérer cette représentation, puisqu'une vision en noir et blanc des faits, sans autre nuance, reviendrait sans doute à s'enferrer dans un débat stérile ne permettant pas une analyse totale.

d- *Le Tiers Monde et la Troisième Voie*

Effectivement, hors du débat « pour ou contre la Révolution cubaine », la troisième voie représentée –entre autres– par Cuba n'est absolument pas accessoire dès lors que l'on souhaite évoquer les relations de l'Île avec les pays avoisinants. En effet, on vit naître quelques années après le début de la Révolution un nouveau « courant » de pensée politique, issu de la réflexion sur la difficulté de se placer dans un monde régi par deux forces antagonistes, et d'une volonté de se sortir précisément du duel entre les États-Unis et l'URSS :

> C'est sous le mandat du président démocrate-chrétien Rafael Caldera[633] (1969-1973) que s'opère un tournant. Lui-même et son ministre des Affaires étrangères, Aristides Calvani, conscients de changements sur la scène internationale, innovent en matière de politique extérieure. Ils proclament la thèse de la « justice sociale internationale » –solidarité avec le Tiers-monde pour rechercher un nouvel ordre moins inégal entre le Nord et le Sud– et du « pluralisme idéologique » –droit d'établir des liens avec l'U.R.S.S. et d'autres pays socialistes, coexistence pacifique avec Cuba.[634]

L'on voit apparaître la défense d'un nouveau droit à l'auto-détermination et à la liberté de ne pas trancher définitivement entre les deux camps de la Guerre froide –l'affrontement

---

632 Ronald E. Jones, « Cuba and the English-speaking Caribbean », *in* Cole Blasier, Carmelo Mesa-Lago (éd.), *Cuba in the world*, Pittsburg, University of Pittsburg press, 1979, p. 133.

633 Vénézuélien.

634 Françoise Barthélémy, *Un continent en quête d'unité : l'au-delà du rêve*, Paris, Éditions Ouvrières, 1991, p. 98.

entre ces derniers n'ayant pas permis de régler les problème des pays appelés « Tiers Monde »– ou en tous les cas, un mouvement de pays souhaitant pouvoir établir des liens avec les pays socialistes, sans devenir socialistes eux-mêmes. Il devient alors clair que cette période fut profitable à Cuba, dans la mesure où celle-ci sut s'adapter, et puisqu'elle ne prônait pas uniquement des relations avec les pays foncièrement socialistes ou communistes.

L'Île s'engagea effectivement assez nettement sur la nouvelle voie ouverte, peut-être dans un souci de changer son image de « satellite » de l'URSS, ce qu'elle ne réussit que très partiellement. Effectivement, du 3 au 9 septembre 1979 se tint à La Havane le sixième sommet des pays Non-Alignés[635], au cours duquel Josip Tito[636] s'opposa à Fidel Castro, pour les mêmes motifs que Mouammar Kadhafi[637] l'avait fait quelques jours plus tôt[638]. Ces deux dirigeants accusaient en effet Cuba d'être un allié absolu de l'URSS, et de n'être par conséquent pas totalement indépendante. Les dissensions au sein des pays déclarés « non-alignés » ne peuvent de la sorte être contestées, et l'on voit combien Cuba fut marquée du fer rouge de son étroite amitié avec l'Union des République Socialistes Soviétiques, mais également que cette voie put n'être qu'un sentier fort difficile à gravir. Les relations culturelles entre pays Non-Alignés purent n'être qu'une préoccupation secondaire, tant était présente et prégnante la division imposée au monde par la Guerre froide.

Par la suite, en juillet, septembre puis octobre 1985, Fidel Castro invita des experts ainsi que des représentants des pays du Tiers Monde, dans le but de dénoncer la dette des pays pauvres et de montrer leur impossibilité à la rembourser[639]. Il se fit ambassadeur d'un ensemble de pays, auxquels il associa Cuba du fait de leurs économies semblables, créant de la sorte une union malgré les dissemblances politiques, et gagnant en influence : « Havana has been an international player of recognized importance, with a good deal of influence among many Thirld World states »[640]. L'Île sembla donc vouloir s'extirper de son statut d'annexe de l'URSS, sans se départir de certaines valeurs communistes ou

[635] Maurice Vaïsse, *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1999, p. 130.
[636] Dirigeant de l'État socialiste yougoslave de 1945 à 1980.
[637] Dirigeant de facto de la Libye de 1970 à ce jour.
[638] Maurice Vaïsse, *op. cit.*, pp. 102 et 122.
[639] Daniel Van Eruwen, Yolande Pizetty Van Eeuwen, « L'Amérique latine », *in* Boniface Pascal (éd.), *L'année stratégique 1987*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1987, p. 157.
[640] Houman Sadri, *Revolutionary States, Leaders and Foreign Relations, A comparative study of China, Cuba, and Iran*, Westport, Praeger, 1997, p. 64.

socialistes, en se donnant le visage de défenseur des pays opprimés par les grandes puissances capitalistes mondiales. Cela put permettre un rapprochement avec les États dont les gouvernements n'étaient ni communistes ni socialistes, mais qui étaient en revanche en proie à des difficultés économiques les poussant à chercher une solution, ou à tout le moins à exprimer leur contestation de l'ordre établi jusqu'alors.

Cuba intensifia plus tard encore sa coopération avec le Tiers Monde mais aussi avec la Caraïbe, particulièrement au début de la période spéciale en temps de paix[641], et principalement dans les domaines de la santé et de l'éducation. Elle « se posa en porte-parole des pays en développement »[642], et ce que l'on appelle le Tiers Monde put donc représenter un moyen pour Cuba de se réinsérer dans la Caraïbe, et d'y établir des liens forts –nombre de pays caribéens étant considérés comme des « pays en voie de développement ». L'Île fut donc bien souvent considérée comme une « troisième voie » face à la dualité imposée au monde par la Guerre froide, troisième voie que choisirent ou qui tenta de nombreux pays de la Caraïbe.

Le fait particulièrement intéressant réside dans la constation suivante : devenir le fer de lance des pays du Tiers Monde ne se résume pas à défendre ces pays sur le plan économique, mais suppose également d'analyser les causes de leurs situations actuelles et, par conséquent, de défendre leurs cultures :

> In conjunction with political independence and economic equality, non-aligned countries, especially revolutionary regimes, have sought to protect the cultural identity of their nations. Historically, their cultural identities have suffered setbacks due to cultural pillage undertaken by the Great Powers. To remedy this, some revolutionary regimes attempted to regain whenever possible their national artifacts from foreign museums throughout the world. The task of most revolutionary leaders, however, has been to create a revolutionary citizen who possesses a combination of indigenous characteristics and certain new values.[643]

Dans des pays considérés comme économiquement pauvres, la culture peut devenir un moyen d'union, puisqu'elle est un bien immatériel, parfois concrétisé par des productions

---

641 Période consécutive à l'effondrement du bloc socialiste, entraînant des réformes, des restrictions et le recul du niveau de vie des Cubains sans doute toujours d'actualité aujourd'hui.

642 Hortense Faivre d'Arcier-Flores, « La vocation internationale de la Révolution : une exception cubaine ? », *in* Sandra Hernández (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, pp. 67-68.

643 Houman Sadri, *Revolutionary States, Leaders and Foreign Relations, A comparative study of China, Cuba, and Iran*, Westport, Praeger, 1997, pp. 26-27.

tangibles (œuvres d'art, ouvrages littéraires…). Cela signifie donc qu'elle unit les peuples, quoi que l'on puisse en dire, et qu'elle n'induit pas nécessairement des relations de dépendance économique. En effet, bien que supposant des investissements financiers, la culture est un patrimoine peu gourmand en deniers. De fait, elle repose en partie sur le passé, et les générations en héritent sans droit de succession, bien qu'il leur faille la perpétuer. Les États peuvent alors décider d'investir massivement afin de continuer à la faire vivre et d'en poursuivre le développement, notamment par le biais de relations avec d'autres États, mais peuvent également faire le choix d'un investissement financier moindre.

Par ailleurs, face à l'oppression, et en réaction à l'ingérence, l'étude et la défense d'une culture qui unit devient presque systématiquement le point d'orgue des relations entre les États. En effet, la culture semble échapper à toutes les règles, et peut se convertir en étendard pour les pays refusant de s'aligner sur des modèles imposés par l'extérieur. Effectivement, elle permet de s'auto-valoriser, et le fait de posséder une culture forte et clairement définie permet de ne pas être considéré, et de ne pas se considérer, comme un pays de « seconde zone », devant nécessairement se rapprocher d'un bloc pour survivre.

En outre, la troisième voie, au même titre que nombre de mouvements révolutionnaires caribéens ou latino-américains, mit l'accent sur la défense de la culture des pays, et sur ses expressions, qu'il convenait d'adapter aux évolutions du monde. La fin de la Guerre froide supposa néanmoins « le discrédit des modèles de gouvernements marxistes-léninistes ainsi que le déclin du mouvement tiers-mondiste »[644], ce qui permet de dire que les relations établies durant les temps forts de ce mouvement purent n'être qu'un feu de paille.

Il faut alors se demander comment purent rebondir les relations culturelles entre Cuba et la Caraïbe. Car si l'Histoire, prise au sens diachronique du terme, est primordiale pour comprendre l'état des relations actuelles dans la zone, l'Histoire qui s'écrit tous les jours sous nos yeux, parfois sans que nous en ayons conscience, n'en est pas moins capitale. En effet, de nombreux événements, et certains parfois distants de la Caraïbe, peuvent survenir et venir perturber l'équilibre ou l'harmonie jusqu'alors atteints. Il faut de la sorte prendre

[644] Damián Fernández, Olga Nazarío, « Regional trends : Cuba-Caribbean Community relations », *in* Jacqueline Anne Braveboy-Wagner, Dennis J. Gayle (éd.), *Caribbean Public Policy : Regional, Cultural, and Socioeconomic Issues for the 21st Century*, Boulder (USA, Colorado), Westview Press, 1997, p. 55.

en compte l'adaptation du gouvernement cubain aux évolutions historiques mondiales, et dire qu'il sut très souvent donner la priorité à des aires géographiques ou des ensembles politiques pouvant lui être utiles[645].

3- Une politique opportuniste et agressive ?

Cela fit dire que la politique cubaine, en matière d'établissement de relations, fut bien souvent opportuniste. On peut alors se demander quel pays cherche des relations lui imposant de donner, sans jamais recevoir en retour. Quoi qu'il en soit, Cuba dut réagir aux bouleversements que connut sa zone mais également le monde, dans un laps de temps fort réduit, et il est certain qu'elle fut dès lors obligée de chercher constamment appuis et soutiens.

a- *Les indépendances*

On remarque qu'à une époque relativement proche de la nôtre, les indépendances successives de divers pays de la Caraïbe ont permis à Cuba de ne plus être « seule ». En effet, ces indépendances, qui trahissent un désir d'émancipation totale de l'aire caraïbe, conduisirent parfois les peuples à se rapprocher des mouvements politiques ou pays se voulant les figures de proue de l'autonomie caribéenne, au premier rang desquels l'on retrouve Cuba. La relation qui s'établit entre Cuba et la Jamaïque[646] de Michael Manley[647] le prouve parfaitement :

> Indeed Manley's government started developing closer ties with its socialist neighbor Cuba, and in May 1973 a Cuban delegation visited Jamaica to discuss exchange programs. From 1974 on, several exchange programs were set up : Cuba sent technicians to build a dam in Jamaica and built a number of schools there.
> Jamaica helped Cuba with some information on agriculture and sugar processing. Michael Manley also started using an anti-imperialist, anti-capitalist rhetoric on his speeches, which

[645] Gerardo González Núñez, « Cuba frente a los cambios del sistema internacional », *in* Andrés Serbin, Anthony Bryan (éd.), *El Caribe hacia el 2000, Desafíos y opciones*, Caracas, Editorial Nueva Sociedad, 1991, p. 150.
[646] Officiellement indépendante en 1962.
[647] Par deux fois Premier Ministre de la Jamaïque (1972-1980 et 1989-1992), chef de file du People's National Party, parti politique ouvertement socialiste.

> contributed to alarming both the American government and the Jamaican private sector.[648]

On voit que les échanges qui se mirent en place touchèrent différents domaines, et que Cuba soutint la Jamaïque dans son programme de développement, qui en retour, soutint l'Île dans sa lutte contre l'ingérence états-unienne. Ce nouveau lien tendu entre deux pays caribéens ne fut ainsi pas pour plaire au Voisin du nord, pas plus qu'à certains secteurs jamaïcains, considérés comme « conservateurs ». Dès lors, la relation cubano-jamaïcaine ne put être que fluctuante, mais elle constitue néanmoins un exemple des rapprochements opérés dans l'espace caribéen du fait de la vague émancipatrice des années 1970.

Il est en outre particulièrement intéressant de noter à nouveau que les premières coopérations du gouvernement révolutionnaire cubain se firent avec des pays anglophones, à savoir : la Barbade[649], le Guyana[650], la Jamaïque et Trinité-et-Tobago[651]. Le 15 octobre 1972, désireux de privilégier la région, d'y favoriser la collaboration économique et d'amplifier leurs relations avec des pays socialistes[652], ces États définirent en effet leur position quant à Cuba, lors de la Septième conférence de Chefs de Gouvernements de la Caraïbe, à Port of Spain[653]. Bien qu'elle effrayât les pays opposés politiquement à Cuba et lui ferma en conséquence certaines portes, cette redéfinition de l'attitude des pays cités envers l'Île fut plus que positive pour le crocodile vert, puisque les représentants des pays anglophones cités plus haut exprimèrent leur souhait de voir s'établir rapidement des relations multiples, équitables et réciproquement profitables avec celui-ci.

Malgré tout, les quatre pays précédemment nommés, bien qu'en accord sur la question de la collaboration avec Cuba, n'eurent pas tous les mêmes relations avec l'Île. Les liens furent intenses avec la Jamaïque, et finalement assez ténus avec la Barbade (le seul des quatre États à se référer au « gouvernement cubain », et non au « gouvernement révolutionnaire cubain »[654]). Les échanges entre Cuba et la Barbade se résumèrent à l'ouverture d'une ligne aérienne entre La Havane et Bridgetown, ainsi qu'à la poursuite du

---

648 Eric Doumerc, *Caribbean civilisation, the English-speaking Caribbean since independence*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2003, p. 50.

649 Bien que le Souverain Britannique soit considéré comme le chef d'État de ce pays, la Barbade est « indépendante » depuis le 30 novembre 1966.

650 Indépendant depuis 1966.

651 Indépendant depuis 1962.

652 Ronald E. Jones, « Cuba and the English-speaking Caribbean », *in* Cole Blasier, Carmelo Mesa-Lago (éd.), *Cuba in the world*, Pittsburg, University of Pittsburg press, 1979, p. 131.

653 *Ibid*.

654 Ronald E. Jones, *op. cit*., p. 134.

programme d'échange de techniciens agricoles[655]. Tout comme la Barbade, Trinité et Tobago n'apprécia pas l'intervention cubaine en Angola ; ses relations avec La Havane restèrent de la sorte superficielles, et l'espoir affiché de voir s'opérer une collaboration technique avec Cuba resta lettre morte[656].

À l'inverse, les dirigeants Manley et Burnham entretinrent d'excellentes relations avec l'Île, au moins pendant un moment, et furent même décorés de l'ordre de José Martí[657], ce qui montre que le gouvernement cubain avait à cœur de mettre en exergue ses bonnes relations avec certains de ses voisins, et tout spécialement ceux partageant sa ligne politique[658].

Bien plus qu'une déclaration d'intention portant sur une coopération économique ou politique, cette affirmation de la volonté de certains pays anglophones a ouvert les vannes d'une normalisation plus globale des relations cubano-caribéennes. Ainsi Cuba reçut-elle « une invitation, la première depuis 1959, à participer au Caribbean Recreational Arts Festival tenu au Guyana »[659], et l'on voit de quelle façon l'Île a pu se réinsérer dans le système relationnel de la région, notamment en ce qui concerne la culture.

En conséquence, « à partir de 1973, Cuba se redécouvre une facette caribéenne et affirme son caractère « Afro-Latino-Caribéen »[660]. L'apparition de la facette caribéenne clairement annoncée par le gouvernement cubain est capitale, puisqu'elle nous permet de voir qu'il s'est agi pour l'Île d'un recentrement sur son aire originelle, qu'elle avait jusque-là ignorée –et qui l'avait en retour cordialement méprisée– au profit des seuls versants africain et latino-américain. Il s'est agi d'une ouverture de la Caraïbe, ou d'une certaine partie de la Caraïbe sur Cuba, mais également d'une ouverture de Cuba sur une certaine partie de la Caraïbe.

De surcroît, les « programmes d'échange culturel »[661] furent encouragés entre Cuba et les pays de la Caraïbe anglophone. Cette collaboration accrue avec un ensemble de pays dont la langue officielle n'est pas l'espagnol peut interroger. Elle est surtout le symbole de la

---

655 Ronald E. Jones, *op. cit.*, p. 135.
656 Ronald E. Jones, *op. cit.*, p. 136.
657 *Ibid.*
658 La décoration reçue étant réservée aux Chefs d'États et leaders politiques luttant pour l'internationalisme et contre l'impérialisme, la colonisation et la néo-colonisation.
659 Edward Gonzalez, « Institutionalization, Political Elites, and Foreign Policies », *in* Cole Blasier, Carmelo Mesa-Lago (éd.), *Cuba in the world*, Pittsburg, University of Pittsburg press, 1979, p. 131. Notre traduction.
660 Éric Nabajoth, *Les relations internationales dans la Caraïbe*, Lyon, L'Hermès, 1996, p. 81.
661 Andrés Serbin, *Caribbean geopolitics ; Toward security through peace ?*, Boulder (USA), Lynne Rienner Publishers, 1990, p. 61.

dispersion des pays hispanophones face à l'unité politique affichée des pays de langue anglaise, et un signal d'alarme concernant l'intégration régionale.

En outre, Cuba ressortit grandie de cette nouvelle alliance en termes d'image, puisqu'elle devint par ce biais, d'une façon quasi symbolique, le pays désirant par excellence dépasser les barrières et aller vers les pays non hispanophones[662]. On comprend que Cuba ait été vue comme l'exemple type de l'État cherchant à dépasser les préjugés, en faisant fi, donnant à voir l'image d'un pays résolument tourné vers le Monde et vers sa région d'appartenance géographique.

Ces prémices permirent à l'Île de survivre à la tempête économique qui allait s'abattre sur elle par la suite, et qui nécessita une réactivation, ou une activation de ses relations avec la Caraïbe.

b- *La chute de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques*

L'URSS est un élément majeur, qui doit nécessairement être pris en compte lorsque l'on évoque les relations de Cuba avec ses voisins. Dans un souci de ne pas nous éloigner de notre sujet principal, nous n'aborderons que les conséquences de sa chute sur les relations cubano-caribéennes, chute particulièrement intéressante pour nous en ce sens qu'elle supposa la perte d'un allié précieux et jusqu'alors stable, mais aussi un redéploiement des forces politiques cubaines, notamment vers la Caraïbe[663].

L'on pourrait opposer au désir apparent et parfois déclaré de relations l'impératif que constituait pour Cuba un retour vers la Caraïbe au début des années 1990, période de délitement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Malgré tout, les dates d'établissement des premières relations culturelles concrètes avec la Caraïbe montrent que Cuba ne les a pas considérées comme de simples outils politiques destinés à l'aider à se tirer d'un fort mauvais pas, le milieu des années 1970 n'étant pas pour elle une période de crise de premier ordre. En outre, Fidel Castro lui-même orientait la politique cubaine vers le sous-continent latino-américain, et ce dès 1972 :

---

[662] Andrés Serbin, *op. cit.*, p. 62.

[663] Intervention de Milagros Martínez, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris).

> Mientras tanto, ¿ qué hacemos ? País pequeño, bloqueado por los imperialistas yanquis ; ¡ nos integraremos económicamente con el campo socialista ! Y esa es la cuestión de principios que nosotros planteábamos : en el futuro nos integraremos económica y políticamente con América latina… Puesto que nosotros somos latinoamericanos y nuestra Patria del futuro es la América latina.[664]

Il faut relever le fait que Cuba a profondément révisé sa Constitution en 1992, et qu'elle a par ce biais non seulement changé la perception que le monde pouvait avoir d'elle en matière de politique, mais également replacé le sous-continent latino-américain au centre de ses préoccupations :

> Los cambios normativos entre los documentos de 1976 y de 1992 permiten comprender la autoimagen de la Cuba oficial. En general, la Constitución de 1992 elimina prácticamente todas las referencias al comunismo internacional. Elimina del texto muchas referencias a las clases sociales y las reemplaza o modifica con símbolos nacionales. Cambia el énfasis en el conflicto internacional armado por la solución pacífica de las controversias y por la cooperación económica y política, al tiempo que reconoce en forma explícita la pertinencia de la Carta de las Naciones Unidas para Cuba. Asimismo, procura identificar a Cuba espacialmente con Latinoamérica.[665]

On voit que l'Île a en quelque sorte voulu, au moment où l'URSS s'écroulait, « effacer » les références qui l'unissaient à cette dernière, et qu'elle a mis l'accent sur ce qui pouvait la rapprocher de son espace géographique et culturel originel. Cuba s'est en outre recentrée sur elle-même, et a redonné la priorité à ce qui faisait d'elle une nation à part entière : « La Constitución de 1992 […] apela a la nación como un todo mucho más que la anterior »[666]. Bien évidemment, ce processus d'introspection ne pouvait se faire sans mettre en avant la culture intrinsèquement cubaine ni ses liens avec les pays l'entourant.

Cependant, le recentrement sur la nation n'exclut pas totalement l'internationalisme[667], et les liens avec les autres pays ne furent par reniés. Bien au contraire, apparaît pour la

---

[664] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. IX, citant un discours de Fidel Castro daté du 26 juillet 1972.

[665] Jorge I. Domínguez, « Cuba en la comunidad internacional en los noventa : soberanía, derechos humanos y democracia », *in* Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile, *Estudios Internacionales*, « Cuba en el sistema internacional : normalización y reintegración », Juillet-décembre 1994, N° 107/108, p. 284.

[666] Jorge I. Domínguez, *op. cit.*, p. 285.

[667] *Ibid*.

première fois en 1992 la « coopération internationale »[668], qui remplace les passages évoquant une collaboration avec les pays « amis » ou « frères », autrement dit les pays partageant l'orientation socialiste ou communiste de l'Île. Il faut s'interroger sur la place accordée à la Caraïbe dans cette ouverture au monde, afin de comprendre si la chute de l'URSS a réellement pu favoriser un rapprochement entre Cuba et la zone caribéenne. Il faut alors tout d'abord souligner que la nouvelle Constitution promulguée a mis l'accent sur le sous-continent latino-américain plus que sur l'aire caribéenne :

> El tercer párrafo operativo en 1992 (octavo en 1976) es un análisis muy distinto del deseo de Cuba de lograr una mejor integración con los países latinoamericanos. En 1976, esta integración estaba condicionada a que América Latina se hubiera liberado de « la dominación externa y de la opresión interna », en tanto que su objetivo era « la lucha común contra el colonialismo, el neocolonialismo y el imperialismo », palabras todas ausentes del texto de 1992, el que se centra, en cambio, en « la identidad común » como el fundamento para « la integración económica y política para lograr la verdadera independencia ».[669]

L'Amérique Latine semble donc prendre une place considérable dans les relations extérieures de Cuba au cours des années 1990, relations qui reposent désormais sur la recherche de points communs et sur une « identité commune » plus que sur une lutte ou une opposition politique. En outre, les termes « amitié fraternelle, aide, coopération », jusqu'alors dédiés aux pays communistes, se réfèrent « pour la première fois aux peuples du monde, spécialement ceux d'Amérique Latine et de la Caraïbe »[670]. L'on peut affirmer qu'il s'est agi pour Cuba d'un retour aux sources, visiblement forcé, mais d'une primordiale importance concernant ses liens avec la Caraïbe :

> La nouvelle Constitution fut adoptée en 1976. Elle affirmait dans son préambule s'appuyer « sur l'internationalisme prolétarien, sur l'amitié fraternelle, l'aide et la coopération de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes, ainsi que sur la solidarité des travailleurs et des peuples d'Amérique latine et du monde ». En 1992, après la fin de l'URSS, [l'] Assemblée adopta un amendement qui supprimait d'un trait de plume la référence à l'Union soviétique et aux autres pays socialistes, stipulant que Cuba s'appuierait dorénavant « sur l'internationalisme prolétarien, l'amitié fraternelle, l'aide, la coopération et la solidarité des peuples du monde, particulièrement ceux d'Amérique latine ».[671]

---

668 Jorge I. Domínguez, *op. cit.*, p. 286.
669 *Ibid*.
670 *Ibid*. Notre traduction.
671 Jacobo Machover, *Cuba, totalitarisme tropical*, Paris, 10/18, 2006, p. 62.

On voit donc et malgré tout apparaître la Caraïbe comme une priorité de la diplomatie cubaine, et l'aire caribéenne semble peu à peu prendre de l'ampleur dans la stratégie de réinsertion de l'Île à sa zone. En outre, si les autorités cubaines ne renient aucunement leur inclinaison à voir s'établir des liens portés par une « amitié fraternelle », elle-même orientée vers « l'internationalisme prolétarien », elles assouplirent une rhétorique considérée jusqu'alors par certains pays caribéens comme trop catégorique.

Ainsi s'entremêlent politique, économie, et toutes les autres formes de relations, car avec la chute de l'URSS, « Cuba ne peut plus vivre seulement en économie fermée, repliée sur elle-même »[672], et qu'elle est, en 1990 et 1991, « isolée en Amérique, […], Amérique Latine qui ne peut lui assurer qu'un certain soutien moral »[673]. Cependant, les années 1990 supposent aussi un regain de collaboration aux niveaux économique, culturel et social[674], ce qui n'est pas totalement antithétique puisque, comme nous venons de le souligner, Cuba devait absolument trouver de nouveaux appuis.

Les années 1990 furent celles des « bases de l'articulation, pour la première fois, d'une stratégie cohérente de ce que devait être la politique de Cuba envers la Caraïbe »[675], fruits d'une réflexion amorcée quelques années auparavant :

> The downsizing of Cuban foreign policy after the mid 1980 has led to a rediscovery of the Caribbean. Cuba turned away from distant shores (that is, Africa and Eastern Europe) and back to its own environs. The turn to the Caribbean has been dictated by necessity, born out of limitations imposed by the lack of resources enjoyed in the past. […] The collapse of the Soviet Union and the international perception of Cuba's isolation accelerated the pace of Cuba's renewed attention to the Caribbean. According to the then vice foreign minister Ramón Sánchez Parodi, Cuba has two options : to be isolated or to integrate.[676]

---

672 Bernard Dézert, *Cuba : les vicissitudes d'une île politiquement enclavée*, Saint-Germain-en-Laye, Université de Saint-Germain-en-Laye, 1996, p. 13.

673 Bernard Dézert, *op. cit.*, p. 1.

674 Hebert Pérez Concepción, « Frontera Imperial e Independencia en el Caribe », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 88.

675 Intervention de Milagros Martínez, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris).

676 Damián Fernández, Olga Nazarío, « Regional trends : Cuba-Caribbean Community relations », *in* Jacqueline Anne Braveboy-Wagner, Dennis J. Gayle (éd.), *Caribbean Public Policy : Regional, Cultural, and Socioeconomic Issues for the 21st Century*, Boulder (USA, Colorado), Westview Press, 1997, pp. 55-56.

Ces éléments sont importants car ils nous conduisent à la conclusion que l'Île n'avait pas attendu l'effondrement du bloc soviétique pour se tourner vers la Caraïbe, bien que la nécessité, présentement économique –les relations avec des contrées lointaines supposant une rentabilité plus faible– dictât là aussi la conduite cubaine. Quoi qu'il en soit, l'important est de souligner l'obligation qui était faite à Cuba de sortir de son isolement, tout relatif qu'il fût. L'Île dut en effet établir de nouvelles relations, parfois faire des concessions, mais également s'engager sur la voie de la stabilité, la pérennité des liens devenant une condition *sine qua non* à la survivance du système politique cubain.
La fin de l'URSS a donc induit un renouveau de la stratégie et des relations de Cuba, bien que cette fin coïncidât avec d'autres éléments :

> Los procesos de negociación de la paz en el suroeste de África y en Centroamérica, el fin del CAME y, finalmente, el desmantelamiento de la URSS y del campo socialista europeo transformaron el campo magnético de la política cubana en el contexto global. Junto a otros efectos negativos, [...] en el nivel doméstico, estos acontecimientos –no todos asociados al fin de la polaridad Este-Oeste, sino también a dinámicas regionales– le plantearon a Cuba una profunda reorientación de los medios disponibles y de los fines alcanzables en este sistema internacional transfigurado.
> Una de las consecuencias de este proceso de transición ha sido que la diplomacia y los mecanismos de concertación multilateral regional y global han adquirido un peso específico mayor en las relaciones exteriores de la isla.[677]

De la sorte, on voit naître de nouvelles relations, dirigées vers la Caraïbe en tant qu'ensemble politique plutôt que vers un ou plusieurs pays distincts. On peut penser que la visée régionale de la politique cubaine fut un moyen d'établir des relations avec le maximum de pays, mais également que les relations culturelles furent alors noyées par la nécessité de trouver des appuis économiques dans la région.

Dès le début des années 1990, urgence se faisait sentir pour Cuba de se (re)construire un avenir. En somme, l'effondrement de l'URSS, entraînant la fin de la Guerre froide, fut un moment de création, voire de recréation d'une culture[678], et en conséquence des liens culturels. Effectivement, le rapprochement voulu par Cuba avec le sous-continent latino-américain tend à prouver un recentrement des efforts de l'Île sur l'Île, mais aussi sur ses origines, comme si l'événement historique permettait de prendre conscience de son

[677] Rafael Hernández, *Mirar a Cuba, Ensayos sobre cultura y sociedad civil*, México, Fondo de cultura económica, 2002, p. 126.
[678] Néstor García Canclini, « Definiciones en transición », *in* Daniel Mato (éd.), *Cultura, política y sociedad : perspectivas latinoamericanas*, Buenos Aires, CLACSO, 2005, p. 111.

histoire. Néanmoins, on observe que la Caraïbe n'est pas toujours expressément nommée, et qu'elle semble à bien des égards ne pas être considérée comme autre chose qu'une sous-partie de l'Amérique Latine. Cela est particulièrement étonnant, car l'Amérique Latine, lorsque s'effondra l'URSS, tendit temporairement à rejeter et isoler Cuba, persuadée que son système politique était sur le point de s'effondrer, alors que la Caraïbe, elle continua à s'opposer à la politique de blocus et d'isolement menée contre l'Île[679].

La chute de l'URSS induisit par ailleurs une crise profonde, qui ne pouvait être surmontée que grâce à une construction ou reconstruction rapide de relations, non seulement économiques, mais également culturelles. Il s'agissait effectivement de ne pas laisser le doute s'imposer sur le sens de la Révolution : « Avec la faillite des grandes idéologies […], nous sommes entrés dans ce qu'on peut appeler la débâcle du sens : du sens de la société, du sens de la communauté, du sens des nations, du sens des peuples, du sens de l'humain et du sens de l'absolu »[680].

Outre la crise morale, il convient de souligner la crise économique majeure engendrée par la disparition de l'URSS, qui força le gouvernement cubain à adopter des mesures qui ne furent pas sans conséquence sur la culture :

> In the first years of the 1990s it was illegal for Cuban artists to receive payment for their works in dollars, but a resolution passed by the Cuban government in 1993 established their right to receive payment in convertible currency for works they sold abroad. Visual artists could now establish direct relations with international galleries, collectors, and institutions for sale of their artworks and for residencies, tours, and exhibitions.[681]

L'impact de l'effondrement de l'URSS fut multiple, et on ne peut que constater qu'il permit notamment aux artistes Cubains de se forger des contacts avec l'extérieur, mais également de promouvoir leur travail de par le monde.

Enfin, il faut dire que les relations internes à la Caraïbe dépendent aussi des événements qui peuvent survenir en son sein, et que les moments d'harmonie ou de tension entre les États caribéens éclairent les relations cubano-caribéennes.

---

679 Roberto Regalado, *La proyección continental de la Revolución cubana*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 15.

680 Guy Numa, *Antillanité : l'identité antillaise avec ses valeurs universelles ouvre-t-elle un nouveau monde possible ?*, Paris, Azur Communication, 2005, p. 203.

681 Sujatha Fernandes, *Cuba represent ! : Cuban arts, state power, and the making of new revolutionary cultures*, Londres, Duke University Press, 2006, p. 143.

c- *Paix et tensions dans la Caraïbe*

Le Caraïbe, comme toutes les autres parties du globe, a pu souffrir des affres des guerres ou de conflits, larvés ou déclarés, entre plusieurs des pays qui la composent. Les tensions auxquelles peut être soumise la région sont nombreuses, et ne sont pas exemptes de facteurs culturels :

> Aux Caraïbes depuis la deuxième guerre mondiale, les crises et les problèmes s'aggravent. Dans un continuum sans cesse ébranlé par des forces de liaison internes et externes, il n'est pas toujours facile de sérier les problèmes. Les enjeux politiques, économiques, sociaux, culturels se combinent, s'interpénètrent et constituent souvent un enchevêtrement détonant.[682]

On voit que l'espace caribéen est le terrain de tensions multiples, et il faut en conséquence s'interroger sur leur portée quant aux relations entre Cuba et la Caraïbe. En effet, Cuba dut composer avec les tensions survenues dans l'aire caribéenne, mais fut également au centre de différends, non plus seulement par son système politique, mais par ses prises de position.

En ce sens, et comme déjà souligné, d'aucuns ont vu dans la politique cubaine une agressivité rendant difficiles les relations. Et en effet, on note par exemple que « les initiatives militaires prises [par Cuba] en Grenade vont créer des tensions à l'intérieur du Caricom »[683]. En somme, les frictions politiques entre Cuba et certains États caribéens ont contribué à fragmenter la zone, et à ralentir les échanges entre eux, y compris au sein de blocs économiques. Cette affaire de la Grenade devait d'ailleurs diviser l'ensemble de la Caraïbe :

> In 1983 there was a palace coup and Bishop and a number of his aides were executed by Bernard Coard and his followers. Grenada was becoming a dictature. In October 1983 the American government decided to step in and sent an expeditionary force to Grenada to overthrow the new government. Some Caribbean territories sent troops too, for instance Dominica and Barbados. The Grenada issue divided the Caribbean community as some leaders were in favor of American intervention (Eugenia Charles, Tom Adams) while others had reservations about it.

---

682 Oruno Denis Lara, *Les Caraïbes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p. 92.
683 Éric Nabajoth, *Les relations internationales dans la Caraïbe*, Lyon, L'Hermès, 1996, p. 83.

Les hostilités peuvent aller jusqu'à l'emploi des armes, ce qui ne favorise pas précisément le dialogue, y compris au niveau culturel. On observe en outre que Cuba, s'étant posée ou ayant été présentée comme le leader des pays luttant contre l'interventionnisme états-unien, a pu se retrouver sans le vouloir au cœur des affrontements.

Par ailleurs, des conflits liés à des désaccords quant aux frontières ont éclaté entre le Guyana et le Venezuela –conflit dans lequel Cuba prit parti pour le Guyana[684]– entre la Colombie et le Venezuela, la Colombie et le Nicaragua, le Salvador et le Honduras, le Guatemala et Belize, ou encore Haïti et la République Dominicaine[685]. Ces éléments confirment que l'espace caribéen a été tiraillé par de nombreux différends, et expliquent en partie la difficulté qu'éprouvent les pays qui le composent à établir des relations stables.

La Caraïbe est donc un espace de tensions, au sein duquel les liens se tendent et se détendent, et il est dès lors possible d'effectuer un découpage par périodes des relations entre Cuba et le reste de sa zone. En effet, soulignons que plus que des dates, ce sont bien des phases qu'il nous faut relever[686] –du fait que les relations ne sont pas nécessairement établies ou rompues de façon nette, mais parfois au contraire très progressive– phases que l'on pourrait présenter de la sorte[687] :

[684] Barry B. Levine, « Reseña de la Confrontación Latino-Caribeña : la interpretación social sobre el Caribe », *in* Juan Tokatlián, Klaus Schubert (éd.), *Relaciones internacionales en la Cuenca del Caribe y la política de Colombia*, Bogotá, Cámara de comercio de Bogotá, 1982, p. 355.

[685] Barry B. Levine, *op. cit.*, p. 341.

[686] Entretien avec le Docteur Tania García Lorenzo, spécialiste en économie de la culture et de l'intégration caribéenne.

[687] Tableau réalisé par nos soins à partir de l'intervention de Milagros Martínez, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris) –sauf mention contraire.

Dates	Évolution des relations
1959-1970	Ruptures de relations avec la Caraïbe[688], favorisées par le faible désir de Cuba de s'y réinsérer, la Révolution semblant seulement vouloir assurer sa pérennité[689] : « aislamiento total a Cuba »[690]. Entre 1965 et 1970, Cuba privilégie l'établissement de relations avec le sous-continent latino-américain[691].
1970-1979	Période d'intenses relations avec la Caraïbe[692] (et l'on pourrait encore opérer le découpage qui suit : 1970-1072 : rétablissement des relations[693] ; 1972-1975 : rapprochement progressif ; 1975-1979 : élargissement des domaines de coopération).
1979-1983	Détérioration des relations (reflétée par la rupture des relations avec la Jamaïque en 1981, la crise de Grenade en 1983[694], la rupture des liens avec le Costa Rica[695]…).
1983[696]-1990	Recul global des relations.
1990-1992	Reprise des relations : « A partir de la década del 90 la política de colaboración se ha reactivado y se han ampliado notablemente las relaciones interestatales con Cuba en los planos económicos, culturales y sociales »[697].
1992 à nos jours	Tentative de réactivation pleine des relations, couronnée d'un succès relatif.

Ces périodes ne sont que les conséquences d'événements divers, et on peut ainsi rappeler qu'entre 1959 et 1964, Cuba semblait à la fois dépréciée et crainte par la Caraïbe :

688 Boris Yopo, « La política exterior de Cuba en 1985 : ¿ hacia una definitiva reinserción latinoamericana ? », *in* Muñoz Heraldo (éd.), *América latina y el Caribe : políticas exteriores para sobrevivir*, Buenos Aires, Grupo editorial latinoamericano, 1986, p. 144.

689 Intervention de Milagros Martínez, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris).

690 Roberto Regalado, *op. cit.*, p. 15.

691 Luisa Campuzano, « La revista Casa de las Américas, 1960-1995 », *in* Ambrosio Fornet, Luisa Campuzano, *La Revista Casa de las Américas : un proyecto continental*, La Havane, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello, 2001, p. 43.

692 Janette Habel Grimaldi, *Cuba dans les Caraïbes ; Identité, utopie et réalités*, Thèse de Doctorat sous la direction de Monsieur le Professeur Pierre-Philippe Rey, Paris VIII, janvier 1994, p. 278.

693 Roberto Regalado, *op. cit.*, p. 15.

694 Damián Fernández, Olga Nazarío, *op. cit*., p. 56.

695 Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. 70.

696 Simon Collier, Harold Blakemore, Thomas Skidmore, *The Cambridge Encyclopedia of Latin America and the Caribbean*, New York, Cambridge University Press, 1985, p. 280.

697 Hebert Pérez Concepción, *op. cit*., p. 88.

> [Cuba was then seen as] a small state with global ambitions, a developing country dependent on a single exportable commodity, a Marxist-Leninist regime in the backyard of the Unite States, a Caribbean nation involved in the anticolonial struggle of post-Spanish rule, and a non-aligned state with special relations with Moscow.[698]

Bien entendu, l'exclusion de Cuba du sein de l'OEA[699] en janvier 1962 signifia la fin de nombreuses relations. Cependant, il convient de prendre note du fait qu'il n'existe pas de cas d'exclusion prévu par la Charte de Bogotá[700], ce qui revient à dire que l'Île n'a, techniquement, jamais cessé d'en être membre[701]. En tous les cas, le gouvernement cubain a relevé que l' « on a voulu isoler [Cuba] du reste du monde dans les premières années de la Révolution, mais qu'on a tout juste réussi à [l'] unir davantage à lui »[702], et les premières années de la Révolution cubaine furent synonyme d'éloignement politique des États, mais aussi sans doute d'intérêt entre les peuples.

On constate en outre et malgré tout qu'entre 1965 et 1970, de nombreuses tentatives ont été impulsées par Cuba dans le but d'établir des relations culturelles, mais que ces relations étaient fondamentalement tournées vers l'espace latino-américain, et non vers l'aire caribéenne. Il faut reconnaître que d'une certaine façon, l'Île est devenue la plaque tournante des liens culturels internes à l'Amérique Latine, mais également une fenêtre ouverte sur le monde pour la et les cultures latino-américaines :

> Los escritores latinoamericanos sólo se conocen entre sí cuando son difundidos en el extranjero. Sus respectivas obras, en efecto, jamás traspasan las barreras de los Andes, de la selva ecuatorial, del llano. Para ir de Argentina a Brasil, la ruta cultural pasa obligatoriamente por París, Nueva York o Moscú, y desde hace poco tiempo, por La Habana.[703]

Au début des années 1970, la Caraïbe redevient le centre des préoccupations cubaines, du fait de l'arrivée au pouvoir dans certains pays caribéens de courants politiques proches des idées cubaines : « The Caribbean became the principal arena for considerable Cuba activity and the region in which Cuba began to emerge as a second-order power. Havana cultivated

---

698 Houman Sadri, *op. cit.*, p. 64.

699 Organisation des États Américains, qui regroupe tous les gouvernements du continent américain, ayant pour but de défendre les Droits de l'Homme sur ce territoire, mais aussi de lutter contre les maux qui le rongent (corruption, trafics, insécurité…).

700 Charte fondatrice de l'Organisation des États Américains.

701 Herbert Matthews, *Fidel Castro*, Paris, Éditions du Seuil, 1970, p. 232.

702 Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, p. 61.

703 Luisa Campuzano, *op. cit.*, p. 43, citant un article de Roger Caillois paru dans Le Monde en 1965.

close ties with the regimes of Torrijos in Panama, Burnham in Guyana, and especially with the Manley government in Jamaica »[704]. Il faut souligner qu'à cette époque, Cuba ne cachait pas son désir de se doter d'équipements capables de la placer à l'avant-garde de la technologie moderne[705]. On peut alors imaginer que ce retour vers la Caraïbe permettait à l'Île de se procurer certains de ces équipements, dont l'acquisition avait été jusque-là rendue difficile par le blocus états-unien.

En outre, les années 1970 virent les relations interétatiques cubaines s'amplifier, mais furent également un moment propice à la réinsertion de Cuba dans les instances multiétatiques participant de la construction et de la gestion de la Caraïbe : « The expansion of Cuban bilateral relations within the region has been accompanied by a proliferation of multilateral regional affiliations. These affiliations can be categorized into two types : broad regional cooperative organizations and limited groupings centered on a specific purpose »[706]. En d'autres termes, les relations de Cuba avec la Caraïbe et l'Amérique Latine se sont ramifiées dans les années 1970, et l'Île a engagé un processus d'échanges d'État à État autant qu'elle s'est insérée dans des organismes pluriétatiques et dans une coopération plus « régionale ». Durant cette décennie et malgré le « Quinquenio Gris », Cuba a établi des relations de différentes natures non seulement avec les nouveaux pays indépendants de la Caraïbe anglophone, mais également avec le Panamá, le Venezuela, la Colombie, le Costa Rica, Sainte-Lucie, la Dominique et la Surinam[707].

Par ailleurs, les années 1970 constituèrent un moment-clé pour le continent latino-américain, pris d'un réel désir d'indépendance, et au sein duquel surgirent de nombreuses propositions pour une bonne entente régionale[708]. Ainsi, à cette époque, certains pays caribéens et latino-américains se rapprochèrent de Cuba, d'une façon plus ou moins directe. Citons l'exemple du Venezuela qui, dans les années 1970, vit alterner au pouvoir les Chrétiens Démocrates et Action Démocratique, et se tourna vers le Tiers Monde. Le

---

[704] Edward Gonzalez, « Institutionalization, political elites and foreign policies », *in* Cole Blasier, Carmelo Mesa-Lago (éd.), *Cuba in the world*, Pittsburg, University of Pittsburg press, 1979, p. 19.

[705] Ronald E. Jones, « Cuba and the English-speaking Caribbean », *in* Cole Blasier, Carmelo Mesa-Lago (éd.), *Cuba in the world*, Pittsburg, University of Pittsburg press, 1979, p. 133.

[706] Ronald E. Jones, *op. cit.*, p. 299.

[707] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. 69.

[708] Anthony Bryan, « The geopolitical environment : Latin America », *in* Anthony Bryan, Edward Greene, Timothy Shaw, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, p. 85.

pluralisme des relations internationales puis les relations du type Nord-Sud[709] et non plus Est-Ouest prônées par le Venezuela cadraient ainsi avec le crédit accordé par Cuba à la « troisième voie ».

Plus largement, soulignons que les années 1970 correspondent à une période d'intense réflexion en Amérique Latine, réflexion menée par et pour les classes marginalisées, et à laquelle on associe la culture : « Los talleres de literatura y artes dedicados a la clase obrera, los campesinos, los indígenas y los afroamericanos aparecen en países como Cuba, Nicaragua, Argentina, México y las comunidades hispánicas de los Estados Unidos »[710]. L'Amérique Latine reprit à son compte l'engagement de la Révolution cubaine en matière de diffusion de la culture à tout le peuple, et l'idée selon laquelle ce dernier ne pouvait être un membre actif de la société et un réel acteur de son existence sans que la culture ne s'étende sur le sous-continent. Bien évidemment, ce fait consolida les relations de Cuba avec de nombreux pays caribéens, mais il ne fut qu'une des conséquences d'une rupture avec la position états-unienne :

> El mejoramiento de las relaciones del Caribe con Cuba se produce en una década caracterizada por el incremento de las contradicciones entre los Estados Unidos y los países latinoamericanos y caribeños debido a la profundización de las crisis económico-políticas en estos y la incapacidad de los primeros de ofrecer alternativas viables para resolver sus problemas culturales.[711]

De la sorte, on relève que les pays caribéens et latino-américains ont pour certains voulu résoudre leurs problèmes sociaux, économiques et politiques en adoptant de nouvelles directives, la voie empruntée jusqu'alors et montrée par les États-Unis n'ayant rien donné. On constate donc que le sentiment du sous-continent latino-américain quant à l'incapacité du voisin du Nord à répondre à ses aspirations a provoqué une mutation des schémas régionaux et une nouvelle orientation politique. En outre, les revendications émises alors sont clairement liées aux « problèmes culturels » dont souffrait et souffre encore l'Amérique Latine, tant dans sa difficile définition sur le plan identitaire qu'en ce qui concerne le manque de considération pour sa culture –et les tensions qui en découlent.

---

[709] Anthony Bryan, *op. cit.*, p. 89.

[710] Michael Payne, Meenakshi Ponnuswami, Jennifer Payne, *Diccionario de teoría crítica y estudios culturales*, Barcelone, Paidós, 2002, p. 244.

[711] Gerardo González Núñez, « El Caribe en la política exterior de Cuba », *in* Jorge Rodríguez Beruff, *Cuba en crisis : perspectivas económicas y políticas*, San Juan, Editorial de la Universidad de Puerto Rico, 1995, p. 190.

Les conditions extérieures étaient donc réunies pour que les contacts se nouent entre Cuba, la Caraïbe et de nombreux pays latino-américains. De fait, en août 1975, la visite du Président mexicain Luis Echeverría[712] dans l'Île, la première d'un représentant d'État latino-américain non-socialiste[713] à Cuba depuis 1959, sembla marquer l'apogée des bonnes relations de Cuba avec la Caraïbe et l'Amérique Latine. Dans le même temps, les relations avec le Venezuela d'Andrés Pérez s'assouplirent, Cuba rejoignit le SELA[714] en octobre 1975, et devint un membre actif de la compagnie multinationale de navigation caribéenne connue sous le nom de Namucar[715].

D'ailleurs, Cuba a participé pleinement de ce rapprochement avec la Caraïbe, en envoyant des messages positifs à ses voisins : « In the early's 70's, the government began what appeared to be a diplomatic and press offensive aimed at reestablishing relations with many of its neighbors in the hemisphere. Peru and Panama, for example, were the target of numerous positive references in the Cuban press prior to the resumption of relations »[716]. L'offensive de séduction cubaine dans la Caraïbe et en Amérique Latine apparaît alors clairement, et il faut souligner les efforts du gouvernement révolutionnaire pour réussir à établir des relations multiples avec un grand nombre de pays. De cette manière, l'Île et ses dirigeants surent pleinement profiter de l'opportunité qui leur était offerte à ce moment de l'Histoire, et si les questionnements apparus en Amérique Latine constituèrent un point de départ, Cuba fut capable de s'adapter et de mettre en place une stratégie pour consolider des liens jusqu'alors fort abstraits.

On constate d'ailleurs que la fin de la décennie 1970 est un tournant pour Cuba : « Cuba's regional role –always projected as one of demonstrated commitment to aid for progressive countries– demonstrated the ability of that country's leadership to perceive, test the limits of and act within the available policy space in the Caribbean »[717]. De la sorte, l'Île prenait

---

712 Président du Mexique de 1970 à 1976.
713 Edward Gonzalez, *op. cit.*, p. 3.
714 Acronyme pour Sistema Económico Latinoamericano y del Caribe, qui est un organisme régional crée en 1975 regroupant 27 pays latino-américains et caribéens, dont le siège se trouve à Caracas, et qui a pour but principal d'aider à la coopération ainsi qu'à l'intégration économique de la zone, mais également de la représenter devant les institutions financières mondiales.
715 Edward Gonzalez, *op. cit.*, pp. 20-21.
716 Ronald E. Jones, *op. cit.*, p. 131.
717 Anthony Bryan, « The geopolitical environment : Latin America », *in* Anthony Bryan, Edward Greene, Timothy Shaw, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, p. 95.

désormais en considération l'échiquier politique de la zone, sans renier les principes politiques et sociaux qui guidaient sa Révolution, et se faisait fort d'occuper le terrain politique, tout en explorant de nouveaux modes de faire quant à sa diplomatie. Cuba su donc se montrer particulièrement présente et se montra innovante, tout en restant dans l'inconscient collectif l'appui incontestable aux mouvements de gauche.

Toujours à la fin des années 1970, nous pouvons noter que la politique extérieure de Cuba était double, puisqu'elle se concentrait sur l'Afrique (où l'Île intervenait alors) mais aussi et surtout la Caraïbe, et l'on constate même un recul de l'importance donnée aux pays latino-américains au regard de la région caribéenne[718], région dans laquelle on observe à cette époque une détente quant à l'URSS[719]. Cuba se replaçait dans sa zone géographique d'origine, et se recentrait sur sa caribéanité plus que sa latino-américanité. Malgré tout, si les discours officiels présentaient la Caraïbe comme un point d'appui, une alliée et un partenaire important pour l'Île, les événements politiques empêchèrent la construction de liens véritablement solides.

En effet, après l'invasion de la Grenade, qui se fit le 25 octobre 1983 « sans un murmure de Buckingham Palace »[720], les cartes furent redistribuées et Cuba se retrouva à nouveau relativement isolée[721]. Le retour des forces conservatrices, désintéressées par les pays du Tiers Monde, dans des pays tels que le Venezuela entre 1979 et 1987[722] signifièrent la réouverture du gouffre entre Cuba et la Caraïbe. En somme, les années 1980 furent un retour au point de départ, et l'Île fut en quelque sorte à nouveau séparée de sa zone d'origine. D'ailleurs, il faut bien noter que ses relations culturelles avec la Caraïbe se résumaient à l'époque à des contacts avec le Mexique, le Nicaragua et Grenade[723]. Le premier pas effectué durant la décennie précédente ne suffit donc pas à créer des relations durables, encore et toujours tributaires de l'orientation politique des nations caribéennes. L'Île se tourna vers des pays plus lointains, mais garda contact avec le sous-continent

---

[718] Edward Gonzalez, *op. cit.*, p. 31.
[719] Anthony Bryan, *op. cit.*, p. 86.
[720] Rex Nettleford, « Threats to national and cultural identities », *in* Anthony Bryan, Edward Greene, Timothy Shaw, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, p. 245.
[721] Andrés Serbin, *Caribbean geopolitics ; Toward security through peace ?*, Boulder (USA), Lynne Rienner Publishers, 1990, p. 64.
[722] Anthony Bryan, *op. cit.*, p. 89.
[723] Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, p. 62.

latino-américain, par le biais de liens avec la Bolivia (1983), l'Uruguay et la Brésil (1986), la Colombie, le Chili et le Belize (1991)[724].

De la sorte, malgré les efforts cubains, matérialisés par le grand nombre d'articles dédiés dans *Granma*[725] à la Caraïbe et à l'Amérique Centrale[726] (et malgré l'importance moindre accordée à la même aire dans *Bohemia*, déjà soulignée plus haut[727]), on ne peut que répéter que les années 1980 et surtout « les événements de la Grenade en octobre 1983 constituèrent une période de refroidissement des relations de la Caraïbe envers Cuba »[728]. Si cette décennie semble avoir été perdue quant aux relations cubano-caribéennes, l'Île a toujours tenté de maintenir un certain contact, ce que reflète la presse nationale de l'époque. D'ailleurs, à la fin des années 1980, les tentatives cubaines se recentrèrent sur la Caraïbe hispanophone, avec laquelle l'Île tenta de multiples coopérations, les relations économiques n'aboutissant quant à elles qu'avec la République Dominicaine[729]. Il n'en reste pas moins que les tensions ne permettaient alors pas la concrétisation des relations, et que la Révolution cubaine se retrouvait à nouveau au ban des nations caribéennes.

Ainsi, certains analystes placent Cuba « face » à la Caraïbe, presque contre elle durant ces années, se risquant à la ranger « à part », comme on le fait pour les anciennes grandes puissances coloniales ou les nouvelles puissances potentiellement colonisatrices : « Sur la scène : la Caraïbe. Face à elle, comme au temps des corsaires, la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne […], le Canada, le Venezuela et… Cuba »[730]. Apparaît de façon surprenante la particularité cubaine, qui nous pousse à catégoriser l'Île de façon spécifique, à en faire une nation qui n'est finalement plus que cubaine, et non caribéenne ou latino-américaine.

---

[724] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. 71.

[725] Journal du Comité central du Parti Communiste cubain, dont le tirage varie entre 400000 et 450000 exemplaires en moyenne.

[726] Michael Erisman, *Cuba's international relations : the anatomy of a nationalistic foreign policy*, Boulder (Colorado), Westview Press, 1985, p. 135.

[727] Ce qui démontre un intérêt pour les événements politiques dans la Caraïbe, au détriment de la culture.

[728] Gerardo González Núñez, « Cuba frente a los cambios del sistema internacional », *in* Andrés Serbin, Anthony Bryan (éd.), *El Caribe hacia el 2000, Desafíos y opciones*, Caracas, Editorial Nueva Sociedad, 1991, p. 148. Notre traduction.

[729] Andrés Serbin, *op. cit.*, p. 113.

[730] Hector Élisabeth, Jean-Jacques Seymour, *Les Caraïbes, des brûlots sur la mer : ABC géopolitique du bassin caribéen*, Paris, Éditions caribéennes, 1981, p. 24.

Tout à l'inverse, les années 1990 furent quant à elle marquées par une volonté visiblement commune de rassemblement et de coopération : « En los inicios de la década del noventa nos encontramos ante un hecho inimaginable unos treinta años atrás : una mayor disposición de América Latina a alterar los desiguales vínculos con Estados Unidos »[731]. En effet, l'effondrement du bloc soviétique induisit une unipolarisation du monde que beaucoup de pays latino-américains n'étaient pas prêts à accepter, et, dans le même temps, réduisit les probabilités d'une « contagion » communiste sur le continent. La peur qu'inspirait Cuba sembla ainsi se commuer en pitié ou en admiration en Amérique Latine, ce qui permit une réactivation des tentatives de dialogue.

Ainsi note-t-on qu'au début des années 1990, et même si la question des droits de l'Homme restait un point crucial des relations, Cuba et son sous-continent semblait prêts à renouer et à développer des liens :

> Las votaciones anticubanas en el seno de la Comisión de Derechos Humanos de la ONU de algunos gobiernos de la región (como Argentina, Chile, Uruguay y Costa Rica), aunque generaron malestar en los medios oficiales de la Isla, no fueron obstáculo para que Cuba continuara desarrollando multifacéticos vínculos en el terreno político, económico-comercial, cultural, científico-técnico y deportivo.[732]

Il est important de dire que Cuba s'est recentrée sur l'Amérique Latine au moment où l'Amérique Latine rétablissait le dialogue interaméricain[733]. Encore une fois, on ne peut nier le poids des instances dirigeantes et de la diplomatie de l'Île, qui surent tirer parti des conjonctures favorables qui s'offraient à elles. Cela est tout aussi vrai concernant la Caraïbe, et Cuba sut profiter de cette période d'engagement des pays caribéens envers leur propre région :

> El apoyo [a la resolución de la ONU contra el bloqueo norteamericano a Cuba] […] sumó a varios países del Caribe. En la base de esta actitud están los crecientes acercamientos hacia Cuba del CARICOM. Estos en el período se vieron favorecidos entre otros hechos, por el restablecimiento de relaciones diplomáticas entre la mayor de las Antillas con Santa Lucía y San

[731] Gerardo González Núñez, « Cuba frente a los cambios del sistema internacional », *in* Andrés Serbin, Anthony Bryan (éd.), *El Caribe hacia el 2000, Desafíos y opciones*, Caracas, Editorial Nueva Sociedad, 1991, p. 148.

[732] Luis Suárez Salazar, « Cuba : la política exterior en el período especial », *in* Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile, *Estudios Internacionales*, « Cuba en el sistema internacional : normalización y reintegración », Juillet-décembre 1994, N° 107/108, p. 328.

[733] Francisco León, « Cuba : una opción latinoamericana de inserción internacional », *in* Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile, *Estudios Internacionales*, « Cuba en el sistema internacional : normalización y reintegración », Juillet-décembre 1994, N° 107/108, p. 527.

> Vicente y Granadinas, por la superación del diferendo existente con Granada y por el restablecimiento de relaciones consulares y comerciales con Belice. Todo ello facilitó el ingreso a Cuba a la Organización de Turismo del Caribe y la positiva acogida que tuvo la solicitud cubana de integrarse como observador al CARICOM.[734]

On voit donc que l'attitude d'ouverture de Cuba envers la Caraïbe fut couronnée de succès, et il faut noter que l'Île rétablit des relations dès 1992 avec la Grenade et Saint-Vincent et les Grenadines[735]. En effet, cette disposition permit à l'Île d'établir des contacts d'État à État avec ses voisins, et le bénéfice que ces derniers en tiraient –mais peut-être également la meilleure connaissance entre eux qui en découlait– les poussa à défendre la réinsertion de Cuba au sein d'institutions régionales. En outre, la Caraïbe, tout comme une large partie de l'Amérique Latine, fit de nombreux efforts durant les années 1990 pour renouer le contact avec les dirigeants Cubains. De la sorte, on note qu'inviter Fidel Castro à un sommet ne signifiait plus faire allégeance à l'URSS, en plein délitement, mais se voulait simplement être le signe d'un rassemblement des forces latino-américaines :

> D'une manière générale, les contacts entre pays qui hier s'ignoraient se sont multipliés sous diverses formes. Tout est occasion à rencontre. Les cérémonies d'investiture d'un président nouvellement élu sont l'occasion pour de nombreux gouvernants de se retrouver. Les « sommets » annuels des chefs d'État « ibéro-américains » sont devenus un moment essentiel de ces contacts informels. En 1991, à l'initiative du Mexique (qui, dans le même temps, négociait sont entrée dans l'ALENA –Accord de Libre Échange Nord-Américain–), tous les chefs d'État d'Amérique latine se sont retrouvés à Guadalajara avec leurs homologues espagnols et portugais. Ce fut l'occasion pour Fidel Castro de rompre l'isolement diplomatique voulu par les États-Unis. Désormais, il allait participer à chacun de ces « sommets » annuels.[736]

Il convient de souligner l'importance de contacts « informels » qui, s'ils peuvent sembler dénués d'intérêt de prime abord, peuvent néanmoins être à la base de contacts ultérieurs plus profonds. En outre, le sommet de Guadalajara revêt un caractère primordial en ce sens qu'y furent prises des initiatives telles que la condamnation de la loi Helms-Burton (1996, Chili)[737]. Il ne s'agit donc pas uniquement d'établir des « contacts informels », mais bien au contraire pour les pays y participant d'unir leur voix, de déclarer leur soutien à Cuba ou,

---

[734] Luis Suárez Salazar, *op. cit*., p. 329.
[735] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. 71.
[736] Georges Couffignal, « Le réveil de l'Amérique latine sur la scène internationale », *in* Georges Couffignal (éd.), *Amérique Latine, tournant de siècle*, Paris, La Découverte, 1997, p. 97.
[737] *Ibid*.

pour le moins, leur opposition aux États-Unis. Même si l'on peut considérer que ce ne furent que des déclarations d'intention sans grand impact, les soutiens, timides ou plus francs à Cuba devaient lui permettre de revenir progressivement mais totalement sur le devant de la scène caribéenne.

Il faut encore préciser que la République Dominicaine a joué un rôle primordial dans cette régénération des relations, puisqu'elle a impulsé le mouvement de rétablissement de relations avec Cuba, notamment au niveau de la culture :

> Los indicios de esta tendencia pueden fijarse en 1987 cuando por iniciativa de República Dominicana comienzan a intensificarse los contactos intergubernamentales entre ambos países, dando como resultado la firma de un convenio de intercambio deportivo, el incremento de los intercambios culturales y del área de la salud, el establecimiento de vuelos semanales entre las capitales de ambos países y el inicio de operaciones comerciales directas con el sector privado dominicano.[738]

La culture a pu permettre à Cuba et à la République Dominicaine de renouer des contacts, et la force des échanges culturels apparaît nettement, puisque ces derniers contribuent sans aucun doute à établir des relations globales. Soulignons que les systèmes de santé et d'éducation cubains sont reconnus mondialement, et qu'ils ont attiré les pays caribéens désireux de progresser dans ces domaines. En outre, on voit que si Cuba a favorisé la reprise des échanges entre les pays caribéens, certains d'entre eux ont répondu favorablement à cet appel, en mettant en place des appuis logistiques tels que les vols aériens afin de soutenir les relations (re)naissantes.

Toutes ces étapes ont contribué à la réinsertion de Cuba au sein d'une communauté caribéenne envisageant de manière nouvelle le monde. De nos jours, on observe que Cuba conforte sa place dans cette aire caribéenne si longtemps distante :

> C'est essentiellement avec les pays caribéens qui ont toujours maintenu des relations diplomatiques avec Cuba que La Havane établit une coopération scientifique, technique et culturelle : envoi de personnel médical, assistance technique et contribution à la prévention de catastrophes naturelles. Une aide que le gouvernement a commencé à structurer en 1998 en priorité vers Haïti, le Honduras, le Nicaragua, la République Dominicaine et Belize. Sans aucune distinction de système politique ou de

[738] Andrés Serbin, Joseph Tulchin, *El Caribe y Cuba en la posguerra fría*, Caracas, Nueva Sociedad, 1994, p. 185.

> religion, elle octroie des bourses et accueille sur son territoire des étudiants de tous les continents et même des États-Unis.[739]

On voit que la coopération culturelle n'est pas le seul lien tendu entre la Caraïbe et Cuba, qui cherche au contraire à faire part de son expertise dans de nombreux domaines. Malgré tout, il est également notable que les dissensions qui ont pu avoir lieu par le passé affectent encore et toujours les relations présentes. En effet, si Cuba privilégie le contact avec les pays n'ayant pas rompu les « relations diplomatiques », cela signifie en creux que les pays s'étant opposés à l'Île n'ont pas le même niveau de coopération avec elle.

Cependant, en retour des efforts fournis par la Caraïbe, il faut admettre que Cuba envisage différemment depuis quelques années ses relations à sa zone, tout spécialement depuis et à cause de l'effondrement du bloc socialiste, et que son ouverture au monde peut être favorable à l'établissement de liens solides, d'autant plus au moment où les élections en Amérique Latine ont porté au pouvoir des personnalités politiques aux revendications proches de celles de l'Île :

> Dans le domaine de la politique étrangère, ce pays est désormais convaincu qu'il doit entretenir de bonnes relations avec toutes les nations, quelle que soit la nature de leurs régimes ou leurs orientations politiques. Les Cubains ont particulièrement renforcé leurs liens […] avec l'ensemble des États latino-américains et caribéens. Pour la première fois, La Havane y a de nombreux et véritables amis au pouvoir, principalement au Venezuela, mais aussi au Brésil, en Argentine, en Uruguay, au Nicaragua, au Panama, en Haïti, en Équateur, en Bolivie et au Paraguay.[740]

La nouvelle donne politique mondiale a donc induit de nouveaux modes d'établissement des relations, notamment culturelles, et il faut à présent chercher à savoir si ces dernières reposent sur une volonté réelle de découvrir l'Autre afin d'aller vers soi ou si elles ne sont qu'un prétexte.

---

[739] Hortense Faivre d'Arcier-Flores, « La vocation internationale de la Révolution : une exception cubaine ? », *in* Sandra Hernández (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, pp. 69-70.

[740] Ignacio Ramonet, « Le temps des changements », *in* Hernando Calvo Ospina, *Cuba, 50 ans de Révolution, Hasta la victoria siempre !*, Paris, Le Temps des Cerises, p. 31.

- DEUXIÈME PARTIE : Les formes prises par les relations culturelles entre Cuba et la Caraïbe

Les différents substrats qui permettent ou annihilent les tentatives de dialogue culturel nous conduisent bien évidemment à nous interroger sur les formes prises par les liens culturels cubano-caribéens. Il faut alors reconnaître que les réalisations concrètes en matière de relations culturelles dans la Caraïbe semblent bien faibles. Il s'agit d'ailleurs de ce qui semble être une constante pour toute l'Amérique Latine, particulièrement en ce qui concerne les échanges « officiels », autrement dit organisés par les gouvernements. Il apparaît que la dispersion domine, et que les efforts réalisés pour faire se rencontrer les cultures soient bien faibles, et l'on peut même dire qu'ils sont relégués au second plan : « se manda a un pianista a cambio de dos pintores… »[741].

De la sorte, il semble que les déclarations d'intention ne soient presque jamais suivies d'effet. Tout en cherchant à savoir si cela est vrai, il faudra nous attacher à comprendre quels peuvent être les obstacles à la concrétisation des relations culturelles entre l'Île et ses voisins. Pour ce faire, il est nécessaire de comprendre ce qui se cache derrière ces relations, quelles strates des sociétés les liens culturels impliquent, mais également analyser certains événements culturels majeurs organisés par et/ou pour la Caraïbe.

Chapitre 1 : Les relations culturelles Cuba/Caraïbe : réalité, stratégie régionale ou pure façade ?

Il faut sans doute tout d'abord dire que les relations culturelles caribéennes s'imbriquent dans les relations culturelles mondiales, qui peuvent se révéler être des atouts ou bien des obstacles aux relations culturelles internes à la zone caribéenne, et il faut ainsi commencer

[741] Néstor García Canclini, « Definiciones en transición », *in* Daniel Mato (éd.), *Cultura, política y sociedad : perspectivas latinoamericanas*, Buenos Aires, CLACSO, 2005, p. 79.

par se demander quelle est l'implication de la zone dans les projets d'envergure internationale :

> Con respecto a las políticas culturales de cooperación internacional América Latina y el Caribe se encuentran por encima de otras regiones. De todos los países que la integran, sólo Trinidad y Tobago no ha ratificado la Convención Internacional de Protección al Patrimonio Cultural y Natural de la Humanidad. Con relación a la Convención contra la Importación, Exportación y Transferencia de Propiedades Culturales, no han ratificado Chile, Haití, Jamaica, Paraguay, Trinidad y Tobago, y Venezuela. Muchos son los países que no han ratificado aun la Convención de Protección del Patrimonio Cultural en Situaciones de Guerra.[742]

On note une situation antithétique, puisque si « les politiques culturelles de coopération internationale » sont un axe apparemment majeur des politiques caribéennes, de nombreux pays ne signent pas les conventions établies. Si tous les pays s'accordent donc pour dire que la culture doit être une préoccupation capitale pour eux, et un élément moteur des relations et des dynamiques d'échange, peu font suivre leurs déclarations d'actes concrets.
Les lacunes quant à l'investissement de la Caraïbe dans les projets mondiaux, qui tentent de répondre à des angoisses mondiales, peuvent induire en retour un faible intérêt du monde, et notamment des anciennes puissances coloniales, sur ce qui se passe dans la zone.

Par ailleurs, et bien qu'il soit difficile d'apporter une réponse claire et objective, on est en droit de se demander si Cuba souhaite se rapprocher de la Caraïbe dans un but précis : « ¿ Será el Caribe concebido, por parte de los actores institucionales cubanos, como una región que pueda cumplir un rol específico en los planes futuros del desarrollo de Cuba ? »[743]. Dans ce cas, il faut se demander quel serait ce but, et s'interroger sur la valeur de relations culturelles établies sans réel attrait pour la culture.
En effet, on ne peut nier qu'actuellement l'Île entretienne des relations avec de nombreux pays caribéens, notamment par le biais d'accords et traités officiels, qui sont autant de preuve d'une volonté de faire de la culture un élément clé des relations :

> Están vigentes los Convenios de intercambio y cooperación cultural suscritos con : San Vicente y las Granadinas (2007), Suriname (2007), Antigua y Barbuda (2006), Haití (2006), St. Kitts y Nevis (2001), Belice (2004) y Bermuda (2003)

---

[742] Lourdes Arizpe, *Culturas en movimiento : interactividad cultural y procesos globales*, Mexico, M.A. Porrúa, 2006, p. 235.
[743] Gerardo González Núñez, *op. cit.*, p. 149.

> Se suscribió en Barbados en diciembre de 2005 un Convenio de Intercambio y Cooperación Cultural Intergubernamental con CARICOM.
> Se han realizado Comisiones Mixtas con casi todos los países del área cuyos resultados concretos son insuficientes.[744]

Ainsi, la coopération culturelle semble induire une émulation, qui ne dépasse toutefois pas le stade de la signature de conventions bi- ou multilatérales, et les autorités cubaines elles-mêmes reconnaissent « l'insuffisance » des liens culturels passant par des traités officiels. L'on peut s'interroger sur le décalage entre l'envie de collaborer et le peu de réalisations concrètes en découlant, et un premier élément de réponse se trouve peut-être dans le fait que Cuba soit, contrairement à la Caraïbe, résolument tournée vers l'Amérique Latine et le monde.

L'Île participe effectivement à de nombreux programmes latino-américains et internationaux tels que le Forum des Ministres d'Amérique Latine et de la Caraïbe, le Réseau du Système d'Information Culturelle d'Amérique Latine et de la Caraïbe, ou encore le Réseau International sur les Politiques Culturelles[745]. Cuba est également membre de l'Organisation de États Ibéro-américains (La Havane a par exemple accueilli la Conférence de l'OEI relativement récemment, en juin 2007[746]), de l'Organisation pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) et de l'Organisation Mondiale pour la Propriété Intellectuelle (OMPI)[747]. Il faut dire à ce sujet que le siège de l'Office Régional de l'UNESCO pour l'Amérique Latine et la Caraïbe se trouve à La Havane[748]. On voit bien que l'attention n'est jamais focalisée uniquement sur la Caraïbe, et que l'attention portée par Cuba à l'ensemble du sous-continent a en quelque sorte étouffé un hypothétique attrait pour la sous-région caribéenne.

En outre, il faut relever le fait que Cuba offre son aide à l'organisation de manifestations culturelles à de nombreux États, et qu'elle a des accords en matière de coopération avec

---

[744] « Relaciones culturales Cuba-Caricom », document informatique fourni par l'Office des Relations Extérieures du Ministère de la Culture de Cuba, 2009.

[745] Informes sobre los Sistemas Nacionales de Cultura, Cuba, Organización de Estados Iberoamericanos, Ministerio de Cultura de la República de Cuba (CD-ROM).

[746] Lázaro Israel Rodriguez Oliva, « Cooperación cultural en el espacio iberoamericano. Diálogo con Fernando Rueda », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 81.

[747] Informes sobre los Sistemas Nacionales de Cultura, Cuba, Organización de Estados Iberoamericanos, Ministerio de Cultura de la República de Cuba (CD-ROM).

[748] Leopoldo Zea, *Convergencia y especificidad de los valores culturales en América Latina y el Caribe*, México, UNAM, 1987, p. 31.

plus de cinquante pays à travers le monde[749]. Pourrait-on parler d'une dispersion peu propice à la consolidation de relations réelles ? Plus qu'une volonté de Cuba de se tourner vers le monde, il faut peut-être voir dans ces faits le reflet des diverses tensions entre l'Île et la région caribéenne.

Ainsi, la place de l'Île dans les relations culturelles mondiales peut avoir un impact sur les liens culturels de la zone caribéenne. Mais le désintérêt proclamé de Cuba est-il réel ? En se penchant sur les relations de Cuba avec la Martinique et la Guadeloupe par exemple, on constate que celles-ci induisent bien évidemment des répercussions financières, du fait des liens des DOM avec la France et l'Europe. Ces relations sont principalement « académiques, intellectuelles, universitaires »[750], mais le poids politique et économique de l'Europe conduit-il Cuba à favoriser ces deux îles ?

Pour le savoir, il faut chercher à comprendre quel peut être l'intérêt résidant dans le développement de relations culturelles, mais également la façon dont Cuba se projette dans la Caraïbe, et en retour la manière dont la Caraïbe envisage ses relations envers Cuba.

1- De l'intérêt de l'établissement de relations culturelles

Nous l'avons vu, Cuba a privilégié depuis 1959 l'établissement de relations avec des pays lui permettant de renforcer sa position. L'intérêt de l'Île est donc avant tout politique et stratégique[751] :

> […] la política cubana en la región ha estado enfilada a garantizar, en primer orden, la seguridad del territorio nacional y la supervivencia de la Revolución, en el entendido de que una mayor influencia de Cuba en el Caribe serviría para crear un consenso favorable útil para disuadir cualquier acción intervencionista y de aislamiento por parte de los Estados Unidos.[752]

Cuba, comme tous les autres pays, voit dans sa politique extérieure le moyen de soutenir ses actions politiques internes. En somme, l'intérêt d'établir des relations peut reposer sur

---

[749] Informes sobre los Sistemas Nacionales de Cultura, Cuba, Organización de Estados Iberoamericanos, Ministerio de Cultura de la República de Cuba (CD-ROM).

[750] Intervention de Milagros Martínez, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris).

[751] Gerardo González Núñez, « El Caribe en la política exterior de Cuba », *in* Jorge Rodríguez Beruff, *Cuba en crisis : perspectivas económicas y políticas*, San Juan, Editorial de la Universidad de Puerto Rico, 1995, p. 177.

[752] Gerardo González Núñez, *op. cit.*, pp. 177-178.

des attraits divers. Les relations culturelles sont alors particulièrement intéressantes à analyser, puisque l'on supposerait qu'elles sont guidées par la volonté de découvrir l'Autre et de partager des valeurs identitaires communes, mais qu'elles sont en réalité au centre de nombreuses autres tractations.

a- *Bénéfices économiques*

Il faut rappeler que le fait d'établir des relations culturelles peut permettre des bénéfices financiers. En effet, en nouant des liens fondés sur la culture, les États peuvent espérer élargir la coopération et développer des relations commerciales qui supposent des profits. Dès lors, il faut se demander si l'argent ne corrompt pas la culture :

> L'argent est un moyen prodigieux pour augmenter notre liberté : un moyen pratique au service d'un objectif respectable. Plutôt que de rester un moyen cependant, l'argent est devenu un objectif en soi. Plutôt que d'augmenter leur liberté, il tend à attacher ou même à asservir les gens à sa possession. De surcroît, il génère du pouvoir et, conséquemment, la capacité –si l'on n'y prend garde– de limiter la liberté des autres.[753]

En somme, les bénéfices financiers qui découleraient des relations culturelles dans la Caraïbe permettraient à la zone d'acquérir une certaine « liberté », dans la mesure où ils lui confèreraient une indépendance certaine vis-à-vis d'autres régions ou blocs politico-économiques.

Cela étant, lier l'argent à la culture suppose également un certain « asservissement », si ce n'est de la culture même, à tout le moins des populations qui en sont à la fois le fruit et les producteurs, et provoque en outre la mise en place de relations qui ne sont plus culturelles, mais simplement de domination. Effectivement, il n'est pas difficile d'imaginer que le ou les pays les plus puissants d'un point de vue économique en arrivent peu à peu à « imposer » leurs désidératas, et à écraser en quelque sorte les différentes cultures de la zone.

En d'autres termes, si les relations culturelles établies entre Cuba et la Caraïbe sont par trop fondées sur une logique économique, l'imposition d'une culture dominante se fera non

[753] Henry Panhuys, Thierry Verhelst, « Vers un nouveau paradigme occidental de la consommation et de l'économie ? », *in* Henry Panhuys, Hassan Zaoual (éd.), *Diversité des cultures et mondialisation : au-delà de l'économisme et du culturalisme*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 166.

plus de l'extérieur, mais bien depuis son sein même. Les conséquences d'un tel processus seraient alors bien évidemment dramatiques sur le plan relationnel, puisque voir un État s'imposer sur tous les autres reviendrait à voir disparaître les liens culturels.

D'autre part, et presque à l'inverse, la culture est liée à l'argent en ce sens qu'elle constitue un bien : « Es […] indudable que el amplio mundo de la cultura es un bien de valor inapreciable para una sociedad y que los poderes públicos han de tomar cuantas medidas sean necesarias para potenciarlo »[754]. Le défi pour Cuba et la Caraïbe réside dans le juste milieu à trouver entre bien collectif, immatériel, presque spirituel, et bien financier.

De fait, la culture est *a priori* un élément qui transcende les valeurs matérielles et matérialistes, mais elle constitue malgré tout un bien fondamental qu'il est possible de mettre en valeur, notamment grâce à l'instauration de liens avec des pays tiers. La culture possède de multiples facettes, et la notion même de « profit » est définissable de différentes façons :

> Cuando se habla de *desarrollo económico*, por lo general se refiere a un progreso económico que tenga sustentabilidad y sostenibilidad, pero su definición siempre se enfrenta a una disyuntiva entre la perspectiva social y humanística y la que prioriza los requerimientos de la revalorización del capital. No hablamos sólo del crecimiento económico, en tanto cuantificación de la sumatoria de valores añadidos de la producción total de bienes y servicios, medido a precios de mercado, durante un período determinado en un país o grupo de países. […] Hablamos de una evolución ascendente en los niveles de gestión y modernidad estructural de las economías y del ser humano como actor y beneficiario de esa evolución.[755]

En outre, la culture suppose un investissement, et l'on comprend dès lors que certains États souhaitent récupérer l'argent placé dans ce domaine : « Es claro que la promoción y el mantenimiento de actividades culturales cuesta dinero »[756].
Le deuxième défi consiste donc à différencier investissement, dépense et gaspillage des deniers publics lorsque l'on évoque la culture, les relations et manifestations culturelles, mais également la production matérielle qu'elle suppose.

---

[754] Francisco Javier Martín Navamuel, « Incentivos fiscales a la financiación y creación de museos », *in* José Manuel Iglesias Gil (éd.), *Cursos sobre el patrimonio histórico – 1, actas de los VII Cursos Monográficos sobre el Patrimonio Histórico*, Santander, Universidad de Cantabria, 1997, p. 88.
[755] Tania García Lorenzo, « La economía de la cultura y el desarrollo : creación y mercado », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, pp. 114-115.
[756] Francisco Javier Martín Navamuel, *op. cit.*, p. 88.

b- *Culture et union*

Nous reviendrons plus loin sur l'intérêt des relations culturelles pour le processus d'intégration régionale caribéen. Nous souhaitons seulement montrer ici que la culture peut permettre une union politique, ce qui constitue précisément l'étape préalable à la construction d'une intégration régionale solide.

Les relations culturelles peuvent être guidées par un désir d'unir les pays à un niveau purement politique. On observe qu'établir des liens culturels peut signifier pour Cuba unir les pays sous l'étendard d'une politique commune :

> Nos intellectuels prônent une culture authentiquement populaire et humaniste, autrement dit créatrice, et s'engagent à la défendre. Et cet engagement, ils l'assument comme allant de soi. Ils vivent le drame social de l'Amérique et sont prêts à le dénoncer. Cette dénonciation est, dans notre sous-continent, le facteur d'union le plus important entre les hommes et les femmes du monde de la culture.[757]

Pour Cuba, les liens culturels sous-tendent une union politique, ou du moins une ligne politique partagée. Cette dernière devient donc l'axe des liens culturels établis par Cuba avec ses voisins, et notamment ceux s'étant orientés vers des lignes politiques correspondant à celle de la Révolution cubaine : « Mantenemos estrechos lazos culturales con países como México, Nicaragua y Granada »[758].

Il faut sans doute souligner le fait que les relations culturelles permettent à la Caraïbe de se reconnaître, et de s'unir malgré les différences qui peuvent l'opposer. En effet, on peut considérer que « si nous pouvons distinguer un Japonais d'un Africain, un Allemand d'un Mexicain, c'est autant par le vêtement, la cuisine, l'organisation du temps, et bien sûr la langue, et non seulement l'apparence du corps »[759]. Mais dans la Caraïbe, ces distinctions s'opèrent entre les pays, voire entre les communautés culturelles vivant sur un même territoire.

---

[757] (s.a), *Discours d'ouverture prononcé par le camarade Armando Hart Dávalos, Ministre de la Culture de la République de Cuba, lors de la Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de Notre Amérique*, La Havane, s.n, 1981, p. 5.

[758] Armando Hart Dávalos, *Las cartas sobre la mesa : Cuba aclara posiciones*, México, Siglo XXI, 1984, p. 64.

[759] Jacques Audinet, *Le visage de la mondialisation, du multiculturalisme au métissage*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007, p. 19.

Cependant, les particularités qui unissent ou désunissent peuvent contenir en germe une réflexion sur la Caraïbe et sa dispersion, et amener ainsi la création de liens culturels, qui permettraient ensuite d'ouvrir la voie à une coopération politique.

En tous les cas, il faut souligner qu'au fil du temps, la culture est devenue une arme, à tout le moins politique. Elle permet effectivement de revendiquer, et donne la parole à tous, y compris aux « minorités culturelles »[760], qui ne sont plus alors des communautés perçues comme « moindres ». En ce sens, promouvoir les relations culturelles signifie sans doute promouvoir une image. Dans le cas qui nous préoccupe, les liens culturels permettent à Cuba de diffuser une certaine image d'elle-même, qu'elle contrôle et qu'elle peut tenter de débarrasser de certains clichés, non seulement dans la zone caribéenne, mais aussi en Amérique Latine et dans le monde.

Cela est aussi vrai pour tous les pays de l'aire caribéenne, qui peuvent en outre gérer l'image qu'ils offrent au monde en tant que région et (re)groupement de Nations. En somme, les relations culturelles permettent de contrôler en partie la vision que l'on donne au monde, d'asseoir d'une certaine manière son influence, mais également d'ouvrir un échange qui contrecarre les effets dévastateurs des stéréotypes.

2- Poids de Cuba dans ses relations avec la Caraïbe

Cuba participe pleinement et à différents niveaux –institutionnel, gouvernemental et populaire– de l'établissement de relations culturelles avec les nations voisines, nations qui ne cachent parfois pas leur admiration face aux projets développés sur l'Île, voire leur envie de s'en inspirer.

L'Île se projette ainsi dans l'espace caribéen par le biais d'institutions telles que l'UNEAC (Unión Nacional de Escritores y Artistas de Cuba). L'une des missions de cette institution, réaffirmée par la résolution « Sobre la cultura artística y literaria » de décembre 1975, est d'amplifier et promouvoir les liens entre artistes et écrivains Cubains et Caribéens[761].

Ainsi, les réalisations internes de la Révolution cubaine intéressent-elles le monde :

---

[760] Jacques Audinet, *op. cit.*, p. 25.

[761] « Sobre la cultura artística y literaria », in Nora Madan (éd.), *La lucha ideológica y la cultura artística y literaria (compendio de documentos aprobados por el I y el II Congresos del Partido Comunista Cubano)*, La Havane, Editora Política, 1982, p. 99.

> Es conocido el gran interés suscitado fuera de Cuba por los proyectos comunitarios cubanos, tanto desde el punto de vista teórico como metodológico y empírico, dado que se quiere conocer cómo son tratados y resueltos en nuestro país las diversas y crecientes necesidades comunitarias y sociales que impone la convivencia en este vertiginoso y cambiante mundo actual.[762]

Le regain d'intérêt pour les pratiques et politiques culturelles cubaines servent ainsi de point de départ à de nombreuses relations. Cela est possible grâce à l'ouverture de Cuba, qui s'implique dans de nombreux projets d'échange d'idées. Il semble à ce sujet que l'Île ait pris conscience de l'importance, pour elle-même mais aussi pour la région, d'une collaboration étroite, notamment en ce qui concerne la culture.

En conséquence, l'Île s'est appliquée à diffuser sa culture dans la Caraïbe, autant qu'à accueillir la culture caribéenne en son sein. Ainsi une fonctionnaire du Ministère de la Culture de Cuba nous expliquait-elle :

> […] Cuba tiene relaciones culturales con todas las demás islas del Caribe incluso con Puerto Rico a pesar de su status político. Asimismo con el resto de los países de la región a lo que llamamos Gran Caribe. Los últimos 10 años han sido de intenso trabajo y por consiguiente de resultados en muchas ramas de la cultura y el arte como parte de nuestro objetivo general de brindar al mundo lo mejor de nuestra cultura y presentar en Cuba lo mejor de la cultura universal.
> Priorizar los valores distintivos y comunes de nuestra identidad caribeña ha constituido una premisa importante en el logro de estos resultados.[763]

L'actuel projet cubain concernant les relations culturelles avec la Caraïbe est un projet global, qui ne semble *a priori* pas privilégier certains États ou groupes de pays, et qui paraît vouloir passer outre toutes les barrières (linguistiques, politiques, *etc.*) évoquées plus haut. Par ailleurs, Cuba semble vouloir travailler sur tous les domaines de la culture, mais également favoriser l'échange harmonieux entre culture cubaine et cultures mondiales. Pour y parvenir, elle s'appuie sur une identité, non plus uniquement cubaine, mais en partie caribéenne, et les points communs entre ces deux cultures sont des atouts, autant que les dissemblances, qui ne servent plus à éloigner ou à comparer, mais seulement à conserver une part d'identité propre et spécifique.

---

[762] Felipe Chibás Ortiz, *Creatividad y cultura. Incógnitas y respuestas*, La Havane, Editorial Pueblo y Educación, 2001, p. XIII.

[763] Entretien réalisé par nos soins lors d'un voyage à La Havane en juillet et août 2009. L'interviewée a demandé l'anonymat.

À ce propos, notons que les institutions cubaines déploient une énergie conséquente non seulement en ce qui concerne l'élaboration de liens avec les autres pays de la Caraïbe, mais aussi dans la recherche d'une définition de ce qu'est la culture caribéenne, que l'Île exalte désormais en l'introduisant largement dans ses manifestations culturelles :

> En fait, avec le Ballet National de Cuba, les éléments autochtones sont entrés dans le ballet classique : ces œuvres autochtones sont l'expression de la « mulatez », fait extrêmement nouveau dans le ballet traditionnel, avec une volonté constante de lui intégrer des apports caribéens.[764]

Il faut alors se concentrer sur les actions développées par Cuba en faveur de la Caraïbe, afin de comprendre quels sont les véritables enjeux des relations culturelles pour l'Île.

a- *Les actions de Cuba vers et pour la Caraïbe*

Cuba développe ainsi de nombreuses actions pour promouvoir les relations culturelles caribéennes. Ces relations reposent, comme nous l'avons vu, autant sur des causes historiques que sur des nécessités présentes pour l'Île :

> El examen de las relaciones y la política de Cuba hacia el Caribe debe partir de la evaluación de sus intereses nacionales en el contexto sociohistórico de los últimos treinta años y de los que se han percibido como comunes con las naciones de la región, por tanto debe transcender las motivaciones culturales e históricas sobre las que se ha sustentado determinada afinidad caribeñista.[765]

L'attrait de Cuba pour la Caraïbe n'est pas dénué d'un certain intérêt. Il faut malgré tout dire que la prise de conscience cubaine d'une certaine caribéanité et de la nécessité de développer la coopération culturelle peut être perçue en filigrane à travers certaines interventions de représentants politiques cubains, tels qu'Armando Hart qui justifiait ainsi la recherche de contacts de Cuba dans la zone caribéenne : « Nous sommes de l'avis qu'en matière d'art, un pays qui s'isole est un pays qui recule. C'est une […] des raisons pour lesquelles nous recherchons les contacts culturels avec l'Amérique latine et les Caraïbes, et

---

[764] Jean Lamore, « Présence du monde antillais dans la culture cubaine d'aujourd'hui », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 30.

[765] Gerardo González Núñez, « El Caribe en la política exterior de Cuba », *in* Jorge Rodríguez Beruff, *Cuba en crisis : perspectivas económicas y políticas*, San Juan, Editorial de la Universidad de Puerto Rico, 1995, p. 177.

même avec les États-Unis »[766]. Il faut tout d'abord relever que cette déclaration fut faite à un moment pendant lequel les relations entre Cuba et la Caraïbe, de quelque nature que ce fût, reculaient. On peut penser qu'il s'agissait pour le gouvernement cubain de faire montre d'une certaine ouverture sur le plan de la coopération culturelle afin de ne pas sombrer dans un isolement total, et on observe ici clairement que les liens culturels peuvent permettre de préserver une entente cordiale, peut-être seulement de façade, mais permettant en tous les cas de ne pas rompre totalement les relations globales entre différents États. En outre, si les efforts cubains et leurs résultats sont loués par les instances officielles, il nous faut encore bien évidemment relever quelles peuvent être les actions mises en place.

Nous pouvons souligner le fait que les principaux ponts tendus par Cuba vers la Caraïbe concernent les domaines des sciences, de la culture, de la santé et de l'éducation : « El envío de profesionales de la ciencia, la técnica y la cultura a servir en el Caribe es otra forma de colaboración cubana. Entre éstas se destacan las brigadas médicas en lugares como Haití, Honduras, Guatemala, Guayana, Belice, Venezuela, *etc* »[767].
Bien entendu, la sphère scientifique est un terrain propice à l'élaboration d'une coopération culturelle, puisqu'elle permet l'échange de connaissances et en conséquence l'entame d'un dialogue. Il faut souligner l'envoi massif de professionnels cubains de la culture dans de nombreux pays caribéens, et ceci presque depuis les premiers instants de la Révolution. Ces échanges humains ont ainsi permis d'établir des liens entre les pays et les communautés culturelles. Ils ont permis à la culture cubaine de se diffuser dans l'espace caribéen autant qu'aux cultures caribéennes de parvenir jusqu'à Cuba, et ont conforté la « valeur » de la culture cubaine dans la Caraïbe.

Les aides de Cuba à la Caraïbe furent et sont encore actuellement nombreuses, elles touchent des domaines aussi variés que l'agriculture et l'industrie, et montrent également la volonté cubaine de s'unir face à l'adversité sous-tendue par des éléments immaîtrisables : « […] un elemento de la proyección de la Revolución cubana hacia los pueblos de América Latina y el Caribe que es invariable, sin distinción por la afinidad o el

[766] Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, p. 62.
[767] Hebert Pérez Concepción, « Frontera Imperial e Independencia en el Caribe », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 91.

enfrentamiento que pueda existir entre esos gobiernos y el nuestro, […] [es] la ayuda destinada a restañar los daños ocasionados por desastres naturales »[768]. Cela amène à penser qu'en multipliant les champs de coopération, l'Île a peut-être perdu en efficacité, et que l'éparpillement des aides dispensées n'a pas favorisé la consolidation de liens étroits dans un domaine précis.

En outre, on constate que les relations culturelles cubano-caribéennes n'arrivent parfois que bien loin derrière d'autres types de coopération. En effet, la reconnaissance du système médical de l'Île a peut-être nui à l'établissement de relations culturelles, en ce sens que la collaboration sur le plan médical a été privilégiée par de nombreux pays. C'est aussi vrai dans le domaine sportif :

> Alfonso Portillo, alors Président du Guatemala, notait : « Estoy muy feliz porque desde que se restablecieron las relaciones (en enero de 1998), se han enriquecido, fortalecido y ampliado, y hoy vemos cuánta cooperación hay entre nuestros países, sobre todo de Cuba hacia Guatemala en los temas económico, deportivo y de salud ».[769]

On voit que les liens établis, bien qu'en partie culturels, ne se concentrent pas sur des valeurs culturelles ou identitaires partagées, et ne se fondent pas sur des projets communs liés à la culture. Pourtant, Cuba n'hésite pas à mettre en avant la culture qu'elle partage avec le monde caribéen.

Certains gestes forts ont été accomplis, tels que la « reconnaissance par les autorités cubaines de la vocation caribéenne de la ville de Santiago de Cuba »[770]. Cette déclaration fut dans une certaine mesure un acte symbolique, démontrant l'intérêt de Cuba à la Caraïbe et sa culture, mais induisant tout à la fois la démarche très concrète de l'étude de cette culture : « Le 23 juin 1982, le Ministre de la Culture, Armando Hart, inaugurait la Casa del Caribe de Santiago et à cette occasion [il déclarait notamment] : « Santiago, ciudad caribeña… se proyecta hacia el Caribe, el Caribe geográfico, pero también Caribe cultural »[771]. Cette déclaration est synonyme d'ouverture, et montre par ailleurs la volonté cubaine de faire fi des barrières matérielles et des définitions hasardeuses de l'aire que constitue la Caraïbe, en ouvrant les portes à des pays qui ne sont peut-être pas inclus dans

[768] Roberto Regalado, *La proyección continental de la Revolución cubana*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 14.
[769] Hebert Pérez Concepción, *op. cit.*, p. 92.
[770] Jean Lamore, *op. cit.*, p. 26.
[771] *Ibid.*

la zone de par leur situation géographique, mais qui possèdent des traits culturels l'y reliant. On sent ici l'envie, et peut-être la nécessité de ne pas « compartimenter » la Caraïbe, mais tout au contraire le désir de s'ouvrir à une aire caribéenne large et plurielle. On observe également que la création de la *Casa del Caribe* intervint finalement assez tardivement, et l'on en déduit que l'intérêt cubain pour la Caraïbe ne s'est imposé que bien des années après la victoire des troupes révolutionnaires.

En outre, Cuba a mis en place de nombreux programmes d'études portant sur la Caraïbe, permettant ainsi aux Cubains de découvrir la zone géographique et culturelle qui les entoure :

> La introducción de los estudios superiores caribeños en el nivel de pre-grado [en la Universidad de La Habana], estuvo fuertemente asociado a la perspectiva de una comprensión y relación más orgánica de Cuba con sus vecinos territorios insulares, proceso que comenzó a aflorar en los espacios académicos como signo coyuntural de causas mayores en lo político, social y cultural ; nacional, regional e internacional.[772]

En conséquence, on peut dire que les autorités cubaines ont largement impulsé une meilleure connaissance de la Caraïbe à Cuba, et ont tenté par le biais des études de faire découvrir à la population le monde qui l'entoure mais dont elle fait également partie. Cependant, cela ne signifie nullement que Cuba ait établi des relations culturelles avec la totalité de la zone. Il convient en effet de se demander quels sont les pays visés lorsque l'Île s'adresse à ses « pays frères » :

> La Casa del Caribe nació el 23 de junio de 1982 con la misión de convertirse –según precisara en el acto de su constitución el ministro de Cultura –compañero Armando Hart Dávalos– en « un instrumento de relaciones y estrecha colaboración y comunicación con las instituciones culturales de los países hermanos de la zona ».[773]

La déclaration est effectivement ambiguë, en ce sens qu'elle ne précise pas si tous les pays de la Caraïbe sont considérés *de facto* comme étant des pays frères, ou si seuls certains pays de la zone, notamment du fait de leur engagement politique, sont envisagés comme tels.

---

[772] Yolanda Wood, « Enseñar el Caribe para que el Caribe exista », *in Recherches Haïtiano-Antillaises : langues et éducation dans la Caraïbe*, Paris, 2008, Numéro 6, L'Harmattan, p. 33.

[773] Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Edición especial, Junio de 1982/Diciembre de 1983, p. 2.

Il faut pourtant dire que l'Île a, par des déclarations plus précises, tenté de réaffirmer sa volonté de n'exclure personne. En outre, Cuba a très souvent défendu les « intérêts » de ses voisins caribéens contre l'ingérence et l'impérialisme, faisant même de ce principe un devoir à la fois moral et culturel : « C'est un devoir à l'égard de la culture latino-américaine et caraïbe de souligner que la patrie portoricaine appartient entièrement à Notre Amérique et de soutenir ses aspirations à l'indépendance »[774]. Bien que guidée par la volonté de contrecarrer les intérêts états-uniens, cette mise en valeur de la culture portoricaine montre que Cuba se fait fort de s'intéresser à tous ses voisins, d'analyser leur culture et leur histoire mais démontre également sa volonté de mettre en commun les problèmes qu'affrontent actuellement les différentes cultures caribéennes.

Cuba a en conséquence multiplié, dès le début des années 1980, les « efforts pour combattre [le] cloisonnement culturel et scientifique »[775] dans la zone, organisant par exemple à travers la *Casa de las Américas* un colloque en 1984 intitulé « La formación de especialistas en la investigación caribeña »[776], et montrant sa prise de conscience quant aux problèmes liés à la culture, ainsi que sa volonté d'y remédier.

En effet, former correctement des professionnels dédiés à ce que nous pourrions appeler l'art d'étudier la Caraïbe constitue une preuve de l'attachement des autorités de l'Île à une véritable prise en charge de la zone. Il ne s'agissait pas uniquement de tenter un rapprochement avec la Caraïbe, encore une fois à une époque où la division l'emportait largement sur l'unité, l'effort et l'investissement supposés par de telles formations sous-tendant la volonté de comprendre la zone mais aussi la valeur qu'on lui confère.

En outre, il faut souligner que la *Casa del Caribe* offre des formations dans différentes institutions caribéennes, et notamment le Musée de l'Homme de la République Dominicaine ou encore l'Université de Saint Domingue[777]. Encore une fois, par le biais de l'étude et de la formation, Cuba participe à rétablir une communication culturelle durable dans la Caraïbe.

---

[774] (s.a), *Discours d'ouverture prononcé par le camarade Armando Hart Dávalos, Ministre de la Culture de la République de Cuba, lors de la Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de Notre Amérique*, La Havane, s.n, 1981, p. 10.

[775] Jean Lamore, *op. cit.*, p. 28.

[776] *Ibid.*

[777] Rafael Brea, José Millet, « Glossary of popular festivals », *in* Bettelheim Judith (éd.), *Cuban festivals : a century of Afro-Cuban culture*, Kingston, Randle, 2001, p. 175.

Malgré tout, si Cuba semble toujours s'investir pleinement dans de nombreuses institutions caribéennes et latino-américaines, elle n'est apparemment jamais à l'origine de la création de ces institutions[778]. Ce qui peut être perçu comme de la frilosité trouve sans doute ses causes dans les faiblesses économiques cubaines, ou doit peut-être se voir comme de la prudence. En effet, l'image de Cuba et l'animosité dont elle peut être victime signifieraient la mort avant terme d'un projet porté par ses soins.

En somme, l'Île semble ainsi être un pays conscient et actif en ce qui concerne la coopération dans la zone caribéenne, et il convient de se demander quelle comparaison il est possible d'établir entre l'aide accordée à la Caraïbe et celle octroyée à d'autres ensembles.

b- *Les aides de Cuba à d'autres régions et d'autres continents*

Il faut effectivement encore chercher à savoir s'il existe un parallèle entre la collaboration Cuba/Caraïbe et la coopération de l'Île avec le reste du monde, ou si les aides accordées démontrent clairement des disproportions. En effet, comme nous le soulignons dans diverses parties de ce travail, Cuba ne s'est pas toujours intéressée à la Caraïbe, et l'affirmation inverse est aussi vraie. Il faut tenter alors de voir s'il existe un équilibre entre les aides apportées aux pays caribéens et celle donnée au reste du monde, afin de comprendre quelle place l'aire géographique de Cuba tient pour cette dernière.

Bien évidemment, les offres de collaboration offertes par Cuba se sont bien souvent tournées vers les pays « sous-développés » ou considérés comme faisant partie du Tiers Monde. Ces pays ont fait l'objet d'une attention particulière, et ont été au sein de nombreuses coopérations impliquant des civils, sans aucun doute vecteurs de culture.
De nos jours encore, l'aide accordée à des pays en difficulté, alors même que Cuba connaît une situation économique des plus difficiles, est assez conséquente :

> Por su parte, las misiones civiles « exportan » los logros sociales de la Revolución a países subdesarrollados. En el marco de la cooperación Sur-Sur, el gobierno cubano sigue enviando brigadas de profesionales de la salud y la educación a aquellos países que los requieran. En concreto, y para el año 2005, 23964 cooperantes de salud cubanos trabajaban distribuidos en 76 países ; más de

[778] Ronald E. Jones, « Cuba and the English-speaking Caribbean », *in* Cole Blasier, Carmelo Mesa-Lago (éd.), *Cuba in the world*, Pittsburg, University of Pittsburg press, 1979, p. 308.

> 17000 eran médicos. Mientras tanto, la Universidad Latinoamericana de Medicina (con sede en La Habana) formaba a 28071 estudiantes, 10000 de los cuales eran extranjeros pertenecientes a familias humildes o grupos étnicos marginados del continente americano, y en menor medida, de Caribe y África.[779]

La priorité accordée aux populations « humbles » n'a rien d'étonnant, puisqu'elle cadre complètement avec les aspirations énoncées et les idéaux défendus par la Révolution cubaine. En outre, si Cuba « exporte » son savoir à travers le monde, elle accueille également de nombreux étudiants ou professionnels afin de consolider leur formation. Il convient de souligner la place de l'éducation dans les relations de Cuba avec le monde :

> La coopération internationale présente les caractéristiques suivantes :
> -plus d'un millier d'accords interuniversitaires ont été signés par les établissements d'enseignement supérieurs cubains et plus de 60% d'entre eux sont en vigueur ;
> -plus de 1500 spécialistes étrangers de haut niveau sont accueillis chaque année pour diriger les activités universitaires ;
> -plus de 25% des professeurs et chercheurs effectuent chaque année des visites dans les universités d'autres pays ;
> -des rencontres de présidents d'université sont organisées avec 17 pays ;
> -plus de 100 commissions mixtes représentent les intérêts des universités ;
> -plus de 100 manifestations d'envergure internationale sont organisées chaque année ;
> -14000 boursiers étrangers poursuivent des études de premier cycle et 17654 ont obtenu leur diplôme à ce jour ;
> -plus de 2400 doctorants cubains sont formés à l'étranger ;
> -800 professionnels étrangers poursuivent des études de master et de doctorat à Cuba. 150 doctorants étrangers obtiennent leur diplôme à Cuba ;
> -plus de 4 millions de dollars sont investis dans des projets de recherche et dans les innovations universitaires par le biais de la coopération internationale.[780]

L'Université et le savoir sont donc au cœur des échanges culturels cubains avec le monde. En outre, on voit que la place accordée aux populations défavorisées ne signifie pas que les ressortissants de pays « développés » soient exclus de toute coopération avec Cuba. Au contraire, l'Île déploie de réels efforts pour maintenir des échanges universitaires avec le plus grand nombre d'États possible. Il devient dès lors difficile d'accuser l'Île de sectarisme ou d'opportunisme.

---

[779] Cristina Xalma, *Cuba : ¿ hacia dónde ? ; transformación política, económica y social en los noventa ; escenarios de futuro*, Barcelone, Icaria, 2007, p. 93.

[780] Raúl Hernández Pérez, « L'internationalisation de l'enseignement supérieur à Cuba », *in* Organisation de Coopération et de Développement Économiques (éd.), *L'enseignement supérieur en Amérique Latine*, Paris, Éditions OCDE, 2005, pp. 248-249.

Nombre de Cubains que nous avons pu rencontrer soulignent d'ailleurs la présence d'étudiants venus du monde entier, et défendent non sans fierté l'investissement de l'État cubain en matière d'échange scolaire avec l'ensemble du globe. D'aucuns vont jusqu'à dire que la présence de ces étudiants étrangers est une fenêtre ouverte sur le monde, et constitue un apport constant à la culture cubaine.
On constate que parmi les étudiants étrangers présents à Cuba, et particulièrement à La Havane, ceux qui jouissent de la meilleure réputation et sont perçus comme les représentants d'une culture solide avec laquelle l'Île doit échanger sont les Martiniquais et les Guadeloupéens[781]. Les Havanais interrogés à ce sujet font dans la majorité des cas part de leur envie d'établir des liens culturels solides avec les DOM-TOM français, tout en précisant qu'il ne s'agit pas uniquement d'un attrait pour la culture métropolitaine, mais bien au contraire d'un désir de découvrir l'originalité martiniquaise et guadeloupéenne.

Il faut dire que le terme « internationalisme » n'est pas usurpé lorsque l'on souhaite qualifié la politique de Cuba depuis 1959, et si l'Île a pu s'éloigner de sa zone d'origine en proposant des collaborations diverses et variées à l'ensemble du globe, cette dynamique lui a également permis de sortir de son isolement puis de se réinsérer progressivement dans l'espace caribéen. En outre, Cuba n'a jamais cessé de proposer son aide à la Caraïbe, ce qui montre clairement qu'elle ne l'a pas oubliée, et ne s'est sans doute pas dispersée dans de trop nombreuses coopérations.

3- Poids de la Caraïbe dans ses relations avec Cuba

Évoquer les relations entre Cuba et la Caraïbe revient à explorer les stratégies développées par Cuba pour établir ces relations, mais également à étudier la façon dont ces stratégies furent accueillies dans la zone. En effet, au moment d'établir des liens, l'Île n'est pas la seule fautive dans le cas où ceux-ci échouent, et n'est à l'inverse pas la seule à devoir être félicitée si elles se concrétisent. Ainsi, les efforts cubains peuvent rester lettre morte du fait d'une indifférence apparente de l'espace caribéen, ou peuvent tout au contraire être surpassés par l'engagement des voisins de l'Ile dans ce domaine.

[781] Résultat de différentes entrevues menées par nos soins en juillet 2011 à La Havane.

a- *L'ouverture de la Caraïbe sur la Caraïbe*

D'une façon sans doute étonnante, la Caraïbe semble s'être détournée d'elle-même durant de nombreuses décennies. Mais récemment, on a constaté dans certains pays caribéens, y compris continentaux, l'apparition de courants revendiquant l'appartenance à la zone et prônant une ouverture plus résolue sur celle-ci. Il en est ainsi au Nicaragua, où la (re)découverte de la Caraïbe semble passer par son étude scientifique, et notamment par une exploration de la culture caribéenne, ce qui a pour conséquence une exploitation nouvelle des territoires bordant la Mer Caraïbe :

> La revalorisation de la Côte ne se nourrit pas uniquement de programmes systématiques de peuplement et de discours politiques. Elle se sustente également depuis peu d'une féconde production scientifique, technique et artistique. De récents travaux publiés dans des revues spécialisées telles que *Wani* promeuvent les facettes jusque-là oubliées de l'essence multiculturelle de la région. L'Instituto de Historia de Nicaragua y Centroamérica (IHNCA) de l'Universidad Centroamericana (Managua) joue également un rôle clef dans la reconstruction de l'histoire et de la culture de la Côte Caraïbe. Ses programmes de recherche produisent régulièrement des publications scientifiques portant sur l'identité, les mœurs, l'organisation sociale et politique des communautés indigènes et afro-caribéennes. Au cours de l'année 2000, l'un de ces programmes a même donné lieu à une magnifique exposition photographique intitulée *Estampas del Caribe Nicaragüense*, réunissant pas moins de soixante-quatorze clichés artistiques qui ont offert aux visiteurs l'occasion de « *pénétrer dans la Caraïbe nicaraguayenne* » (M. Vannini).[782]

L'on voit se dégager la volonté de mettre en avant une partie du territoire nicaraguayen, que l'on présente comme intrinsèquement lié à la Caraïbe. Cela ne doit pas laisser penser que le reste de l'État n'est pas lui aussi valorisé, et il est logique et cohérent que le Nicaragua ne cherche pas à se transformer en un pays totalement et typiquement caribéen, mais qu'il promeuve au contraire la diversité de son territoire, au sein de laquelle la caribéanité n'est pas une tare, et est au contraire exaltée –se transformant ainsi en valeur ajoutée. De surcroît, cette volonté de valoriser les parties « caribéennes » du pays induit un dynamisme à la Caraïbe, et contribue à la recherche d'une identité commune, collective et partagée de même qu'au tissage de liens. On observe donc un regain d'intérêt des pays

[782] Éric Dubesset, « L'invention de la côte caraïbe centraméricaine : le cas du Nicaragua », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 191.

caribéens pour la communauté culturelle caribéenne, fait relativement récent, puisque réellement visible depuis le début du siècle présent.

Cependant, ce nouveau souffle s'appuie sur des bases plus anciennes. Il faut effectivement souligner la création de l'Institut des Études de la Caraïbe (IEC), dès 1958, au sein de l'Université de Porto Rico : « Los propios orígenes del IEC, a pesar de haber sido creado dentro de la subrregión hispánica del Caribe, eran un reflejo de la intención de entender el Caribe en su totalidad, fuera de las barreras regionales »[783]. On voit donc que si depuis quelques années, la Caraïbe se retrouve, cette dernière avait entamé une réflexion sur elle-même et une introspection depuis plusieurs décennies. Il est aussi important de noter que les institutions créées par les pays caribéens peuvent avoir la volonté d'explorer l'entièreté de la Caraïbe, sans distinction aucune, et c'est bien là l'unique façon pour la région de ne pas se laisser enfermer dans une fragmentation qui empêcherait toutes les tentatives de dialogue culturel.

Au sein de l'Institut des Études de la Caraïbe fut fondée la revue *Caribbean Studies*, au cours de l'année 1961[784] : « […] en tanto instrumento del IEC, se entendía que la revista del Instituto, *Caribbean Studies*, « bajo ningún motivo, tiene la intención de ser un órgano doméstico » tal y como fue esgrimido por los editores en el prólogo de su primer volumen en abril de 1961 »[785]. Ainsi, la Caraïbe a mis en place une réelle stratégie d'étude d'elle-même grâce à certains pays, étude qui ne devait pas prendre en compte les divergences politiques mais au contraire se montrer à la fois globale et complète. Cette revue fut d'ailleurs créée dans la perspective d'étudier « toutes les branches de l'histoire et des sciences sociales […] »[786], ce qui permet de dire que son intention première était de s'approcher de l'idiosyncrasie caribéenne.
On vit donc apparaître des institutions qui, bien que fondées dans un pays précis, avaient vocation à étudier l'ensemble de la Caraïbe, et se positionnaient ainsi en « entités pancaribéennes »[787], ouvrant la voie à une réflexion commune et partagée. Ces institutions devaient permettre des échanges entre tous les pays de la zone, y compris Cuba.

---

[783] Jorge Giovannetti, « El legado de Harry Hoetink : relaciones raciales y estudios caribeños », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 17, 2004, p. 227.
[784] Jorge Giovannetti, *op. cit*., p. 210.
[785] Jorge Giovannetti, *op. cit*., p. 227.
[786] Jorge Giovannetti, *op. cit*., p. 232.
[787] Jorge Giovannetti, *op. cit*., p. 227.

Il semble en outre que les années précédant la Révolution cubaine aient vu croître l'intérêt de la Caraïbe pour elle-même. De la sorte, certaines figures de la Caraïbe ont tenté d'impulser des projets de collaboration et d'études dans la zone durant les années 1950. Il en fut ainsi pour Eric Williams, qui deviendrait ensuite Premier Ministre de Trinité-et-Tobago :

> Cuando el historiador y hombre de Estado Eric Williams escribió al gobernador puertorriqueño Luis Muñoz Marín, en 1951, sobre la posibilidad de crear un centro para los estudios del Caribe en Puerto Rico –que a la postre sería fundado en 1958– le señalaba que este centro no debía estudiar a Puerto Rico, sino « el lugar de Puerto Rico en el Caribe y la importancia del Caribe para Puerto Rico » […] »[788].

Autrement dit, les années 1950 furent propices à une nouvelle vision du sens à apporter aux études caribéennes, voire à leur véritable création. En effet, il ne s'agissait plus d'étudier chaque pays indépendamment de la zone caribéenne, mais au contraire de comprendre en quoi chaque pays de la Caraïbe pouvait être considéré comme « caribéen », quelle place il occupait dans l'aire caribéenne, mais également quel impact avait la Caraïbe sur lui.

Notons par ailleurs que l'on peut trouver la trace d'un Festival baptisé Festag, organisé depuis 1986 par la Guadeloupe[789], qui, tout en semblant axé sur les arts guadeloupéens, cherche également à regrouper autour de la culture les pays caribéens :

> Né en 1986 de la volonté politique des élus du Conseil Régional de Guadeloupe de se doter d'un outil pour travailler dans la durée à l'émancipation culturelle de la cité, le Festival des Arts de Guadeloupe « FESTAG » s'est fixé plusieurs objectifs, [parmi lesquels celui de] resserrer les liens culturels existant avec les autres peuples de la Caraïbe.[790]

Cuba en semble tout à fait absente en ce qui concerne la première édition, ce qui montre que la Caraïbe n'est pas toujours prête à accueillir l'Île et sa culture à bras ouverts, mais également que l'espace caribéen a tendance à ne s'ouvrir que partiellement sur lui-même. Cependant, l'Île a établi des contacts, notamment avec les Départements Français

---

[788] *Ibid*.
[789] Conseil général de la Guadeloupe, *FESTAG 1989 : cahier de presse*, Basse-Terre, 1990, 40 f.
[790] Alain Yacou (éd.), *Les apports du Nouveau monde à l'ancien : actes du colloque du FESTAG*, Paris, Karthala, 1995, p. 250 (annexes).

d'Amérique, par le biais de « jumelages entre municipalités »[791], et a participé pour la première fois au Festag en 1991[792].

Par ailleurs, il faut noter que les pays anglophones sont à nouveau les plus dynamiques lorsqu'il s'agit de créer des institutions capables de soutenir les relations culturelles. Ainsi la Caribbean Association Studies dépend-elle de la célèbre University of West Indies :

> La Carribbean Association Studies (CSA) es una organización de académicos y otros intelectuales que se reunieron en 1975 porque compartían el interés por estudiar el Caribe. Desde la primera conferencia en Puerto Rico el grupo se reúne anualmente en lugares como Granada, Barbados, Martinica, Jamaica, y otras áreas del Caribe.[793]

Le danger est de laisser à ces pays le soin d'étudier la Caraïbe, et peut-être d'exclure les pays d'autres aires linguistiques, même si l'on constate une certaine ouverture à travers les lieux choisis pour tenir réunion. On notera dans tous les cas que les pays anglophones semblent être les réels moteurs de la collaboration culturelle caribéenne, et les autres aires linguistiques paraissent ressentir un intérêt moindre pour l'étude de leur zone ainsi que pour l'établissement de relations culturelles.

Les institutions dépendent souvent et largement des gouvernements, qui ont dès lors un impact direct sur les relations culturelles. On attend d'eux des impulsions concrètes et réelles aux relations culturelles. En Amérique Latine, il faut dire que « les politiques mises en place (libre-échange, domination du marché, privatisations, dérégulations) ne sont pas censées, dans une logique néolibérale, maintenir les services publics, c'est-à-dire : l'eau, la santé, les transports, l'électricité, la sécurité sociale, l'éducation, la culture […] »[794]. La culture apparaît ici au même rang que certains aspects de la vie quotidienne, et le décalage entre vie matérielle et « spirituelle » ne doit pas étonner. Au contraire, on comprend combien la culture, de même que l'eau, est un élément vital à l'Homme. Le problème réside dans le fait que certains pays caribéens, selon leur tendance politique, n'accordent

---

[791] Jean Crusol, *Les Antilles-Guyane et la Caraïbe : coopération régionale et globalisation*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 69.
[792] Alain Yacou, *op. cit.*, p. 250.
[793] Michael Payne, Meenakshi Ponnuswami, Jennifer Payne, *Diccionario de teoría crítica y estudios culturales*, Barcelone, Paidós, 2002, p. 201.
[794] Maurice Lemoine, « Une gauche ? Des gauches ? », *in* Jean-Pierre Gélard, Alain Chemin (éd.), *L'Amérique latine, identités et ruptures*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, p. 47.

pas d'intérêt majeur à cette culture, et que les efforts entrepris par un gouvernement peuvent être anéantis par le gouvernement lui succédant.

Il n'existe donc pas de ligne de conduite spécifique concernant la culture dans la Caraïbe, ce qui explique la volatilité des relations établies. En outre, certains thèmes semblent tabous, et parmi eux, la culture n'est pas en reste :

> Cuando ocupé la Subdirección General para la Cultura en la UNESCO pregunté por qué no se publicaba un Informe Mundial de Cultura equivalente al de educación o ciencia. La respuesta fue que esto era imposible no sólo por falta de datos fidedignos, sino – y sobre todo– porque las lenguas, las culturas y las relaciones interétnicas eran temas de análisis demasiado sensibles para los gobiernos.[795]

Certaines composantes de la culture semblent déranger les gouvernements, et certains thèmes restent « sensibles », peut-être du fait qu'ils n'aient pas été traités et que l'on ait préféré les ignorer plutôt que de les affronter. En d'autres termes, les questions ethniques ou idiomatiques ont bien souvent été laissées en l'état, et les aborder aujourd'hui effraie certains gouvernements caribéens, qui craignent sans doute de voir le débat dériver sur la valeur des différentes cultures, ce qui ouvrirait la voie à des contestations et des troubles.

De plus, les politiques mises en place reflètent parfois les zones d'ombre de la Politique, prise en son sens le plus large : « El Caribe ha sido testigo […] de numerosas iniciativas de diplomacia cultural, entendida éstas como una parte de la política exterior de los Estados orientadas a presentar una imagen favorable del país en cuestión, sin tomar en cuenta relaciones culturales más profundas »[796]. Partant, la fébrilité des relations culturelles est parfois due au fait qu'elles ne sont vues que comme des moyens, et non comme une fin.
Le fait que certains pays introduisent l'idée d'une position favorable à l'établissement de relations culturelles, dans le seul but de se faire apprécier de la région et d'y établir en réalité des relations purement commerciales –et donc profitables économiquement– est particulièrement dangereux, puisqu'il ne conduit pas à l'instauration de liens culturels permettant des réalisations concrètes. On comprend alors que les relations culturelles dans la Caraïbe ne soient pas toujours « productives », puisqu'elles ne reposent parfois que sur des accords de principe qui ne sont pas suivis d'investissements.

---

[795] Lourdes Arizpe, *Culturas en movimiento : interactividad cultural y procesos globales*, Mexico, M.A. Porrúa, 2006, p. 68.
[796] Andrés Serbín, « Cultura y tensión regional en el Caribe », *in* Francine Jácome (éd.), *Diversidad cultural y tensión regional : América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad, 1993, p. 14.

Cuba elle-même, nous l'avons dit, et bien que promouvant des relations culturelles dépassant toutes les entraves, ne le fait pas toujours de façon gratuite : « […] Cuba es de los países que por razones eminentemente políticas e ideológicas ha promovido con mayor insistencia una diplomacia cultural tendente a superar la fragmentación caribeña »[797]. De la sorte, il faut noter que la culture peut n'être qu'une façon d'engager des relations plus larges, et sans aucun doute plus rentables d'un point de vue économique, ce qui ne les rend pas *a priori* forcément très attractives pour elles-mêmes. Elles semblent parfois ne constituer dans l'esprit des gouvernements qu'une étape, un palier vers la construction d'échanges commerciaux, qui étouffent alors les faibles relations culturelles qui n'apparaissent pas rentables.

Les moyens dévolus à la culture sont d'ailleurs parfois bien faibles et bien insuffisants, ils traduisent le manque d'intérêt des États pour des relations n'aboutissant pas à des bénéfices financiers, même si ce manque d'investissement des nations n'annihile pas toutes les formes de réflexion ou collaboration : « Tanto dentro como fuera de Cuba se han ejecutado acciones en las distintas esferas del arte y la cultura […] en función de los escasos presupuestos que dispone este sector en toda la región »[798].

En outre, les Ministères chargés de la Culture dans la Caraïbe n'ont pas les pleins pouvoirs, et sont quelquefois contraints de composer avec les règles régissant la vie culturelle dans leurs pays respectifs. Dans d'autres cas, on pourrait considérer qu'ils sont dépassés par d'autres structures, soit qu'on les considère déficients, soit qu'ils ne peuvent, pour diverses raisons, fédérer autour d'eux :

> En otros casos, la propia diplomacia cultural de un determinado país de la región ha intentado superar las limitaciones inherentes a las actividades planificadas desde los ministerios de Relaciones Exteriores, integrando diversas actividades culturales en festivales regionales como CARIFESTA, o diversos eventos caribeños multi-culturales. En este sentido, quizás Cuba y Francia hayan sido los exponentes más ilustrativos en estos intentos, con frecuencia basados en contratos espontáneos previos.[799]

[797] Andrés Serbín, *op. cit*., p. 12.
[798] « Relaciones culturales Cuba-Caricom », document informatique fourni par l'Office des Relations Extérieures du Ministère de la Culture de Cuba, 2009.
[799] Andrés Serbín, *op. cit*., p. 15.

On voit donc que la « diplomatie culturelle » doit composer avec de nombreux obstacles dus aux réglementations spécifiques de chaque État de la Caraïbe, et que Cuba se distingue une fois encore parmi les autres pays caribéens, par son attachement à la promotion du dialogue et de la rencontre des cultures caribéennes.

Soulignons aussi l'importance des anciens pays colonisateurs, et ce qui semble être la faiblesse des pays anciennement colonisés ou encore placés sous tutelle dans l'organisation, la promotion et l'impulsion aux manifestations culturelles dans leur région. Certaines actions entreprises, et notamment par les DOM français, permettent malgré tout une circulation non négligeable de la culture :

> […] le CMAC, Centre martiniquais d'action culturelle, cherche à promouvoir par tous les moyens le développement culturel de la zone caraïbe, en facilitant notamment la mobilité des artistes et des troupes ou groupes de la zone Caraïbe-Amérique. À travers de nombreux festivals de théâtre, de musique (guitare et jazz), le CMAC, consciemment ou non, participe à une redéfinition des concepts du même et de l'autre, à travers cette effervescence artistique et culturelle qu'il crée tout au long de l'année.[800]

Néanmoins, l'action du CMAC semble principalement tournée vers le continent et les pays insulaires de langue anglaise.

En outre, il est incontestable que depuis quelques années, les relations culturelles de la Caraïbe insulaire ne peuvent plus être entendues sans une mise en perspective avec les liens offerts par les territoires continentaux.

b- *Le Venezuela, un exemple hors normes des relations ?*

Nous avons jusqu'ici évoqué la Caraïbe en tant qu'ensemble, mais il nous semble à présent nécessaire de distinguer l'un des pays de la zone. Lorsque l'on pense aux relations présentes de Cuba avec le monde, le Venezuela apparaît effectivement presque de façon immédiate. Le fait de distinguer ce pays des autres peut paraître surprenant, mais il faut dire que si l'on suit les définitions évoquées plus haut dans ce travail de ce qu'est la

[800] Lionel Davidas, « Coopération et échanges culturels entre les départements français d'Amérique, les îles anglophones de la Caraïbe et l'amérique du Nord », *in* Maurice Burac (éd.), *Guadeloupe, Martinique et Guyane dans le monde américain : réalités d'hier, mutations d'aujourd'hui, perspectives 2000*, Paris, Karthala, 1994, p. 318.

Caraïbe, le Venezuela est bien souvent de nos jours considéré comme une partie de plein droit de l'univers caribéen.

Il faut même dire que le Venezuela est aussi multiple que la Caraïbe, puisque sa côte caribéenne se divise en plusieurs parties pour bon nombre d'analystes : la partie Noire, l'urbaine, la portuaire et l'insulaire[801]. De la sorte, il trouve dans notre étude une légitimité pleine, et la collaboration entre les deux pays nécessite une attention particulière. En outre, la coopération entre Cuba et le Venezuela éclaire de nombreux points, y compris concernant les relations entre Cuba et d'autres États caribéens.

Il faut tout d'abord noter que la relation actuelle des gouvernements cubain et vénézuélien ne reflète pas l'histoire récente vécue par les deux pays. Le Venezuela a effectivement pu craindre l'ingérence ou à tout le moins l'influence de la Révolution cubaine sur son territoire :

> Le pays d'Amérique latine qui a été la cible la plus fréquente des révolutionnaires cubains est le Venezuela. Géographiquement, il est facile à atteindre ; il a un puissant parti communiste et des mouvements extrémistes qui pouvaient –jusqu'à la dispute de Fidel avec Moscou– être soutenus en armes et en argent.[802]

On comprend que le Venezuela ait pris les actions de l'Île comme de l'ingérence, et qu'il n'ait pas souhaité entretenir de liens forts avec un pays cherchant à influer sur sa ligne politique, à un moment où il n'était pas précisément tourné vers les valeurs défendues par le système politique cubain. Il faut même dire que les premières années de la Révolution cubaine signifie un éloignement entre Cuba et le Venezuela, du simple fait que les deux pays pouvaient alors être considérés comme des opposés politiques.

Il faut également rappeler qu'il n'était pas nécessairement de bon ton d'entretenir des relations avec l'Île lors des prémices de la Révolution, et le Venezuela ne dérogeait pas à la règle, s'abstenant officiellement de contacts avec Cuba : « debido a razones políticas durante las décadas de los 60 y 70 [los] intercambios [de Venezuela] con Cuba fueron muy escasos y los pocos que hubo fueron de carácter clandestino ya que se consideraba

---

[801] Aura Marina Boadas, « Presencia del Caribe en la narrativa insular venezolana », *in* Andrés Bansart, Aura Marina Boadas, Mireya Fernández Merino (éd.), *El Caribe continental e insular en su literatura : ¿ vasos comunicantes o frontera ?*, Caracas, Universidad Central de Venezuela/AVECA, 2001, p. 35.

[802] Herbert Matthews, *Fidel Castro*, Paris, Éditions du Seuil, 1970, p. 290.

subversión cualquier relación »[803]. Même sans tenir compte des différentes actions de déstabilisation politique menées par Cuba et visant le Venezuela, il faut souligner que les relations entre les deux pays ont été les victimes collatérales d'une guerre idéologique, le Venezuela n'ayant pas résisté aux pressions exercées par les grandes puissances opposées à l'Île et à sa Révolution.

Malgré tout, la relation qui s'est établie depuis quelques années, renouant avec une tradition plus ancienne de collaboration (« C'est un Vénézuélien qui a dessiné les couleurs du drapeau national cubain […] »[804]), a contribué à la réinsertion de l'Île dans la Caraïbe.
Cuba semble d'ailleurs consciente de l'importance actuelle du Venezuela, et ne manque pas de mettre ce pays en valeur : « Ha llegado el momento en que ustedes [los venezolanos] pueden ser el enlace, el puente, la bisagra –como quieran llamarlo– o un puente de acero entre el Caribe, Centroamérica y Suramérica »[805]. On observe distinctement ici que Cuba voit plus loin que les relations établies avec le Venezuela, et qu'elle considère que ce pays est capable de provoquer un rassemblement dans et de la Caraïbe tout entière. De fait, Cuba fait du Venezuela un « pont » entre les pays du sous-continent, et le consacre en axe principal des relations. En effet, actuellement, personne ne peut nier que les relations entre Cuba et le Venezuela constituent une composante essentielle des relations géostratégiques caribéennes et même, plus largement, latino-américaines.

Il faut même dire que si Cuba s'est depuis quelques années tournée vers la Caraïbe dans le but de soutenir sa Révolution, le retour du Venezuela au sein de l'espace caribéen s'est également fait dans une perspective plus économique que culturelle :

> Aunque no con la misma intensidad que representa la presencia norteamericana, la existencia de algunos países latinoamericanos con políticas más o menos persistentes hacia el Caribe en los últimos treinta años condiciona la proyección cubana. Destaca uno que ha consolidado una vocación caribeña en su política exterior global : Venezuela.
> El interés venezolano por el Caribe responde a factores de carácter económico y estratégico que tienen que ver con la seguridad

[803] Échange de courriers électroniques avec Tania Scott, Coordinatrice de la bibliothèque de la Fundación Centro de Estudios Latinoamericanos Rómulo Gallegos (CELARG).
[804] Nikita Harwich, « L'enfant Jésus n'est pas vénézuélien », *in* Alain Yacou (éd.), *La Caraïbe au tournant de deux siècles*, Paris, Karthala, 2004, p. 237.
[805] Fidel Castro, *Una revolución sólo puede ser hija de la cultura y las ideas*, La Havane, Editora Política, 1999, p. 59.

> nacional, los cuales han hecho al Caribe un área priorizada, con altibajos, de la política exterior de diferentes gobiernos.[806]

En somme, Cuba et le Venezuela trouvent bien sûr des intérêts financiers à promouvoir une collaboration, mais peuvent également devenir le moteur d'une caribéanité nouvellement envisagée. Fondée sur des projets multiples et bien évidemment dans une optique de stratégie politique et/ou économique, la relation cubano-vénézuélienne n'en oublie pas moins la culture[807] : « Venezuela ocupa un lugar relevante en nuestras relaciones con la región. Desde que se reinician, en 1989 […], la tendencia ha sido al incremento comercial, cultural y de múltiples intercambios diplomáticos, científicos, deportivos y en otros sectores […] »[808]. La coopération s'étend donc à de nombreux domaines, et il semble que la culture y occupe une place honorable.

On peut même dire que la culture est un pilier de la projection vénézuélienne non seulement vers Cuba, mais également vers l'ensemble de la zone caribéenne : « La dimensión económica y cultural así como la proyección geopolítica regional y global han constituido ejes fundamentales en la definición de intereses y estrategias en la política exterior de los gobiernos venezolanos hacia la región del Caribe »[809]. Il convient alors de dire que la culture permet une reprise des relations, une réinsertion des pays dans une zone qu'ils avaient peut-être jusqu'alors dédaignée.

La collaboration actuelle entre le Venezuela et Cuba bénéficie directement aux deux États, et permet à l'Île de voir se profiler de nouveaux liens avec sa région, à travers des projets tels que l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques[810] (ALBA) –pour lequel Cuba a un

---

806 Gerardo González Núñez, « El Caribe en la política exterior de Cuba », *in* Jorge Rodríguez Beruff, *Cuba en crisis : perspectivas económicas y políticas*, San Juan, Editorial de la Universidad de Puerto Rico, 1995, p. 181.

807 Janette Habel, « Cuba », *in* Serge Cordellier, Béatrice Didiot (éd.), *L'état du monde 2006 : annuaire économique géopolitique mondial*, Paris, La Découverte, 2005, p. 394.

808 Germán Sánchez, *Cuba y Venezuela. Reflexiones y debates*, La Havane, Editorial José Martí, 2006, p. 64.

809 Mirna Yonis-Lombano, « El Caribe como interlocutor y parte de la agenda de cooperación en la relaciones exteriores de Venezuela », *in* Maurice Belrose, Cécile Bertin-Elisabeth, Corinne Mencé-Caster (éd.), *Penser l'entre-deux : entre hispanité et américanité*, Paris, Le Manuscrit, 2005, p. 449.

810 Alliance (ou Alternative) Bolivarienne pour les Amériques, structure ayant pour but de favoriser la collaboration économique, politique et sociale entre les pays socialistes d'Amérique Latine et de la Caraïbe. Dans le même temps, l'organisations se propose de contrecarrer le développement des zones de libre-échange avec les États-Unis.

rôle fondateur[811]. L'ALBA démontre d'ailleurs l'envie de voir une certaine intégration régionale réussir :

> El ministerio venezolano de Integración y Comercio Exterior caracterizó al ALBA como « basada, fundamentalmente, en un modelo de integración social, económica y política de los países, como los del Caribe y América Latina, que comparten espacios geográficos, vínculos históricos y culturales, necesidades y potencial común ».[812]

Concernant les relations cubano-vénézuéliennes, soulignons que le Venezuela fournit à Cuba 80000 barils de pétrole par jour, à un tarif avantageux pour l'Île, qui offre en retour son expérience dans le domaine de la médecine au pays de Bolívar. En effet, « 45000 médecins et professionnels de santé cubains sont mis à la disposition du Venezuela et des programmes de formation sont impulsés par Cuba »[813]. La coopération s'établit donc à différents niveaux, et bien que ces échanges puissent paraître inégaux en termes financiers, les deux pays déclarent y trouver leur compte, ouvrant la voie à une collaboration fondée sur l'entraide et la solidarité.

Il faut alors s'interroger sur les buts réels et peut-être cachés de cette coopération. Ne peut-on y voir qu'une tentative de contrecarrer les États-Unis et leur système de libre échange ? S'agit-il pour le Venezuela de prendre la tête d'une coalition visant à faire contrepoids aux États-Unis ? En tous les cas, les liens actuels entre Cuba et le Venezuela, mais aussi de ces pays avec l'ensemble de la Caraïbe et des autres régions sont le fruit d'une profonde conscience des mutations opérées à l'échelle mondiale : « Cuba et le Venezuela poursuivent, chacun avec leurs propres moyens, une politique active de coopération en direction des petits États de la Caraïbe insulaire. La première offre surtout des bourses d'étude et des médecins, le second du pétrole dans le cadre de l'ALBA »[814]. La coopération peut-elle être désintéressée au point de signifier que l'on offre de l'aide à de « petits États insulaires » sans ressources sans attendre un retour quel qu'il soit ?

---

[811] Jean Lamore, « La Période Spéciale à Cuba : quelques pistes pour une analyse socio-politique », communication présentée lors de la journée d'études « Cuba frente al « Periodo especial » y las crisis globales 1991-2011 », le 14 mai 2011, organisée par Hortense Faivre d'Arcier-Flores et Salim Lamrani, GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise/CICC).

[812] Max Azicri, « El ALBA, iniciativa venezolana para el continente », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 60.

[813] Janette Habel, *op. cit.*, p. 394.

[814] Jean Crusol, « Les îles face aux enjeux du XXIe siècle : statuts politiques, modernisation et capacité d'affronter la globalisation », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 97.

Ainsi, le Venezuela et Hugo Chávez sont depuis plusieurs années sous les feux des projecteurs, et si les regards convergent vers eux, c'est notamment parce que le Président Vénézuélien a su adapter son discours et ses actes aux attentes des peuples de la Caraïbe, en mettant notamment en place « des programmes sociaux […] à travers l'Amérique Latine et la Caraïbe visant à venir en aide aux populations défavorisées, programmes dont même les pauvres des États-Unis profitent »[815]. En fondant son action sur l'aide aux plus démunis, sans distinction de race, c'est donc avec l'idéal d'une Amérique Latine unie et solidaire que renoue Hugo Chávez. Couplé à ces « verves antiaméricaines »[816], ce qui apparaît comme un engagement en faveur des laissés-pour-compte fait de lui l'un des hommes politiques les plus en vue d'Amérique Latine.

Malgré tout, « il est important que les programmes d'aide au développement dans la région ou d'échanges notamment culturels, ne laisse aucune place à l'idéologie, tiers-mondiste, anti-américaniste et anti-mondialisation »[817]. On peut observer le danger que constitue la coopération lorsque celle-ci s'opère sans que ses buts en soient avoués. La culture ne doit donc pas devenir uniquement une arme politique ou diplomatique, sous peine de n'être plus qu'une coquille vidée de sa substance.

Insistons en outre sur les répercussions de la collaboration entre Cuba et le Venezuela dans la Caraïbe. Comme mentionné plus haut, les deux pays s'emploient à faire bénéficier la zone de leurs richesses diverses, mais aussi quelquefois de leur coopération. Les relations avec le Venezuela ne sont pas l'apanage exclusif de Cuba[818], puisque ce dernier propose des programmes de collaboration, notamment culturelle (« réalisations d'expositions, cours de peinture, de photographie, céramique, danse… »[819]), à différents pays, parmi lesquels on peut citer Saint Vincent, le Costa Rica, Cuba, Trinidad y Tobago, Aruba, la Jamaïque, Sainte Lucie, le Suriname, le Guyana, Saint Kitts, Antigua, Bonaire, Curaçao, les Barbades, Haïti, la Dominique et Grenade[820]. Cependant, le pays de la Révolution

---

[815] Jean Crusol, Éric Lambourdière, « Les départements français d'Amérique dans le dialogue Europe-Caraïbe », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 216.

[816] *Ibid*.

[817] *Ibid*.

[818] Jean-Pierre Gélard, « Introduction », *in* Jean-Pierre Gélard, Alain Chemin (éd.), *L'Amérique latine, identités et ruptures*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, p. 34.

[819] Clara Serfaty, « Políticas culturales interestatales y programas de intercambio cultural », *in* Francine Jácome (éd.), *Diversidad cultural y tensión regional : América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad, 1993, p. 117.

[820] *Ibid*.

Bolivarienne reste actuellement un collaborateur hors normes pour l'Île, qui semble être son principal partenaire et son principal allié.

La relation particulière qui s'est instaurée entre les deux États semble d'ailleurs reposer pour une large partie sur le lien affiché entre Fidel Castro et Hugo Chávez. L'« affinité personnelle et idéologique »[821], l'amitié affichée par les dirigeants des pays concernés peut alors tout aussi bien nuire aux relations caribéennes, et induire à nouveau un certain isolement pour l'Île, ou à tout le moins la construction partielle de relations qui seraient uniquement développées avec des pays attirés par les positions politiques défendues ou sous-tendues par l'ALBA, au détriment des autres :

> […] les relations privilégiées qui ont été établies avec le régime cubain et l'idée de Chavez selon laquelle un nouveau courant politique révolutionnaire serait en train de s'étendre de la région des Caraïbes à l'ensemble de l'Amérique du Sud sont loin d'être assurées d'une réception favorable dans l'ensemble du monde caraïbe.[822]

La relation entre Cuba et le Venezuela est donc à double tranchant, puisque bien que bénéficiant aux deux pays, elle peut dans le même temps et par un mouvement inverse contribuer à les éloigner du reste de la zone, qui verrait dans leur attitude une arrogance et une ingérence plus qu'une position bienveillante. D'ailleurs, l'importance accordée à l'ALBA par certains, qui semblent voir en elle l'unique secours de l'Amérique Latine, n'est pas sans questionner l'espace de dialogue ouvert entre les pays membres et le reste du sous-continent :

> El ALBA es visionaria, aspira a la unificación de los recursos y objetivos continentales de América Latina. Busca convertir a la región en una fuente de energía donde los productores de bienes vendan a precios ventajosos, y tiene el potencial de conducir el hemisferio hacia un futuro más prometedor. Se basa en la cooperación y la solidaridad, y persigue el desarrollo humano conjuntamente con la sustentabilidad económica. Además, considera el comercio y las inversiones como instrumentos para alcanzar un desarrollo económico-social justo y sostenible.[823]

---

821 Cristina Xalma, *Cuba : ¿ hacia dónde ? ; transformación política, económica y social en los noventa ; escenarios de futuro*, Barcelone, Icaria, 2007, p. 119.

822 Christian Lerat, « Préface », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 13.

823 Max Azicri, « El ALBA, iniciativa venezolana para el continente », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 60.

Le monde caribéen, bien que portant un nouveau regard sur lui-même, débarrassé des affres de la Guerre froide, n'est pas enclin à adopter toutes les positions offertes par le Venezuela et Cuba. En outre, les craintes qu'avaient inspirées Fidel Castro peuvent se reproduire sur Hugo Chávez, qui est parfois vu comme son successeur, voire sa réincarnation avant l'heure :

> Après une tentative de coup d'État avortée en 1992 à la tête du Mouvement bolivarien révolutionnaire, l'ancien militaire Hugo Chávez est élu président du Venezuela en 1998. Réélu en 2000, ce personnage charismatique est apprécié par certains pour sa politique en faveur des plus pauvres. Il remporte le référendum révocatoire de 2004 organisé par l'opposition. Il est cependant critiqué, qualifié de populiste, anti-américain et antilibéral. Contrôlant l'industrie pétrolière de son pays, on l'accuse de dérive vers l'autoritarisme. Surtout, sa relation très privilégiée avec Fidel Castro lui est reprochée. Cuba reste jusqu'à ce jour le seul pays latino-américain ayant un régime révolutionnaire, depuis l'accession au pouvoir de Fidel Castro en 1959.[824]

On voit bien que les idées défendues ne sont qu'une partie du problème, et que le personnage Castro reste un point non négligeable des relations. Aussi, la coopération entre Cuba et le Venezuela n'est-elle pas toujours vue d'un bon œil, certains reprochant à Fidel Castro son influence sur Hugo Chávez, « militaire de carrière [qui] appartient à la génération qui a grandi dans l'admiration de la révolution cubaine et de son *líder máximo*, Fidel Castro »[825], d'autres critiquant l'alignement du Venezuela sur Cuba (un mouvement « anti-Cuba » semblant même voir le jour au Venezuela[826]) ainsi que la construction d'un gouvernement socialiste[827], et un troisième camp y voyant tout bonnement la construction d'une sorte d'axe du mal :

> En matière de santé, c'est ce qu'on appelle la mission « Barrio Adentro » (dans les quartiers). Vingt mille médecins cubains sont désormais dans les quartiers les plus défavorisés du Venezuela, parce qu'il a été établi une relation stratégique entre les deux pays. Cet axe Cuba/Venezuela, auquel se joint maintenant la Bolivie, fait souvent grincer des dents.[828]

---

824 Olivier Dabène (éd.), *Atlas de l'Amérique Latine, Violences, démocraties participatives et promesses de développement*, Paris, Autrement, 2007, p. 15.

825 Nikita Harwich, « L'enfant Jésus n'est pas vénézuélien », *in* Alain Yacou (éd.), *La Caraïbe au tournant de deux siècles*, Paris, Karthala, 2004, p. 241.

826 Germán Sánchez, *Cuba y Venezuela. Reflexiones y debates*, La Havane, Editorial José Martí, 2006, p. 200.

827 François Delprat, « Venezuela : changements et blocages d'un autre populisme », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 212.

828 Maurice Lemoine, *op. cit*., p. 54.

En conséquence, l'influence supposée ou réelle de Fidel Castro sur Hugo Chávez n'est-elle que très modérément appréciée, et peut même conduire à transformer Cuba et le Venezuela en deux parias de la zone. On retrouve la crainte d'une « contagion », qui fait alors de la Révolution cubaine une maladie, et d'aucuns évoquent même une « cubanisation »[829] du Venezuela et de son système éducatif, et il semble que l'on craigne un regain de vitalité d'un mouvement de gauche que l'on espérait mort. L'Île se défend toutefois bien évidemment de vouloir faire du Venezuela une nouvelle Cuba :

> El gobierno venezolano y el proceso revolucionario bolivariano de Venezuela es autóctono, es original, su grandeza radica en eso y le corresponde a este pueblo decidir lo que pasa en Venezuela. Por cierto, aprovecho la ocasión para decir que la campañita sobre la « cubanización » es expresión de debilidad y no de fortaleza de quienes la sostienen. ¿ Por qué ? Pareciera que se le teme al potencial histórico que se ha acumulado en Venezuela y a la singularidad de la Revolución bolivariana […].[830]

Les deux pays se défendent ainsi en présentant leurs processus politiques comme autochtones et en réaffirmant leur liberté et leur indépendance. Il est cependant indéniable que ces liens privilégiés ont induit une certaine peur, voire une peur certaine dans la communauté caribéenne.

Malgré tout ce que nous venons de dire, cette relation particulière, qui unit les deux pays mais également leurs principaux dirigeants, peut créer une émulation et contribuer à l'établissement de nouvelles relations dans la Caraïbe. Pour ce faire, il est primordial que les peurs portées par le terme « révolution » soient dépassées :

> Sans être alignés sur le Venezuela, un certain nombre de pays partagent la même philosophie que la révolution bolivarienne : la Bolivie d'Evo Morales, l'Équateur de Rafael Correa, le Nicaragua d'Ortega et, bien sûr, Cuba. Il faut toutefois comprendre qu'il y a une ambiguïté sur le terme « révolution ». Au début du XXIe siècle, que veut dire ce mot ? Quand Chávez parle de révolution, il ne pense pas à 1917 en Russie –qui va devenir l'Union soviétique– ni même à Cuba en 1959, ni au Nicaragua des sandinistes en 1979, même si, dans les deux derniers cas, il y a une filiation, de même qu'il y en a une avec Salvador Allende. Il s'agit là d'une tentative de transformation sociale. C'est d'une certaine manière pour les Latino-Américains, et pas uniquement les Vénézuéliens, une

[829] Frédérique Langue, *Hugo Chávez et le Venezuela : une action politique au pays de Bolívar*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 155.
[830] Germán Sánchez, *Cuba y Venezuela. Reflexiones y debates*, La Havane, Editorial José Martí, 2006, p. 183.

> manière de revendiquer la démocratie ; et ce, à travers les racines nationales.[831]

La révolution proposée par le Venezuela peut être une révolution des modes de pensée, en ce sens qu'elle supposerait une autre manière d'envisager l'Amérique Latine. Il ne s'agit pas ici de proposer une insurrection en armes, mais bien de rénover les liens internes au sous-continent latino-américain, ainsi que les relations du sous-continent au monde. Cela est d'autant plus vrai du fait que le Venezuela ne soit pas le seul pays à collaborer plus ou moins activement avec Cuba.

c- *Les aides et demandes de coopération de la Caraïbe à Cuba*

Comme nous l'avons vu, Cuba se place parfois en initiateur –certains diront en demandeur– des relations, mais l'on sent que le désir d'établir des relations culturelles n'est pas à sens unique. Ainsi ont lieu des manifestations scientifiques au cours desquelles les pays caribéens affirment leur envie de construire avec Cuba des liens qui permettraient enfin une connaissance de la zone.
Ce fut le cas lors de l'ouverture d'un colloque à l'Université des Antilles et de la Guyane en 1984, au cours duquel les universitaires des DOM-TOM français firent un pas en avant vers les universitaires cubains :

> Cet événement a aussi une autre signification : la volonté profonde de l'Université des Antilles et de la Guyane d'établir des relations institutionnelles durables avec Cuba, de participer avec les universités cubaines et les autres à cette aventure exaltante : la découverte de la conscience de notre être.[832]

Les différents territoires caribéens ont donc parfois souhaité intégrer pleinement Cuba à leur recherche identitaire, faisant fi des divergences politiques. Cela ne peut être que bénéfique, et apparaît au moins logique lorsque l'on souhaite découvrir la réelle et pleine quintessence de la zone.

La Caraïbe s'ouvre donc parfois à Cuba, mais lui demande aussi de s'ouvrir à elle, y compris dans d'autres domaines que celui de la culture : « De otros lugares ya nos han estado solicitando cooperación. Así la idea que surgió para ayudar a Haití y siguió por

---

[831] Maurice Lemoine, *op. cit.*, p. 52.
[832] Discours d'ouverture du colloque par Philippe Saint-Cyr, Président de l'Université des Antilles et de la Guyane, *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 10.

Centroamérica, ahora nos damos cuenta de que se va extendiendo por Latinoamérica y el Caribe. No tenemos dinero, pero tenemos capital humano »[833]. En d'autres termes, les pays de la zone caribéenne peuvent solliciter Cuba à bien des niveaux, et on se rend compte que la bonne réputation des systèmes d'éducation et de santé de l'Île peut permettre d'ouvrir une brèche dans laquelle pourraient s'engouffrer les relations culturelles. En effet, les collaborations mises en place visant par exemple à éradiquer ou pour le moins à combattre l'analphabétisme peuvent être le point de départ de relations culturelles plus étendues.
En outre, on observe que les pays caribéens conscients de leur manque de moyens financiers souhaitent dépasser ce problème, et mettent en place pour ce faire des coopérations dont les bénéfices sont avant tout humains.

Parmi les pays caribéens, certains semblent posséder des liens particuliers avec l''Île. Notons que l'histoire entre Cuba et le Mexique est singulière. Une « Sociedad Cubano-Mexicana de Relaciones Culturales » fut ainsi créée le 13 septembre 1966[834], ce qui démontre que, très tôt, les relations culturelles furent une préoccupation pour les deux États, dépassant même les obstacles diplomatico-politiques.
D'ailleurs, sans s'aligner de façon claire sur la position cubaine, le Mexique et son peuple semblent avoir toujours ressenti une certaine sympathie pour la Révolution cubaine, qui n'est bien sûr pas sans rappeler la Révolution mexicaine :

> Because the Cubans Revolution's realizations accord with the aspirations and struggles of the Mexican people in favor of agrarian reform, of the diversification of foreign commerce, of literacy and of education, in defense of the national culture, against imperialism, the anti-national forces and of the reactionary forces, it interests all Mexicans to identify with and defend the Cuban Revolution.[835]

Les Mexicains ont retrouvé dans le projet cubain de nombreux traits leur permettant de dégager des aspirations communes, ce qui a permis à Cuba de trouver au sein de la communauté latino-américaine un allié précieux.

---

[833] Fidel Castro, *Una revolución sólo puede ser hija de la cultura y las ideas*, La Havane, Editora Política, 1999, p. 37.
[834] Juan Marinello (selección de textos : Onoria Céspedes), *Homenaje y gratitud a México*, México, Centro de estudios filosóficos, políticos y sociales Vicente Lombardo Toledano, 2000, p. 63.
[835] Christopher White, *Creating a third world : Mexico, Cuba and the United States during the Castro era*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2007, p. 65.

À ce sujet, il faut souligner que le Mexique fait figure de Nation « tempérée » dans la région, puisque défendant ses intérêts tout en conservant malgré tout une certaine indépendance, à tout le moins d'esprit, et que l'image positive dégagée par le pays a pu conduire à former un bloc autour de Cuba :

> Moreover, because Mexico is widely perceived in the basin as a bellwether centrist state, there was always a chance that other moderate Caribbean nations might follow in its footsteps, creating a regional center of left coalition whose existence would restrain any major interventionist proclivities on Washington's part.[836]

Cuba a ainsi pu compter sur le soutien du Mexique, qui n'a cependant jamais totalement encensé la Révolution cubaine, et s'est même permis d'en critiquer certains points. Malgré tout, des échanges féconds ont eu lieu entre les deux nations, et d'ailleurs, pour certains observateurs, les migrations de Cubains vers la péninsule du Yucatan ont fait d'elle une région où « la culture cubaine prévaut », et est « similaire » à celle de l'Île plus qu'aucune autre[837]. Il est intéressant de voir que les cultures cubaine et mexicaine se sont interpénétrées et ont donné lieu à une hybridité qui ne semble pas donner lieu à conflit. Ces deux cultures, historiquement proches, sont donc encore aujourd'hui le lieu d'un dialogue culturel.

Et en effet, les liens cubano-mexicains sont solides et prennent de multiples formes, passant même par le tourisme : « México es el séptimo acreedor de Cuba y el origen del 4,5% de los turistas que arribaron a la Isla en 1997 »[838]. Le fait que Cuba soit une destination prisée par les touristes mexicains peut permettre un rapprochement des peuples, qui, dès lors qu'ils se retrouvent, communiquent et transmettent une partie de leur culture.

Bien entendu, la Caraïbe peut être amenée à demander de l'aide à d'autres pays ou institutions, et l'ensemble de la zone, Cuba comprise, a maintes fois clamé son besoin de « coopération technique en matière de développement culturel »[839], notamment en ce qui concerne la protection et la préservation du patrimoine culturel et de la culture populaire, la

---

[836] Michael Erisman, *Cuba's international relations : the anatomy of a nationalistic foreign policy*, Boulder (Colorado), Westview Press, 1985, p. 143.

[837] Christopher White, *op. cit.*, p. 33.

[838] Luis Suárez Salazar, *El siglo XXI : posibilidades y desafíos para la Revolución cubana*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2000, p. 270.

[839] UNESCO, Comité régional intergouvernemental intérimaire du projet majeur dans le domaine de l'éducation en Amérique Latine et dans les Caraïbes, *Conférence régionale des Ministres de l'Éducation et des Ministres Chargés de la planification économique dans les États membres d'Amérique Latine et des Caraïbes*, Paris, UNESCO, 1980, p. 15.

formation pratique aux arts plastiques… Ainsi, la Caraïbe ne rejette pas le monde, et lui tend tout au contraire la main.

Chapitre 2 : Les promoteurs des relations culturelles dans la Caraïbe

Les relations culturelles sont animées par un certain nombre d'institutions, et on pourrait tout d'abord citer les organismes dédiés à la coopération régionale. De fait, grâce à certaines institutions de coopération économique et/ou d'intégration régionale, comme le CARICOM, des progrès concernant la collaboration culturelle dans la Caraïbe sont identifiables :

> En el sector de la cultura igualmente se han producido éxitos, se ha delineado y puesto en práctica un Programa Regional de Cooperación cultural que incluye : realización de seminarios, intercambio cultural, creación del Archivo Regional de Material Folklórico Caribeño Audiovisual, y cooperación en la promoción de producción cinematográfica documental.[840]

Malgré tout, Cuba n'est pas membre du CARICOM, et même si l'organisme et le pays ont pu entretenir des relations étroites[841] et propices à une collaboration active, il ne nous a pas semblé pertinent de nous attarder trop longuement sur le sujet. Cette décision est de surcroît étayée par le fait que bon nombre de réunions et colloques organisés par les institutions officielles caribéennes concernant la culture dans la Caraïbe ne débouche que sur l'émission de vœux pieux, et rarement sur la concrétisation de projets[842].

L'on peut toutefois citer quelques-uns des événements organisés par ces institutions, et notamment le Séminaire sur la Situation Culturelle de la Caraïbe Anglophone (Caracas, 1978), la Rencontre latino-caribéenne de la Télévision culturelle (1990), l'Atelier sur les Politiques Culturelles et l'Administration Culturelle pour les îles de la Caraïbe de langue anglaise (qui eut lieu en 1991 à Sainte Lucie et auquel participèrent des représentants de Saint Kitts, Saint Vincent, la Grenade et la Dominique)[843].

On voit que les propositions émises concernent pour une large part la Caraïbe anglophone, ce qui n'est pas étonnant du fait que le CARICOM regroupe des pays de langue anglaise. Toutefois, l'offre ne s'arrête pas uniquement à ces pays et permet donc une interactivité

---

[840] Armando López Coll, *La colaboración y la integración económicas en el Caribe*, La Havane, Editorial de ciencias sociales, 1983, p. 260.

[841] Armando López Coll, *op. cit.*, p. 264.

[842] Clara Serfaty, « Políticas culturales interestatales y programas de intercambio cultural », *in* Francine Jácome (éd.), *Diversidad cultural y tensión regional : América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad, 1993, p. 115.

[843] Clara Serfaty, *op. cit.*, pp. 115-116.

entre tous les États de la zone, s'ouvrant même à l'ensemble du sous-continent latino-américain.

Par ailleurs, certaines institutions œuvrant dans la Caraïbe ne sont pas spécifiquement caribéennes. Ainsi, le CARIFORUM[844] s'est engagé dans une politique de création de centres culturels en Jamaïque, à Trinidad et Tobago, en République Dominicaine et à la Barbade[845]. L'Île maintient également une étroite collaboration avec l'UNESCO, dont elle exalte souvent le travail[846], et qui a aidé la *Casa del Caribe*[847] dans certaines de ses recherches concernant la culture caribéenne[848].
Il faut à ce sujet relever que l'UNESCO peut agir comme un pont entre les nations latino-américaines, et qu'elle a depuis des années œuvré pour le développement des relations culturelles interaméricaines :

> En la década del setenta, la UNESCO continuó con la tarea de promover la puesta en marcha de políticas culturales a nivel de los Estados como la creación de ministerios e institutos nacionales de cultura en varios países de América Latina, a través de los lineamientos propuestos en diversos foros y reuniones internacionales. Una de ellas fue la Conferencia Intergubernamental sobre Políticas Culturales en América Latina y el Caribe, celebrada en Bogotá en 1978, la cual reza en su Declaración : « la cultura y su desarrollo están estrechamente ligados a la comunicación, a la educación, a la ciencia y a la tecnología, y, en consecuencia, las políticas relativas a cada uno de estos campos deben ser concertadas en el cuadro de la concepción de un desarrollo integral ». Asimismo, la UNESCO creó en 1974 el Fondo Internacional para la Promoción de la Cultura, donde la participación financiera y humana de los países de la región fue decisiva.[849]

L'UNESCO a pleinement participé d'un projet de valorisation de la culture, et de la mise en place d'institutions –plus ou moins– fortes capables de soutenir les relations culturelles. Elle a en parallèle œuvré à la reconnaissance de la culture, et lui a redonné ses lettres de noblesse au sein d'un plan de développement total des pays latino-américains.

---

[844] Forum caribéen des États ACP (Afrique, Caraïbe et Pacifique). La statut de « membre observateur » a été accordé à Cuba en 1999.
[845] Clara Serfaty, *op. cit*., pp. 209-210.
[846] Armando Hart Dávalos, *Cultura en revolución*, Mexico, Nuestro Tiempo, 1990, p. 158.
[847] Créée en 1982, cette institution cubaine est chargée de promouvoir la culture caribéenne autant que de l'étudier scientifiquement.
[848] Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Edición especial, Junio de 1982/Diciembre de 1983, p. 8.
[849] Alejandra Radl, *La dimensión cultural, base para el desarrollo de América latina y el Caribe : desde la solidaridad hacia la integración*, Buenos Aires, Banco Interamericano de Desarrollo-Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe, 2000, p. 21.

Par ailleurs, « depuis 1983, Cuba participe au programme « Réseau d'Écoles Associées » de l'UNESCO (Red PEA), intégré au Projet Régional d'Éducation pour l'Amérique Latine et la Caraïbe (PRELAC) dont la première réunion intergouvernementale s'est tenue à La Havane en novembre 2002 »[850]. Il faut souligner que Cuba participe à des projets soutenus par des instances internationales et portant sur l'éducation, qui est un vecteur indéniable de la culture –voire un de ses versants.
De plus, l'importance de la capitale cubaine est incontestable, en ce sens qu'elle est souvent le lieu des réunions inaugurant ou impulsant une nouvelle démarche d'union de la Caraïbe, et qu'elle semble être le centre d'où partent les impulsions données aux relations culturelles.

Cuba a encore reçu, par l'intermédiaire de son Institut Pédagogique de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, le Prix UNESCO « Rey Sejong » en 2006[851], récompensant ainsi la méthode d'alphabétisation « Yo sí puedo ». Si Cuba s'investit, elle est donc en retour reconnue, et il est intéressant d'observer qu'elle l'est principalement par des organismes internationaux, et non intrinsèquement caribéens.

Malgré tout, nous avons fait le choix de ne pas nous attarder trop longuement sur ces institutions, et de nous consacrer à des formes particulières et peu étudiées des relations culturelles, en nous attachant à comprendre l'impact de certaines grandes figures de la Caraïbe –qu'elles soient encore vivantes ou que leur décès ait contribué à les mythifier– sur ces liens culturels, mais également des Caribéens eux-mêmes.

En effet, il nous semble intéressant d'insister sur le fait que les relations culturelles cubaines s'appuient parfois sur les dirigeants de l'Île, non que ces derniers impulsent ces relations par une volonté affirmée de tisser des liens, mais plutôt du fait de leur personnalité. Cela est surprenant, et on peut dès lors de s'interroger sur la stabilité et la portée de liens tendus plutôt entre personnalités politiques qu'entre États.

De surcroît, comme nous l'avons déjà relevé, la culture est intimement liée à l'Homme, et en conséquence, aux peuples et populations. Observer la volonté de ces derniers quant aux

---

[850] Hortense Faivre d'Arcier-Flores, « La vocation internationale de la Révolution : une exception cubaine ? », *in* Sandra Hernández (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, p. 71.
[851] *Ibid*.

relations culturelles, mais également les moyens dont ils disposent peut alors s'avérer pertinent.

1- Le pouvoir cubain

a- *Fidel Castro*

Lorsque l'on évoque les dirigeants cubains depuis 1959, le premier nom qui vient bien évidemment à l'esprit est celui de Fidel Castro. Le *Comandante*, personnage hautement controversé et parfois amplement méconnu puisqu'au cœur de débats houleux où s'affrontent les stéréotypes, reste l'une des grandes figures de la libération du continent latino-américain dans son ensemble, et, *a fortiori*, de la Caraïbe.

Cette image que nous avons de Fidel Castro s'est construite avec le temps, et s'est appuyée sur le romantisme attribué à la figure du guérillero, mais également sur la personnalité du chef de file du mouvement révolutionnaire. En effet, s'il ne l'a pas nécessairement cherché, il faut reconnaître que son apparente intransigeance et son implication totale dans la Révolution lui ont conféré un statut particulier dans l'inconscient collectif. L'activisme de Fidel Castro lui a d'ailleurs permis d'organiser une chaîne de soutien au mouvement révolutionnaire cubain, bien avant l'arrivée des troupes révolutionnaires sur l'Île en 1956 :

> Le réseau de solidarité internationale à la Révolution cubaine s'est créé bien avant la victoire de Fidel Castro. Celui-ci a passé deux ans au Mexique à préparer son expédition de décembre 1956 à bord du Granma et il reçut un soutien militaire en 1958 de la part de pays comme le Venezuela et le Costa Rica. Dès 1959-1960 se constitue, à l'initiative de Castro, un bloc démocratique latino-américain, soucieux de combattre les dictateurs et très critique à l'égard de l'attitude souvent complaisante des États-Unis.[852]

Très rapidement, Fidel Castro s'est imposé comme le moteur d'une émancipation totale de la Caraïbe et de l'Amérique Latine, et il a été au centre d'une nouvelle façon d'envisager les relations du sous-continent, à travers son opposition aux États-Unis. D'ailleurs, son célèbre plaidoyer, prononcé en 1953 et connu sous le nom « L'Histoire m'absoudra » configurait déjà dans une certaine mesure la projection de la future Révolution cubaine en Amérique Latine :

[852] Olivier Dabène, *La région Amérique Latine, Interdépendance et changement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 119.

> […] que la política cubana en América sería de estrecha solidaridad con los pueblos democráticos del continente y que los perseguidos políticos de las sangrientas tiranías que oprimen a naciones hermanas, encontrarían en la patria de Martí, no como hoy, persecución, hambre y traición, sino asilo generoso, hermandad y pan.[853]

De plus, il faut souligner que le *Comandante* s'est créé un réseau de relations personnelles et officielles pouvant participer de l'élaboration de liens entre Cuba et le reste de l'espace caribéen. En tant qu'homme d'État, Fidel Castro a contribué d'une façon ou d'une autre à l'établissement de relations, aux niveaux diplomatique et officiel, entre son pays et ses voisins.

Beaucoup de peuples et de dirigeants lui accordent en outre, depuis plus de cinquante ans, toute leur sympathie, et voient en lui le symbole d'une liberté et d'une émancipation longtemps rêvées. Avant même que la Révolution cubaine ne triomphe, il avait posé les bases d'une conduite et d'une pensée à laquelle certains pays latino-américains adhérèrent : « Fidel Castro prononça un très long discours – « L'Histoire m'absoudra »[854]– qui un jour deviendrait pour beaucoup le symbole de la libération de Cuba et de toute l'Amérique »[855]. Son célèbre plaidoyer devint un programme politique non seulement pour Cuba, mais également pour une large partie de la Caraïbe et de l'Amérique Latine, qui voyait alors en Fidel Castro un opposant à l'ingérence états-unienne et un défenseur de l'émancipation totale du continent. D'ailleurs, les nombreuses interventions de Fidel Castro font état de sa volonté de voir la Révolution (autrement dit les valeurs que celle-ci porte en germe) s'affirmer dans la politique extérieure de Cuba, mais également de son envie d'une prise de conscience latino-américaine des dangers de l'impérialisme[856].

Par ailleurs, d'aucuns considèrent que la politique culturelle révolutionnaire de l'Île est née avec le discours prononcé le 30 juin 1961 par Fidel Castro, et connu sous le nom de « Palabras a los intelectuales »[857]. Ce discours enjoignait les intellectuels de collaborer activement à la Révolution, et la phrase retenue par l'Histoire explique sans doute

---

[853] Roberto Regalado, *La proyección continental de la Revolución cubana*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 1.

[854] Connu aussi sous le titre français « L'Histoire m'acquittera », ce discours-plaidoyer fut prononcé par Fidel Castro, qui se défendait lui-même (étant avocat de formation) lors de son procès pour l'assaut de la Caserne Moncada le 26 juillet 1953.

[855] Olivier Dabène, *L'Amérique Latine au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 100.

[856] Edward Gonzalez, « Institutionalization, political elites and foreign policies », *in* Cole Blasier, Carmelo Mesa-Lago (éd.), *Cuba in the world*, Pittsburg, University of Pittsburg press, 1979, p. 19.

[857] Toby Miller, George Yúdice, *Cultural policy*, Londres, Sage, 2002, p. 136.

l'orientation des relations culturelles de l'Île : « Dans la Révolution tout, contre la Révolution rien ».

Ainsi, ses allocutions officielles montrent très souvent en creux la façon dont l'Île mène sa politique de coopération, notamment culturelle, et l'ouverture ou au contraire la fermeture de Cuba à l'espace caribéen. C'est également en observant la place accordée à la culture dans ses discours que l'on prend conscience des enjeux de la politique culturelle menée par les autorités cubaines : « Cuando Fidel insiste, hasta la saciedad, en que cada ciudadano del país adquiera una cultura general integral, está apostando por el desarrollo de las ideas y la conciencia como antídotos contra las acechanzas del enemigo […] »[858].

Il faut avouer que les interventions de Fidel Castro regorgent d'informations sur la politique culturelle cubaine, et sur les stratégies mises en place pour établir des liens avec le monde, bien qu'il faille parfois lire entre les lignes et que la culture soit très souvent reliée dans les discours du *Comandante* à des considérations politiques. Ainsi dit-il en février 1966 :

> Y si hay una herencia universal que la humanidad se ha legado a sí misma es la cultura, es la ciencia, es la técnica. Y nosotros, países subdesarrollados, países económicamente pobres […], […] tenemos el derecho a reclamar nuestra participación en el acervo cultural, científico y técnico en el mundo.[859]

Il est très clair que Fidel Castro s'est positionné en *leader* des revendications et aspirations latino-américaines, mais également en défenseur des pays « pauvres » et « sous-développés ». Dès lors, en présentant l'image d'un chef d'État intéressé par le bien-être des populations « opprimées », il n'a pu qu'attirer les regards sur lui, mais également sur Cuba et sa Révolution, contribuant à sortir partiellement l'Île de son isolement.

En outre, on comprend aisément l'impact d'une rhétorique clairement tournée vers les populations désœuvrées dans la Caraïbe, puisque la zone compte avec de nombreux pays vivant des situations économiques difficiles.

Pour certains, Fidel Castro est d'ailleurs un héritier spirituel des libérateurs de l'Amérique Latine, il est souvent vu comme le digne successeur des grands noms s'étant battus pour l'émancipation pleine et entière des pays du sous-continent. Cette image séduisante fait

---

[858] Eliades Acosta, *La cultura revolucionaria*, Mexico, Ocean Sur, 2008, pp. 8-9.

[859] Abel Prieto Jiménez, « La cultura cubana : resistencia, socialismo y revolución », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 5.

qu'il s'insère presque naturellement dans l'Histoire de chaque pays qui compose la région, et que chacun de ces pays peut reporter sur lui les espoirs et aspirations qui lui sont propres :

> A Fidel siempre lo vimos en Haití como una suerte de prolongación y superación histórica de un personaje que se llama Jean-Jacques Dessalines, el principal héroe de nuestra independencia, una fuerza de la naturaleza que fue el conductor y constructor del Estado-nación.
> Muchos de los jóvenes haitianos de ayer y de hoy, al oír hablar de Fidel, han pensando en este líder caribeño y latinoamericano como una reencarnación espiritual de Jean-Jacques Dessalines.[860]

De la sorte, l'image de Fidel Castro est parfois celle d'un héritier messianique, représentant des valeurs communes à de nombreux Caribéens, et il faut admettre que cette vision de lui a pu lui permettre de nouer des contacts solides avec la région. Ces contacts, bien que très abstraits et fondés sur une vision ou une aspiration partagée plus que sur un réel projet commun, ont tout de même le mérite d'être à la base de contacts ultérieurs plus étroits.

Par ailleurs, cette image presque mythique de Fidel Castro était notamment très forte durant les prémices de la Révolution cubaine –époque durant laquelle la priorité n'était pas à l'établissement de relations culturelles pour l'Île– et revient avec plus de force dans la région depuis quelques années. En effet, une fois encore, le « virage à gauche » opéré en Amérique Latine et la nouvelle donne de l'échiquier mondial ont permis la résurgence des figures historiques auxquelles Fidel Castro reste associé.

Bien que nous ne pensions nullement que la Révolution cubaine puisse être réduite à ce que d'aucuns nomment la Révolution castriste, il faut reconnaître que cet homme, simplement appelé « Fidel » par certains, reste le visage du processus révolutionnaire cubain.

Bien évidemment, nous ne prétendons pas que Fidel Castro ait établi à lui seul et par sa seule volonté toutes les relations, et principalement les relations culturelles de Cuba avec l'ensemble de la planète ni même avec la Caraïbe, mais il faut admettre que derrière l'homme politique, l'homme seul a son importance : « Le cours emprunté par la Révolution cubaine, bien qu'il doive énormément à l'exceptionnelle personnalité de Fidel

[860] Gérard Pierre-Charles, « Cuba nos trajo vientos de rebeldía y esperanza », in Eduardo Heras León, *Cultura y Revolución a cuarenta años de 1959*, La Havane, Casa de las Américas, 1999, p. 100.

Castro, a été à toutes les étapes imprimé et ratifié par une très large majorité du peuple cubain. Ce n'est pas la révolution castriste, ni guévariste non plus »[861].

Tout à l'inverse, il est aussi l'emblème de ce que beaucoup ont voulu combattre. En symbolisant un processus que certains voulaient absolument contrecarrer, il est devenu l'emblème du mal, et la somme de tous les maux cubains, puisque l'Île a pu être isolée, les idées, elles, ne peuvent être arrêtées : « On peut isoler Cuba au sens matériel, mais la révolution cubaine ne peut être isolée : on ne peut pas décréter que Fidel Castro n'existe pas »[862].
Personnifiant le mal absolu pour certains pays et gouvernements caribéens, il fut le personnage sur lequel se focalisa l'aversion, et devint le point d'achoppement des relations, culturelles et d'autres domaines, entre Cuba et la zone caribéenne.

Il faut admettre que Fidel Castro a su ajuster sa politique au gré des bouleversements historiques qu'a connus le monde : « Son adaptabilité et sa capacité à utiliser les ressources si particulières de l'insularité sont parmi les facteurs clés de son maintien au pouvoir »[863]. Si le *Comandante* maîtrise l'insularité, c'est peut-être qu'il a su en faire l'un des moteurs des relations de son pays, et qu'en tous les cas il ne s'est pas laissé décourager par elle.

D'autre part, certaines actions à but politique menées en Amérique Latine l'ont été sous la bannière « fidéliste » tout autant que derrière l'étendard marxiste : « [Au Surinam,] en 1980, le gouvernement élu fut renversé par un coup d'état fomenté par un groupe d'une vingtaine de jeunes militaires se réclamant de Fidel Castro et du marxisme sous la conduite de Desie Boutersee […] »[864]. Cela put contribuer à la popularité de Cuba et de sa Révolution et conduire inversement à une méfiance incompatible avec l'élaboration de relations.
En tous les cas, le fait que les termes « castrisme » ou « fidelisme » existent prouve l'influence du personnage. Autour de lui semble s'être créée une aura, et le pas entre mythification et mystification peut facilement être franchi dès lors qu'on l'évoque. Ainsi,

---

[861] Paul Estrade, « Une révolution *sui generis* inscrite à jamais dans l'histoire », *in* Sandra Hernández (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, pp. 8-9.
[862] Herbert Matthews, *Fidel Castro*, Paris, Éditions du Seuil, 1970, p. 289.
[863] Philippe Létrilliart, *Cuba, l'Église et la Révolution*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 24.
[864] Jean Crusol, « Les ruptures politiques d'après-guerre : la bipolarisation du monde et les voies divergentes de décolonisation insulaire », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 44.

le mot « fidelisme » ne fut utilisé dans un premier temps que pour désigner « la voie que devait poursuivre la Révolution » et l'« envie de changements »[865] perceptible sur l'ensemble du sous-continent latino-américain.

Fidel Castro fut considéré non seulement comme l'inspirateur mais également comme l'instigateur de certains mouvements révolutionnaires caribéens ou latino-américains[866], ce qui lui valut la défiance de certains pays de la zone, qui semblèrent parfois plus opposés à Fidel Castro, sa personnalité et sa manière d'être qu'à Cuba ou même à la Révolution cubaine.

Quoi qu'il en soit, les liens de Cuba avec la Caraïbe se forment en partie grâce ou à cause des dirigeants. C'est bien là l'une des particularités des relations, et surtout des relations culturelles, que de pouvoir s'établir sur la base d'une complicité entre représentants d'États, dépassant ainsi la raison politique et la logique économique, même si, soulignons-le, tout est loin d'être aussi simple et que peuvent se cacher bien des enjeux derrière l'établissement de liens.

Comme déjà évoqué, les liens actuels entre Cuba et le Venezuela se sont en partie noués à travers la relation entre Fidel Castro et Hugo Chávez –on observe par exemple que « la rhétorique d'Hugo Chávez est très inspirée de celle de Fidel Castro »[867]. De nombreuses études sont publiées de nos jours à ce sujet, et d'aucuns décrivent l'amitié entre les deux hommes comme un « lien émotionnel »[868], ce qui prouve l'importance de l'héritage du révolutionnaire cubain –qu'on le considère positif ou non– puisque c'est bien la Révolution qu'incarne Fidel Castro qui est au cœur de tout.

Le rapprochement entre Fidel Castro et Hugo Chávez a de nombreuses fois été critiqué, et certains représentants diplomatiques cubains, à l'instar de l'Ambassadeur de Cuba au Venezuela entre 1994 et 2009, Germán Sánchez, défendirent la relation entre les deux hommes, en soulignant qu'il ne s'agissait aucunement d'une relation exclusive, ni d'un lien

---

865 Thomas Wright, *Latin America in the era of the Cuban Revolution*, Londres, Praeger, 2001, p. 39.

866 Olivier Dabène, *La région Amérique Latine, Interdépendance et changement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, pp. 119-120.

867 Hortense Faivre d'Arcier-Flores, « Le rôle de Cuba sur la scène politique latino-américaine, 1991-2011 », communication présentée lors de la journée d'études « Cuba frente al « Periodo especial » y las crisis globales 1991-2011 », le 14 mai 2011, organisée par Hortense Faivre d'Arcier-Flores et Salim Lamrani, GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise/CICC).

868 Américo Martín, *América y Fidel Castro*, Miami, Ediciones Universal, 2001, p. 135.

de domination de l'un sur l'autre, et que les critiques reposaient fondamentalement sur le désir –émanant principalement des États-Unis– de ternir la Révolution cubaine :

> Creo que el presidente Chávez se ha encontrado, […] en este período más veces con el presidente de Colombia que con el presidente Fidel Castro. Pero, además, […] [el] presidente Chávez tiene relaciones personales con otros muchos presidentes de la OPEP y de América Latina. […]. Según aprecio, el presidente Chávez se caracteriza por una política exterior muy activa, diversa, amplia, ¿ por qué llamaran tanto la atención sus relaciones con Fidel ? Son los prejuicios de un sector de la oposición, y se quieren utilizar esos nexos para difamar a Cuba y al presidente Chávez. ¿ Por qué razón los vínculos de dos jefes de Estados, que, además, se conocieron antes que uno de ellos fuera presidente, desde 1994, cuando iniciaron una amistad, van a provocar críticas ? […] El problema es que a los Estados Unidos de América les interesa que Cuba sea un país aislado […].[869]

Bien que l'amitié cubano-vénézuélienne inspire de nombreuses critiques, notamment du fait qu'on la voit parfois comme particulière et spécifique (autrement dit, du fait qu'on puisse penser qu'elle s'exerce au détriment des autres pays et autres relations), Fidel Castro a aussi des liens privilégiés avec d'autres représentants caribéens ou latino-américains : « […] malgré [l'embargo états-unien], le régime cubain semble avoir conservé quelques atouts diplomatiques. Fidel Castro est invité à l'intronisation des Présidents démocratiquement élus de l'Équateur, du Venezuela et du Brésil » [870], ainsi que de Colombie[871].

De la sorte, Fidel Castro reste, du moins en partie, une clé de voûte des relations de son pays, et il semblerait que l'éviter ou l'inviter revienne pour les pays voisins de l'Île et pour l'ensemble de la communauté latino-américaine à accepter ou rejeter la Révolution et ses principes. Effectivement, puisqu'il est un emblème, entretenir des relations avec lui, ou déclarer au contraire son rejet du personnage est égal à déclarer son admiration ou son antipathie pour le symbole lui-même et pour ce qu'il découvre.

Partant, certains ont assumé leur relation avec l'ancien chef d'État cubain de façon très explicite, la présentant parfois comme un privilège, ou ont cherché sa compagnie, et peut-être à montrer au monde leur amitié : « [Manley] made a point of traveling in Fidel Castro's personal jet to the Algiers summit of the Non-Aligned Movement »[872]. S'afficher aux côtés de Fidel Castro semble ainsi avoir été synonyme d'adhésion au projet politique

[869] Germán Sánchez, *op. cit.*, p. 200.
[870] Éric Nabajoth, *Les relations internationales dans la Caraïbe*, Lyon, L'Hermès, 1996, p. 188.
[871] *Ibid*.
[872] Hillman Richard, *Distant neighbors in the Caribbean*, New Cork, Praeger, 1992, p. 163.

qu'il défendait, et l'on comprend que des relations culturelles n'aient pas pu être établies avec tous les pays de la Caraïbe.

Fidel Castro conserve en tous les cas une importance capitale dans l'établissement de relations de son pays. Ses détracteurs semblent pressés de le voir disparaître, et ses admirateurs peuvent penser que, si sa mort intervenait à ce moment précis de l'Histoire, moment où Cuba a réussi le pari de revenir sur la scène caribéenne, elle contribuerait à le figer comme une icône pour des millénaires :

> En ce début du XXIe siècle, l'Amérique latine connaît un véritable tournant démocratique à gauche. Certains des dirigeants nouvellement élus revendiquent peu ou prou l'héritage de Fidel Castro, et Cuba se trouve de nouveaux appuis politiques et économiques dans la région. C'est peut-être le meilleur moment pour lui de disparaître ?[873]

En tous les cas, les études sur l'après-Fidel sont nombreuses : « En los últimos 15 años, todos los analistas de la realidad cubana se han enfrentado, al menos una vez, al intento de responder a la gran pregunta : ¿ qué pasará « después de » ? »[874]. Quelle preuve plus explicite pourrait-elle être apportée concernant le poids symbolique de Fidel Castro ?

b- *Ministres et représentants diplomatiques*

Pour tenter de comprendre les relations culturelles de l'Île, il faut s'intéresser à d'autres figures politiques que celles de Fidel Castro. En effet, de nombreuses personnes au service de l'État ont œuvré à l'établissement ou au rétablissement des relations culturelles de l'Île :

> El Gobierno de Cuba ha sido capaz de proyectar su influencia relativa en el ámbito internacional en virtud de la eficiente participación de sus representantes en las organizaciones a las que pertenece. Cuba posee un equipo diplomático bien preparado y extremadamente profesional, que envía delegados idóneos a las reuniones de las organizaciones internacionales. Un excelente ejemplo es el muy competente abogado internacional Miguel Alfonso, que fue elegido para la vicepresidencia de la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas, a pesar de las campañas de Estados Unidos contra Cuba realizadas en ese foro.[875]

---

[873] Alexandre Héraud, Léa Garrigues, *Fidel Castro, une mort annoncée*, Paris, Édite, 2007, p. 9.

[874] Cristina Xalma, *Cuba : ¿ hacia dónde ? ; transformación política, económica y social en los noventa ; escenarios de futuro*, Barcelone, Icaria, 2007, p. 153.

[875] Julie M. Feinsilver, « La actual integración de Cuba en los sistemas internacionales y hemisféricos », *in* Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile, *Estudios Internacionales*, « Cuba en el sistema internacional : normalización y reintegración », Juillet-décembre 1994, N° 107/108, p. 515.

L'appareil diplomatique cubain a travaillé et travaille encore activement à représenter Cuba, et à lui offrir une visibilité à l'échelle planétaire. En outre, on constate que le travail fourni est couronné de réussites, et que la diplomatie cubaine est particulièrement préparée aux rencontres internationales.

La nébuleuse que l'on appelle « gouvernement cubain » –car ses représentants sont finalement peu connus de par le monde– semble jouir d'un prestige non négligeable sur l'ensemble du sous-continent latino-américain. Ainsi, même lorsque l'URSS a disparu, et donc à un moment apparemment fort peu propice, Cuba a réussi à occuper les créneaux vacants du « *leadership* » latino-américain :

> El poder de convocatoria de la dirigencia cubana en las organizaciones y fuerzas sociales latinoamericanas ha sido una sorpresa moderada, habida cuenta del contexto mundial y regional prevaleciente. La amplia revisión ideológica y estratégica en la izquierda nacionalista, la pérdida de vigencia de la alternativa armada y la multiplicación de los diálogos de paz, y la incertidumbre sobre la sobrevivencia de los partidos comunistas en la mayoría de nuestros países, no eran el escenario más propicio al proyecto cubano. No obstante, los restos del mito revolucionario y de los logros sociales cubanos y la persistente actitud anti-Estados Unidos, en el marco del serio y prolongado impacto social de la crisis económica en gran parte de la población latinoamericana, permitieron a la dirigencia cubana ocupar un lugar destacado en el vacío de liderazgo internacional que enfrentaba la izquierda latinoamericana.[876]

On observe assez nettement que le mythe de la Révolution cubaine reste un atout conséquent pour Cuba, mais également que l'Île sait profiter de la moindre occasion pour occuper le terrain latino-américain. Les actions diplomatiques cubaines permettent effectivement à l'Île de rester en contact avec l'ensemble des pays du sous-continent, et lui assurent une certaine place au sein des instances panaméricaines.

Au sein des instances dirigeantes cubaines, certains hommes politiques se sont nettement détachés par leur apparente ouverture au dialogue avec l'ensemble des acteurs culturels mondiaux :

> Abel Prieto […], essayiste et romancier, ministre de la Culture depuis 1997 après avoir présidé l'UNEAC depuis la fin des années 1980, devenu l'une des figures politiques les plus importantes du

[876] Francisco León, « Cuba : una opción latinoamericana de inserción internacional », *in* Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile, *Estudios Internacionales*, « Cuba en el sistema internacional : normalización y reintegración », Juillet-décembre 1994, N° 107/108, p. 526.

> pays, est incontestablement l'un des principaux artisans et garants de l'ouverture culturelle.[877]

Certains ministres et hauts responsables favorisent le dialogue culturel à Cuba, mais également les échanges culturels entre l'Île et ses voisins. Si c'est le cas d'Abel Prieto, on peut encore citer les noms de Carlos Martí, poète et ancien directeur de l'UNEAC, ou bien encore l'écrivain Omar González, qui dirigea pour sa part l'ICAIC[878].

2- Les peuples

Distinguer les peuples des dirigeants en dit long, mais nous avons effectivement fait le choix de les observer comme deux entités différentes. Il convient de se demander s'il existe un lien entre les aspirations des populations, et les réalisations concrètes des États et de leurs dirigeants.

En outre, mettre les peuples en avant lorsque l'on étudie les relations culturelles n'est pas insensé, puisque la culture est plus qu'étroitement liée aux populations : « […] las políticas culturales [están] empezando a ser demasiado importantes como para dejarlas en manos de las instituciones culturales »[879].

La culture permet aux peuples en tant qu'ensembles et réseaux sociaux mais également aux êtres, en tant qu'individus, de se regrouper et de se retrouver au sein d'un espace partagé, qui leur confère en outre le sentiment d'appartenir à un groupe se réclamant d'une identité commune. Des liens, tels que ceux découlant de l'ethnicité[880], peuvent alors unir les citoyens et leurs représentants, créant une émulation autour d'un projet commun lié à la culture et aux relations qu'elle permet d'établir.

Malgré tout, on constate que la culture dite « populaire » est bien souvent déconsidérée, ce qui souligne les efforts qui restent à fournir par les gouvernements en matière de liens

---

877 Jean Ortiz, « La Période spéciale : une chance pour la culture cubaine », in Christian Lerat (éd.), Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 175.

878 *Ibid*.

879 Lázaro Israel Rodriguez Oliva, « Cooperación cultural en el espacio iberoamericano. Diálogo con Fernando Rueda », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 79.

880 Ralph R. Premdas, « Anatomie du conflit ethnique – La domination contre la réconciliation », *in* Mamadou Diouf, Ulbe Bosma, *Histoires et identités culturelles dans la Caraïbe : trajectoires plurielles*, Paris, Karthala, 2004, p. 144.

culturels. Bien qu'émanant directement du peuple, la culture qui fait partie de la vie quotidienne des populations peut n'être qu'un point en marge de la culture que les États souhaitent mettre en avant et diffuser de par le monde : « The cultural inventions of the people from below are what they invest the society with cultural meaning and purpose ; yet they continue to exist on the margin or as sub-culture »[881].

Bien évidemment, cela pose problème en ce sens que le peuple peut se sentir mis à part et peu concerné par la culture élitiste que se proposent d'exporter à l'étranger leurs gouvernements respectifs. Ce fait peut conduire les peuples à se résigner, et à se replier sur eux-mêmes en ne cherchant pas le contact avec le voisin, ou tout au contraire à la « rébellion » et à la volonté d'établir par eux-mêmes et pour eux-mêmes les relations culturelles qu'ils estiment mériter.

D'ailleurs, c'est très largement à partir de la culture « populaire », hors du contrôle et contre la volonté des anciennes puissances coloniales que s'est développée la culture caribéenne :

> If the British imperial power *governed* for those 300-odd years under colonialism, it was the ordinary people who *ruled*. Their devices were regarded as « sub-cultures ». But that underground sub-culture, as Edward Kamau Brathwaite would say, from under the sea –submarine– influenced, coerced, teased the ethos into something definably « Caribbean ».[882]

Les pratiques culturelles du peuple, dites « populaires », peuvent être perçues par les gouvernements comme des « sous-cultures », mais il n'en reste pas moins qu'elles sont des substrats importants aux relations culturelles entre les États. L'un des défis pour Cuba et la Caraïbe à l'heure d'établir des relations culturelles reste donc celui de la prise en considération de toutes les cultures, de toutes leurs expressions et de tous leurs versants, afin de ne pas convertir le lien issu de la culture en une pratique dénuée d'intérêt pour les principaux intéressés.

Par ailleurs, il faut dire que l'on tente souvent de définir la culture, que l'on en parle parfois comme d'un phénomène, mais que l'on peut malgré tout oublier qu'il s'agit d'un concept et d'une réalisation propres à l'être humain. Cette particularité induit presque

---

[881] Rex Nettleford, « Threats to national and cultural identities », *in* Anthony Bryan, Edward Greene, Timothy Shaw, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, p. 251.
[882] Rex Nettleford, *op. cit.*, p. 242.

inévitablement une nécessaire interrogation sur ce que les Hommes intègrent ou non à leur culture :

> Dado el carácter eminentemente creador de la cultura y que por ello no es nunca un fenómeno estático o definitivo, sino un proceso en constante devenir, es que se puede enunciar también el concepto *cultura consciente*, como una herramienta que puede contribuir a clarificar les reflexiones y la praxis cultural actual. Cultura consciente es « aquella que no es tanto un resultado, sino una decisión consciente de cómo se quiere ser, qué formas se quieren tener, qué saberes se quieren desarrollar ; una cultura que mire hacia el futuro, aun cuando se apoye y tenga en cuenta la cultura inconsciente, la cultura del pasado » (F. Cembranos, D. Montesinos y M. Bustelo, 1992).[883]

La culture n'est ainsi pas seulement un fait préétabli dont hérite chaque génération, elle peut aussi être un élément « conscient » de l'identité, et devenir alors une arme permettant de nombreuses revendications. En d'autres termes, si les peuples sont nécessairement les récipiendaires d'une culture construite au fur et à mesure du temps historique, et qu'ils ne le perçoivent pas toujours, ils ont également la possibilité de prendre part à la construction constante de cette même culture, ou en d'autres termes de réinventer perpétuellement une culture qui leur est propre.

Il faut alors tenter de comprendre comment les peuples peuvent être des vecteurs actifs des relations culturelles, quels moyens sont à leur disposition, les contraintes auxquelles ils doivent faire face mais également leur positionnement quant aux relations culturelles. Ces interrogations sont primordiales, *a fortiori* dans la Caraïbe, puisque l'aire caribéenne constitue un espace où la coopération a traditionnellement été le fait des « élites » des sociétés[884].

Cette mise à l'écart des populations peut avoir eu des conséquences sur les relations actuelles de la zone, et constituer de la sorte un défi : « Caribbean identity carries, then, the internal imperative of making Caribbean cultural realities, rooted in the exercise of the creative imagination and the intellect by *the people from below*, central to the ethos of postcolonial Caribbean »[885].

---

[883] Felipe Chibás Ortiz, *op. cit.*, p. 98.

[884] Francine Jácome, « Identidades nacionales y cooperación en la región del Caribe », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 243.

[885] Rex Nettleford, *op. cit.*, p. 243.

a- *Le choix des peuples*

Avant même de s'interroger sur une quelconque volonté des Cubains de mener à bien des échanges culturels avec les Caribéens, nous nous devons de préciser que l'Histoire, la tradition, l'éducation, ont en quelque sorte façonné « deux » Cuba : celle englobant la partie ouest de l'Île, de La Havane à Camagüey *grosso modo*, s'opposant à la partie est, de Camagüey à Santiago de Cuba, beaucoup plus « caribéenne »[886]. La mer Caraïbe, que l'on a souvent présentée comme un lien entre les pays caribéens, ne borde d'ailleurs pas l'ensemble de Cuba, et l'on comprend que l'élément géographique ne saurait être perçu comme l'unique fil reliant les cultures caribéennes.
La partie orientale de l'Île semble être beaucoup plus imprégnée par la culture caribéenne, ce qui fait que certains Cubains affirment que la caribéanité y trouve sa réelle expression : « el sentirse caribeño [se vive en el este de Cuba] de manera mucho más cotidiana »[887].

Différentes raisons expliquent cet état de fait, et en premier lieu les migrations, qui ont contribué à faire de Santiago de Cuba et de ses alentours un melting-pot caribéen : « Inmigrants from other Caribbean Islands Hispaniola, Jamaica, Guadalupe, and Saint Kitts have made Santiago de Cuba a uniquely Caribbean city »[888]. En outre, Santiago a historiquement été reliée à la Caraïbe, du fait que son port reliait l'Île aux autres territoires caribéens, alors que des villes comme La Havane étaient un point de contact entre Cuba et l'Amérique Latine.

Remarquons que, à l'intérieur même de Cuba, l'expérience de la caribéanité (mot que nous employons dans le sens de sentiment d'appartenance à une communauté caribéenne) varie selon l'endroit où l'on se trouve : « Razones demográficas, geográficas, culturales e históricas caracterizan suficientemente la porción oriental del país, y en particularidad la provincia de Santiago de Cuba, como la de más clara influencia caribeña en nuestra Isla »[889]. On comprend que les relations culturelles établies par les peuples possèdent différentes facettes et différentes strates, et qu'elles soient finalement la résultante

[886] Intervention de Milagros Martínez, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris).
[887] Intervention de Milagros Martínez, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris).
[888] Luis William, *Culture and customs of Cuba*, Westport, Greenwood Press, 2001, p. 51.
[889] Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Edición especial, Junio de 1982/Diciembre de 1983, p. 4.

d'expressions culturelles particulières et localisées. De ce fait, elles n'englobent plus la totalité d'un État, mais reposent finalement sur des échanges entre fragments de sociétés. Tout en prenant en compte cette nuance, qui pourrait signifier le peu d'impact de liens finalement parcellaires, il nous faut dire que les projets que peuvent porter les populations n'ont pas de commune mesure avec ceux lancés par les gouvernements :

> El proyecto sociocultural comunitario se distingue del programa cultural, en tanto el *segundo* constituye une traducción de las políticas culturales, es decir, de las tendencias y lineamientos más generales para el desarrollo de un país, sistema de instituciones u organización cultural.[890]

Ainsi, nous avons confirmation du fait que les hommes, regroupés en communautés (religieuses, linguistiques…) peuvent être à l'origine de relations, caractérisées par une certaine « liberté » quant aux programmes mis en place par les institutions politiques ou officielles des États. Ces relations sont alors l'expression réelle d'un désir émanant des peuples, et non plus de leurs représentants politiques.

De plus, dans le cas de Cuba, les peuples peuvent déjouer les entraves posées sur leur route par les gouvernements, entraves qui existent bel et bien : « Nous avons aussi d'excellentes relations culturelles avec le reste de l'Amérique latine, en dépit des obstacles dressés par les gouvernements »[891], déclarait de la sorte Armando Hart Dávalos en 1983. Bien que les forces politiques au pouvoir dans un pays donné rejettent l'Île, la population de ce même pays peut se sentir attirée par la culture cubaine, ou exprimer l'envie d'entretenir des relations avec Cuba, aussi officieuses soient-elles, partant de la base de la culture.

Dans ce cas, on pourrait à nouveau penser que les liens culturels n'ont pas la même envergure que lorsqu'ils sont établis par les voies officielles. Néanmoins, il convient d'insister sur le fait que les relations culturelles établies entre communautés humaines, sans qu'y intervienne une force politique, n'ont pas moins de poids que celles instituées entre les instances officielles étatiques. Pour preuve, les États semblent s'inspirer des liens entre les peuples, en tentant de nouer entre eux des contacts allégés des lourdeurs administratives et diplomatiques : « La experiencia actual con República Dominicana demuestra que en ciertas coyunturas las relaciones estatales no institucionalizadas pueden resultar más

---

[890] Felipe Chibás Ortiz, *op. cit.*, p. 100.
[891] Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, p. 62.

dinámicas y funcionales que las establecidas por vías diplomáticas »[892]. En effet, la voie diplomatique peut supposer un cadre rigide inadapté aux relations culturelles, par nature évolutives, empêchant l'épanouissement de réels projets communs. De fait, les liens culturels « personnels », établis directement par les peuples, ont plus de force et d'impact que les relations gouvernementales[893].

À ce sujet, il faut encore noter que les relations établies entre les peuples le sont souvent pour combler les lacunes des relations institutionnelles : « Aujourd'hui encore, les résultats parfois décevants de la coopération officielle n'empêchent nullement le développement d'initiatives « par le bas », particulièrement dans le domaine de la culture »[894]. En somme, les populations, consciemment ou non, tentent de contrecarrer le vide institutionnel des liens culturels. Les relations établies par et entre les peuples sont ainsi un renfort et un soutien, voire un palliatif aux liens instaurés par les gouvernements, prouvant par là-même la pertinence de leur existence.

D'ailleurs, les Cubains interrogés par nos soins quant aux liens culturels de leur pays avec les autres États de la Caraïbe expriment, de manière générale, que ces relations ne sont pas pour eux qu'une question d'ordre politique, bien qu'ils ne s'y sentent pas directement impliqués, puisqu'ils considèrent que les acteurs des échanges avec la Caraïbe sont avant tout les groupes communautaires, associations, écrivains et artistes[895]. Ils ont clairement émis l'idée que les liens culturels n'étaient pas uniquement, pour eux, du seul ressort des gouvernements, de la diplomatie ou des instances dirigeantes, mais qu'ils impliquaient au contraire directement la population, et s'estiment en parallèle et de façon surprenante peu investis dans les groupes actifs quant aux relations culturelles.

---

[892] Gerardo González Núñez, « Cuba frente a los cambios del sistema internacional », *in* Andrés Serbin, Anthony Bryan (éd.), *El Caribe hacia el 2000, Desafíos y opciones*, Caracas, Editorial Nueva Sociedad, 1991, p. 151.

[893] Entretien avec Madame Milagros Martínez, professeur à l'Université de La Havane et secrétaire exécutive de la Chaire d'Études de la Caraïbe au sein de la même Université, le 12 juillet 2011, Université de La Havane.

[894] Justin Daniel, « Signification et portée de l'impératif régionaliste dans la Caraïbe », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 130.

[895] Résultat d'entrevues menées par nos soins lors de voyages à Cuba en 2008, 2009 et 2011 auprès d'une vingtaine de personnes. Cf. annexes.

Quant aux Caribéens, ils semblent « suivre avec attention le développement du modèle cubain ainsi que ses succès »[896], attitude qui peut sembler passive mais qui montre la force d'attraction et parfois même de séduction de l'Île. Malgré tout, il faut se demander si les attitudes d'ouverture des peuples les uns sur les autres peuvent aboutir à de réels contacts culturels.

b- *La liberté des populations*

On peut se demander si les populations peuvent réellement, sans avoir recours à la politique et la diplomatie, établir des relations pleines et sereines. L'importance de l'Homme dans les relations culturelles n'est plus à démontrer : « […] les cultures ne dialoguent pas, seuls les hommes situés dans des cultures dialoguent »[897]. Cependant, « les rapports entre les humains ne sont pas des rapports tranquilles, qu'une facile organisation des relations peut aisément aménager »[898].

Malgré tout, on a observé dans le dernier quart du XXe siècle une tendance des populations à vouloir reprendre le contrôle de leurs relations et développement[899]. Il semble que les hommes, déçus des politiques menées jusqu'alors, aient tenté de lancer et réaliser eux-mêmes des projets de collaboration : « Así mismo, a nivel no gubernamental, se han formado organismos de cooperación entre el sector privado, grupos académicos y ONG ambientalistas, de mujeres y otros, los cuales han creado redes de cooperación que incluyen miembros de toda la región del Caribe»[900].
On voit donc que la collaboration entre les peuples a pris une nouvelle dimension, mais en parallèle, il convient également de noter que cette collaboration est fragmentée. En effet, elle ne semble soutenue que par des groupes très spécifiques, défendant qui le droit des femmes, qui l'environnement, *etc*. De la sorte, il semble que les contacts « globaux », s'appuyant sur toutes les formes de la culture et non sur la défense d'une cause précise soient très réduits, voire inexistants.

---

[896] Intervention de Milagros Martínez, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris).
[897] Jacques Levrat, *Dynamique de la rencontre : une approche anthropologique du dialogue*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 92.
[898] Jacques Audinet, *Le visage de la mondialisation, du multiculturalisme au métissage*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007, p. 27.
[899] Roy Adrian Preiswerk, « Culture et développement – Éléments pour un livre », *in* Roy Adrian Preiswerk, *À contre-courants : l'enjeu des relations interculturelles*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1984, p. 243.
[900] Francine Jácome, *op. cit.*, p. 244.

Il apparaît alors de façon singulière que les peuples de la Caraïbe soient considérés comme des membres actifs de la réflexion quant à l'identité caribéenne, mais également quant à l'élaboration d'une émulation autour des contacts humains dans divers domaines :

> It is in the recognition, mobilization and involvement of the creative potential of the mass of the Caribbean population by leaders (political and otherwise) towards the articulation, delineation, consolidation, and further development of Caribbean identity in the world of ideas that the region has any future worth contemplating. The media, education and culture provide between them three powerful operational frameworks through which much of this can be done. The common point of reference for all three is the creativity of the people of the region. From the majority of the population has emerged over centuries a capacity to shape life-styles, attitudes, worldviews and designs for social living appropriate to felt needs. This capacity is what, in great part, has given shape to anything approaching a Caribbean identity.[901]

Dès lors, on ne peut plus nier la part active que prend la population caribéenne à la construction, l'émulation et l'identification de sa propre identité. Il est néanmoins intéressant d'observer qu'aucun groupement ne se fait fort dans la Caraïbe de promouvoir le dialogue entre personnes d'une même origine :

> Los grupos étnicos pueden actuar como tales dentro del marco de un Estado-nacional determinado o de una alianza homogeneizada, pero no como grupos étnicos pancaribeños. No existen organizaciones negras, asiáticas, blancas o indígenas a nivel del Caribe, ni el isleño y mucho menos la cuenca.[902]

Il serait curieux cependant d'observer le contraire, les populations caribéennes étant, comme nous l'avons dit, largement et de façon plurielle, métissées. On se demande alors de quelle manière une association pourrait se targuer de rassembler les Caribéens d'origine africaine, puisque les Caribéens eux-mêmes admettent souvent dans un sourire que dans les veines de chacun d'entre eux coule, entre autres, le sang de l'Afrique. De telles associations pourraient de plus supposer une ségrégation dont la Caraïbe n'a nullement besoin.

D'un point de vue théorique, la force supposée des relations tissées par les populations est gigantesque, et conduit non seulement à l'établissement solide, stable et pérenne de la

---

[901] Rex Nettleford, *op. cit.*, p. 251.

[902] Kaldone G. Nweihed, « Geopolítica cultural del Caribe», *in* Andrés Bansart (éd.), *El Caribe : Identidad Cultural y Desarrollo*, Caracas, Equinoccio, Editorial de la Universidad Simón Bolívar, 1989, p. 127.

communication, mais est aussi étroitement lié à un type de développement tout à fait spécifique :

> […] Avec le concept de l'auto-développement ou développement auto-centré (self-reliance), nous avançons encore d'un pas, car la force qui anime ce type de développement réside dans la population elle-même et s'enracine dans sa culture. Ce qu'on affirme par là, c'est que si on laisse les gens se développer eux-mêmes, ils sauront mieux s'y prendre que les États ou les transnationales pour créer des conditions nouvelles […].[903]

Ces conditions nouvelles de développement pourraient alors permettre d'avancer les relations culturelles à un échelon bien plus élevé, et leur conférer un statut nettement supérieur à celui que l'on observe actuellement. En outre, on voit que le contact direct entre les populations permet d'atteindre des niveaux de coopération supérieurs du fait que les relations établies le sont en toute conscience, mais qu'elles sont également animées d'un désir d'échanges épuré de toute considération financière.

Dans le cas particulier de Cuba notamment, les besoins vitaux ont pourtant été privilégiés, et si cela peut sembler logique, ce fait a induit une relégation à un second plan des relations culturelles :

> […] on a donné la priorité à une politique orientée vers les besoins fondamentaux. La self-reliance est extrêmement difficile à atteindre, vu la structure économique dont [ce] pays [a] hérité ou le genre d'alliance qui [le] lie. On a entrepris de diverses manières des efforts tendant à définir une spécificité culturelle, plutôt « vécue » qu'exprimée idéologiquement.[904]

Néanmoins, toutes les manifestations de la culture caribéenne à Cuba ne sont pas forcément impulsées par le gouvernement, même si ce dernier déclare les soutenir fortement. Ainsi, la culture caribéenne est présente dans bien des aspects de la vie, y compris quotidienne, des Cubains : « Il y a des fêtes dans toutes les localités du pays et toutes sont authentiquement caraïbes[905]. Le Ministère de la Culture a encouragé cette tradition dans les communautés et municipalités, il a apporté son soutien aux fêtes traditionnelles et aux nouvelles dans tout le pays »[906]. La culture des groupes humains

---

[903] Roy Adrian Preiswerk, « Identité culturelle et développement », *in* Roy Adrian Preiswerk, *À contre-courants : l'enjeu des relations interculturelles*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1984, p. 205.

[904] Roy Adrian Preiswerk, « Culture et développement – Éléments pour un livre », *in* Roy Adrian Preiswerk, *À contre-courants : l'enjeu des relations interculturelles*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1984, p. 243.

[905] Notons à nouveau que nous préférons l'adjectif « caribéen(s) ».

[906] Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, pp. 65-66.

d'origine caribéenne vivant à Cuba et qui s'exprime à travers des manifestations très concrètes, tels les carnavals par exemple, est donc un vecteur important de l'intercommunication culturelle entre l'Île et la Caraïbe, qui repose à la fois sur les peuples et le soutien que leur accordent leurs dirigeants.

Il semble que la culture soit intrinsèquement liée à l'homme et à la vie en communauté, bien que les personnes interrogées ne le ressentent pas toujours[907], et c'est sans doute ce qui fait que cet élément constitue un terrain d'étude à la fois passionnant et difficile. Quoi qu'il en soit, la culture s'érige parfois en « tradition », ce qui lui permet de survivre, mais peut également amener le danger d'une perte de sens de ces manifestations. Effectivement, la « tradition », si ancrée soit-elle, peut être rejetée par les nouvelles générations n'en percevant plus l'utilité car méconnaissant ses origines.

Notons également que, même sans qu'ils en expriment la volonté, les hommes établissent parfois des relations culturelles de façon « inconsciente », notamment par le biais des nouvelles technologies. En effet, dans un monde qui tend à se rapprocher toujours plus par la voie des communications modernes, les liens peuvent s'établir sans qu'aucun accord officiel ne soit signé, et sans qu'aucune impulsion n'ait été ouvertement donnée par les peuples :

> Hace siglos que la humanidad viene globalizándose, constituyéndose en grandes comunidades de pueblos que contraen también cada vez más relaciones que se ensanchan y se profundizan y que empezaron desde hace un buen número de años a adquirir rasgos institucionales. Las relaciones « de hecho » van pasando a convertirse en relaciones « de derecho ».[908]

Les relations « de fait », établies sur des bases géographiques et historiques tendent à être réétudiées et réévaluées, et deviennent progressivement pour certaines d'entre elles des relations voulues, consenties, à travers lesquelles on souhaite impulser une réelle reconnaissance de soi et de l'Autre. Ces relations « traditionnelles » sont donc une voie ouverte entre Cuba et la Caraïbe, dès lors que chaque partie consent à ne pas rester sur ses acquis et à déterminer ce qui, culturellement, justifie leur pérennité.

---

[907] Résultat d'entrevues menées par nos soins lors de voyages à Cuba en 2008, 2009, et 2011 auprès d'une vingtaine de personnes. Cf. annexes.

[908] Guillermo Rodríguez Rivera, *Por el camino de la mar, o Nosotros, los Cubanos*, La Havane, Ediciones Boloña, 2006, p. 148.

Par ailleurs, nous ne pouvons que répéter que les nombreux étudiants venus des pays caribéens dans le but d'étudier à Cuba jouent bien évidemment un rôle important dans l'établissement de relations[909]. Ils contribuent en effet à faire connaître Cuba, à en donner une image vivante car vécue, ainsi qu'à un questionnement particulier et collectif, de retour dans leur pays, sur les divergences et similarités de la culture de l'Île avec celle de leur terre d'origine… Ils apportent en outre avec eux une part de leurs cultures respectives, qu'ils offrent alors aux Cubains avec lesquels ils sont en contact.

D'autre part, notons que les relations culturelles sont considérées comme des relations ouvertes, qui permettent de lutter contre les préjugés, et que les peuples peuvent alors gagner à se connaître par ce biais. Ce sont d'ailleurs les relations qui traduisent le mieux l'évolution des consciences et des aspirations des peuples :

> La interacción entre las diversas sociedades y grupos de la región y la modificación de actitudes y percepciones, ya sea en el sentido de su dilución o de su reforzamiento, ha sido más evidente en el ámbito de relaciones culturales, más neutras y más comprensivas y no necesariamente asociadas a la acción gubernamental. […] [910]

Du fait de n'être pas régies par les impératifs imposés aux relations culturelles de gouvernement à gouvernement, les relations culturelles entre les peuples ont le mérite de les faire se découvrir et de leur donner une vision beaucoup plus nette de chaque pays, vision qui n'est plus qu'une simple image, c'est-à-dire une projection mentale s'appuyant sur des préjugés.

Malgré tout, les inégalités de la région peuvent tuer dans l'œuf certaines tentatives de rapprochement. Les populations caribéennes n'ayant pas toutes le même accès à la culture, il est effectivement difficile de les voir établir des relations culturelles. La réalité de la Caraïbe en matière de développement humain peut ainsi nuire aux bonnes intentions :

> Le nombre d'analphabètes de plus de quinze ans se monte dans notre région à plus de 40 millions. Ces chiffres étant officiels, la réalité est assurément plus dramatique. […] Le taux d'analphabétisme officiel atteint 37 pour cent en Bolivie, 54 pour cent au Guatemala, 77 pour cent en Haïti. Une estimation très optimiste nous permet d'affirmer qu'au moins un habitant de notre sous-continent sur quatre ne peut lire les pages d'un livre ou les

[909] Intervention de Milagros Martínez, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris).

[910] Andrés Serbín, « Cultura y tensión regional en el Caribe », *in* Francine Jácome (éd.), *Diversidad cultural y tensión regional : América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad, 1993, p. 15.

> titres des journaux, ne peut écrire une lettre ou signer un document.[911]

Si l'extrait du discours d'Armando Hart cité ci-dessus date de 1981, les chiffres reflètent la difficulté pour la Caraïbe comme pour l'Amérique Latine de voir se concrétiser un projet de relations culturelles établies par les peuples, alors même que la préoccupation principale de ces derniers est leur survivance physique, ou bien simplement parce qu'ils ne peuvent, à cause de facteurs matériels, affirmer une culture –qu'ils ne savent pas toujours posséder– et, en conséquence, la faire partager.

En outre, les peuples caribéens sont divisés dans la vision qu'ils ont d'eux-mêmes et de leur culture : « Las representaciones de la cultura caribeña pertenecen a dos grandes áreas. Están quienes […] apoyan el pluralismo cultural en el Caribe […], y aquellos que apoyan la creolización o mezcla cultural »[912]. Partant, il devient difficile pour les populations d'aller plus avant dans les relations culturelles, alors que la définition de leur(s) culture(s) est encore instable.

c- *Les organisations non gouvernementales de la Caraïbe*

On peut s'interroger quant à la pertinence des ONG concernant l'élaboration de relations culturelles. En effet, on pourrait craindre que leur essence même ne soit pas adaptée à ce défi, puisqu'elles sont généralement créées pour pallier des problèmes humanitaires, et qu'elles doivent avant tout travailler dans l'urgence que supposent certaines situations.

D'ailleurs, on constate que le sigle « ONG », passé dans le langage courant, a gommé certaines nuances quant au rôle de chacune des organisations qui composent les strates des organisations non gouvernementales :

> L'expression « organisation non gouvernementale » (ONG) est de plus en plus utilisée dans un sens général ; elle couvre une multitude de types d'organisation. C'est la raison pour laquelle il devient nécessaire d'introduire certaines distinctions entre les ONG. Au minimum, pour le moment, on peut distinguer les organisations regroupant les membres des communautés de base

[911] (s.a), *Discours d'ouverture prononcé par le camarade Armando Hart Dávalos, Ministre de la Culture de la République de Cuba, lors de la Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de Notre Amérique*, La Havane, s.n, 1981, p. 3.

[912] Michael Payne, Meenakshi Ponnuswami, Jennifer Payne, *Diccionario de teoría crítica y estudios culturales*, Barcelone, Paidós, 2002, p. 200.

> (*community-based membership organizations* : MOs ou GOs) de celles qui leur rendent service.[913]

La définition même du sigle ONG doit peut-être être revue. Malgré tout, dans la Caraïbe, « l'affaiblissement des institutions traditionnelles a sans conteste revigoré la politique par le bas »[914]. En d'autres termes, on pourrait dire que l'affaiblissement ou la faiblesse ressentie par les populations des institutions traditionnellement en charge de la culture, des politiques et relations culturelles a conduit au renforcement des ONG et de leurs missions, ce qui n'est bien évidemment pas sans conséquences :

> En marge de ces institutions, se développent des pratiques sociales et culturelles qui, si elles échappent souvent au contrôle de la sphère étatique et prétendent parfois s'y opposer, ne sont pas moins politiquement structurantes. Ces nouvelles formes d'expression reconfigurent l'espace politique, soit en le dilatant, soit en intensifiant les échanges qui s'y déroulent.[915]

En réaction à l'inertie, au manque d'intérêt voire à la répression, les ONG ont pris la charge de nombreux domaines et se sont mises à occuper le terrain politique, leur influence grandissante leur permettant d'orienter les décisions des institutions locales, régionales, et peut-être internationales :

> […] la carence de l'État répressif a été, dans une certaine mesure, suppléée par les organisations non gouvernementales […]. De manière plus générale, les ONG et les organisations de développement local ont largement occupé la scène au cours de ces dernières années dans les différents pays de la région. C'est le cas de l'Association of Development Agencies en Jamaïque (ADA), du Caribbean Network for Integrated Rural Development (CNIRD), basé à Trinidad et Tobago, de la Caribbean People's Development Agency (CARIPEDA), domiciliée à Saint Vincent, ou encore du Comite para la Defensa de los Derechos Barriales (COPADEBA) en République dominicaine ainsi que du mouvement des Rescates à Porto Rico, etc.[916]

Soulignons que, dans la Caraïbe, certaines ONG sont particulièrement actives dans le domaine de la culture. Ainsi, un projet de développement des technologies de l'information et de la communication a été mis en place par les autorités françaises dans la Caraïbe, visant à « créer un portail internet permettant de mettre en réseau les acteurs de la culture

---

[913] Robert E. Maguire, « Nouveaux acteurs et institutions établies : la mobilisation par le bas en Haïti », *in* Justin Daniel (éd.), *Les îles Caraïbes : modèles politiques et stratégies de développement*, Paris, Karthala, 1996, p. 299.

[914] Justin Daniel, « Pour une réévaluation des rapports entre l'économie et le politique », *in* Justin Daniel (éd.), *Les îles Caraïbes : modèles politiques et stratégies de développement*, Paris, Karthala, 1996, p. 27.

[915] Justin Daniel, *op. cit.*, p. 28.

[916] Justin Daniel, *op. cit.*, p. 29.

des pays de l'OECE[917] et ceux des DFA »[918]. La limite à ce projet est à la fois géographique, politique et linguistique, puisqu'il est principalement tourné vers l'aire francophone de la Caraïbe. Néanmoins, l'intention montre que les ONG agissant dans la Caraïbe n'ont pas pour unique préoccupation la réparation des dégâts causés par les cyclones et autres catastrophes naturelles, et que la culture est au contraire au centre de nombreuses actions.

On peut noter qu' « il existe […] un projet basé sur les technologies de l'information, le projet CARIBTIC, proposé par l'ONG FUNREDES »[919]. Ce projet a pour vocation de faire, dans l'aire francophone de la Caraïbe, de l'informatique et d'internet des outils de « rapprochement des secteurs scientifiques et culturels de la région »[920], permettant à ces derniers de s'engager dans des « actions de coopération régionale »[921].

Outre les instances dirigeantes et les peuples, un troisième facteur intervient dans la construction de liens culturels entre Cuba et la Caraïbe. L'Histoire a légué à la région de grands noms, qui permettent encore aujourd'hui à de nombreux pays caribéens d'entretenir des relations.

3- Les grandes figures historiques

Nous l'avons vu plus haut en évoquant l'image de Fidel Castro dans le monde caribéen, mais il est sans doute nécessaire de le rappeler : l'importance des grandes figures historiques dans la région est indéniable. En effet, dans la Caraïbe résonnent encore les discours et les faits d'armes de grands noms : « Le socialisme cubain, pour ces îles qui vont de la Floride à la côte du Venezuela et qui prétendent ne plus être les victimes mais les agents conscients de leur histoire, c'est d'être à l'écoute de Marx, Engels, Lénine, mais aussi de Mariategui, de Che Guevara, de Fidel Castro »[922]. Ces noms célèbres deviennent

---

[917] Organisation Européenne de Coopération Economique.
[918] Jean Crusol, *Les Antilles-Guyane et la Caraïbe : coopération régionale et globalisation*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 209.
[919] *Ibid*.
[920] *Ibid*.
[921] *Ibid*.
[922] Henri Bagou (Maire de Pointe-à-Pitre), « Allocution de bienvenue : Cuba socialiste dans la trajectoire historique de nos régions », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 15.

donc dans l'aire caribéenne synonymes de la révolte et de la liberté revendiquées par l'ensemble du territoire latino-américain.

De la sorte, certaines figures historiques et symboliques de la Caraïbe contribuent à établir des liens, des ponts entre les pays, qui en partagent l'héritage commun, ou qui se reconnaissent en elles. Ces figures semblent porter des valeurs dans lesquelles nombre de Latino-américains et de Caribéens se retrouvent, ce qui peut permettre un rapprochement au nom d'une culture partagée de la liberté.

Les biographies mêmes des grands personnages de la Caraïbe permettent d'établir des liens, que certains valorisent ou revalorisent encore aujourd'hui. L'on a par exemple mis en exergue le séjour d'Antonio Maceo à la Jamaïque, comme si les pérégrinations personnelles d'un homme montraient la force acquise dans le passé par les intentions unitaires pour la région : « [Un] ejemplo interesante es que en Jamaica vivió mucho tiempo nuestro Titán de Bronce, Antonio Maceo, para después regresar a continuar la guerra »[923]. De la même manière, on a pu présenter les relations entre Cuba et Haïti au prisme de l'histoire de Toussaint Louverture, dirigeant de la Révolution haïtienne :

> De los territorios de Cuba sería Oriente el que mayor cantidad de caribeños recibió desde los años heroicos, inciertos y complejos de la Revolución Haitiana, encabezada por el otrora esclavo de amplia cultura y gran estratega militar Toussaint Louverture, y de quien escribió Alejo Carpentier : « con el decursar del tiempo, va a ser ese paria, ese hombre situado en el escalón más bajo de la condición humana quien nos va a dotar nada menos que del concepto de independencia ».[924]

En outre, certains auteurs tels Lezama Lima ou Jorge Mañach sont vus comme des penseurs non seulement de la culture et de l'identité cubaines, sinon comme les précurseurs de la définition du « continent » latino-américain[925]. Ainsi se forment des liens, nés d'un passé commun et fondés sur les noms d'hommes désormais disparus, mais dont l'héritage spirituel reste présent au point d'être converti en patrimoine commun.

---

[923] « El Caribe ya es otro », discours de José Ramón Balaguer Cabrera, Santiago de Cuba, 15 avril 1982, *in* Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Año I, Número 1, 1983, p. 8.

[924] Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, pp. 25-26, citant Alejo Carpentier, « La cultura de los pueblos que habitan en las tierras del Mar Caribe », *in* Casa de las Américas, Año XX, N°118, janiver-février 1980, p. 5.

[925] Miguel Barnet, *Autógrafos cubanos*, La Havane, Letras cubanas, 2009, p. 132.

De fait, on note que de nos jours, certains dirigeants caribéens mettent ouvertement –et sans doute consciemment– en exergue les valeurs portées par les Libérateurs, dans lesquelles se retrouvent parfois les désirs actuels des peuples :

> Chávez fait référence à Bolivar, *el libertador*, (celui qui a libéré du joug des Espagnols la Colombie, le Venezuela, le Pérou, l'Équateur et la Bolivie), tout comme les sandinistes ont fait référence à César Augusto Sandino et les zapatistes à Emiliano Zapata. Il ne s'agit en aucun cas d'importer un modèle qui, par ailleurs, n'existe plus, mais d'inventer quelque chose de nouveau.[926]

Le désir d'émancipation face à la colonisation vécue il y a plus d'un siècle par le sous-continent a donc fait surgir des modèles dont on se sert encore actuellement afin d'exalter des valeurs communes, dont celle du rejet de l'uniformisation des cultures ainsi que de l'ingérence des grandes puissances dans les affaires latino-américaines – puisqu'il s'agit « d'inventer quelque chose de nouveau », autrement dit de faire place à des processus autochtones. De ces valeurs naisse alors la justification d'une certaine union plaidée de nos jours pour l'Amérique Latine et la Caraïbe.

L'on peut prendre en exemple la figure d'Ernesto Guevara, encore aujourd'hui largement utilisée à Cuba mais aussi dans la Caraïbe, et se demander par la suite quelle peut être la légitimité octroyée par l'utilisation et la réappropriation des idées des grandes figures caribéennes.

a- *Le Che ou le symbole du guérillero latino-américain*

En effet, parmi les grands noms que l'on peut retrouver dans les discours des dirigeants caribéens actuels, il faut sans doute relever celui qui s'est également converti en un étendard porté à travers le monde par les hommes : il s'agit d'Ernesto Guevara. Le Che semble effectivement être la figure la plus souvent citée, voire utilisée, sur l'Île mais également à l'extérieur, ce qui implique malgré tout presque nécessairement Cuba, au regard de ce qu'il a accompli. Son image semble toujours être teintée d'une certaine affection que lui porte de nombreuses personnes, et il a de surcroît été intégré au panthéon des « Libérateurs » de l'Amérique Latine :

[926] Maurice Lemoine, « Une gauche ? Des gauches ? », *in* Jean-Pierre Gélard, Alain Chemin (éd.), *L'Amérique latine, identités et ruptures*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, p. 52.

> No es para nada extraño que haya resurgido en América Latina el aprecio por la figura tremenda de Ernesto Che Guevara, el mayor de los líderes que quisieron deponer a las entreguistas oligarquías del continente, en una serie de batallas que en un momento parecieron tiempo, esfuerzo y vidas perdidas.
> […] Desde Bolívar hasta Martí, desde Martí hasta el Che, hay un proyecto latinoamericano de integración, justicia, libertad y unidad todavía por materializarse[927].

L'on voit de façon très nette comment un personnage historique peut se convertir en symbole de l'union souvent souhaitée et jamais atteinte, et la manière dont une figure emblématique peut être convertie en bannière derrière laquelle se regroupent les hommes, quelle que soit leur origine et indépendamment de leurs croyances. Ainsi, le Che peut être une sorte de héros non plus national mais continental, et ceci notamment au regard de son action à Cuba et en Amérique Latine, c'est-à-dire de son engagement pour l'ensemble du sous-continent et non uniquement pour le pays qui était le sien –que l'on parle de l'Île, dont il fut citoyen, ou de l'Argentine, son pays de naissance.

Par ailleurs, les discours d'Ernesto Guevara permettent dans une certaine mesure à l'Île de justifier son positionnement politique, tout autant que le soutien qu'elle put apporter aux mouvements révolutionnaires de l'ensemble du sous-continent latino-américain :

> Hoy adquieren renovada vigencia las palabras del Che cuando afirmaba que el poder es « el instrumento indispensable para aplicar y desarrollar el programa revolucionario, pues si no se alcanza el poder, todas las demás conquistas son inestables, insuficientes, incapaces de dar las soluciones que se necesitan, por más avanzadas que puedan parecer » y que « tránsito pacífico no es el logro de un poder formal en elecciones o mediante movimientos de opinión pública sin combate directo, sino la instauración del poder socialista, con todos sus atributos, sin el uso de la lucha armada ».[928]

En outre, Fidel Castro, trois mois après la mort du Che, déclarait que les plus affectés par la disparition de ce dernier étaient les « travailleurs intellectuels »[929] ; cela peut bien évidemment avoir débouché sur un resserrement des liens des communautés intellectuelles caribéennes et latino-américaines autour de Cuba. En tous les cas, on constate que le Che n'était pas qu'une figure militaire ou politique. Au contraire, il a participé de

---

927 Guillermo Rodríguez Rivera, *Por el camino de la mar, o Nosotros, los Cubanos*, La Havane, Ediciones Boloña, 2006, pp. 155-156.
928 Roberto Regalado, *La proyección continental de la Revolución cubana*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 12.
929 Michael Albert, Robin Hahnel, *Socialism today and tomorrow*, Boston, South End, 1981, p. 233.

l'établissement d'un dialogue et d'une réflexion, et est donc logiquement encore de nos jours au cœur des débats provoqués par l'avenir de l'Amérique Latine.

Son souvenir semble précieux, et il existe d'ailleurs un certain nombre de cérémonies destinées à lui rendre hommage à travers toute l'Amérique Latine. Elles ont parfois un aspect culturel[930], et atteignent majoritairement (ou ont peut-être pour cible) la jeunesse. En ce sens, Ernesto Guevara peut devenir un trait d'union entre les générations, un lien grâce auquel la transmission d'un savoir et de valeurs constituant une culture et une identité communes est possible. En effet, l'image du Che véhiculée de nos jours est majoritairement celle d'un héros sans faille ni peur, d'un justicier luttant pour ses convictions mais aussi et surtout pour les autres, au nom d'une indépendance latino-américaine méritée, car fondée sur la valeur de ses peuples, de leur histoire et de leur culture. La culture, ou les cultures latino-américaines deviennent alors des cultures de plein droit, et non des sous-cultures[931] diluées dans un flot venu des anciennes métropoles. Bien entendu, cette image peut très largement être nuancée, et est aujourd'hui au cœur d'un commerce qui contribue à la fois à la pérenniser et à la fausser.

Malgré tout, le symbole perdure, il est présent dans chaque pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine, et véhicule des valeurs autant qu'il regroupe autour de lui. Sans être matérielle, son image est donc un bien qui fait partie du patrimoine commun :

> What is the real motivation of the thousands of young people who attend the cultural activities that are held in memory of Che ?
> […] I think that, apart from the fact that those cultural activities do generate mass interest, there is a feeling of respect and admiration for someone who left behind his family, his powerful situation and the affection that this people and the revolutionaries and other progressives in this and other parts of the world felt for him.
> […] For example, take the 70 000 Chileans who went to the stadium where Silvio Rodríguez[932] and other Latin-American singers performed recently. Were they motivated only by Silvio's music, or did they also go as a mean of expressing their solidarity with Che ?[933]

930 « Legendary Cuban Guerrilla Speaks. Interview by Chilean journalist Faride Zeran », *in* Manuel Piñeiro Losada, *Che Guevara and the Latin American revolutionary movements*, Melbourne, Ocean Press, 2001, p. 54.

931 Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, p. 16.

932 Chanteur Cubain.

933 « Interview with Lucia Newman, CNN's correspondent in Cuba », *in* Manuel Piñeiro Losada, *Che Guevara and the Latin American revolutionary movements*, Melbourne, Ocean Press, 2001, p. 50.

La figure d'Ernesto Guevara peut encore de nos jours être à la fois un symbole et un motif de réunion, d'union entre les peuples, union qui pour certains signifierait l'achèvement du combat auquel il a dédié sa vie. Si le Che ne peut sans doute être réduit à un simple symbole culturel, l'on ne peut à l'inverse nier que cette symbolique fasse partie de l'image que nous avons de lui aujourd'hui. Ainsi, le Che peut être vu comme un moyen ou une cause d'établissement de relations culturelles.

Fidel Castro ne se prive d'ailleurs pas de citer ni même d'invoquer le Che : « ¿ Che ? ¡ Che ha estado cada segundo de mis palabras aquí presente y hablando desde aquí ! »[934]. La présence de l'Argentin de naissance dans les discours politiques, voire son omniprésence, peut constituer un fil tendu entre les nations. Mais sa récupération par les hommes politiques actuels, et présentement par Fidel Castro, peut également devenir un motif de dissension… En effet, si l'image du Che est largement positive, il n'en reste pas moins qu'elle possède des zones d'ombre que certains peuvent mettre en valeur pour contrecarrer les tentatives d'union dont elle serait à l'origine.

D'autre part, ce qui est parfois vu comme une tentative d'appropriation par Cuba peut être un motif d'agacement pour certains pays caribéens, qui s'estiment tout aussi dépositaires que l'Île de l'héritage d'Ernesto Guevara.

Enfin, concernant ce point, nous pouvons dire que tous les gouvernements caribéens ne souhaitent pas être liés aux valeurs associées aujourd'hui à l'image d'Ernesto Guevara.

b- *Légitimation historique et littéraire*

Il faut encore dire que les grandes figures historiques ne sont pas seulement un élément permettant aux Caribéens de se sentir unis par l'Histoire. En effet, ils permettent parfois également de conférer aux politiques, culturelles ou autres, une certaine légitimité. En faisant appel aux figures tutélaires latino-américaines ou cubaines, la Révolution s'est projetée en Amérique Latine autant qu'elle a fait siennes les aspirations du sous-continent :

> Uno de los rasgos más particulares del proceso revolucionario cubano reside en su permanente relación de continuidad con el

[934] Fidel Castro, *Una revolución sólo puede ser hija de la cultura y las ideas*, La Havane, Editora Política, 1999, p. 64.

> pasado. La referencia política de los procesos del siglo XX a la independencia respecto a España, y la vigencia de un « héroe histórico » como José Martí, son quizá casos únicos en América Latina.[935]

En s'inscrivant dans une « continuité », autrement dit dans un projet historique d'indépendance mais également de solidarité[936], porté depuis bien longtemps par la Caraïbe, les hommes politiques caribéens contemporains peuvent tenter de justifier les attitudes présentes et positions adoptées. Par ailleurs, le fait de présenter Cuba comme héritière et dépositaire d'un legs historique aussi fort que celui de l'indépendance voulue par José Martí[937] lui permet de justifier certains versants de sa politique, au motif qu'elle se sent dans l'obligation de poursuivre avec sa tradition.

Et il faut bien noter que la première grande figure ayant légué au monde des écrits sur lesquels s'appuient les Cubains encore aujourd'hui est celle de l'apôtre de l'indépendance cubaine :

> El gobierno inscribió la idea patriótica y revolucionaria en la tradición histórica nacional, insertando la Revolución –considerada como la realización de la idea de libertad y justicia tan anhelada– en la tradición ética de la historia cubana, destacando principalmente la figura arquetípica de José Martí. La Revolución renovó el llamado martiano a la unidad nacional por una parte, continental por la otra. Además de asegurar la continuidad de las revoluciones independentistas latinoamericanas, la Revolución cubana permitía la ruidosa entrada de América Latina a la Historia.[938]

La Révolution devint ainsi la réalisation concrète des aspirations de José Martí –ou se présenta comme telle– dans les textes duquel elle trouve une justification pleine à son programme politique. En outre, elle transforma l'image de l'Amérique latine toute entière, en la sortant de sa condition de zone perpétuellement soumise aux jougs extérieurs. La Révolution s'inscrivit dans un projet commun à l'ensemble du sous-continent, et, tout en étant intrinsèquement cubaine, s'est présentée aux yeux du monde comme la « réalisation » concrète des aspirations d'un peuple qu'elle contribuait à unir : celui de l'Amérique Latine. Cuba s'est même positionnée en héritière de Martí concernant ses relations à l'ensemble du monde : « La defensa de la identidad ha sido en Cuba […] un permanente ejercicio de

---

935 Fernando Mires, *La rebelión permanente, Las Revoluciones sociales en América Latina*, México, Siglo veintiuno, 1988, p. 328.

936 Isabel Allende, *Las relaciones internacionales de Cuba*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 2.

937 Poète et homme politique cubain (1853-1895), considéré comme l'apôtre de la lutte pour l'indépendance.

938 Cécile Leclerc, *El lagarto en busca de una identidad. Cuba : identidad nacional y mestizaje*, Madrid, Iberoamericana, 2004, pp. 11-12.

inclusión y apertura que no pretende el aislamiento, sino una integración justa a la totalidad humana »[939]. En somme, les rêves de Martí, partagés par d'autres grands noms de la zone caribéenne, devinrent en quelque sorte le combat de Cuba depuis 1959 :

> Dans la volonté de développer une intégration communautaire basée sur les particularités culturelles et géographiques, à la fin du XIXème siècle, les Cubains José Martí et Carvajal, l'Haïtien Firmin, le Dominicain Enrique Jimenès, le Portoricain Hostos ont souhaité réaliser une Confédération Antillienne pour rassembler et maintenir l'identité des caribéens devant la marche de ce qui n'était pas encore l'hyperpuissance américaine.[940]

Effectivement, si le nom de l'apôtre de l'indépendance cubaine résonne encore avec autant de force dans la Caraïbe et en Amérique Latine, c'est qu'il trouve un écho dans celui des autres penseurs, hommes politiques et d'action ayant lutté pour l'émancipation totale de l'aire. De fait, la réactivation des idéaux prônés par Simón Bolívar au Venezuela[941] explique en partie les relations cubano-vénézuéliennes actuelles, bien que Fidel Castro ait souligné la perte d'intérêt pour les idées du Libérateur : « Se le han hecho muchas estatuas a Bolívar y muy poco caso a sus ideas […] »[942].

D'autre part, les politiques intérieure et extérieure cubaines s'appuient sur la tradition, une fois de plus portée et symbolisée par Martí, et l' « unité continentale » rêvée redevint un objectif clair pour l'Île dès le début de sa Révolution. Cette unité ne peut néanmoins sans doute plus se faire comme l'avait imaginée le poète, puisqu'il ne s'agit plus de former un seul et même pays capable d'encaisser les coups des puissances nord-américaine et européennes, mais bien de s'unir, de s'allier d'une autre façon afin de contrecarrer les attaques –qui ne sont plus elles-mêmes des offensives militaires visant à occuper les pays, mais se sont converties en ingérences peut-être plus pernicieuses car plus abstraites. La culture et les relations qui en découlent peuvent alors devenir l'un des moyens de parvenir à une relative unité, et l'on comprend les enjeux de l'établissement de liens culturels.

---

[939] Enrique Ubieta Gómez, « José Martí y el proyecto emancipador cubano », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 48.

[940] Ensie Paul, Fritz Calixte, « Le rêve d'une intégration caribéenne : José Martí, M. F. Carvajal, Antenor Firmin, Enrique Jimenés, E. M. Hostos et la Confédération Antillienne », *in* Fritz Calixte, Edelyn Dorismond (éd.), *Comment habiter la Caraïbe ? Identité et diversité culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 153.

[941] Max Azicri, « El ALBA, iniciativa venezolana para el continente », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 60.

[942] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. VIII, citant Fidel Castro lors d'une conférence de presse tenue le 22 janvier 1959.

Cependant, le gouvernement cubain a quelquefois joué la carte de la caribéanité et s'est parfois appuyé sur José Martí dans le seul but de créer des liens politiques et commerciaux. Malgré tout, il faut reconnaître que l'Histoire a constitué un point d'appui important pour Cuba, en unissant à nouveau les noms des penseurs de l'identité et de la liberté culturelle de la Caraïbe, de Martí, et de l'Île :

> Por supuesto tiene un antecedente histórico específico, a saber, la conciencia caribeña embrionaria que se cristalizó en el proyecto de los cubanos José Martí y Antonio Maceo, de los puertorriqueños Eugenio María de Hostos y Ramón Emeterio Betances, y de los dominicanos Gregorio Luperón y Máximo Gómez que querían, después de lograr la Independencia de sus respectivas islas, formar una confederación antillana.[943]

L'internationalisme de la Révolution cubaine, malgré tout clairement orienté vers l'Amérique Latine à une époque définie, est de fait justifié par une tradition historique que symbolise l'homme politique et poète cubain :

> Là encore il n'est pas difficile de suivre dans l'histoire de Cuba, depuis la Guerre des Dix Ans, les manifestations d'une prise de conscience progressive de la nécessité de liens étroits de solidarité entre les nations sœurs de « Notre Amérique ». José Martí a été l'apôtre d'une conception fraternelle des relations latino-américaines. Il avait assigné à Cuba une tâche de sentinelle dans la défense de l'identité et de l'unité latino-américaine.[944]

La fonction de sentinelle de Cuba assumée par Martí fait que « Cuba apparaît donc historiquement comme l'un des phares de l'élaboration et du développement de la caraïbéanité »[945], et l'on comprend qu'en assumant l'héritage du poète, l'Île se sente investie d'une mission d'établissement de liens étroits dans la Caraïbe. En outre, il convient de noter que selon la conception martinienne, les relations caribéennes et latino-américaines doivent être établies sans qu'existe de domination d'un pays sur les autres.

---

943 Cécile Leclerc, *op. cit.*, pp. 146-147.

944 Paul Estrade, « Une révolution *sui generis* inscrite à jamais dans l'histoire », *in* Sandra Hernández (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, p. 21.

945 Discours d'ouverture du colloque par Philippe Saint-Cyr, Président de l'Université des Antilles et de la Guyane, *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 10.

De la sorte, José Martí défendait l'idée d'une union politique, et particulièrement concernant les Grandes Antilles[946], que Cuba put reprendre partiellement à son compte après 1959. En effet, il ne s'agissait encore une fois plus à cette date pour la Caraïbe de se fondre en une seule et même nation, mais bien de défendre des intérêts potentiellement communs. Et, au sein de cette union ou de cette unité voulue par de grands noms, l'on retrouve la culture dans les déclarations de certains représentants du gouvernement révolutionnaire cubain, ce qui prouve que cette notion en induit beaucoup d'autres, et que l'on ne saurait négliger sa portée pour notre époque :

> C'était le rêve de Bolívar, et Martí a dit que notre Amérique n'était pas seulement un ensemble de peuples, mais aussi un seul grand peuple. La culture est donc appelée à jouer un rôle décisif en préfigurant la coopération politique, sociale et économique qui doit exister entre nos peuples.[947]

Cette vision signifie clairement que la culture est une base à toutes les autres relations, qu'elle unit les peuples et les Nations, et qu'elle débouche sur des bénéfices bien plus larges que les échanges culturels eux-mêmes. En outre, on voit combien l'unité repose sur la culture avant même d'être perçue comme un fait politique.

Certaines personnalités caribéennes semblent d'ailleurs reconnaissantes à Martí de ses apports à la recherche de ce qui est typiquement et intrinsèquement caribéen, « lo caribeño », mais également de son action en faveur d'une collaboration intra caribéenne sortie des clichés et autres préjugés :

> À mon avis l'un des pères les plus prestigieux de cette conscience émancipatrice est sans conteste un fils de Cuba : José Martí. Il l'est par son œuvre et son combat.
> Dans son américanisme il n'y a pas seulement l'absence de racisme qui, selon Frantz Fanon, caractérise l'authentique lutte anticoloniale, il y a chez Martí quelque chose de plus : un amour véhément pour l'unité de l'homme, pour l'humanité comme être collectif et capable de progrès.[948]

On voit donc que le père de l'indépendance cubaine a considérablement marqué l'esprit collectif caribéen, et qu'il a contribué non seulement à libérer des territoires, mais également à affranchir dans une certaine mesure les Caribéens du poids du passé colonial,

---

[946] Alain Yacou, « La Caraïbe au tournant de deux siècles » : le combat inachevé de José Martí », *in* Alain Yacou (éd.), *La Caraïbe au tournant de deux siècles*, Paris, Karthala, 2004, p. 24.

[947] Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, p. 61.

[948] Discours d'ouverture du colloque par Philippe Saint-Cyr, *op. cit.*, p. 9.

en mettant en avant les liens humains et non plus les liens sociaux ou raciaux. Il faut encore évoquer le fait que Martí s'inscrivait dans une position de défense du métissage[949], et que Cuba, en reprenant à son compte cette idée, peut s'attirer la sympathie d'un grand nombre de pays de la zone caribéenne.

Les écrits et la pensée de Martí font donc encore pleinement partie de la vie politique et sociale cubaine mais aussi caribéenne, et l'Île porte aujourd'hui haut et fort les valeurs internationalistes évoquées plus haut. Ainsi, certains observateurs soulignent la mise en œuvre des idées et des rêves de Martí dans la politique de la Révolution, fait qui justifie pour une large partie les relations de Cuba au monde :

> D'après Ortega[950], José Martí est la source de l'inspiration messianique de Fidel Castro : l'idée de « libérer l'Amérique latine de l'impérialisme nord-américain n'est pas de Castro mais de Martí ». C'est Martí qui a conçu le rêve d'une république prédestinée à l'accomplissement d'un destin glorieux.[951]

Encore une fois, Cuba se retrouve en position de moteur des relations caribéennes, non qu'elle le veuille, mais du fait qu'on ait depuis longtemps envisagé pour elle un « destin glorieux », une destinée exceptionnelle qu'elle ne semble avoir d'autre choix que d'accomplir. Cela peut bien évidemment être un poids très lourd à porter, mais il semblerait que les dirigeants révolutionnaires cubains aient fait le choix de l'assumer totalement, et même d'en tirer parti en promouvant d'abord des mouvements révolutionnaires, puis en adoptant une rhétorique anti-impérialiste et anti-néo-coloniale : « Comme à l'époque de Bolívar, de San Martin, d'O'Higgins, de Juárez et de Martí, nous devons d'abord, pour briser les chaînes de l'ignorance et de l'esclavage intellectuel, briser les chaînes de l'exploiteur étranger »[952]. Apparaît ici le désir proclamé par Cuba de s'émanciper d'un joug « intellectuel » qui empêcherait bien évidemment l'éclosion de relations culturelles profondes dans la Caraïbe. De fait, Cuba n'a pas seulement récupéré le nom de Martí ou celui d'autres grands Hommes Caribéens dans le but de promouvoir des actions militaires, elle a au contraire également su transposer leur héritage dans le présent,

---

949 Shalini Puri, *The Caribbean postcolonial : social equality, post-nationalism, and cultural hybridity*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 52.

950 Luis Ortega, écrivain cubain.

951 Elizabeth Burgos, « La Révolution cubaine et l'Amérique latine : un continent sous influence », *in* Marie-France Prévôt-Schapira (éd.), *Cuba, un castrisme sans Fidel ?*, Paris, Revue Problèmes d'Amérique Latine, Choiseul, Numéro 61/62, Été-Automne 2006, p. 62.

952 (s.a), *Discours d'ouverture prononcé par le camarade Armando Hart Dávalos, Ministre de la Culture de la République de Cuba, lors de la Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de Notre Amérique*, La Havane, s.n, 1981, p. 12.

et, consciente des défis supposés par une ingérence, voire une colonisation culturelle, elle semble se poser en fer de lance de l'indépendance que sous-tend la culture.

En outre, Martí, tout en défendant la culture cubaine et sa valeur, n'a jamais caché l'importance que revêtait pour lui le dialogue culturel avec l'ensemble du globe[953]. De la sorte, l'œuvre de Martí est en totale adéquation avec le projet révolutionnaire cubain, et ce, notamment en ce qui concerne la culture, puisqu'il s'agit pour l'Apôtre comme pour la Révolution de redonner à la culture cubaine une valeur certaine, sans pour autant lui conférer un statut écrasant toutes les autres cultures.

Concernant ce point, l'Île a mis en évidence les liens entre Marx et Martí, tous deux convertis en icônes politiques et morales ; ce parallèle a lui aussi permis de justifier la politique cubaine en matière de culture : « Marx y Martí, el primero desde su sensibilidad científica, el segundo desde su sensibilidad poética, avanzan hacia una comprensión y una ejecución de la cultura como totalidad »[954]. La position défendue par Cuba est donc confortée par son histoire, mais également par le lien entre celle-ci et l'histoire universelle du socialisme.

Par ailleurs, la primordialité d'une conscience pleine du passé est clairement exprimée dans l'œuvre de Martí, idée qui semble parfois avoir été la ligne directrice de Cuba quant à ses voisins : « [Joel James Figarola] recordó la expresión martiana de que « lo pasado es la raíz de lo presente ; ha de saberse lo que fue porque lo que fue está en lo que es »[955]. Cette recherche identitaire liée au passé ne peut semble-t-il se faire, pour Cuba, de façon isolée ou personnelle. Il s'agit au contraire pour les pays de la Caraïbe de tirer parti d'une histoire commune, dont découleraient des traits à leur tour communs entre les États. Une bonne connaissance de la zone et de son passé favoriserait la mise en place d'échanges fructueux de nos jours, et cette connaissance passe nécessairement par l'établissement de liens, au premier rang desquels apparaissent les liens culturels.

---

953 Abel Prieto Jiménez, « La cultura cubana : resistencia, socialismo y revolución », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 6.

954 Enrique Ubieta Gómez, « José Martí y el proyecto emancipador cubano », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 54.

955 Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Número 1, 1984, p. 8.

D'autre part, les écrits de Martí concernant l'art ou la culture peuvent éclairer la politique menée par l'Île. Le poète écrivit ainsi : « ¿ Qué es el arte, sino el modo más corto de llegar al triunfo de la verdad, y ponerla a la vez, de manera que perdure y centellee en las mentes, y en los corazones ? »[956]. La notion de vérité est primordiale, puisque Cuba peut effectivement se poser en bastion d'une sincérité, d'une authenticité dont peuvent être dépourvus d'autres États.
Cependant, adopter cette position revient à accuser implicitement les autres pays caribéens de tricher en n'étant pas en adéquation avec l'objectif politique défini ici, ou autrement dit à creuser le fossé préexistant entre certains États.

En outre, il faut noter que d'autres pays caribéens se sont servis d'écrits légués à l'Histoire par les grands Hommes de l'aire caribéenne pour affirmer que leurs relations avec Cuba étaient naturelles. Il en fut ainsi pour le Mexique : « ¿ Por qué vincular a [Martí y Juárez] ? […] En ellos se resumen las más altas aspiraciones y utopías de nuestros pueblos »[957]. En d'autres termes, les grands noms du passé ont servi de point de rapprochement entre les États, et ont permis aux gouvernements de mettre en avant une filiation spirituelle entre les peuples impliquant des « aspirations » communes, ouvrant la voie à des projets communs. Les liens entre les grands noms de l'Histoire caribéenne agissent donc comme une sorte de réactivation perpétuelle des relations :

> […] vale la pena destacar la más actual expresión de los vínculos históricos : en el presente año se han celebrado actos conmemorativos en Cuba y en México por el bicentenario del natalicio del Benemérito de las Américas, Benito Juárez, con el apoyo de instituciones académicas y culturales fundamentalmente, con lo cual se contribuye al fortalecimiento de las relaciones entre nuestros pueblos y que, sin lugar a dudas, redundará en un saldo positivo para las relaciones entre ambos países.[958]

Il faut dire en conséquence que les relations culturelles, bien que semblant échapper à tout contrôle et passant par différentes voies, sont parfois observables à travers de grands événements qu'il est nécessaire d'analyser.

---

[956] Armando Hart Dávalos, *Cultura en revolución*, Mexico, Nuestro Tiempo, 1990, p. 119.
[957] Ruben Ruiz Guerra, « Martí, Juárez y la autodeterminación de los pueblos », *in* Catedrática extraordinaria José Martí, *Relaciones México-Cuba : 1950-2006 : historias y perspectivas*, México, UNAM, 2007, p. 283.
[958] Eurídice González Navarrete, « Relaciones Cuba-México : continuidad y cambio », *in* Catedrática extraordinaria José Martí, *Relaciones México-Cuba : 1950-2006 : historias y perspectivas*, México, UNAM, 2007, p. 64.

Chapitre 3 : Les grands événements culturels

Bien évidemment, et malgré toutes les difficultés, des relations culturelles naissent quelquefois des réalisations et productions « concrètes ». Tel est le cas des événements culturels particuliers que sont les festivals, dont le poids est singulier lorsque l'on parle de culture : « As means to cultural co-operation, [regional festivals of art] can be plausibly justified as a way of investing historical tendencies with positive force and as a device to forge the solidarity of the Caribbean collective consciousness »[959]. Les festivals sont l'expression d'une culture commune mais aussi de la multiplicité des cultures présentes dans la Caraïbe, dans le même temps qu'ils constituent une amorce à de nouvelles relations, en créant l'émulation autour d'une culture (re)valorisée.

Il faut tout d'abord dire que les festivals semblent plutôt rares au vu des déclarations d'intention des différents gouvernements. Bien que souhaités, les festivals se rapportant à la ou aux culture(s) caribéenne(s) ne peuvent aisément voir le jour. Il faut donc se demander si le point d'achoppement réside dans un manque de moyens financiers, dans les aléas historico-politiques qui peuvent venir briser les efforts entrepris, ou dans la difficulté pour les pays caribéens de percevoir l'intérêt majeur et les bénéfices rapides susceptibles d'être apportés par des liens culturels plus réels que virtuels.

D'autre part, il faut chercher à savoir quelle est l'implication de l'Île dans de tels événements, et quel est en retour l'investissement de la zone caribéenne dans ce type de manifestations. En effet, Cuba ne peut à elle seule décider d'établir des relations, il s'agit par définition d'un processus impliquant plusieurs États et nécessitant la coopération des nations caribéennes. Il faut donc chercher à savoir si les relations culturelles ne peinent pas à se concrétiser du fait de la dissonance entre les aspirations cubaines et les désirs caribéens. En effet, il semble que Cuba ait souvent tenté de se réintégrer dans la Caraïbe pour pallier des difficultés d'ordre économique, et que l'espace caribéen n'ait pas toujours été dans ces moments précis très enclin à une collaboration étroite avec l'Île.

[959] Rex M. Nettleford, « Cultural integration and co-operation in the Wider Caribbean and Latin America », *in* Rex M. Nettleford, *Inward stretch, outward reach : a voice from the Caribbean*, Londres, Macmillan Caribbean, 1993, p. 133.

1- À Cuba

a- *Les festivals culturels*

Cuba participe activement à l'organisation d'événements culturels, notamment sur son territoire, ce qui démontre l'importance qu'elle confère à la culture et aux recherches qui y sont liées, inversement proportionnelle aux moyens économiques dont elle dispose.
L'Île projette donc l'image d'un pays intéressé par sa culture, mais également et plus largement par la culture, et elle est perçue comme un centre de promotion de manifestations culturelles :

> Cuba is known for its many cultural festival that attract many visitors to the island. Some go to show solidarity with the Cuban government ; others attend out of curiosity or professional convictions. One of the most widely attended festivals is the Festival Internacional del Nuevo Cine Latinoamericano, held every December. […] Festival Mundial de la Juventud y Estudiantes is another widely recognized and attended international event. In 1997 it hosted more than 11000 delegates from all over the world.[960]

Dès lors, on peut se demander s'il convient réellement de parler d'isolement concernant Cuba, surtout lorsque l'on aborde le domaine de la culture. On voit encore combien la charge émotionnelle de la Révolution cubaine, tout comme son projet politique, attirent de nombreux participants aux manifestations culturelles promues par et sur l'Île.
Les événements culturels qui ont lieu à Cuba ne sont pas nécessairement orientés vers la Caraïbe. Au contraire, il semble qu'un intérêt majeur soit porté par l'Île à l'ensemble du sous-continent latino-américain, mais également que les rencontres culturelles se fassent dans des domaines très spécifiques. On observe que certains festivals organisés par Cuba sont destinés à des catégories de population (les jeunes par exemple), ou sont fondés sur des axes précis de la culture (tels que le cinéma).

Par ailleurs, la *Casa de las Américas* « organise chaque année le concours appelé Exposition de La Havane, qui est l'événement le plus important dans le domaine des arts plastiques en Amérique latine »[961]. On voit à nouveau que l'Amérique Latine est au cœur

[960] Luis William, *Culture and customs of Cuba*, Westport, Greenwood Press, 2001, p. 51.
[961] Lisandro Otero, Francisco Martínez Hinojosa, *La politique culturelle à Cuba*, Paris, UNESCO, 1972, p. 27.

des préoccupations cubaines, et que La Havane est la plaque tournante des relations cubano-latino-américaines.
Cela étant, ce point ne s'avère pas irrémédiablement épineux pour les relations culturelles spécifiquement cubano-caribéennes. En effet, la Caraïbe fait partie du sous-continent, et est donc incluse, bien que de façon implicite, dans les festivals organisés par l'Île. Même si cela induit une certaine faiblesse, les liens avec la Caraïbe semblant ici en quelque sorte dissous dans les relations plus larges avec le sous-continent, il faut noter que l'Île ne rejette pas l'espace caribéen, et qu'elle tente au contraire de l'inclure dans une aire plus large.

Cuba a eu des gestes forts vers la Caraïbe, puisque le gouvernement cubain créa, en avril 1981, le « Festival des Arts Caribéens » en sa ville de Santiago[962]. Axées sur la danse et le chant, les rencontres promues par ce festival tentaient surtout de mettre l'accent sur les origines africaines communes à l'Île et à la Caraïbe, permettant l'ouverture d'un dialogue ainsi qu'une réflexion sur les liens unissant la zone. On voit que l'héritage laissé par la colonisation peut être un moteur des relations culturelles actuelles de la Caraïbe, mais on observe également le poids de l'art dans ces relations. L'Île met effectivement un point d'honneur à créer des liens avec ses voisins sur la base des productions artistiques de la zone, productions qui trouvent toute leur légitimité à travers les expositions et autres manifestations culturelles.

Notons également qu'en 1982 eut lieu à Santiago de Cuba, ville résolument tournée vers la Caraïbe, le « II Festival de la Culture d'Origine Caribéenne »[963]. À cette occasion, le politique cubain José Ramón Balaguer Cabrera[964] déclarait : « Consideramos que ésta es una actividad necesaria, que tendrá que enriquecerse en un Festival mucho más amplio y más internacional y que sus frutos futuros serán de suma relevancia para el desarrollo cultural, no sólo de Santiago y del país, sino en igual medida de los países hermanos del Caribe »[965]. Les festivals organisés à Cuba ne sont donc pas uniquement destinés à faire étalage de la culture cubaine, ils sont au contraire officiellement l'occasion pour l'Île et ses

---

962 Jean Lamore, « Présence du monde antillais dans la culture cubaine d'aujourd'hui », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 30.
963 Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Año I, Número 1, 1983, p. 8.
964 Il fut notamment Député et Ministre de la Santé.
965 « El Caribe ya es otro », discours de José Ramón Balaguer Cabrera, Santiago de Cuba, 15 avril 1982, Año I, Número 1, 1983, p. 8.

habitants de s'enrichir d'une culture caribéenne, de la découvrir et de l'apprécier, ou, autrement dit, de s'ouvrir sur l'espace qui les entoure.

De nombreuses personnes ayant participé à ce festival exprimèrent d'ailleurs leurs sentiments quant à la culture caribéenne ou aux relations culturelles entre Cuba et la Caraïbe :

> Luis Suardíaz[966] (Cuba)
> Hoy, aunque los últimos acontecimientos han venido a disminuir ese contacto, la relación de Cuba con el área caribeña ha crecido y los lazos que se establecieron en Guyana, Jamaica y La Habana [CARIFESTA] no han sido rotos.
>
> Digna Castañeda[967] (Cuba)
> […] Pues lo caribeño, las similitudes que existen entre los países del área, muchas veces pueden verse con mayor facilidad en el terreno de la cultura.
>
> Olavo Alén[968] (Cuba)
> El Festival expone a Cuba como centro real de toda una actividad cultural que se está desarrollando en el Caribe, muchas veces a partir de nosotros, otras sin necesarios vínculos con nosotros. […][969]

À travers ces commentaires, il est facile d'observer que les liens culturels présentent l'originalité de résister aux tempêtes diplomatiques s'abattant sur les pays, et revêtent en conséquence une importance considérable, puisqu'ils peuvent constituer les derniers ponts tendus entre deux Nations s'opposant par exemple sur le terrain politique.

Il faut encore bien évidemment évoquer le Festival de la Caraïbe (*Festival del Caribe*, encore appelé *Fiesta del Fuego*), qui a lieu tous les ans à Santiago de Cuba, puisqu'il est l'expression concrète de la façon dont l'Île envisage sa et la caribéanité, et qu'il constitue dans le même temps une radiographie annuelle des relations culturelles cubano-caribéennes : « […] the Festival of Caribbean Culture, sponsored by Santiago de Cuba's Casa del Caribe […], focuses on Caribbean identity. It takes place in the eastern part of the island, since this is the most Caribbean area »[970]. Pour certains chercheurs, le *Festival del Caribe*, festival concrétisant la confluence des cultures caribéennes, constitue le projet le

---

[966] Écrivain et poète.
[967] Professeur à l'Université de La Havane.
[968] Directeur du Centre de Recherche et de Développement de la musique cubaine.
[969] « Festival de la Cultura de Origen Caribeño : hablan los invitados », *in* Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Año II, Número 6, 1986, pp. 76-77.
[970] Luis William, *Culture and customs of Cuba*, Westport, Greenwood Press, 2001, p. 51.

plus abouti en ce qui concerne les relations culturelles cubano-caribéennes[971]. Cet événement est même perçu comme un « CARIFESTA cubain », qui inviterait les cultures caribéennes sur le sol cubain[972].

D'autre part, on peut supposer que la culture tendra à devenir un domaine de plus en plus capital, au fur et à mesure que s'accentuera l'urgence des défis à relever pour la zone caribéenne, puisque c'est grâce à elle que l'on peut définir « *lo caribeño* », et opposer aux dissemblances des similitudes unissant les pays autant que les peuples, similitudes qui prennent leurs racines dans le passé et seront peut-être le levier d'une collaboration future.
On note également que La Havane tend à s'imposer peu à peu comme un nouveau « centre » de l'émulation culturelle caribéenne, et non plus uniquement comme la charnière des relations entre l'Île et le sous-continent latino-américain. On constate une évolution, puisque Santiago de Cuba n'est plus la seule ville « caribéenne » de l'Île, et il faut souligner la charge symbolique supposée par une telle mutation. En effet, en faisant de sa capitale le moteur de la culture et des manifestations culturelles caribéennes, Cuba tout entière se place en position de force et se convertit en promoteur actif des liens culturels internes à la zone caribéenne.
À ce sujet, on doit dire que le Carnaval de La Havane, « fête culturelle et populaire la plus courue »[973] de la ville, est un événement à la fois cubain et caribéen[974]. La capitale cubaine, en promouvant un festival qui est finalement l'expression de la cubanité mais aussi de ses liens avec son environnement, devient un centre d'impulsion aux liens culturels. Le simple fait d'être, comme tous les carnavals, participatif[975], fait de cet événement un moment de communion entre les Cubains et leur(s) culture(s). De la sorte, le Carnaval de La Havane est une expression de l'identité cubaine, il fait partie du patrimoine culturel cubain, permet aux Cubains de se sentir investis de leur culture, mais il est aussi un « espace d'accueil »[976] pour les autres cultures et les nouveaux arrivants ayant quitté leurs terres natales et s'étant installés sur l'Île.

---

971 Entretien avec Madame Milagros Martínez, professeur à l'Université de La Havane et secrétaire exécutive de la Chaire d'Études de la Caraïbe au sein de la même Université, le 12 juillet 2011, Université de La Havane.
972 Entretien avec Madame Milagros Martínez, professeur à l'Université de La Havane et secrétaire exécutive de la Chaire d'Études de la Caraïbe au sein de la même Université, le 12 juillet 2011, Université de La Havane.
973 Ricardo Horvath, *Cuba la oculta : vida cotidiana, comunicación y cultura*, La Havane, Editorial Pablo de la Torriente, 1989, p. 59.
974 Miguel Barnet, *Autógrafos cubanos*, La Havane, Letras cubanas, 2009, p. 94.
975 *Ibid*.
976 Miguel Barnet, *op. cit.*, p. 99.

Cependant, cette expression de l'identité et de la diversité[977] cubaine est dépendante des aléas économiques que subit l'Île, et sa perte de valeur dans les années 1980 n'a fait que précéder la suspension de sa tenue, entre 1992 et 1995[978].

Notons encore que, pour les Cubains investis dans le domaine de la coopération culturelle avec la Caraïbe, l'Île est bien un centre des relations pouvant s'établir dans ce domaine, même si elle n'en est pas l'unique moteur. Ainsi, Cuba se pose en promoteur des liens culturels dans sa zone, mais ne cherche pas à devenir l'unique capitale de ces liens. Le pays est d'ailleurs tout à fait conscient des relations établies entre les autres Nations, et n'y oppose nullement de résistance.
En résumé, on peut relever le fait que Cuba souhaite bien évidemment tirer profit des relations qu'elle établit avec les pays voisins, mais également des relations qui se tissent entre les pays caribéens, et qu'elle ne fait pas montre d'une volonté absolue de dominer les liens culturels de la zone, bien qu'étant désireuse d'impulser énergiquement ce type de relations.

Il est en outre remarquable qu'aucun pays ne semble laissé de côté par Cuba, quelle que soit son poids géographique ou économique. En effet, depuis 1959, l'Île s'est efforcée d'entretenir des relations avec tous les États de la zone, démontrant par là sa volonté farouche de défendre une culture propre au sein d'une identité culturelle commune. Il apparaît néanmoins difficile, voire irréalisable de pérenniser un événement qui regrouperait tous les États composant la zone caribéenne, pour des raisons évidentes –politiques, économiques, historiques, géographiques, *etc.*– que nous avons déjà abordées.

On peut encore noter qu'un autre festival de chant, danse et théâtre se tint en 1983, avec la participation notable de groupes venus du Surinam, de la Barbade, en encore de Guyane[979]. On comprend bien évidemment l'importance de la représentation de ces pays à cette époque donnée de l'Histoire, et l'on voit que les expressions artistiques sont au cœur de nombreuses manifestations concrètes des relations culturelles entre Cuba et la Caraïbe.

977 Miguel Barnet, *op. cit.*, p. 96.
978 Miguel Barnet, *op. cit*., pp. 97-98.
979 Jean Lamore, « Présence du monde antillais dans la culture cubaine d'aujourd'hui », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 30.

L'Homme est au centre de tout, puisqu'il est non seulement créateur mais aussi acteur de la culture qu'il partage avec ses congénères.

De la sorte, le Festival de la Culture d'Origine Caribéenne, qui eut également lieu en 1983, vit se mélanger science et art dans le but de présenter et d'analyser la culture :

> La III edición del *Festival de la Cultura de Origen Caribeño* […] abarcó la actuación simultánea de los grupos musicales, escénicos y danzarios en una veintena de escenarios, coloquios científicos, conferencias, recitales de poesía, exposiciones fotográficas y de artes plásticas, y la *premiere* de un documental.
> En esta ocasión participaron más de cincuenta representantes de distintas instituciones y de otros países caribeños, entre los cuales se encontraban Rafael Murillo y Frank Pilgrim, funcionarios de la UNESCO y del CARICOM, respectivamente ; Orlando Van Anson, Terry Agerkop, Robin Dobrú, Jules A Chin A Foeng, y John Defares, de Surinam ; Martin Carter y Keith Agard, de Guyana ; Beverly Lashly y Yamilé Joyce Daniels, de Barbados ; y el Grupo Zinica, de Nicaragua.[980]

Apparaît la volonté d'exposer en quelque sorte les cultures caribéennes, mais également de les comprendre. Partant, Cuba ne se contente pas de présenter des faits, elle cherche au contraire activement à analyser les cultures afin d'élaborer une arborescence justifiant les liens culturels actuels. Dès lors, elle se pose en membre actif de la communauté culturelle caribéenne, et son poids dans les relations de la zone apparaît comme évident.
En outre, il faut dire que l'art permet d'exposer sa culture et de s'ouvrir à celle de l'Autre, et l'on en comprend la place fondamentale au sein d'un tel événement, qui regroupe institutions officielles œuvrant à l'étude et la défense des cultures de la Caraïbe, mais également artistes et plus largement populations caribéennes.

On peut d'ailleurs souligner que la culture dite « populaire » tient une place prédominante dans les préoccupations cubaines, sans doute au motif qu'intégrer la population dans son ensemble au processus de découverte et de réflexion quant aux identités cubaine et caribéenne semble primordial au gouvernement de l'Île. En effet, les mesures gouvernementales prises par un pays dans le domaine de la culture sans que la population ne se sente concernée ne peuvent devenir autre chose que des coquilles vides, et pour que les politiques engagées par les États soient suivies d'effet, il faut que les populations s'y investissent pleinement. En outre, dans le cas de Cuba, on peut penser que la connaissance

[980] Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Edición especial, Junio de 1982/Diciembre de 1983, p. 5.

de la culture cubaine et caribéenne telle qu'envisagée par le gouvernement permet d'asseoir la politique interne de l'Île, mais également d'assurer la survivance du système politique en place.

Quoi qu'il en soit, les Cubains participent de fait énergiquement aux événements culturels ayant lieu sur leur territoire, largement relayés et appuyés par les institutions officielles :

> Casi medio millar de cultivadores de distintas expresiones artísticas y estudiosos de la cultura sub-regional convergieron en la denominada « ciudad más caribeña de Cuba » [para celebrar el III Festival de la Cultura de Origen Caribeño], cuya población contribuyó masivamente a subrayar los elementos de identidad y diversidad culturales características del área.[981]

On voit donc que les peuples et populations sont encore une fois au cœur du processus d'échanges culturels, bien que ces derniers ne soient pas seuls, et l'on comprend que l'adéquation entre leurs aspirations, le soutien des gouvernements mais également l'appui d'organismes internationaux soit la seule solution à la concrétisation d'événements culturels. En effet, il semble que ces trois acteurs, dont les rôles ont été évoqués plus haut dans ce travail, ne puissent réellement agir seuls, et qu'ils aient au contraire besoin d'une interaction, qui paraît aussi fondamentale que fondatrice. C'est effectivement en unissant leurs forces que les peuples, gouvernements et organisations pourront pérenniser les manifestations culturelles permettant l'étude et l'échange.

Par ailleurs, et presque à l'inverse, les manifestations culturelles permettent également de prendre le pouls des relations culturelles de Cuba avec ses voisins, dans la mesure où elles démontrent clairement quels pays ont la volonté d'y participer, mais également parce qu'elles constituent une tribune pour les ressortissants et représentants des pays caribéens :

> « L'image de Cuba est déformée à l'étranger », assure le ministre de la Culture de Trinité et Tobago.
> Le ministre de la Culture de Trinité et Tobago, Jennifer Johnson, estime que les médias donnent de la réalité cubaine une image déformée. « Ceci est regrettable » a-t-elle dit […] à Santiago où elle assiste à un festival culturel […].
> Des intellectuels et des artistes de 13 pays qui participent au Xe festival de la Culture caribéenne ont signé une déclaration conjointe de solidarité avec Cuba, où ils condamnent les projets interventionnistes comme TV Martí […].[982]

---

981 *Ibid*.

982 « Granma » (résumé hebdomadaire), Organe officiel du Comité central du Parti communiste de Cuba (dir. Isidoro Malmierca), Comité central du Parti communiste de Cuba, La Havane, Numéro 24, 17 juin 1990, p. 9.

Les festivals sont l'occasion de réaffirmer les liens qui unissent les pays, et, bien que Cuba ne rejette officiellement la participation d'aucun d'entre eux, la présence ou l'absence d'un État à une telle manifestation exprime la plupart du temps sa position quant à l'Île.

En outre, la présence de représentants diplomatiques ou politiques d'un État peut permettre la consolidation de liens existants, et contribue bien souvent dans le cas de Cuba à améliorer son image. On voit que les festivals culturels organisés à Cuba attirent donc des personnes susceptibles d'être intéressées par les projets portés par la Révolution cubaine, personnes qui peuvent ensuite contribuer à véhiculer une image de Cuba qui ne serait pas celle d'une « prison totalitaire ». Les participants aux manifestations culturelles, et tout spécialement les Caribéens, rompent de fait l'isolement culturel de l'Île, et sont en outre parfois porteurs de revendications tendant à réintégrer pleinement Cuba dans l'aire caribéenne.

Il est à noter que la *Feria del Libro* qui se tiendra à Cuba en 2012 sera dédié à la Caraïbe[983], ce qui permet de dire que l'Île se projette encore et toujours dans la recherche de la caribéanité, et qu'elle entretient et réactive constamment ses liens avec son environnement grâce aux manifestations culturelles.

Malheureusement, il faut à nouveau dire que ces événements concrets débouchent rarement sur des projets, et que les déclarations portant sur l'amitié qui lie les États caribéens semblent ne pas aboutir. En effet, si les manifestations culturelles que représentent les festivals sont déjà et dans une certaine mesure la concrétisation de relations, on ne peut pas les considérer comme le point de départ d'autres manifestations.

Il existe cependant encore d'autres événements liés à la culture à Cuba, portés notamment par la communauté scientifique, qui devient alors un acteur clé des relations culturelles cubano-caribéennes.

[983] Entretien avec Madame Milagros Martínez, professeur à l'Université de La Havane et secrétaire exécutive de la Chaire d'Études de la Caraïbe au sein de la même Université, le 12 juillet 2011, Université de La Havane.

b- *Les manifestations scientifiques et politiques*

Certains événements scientifiques sont également des événements culturels, en ce sens qu'ils permettent la rencontre et l'échange au sein de la communauté scientifique, et qu'ils se proposent parfois en outre d'étudier les cultures caribéennes, d'en dresser un état des lieux mais également d'émettre des propositions sur les conduites à adopter pour favoriser et fortifier les relations culturelles dans la zone. Dès lors, l'intérêt porté à la culture en tant que fait sociétal et scientifique contribue à la création ou réactivation de liens entre les pays de la Caraïbe : « Hilvanar historias comunes es un modo de trazar caminos para la transversalidad necesaria en el estudio de este espacio común del arco antillano »[984].

Bien que les colloques et congrès scientifiques soient perçus par certains comme des événements propices à la réflexion, et jamais à la résolution des problèmes qu'ils posent et exposent[985], ils restent des moments privilégiés pour la communauté scientifique, et pour les relations culturelles. Il convient notamment d'évoquer la rencontre mise en place sur le territoire cubain, dénommée « Encuentro iberoamericano y caribeño sobre enseñanza artística », qui a lieu tous les deux ans, et est définie comme suit par le Ministère de la Culture de Cuba :

> Intercambio especializado entre pedagogos de las artes y profesionales de la cultura latinoamericana y caribeña. Abarca todas las manifestaciones artísticas y se abordan temas que atañen a la formación y desarrollo de profesionales para las diferentes ramas de la cultura artística y estrategias regionales para el desarrollo de la enseñanza en diferentes países del área.[986]

Les événements organisés à Cuba ayant trait à la culture caribéenne ne se focalisent pas tous sur les expressions de cette culture. Elles tendent parfois au contraire à combler les manques en matière de politique éducationnelle ou culturelle, ce qui prouve que l'Île a pris conscience de l'importance de ce point. Cet investissement montre en creux le déficit d'attention portée jusqu'alors à la culture mais également à la formation de professionnels de ce domaine. Cuba et son gouvernement montrent effectivement leur intention d'étudier et de diffuser la culture par le biais de personnes spécialement formées à cet effet, mais aussi de rendre cette voie de diffusion transversale à toute la Caraïbe. Si son intérêt pour la

---

[984] Yolanda Wood, « Presentación », *in* Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, p. 7.

[985] Miguel Barnet, *op.cit.*, p. 194.

[986] Informes sobre los Sistemas Nacionales de Cultura, Cuba, Organización de Estados Iberoamericanos, Ministerio de Cultura de la República de Cuba (CD-ROM).

culture est indéniable, il faut également relever son envie de partager son savoir et son savoir-faire avec les Nations voisines.

En outre, l'Île se propose de faire se rencontrer des « professionnels de la culture », qu'ils en soient créateurs ou promoteurs, et des « pédagogues ». En d'autres termes, elle n'envisage pas la transmission de la culture sans lien étroit entre acteurs et professeurs, et démontre par là l'attention portée à la culture, ainsi que la profonde réflexion qu'elle a menée à ce sujet depuis bien des années.
En effet, dès l'année 1981, « une rencontre d'intellectuels nord-américains et caribéens a eu lieu à La Havane, […] [et] elle a démontré on ne peut plus clairement que [l'unité avec les mouvements intellectuels d'Amérique latine] repose sur […] la défense de l'identité culturelle de nos pays respectifs, la défense de l'unité culturelle de notre Amérique […] et la volonté d'engager le dialogue avec les intellectuels nord-américains »[987]. L'on observe ainsi la préoccupation cubaine pour l'identité, la culture et la coopération caribéenne dans ces domaines, mais aussi et à nouveau la place prédominante de deux grandes villes cubaines à ce niveau : La Havane, qui se présente ici sous un nouveau visage, et Santiago, pour des raisons économiques et historiques évidentes que nous avons déjà évoquées. La capitale cubaine, tout en restant tournée vers le continent américain, est donc également un lien avec la Caraïbe, et devient un pôle d'attraction autant qu'un point de départ pour les relations.

La culture permet, à travers diverses manifestations, d'ouvrir un dialogue entre des pays considérés comme idéologiquement antagonistes. Les enjeux des relations culturelles paraissent donc plus clairs, puisqu'il ne s'agit pas uniquement d'échanger sur la base de la culture, mais également de s'ouvrir à l'Autre dans le but de contourner les obstacles politiques à une relative unité. Cette unité si chèrement défendue par Cuba est, de surcroît, l'antithèse à l'isolement. Elle est effectivement la base de liens indéfectibles, qui permettent dès lors de surmonter les divergences d'opinion. De la sorte, on peut dire que El Centro de Estudios Martianos ou encore l'Université de La Havane se font fort d'accueillir

[987] Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, p. 60.

de nombreuses manifestations scientifiques liées à la culture : « auspician encuentros […] que posibilitan el intercambio […] »[988].

Quoi qu'il en soit, on voit nettement que l'Île a pris conscience du fait qu'elle ne pouvait vivre en autarcie, et que des relations culturelles dépendaient non seulement sa survie mais également la stabilité du monde latino-américain. En outre, les identités culturelles des différents pays composant la zone ne semblent pas devoir s'opposer à l'unité culturelle latino-américaine. Il faut comprendre que l'on ne cherche pas à gommer toutes les spécificités des différentes cultures présentes sur le sous-continent, mais simplement à les faire s'unir afin de les rendre plus fortes, et de permettre aux États caribéens et latino-américains de faire face aux défis supposés par les changements de donne au niveau mondial. Le fait de vouloir unir ou réunir ces cultures si hétérogènes, dans un but commun et d'importance majeure, montre la force que peuvent atteindre les liens transnationaux issus de la culture.

Il faut encore dire que de nombreux événements culturels sont organisés en collaboration avec le Mexique[989]. Ce pays semble effectivement particulièrement actif en matière d'investigation sur les cultures caribéennes, mais également quant à la mise en valeur, la promotion et les relations entre ces cultures :

> Durante los días 12 al 14 de febrero de 1986, en la ciudad de México, se reunió un Coloquio Internacional sobre el tema *Convergencia y especificidad de los valores culturales de América Latina y el Caribe*. Fue organizado por el Centro Coordinador y Difusor de Estudios Latinoamericanos (CCYDEL), de la Universidad Autónoma de México, con los auspicios de la oficina Regional de UNESCO para América Latina y el Caribe.[990]

Il est alors évident que le Mexique, en mettant en valeur sa côte caraïbe, appuie une réflexion nécessaire aux relations culturelles. En effet, en proposant d'analyser les similitudes et différences entre les cultures de la Caraïbe et de l'Amérique Latine, le pays pose les bases des liens culturels, qui ne sauraient s'établir sans que des points culturels

---

988 Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. 141.

989 Hernán Salas Quintanal, « Mexico-Cuba : intercambio en ciencias sociales y humanidades », *in* Catedrática extraordinaria José Martí, *Relaciones México-Cuba : 1950-2006 : historias y perspectivas*, México, UNAM, 2007, p. 233.

990 Leopoldo Zea, *Convergencia y especificidad de los valores culturales en América Latina y el Caribe*, México, UNAM, 1987, p. 31.

communs soient relevés, et permettent par la suite d'envisager sereinement les divergences.

En outre, Cuba s'est impliquée dans des projets scientifiques et politiques réunissant des représentants de gouvernements et concernant l'ensemble de l'Amérique Latine :

> Desde 1989 se dio en América latina un proceso inédito : sus ministros de cultura y autoridades de máximo nivel en materia cultural comenzaron a reunirse para explorar fórmulas que permitiesen acelerar, de manera deliberada, el conocimiento que cada uno de nuestros pueblos tiene sobre el quehacer artístico que se cumple en las demás naciones del continente.
> Este mecanismo, denominado desde entonces « Encuentro de Ministros de Cultura y Responsables de Políticas Culturales de América Latina y el Caribe », se ha concretado en reuniones periódicas, la primera en Brasil en 1989, luego Argentina, México, Cuba, y la próxima […] en Caracas.[991]

Cette rencontre permet de promouvoir la diffusion de la production artistique et culturelle latino-américaine sur l'ensemble du sous-continent, de parvenir à des accords de coopération dans le but de produire ou financer la culture, mais également d'harmoniser les pratiques relatives à la défense et à la sauvegarde du patrimoine culturel de l'aire[992]. En outre, elle se propose, de façon assez inédite, de mettre tous les pays en relation, et de faire se rencontrer réellement les cultures du sous-continent.

Il est remarquable que Cuba, outre son implication dans la réflexion engagée par cette rencontre, ait aussi accueilli cet événement. En effet, on note que les difficultés financières n'empêchent jamais l'Île de devenir le centre de rencontres et de débats concernant la culture.

[991] Esteban Araujo Rosales, « Consideración sobre el papel de los gobiernos en el proceso de integración cultural latinoamericana », *in* Luis Nuñez Gómez, Beatriz Solís Leree, *Comunicación, identidad e integración latinoamericana*, Mexico, Consejo Nacional para la Enseñanza y la Investigación de la Ciencias de la Comunicación, 1994, p. 201.

[992] Esteban Araujo Rosales, *op. cit*., p. 202.

2- Le CARIFESTA

a- *Les particularités du CARIFESTA*

Malgré une certaine latence et les périodes durant lesquelles le festival n'est pas organisé, principalement pour des raisons économiques[993] (et notamment durant les onze années qui suivirent l'édition tenue à La Barbade en 1981[994]), le Carifesta est un élément important dans notre analyse, puisqu'il est un élément clé de l'analyse des relations culturelles passées et contemporaines de la Caraïbe. Certains observateurs ont d'ailleurs souligné la perte conséquente à la non tenue de ce festival : « Signalons, […] pour regretter sa disparition, l'organisation de « Carifesta », grande fête culturelle où toute la famille caribéenne, faisant fi des barrières linguistiques et des différences liées à l'organisation politique, se retrouvait pour célébrer son identité diverse et une »[995].

Le Carifesta mérite sans doute une place à part dans notre analyse, en ce sens qu'il est l'expression jusque-là inédite d'un sentiment, celui de la caribéanité, ou pour le dire d'une autre façon, la matérialisation d'un sentiment d'appartenance à une communauté. En effet, ce festival est réellement envisagé comme un événement régional –premier point important, puisqu'évitant l'exclusion– permettant la synergie de toutes les activités artistiques et culturelles de la zone. De plus, le « caractère régional »[996] de cet événement démontre la volonté de la Caraïbe, peut-être inavouée ou partiellement inconsciente, de s'émanciper et de s'approprier sa culture par le biais des festivals. L'implication de la région traduit en outre la volonté de tendre vers une certaine unité, que l'on touche du doigt à travers l'organisation même du festival, qui fait appel aux consensus et aux concessions.

Forbes Burnham, alors qu'il était Premier Ministre du Guyana, souhaitait d'ailleurs que ce festival permît aux artistes de la zone, de tous bords et de tous horizons, de contribuer au

---

[993] Entretien avec Madame Milagros Martínez, professeur à l'Université de La Havane et secrétaire exécutive de la Chaire d'Études de la Caraïbe au sein de la même Université, le 12 juillet 2011, Université de La Havane.

[994] Cf. annexes.

[995] Maurice Belrose, « Le Venezuela, du continent aux îles », *in* Georges Voisset (éd.), *L'imaginaire de l'archipel*, Paris, Karthala, 2003, p. 213.

[996] Louis-Philippe Dalembert, « La Méditerranée caraïbe », *in* Culture Sud, « Caraïbes : un monde à partager », Numéro 168, Paris, janvier-mars 2008, p. 228.

développement d'une « personnalité caribéenne »[997]. La culture, à travers l'événement spécifique que constitue le Carifesta, contribue à l'essor d'une véritable identité caribéenne, et à dédouaner la zone d'un sentiment de culpabilité ou d'infériorité quant à la valeur de cette culture.

Certains ont défini comme suit le carnaval brésilien de Rio de Janeiro : « El Carnaval es un encuentro del hombre en sus esencias propias y compartidas, es un acercamiento […] a lo que nos iguala como miembros de una especie »[998]. À notre sens, nous pourrions sans doute éclairer le Carifesta de cette définition, puisqu'il constitue réellement un moment de rencontre et de partage permettant d'apprendre à se connaître soi et à se sentir membre d'une communauté. La devise du festival le démontre d'ailleurs bien mieux que tous les discours : « Un arcoiris de pueblos, un mismo sol caribeño »[999].
On retrouve donc à nouveau la dichotomie unité/diversité, qui n'apparaît pas ici comme un problème. Faisant fi de toutes les entraves, telle la réalité géographique, les Caribéens expriment à travers cette maxime la simplicité avec laquelle peut être réglé le questionnement de l'unité et de la multiplicité.

On peut encore se demander en quoi le Carifesta, en partie informel, peut avoir un impact sur les relations culturelles de Cuba avec la Caraïbe. Pour premier élément de réponse, il faut spécifier que cet événement mélange individualité et collectivité[1000], et qu'en ce sens, les rencontres se font tant sur le plan institutionnel que sur le plan humain et personnel. De la sorte, le Carifesta peut permettre l'établissement de liens entre les pays à travers les missions diplomatiques dédiées à cet effet, mais peut également favoriser les échanges entre populations qui ressentent le désir de prolonger le débat et d'approfondir la connaissance de l'Autre embrayée lors de l'événement ; les populations deviennent alors à la fois les moteurs et les vecteurs des relations culturelles.

Le Carifesta est également l'occasion de comprendre la similarité de certaines cultures caribéennes, et de prendre en conséquence conscience des liens immatériels qui existent

[997] Rex M. Nettleford, *op. cit.*, p. 133.
[998] Jaime Barrios Peña, *Arte mestizo en América Latina : discurso y mutación cultural quinientos años después, 1492-1992*, Buenos Aires, Fénix editorial, 1989, p. 106.
[999] Jean Lamore, *op. cit.*, p. 29.
[1000] Jaime Barrios Peña, *op. cit.*, p. 107.

entre ces pays. Partant, les participants peuvent décider de renforcer leur collaboration et l'événement se transforme alors en un point de départ pour les relations culturelles.

b- *Cuba/CARIFESTA : quel rôle pour l'Île, quelle importance pour le CARIFESTA ?*

Cuba fut l'un des pays instigateurs de cet événement[1001], démontrant à nouveau sa volonté d'asseoir les relations culturelles, d'analyser les cultures caribéennes mais également de mettre en valeur ces cultures parfois dénigrées ou méconnues.
Le Carifesta semble être d'une grande importance pour l'Île, qui a mis un point d'honneur à participer à toutes ses éditions : « Cuba es el único país de habla hispana que ha participado ininterrumpidamente en los Festivales Carifesta, hecho resaltado por los países sedes del evento y por la Secretaría de CARICOM »[1002]. Malgré toutes les difficultés (politiques, diplomatiques, économiques, …), Cuba paraît s'être fixé l'objectif de participer pleinement à ce festival, ce qui mérite sans doute que l'on s'interroge sur sa portée.

Si ce festival semble tellement important pour l'Île, c'est qu'il permet de créer des liens tout autant qu'il démontre ceux déjà établis. Il est effectivement un moment privilégié, pendant lequel les tensions existantes peuvent éventuellement s'apaiser, et en tout cas un temps propice à la discussion et aux échanges constructifs.
Malgré tout, il peut en parallèle et paradoxalement se faire l'écho des divergences entre les États, qui décident d'y participer ou non selon les thèmes abordés, les pays accueillis, mais aussi en signe de désapprobation pour le cas où un conflit les opposerait au pays organisateur.

En outre, le Carifesta met selon nous à jour l'implication de Cuba dans ses relations culturelles avec la Caraïbe à d'autres niveaux. Certaines éditions furent l'occasion pour l'Île de légitimer et de donner un crédit considérable à ses positions, telle celle de 1972, au Guyana, qui fut une démonstration de « l'active politique culturelle impulsée par

[1001] Louis-Philippe Dalembert, *op. cit.*, p. 228..
[1002] « Relaciones culturales Cuba-Caricom », document informatique fourni par l'Office des Relations Extérieures du Ministère de la Culture de Cuba, 2009.

[Cuba] »[1003]. Cuba s'est ainsi à différentes reprises détachée de l'ensemble caribéen par ses propositions et son investissement, devenant en quelque sorte le moteur d'une attention plus affirmée portée aux relations culturelles.

Quant au Carifesta ayant eu lieu à Cuba en 1979, il permit à l'Île d'affirmer sa volonté d'insertion au sein de l'aire caribéenne, voire son intention de se poser en figure de proue d'une tendance unitaire : « Cuba quiso demostrar su íntima relación con el Caribe y contribuir a su unidad »[1004]. De la sorte, l'événement devint une tribune pour l'Île, en lui permettant de faire entendre sa voix et d'ouvrir des pistes de réflexion, mais également en lui donnant la possibilité de raviver le désir latent d'unité déjà évoqué. Il fut par ailleurs une occasion supplémentaire pour Cuba de démontrer les liens « intimes » qui l'unissent à ses voisins, liens de fait présentés comme étroits et revendiqués comme un droit.

Malgré tout, la division semble encore l'emporter, puisque d'aucuns ont souligné le peu d'échanges entre organisateurs et invités concernant l'édition de 1979, tandis que d'autres mirent en exergue la « réussite indéniable »[1005] du festival tenu à Cuba, comptant avec 29 pays de la Caraïbe et d'Amérique Latine, ainsi que 1545 artistes s'étant produits durant 7 jours[1006].
L'on comprend dès lors qu'il soit difficile de tirer des conclusions objectives de ce type de rencontre, puisque les participants ne l'abordent pas tous de la même manière, chacun arrivant avec des préjugés influant inévitablement sur sa perception de l'organisation. Néanmoins, le nombre d'invités nous autorise à dire que le Carifesta de 1979 a permis des rencontres multiples et diverses avec un large éventail de pays, symbolisant l'ouverture de Cuba sur son aire géographique et son désir de la convertir en une aire culturelle, c'est-à-dire en une entité unie par des liens plus forts que ceux de la fatalité.

L'édition de 1979 est en outre particulièrement intéressante, puisqu'il s'y est tenu un « Symposium sur l'identité culturelle de la Caraïbe »[1007], ce qui prouve combien il est malaisé mais aussi nécessaire pour les Caribéens de se définir, et, encore une fois, la

[1003] Andrés Serbin, *Caribbean geopolitics ; Toward security through peace ?*, Boulder (USA), Lynne Rienner Publishers, 1990, p. 61.
[1004] Cécile Leclerc, *op. cit.*, p. 146.
[1005] Jean Lamore, « Présence du monde antillais dans la culture cubaine d'aujourd'hui », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 29.
[1006] *Ibid*.
[1007] *Ibid*.

volonté affichée par Cuba d'aller de l'avant, d'éclaircir les zones d'ombre empêchant l'éclosion de relations stables et fécondes, et sa conscience de la nécessité d'une (re)définition claire de l'identité culturelle caribéenne.
À ce propos, notons le titre du symposium, qui montre l'envie de passer outre les divergences, mais également l'appréhension de la Caraïbe par Cuba, qui semble considérer la zone comme un tout du point de vue de l'identité culturelle, et non comme un ensemble de pays. Là encore, apparaît la portée de la culture et des relations en découlant, et la volonté cubaine d'aller contre les dissensions inhérentes à la zone.

Bien entendu, les festivals et autres événements liés à la culture ne sont pas les seuls à pouvoir être considérés comme des réalisations concrètes des liens culturels ou de la recherche d'une culture. Les arts et la littérature ont également un rôle à jouer dans ce domaine, non seulement puisqu'ils sont une expression culturelle –que l'on expose parfois dans les festivals–, mais également puisque les productions qui en découlent peuvent souvent être vues comme symboliques ou symptomatiques des relations culturelles, et que leurs auteurs contribuent quelquefois, activement ou non, à l'établissement de ces relations.

Chapitre 4 : Les Arts et la littérature : catalyseurs de l'union caribéenne ?

C'est à partir du XXe siècle que les écrivains, poètes, peintres ou encore musiciens de la Caraïbe se mettent réellement à penser leur région[1008] comme à un ensemble culturel riche et foisonnant, mais aussi et surtout commencent à ne plus l'envisager comme l'annexe d'une quelconque puissance extérieure. En somme, ces derniers s'étaient détournés –et ils y avaient sans doute été contraints– de leur zone d'origine, mais l'ont peu à peu réinvestie, s'y sont intéressés et ont contribué à la faire se découvrir.
Si certains écrivains nient « l'existence d'une identité culturelle latino-américaine »[1009], il semble que cela ne soit que dans le but de promouvoir et exalter les vertus de la pluralité, et que le « détachement » de la Caraïbe quant à l'Amérique Latine constitue un élément de vitalité pour la recherche et l'analyse de la culture spécifiquement caribéenne.

Les artistes et écrivains caribéens favorisent donc parfois l'établissement de relations culturelles à travers leurs œuvres. Mais les productions des artistes peuvent aussi se faire l'écho de l'aspiration de leurs auteurs à une certaine unité de la zone, et prouver ainsi l'importance accordée aux relations culturelles par la sphère artistique de la Caraïbe. Dans tous les cas, on assigne souvent aux artistes et auteurs une tâche qui dépasse leur travail créatif, puisqu'on leur demande de s'engager dans la recherche et la défense d'une identité[1010] :

> El proceso de formación de la cultura latinoamericana y caribeña no ha concluido ni puede decirse que ha llegado a su madurez, lo cual, unido al entrecruzamiento cultural, obliga a nuestros hombres de letras y de ideas a una comprensión de sus responsabilidades en la defensa de lo auténticamente nuestro y, a la vez, al entendimiento de sus responsabilidades universales.[1011]

Outre leur rôle de producteurs d'une culture, les artistes et écrivains caribéens se voient attribuer la fonction de vigie quant à cette culture, et ceci est tout particulièrement vrai dans le cas de Cuba. En effet, les artistes y ont un rôle important, et sont aussi soumis à des

[1008] Yolanda Wood, *L'art de la Caraïbe*, Port-au-Prince, Fondation Culture Création, 2000, p. 24.
[1009] Gonzalo Figueroa-Yañez, « Amérique latine : métissage et identité culturelle », *in* Christian Descamps (éd.), *Amériques latines : une altérité*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1993, p. 52.
[1010] Miguel Barnet, *Autógrafos cubanos*, La Havane, Letras cubanas, 2009, p. 180.
[1011] Armando Hart Dávalos, *Cultura en revolución*, Mexico, Nuestro Tiempo, 1990, p. 155.

pressions artistiques. Effectivement, si leur art doit contribuer à explorer la culture caribéenne et à diffuser dans la Caraïbe la culture cubaine, il doit aussi, rappelons-le, se situer « dans la Révolution ».

De la sorte, sans perdre de vue les conditions de création qui influent nécessairement sur les artistes et écrivains Caribéens, il nous incombe de dégager le rôle réel de ces derniers dans les relations culturelles cubano-caribéennes.

1- Un rôle pluriel et difficile

a- *Les écrivains et artistes caribéens*

Les écrivains peuvent être un reflet de la société, et leurs écrits peuvent permettre d'expliquer les évolutions sociétales. Ainsi, en Amérique Latine, les écrivains ont repris possession des cultures et traditions qui leur avaient si longtemps échappé, et se sont donc mis à les explorer dans leurs œuvres. Ils semblent effectivement porter un nouveau regard sur la portée de leurs productions : « […] sorti de son isolement, l'écrivain a le sentiment d'avoir un rôle à jouer dans la formation et la transformation des esprits »[1012].

La redécouverte des identités culturelles propres au sous-continent, qui n'étaient jusqu'au XXe siècle considérées que comme des sous-cultures, a donné naissance à des générations d'auteurs reflétant réellement la société latino-américaine : « Nos écrivains incarnent la gamme infinie des diverses cultures, ethnies, traditions qui coexistent aujourd'hui dans notre continent »[1013]. À la fois conscients de leur(s) culture(s) et de leurs valeurs, et surtout dépositaires de ces cultures qu'ils vivent quotidiennement, les écrivains latino-américains contemporains donnent à lire la réalité culturelle telle qu'elle peut être vécue par les principaux intéressés. C'est bien évidemment en ce sens que les auteurs se font vecteurs de culture, et qu'ils contribuent à la redécouverte incessante des pratiques culturelles.

La littérature et les arts peuvent ainsi se convertir en défenseurs, instigateurs ou appui des relations culturelles : « Il existe effectivement des divergences politiques et idéologiques,

[1012] Liliane Hasson, *Cuba : nouvelles et contes d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 18.
[1013] Gonzalo Figueroa-Yañez, « Amérique latine : métissage et identité culturelle », *in* Christian Descamps (éd.), *Amériques latines : une altérité*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1993, p. 58.

mais par la voie de la culture –de la littérature, de l'art…– nous avons réussi à établir une unité plus étroite, par exemple, avec le mouvement intellectuel d'Amérique latine »[1014]. Cette citation d'Armando Hart Dávalos montre clairement que la culture peut passer outre les barrières traditionnellement reconnues comme éloignant les peuples, dont les plus importantes semblent être « la politique » et « l'idéologie », grâce aux deux instruments que deviennent la littérature et les arts.

Par ailleurs, certaines facettes des relations culturelles sont appuyées par « des initiatives privées de groupes culturels liés à la musique ou au théâtre »[1015]. Ces relations peuvent s'établir grâce aux hommes regroupés par une passion, qu'ils cherchent à communiquer ou à vivre différemment en s'ouvrant à d'autres groupes animés par le même attachement à un art. En ce sens, les troupes théâtrales, associations artistiques et culturelles mais également les écoles d'art peuvent influer sur les relations culturelles caribéennes, bien qu'il leur faille encore lutter contre les préjugés érigeant les cultures européennes en modèle sacro-saint que la créativité caribéenne ne saurait qu'écorcher :

> European classical ballet still holds a fascination for many, even in its most inexpert and embarrassing execution by the natives, though the National Dance Theatre Company of Jamaica and Beryl McBurnie and her Little Carib Theatre of Trinidad are touted as models of indigenous creativity. The intuitive (untrained) school of Jamaican painting is the subject of almost weekly controversy since the Euro-trained manifestations of painting and sculpture are still held in awe. So are the European classical composers of a genre of music, regarded as « serious ».[1016]

Il apparaît nettement que les cultures caribéennes, ainsi que leurs expressions, ont été confinées à des rôles subalternes. En effet, leur créativité s'apparente dans l'esprit des Nations présentées comme les berceaux de la culture à de la confusion, et les innovations proposées par la Caraïbe ne sont pas perçues comme étant « sérieuses ».

Les associations culturelles caribéennes doivent encore combattre un grand nombre de préjugés, et, pour avoir un impact dans l'ensemble de la Caraïbe, doivent lutter contre la mauvaise image dont est victime l'espace caribéen en tant qu'aire culturelle. En effet, pour que les anciennes puissances coloniales trouvent un intérêt à l'établissement de relations

[1014] Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, p. 60.

[1015] Andrés Serbín, « Cultura y tensión regional en el Caribe », *in* Francine Jácome (éd.), *Diversidad cultural y tensión regional : América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad, 1993, p. 15. Notre traduction.

[1016] Rex Nettleford, « Threats to national and cultural identities », *in* Anthony Bryan, Edward Greene, Timothy Shaw, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, p. 251.

culturelles à travers ces associations, il faut encore que la culture caribéenne fasse l'objet d'une (re)considération et qu'elle ne soit plus vue uniquement comme un ensemble de manifestations folkloriques sans réels fondements.

De la sorte, on observe que la Caraïbe n'est pas entièrement libre de construire les relations culturelles qu'elle souhaite, et qu'il lui faut encore venir à bout de nombreux obstacles. En effet, on ne peut que penser que d'un autre côté, les écrivains et poètes de la Caraïbe, longtemps soumis à « l'impérialisme culturel »[1017], jouent nécessairement un rôle dans les relations unissant les pays qui composent leur région, en tant que penseurs et créateurs de culture :

> La longue lutte des esclaves pour la liberté s'est accompagnée d'une revendication pour l'accès à la connaissance. Le monde hispanophone a donné naissance à des écrivains formés dans les centres intellectuels de l'ancien monde mais qui ont « créolisé » la langue, les formes, les pensées. L'écriture fut foisonnante, luxuriante et dit mieux que beaucoup de traités scientifiques l'identité de la région.[1018]

Les écrivains se sont depuis longtemps penchés sur l'épineux problème de l'identité caribéenne, qu'ils relient fréquemment à la ou aux culture(s) de la zone, et en ont exalté les composantes. Ainsi Antonio Benítez Rojo, essayiste cubain, tentait-il de comprendre la difficile position du monde caribéen, qui paraît toujours être dans l'entre-deux. « Esa forma inquietante de ser y estar siempre entre un acá y un allá »[1019] fut une préoccupation majeure de nombreux auteurs. Ils furent donc parmi les premiers instigateurs d'un courant de pensée tendant à redonner ses lettres de noblesse à la culture caribéenne, culture qui ne saurait vivre et survivre sans relations culturelles entre les pays de l'aire.

Tout en ayant bénéficié de formations sur le continent européen, les écrivains caribéens des générations d'auteurs et artistes nées avec la Révolution cubaine ne se sont pas contentés de « copier » un modèle ; ils ont au contraire tenté de tirer parti de l'histoire multiculturelle de la Caraïbe, et ont eu à cœur d'ériger leur culture en culture propre.

[1017] Oruno Denis Lara, *Les Caraïbes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, p. 122.

[1018] Lucien-René Abénon, Danielle Bégot, Monique Bégot, *Relire l'histoire et la géographie de l'espace caribéen*, Paris, Hachette, 2001, p. 112.

[1019] Helena C. Lázaro, « El Caribe trasplantado : manifestación literaria antillana en la creación de fronteras culturales más allá de sus orillas », *in* Andrés Bansart, Aura Marina Boadas, Mireya Fernández Merino (éd.), *El Caribe continental e insular en su literatura : ¿ vasos comunicantes o frontera ?*, Caracas, Universidad Central de Venezuela/AVECA, 2001, p. 110.

La tâche qui incombe alors aux écrivains lorsque l'on parle de relations culturelles est celle de devenir un trait d'union entre les Nations, tâche malaisée s'il en est puisqu'elle suppose une conscience pleine et entière de ce que peut contenir la culture caribéenne. En ce sens, les écrivains sont les dépositaires d'un passé, les témoins d'un présent et peut-être les compositeurs d'un futur :

> The truth is that none of these writers has been able to ignore the real-life issues of history (Caribbean history), race, colonialism, the plantation, neo-colonisation, social change, identity (national and cultural), linguistic loyalty to Europe's imposed standards of life and the awesome hold such standards have even on artists who are rebelling. Nor can they ignore Africa-in-the-Americas, the crucible in which much of what is artistically and culturally Caribbean was forged over four centuries of creolisation.[…]
> Novels, poems, short stories, literary criticism, and plays are indeed laced with Caribbean pre-occupations […].[1020]

Les auteurs caribéens sont une partie de la mémoire de la Caraïbe, puisque leurs œuvres ne peuvent ignorer le passé en partie commun à la zone, mais peuvent aussi se convertir en acteurs dynamiques de la création culturelle caribéenne. En effet, leurs œuvres et ouvrages ne sont pas seulement des résumés historiques, quand bien même ces derniers interrogent sur l'avenir. Les auteurs caribéens ne content pas uniquement une ou des histoires, ils contribuent au contraire à écrire l'Histoire en questionnant à la fois la culture et l'identité de la Caraïbe.

De la sorte, certains écrivains cubains, à l'instar d'Alejo Carpentier lors du Premier Congrès des écrivains et artistes de Cuba, ont réfuté les termes d'hispanité et de latinité pour définir leur culture[1021], accordant leur préférence à la mise en valeur des apports multiples. Dans ce cas, on peut peut-être percevoir une mise en valeur de la caribéanité, prise ici comme une valeur supranationale unissant la Caraïbe sous l'étendard d'une culture partagée, et donc le désir d'un rapprochement de Cuba avec le reste de la zone. Carpentier a d'ailleurs été, avec Nicolás Guillén, l'un des « représentants de l'ouverture cubaine sur la Caraïbe »[1022], et ces deux figures majeures de la littérature cubaine restent appréciées dans toute l'aire caribéenne non seulement pour leurs œuvres, mais également pour leur défense d'une culture caribéenne partagée au sein de laquelle les Caribéens

[1020] Rex M. Nettleford, « Cultural identity and the Arts – New horizons for Caribbean social sciences ? », *in* Rex M. Nettleford, *Inward stretch, outward reach : a voice from the Caribbean*, Londres, Macmillan Caribbean, 1993, p. 53.

[1021] Alain Yacou, « Historia, historiografía e identidad cultural : etnicidad e integración nacional en Cuba », *in* Andrés Bansart (éd.), *El Caribe : Identidad Cultural y Desarrollo*, Caracas : Equinoccio, Editorial de la Universidad Simón Bolívar, 1989, pp. 74-75.

[1022] Cécile Leclerc, *op. cit.*, p. 147. Notre traduction.

pourraient s'épanouir : « The Alejo Carpentiers and Nicolas Guillens stand out as homegrown icons not only for post-revolutionary Cuba but for an emerging culturally coherent Caribbean as well »[1023]. Certains auteurs ont contribué à donner ou redonner une cohérence à la culture caribéenne, en l'abordant non plus comme une somme d'apports juxtaposés, mais bien comme un tout nourri de plusieurs strates, qui n'étaient plus antithétiques dans leur esprit.

b- *Les Arts et la littérature de la Caraïbe : émetteurs et récepteurs de culture*

D'autre part, de nombreux auteurs caribéens ont contribué à diffuser la culture cubaine ainsi que les idées de la Révolution dans la zone. S'il ne fallait en citer qu'un, il faudrait sans doute évoquer Édouard Glissant et son *Discours antillais*, qui présente les cas de Cuba mais également d'Haïti non comme « des désastres ou des triomphes, mais comme des expérimentations importantes dans l'élaboration d'une identité caribéenne »[1024]. Glissant contribuait à dédramatiser et peut-être partiellement à réhabiliter la Révolution cubaine en tant qu'expérience spécifiquement caribéenne, sans tomber dans un discours apologétique qui ne fait que nuire au débat réel.

En outre, il est notable que certains écrivains donnent à voir une Caraïbe qu'ils savent riche et multiple au niveau culturel. De la sorte, des chercheurs ont mis en avant le fait que les écrivains contemporains insulaires vénézuéliens insistent sur les différents aspects culturels de la Caraïbe[1025]. Et l'on pourrait effectivement se demander : qui mieux que les écrivains caribéens pourrait écrire la Caraïbe ? Quoi qu'il en soit, on note un intérêt relativement récent et croissant des auteurs caribéens pour leur zone d'origine, intérêt qui concorde avec celui que Cuba porte elle-même depuis quelques années à la Caraïbe.

Il faut ainsi dire que les auteurs caribéens se cherchent et expriment ce que l'on pourrait appeler une quête identitaire dans leurs écrits : « Les écrivains antillais de toutes les langues ont consacré et continuent à consacrer leur fiction à l'analyse d'eux-mêmes et de

[1023] Rex M. Nettleford, *op. cit.*, p. 55.
[1024] Shalini Puri, *The Caribbean postcolonial : social equality, post-nationalism, and cultural hybridity*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 78.
[1025] Aura Marina Boadas, « Presencia del Caribe en la narrativa insular venezolana », *in* Andrés Bansart, Aura Marina Boadas, Mireya Fernández Merino (éd.), *El Caribe continental e insular en su literatura : ¿ vasos comunicantes o frontera ?*, Caracas, Universidad Central de Venezuela/AVECA, 2001, pp. 40-41.

leur histoire »[1026]. On pourrait penser que le fait que les auteurs caribéens se centrent sur eux-mêmes constitue un point d'achoppement aux relations culturelles. Il faut cependant entendre ce recentrement comme le point de départ d'une réflexion profitable à toute la zone, et à sa (ré)insertion dans le monde. Leurs œuvres deviennent alors le reflet d'une inquiétude partagée par tous les Caribéens, ce qui fait d'eux les porte-parole d'une communauté à la fois existante et en devenir. Elles montrent que les écrivains se rejoignent dans leur préoccupation, et l'étude de leurs ouvrages peut donner lieu à des réflexions et analyses appelant au rassemblement de l'aire.

De plus, l'histoire personnelle des écrivains permet quelquefois une ouverture sur les pays alentour. En effet, Cuba a su mettre en avant les origines multiples de certains de ses écrivains et poètes : « Hay que recordar que de Santo Domingo llegaron los padres de nuestro gran primer poeta, José Maria Heredia »[1027]. Des cheminements personnels et physiques des auteurs, on semble tirer des éléments permettant d'établir des liens, d'opérer des rapprochements.

La littérature permet également d'exprimer des sentiments, et parmi eux, ceux liés à ce qui apparaît comme l'impossible harmonie caribéenne surgit quelquefois. La place de Cuba dans la Caraïbe, mais aussi les déceptions et espoirs des auteurs cubains à ce sujet, est visible dans leur production :

Por el Mar de las Antillas (que también Caribe llaman) Batida por olas duras Y ornada de espumas blandas, Bajo el sol que la persigue Y el viento que la rechaza, Cantando a lágrima viva Navega Cuba en su mapa : Un largo lagarto verde, Con ojos de piedra y agua.[1028]	Sur la mer des Antilles (qu'on appelle aussi Caraïbe) Battue par des vagues farouches Et ciselée de molle écume, Sous le soleil qui la persécute Et le vent qui la repousse, Chantant avec de gros sanglots, Cuba navigue sur sa carte Tel un long crocodile vert Avec des yeux de pierre et d'eau.[1029]

[1026] Ramón Mansoor, « Des stratégies pour confronter les dimensions changeantes des relations intrarégionales et extrarégionales dans la Caraïbe », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 169.

[1027] « El Caribe ya es otro », discours de José Ramón Balaguer Cabrera, Santiago de Cuba, 15 avril 1982, *in* Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Año I, Número 1, 1983, p. 8.

[1028] Ricardo Horvath, *Cuba la oculta : vida cotidiana, comunicación y cultura*, La Havane, Editorial Pablo de la Torriente, 1989, pages liminaires.

[1029] Maryse Roux, *Cuba*, Paris, Karthala, 1997, p. 9.

Cet extrait de l'œuvre de Nicolas Guillén montre sans doute le sentiment de rejet éprouvé par les Cubains. Les éléments, météorologiques et géographiques, semblent s'allier aux Caribéens pour repousser l'Île, et l'on voit que l'écriture se convertit en l'expression des souffrances des Cubains.

Outre le partage d'une même culture, les arts peuvent se constituer en rempart contre l'ingérence culturelle et défendre dans le même temps les valeurs propres à la culture caribéenne. Ainsi note-t-on : « Quant au théâtre, à la musique (Bob Marley) et au carnaval, leur fonction de *catharsis* ne se dissocie pas d'une fonction de résistance culturelle »[1030]. Les Caribéens peuvent décider de se retrouver dans les arts, dont la fonction libératrice n'est plus à démontrer, pour préserver leur culture.
De la sorte, les arts permettent de résister à l'invasion culturelle venue de pays étrangers à la Caraïbe, dans le même temps qu'ils permettent un défoulement salvateur, puisque permettant l'évacuation des tensions et des sentiments de malaise. En ce sens, les artistes et leurs productions permettent une sorte d'union, voire de communion culturelle entre les pays caribéens, en tentant d'explorer la caribéanité et d'en exalter les vertus.

La musique permet en outre la transmission de valeurs communes et partagées, et est un point de référence pour les personnes se sentant appartenir à une communauté : « Traditionnellement, la musique s'impose comme un puissant vecteur de communication et la diffusion de sons tels que le *calypso*, le *soka*, la *salsa* et le *reggae* rappelle en permanence l'appartenance à l'aire caraïbe »[1031]. La musique permet donc une communication, c'est-à-dire un échange entre les cultures et les peuples, et il faut même souligner que « pour Carpentier, [la musique] constitue l'un des plus forts dénominateurs communs et aussi un trait d'union entre les îles, qu'il nomme *las islas sonantes* »[1032]. En d'autres termes, la musique rapproche la Caraïbe, et, comme déjà évoqué, sa diffusion est relativement aisée, puisque les postes de radio sont les équipements technologiques les plus répandus dans la zone.

[1030] Oruno Denis Lara, *op. cit.*, p. 122.
[1031] Justin Daniel, « Signification et portée de l'impératif régionaliste dans la Caraïbe », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 130.
[1032] Louis-Philippe Dalembert, « La Méditerranée caraïbe », *in* Culture Sud, « Caraïbes : un monde à partager », Numéro 168, Paris, janvier-mars 2008, p. 228.

L'on note encore que « les liens entre les îles se renforcent […] à travers l'incommensurable vecteur que représente la musique, facteur clé de l'intégration caribéenne […] »[1033]. L'on voit ici la puissance de la musique, que l'on pourrait penser n'être qu'un élément de divertissement, mais qui permet au contraire d'exprimer des sentiments forts ainsi que de rassembler les hommes autour d'une proposition commune de définition de soi. En outre, la Caraïbe semble être un lieu particulièrement propice à l'échange construit à travers la musique.

Mais cette musique qui s'offre en partage aux pays caribéens et se propose d'en devenir la liaison fondamentale est guettée par de nombreux dangers, et ne doit par exemple pas être falsifiée sous des prétextes mercantiles, sous peine de ne plus être un moyen de reconnaissance pour les populations et de perdre précisément sa valeur unificatrice :

> Caribbean identity is indeed now most readily acknowledged in the artistic manifestations of culture. But this is too often attended by an exoticist perception which does little or no justice to the ontological and philosophical underpinnings of calypso and reggae, contemporary musical forms which like their predecessors (the traditional and ancestral songs) are mnemonic devices for storing the worldviews of people yearning for a place in the sun which is nowadays so lavishly marketed to North American visitors.[1034]

En somme, la musique doit continuer à être une réelle expression culturelle si on veut qu'elle reste un étai à la construction de relations culturelles, et ne doit surtout pas s'adapter aux goûts et demandes des touristes venus en masse profiter des divers attraits de la Caraïbe. En effet, le travail qui a été fait –et se poursuit– concernant l'identité caribéenne, que l'on met désormais en avant sans complexe, ne doit pas être détruit par un ajustement aux désidératas extérieurs à la zone. Car incontestablement, la musique est déjà une expression culturelle qui donne à voir une identité et une histoire ; la soumettre à la loi de l'offre et de la demande reviendrait alors à lui faire perdre sa quintessence et sa raison d'être, et anéantirait totalement sa capacité à unir les Caribéens et à les faire se reconnaître.

[1033] Aline Lechaume, « Repenser la Caraïbe : constructions culturelles et identité territoriale », *in* Pierre Guillaume (éd.), *Identités Caraïbes*, Paris, Éditions du CTHS, 2001, p. 271.

[1034] Rex Nettleford, « Threats to national and cultural identities », *in* Anthony Bryan, Edward Greene, Timothy Shaw, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, p. 250.

La musique, et plus largement les arts de la Caraïbe, doivent donc continuer à être vécus et ressentis comme tels par les populations de la zone. Cela ne signifie pas qu'il leur faille opérer un repli sur eux-mêmes, qui serait bien évidemment tragique, mais il faut reconnaître que subordonner la production artistique et littéraire aux attentes du monde reviendrait à corrompre définitivement ce qui fait l'essence de l'aire caribéenne. Il faut donc que tous les Caribéens se sentent à la fois possesseurs et transmetteurs des arts de la Caraïbe, afin de les faire partager au monde et de ne pas les laisser se convertir en sous-production culturelle.

D'autre part, et d'une façon plus large, le poids des intellectuels dans les relations culturelles cubano-caribéennes n'est pas à négliger, puisqu'ils sont les premiers à penser les relations ou non relations, à en analyser les causes et les conséquences, mais peuvent également pour certains faire part des résultats de leurs analyses à un niveau mondial, ce qui sous-entend des répercussions conséquentes. Effectivement, leur notoriété peut leur permettre de s'extraire du cadre caribéen, mais leur position parfois privilégiée dans la société peut également leur donner accès à des moyens de communication facilitant la diffusion de leurs réflexions et donc l'échange dans la Caraïbe :

> La présence importante d'intellectuels de la Caraïbe connectés par internet rend possible la constitution de réseaux œuvrant pour le développement de leurs pays d'origine. Il existe plus de quarante réseaux de ce type de par le monde, qui tentent de contribuer à distance à des activités en faveur de leur lieu d'origine (projets de recherche communs, transferts de technologie, échange d'information, joint ventures, sessions de formations…).[1035]

On voit donc combien la communauté « intellectuelle » de la Caraïbe est importante à l'heure d'instaurer des relations. Cependant, il faut également noter que chacun semble œuvrer pour son propre pays, et que bien peu tentent d'attirer l'attention sur l'ensemble de la Caraïbe.

Malgré tout, cet intérêt des intellectuels pour la Caraïbe, qu'ils ne tentent plus de fuir ou de cacher, permet d'instaurer des projets qui peuvent sans doute amener à une meilleure connaissance de la zone par la zone, mais également par le monde. En effet, en contribuant à échanger avec l'ensemble de la planète, les réseaux portés par les intellectuels caribéens peuvent permettre une diffusion et une reconnaissance de la culture de l'aire caribéenne.

[1035] Elina Dévoué, « La demande d'enseignement supérieur dans la Caraïbe », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 151.

Il faut en parallèle souligner le fait que les intellectuels et artistes pourraient se substituer aux gouvernements, lorsque ces derniers n'assument pas l'établissement de relations culturelles :

> […] nos encontramos con que la tarea de los intelectuales y de la academia en general pudiera estar relativamente esclarecida sólo si se asume como una batalla desde las sociedades civiles de cada uno de los países, ya que en el contexto actual muy poco se puede esperar de las políticas culturales de los gobiernos […].[1036]

Bien qu'il ne s'agisse là que d'une expectative, on voit que le rôle potentiel accordé aux intellectuels est considérable. Ils peuvent effectivement se convertir en moteurs et vecteurs de la culture, et sont donc appelés à participer pleinement de l'élaboration de liens culturels. Certains artistes s'intéressent à l'esprit caribéen : « Artistas plásticos como Edna Manley, Karl Broodhagen y Stanley Greaves capturan las huellas del indomable espíritu caribeño en la piedra y el lienzo »[1037].

D'autre part, les intellectuels caribéens peuvent aussi motiver le sentiment d'appartenance à une même communauté. Dans le cas de l'Île, cette mise en avant d'un partage spirituel lié à la culture se fait en exacerbant de manière positive l'orgueil des Cubains, et, plus largement, des habitants de la zone, sur lesquels retombent le prestige d'intellectuels mondialement connus : « ¿ Cuántos cubanos se enorgullecen de pertenecer al mismo espacio cultural de intelectuales de la talla de C. R. L. James, Marcus Garvey, Eric Williams, Arthur Lewis, Walter Rodney, Frantz Fanon, Édouard Glissant, y tantos otros antillanos de prestigio regional y mundial ? »[1038]. De la sorte, les écrivains caribéens deviennent les promoteurs des relations culturelles de la zone, et en sont en parallèle les vitrines.

c- *Le contexte caribéen*

Les travaux des artistes et écrivains caribéens sont parfois en proie à la fragmentation, dans la mesure où ils sont souvent vus comme des symboles d'une culture parmi la culture caribéenne :

[1036] Osvaldo Barrios Montes, « Para pensar el Caribe desde Cuba », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 18, 2004, pp. 175-176.

[1037] Michael Payne, Meenakshi Ponnuswami, Jennifer Payne, *Diccionario de teoría crítica y estudios culturales*, Barcelone, Paidós, 2002, p. 201.

[1038] Graciela Chailloux Laffita, Robert Whitney, « Cuba en el Caribe », *in* Graciela Chailloux Laffita (éd.), *De dónde son los cubanos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, p. 55.

> Las ficciones de Georges Lamming, Jean Rhys, Wilson Harris, Samuel Selvon, Erna Brober, y otros novelistas caribeños anglófonos pueden considerarse una lectura esencial para una cabal comprensión de la construcción narrativa de la identidad de las Indias Occidentales. Del mismo modo, la obra de Alejo Carpentier, Aimé Césaire, Jacques Roumain, entre otros, constituye una ventana hacia la lucha física y metafísica de la identidad asediada desde las perspectivas hispanohablante y francófona.[1039]

Les écrits des auteurs caribéens semblent ne refléter qu'une partie de la caribéanité, puisque chacun paraît marqué du sceau de sa naissance, et que les perspectives d'écriture et de représentation culturelle sont présentées comme différentes selon les mondes linguistiques. Si cela est en partie vrai –car on ne peut nier que les différentes puissances coloniales aient forgé différentes attitudes et différents modes de vie– on ne peut cependant taxer les écrivains caribéens d'hermétisme, puisqu'ils contribuent à diffuser la ou les cultures caribéennes.

Malgré tout, et bien que l'on ne puisse nier le pouvoir des arts et de la littérature quant aux relations culturelles, il nous faut à présent dire que le contexte de production et de réception de ces deux vecteurs culturels joue un rôle prédominant. En effet, la production d'une œuvre littéraire ou artistique ne peut sans doute pas agir sur les relations culturelles si celle-ci reste confidentielle. De la sorte, il est important de comprendre comment sont diffusées, mais également accueillies ces œuvres.

Comme nous le verrons ci-après, certaines institutions ont pour mission de favoriser les échanges et la bonne circulation des œuvres culturelles dans la Caraïbe, deux points sans lesquels la production même d'œuvres perdrait de son intérêt pour les relations, et auxquels sont liés parfois les artistes[1040]. Néanmoins, ces œuvres ne peuvent être reçues et perçues –et ne peuvent donc avoir un impact– que sous certaines conditions.

L'implication budgétaire et morale de tous les pays de la Caraïbe doit être réelle, et doit permettre non seulement la tenue d'expositions, les échanges entre bibliothèques, *etc.*, mais également l'accès de l'ensemble des populations à ce type de manifestations. Les échanges liés aux productions artistiques et littéraires doivent donc s'ouvrir aux Caribéens

---

[1039] Michael Payne, Meenakshi Ponnuswami, Jennifer Payne, *op. cit.*, p. 201.

[1040] Néstor García Canclini, « Definiciones en transición », *in* Daniel Mato (éd.), *Cultura, política y sociedad : perspectivas latinoamericanas*, Buenos Aires, CLACSO, 2005, p. 72.

d'un point de vue matériel et/ou logistique (les expositions ne devant pas être réservées à une supposée élite intellectuelle), mais aussi plus abstrait. En effet, il faut sans doute donner aux populations auxquelles on s'ouvre les clés nécessaires à une bonne compréhension des œuvres, et cela passe évidemment par une éducation à l'art.

D'autre part, le contexte même de production d'une œuvre peut influer sur sa réception et perception. En effet, comme nous le verrons en ce qui concerne les Cubains à travers la *Casa de las Américas*, la liberté accordée aux artistes et écrivains caribéens peut se révéler être une apparence, et convertir leurs œuvres en démarches plus politiques que culturelles. Ainsi, comme l'écrivait le Che dans *El socialismo y el hombre en Cuba*, la liberté de pensée et de création se doit d'être respectée, bien que l'on constate que la création soit presque toujours liée à une démarche qui dépasse le domaine culturel : « No debemos crear asalariados dóciles al pensamiento oficial ni becarios que vivan al amparo del presupuesto, ejerciendo una libertad entre comillas »[1041].

En outre, les artistes et écrivains caribéens sont tributaires des évolutions politiques de leurs pays, et sont parfois contraints de se plier aux normes dictées par les gouvernements, connaissant de la sorte plusieurs phases de production très différentes au sein de leur carrière :

> In the English-speaking Caribbean, the independence of the artist went hand in hand with notions of democratic freedoms. Therefore Norman Manley of Jamaica had, in his political credo, a central place for the unfettered exercise of the creative imagination, the sort of process in which artists are involved. […]
> He even declared (informally) George Campbell the poet of Jaimaica's self-government « revolution » as Nicolas Guillen was to become for Cuba's transformation.[1042]

Il est clairement observable que l'instauration de certains types de gouvernements peut provoquer une certaine liberté, voire une liberté certaine dont les artistes et écrivains peuvent bénéficier. À l'inverse, les changements politiques qui interviennent dans un pays peuvent brider la marge de manœuvre des producteurs de culture, qui se voient alors contraints à respecter un cadre formel au-delà duquel ils ne peuvent purement et simplement plus créer. Dans cette optique, le créateur de culture qu'est l'artiste ou

[1041] Eliades Acosta, *La cultura revolucionaria*, Mexico, Ocean Sur, 2008, pp. 9-10, citant Ernesto Guevara, *El socialismo y el hombre en Cuba*.

[1042] Rex M. Nettleford, « Cultural identity and the Arts – New horizons for Caribbean social sciences ? », *in* Rex M. Nettleford, *Inward stretch, outward reach : a voice from the Caribbean*, Londres, Macmillan Caribbean, 1993, p. 52.

l'écrivain peut devenir prisonnier des conditions de production[1043], et l'espace accordé à ce créateur devient un élément important.

À Cuba, la position officielle sur ce sujet est connue, puisque les autorités ont souvent mis en avant la « liberté » accordée aux artistes et écrivains de l'Île :

> La politique culturelle à Cuba repose sur une entière liberté de création artistique. Chaque créateur choisit ses tendances, sa manière et son style conformément à ses besoins d'expression, ce qui garantit la diversité et la spontanéité de ses œuvres. On attend en même temps de la responsabilité de chaque artiste qu'elle l'amène à concilier intimement sa liberté d'expression et son devoir révolutionnaire, opposant une barrière aux subtiles pénétrations idéologiques dont la fin ultime est la destruction des institutions qui garantissent et favorisent cette même liberté.[1044]

À Cuba, les droits et les devoirs des artistes sont extrêmement liés, et s'il est vrai qu'ils disposent d'un certain espace créatif, il leur est *a contrario* interdit de passer outre les limites imposées par la défense de la Révolution. En somme, un artiste ou écrivain cubain doit d'abord être, pour le gouvernement de l'Île, un révolutionnaire, et ce statut prime sur celui de créateur artistique. C'est de cette façon que semble exclue des relations, et ceci de façon drastique, toute une partie des producteurs de culture de la planète :

> Nous condamnons les faux écrivains latino-américains qui, après leurs premier succès dus à des œuvres qui exprimaient le drame de leurs peuples, ont brisé les attaches avec leurs pays d'origines pour s'installer dans les capitales des sociétés pourries et décadentes d'Europe occidentale et des États-Unis, et devenir des agents de la culture métropolitaine impérialiste.[1045]

De la sorte, en repoussant fermement certains écrivains liés aux « métropoles », Cuba a pu rejeter en partie les auteurs des territoires caribéens toujours dominés par ces dernières. Elle a de plus contribué, par la fermeté de sa position, à cloisonner ses relations culturelles, et a ignoré les écrivains et artistes dont la production n'était pas jugée opportune dans le cadre révolutionnaire. Pour le dire autrement, Cuba s'est coupée de nombreuses manifestations culturelles, de nombreuses formes d'art et d'écriture en verrouillant l'espace créatif cubain.

[1043] Néstor García Canclini, *op. cit.*, p. 72.
[1044] Lisandro Otero, Francisco Martínez Hinojosa, *La politique culturelle à Cuba*, Paris, UNESCO, 1972, p. 14.
[1045] « Extraits de la Déclaration du Premier Congrès National de l'Éducation et de la Culture », *in* (s.a.), *Les chemins de la culture à Cuba*, La Havane, Editorial Política, 1971, p. 13.

La définition de l'intellectuel semble être claire pour les autorités cubaines, qui ont clamé haut et fort par le passé n'accorder d'importance et de reconnaissance qu'aux artistes considérés comme « révolutionnaires », non artistiquement, mais politiquement parlant : « Et pour mériter un prix dans un concours national ou international, il faut être un véritable révolutionnaire, un véritable écrivain, un véritable poète, vraiment un révolutionnaire »[1046]. Les liens tissés par la communauté intellectuelle et les écrivains ont pu être brisés par l'imposition d'une figure idéale du producteur de culture, à tout le moins durant les premières années de la Révolution. En outre, la double casquette de l'artiste cubain, qui n'est ni artiste ni cubain sans être révolutionnaire peut s'avérer bien lourde à porter, et ce lien entre condition professionnelle particulière et condition politique générale de l'Île peut empêcher l'éclosion de relations culturelles, en empêchant certaines expressions artistiques d'exister.

Néanmoins, on a parfois encouragé à Cuba avec plus de vigueur qu'à l'accoutumée les relations directes entre artistes et écrivains de la Caraïbe et d'Amérique Latine, en insistant sur le fait que les gouvernements de la zone devaient s'effacer au profit des institutions culturelles par exemple, qui seules permettaient l'établissement de liens solides car librement consentis, hors d'un cadre protocolaire trop stricte[1047]. Malgré tout, l'artiste cubain semble être nécessairement engagé dans la Révolution pour le gouvernement de l'Île, et a ainsi un rôle à jouer, puisqu'avant la caribéanité ou la cubanité, c'est de la Révolution qu'il doit se faire le héraut : « Nuestros músicos han recorrido el mundo llevando el mensaje de la Cuba revolucionaria »[1048].

Malgré les difficultés, les écrivains et artistes de la Caraïbe peuvent agir en unificateurs – de manière consciente ou non– et ils agissent dans la zone comme des ressorts des relations culturelles. Pour les soutenir, il existe des institutions, dont la plus prestigieuse à Cuba est sans doute la *Casa de las Américas*, qui a œuvré et œuvre encore à la promotion d'échanges culturels entre Cuba, la Caraïbe et l'ensemble du sous-continent latino-

---

[1046] « Discours prononcé par le Commandant Fidel Castro Ruz, Premier Sécrétaire du Parti Communiste de Cuba et Premier Ministre du Gouvernement révolutionnaire, à la séance de clôture du Premier Congrès National de l'Éducation et de la Culture, tenue au théâtre de la Centrale des Travailleurs de Cuba, le 30 avirl 1971, Année de la productivité », *in* (s.a.), *Les chemins de la culture à Cuba*, La Havane, Editorial Política, 1971, p. 29.

[1047] Armando Hart Dávalos, *Cultura en revolución*, Mexico, Nuestro Tiempo, 1990, pp. 166-167.

[1048] « Informe Central al Primer Congreso del Partido Comunista Cubano », *in* Nora Madan (éd.), *La lucha ideológica y la cultura artística y literaria (compendio de documentos aprobados por el I y el II Congresos del Partido Comunista Cubano)*, La Havane, Editora Política, 1982, p. 61.

américain : « À l'heure où Cuba est prisonnière d'une insularité autre que géographique, *Casa de las Américas* aspire à servir de relais et de courroie de transmission entre Cuba et le monde, érigeant de ce fait l'intellectuel en agent privilégié de la médiation »[1049].

2- La *Casa de las Américas*

Bien que notre travail se centre sur les relations culturelles cubano-caribéennes, il nous semblait important et opportun d'évoquer la *Casa de las Américas*, dans la mesure où cette institution fut présentée comme « l'unique porte de communication de la Révolution »[1050] avec l'ensemble du sous-continent latino-américain au plus fort de la période d'isolement que connut Cuba.

a- *Une maison cubaine tournée vers « les Amériques »*

Les artistes et écrivains caribéens ne sont effectivement pas seuls face au défi de la relation et de la création culturelle, puisque l'on trouve dans la zone des organismes chargés de la diffusion et de la promotion de leurs productions. Les institutions cubaines faisant autorité dans le domaine de la création littéraire ont bien souvent exprimé leur aspiration à la création de contacts avec la Caraïbe. Parmi celles-ci, l'on trouve la *Casa de las Américas*, fondée le 4 juillet 1959[1051] –et la date de sa fondation reflète le caractère urgent que revêtaient pour la Révolution les recherches dans le domaine des lettres caribéennes et latino-américaines– ayant pour but de stimuler les relations culturelles de Cuba avec la Caraïbe et l'Amérique Latine dans son ensemble, en promouvant la production culturelle mais également les recherches liées à ce domaine[1052] :

> [En 1959] fut fondée la Maison des Amériques (Casa de las Américas), laquelle contribua de manière décisive à la diffusion de la culture cubaine et au renforcement de ses liens avec les autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Par le biais de ses nombreux festivals, publications, concours, expositions et autres activités, cette institution permit l'établissement de relations très étroites entre la révolution cubaine et les intellectuels progressistes

[1049] Françoise Moulin Civil, « Le Rôle médiateur de la *Casa de las Américas* dans les enjeux culturels cubains », *in* Augustin Redondo, *Les médiations culturelles*, Paris, Publications de la Sorbonne Nouvelle, 1989, p. 160.
[1050] Luisa Campuzano, « La revista Casa de las Américas, 1960-1995 », *in* Ambrosio Fornet, Luisa Campuzano, *La Revista Casa de las Américas : un proyecto continental*, La Havane, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello, 2001, p. 34.
[1051] Françoise Moulin Civil, *op. cit.*, p. 154.
[1052] Jean-Paul Duviols, Pedro Ureña-Rib, *Dictionnaire culturel des Caraïbes*, Paris, Ellipses, 2009, p. 74.

> étrangers, consolidant ainsi l'identité culturelle des peuples de la région et contrecarrant les tentatives de l'impérialisme états-unien visant à isoler Cuba sur le plan culturel. La Maison des Amériques devint le centre culturel le plus prestigieux d'Amérique Latine.[1053]

On observe que la *Casa* ne s'est pas uniquement contentée de se poser en trait d'union entre les peuples. Tout au contraire, son but premier était officiellement de « rompre avec un passé d'isolement et de méconnaissance mutuelle »[1054], et elle a été instaurée comme un instrument d'établissement de relations culturelles fondées sur des idéaux politiques, en insérant la Caraïbe dans l'espace plus large du sous-continent latino-américain. Ainsi, bien que la culture soit au centre des relations promues par la *Casa*, l'aspect politique de ces relations ne peut une fois de plus être passé sous silence. En effet, l'institution nouvellement créée se proposait de réactiver ou d'établir des liens culturels avec des pays partageant dans une certaine mesure les idées politiques de l'Île et de son gouvernement. De la sorte, Cuba s'est à nouveau coupée de tout un pan de la Caraïbe, en privilégiant le développement des relations avec des pays « frères » ou « amis ». En outre, la *Casa* devenait le centre de diffusion d'une certaine idée de la culture, qui n'aurait su être autre que socialiste :

> La transmission du savoir est ainsi, indissolublement, celle d'un pouvoir […]. Ainsi, s'il est vrai que les termes qui décrivent [la *Casa de las Américas*] : « puente de comunicación », « vehículo », etc. la désignent dans sa fonction médiatrice au plan culturel, il n'en est pas moins vrai qu'ils lui assignent dans le même temps une fonction analogue au plan politique. D'un autre côté, si le ministre cubain de la Culture, Armando Hart Dávalos, a pu dire que l'une des plus grandes réussites de la « Casa » consiste dans le fait d'avoir organisé « la institución cultural latinoamericana de mayor prestigio », il a su ajouter que cette réussite était surtout due au fait qu'elle était devenue « un inexpugnable baluarte de las ideas del socialismo cientifico ».[1055]

À nouveau, on comprend que culture et politique sont étroitement imbriquées, et que Cuba envisagea très rapidement les relations culturelles comme un moyen de sortir de son isolement, non culturel, mais principalement diplomatique : « La Revolución cubana hizo confluir lo cultural y lo político en un solo movimiento de reivindicaciones y transformaciones que desbordó ampliamente las fronteras de la Isla »[1056].

[1053] José Cantón Navarro, « La Révolution cubaine : plus de 40 ans de défis relevés », *in* Samir Amin, Rémy Herrera (éd.), *Cuba révolutionnaire. Tome 1 : Histoire et culture*, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 246-247.
[1054] Françoise Moulin Civil, *op. cit.*, p. 154.
[1055] Françoise Moulin Civil, *op. cit.*, p. 162.
[1056] Ambrosio Fornet, « Casa de las Américas : entre la Revolución y la utopía », *in* Ambrosio Fornet, Luisa Campuzano, *La Revista Casa de las Américas : un proyecto continental*, La Havane, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello, 2001, p. 12.

On ne peut nier la réussite de la *Casa de las Américas*, qui fut très rapidement considérée comme un réel centre névralgique culturel latino-américain, mais il faut dire que l'intérêt principal du gouvernement cubain n'était sans doute pas l'établissement pur et simple de relations fondées sur l'échange et le partage d'une ou de plusieurs cultures. D'ailleurs, les autorités cubaines décrivent ainsi le travail de la *Casa* :

> Realiza actividades de carácter internacional no gubernamentales, encaminadas a desarrollar y ampliar las relaciones socio-culturales con los pueblos hermanos de América Latina y del Caribe y a difundir la obra de sus escritores y artistas connotados.
> (Ley 299 de 28/4/59, Ley 814 de 30/5/61 ; Acuerdo del Consejo de Ministros de 30/11/76 ; y Decreto Ley N°. 16 de 15/8/78).[1057]

De la sorte, les liens établis le furent principalement avec des pays dont l'orientation correspondait à la ligne politique suivie par l'Île, et l'on peut se demander si des relations instituées dans un tel contexte peuvent avoir une réelle portée et une crédibilité vérifiable.

En outre, l'apparente envie de mettre fin au colonialisme et à l'ingérence culturels peut cacher le désir de diffuser des idées politiques : « Si la Maison des Amériques nous unit et réunit, c'est qu'elle est animée par la conviction que les intellectuels latino-américains et caraïbes exercent une influence importante dans l'accomplissement de [la défense des droits souverains des peuples] de Notre Amérique »[1058]. Si Cuba a toujours présenté la *Casa* comme la concrétisation de son désir de voir s'émanciper les peuples latino-américains, il faut également dire que l'institution fut en quelque sorte une fenêtre ouverte destinée à présenter les réussites de la politique sociale et socialiste de l'Île.

Quoi qu'il en soit, il faut remarquer que dans cette perspective, l'écriture permet de mettre des mots sur une situation : il s'agit bien ici, à travers les relations culturelles, d'une « lutte » pour l'indépendance, l'autonomie, la liberté, ou en tous les cas d'une lutte présentée de la sorte par Cuba –qui ne pouvait ni ne peut ignorer l'impact d'un tel but avoué dans la Caraïbe et l'Amérique Latine. Ainsi, le Conseil de Collaboration de la *Casa de las Américas* publia-t-il une déclaration en janvier 1967 :

> Esa lucha [por la libertad de los pueblos latinoamericanos] puede librarla el escritor en muchos frentes, y uno de ellos es el

[1057] (s.a.), *Estructura organizativa del sistema del Ministerio de Cultura de la República de Cuba*, La Havane, Ministerio de Cultura, 1981, p. 13.

[1058] (s.a), *Discours d'ouverture prononcé par le camarade Armando Hart Dávalos, Ministre de la Culture de la République de Cuba, lors de la Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de Notre Amérique*, La Havane, s.n, 1981, p. 1.

> imprescindible intercambio con las diversas culturas latinoamericanas o de otras regiones y, en el plano inmediato, con el contacto directo a través de traducciones, coloquios y otras tareas de reciprocidad y enlace cultural.
> […]
> No se puede dialogar con quien trata de usar a los escritores a favor de inaceptables intereses, neutralizando su libertad y su plena solidaridad con la lucha de los pueblos del continente. […] Sólo en una situación real de igualdad y respeto se puede efectuarse este intercambio cultural.[1059]

Bien que montrant nettement le rôle attribué à l'écrivain et la définition donnée des relations culturelles par une autorité aussi imposante et reconnue que la *Casa de las Américas*, cet extrait donne aussi à voir la complexité de l'univers caribéen, ressentie et bien souvent retranscrite par ses écrivains, à travers l'insertion dans l'aire plus large du continent latino-américain au détriment de la région même. Notons que l'époque –la fin des années 1960– est pour Cuba à une réinsertion dans le monde, ce qui explique en partie cet état de fait, et la volonté d'englober tout le continent pour ne pas se « cantonner » à un espace géographique réduit et restreint.

En outre, si les écrivains sont vus comme des combattants d'une liberté s'opposant au joug culturel des grandes puissances de la planète, on souligne ici également l'importance de la liberté accordée à ces mêmes intellectuels. Leur création et, en conséquence, leur combat ne peuvent se faire sans une certaine latitude, mais il faut bien avouer que cette intention louable est très difficilement quantifiable dans la réalité.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement cubain a toujours tenu à souligner « l'indépendance » dont jouit la *Casa de las Américas*, et certains de ses membres ont qualifié son travail de la sorte : « [La Casa de las Américas] encourage et stimule les relations avec le mouvement artistique et intellectuel d'Amérique latine ; c'est un centre, pourrait-on dire, socioculturel –non gouvernemental–, destiné aux recherches et à la promotion dans le domaine de l'art et de la littérature latino-américaine »[1060]. Officiellement, la *Casa* est donc une institution à part entière, nettement distincte des instances dirigeantes, ce qui lui confère une marge de manœuvre assez conséquente. Néanmoins, on ne peut sans doute que rester sceptique ou dubitatif lorsque l'on connaît le cadre dans lequel doit se faire toute création artistique imposé par le gouvernement cubain.

[1059] Claire Pailler-Staub (éd.), *El castrismo*, Paris, Masson et Compagnie, 1970, p. 92.
[1060] Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, p. 14.

b- *Un espace ouvert au dialogue et à l'échange culturel*

Malgré tout, la *Casa de las Américas* s'est depuis sa création positionnée en espace de rencontre, et elle a initié un processus de recherche global du sous-continent latino-américain sur lui-même :

> Gracias a la Casa de las Américas, una institución emblemática de esta vocación internacionalista de la cultura revolucionaria, hemos asistido a momentos decisivos de otro « Descubrimiento » : muchos intelectuales mexicanos, chilenos, argentinos, « descubrieron » el Caribe anglófono en el espacio de confluencias que se abrió para tantas voces olvidadas ; escritores y artistas brasileños « descubrieron » allí la dimensión latinoamericana de Brasil ; « descubridores » y « descubiertos » reconstruyeron, juntos, la totalidad cultural de Nuestra América, como una anticipación de la gran patria del futuro.[1061]

Grâce à la *Casa*, les Latino-Américains et Caribéens ont entamé un réel dialogue, et ont repensé leur espace et leur appartenance à un même ensemble non seulement géographique, mais aussi et surtout culturel. En ce sens, la revue « Casa » a contribué à « inscrire la Révolution dans le cadre du latinoaméricanisme contemporain »[1062]. La « découverte » du sous-continent se fit pour la première fois par le sous-continent lui-même, qui n'était plus soumis à un regard extérieur ni aux pressions et préjugés que cela suppose.

En outre, soulignons que le jury du prix de la *Casa de las Américas*– le *Premio Casa*, instauré en 1960 « pour encourager la création littéraire dans toute l'Amérique latine »[1063]– reflète les rapports de Cuba à la communauté culturelle latino-américaine et caribéenne. Il était à titre d'exemple composé en 1981, de 42 jurés, dont 4 Dominicains, 4 Trinidadiens, 4 Saint-Vincentais et 4 Haïtiens[1064], ce qui montre une certaine ouverture de Cuba sur la Caraïbe, et l'intérêt accordé aux points de vue de la zone.

[1061] Abel Prieto Jiménez, « La cultura cubana : resistencia, socialismo y revolución », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 6.

[1062] Ambrosio Fornet, *op. cit.*, p. 20. Notre traduction.

[1063] Lisandro Otero, Francisco Martínez Hinojosa, *La politique culturelle à Cuba*, Paris, UNESCO, 1972, p. 49.

[1064] Jean Lamore, « Présence du monde antillais dans la culture cubaine d'aujourd'hui », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 10.

Il est tout aussi intéressant de noter que les membres du jury, mais également les auteurs récompensés viennent de toute l'Amérique Latine aussi bien que de l'ensemble de la Caraïbe, y compris non hispanophone. De la sorte, on note la participation de la Caraïbe anglophone[1065] dans tous les aspects du prix *Casa*, ce qui permet de dire que ce prix n'est pas soumis au sectarisme linguistique. À ce sujet, notons que la *Casa de las Américas* publie des œuvres d'auteurs caribéens, bien souvent en édition bilingue (langue d'origine et langue espagnole) parmi lesquels la poétesse et romancière martiniquaise Nicole Cage-Florentiny[1066], dont la production interroge bien souvent l'identité caribéenne.

C'est sans doute un des faits qui expliquent qu'au fil du temps, la *Casa* soit devenue un monument incontournable des paysages littéraires cubain et caribéen. Le gouvernement cubain lui-même a souligné le poids de cette institution en tant que promoteur de la culture cubaine, instrument de diffusion de cette culture et fil tendu permettant un lien avec l'ensemble du continent :

> La fundación en 1959 de la Casa de las Américas contribuyó a impedir el aislamiento cultural en los momentos difíciles del bloqueo, y mediante diversas actividades como publicaciones, concursos, premios, festivales, exposiciones y encuentros de literatura, teatro, plástica y música, ha vinculado a la Revolución cubana los sectores más progresistas de la intelectualidad latinoamericana y a latinoamericanistas de los países socialistas, manteniendo en el continente el aliento de la Revolución cubana.[1067]

La *Casa* a donc permis à Cuba de briser l'isolement dont l'Île était victime, au moins partiellement, en ouvrant ses portes aux intellectuels de toute l'Amérique latine sans distinction d'origine ni discrimination autre que politique, preuve que la littérature et les arts peuvent être un moyen d'apprendre à se connaître ainsi qu'à connaître l'Autre, et à instaurer des relations parfois très fortes.

Il faut effectivement noter que les activités de la *Casa de las Américas* ne sont pas uniquement centrées sur la littérature, et qu'elle a au contraire promu des rencontres dans de nombreux domaines liés à la culture. En outre, elle a permis un rapprochement de la

---

[1065] François Delprat, « Les prix littéraires, un modèle répandu », *in* Centre de Recherche Interuniversitaire sur les Champs Culturels en Amérique Latine, *América : cahiers du CRICCAL – Les modèles et leur circulation en Amérique Latine*, Numéro 33, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2005, p. 232.

[1066] Nicole Cage-Florentiny, *Arco Iris, La Esperanza*, La Havane, Casa de las Américas, 1996, 56 p.

[1067] « Informe Central al Primer Congreso del Partido Comunista Cubano », *in* Nora Madan (éd.), *La lucha ideológica y la cultura artística y literaria (compendio de documentos aprobados por el I y el II Congresos del Partido Comunista Cubano)*, La Havane, Editora Política, 1982, p. 62.

communauté intellectuelle et la rencontre des latino-américanistes, et s'est donc positionnée en centre d'études et de recherches sur le sous-continent. De ce fait, elle contribue pleinement à la connaissance et la reconnaissance de toute l'Amérique Latine.

En outre, l'édition des ouvrages récompensés par la *Casa* peut également permettre de créer des relations : « Depuis un certain nombre d'années, des co-éditions sont réalisées (un accord privilégié avec le Ministère de la Culture de Colombie permet de faire imprimer les œuvres primées en Colombie, pays producteur de papier, ce qui allège la pénurie de matière première de Cuba) »[1068]. Partant, la situation économique difficile de Cuba depuis l'effondrement du bloc socialiste a conduit le pays à chercher des accords, notamment dans le but de perpétuer sa production culturelle et son engagement dans le domaine des arts et lettres. La culture et ses expressions ne sont pas seulement pour l'Île des moyens de propagande, mais sont au contraire au cœur d'un projet de société.

c- *Du dialogue au débat, et de l'accord à la désunion*

Malgré tout, la *Casa* a aussi pu être au cœur des débats et de la désunion, notamment par le biais de sa revue, qui est finalement un outil de diffusion des idées de la Révolution cubaine[1069]. En effet, en reflétant la volonté du pouvoir cubain de ne donner d'écho qu'aux artistes et écrivains « compatibles » avec la Révolution cubaine, la *Casa* et les institutions en découlant ont parfois été perçues comme des instruments uniquement politiques, permettant de manipuler le secteur intellectuel[1070], et non plus comme des institutions culturelles :

> En su función de vocero del Partido Comunista de Cuba en materia de política cultural latinoamericana, *Casa de las Américas* respondía a cada peripecia de dicha política. […] [La] posición ideológica más estrecha [de Cuba] se tradujo en conceptos de la política cultural dogmáticos, como el rechazo del diálogo con intelectuales burgueses, no o anticomunistas, y en la eliminación de representantes de otras ideas, y de personas no cubanas, del consejo de redacción, entre polémicas contra los « traidores », Parra, Asturias y Vargas Llosa. Así, *Casa de las Américas* contribuyó también a dividir a los intelectuales latinoamericanos.

[1068] François Delprat, *op. cit.*, p. 232.
[1069] Ambrosio Fornet, *op. cit.*, p. 13.
[1070] Ambrosio Fornet, *op. cit.*, p. 20.

> Todas estas contradicciones se cristalizaron en el « caso Padilla » […].[1071]

Le pouvoir conféré à la *Casa* semble avoir été le point d'achoppement de certaines relations. En effet, le Venezuela, alors gouverné par le Président Léoni, du parti *Acción Democrática*, créa en 1964 le *Premio Internacional de Novela Rómulo Gallegos*. Bien que très différent du *Premio Casa*, le prix instauré par le Venezuela se voulait être un contrepoint à l'influence du concours organisé par Cuba : « L'orientation social-démocrate du gouvernement vénézuélien en faisait un allié du programme nord-américain d'Alliance pour le Progrès, c'est donc à une sorte de rivalité pour l'influence culturelle en Amérique latine que répondait ce prix »[1072]. Il n'est alors plus permis de douter de l'entremêlement entre la culture et la politique, et l'on voit que les relations culturelles n'apparaissaient finalement qu'au second plan, derrière la bataille politique que se livraient les deux camps de la Guerre froide. C'est ainsi que l'on a pu reprocher à la revue « Casa » de ne chercher l'identité caribéenne qu'au prisme d'une vision politique fortement marquée[1073], ce qui semblait lui ôter toute crédibilité sur les plans scientifique et littéraire.

Par ailleurs, les polémiques ayant opposé la *Casa* et la revue *Mundo Nuevo* ou encore le poète Neruda, et l'affaire Padilla ont contribué à anéantir le dialogue culturel entre Cuba et ses voisins[1074].

Malgré tout, l'institution a rempli l'une de ses missions : « La Casa a […] contribué à briser le blocus sur le plan de l'échange des idées et à rompre en partie l'isolement de l'île »[1075]. Le poids de cette institution et son rôle dans la réinsertion de Cuba au sein de l'espace latino-américain sont indéniables. On peut même dire que sa création marque une étape dans la construction des liens cubano-caribéens et cubano-latino-américains, et que son prestige croissant est un témoignage de la reconnaissance de l'Île en tant que membre d'une communauté culturelle.

[1071] Hans-Otto Dill, « Cultura, literatura, política latinoamericanas en *Casa de las Américas*, 1970-1990 », *in* Christian Guidicelli (éd.), *América* : « Le discours culturel dans les revues latino-américaines de 1970 à 1990 », Numéro 15-16, Paris, Presse de la Sorbonne Nouvelle, 1996, pp. 106-107.
[1072] François Delprat, *op. cit.*, p. 232.
[1073] Ambrosio Fornet, *op. cit.*, pp. 12-13.
[1074] Ambrosio Fornet, *op. cit.*, p. 20.
[1075] Liliane Hasson, *Cuba : nouvelles et contes d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1985, p. 21.

Bien évidemment, nous nous sommes concentrée sur la *Casa de las Américas* dans le but de montrer le poids des écrivains dans les relations culturelles cubano-caribéennes. Néanmoins, nous n'en oublions pas pour autant la *Casa del Caribe*, déjà évoquée dans cette étude, fondée par la Casa de las Américas[1076], et dont le travail contribue précisément à développer les liens culturels de l'Île avec les pays alentour.

3- Les institutions artistiques et littéraires de l'Île : la culture et les relations culturelles, une quête cubaine

La *Casa de las Américas*, maison visant à étudier les « Amériques » (et le pluriel en dit long sur la diversité inhérente au continent), n'est effectivement pas la seule institution officielle cubaine permettant un rapprochement culturel dans la Caraïbe. L'Île s'est au contraire employée à diffuser une certaine culture par le biais de ses artistes et intellectuels : « Un pueblo culto, ya se sabe, tiene conciencia de su libertad y es inconquistable. Un destacado papel en este campo desempeñan los artistas e intelectuales revolucionarios, en cierta medida, la vanguardia de estos procesos culturales »[1077].

a- *L'ICAIC et le cinéma, acteurs des relations culturelles cubano-caribéennes*

En effet, parler des relations culturelles internes à la Caraïbe induit presque inévitablement d'évoquer certains noms prestigieux, parmi lesquels l'ICAIC (Instituto Cubano de Arte e Industria Cinematográfica), créé le 24 mars 1959[1078]. En effet, « au moment de la création de l'Institut Cubain d'Art et d'Industrie cinématographique, on déclare que le cinéma est « un art, un instrument pour la création de la conscience sociale et individuelle [..] »[1079]. L'éclosion de cette conscience n'est cependant pas perçue comme une lutte devant être menée uniquement sur l'Île, et l'un des principes et buts fondamentaux de cet Institut est la recherche d'une collaboration avec divers courants cinématographiques mondiaux :

[1076] Luisa Campuzano, « La revista Casa de las Américas, 1960-1995 », *in* Ambrosio Fornet, Luisa Campuzano, *La Revista Casa de las Américas : un proyecto continental*, La Havane, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello, 2001, p. 56.

[1077] Eliades Acosta, *La cultura revolucionaria*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 9.

[1078] Néstor Ponce, « Dans le collimateur : quelques moments clefs de la révolution cubaine (1959-1992) », *in* Néstor Ponce (éd.), *La Révolution cubaine 1959-1992*, Nantes, Éditions du Temps, 2006, p. 9.

[1079] Alfredo A. Fernández (traduction de Stéphanie Daix), « Le cinéma cubain de la Révolution (1959-2000) : bilan et perspectives », *in* Françoise Moulin Civil (éd.), *Cuba 1959 – 2006. Révolution dans la Culture, Culture dans la Révolution*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 231-232.

> Ainsi les créateurs cinématographiques, les réalisateurs, opérateurs, scénaristes et monteurs, compositeurs, etc., ont bénéficié de la collaboration de certaines des personnalités les plus éminentes du cinéma d'autres pays, tantôt grâce à des rencontres, des conférences ou des cours, tantôt à partir d'une appréhension plus directe du processus de création.[1080]

Ainsi, cet institut dédié au cinéma permet aux cinéastes cubains de travailler en collaboration avec un grand nombre de leurs pairs étrangers. On constate que l'Île ne s'est pas laissée enfermée dans un cloisonnement mortel pour les relations culturelles, mais a au contraire cherché, depuis les touts débuts de la Révolution, à entrer en contact avec tous les acteurs du monde de la culture. D'ailleurs, il faut noter les efforts cubains concernant la forme culturelle particulière et relativement moderne que constitue le cinéma :

> Cuba est l'un des rares pays des Caraïbes à travailler continuellement dans le sens des échanges. Le Festival de cinéma de Cuba est un lieu de rencontre exceptionnel pour tout le cinéma de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'école de cinéma de Cuba prend des étudiants de toute l'Amérique latine et des Caraïbes, et je peux témoigner de cette réalité puisqu'un certain nombre de réalisateurs, de techniciens avec lesquels j'ai travaillé ont étudié à Cuba.[1081]

L'on voit bien que le septième art peut devenir un moteur des liens culturels, et que les créations qui en découlent peuvent à la fois traduire et stimuler ces relations. Une fois encore, le rôle prépondérant de Cuba est souligné, comme si l'Île se voulait le modèle d'une certaine intégration de la zone, reposant sur d'autres schémas que ceux habituellement défendus.

En outre, on observe que l'Île a toujours œuvré dans le but de partager ses connaissances, et même les détracteurs les plus acharnés de la politique qui y est menée reconnaissent l'exemplarité de Cuba en ce qui concerne l'offre d'une formation de qualité dans des domaines très variés, offre proposée à toute la Caraïbe et l'Amérique latine –voire au-delà.

[1080] Lisandro Otero, Francisco Martínez Hinojosa, *op. cit.*, p. 43.

[1081] « Vie culturelle aux Caraïbes », Résumé des débats issus des rencontres fondatrices de Caraïbes en Créations à la citadelle du roi Henry, Cap-Haïtien (Haïti), 22-23 juin 2007, Raoul Peck, « Créer des espaces de rencontres », *in* Culture Sud, « Caraïbes : un monde à partager », Numéro 168, Paris, janvier-mars 2008, p. 318.

b- *Une implication dans le domaine culturel malgré les crises*

Pourtant, différents événements politiques sont venus bouleverser l'implication de Cuba dans la collaboration artistique et culturelle. La période connue sous le nom de « Quinquenio gris » ne fut pas précisément favorable à la construction de relations culturelles fondées sur les arts ou la littérature : « […] el Quinquenio Gris (1971-1976) [fue] una etapa de estancamiento y desconfianza dentro del movimiento cultural que resquebrajó, a veces de modo irreparable, la fructífera alianza entre las vanguardias políticas y artísticas forjada en la década anterior »[1082]. Bien que cette période ait marqué le retour de Cuba dans la Caraïbe, sur le plan international, elle fut synonyme de crise pour les liens culturels de l'Île.

En outre, il convient de se demander si les conditions matérielles actuelles à Cuba, et les restrictions connues depuis le début de la Période spéciale laissent véritablement la place à des échanges menés par les artistes et écrivains :

> […] dans les conditions que doit affronter la révolution cubaine, on peut se demander si nous devons promouvoir un art difficile, complexe et critique ? Notre politique culturelle est-elle praticable face à la tentation de réduire la révolution par la famine, de fragmenter la société cubaine et de nous faire la guerre par tous les moyens ? Est-ce possible comme le disait Cintio Vitier[1083] de continuer à construire un parlement sur une tranchée ?[1084]

Les graves problèmes économiques que doit affronter l'Île, et tout particulièrement ceux qu'elle connut lors de la Période spéciale, sont effectivement autant d'entraves à la concrétisation des relations culturelles.

Il faut reconnaître que les arts et la littérature ont constitué un point névralgique des relations culturelles cubano-caribéennes. Ainsi, la Bibliothèque Nationale de Cuba est envisagée par les autorités de l'Île comme un moyen de promouvoir la culture cubaine, et de faire entrer sur le sol cubain les œuvres « les plus représentatives de la culture universelle »[1085]. En somme, on voit que le gouvernement cubain a, depuis 1959, mis un

---

[1082] Ambrosio Fornet, *op. cit.*, p. 11.
[1083] Poète cubain.
[1084] Abel Prieto, « La cigale et la fourmi : une nouvelle version pour la société cubaine », *in* Aurelio Alonso Tejada (éd.), *Cuba, quelle transition ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 149.
[1085] (s.a.), *Estructura organizativa del sistema del Ministerio de Cultura de la República de Cuba*, La Havane, Ministerio de Cultura, 1981, p. 13.

point d'honneur à diffuser la culture cubaine dans l'ensemble du monde, mais a également promu l'entrée d'une certaine part de la culture mondiale sur son territoire.

Il faut donc encore relever l'imbrication de la culture et de la politique. En effet, ce qui peut apparaître comme une quête culturelle est aussi –et peut-être avant tout– issue d'un désir d'étendre une influence politique :

> Casa de las Américas, an intellectual and cultural center that hosted conferences and symposia, administered literary prizes and published books of revolutionary-cultural relevance in the hemisphere, became a potent force field for Latin American intellectuals and writers. Other centers dealing with visual arts (Centro para el Desarrollo e Impulso de las Artes Plásticas Wilfredo Lam), music (Centro de Investigación y Desarrollo de la Música), film and broadcasting (ICAIC and International Film and Television School, founded by the Colombian Nobel Prize writer Gabriel García Márquez) also extend Cuba's influence in these venues.[1086]

Quoi qu'il en soit, l'Île s'est montrée particulièrement active dans le domaine de l'étude des arts et de la littérature, ainsi que dans la collaboration artistique et littéraire avec la Caraïbe et l'Amérique Latine, et ce depuis le début de la Révolution. Au-delà des organismes chargés de la promotion et de la collaboration culturelle, on retrouve à Cuba une multitude d'événements ponctuels liés aux Arts et à la littérature. Insistons par exemple sur le fait que le premier Congrès latino-américain des écrivains et artistes se soit tenu à La Havane en avril 1961[1087], démontrant encore une fois le rôle de moteur de la capitale cubaine, elle-même symbole de l'Île, qui se convertit en figure de proue du mouvement intellectuel visant une meilleure connaissance de la zone. La date de l'événement montre à nouveau que le gouvernement révolutionnaire cubain a pris très tôt la mesure de l'importance des relations culturelles pour l'Île, mais également sans doute pour la sous-région caribéenne et le sous-continent latino-américain dans son ensemble. À ce titre, on doit souligner l'implication de Cuba qui, plus que les autres pays de la Caraïbe, semble s'investir considérablement dans la recherche et l'organisation d'événements ayant trait à la culture caribéenne, notamment via les Arts et la littérature.

[1086] Toby Miller, George Yúdice, *Cultural policy*, Londres, Sage, 2002, p. 135.
[1087] Néstor Ponce, *op. cit.*, p. 9.

Par ailleurs, « il ressort des programmes de recherche et d'enseignement la volonté constante d'étudier l'élément « caribeño » dans les œuvres d'auteurs de Cuba »[1088], ce qui prouve que l'Île tend à aller vers sa « caribéanité », à rechercher ce qui fait d'elle une partie de l'ensemble caribéen, et ne se contente pas de le faire dans les seules hautes sphères intellectuelles.

En effet, si les programmes d'enseignement font état des éléments caribéens présents dans la littérature cubaine, c'est bien que l'on cherche à diffuser cette connaissance parmi la population, peut-être dans le but de la familiariser avec une caribéanité que l'on a trop longtemps ignorée, voire méprisée. Cette volonté d'une prise de conscience par toute la population de ses racines caribéennes semble une fois encore être une spécificité cubaine. Les autorités cubaines s'en expliquent d'ailleurs comme suit :

> La défense de notre identité culturelle n'est pas seulement un principe intellectuel. L'enjeu est le suivant : allons-nous disposer ou non de liberté créatrice dans les domaines de l'art et la culture ? Allons-nous être ou non des pays indépendants et souverains ?
> Aussi est-il indispensable que nos peuples et leurs intellectuels s'unissent étroitement pour stimuler la campagne internationale contre le contrôle monopolistique des moyens techniques d'information et de diffusion culturelle.[1089]

Le gouvernement cubain s'est donc pleinement investi dans la recherche concernant les moyens de diffusion de la culture, et tente depuis 1959 d'enjoindre ses voisins à trouver de nouvelles voies de communication, sorties des clichés et des « monopoles » imposés par les grandes puissances politiques et économiques mondiales. Pour certains observateurs, la quête cubaine fut couronnée de succès, puisque l'Île est parfois décrite comme « une Rome antillaise »[1090] de la culture, dont le pouvoir d'attraction reste sans égal dans la Caraïbe.

Dès lors, on peut dire que Cuba a pris conscience de la portée de la culture et de l'identité comme facteurs clés de l'intégration –qui est actuellement l'un des défis que l'Île doit relever– mais également et simplement comme élément déterminant dans les relations internes à la Caraïbe, et dans celles unissant l'espace caribéen au monde. Les efforts cubains dévoilent finalement les enjeux des relations culturelles, qui semblent chaque jour

---

[1088] Jean Lamore, « Présence du monde antillais dans la culture cubaine d'aujourd'hui », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 29.

[1089] (s.a), *Discours d'ouverture prononcé par le camarade Armando Hart Dávalos, Ministre de la Culture de la République de Cuba, lors de la Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de Notre Amérique*, La Havane, s.n, 1981, p. 12.

[1090] Ambrosio Fornet, *op. cit.*, pp. 12-13.

gagner en importance, et sont aujourd'hui au cœur de nombreuses problématiques caribéennes.

- TROISIÈME PARTIE : Les enjeux actuels des relations culturelles dans la Caraïbe : isolationnisme et/ou intégration

Il est impératif de nous intéresser à présent aux enjeux des relations culturelles, tout spécialement dans la Caraïbe, mais également aux conséquences des liens ou absence de liens entre Cuba et la Caraïbe. En effet, s'il s'agissait jusqu'à présent pour chaque État de se sortir de son isolement par le biais des liens culturels, l'enjeu principal est aujourd'hui d'éviter l'isolationnisme, car les changements politiques et sociaux survenus à l'échelle mondiale, parfois de façon brutale, imposent une nouvelle donne et convertissent les relations culturelles en impératifs. En somme, il ne s'agit plus d'envisager uniquement les relations culturelles comme potentiellement bénéfiques sur le plan économique, mais bien d'en faire la clé de voûte d'un système pleinement et intrinsèquement caribéen.

On constate de nos jours une nette tendance aux regroupements et aux alliances de toutes sortes entre les pays, et il faut bien dire qu'aucune union de sera possible dans la Caraïbe sans l'ouverture d'un dialogue serein et ouvert aux débats. Il faut se demander quel peut être le rôle des relations culturelles, et chercher à savoir si elles sont le moteur ou le résultat d'un tel dialogue.

En conséquence, il est impératif d'aborder le thème de l'intégration régionale caribéenne. Bien que ce sujet ne soit pas nouveau, il se révèle particulièrement intéressant pour notre étude, dans la mesure où il permet d'évoquer les relations établies, les tensions qui y sont liées, mais également l'impact que peuvent avoir les liens culturels sur le futur de la zone. En effet, le siècle nouveau apporte avec lui la nouveauté, ou le renouveau des relations entre États, et le sous-continent latino-américain semble être l'illustration des inquiétudes et défis posés au monde dans sa globalité.

Par ailleurs, les mutations de l'échiquier politique latino-américain observable depuis les dernières années du siècle passé peuvent être les prémices à une intégration régionale réussie : « Le XXIe siècle se lève sur une Amérique latine où des régimes politiques de

gauche semblent nouer entre eux des partenariats propres à modifier la diplomatie régionale et les relations internationales »[1091]. En cette aube de siècle nouveau, les constats sont donc légion, et les attentes et espoirs tout aussi nombreux, notamment lorsque l'on évoque l'union et l'unité de l'Amérique Latine.

Outre ce rapprochement entre certains États, les changements politiques survenus dans le sous-continent, que de nombreux observateurs ont nommé « le virage à gauche », permettent à Cuba de croire en un avenir de relations fortifiées. Malgré tout, les pays caribéens semblent avoir le regard tourné vers des ensembles géographiques et économiques bien éloignés de la Caraïbe, et une coopération à l'échelle mondiale semble toujours leur apparaître plus intéressante qu'une tentative d'union à l'échelle régionale, qui engendrerait moins de profits[1092], du moins sur le plan purement économique.

D'autre part, les événements –pour ne pas dire les bouleversements– politiques vécus par la planète dans son ensemble, et tout spécialement depuis la chute du Mur de Berlin, ont induit des mutations profondes dans les relations culturelles, un changement dans la façon dont on les envisage, mais également un renouveau de la manière dont on pense la culture et l'identité culturelle :

> […] la imagen decimonónica de una cultura « nacional », aislada como un archipiélago frente a un horizonte internacional plano, ya no es vigente. La imagen actual correspondería a la de un árbol […] enraizado en culturas locales que dan el nutrimento para que el tronco y las ramas de culturas crezcan cada vez más, y a distintas alturas, se entreveren con las ramas y epifitas de atrás, hasta crear un techo vegetal impenetrable.[1093]

Le nouveau visage du monde a induit une remise en question des modèles jusqu'alors en vigueur. On ne peut plus penser la culture en termes de possession propre, intouchable et immuable. Tout au contraire, il semble qu'il faille considérer cette culture comme partie d'un patrimoine mondial commun, comme morceau d'un tout qui se développe et évolue constamment, à l'heure où deux mots sont au centre des préoccupations : globalisation et mondialisation.

[1091] François Thual, *Abrégé de géopolitique de l'Amérique Latine*, Paris, Ellipses, 2006, p. 73.
[1092] UNESCO, *Conférence régionale des Ministres de l'Éducation et des Ministres Chargés de la planification économique dans les États membres d'Amérique Latine et des Caraïbes*, Paris, 1980, p. 25.
[1093] Lourdes Arizpe, *Culturas en movimiento : interactividad cultural y procesos globales*, Mexico, M.A. Porrúa, 2006, p. 233.

Ces deux mots prennent tout leur sens lorsque l'on analyse les relations culturelles caribéennes, et, plus spécifiquement, celles de Cuba avec la Caraïbe, puisque la zone, en plus des changements mondiaux évoqués plus haut, semble être en ébullition et évolution constantes. Il faut donc tenter de comprendre de quelle manière l'aire peut participer sereinement et intelligemment du processus de mondialisation en cours, et comment les tensions internes ou les points de vue divergents des pays peuvent conduire à diviser la zone. En effet, si certains États caribéens semblent résolument tournés vers le monde, et bien souvent vers la mondialisation, on ne peut nier que d'autres défendent encore activement une union au niveau régional.

Par ailleurs, il faut se demander en quoi la globalisation peut s'opposer à un processus d'intégration régionale déjà fragile. En effet, on pourrait également penser que la « régionalité » ne contrecarre par nécessairement les projets plus larges, et qu'intégration régionale et mondialisation, si elles sont repensées au prisme de la culture, peuvent se compléter et se soutenir mutuellement.

Si l'on peut *a priori* penser aux relations culturelles comme à un objet d'intérêt désuet, force est de constater qu'il n'en est rien, et il faut même dire que la puissance et le potentiel de ces liens ne sont pas à sous-estimer. Ils peuvent constituer une chance unique pour la zone, en interne mais également à un niveau mondial, si l'on considère que la culture peut être pour elle le premier vecteur de justice, de paix et d'égalité :

> […] ¿ Con qué vamos a pensar en nuevas formas de ser sujetos de la democracia, interlocutores de otras regiones del mundo y socios de un desarrollo hemisférico compartido ? Con la cultura. Ello explica su creciente importancia en todo debate sobre el desarrollo. Como dijo claramente el entonces Presidente de Brasil, Fernando Henrique Cardoso, en 1997, « la revolución necesaria [para enfrentar los retos de la globalización y la gobernabilidad] –y creo que ya marcha en varias partes de manera fragmentaria, confusa– es una revolución cultural ».[1094]

En somme, la culture peut permettre à Cuba et à la Caraïbe –au niveau étatique mais également en ce qui concerne les populations– de se voir comme sujets pleins de l'intégration culturelle, et de se sentir acteurs et non victimes de la mondialisation. Encore faut-il que cette culture et les relations attenantes soient analysées et considérées, afin de

[1094] Lourdes Arizpe, *op. cit.*, p. 229.

prendre la mesure de leur rôle dans des processus qui ne sont en fin de compte pas uniquement politiques.

Chapitre 1 : Les relations culturelles : mère ou filles du dialogue ?

L'un des problèmes de la Caraïbe et de l'Amérique Latine semble être le décalage permanent entre les aspirations des pays qui composent le continent. En effet, on observe dans la région des vagues successives d'interrogations sur l'identité culturelle ainsi que les relations en découlant, et sur la manière d'établir des relations culturelles solides. Mais on voit surtout que ces vagues n'atteignent pas tous les États en même temps, ni avec la même force. Tandis que l'attention s'est traditionnellement concentrée sur l'héritage latin en Argentine, Uruguay, au Chili et au Costa Rica, le focus se portait par exemple sur l'héritage indien au Mexique, au Guatemala, au Pérou, en Équateur, et en Bolivie, et dans le même temps la négritude préoccupait Cuba, la République Dominicaine, Haïti et Porto Rico[1095]. Si l'identité et la culture sont des préoccupations communes à la zone, elles n'ont pas permis jusqu'à présent d'entamer une réflexion à laquelle pourrait participer tout le sous-continent, chacun cherchant les particularités de son propre passé sans s'intéresser nécessairement aux travaux de ses voisins dans le domaine culturel.

Et il faut encore noter que le poids de la politisation de la quête identitaire n'est pas sans effet dans la Caraïbe, ce qui pourrait bien évidemment constituer une lourde entrave à l'établissement d'un dialogue. En effet, si la « politisation de l'ethnicité » peut permettre un regain d'intérêt pour la culture et les liens culturels, elle peut aussi conduire à faire de la culture un élément de programmes électoraux, et la vider en conséquence de sa substance :

> La politisation de l'ethnicité transpose la quête personnelle de sens et d'appartenance en demande collective de respect et de pouvoir. Politiser l'ethnicité c'est (i) rendre les gens conscients de la pertinence du politique pour la bonne santé de leurs valeurs culturelles et vice versa ; (ii) encourager leur intérêt pour ce lien ; (iii) les mobiliser en tant que groupes ethniques conscients d'eux-

[1095] Marshall Craig Eakin, *The history of Latin America : collision of cultures*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, p. 299.

> mêmes ; et (iv) orienter leur action dans le champ politique sur la base de cette prise de conscience.[1096]

De la sorte, les relations culturelles, bien que guidées très largement par la politique, ne doivent pas devenir elles-mêmes uniquement des objets de la politique, sous peine de perdre leur essence, et de se convertir en arme plutôt qu'en conciliateur. Pour le dire d'une autre façon, il ne s'agit pas de voir le Politique établir une catégorisation des diverses traditions culturelles observables dans la Caraïbe, ce qui reviendrait à donner à chacune un poids vis-à-vis de l'autre, ou autrement dit à les opposer. Il faut au contraire que les politiques instaurées dans le monde caribéen permettent à chacun de prendre conscience de sa valeur sur le plan culturel, sans que tout ou partie de l'aire ne se sente supérieure. C'est de cette façon que les groupes culturels, et non plus ethniques, pourront entrer en contact les uns avec les autres.

De fait, il nous faut à présent nous demander si les relations culturelles dans la Caraïbe découlent exclusivement du panorama que nous avons dressé jusqu'ici, ou si elles sont au contraire le moteur d'un échange neuf.

1- Vers une collaboration

a- *Des bouleversements mondiaux qui imposent une coopération*

Il convient tout d'abord de rappeler que l'intégration représente d'une certaine manière le défi le plus lourd à relever pour Cuba. En effet, dans un monde qui a vu s'écrouler les alliés de l'Île, le crocodile vert reste un pays particulier, et la Révolution cubaine doit s'adapter à des contraintes extérieures qui sont parfois en totale inadéquation avec ses idéaux proclamés. Considéré comme isolé et sous-développé, le pays doit obligatoirement s'ouvrir pour assurer sa survivance économique :

> Cuba est aujourd'hui un pays singulier dans la Caraïbe. Dès le XIXe siècle, elle a déjà inscrit son destin de manière autre dans le processus d'indépendance de l'Amérique latine. […] En cette fin de millénaire, Cuba fait encore partie d'un monde qui ne vit pas complètement dans le développement. […] Cuba est l'île de sa

[1096] Ralph R. Premdas, « Anatomie du conflit ethnique – La domination contre la réconciliation », *in* Mamadou Diouf, Ulbe Bosma, *Histoires et identités culturelles dans la Caraïbe : trajectoires plurielles*, Paris, Karthala, 2004, pp. 142-143, citant Joseph Rothchild, *Ethno-politics* (New York, Colombia University, 1981), p. 6.

> révolution. Or elle doit aujourd'hui affronter une grave crise qui menace de l'enfoncer à nouveau dans les eaux profondes du sous-développement : son destin de nation est en jeu.[1097]

De la sorte, pour pérenniser la Révolution, les autorités cubaines doivent nécessairement participer d'une ouverture au monde et à la Caraïbe. En effet, les conditions économiques difficiles sont parfois à la base de révoltes populaires –et l'Histoire l'a démontré– qui, dans le cas de Cuba, pourrait aboutir à un changement du mode de gouvernance. D'un autre côté, on constate que le tourisme, symbole de l'ouverture de l'Île, a profondément modifié les schémas sociétaux cubains, ainsi que la production culturelle cubaine[1098], et a impulsé un regard neuf sur la Révolution.

La rencontre des Cubains dont la devise se résume en un verbe, « *resolver* », et des touristes bardés d'un matériel technologique dernier cri a provoqué de nombreuses interrogations parmi la population cubaine. Partant, les autorités de l'Île font face à un défi de taille : s'ouvrir au monde et à l'espace caribéen tout en consolidant la Révolution. Pour Cuba, ce sont plus de cinquante années de Révolution qui sont remises en cause, et c'est le destin non seulement de la nation, mais également du système politique propre à l'Île qui est en jeu.

À ce défi s'ajoute un autre problème, celui de la collaboration qui reste à inventer, dans la mesure où la région elle-même reste à définir :

> « The Caribbean is an emotional federation ». Cette Remarque matoise prêtée au prix Nobel de littérature, Derek Walcott, énonce en réalité une vérité quelque peu douloureuse pour la région Caraïbe. En effet, en dépit de discours itératifs et de tentatives récurrentes en matière de coopération et d'intégration régionale, d'un activisme multiforme propre, il est vrai, à créer des illusions d'optique, la Caraïbe reste très largement à construire. Son unité souvent postulée procède en réalité d'un double constat : la Caraïbe est avant tout la résultante d'un processus de créolisation conférant des caractéristiques communes à une aire géographiquement et politiquement fragmentée ; son unité réside davantage dans les régularités objectivées par le discours savant au plan de l'organisation sociale, de la culture matérielle des productions symboliques et artistiques que dans un réel sentiment d'appartenance à une même aire.[1099]

[1097] Maryse Roux, *Cuba*, Paris, Karthala, 1997, p. 71.
[1098] Miguel Barnet, *Autógrafos cubanos*, La Havane, Letras cubanas, 2009, p. 183.
[1099] Justin Daniel, « Signification et portée de l'impératif régionaliste dans la Caraïbe », in Christian Lerat (éd.), Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 117.

On comprend que la Caraïbe, partant d'un pressentiment plus que d'un sentiment d'appartenance, doive encore se construire et se définir. En effet, la zone a été et est encore soumise à de multiples convulsions, et les bouleversements incessants qu'elle connaît n'ont pas permis l'éclosion d'une identité forte. En parallèle, ces mutations qui touchent à présent l'ensemble du globe peuvent conduire à l'établissement de liens qui permettent d'affronter de façon collective les évolutions mondiales.

En outre, et malgré tout, on voit que le flou qui caractérise la zone n'empêche pas la production d'une « culture matérielle » commune et partagée, culture qui en ce sens peut devenir le moteur et la charnière d'une coopération. Cette collaboration ne serait d'ailleurs pas uniquement profitable à Cuba ou à sa Révolution. En effet, créer les conditions d'un dialogue équitable et participatif, chercher et (se) trouver permettront peut-être de « lutter contre la condition de « sociétés dé-centrées » –pour employer une heureuse formule de René Ménil– et de combattre l'*isolement* »[1100]. Loin d'être utopique, cette idée, qui s'apparente à première vue à un cliché, ne semble jamais vraiment avoir été intégrée dans la conscience collective.

De plus, l'accélération des différents processus de mondialisation et globalisation rend plus pressante la nécessité d'accroître les échanges, fondés non uniquement sur le commerce, mais sur des valeurs et un patrimoine partagés :

> Pourtant, dans tout l'archipel domine un « air de famille » qui explique peut-être la dimension émotionnelle soulignée par Derek Walcott, mais qui ne saurait suffire à faire de la Caraïbe, sinon une zone intégrée, du moins un espace intensif d'échanges. Ce constat d'une banalité redoutable prend tout son sens à un moment ou les États de la région doivent relever simultanément plusieurs défis. […] Sur le plan externe, les dynamiques de transnationalisation économique et culturelle, la signature de l'ALENA ainsi que les prétentions affichées par les États-Unis à travers l'imposante Zone de Libre-Échange des Amériques (ZLEA), l'interpénétration des espaces et la multiplication des alliances régionales induisent des interrogations très fortes mêlées de craintes quant aux risques d'une marginalisation croissante de la région tout entière.[1101]

Si la Caraïbe ne s'impose pas de communiquer et de mettre en avant ce qui fait d'elle une région, hors des considérations économiques, elle pourra se trouver totalement exclue et « marginalisée » à nouveau. En somme, elle peut se voir dépossédée de son futur, puisque

[1100] Jean Lamore, *op. cit.*, p. 31.
[1101] Justin Daniel, *op. cit.*, p. 117.

les processus en cours sur l'ensemble du continent américain pourraient prendre une ampleur et une force difficiles à contrecarrer ; dès lors, si la Caraïbe n'avait plus les moyens de lutter ou s'opposer à des alliances extérieures, elle se verrait sans doute contrainte de se plier aux directives de regroupements de nations auxquels elle serait soumise.

Cette condition de territoire « dé-centré », qui semble inhérente à l'aire caribéenne, sous-entend bien évidemment que la Caraïbe n'est pas considérée comme un pôle d'importance majeure, puisque excentré quant aux anciennes métropoles, et qu'elle doit sans doute lutter pour s'imposer comme « centre » de quelque chose. C'est en ce sens que la Caraïbe peut décider d'être maîtresse de son destin, et les relations culturelles qu'elle peut nouer peuvent lui permettre d'aller vers d'autres dialogues, de s'unir et de s'allier dans d'autre domaines, cela dans le but de ne pas être laissée de côté au moment de prendre des décisions politiques.

En outre, ne plus se contenter d'être une zone « excentrée », hors du monde, permettrait peut-être à la Caraïbe de ne plus être considérée comme « excentrique », au sens premier du terme mais aussi et surtout pris dans le sens de lointaine, distante, et probablement impossible à approcher. Les études portant sur les relations culturelles et le chemin vers une prise de conscience de soi peuvent devenir pour la Caraïbe le départ d'une auto-affirmation qui contrecarrerait les dangers de l'isolement. Ainsi, la reconnaissance devient le point de départ mais également la boussole des échanges entre les humains[1102].

Construire un dialogue culturel fort dans la Caraïbe peut être synonyme d'un nouveau départ, en ce sens que le regard que l'aire caribéenne porte sur elle-même pourrait être bouleversé, et qu'en conséquence, le regard que le monde porte sur elle pourrait également être considérablement modifié. Grâce au dialogue culturel, la Caraïbe s'imposerait comme un ensemble régional, ou sous-régional, fort et uni. Luttant contre son apparente désorganisation, l'espace caribéen gagnerait sans doute en considération, et remettrait au centre des préoccupations les cultures, les populations et la société civile, indubitablement primordiale lorsque l'on parle de culture :

[1102] Jacques Audinet, *Le visage de la mondialisation, du multiculturalisme au métissage*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007, p. 48.

> On comprend […] la multiplication, un peu partout dans la Caraïbe, des réflexions actuelles ainsi que l'élaboration de stratégies autour de modèles alternatifs en matière de développement et de coopération régionale. Ces attitudes excédent très largement la sphère politique officielle, réhabilitant en la mythifiant parfois la « société civile », dont les frontières demeurent pourtant plus que jamais floues et insaisissables. Elles tendent également à réifier ladite « société civile » en lui conférant une extension et une portée régionales, voire internationales, en parfaite congruence néanmoins avec sa consécration et sa valorisation dans le discours des acteurs impliqués dans les relations internationales. Enfin, ces attitudes dessinent en creux les contours de conceptions concurrentes d'une identité caraïbe convoquée de toute part et nourrissent, dans la pratique, ce qu'il est convenu d'appeler un « nouveau régionalisme » dont il importe d'interroger les prémisses.[1103]

On observe aisément les préoccupations de la zone en matière d'intégration, mais également la difficulté que suppose la coopération. L'aire caribéenne ne peut se contenter de laisser une société civile à la fois omniprésente et insaisissable se charger d'établir et d'entretenir un dialogue culturel, mais doit au contraire faire appel à tous les acteurs de la culture (producteurs, observateurs, chercheurs, *etc.*) susceptibles de faire des aspirations régionales des réalisations concrètes. Par ailleurs, faire de la culture un élément clé du développement et des relations permettrait à la zone tout entière de se défaire des clichés qui l'empêchent d'avancer.

b- *Repenser la Caraïbe, repenser Cuba grâce à la culture*

La culture est un vecteur de connaissance, et elle doit être l'outil de révision des stéréotypes que chaque pays ou communauté tient pour vérité établie sur son voisin.

En outre, le dialogue culturel que la Caraïbe doit entamer lui permettrait sans doute de prendre conscience des points communs qui unissent la zone, non seulement au niveau culturel, mais également en ce qui concerne le futur : « Le dialogue, quelle qu'en soit la difficulté, invite à surmonter les barrières pour se rencontrer comme sujets, êtres humains sur un même territoire et, qu'on le veuille ou non, partenaires d'une même aventure »[1104].

On constate combien le dialogue culturel pourrait être salvateur pour la Caraïbe, qui ne s'envisagerait plus comme un amoncellement de pays ou d'États, mais bien comme un ensemble confronté à des problèmes communs, et pouvant tirer des bénéfices d'un avenir partagé qui reste à construire.

[1103] Justin Daniel, *op. cit.*, p. 118.
[1104] Jacques Audinet, *op. cit.*, p. 48.

Un dialogue mené sur un pied d'égalité et dont le cœur serait la culture serait alors bénéfique puisqu'il nécessiterait de sortir des clichés, et de penser Cuba autrement qu'en paradis pour touristes ou goulag miséreux. De plus, il permettrait de ne plus voir la Caraïbe uniquement comme un territoire d'injustice, où même la pauvreté règne avec iniquité.

Cependant, si ce débat culturel caribéen semble si difficile à mener, c'est qu'il doit surgir au milieu d'un espace historiquement et géographiquement traumatisé. La difficulté réside ici dans le fait qu'un dialogue est nécessaire afin de permettre à l'aire caribéenne de se connaître, mais qu'à l'intérieur de cette aire, chacun a vécu replié sur lui-même. Le dialogue doit permettre de s'ouvrir et de se reconnaître, mais il semble paradoxalement qu'il ne soit pas possible, précisément du fait de la méconnaissance de la zone :

> Les relations culturelles sont toujours à restituer dans un contexte global où de multiples facteurs, particulièrement politiques et économiques, interviennent, qui brouillent et perturbent les rencontres interculturelles. […] Les refus de dialogue, les blocages d'où qu'ils viennent, et quelles qu'en soient les causes, sont toujours des échecs, ils sont toujours facteurs d'appauvrissement culturel.[1105]

La Caraïbe semble donc enfermée dans une sorte de cercle vicieux, dans lequel la méconnaissance entraîne le manque de dialogue, qui à son tour débouche sur une inexpérience de la zone. L'envie acharnée de la Caraïbe de se faire connaître et d'être reconnue du monde dit « développé » et considéré comme économiquement puissant l'a sans doute conduite à s'auto-négliger et à déprécier ses propres valeurs. En effet, bien que les relations culturelles y prennent diverses formes et semblent parfois foisonnantes, on sent quelquefois poindre une compétition pour rentrer dans le nouvel ordre mondial qui pourrait être préjudiciable à tous les États caribéens.

Il est de la sorte impératif que la Caraïbe n'abandonne pas les efforts entrepris, et qu'elle se mette à considérer les liens tendus par et grâce à la culture comme une armature solide pour affronter le futur. En somme, dans un monde de plus en plus globalisé dont la Caraïbe doit nécessairement faire partie, l'aire ne doit pas s'oublier et les différents États caribéens ne doivent pas tenter de s'extraire chacun pour leur propre compte de leur zone d'origine.

[1105] Jacques Levrat, *Dynamique de la rencontre : une approche anthropologique du dialogue*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 92.

Ainsi, avant de se lancer dans l'aventure de l'intégration et afin d'affronter la mondialisation, l'espace caribéen doit construire un dialogue au sein duquel la culture tiendrait une place prépondérante. En effet, on tient pour un fait acquis depuis plusieurs années que la culture peut être un vecteur de communication, d'intégration et de compréhension, et que le manque de dialogue culturel pousse au contraire aux déchirements et aux querelles.

D'ailleurs, il faut signaler que 1959 fut une date clé à bien des égards, puisqu'outre la Révolution cubaine, elle vit naître l'idée selon laquelle la culture n'est pas un fait mineur ni annexe, mais bien un élément important du développement humain : « La creación del Banco Interamericano de Desarrollo en 1959, señala un ascenso en la tendencia a considerar el tema cultural como parte indiscutible en el camino al desarrollo y a darle cada vez mayor extensión y presencia en el ámbito regional »[1106].

Il convient de souligner que le regard porté sur la culture a évolué au fil du temps, et qu'elle est aujourd'hui considérée comme un facteur majeur dans la construction des relations sociales et humaines. De la culture peuvent surgir la paix, la prospérité et le développement permettant d'endiguer dans une certaine mesure la pauvreté et les inégalités[1107]. Il semble d'ailleurs que l'avantage de l'élément culturel soit précisément d'accorder une large place au développement humain, contrairement aux relations commerciales qui elles, peuvent contribuer à creuser toujours plus les inégalités :

> El desarrollo implica mucho más que contar con una estructura productiva más moderna, diversificada y eficiente : lo que cuenta, en definitiva, es crear una sociedad en la que sus distintos componentes tengan mayor acceso al ingreso, la salud, la educación, la cultura y las decisiones políticas nacionales. Sin embargo, todo esto no puede vincularse ni esperarse de una unión aduanera ; las uniones aduaneras son un hecho económico […]. No hay uniones aduaneras altruistas.[1108]

La culture permettrait donc d'envisager la Caraïbe comme une région riche, bien qu'il ne s'agisse pas là d'une richesse matérielle et monnayable. Le problème est que le dialogue strictement égalitaire est vu par certains comme la mort des relations. En effet, d'aucuns

[1106] Alejandra Radl, *La dimensión cultural, base para el desarrollo de América latina y el Caribe : desde la solidaridad hacia la integración*, Buenos Aires, Banco Interamericano de Desarrollo-Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe, 2000, p. 20.

[1107] Gonzalo Figueroa-Yañez, « Amérique latine : métissage et identité culturelle », *in* Christian Descamps (éd.), *Amériques latines : une altérité*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1993, p. 63.

[1108] Alfredo Guerra-Borges, *La integración de América Latina y el Caribe : práctica de la teoría*, Mexico, Instituto de Investigaciones Económicas-Universidad Nacional Autónoma de de México, 1991, p. 81.

considèrent que les relations culturelles ne peuvent s'établir sans que soit prise en compte la « supériorité » d'une culture sur les autres :

> Dès l'instant où l'on refuse de présupposer la supériorité d'une culture sur une autre et où l'on s'efforce de valoriser les spécificités de chacune, le danger est grand de s'enfoncer dans un relativisme paresseux : sous prétexte que toutes les cultures se valent, on finit par s'interdire d'en connaître aucune, comme si la preuve du respect que l'on portait à l'identité de l'autre devait se fonder sur l'existence d'univers culturels radicalement hétérogènes.[1109]

Il ne faudrait donc pas sombrer dans un égalitarisme apparent et hypocrite, admettant simplement que bien que toutes les cultures soient différentes, elles sont en parallèle « toutes les mêmes » et s'équivalent toutes –puisque cela signifierait effectivement qu'il n'y aurait qu'un intérêt mineur à s'ouvrir à elles et à les étudier. Mais il ne s'agit pas à l'inverse d'émettre un jugement de valeur sur telle ou telle culture, puisque cela ne ferait qu'entraîner le débat sur le terrain des préjugés, voire de la xénophobie. Le domaine de la culture suppose ainsi un terrain favorable à l'échange : « En el terreno de la cooperación cultural es mucho más fácil porque, en algún sentido, las políticas de promoción o de cooperación no tienen el criterio de que una cultura es superior a otra, sino de que todas aportan riquezas »[1110]. Il s'agit donc de ne pas se contenter d'admettre ce qui semble être une fatalité, et de chercher à analyser toutes les cultures, sous toutes leurs formes, afin de les connaître pleinement et de pouvoir s'y reconnaître ou du moins d'en comprendre la présence et la portée dans la zone. En effet, connaître sa culture, son histoire, et en tirer une certaine fierté serait peut-être le premier palier à franchir pour les États caribéens désireux d'entrer dans une collaboration pleine avec leur environnement. Dans cette optique, la mise en valeur des cultures et l'établissement de ponts ou relations entre elles favoriseraient des échanges diversifiés entre les pays de la zone.

Il est d'ailleurs possible –et peut-être de façon étonnante– de considérer l'histoire de la Caraïbe comme un atout, les cultures des colonisateurs ayant presque toujours été présentées et ressenties comme « supérieures » aux cultures autochtones. Formulé autrement, on peut dire que la zone s'est toujours vue sous-estimée, y compris au niveau

---

[1109] Gilbert Rist, « Pour une épistémologie culturelle », *in* Roy Adrian Preiswerk, *À contre-courants : l'enjeu des relations interculturelles*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1984, p. 190.

[1110] Lázaro Israel Rodriguez Oliva, « Cooperación cultural en el espacio iberoamericano. Diálogo con Fernando Rueda », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 81.

culturel, et cela quasiment depuis l'arrivée des colons ; face à cela, et même si la définition de l'identité culturelle y est encore malaisée, on a vu que la Caraïbe réagissait et tentait d'imposer sa et ses culture(s) comme des cultures à part entière. En ce sens, l'aire caribéenne est habituée à se voir dénigrée, et parée –si elle analyse et réagit face à l'oppression qu'a engendrée le dénigrement– pour réagir à cet état de fait, en entamant un dialogue entre les cultures, sans en considérer aucune comme supérieure, en valorisant les aspects qui permettent d'évoquer « une » culture caribéenne, mais sans prétendre que tous les territoires la composant ne sont que des miroirs reflétant plus ou moins symétriquement une seule et même culture –et là encore, derrière « la » culture caribéenne, on retrouve une multiplicité d'expressions, de traditions et d'innovations culturelles.

c- *La nécessaire construction de l'identité à travers les relations culturelles*

La culture peut donc permettre à la Caraïbe d'affronter les mutations de tous ordres que connaît le monde, et de se penser ou se repenser par elle-même. Faire l'expérience de soi par la culture signifie sortir des clichés et des tabous et par ailleurs, ceci peut être le point de départ d'une émulation, de contacts entre les États et les peuples. En outre, les relations culturelles peuvent également signifier le début de la défense réelle d'une culture ou de cultures métissées, les prémices et la prémisse d'une réflexion profonde sur ce qu'est la Caraïbe ainsi que sur les enjeux des relations culturelles. En ce sens, ces relations seraient mère d'une collaboration appelée à s'élargir. D'ailleurs, on constate que le principal obstacle au développement d'une réelle collaboration dans la région est le manque d'une identité commune, c'est-à-dire la non effectivité de l'identité caribéenne[1111]. En effet, malgré les bonnes volontés apparentes et les divers projets mis en place, les liens culturels semblent inexorablement et continuellement se distendre dans la Caraïbe, du fait que l'intérêt que l'on ressent pour eux est minime. Si cet intérêt est moindre, c'est que la Caraïbe ne ressent finalement pas l'identité qu'elle évoque pourtant régulièrement. Il semble impossible d'envisager une coopération sans que soit au préalable mise en avant la culture, et sans que les relations culturelles soient concrètement établies.

[1111] Francine Jácome, « Identidades nacionales y cooperación en la región del Caribe », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 248.

Armando Hart soulignait d'ailleurs que la collaboration, au niveau régional, ne pouvait selon lui se faire qu'à travers deux voies : celle des gouvernements, ou celle de la culture et de ses institutions[1112]. On l'a cependant souligné, les gouvernements ne sont pas tout-puissants en matière de relations culturelles, et peuvent parfois même se convertir en lourdes entraves dès que leurs opinions politiques divergent. Ne reste alors que la culture comme unique secours, culture qui peut être appuyée par les institutions la défendant et l'étudiant, si tant est qu'on laisse à ces dernières la latitude nécessaire à la réalisation d'un travail concret. De la liberté qui leur est accordée découle effectivement l'établissement de relations culturelles réelles –et non simplement l'émission de vœux pieux– qui seraient la base d'une collaboration dans tous les domaines pour la région.

Il faut néanmoins se demander si le fait d'imposer ou de s'imposer des relations culturelles dans le but de tenter de mieux connaître l'Autre et de créer d'autres relations serait opportun, et si cette façon de faire déboucherait sur une réelle collaboration ou sur de simples apparences.

D'un autre côté, les relations culturelles et le dialogue qui y est lié devraient provenir d'une conscience de l'identité caribéenne, qui, si elle est présentée comme réelle par certains observateurs, est malgré tout loin d'être établie : « La identidad cultural caribeña, surgida de un profundo y complejo mestizaje es una realidad, y el perfeccionamiento de la conciencia de sí mismos hace de la unidad del Caribe una utopía a la que es posible aproximarse como a una verdad latente »[1113]. De la sorte, si la conscience d'appartenir à une identité culturelle commune surgissait de façon claire, l'unité ou l'union si longtemps rêvée pourrait devenir réalité.

Partant, les relations culturelles permettent d'aller plus avant dans une collaboration qui ne serait plus uniquement culturelle, mais atteindrait au contraire différents domaines. Ainsi, le chercheur Alvaro Campo Cabal a-t-il écrit : « No se trata de adicionar la cultura a los procesos de integración comercial o política, sino de considerar la cultura, las varias culturas y subculturas, como el fundamento o el medio biológico sobre el cual pueden

[1112] Armando Hart Dávalos, *Cultura en revolución*, Mexico, Nuestro Tiempo, 1990, p. 166.
[1113] Olga Portuondo Zúñiga, « Acerca de la identidad caribeña », *in* Jean Lamore (éd.), *Études Caraïbes*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2003, p. 207.

fructifiar los planes »[1114]. En d'autres termes, l'intégration culturelle, qui ne signifie pas la perte d'identité, ne serait pas un artefact apposé à une intégration plus large ; tout au contraire, elle soutiendrait la coopération politique et l'intégration régionale.

Cependant, la complexité des relations culturelles nous amène à dire que si ces dernières peuvent naître d'un dialogue, elles peuvent également et de façon inversement proportionnelle être le fruit d'une coopération menée en amont.

2- Les liens culturels, fruits de la coopération

a- *Des liens culturels inattendus*

En effet, d'un autre côté, les relations culturelles pourraient être vues comme fruit d'un dialogue partant du rejet de « l'auto-colonialisme »[1115], c'est-à-dire du refus de se comporter comme l'Autre au motif que ce dernier est considéré comme plus « civilisé », plus cultivé… Effectivement, la défense d'une culture propre n'entraîne pas nécessairement le repli total sur soi, mais peut au contraire signifier une ouverture vers le monde. Dans la Caraïbe, cette ouverture se ferait concrètement dans le but de mettre en valeur les cultures « minoritaires », définies comme peu représentatives, mais qui peuvent apporter un éclairage nouveau quant au processus de formation des cultures plus répandues. On a pu mettre en avant le fait que de la coopération était née une véritable relation d'échanges, mais également que la coopération a permis l'éclosion du projet d'intégration[1116]. En somme, la culture peut être un élément déclencheur de la collaboration entre les États de la Caraïbe, mais elle peut également tout au contraire venir étayer une coopération déjà en place. Quoi qu'il en soit, on observe combien l'élément culturel est lié aux projets en place dans l'aire caribéenne, et à quel point la culture peut agir en faveur des échanges entre les gouvernements et les populations.

[1114] Alejandra Radl, *La dimensión cultural, base para el desarrollo de América latina y el Caribe : desde la solidaridad hacia la integración*, Buenos Aires, Banco Interamericano de Desarrollo-Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe, 2000, p. 20.

[1115] Gilbert Rist, *op. cit.*, p. 194.

[1116] Mirna Yonis-Lombano, « El Caribe como interlocutor y parte de la agenda de cooperación en la relaciones exteriores de Venezuela », *in* Maurice Belrose, Cécile Bertin-Elisabeth, Corinne Mencé-Caster (éd.), *Penser l'entre-deux : entre hispanité et américanité*, Paris, Le Manuscrit, 2005, p. 453.

D'autre part, il est nécessaire de souligner que la coopération peut encore surgir là où on l'attendrait le moins. En effet, une collaboration à la base économique, portant sur la production de matériels culturels par exemple, peut conduire à l'élaboration de liens réels. Ainsi, « la production de matériels [didactiques] à faible coût et leur distribution, avec les ressources et les matières premières dont disposent les pays de la région, constituent un domaine propice à la coopération régionale et sous-régionale »[1117]. Les problèmes logistiques et financiers dérivant d'une telle production ne sont pas les seuls à se poser, puisque l'on peut être amené à (re)penser le contenu du matériel didactique (par exemple les livres scolaires, principalement dans le domaine de l'Histoire), afin d'harmoniser les programmes, et donc à (re)penser l'Histoire de la zone. Partant, c'est bien d'une relation matérielle que vont naître une réflexion et un dialogue portés par la culture, grâce auquel on va tenter de redonner à l'Autre sa place dans notre propre histoire.
La production interne à la zone de matériel pédagogique destinée aux élèves et étudiants caribéens suppose en outre une réappropriation de l'Histoire qui permettrait de soutenir les projets de coopération dans le domaine de la culture.

De la même façon, certains accords commerciaux offrent une place importante à la collaboration culturelle. Il en est ainsi pour le Traité commercial des Peuples, qui, en favorisant l'échange commercial, favorise également l'échange culturel, ou à tout le moins la circulation de biens culturels :

> Le Traité commercial des Peuples (TCP) conduit sous l'égide de la Bolivie et signé par Cuba et le Venezuela en 2006 prévoit l'élimination de toutes les barrières douanières, ainsi que la promotion des échanges technologiques, des biens culturels, de la sécurité alimentaire, des luttes contre l'analphabétisme.[1118]

On voit très clairement que des efforts peuvent être faits pour permettre à la culture de passer les frontières, et dans ce cas très particulier, que les relations nouées par Cuba avec le Venezuela peuvent lui permettre de diffuser sa culture autant que de recevoir des éléments culturels extérieurs. Dès lors, l'abaissement de « barrières douanières » peut conduire à l'élimination des barrières et entraves qui bloquent la diffusion des cultures

[1117] UNESCO, *Conférence régionale des Ministres de l'Éducation et des Ministres Chargés de la planification économique dans les États membres d'Amérique Latine et des Caraïbes*, Paris, 1980, p. 24.
[1118] Pierre-Joseph Ulysse, « Du jeu des Amériques – Du continentalisme intégrationniste aux pratiques transnationales migrantes », *in* Jean-François Côté, Frédéric Lesemann (éd.), *La construction des Amériques aujourd'hui : regards croisés transnationaux et transdisciplinaires*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, p. 93.

caribéennes, et en conséquence permettre d'établir des échanges et un contact propices à l'établissement de relations axées sur la culture.

b- *Une coopération qui effraie : le repli sur soi*

Cependant, le problème réside encore et toujours dans le foisonnement de cultures repérables dans la Caraïbe, dans la difficulté de les classifier, mais également dans le fait que ces cultures ne sont qu'une partie des cultures du monde, avec lesquelles elles communiquent et parfois s'entrechoquent : « Pero hoy en día no es posible vernos, definirnos, precisarnos, fuera de la red planetaria de interrelaciones y comunicaciones que nos imponen la « aldea global » y su dinámica conflictiva –la confrontación entre las superpotencias »[1119]. Si l'on considère que les relations culturelles sont le fruit d'une coopération plus large, il faut dire qu'à l'heure actuelle, la Caraïbe collabore plutôt avec les pays extérieurs à la zone, et que les liens culturels s'établissent en conséquence en premier lieu avec des pays qui ne sont pas caribéens. Les processus de mondialisation/globalisation en cours, et sur lesquels nous reviendrons plus loin, trouvent d'ailleurs dans la Caraïbe un écho particulier. En effet, si les pays de la zone ont privilégié la communication avec des pays non caribéens, la mondialisation, autant que les projets d'intégration, suppose sans doute de repenser les relations de chacun avec son aire d'origine.

Malgré tout, on constate que le retour à la Caraïbe n'est pas chose aisée pour les pays caribéens, et cela particulièrement lorsqu'il s'agit de se confronter à une ou des cultures si difficilement définissables. L'aire caribéenne semble se méfier d'elle-même, et si les collaborations politiques, économiques et diplomatiques sont mises en avant de nos jours, la coopération culturelle reste un sujet sensible, voire de second rang. Les cubains et caribéens eux-mêmes sont conscients des lacunes énormes de la zone en matière de relations culturelles[1120].

Certaines sous-régions de la Caraïbe semblent même se replier peu à peu sur elles-mêmes. L'aire francophone, qui jusqu'ici avait été un moteur de le recherche identitaire et un

[1119] Andrés Serbín, « La paz en el Caribe : ¿ Una utopía posible ? », *in* Michel Martin, Alain Yacou (éd.), *Études Caraïbéennes : société et politique, actes du XIIIe Congrès de l'Association des études de la Caraïbe*, Toulouse, Presses de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse, 1991, p. 344.

[1120] Entretien avec Madame Milagros Martínez, professeur à l'Université de La Havane et secrétaire exécutive de la Chaire d'Études de la Caraïbe au sein de la même Université, le 12 juillet 2011, Université de La Havane.

promoteur des liens culturels, apparaît comme de plus en plus réticente à l'idée de créer des liens forts avec ses voisins. En effet, il faut souligner « [l'] évident manque d'intérêt des populations françaises pour des sociétés qu'elles ressentent –malgré les proclamations de principe de leurs élites– comme étrangères, et dont le niveau de vie plus modeste terrifie des peuples encore hantés par la crainte quotidienne de manquer »[1121]. On constate que le cloisonnement dont a été victime la Caraïbe empêche d'envisager l'intérêt des relations culturelles. En outre, il semble que les sociétés caribéennes ont vécu et se sont développées de façon hermétique les unes par rapport aux autres, et que chacun aie vécu une histoire peut-être similaire, mais qu'il ressent comme propre et dont il se veut l'unique dépositaire. Partant, les différences économiques constatables dans l'aire opèrent tel un obstacle difficile à franchir, ce qui peut paraître particulièrement surprenant.

En effet, concernant Cuba, il convient de dire que son image de pays relativement pauvre économiquement ne cadre pas avec le niveau de développement atteint en matière de culture. Le manque de moyens n'a pas empêché l'Île de consacrer une large partie de son budget à des plans visant à enrayer l'illettrisme, ni même de consacrer une part de ce budget à la tenue d'événements culturels. En d'autres termes, les craintes que peuvent ressentir certains pays quant à l'établissement de liens culturels avec d'autres Nations, plus faibles d'un point de vue économique, sont infondées, d'une part parce que le peu de moyens financiers ne préjuge pas de l'implication des gouvernements et des populations, de l'autre du fait que le niveau de vie économique d'un pays ne reflète pas les efforts fournis par ce pays en matière de culture.
De plus, considérer que les États économiquement « développés » soient les seuls à posséder une réelle culture reviendrait à balayer de la carte des dizaines de pays, au motif que leurs ressources ne seraient pas suffisantes pour faire d'eux des partenaires dignes de considération sur le plan culturel.

Malgré tout, il faut souligner que les pays caribéens semblent inquiets au moment d'établir des liens qui dépassent le domaine économique. Il semble que chaque pays soit préoccupé par la place que l'on accorderait à sa culture dans le cadre d'échanges avec d'autres Nations, et que chacun préfère conserver cette culture qui lui est si chère sur son territoire

[1121] Thierry Michalon, « Les départements français d'Amérique entre rêve caraïbe et attaches européennes », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 163.

plutôt que l'exposer aux autres. On pourrait presque imaginer que les pays caribéens ne se sentent finalement pas assez forts pour défendre leur culture contre les agressions, et que l'échange est précisément vu comme une forme d'ingérence pouvant conduire à un jugement.

Il faut encore ajouter que la tentation de l'isolationnisme peut être grande. Il s'agit bien évidemment ici d'un isolationnisme culturel, et il est important de le souligner, puisque le terme « isolationnisme » est souvent employé pour qualifier un versant de la politique états-unienne. Nous entendons l'expression « isolationnisme culturel » comme le fait de ne pas partager, de vouloir garder pour soi sa culture, soit qu'on la considère supérieure et que l'on ne veuille pas la souiller de contacts avec des cultures « inférieures », soit que l'on s'estime détenteur d'une culture « vraie ». Entre aussi dans la définition le refus d'accepter les autres cultures, considérées là encore comme malsaines, perverties…

Dans ce contexte, l'intégration régionale –à distinguer des processus d'assimilation– devient aussi nécessaire à la survie des cultures caribéennes que la ou les culture(s) caribéenne(s) sont nécessaires à l'intégration régionale.

Chapitre 2 : L'intégration régionale : défi et chance pour les relations culturelles cubano-caribéennes

L'intégration régionale est un sujet qui, bien que n'étant pas nouveau, semble avoir pris de l'ampleur aux cours des dernières années. En effet, l'espace caribéen semble presque être contraint d'aller vers cette intégration, encore une fois dans le but de favoriser un développement à la fois humain et économique :

> Entre los que piensan al Caribe con espíritu progresista, con miras a su desarrollo, hay cierto acuerdo alrededor de la idea que el actual orden mundial está dejando pocas opciones que disten de la integración, principalmente si se trata de países que arrastran una fatalidad histórica como los caribeños […].[1122]

Nécessité est faite aux pays caribéens d'opérer un rapprochement. Bien évidemment, si cette nouvelle façon d'envisager la zone et les relations qui y ont cours n'est qu'une imposition extérieure, la Caraïbe n'a que peu de chances d'accéder à un réel état de coopération. En somme, les difficultés s'accumulent, puisqu'à la « fatalité historique » s'ajoute l'obligation de construire rapidement un projet solide d'intégration.

L'intégration régionale est donc un sujet majeur lorsque l'on évoque la Caraïbe actuelle, et, bien qu'elle soit au centre de multiples débats, on constate que les nombreuses difficultés inhérentes à la zone n'ont pas permis une concrétisation des efforts entrepris à un niveau réellement régional :

> La región del Caribe se ha caracterizado por desarrollar mecanismo de cooperación e integración que responden predominantemente a esquemas subregionales. En este sentido, debido a la diversidad lingüística y cultural, en gran medida, han existido pocos casos de cooperación intrarregional.[1123]

On ne peut nier que les pays de la Caraïbe tentent un rapprochement auquel participerait la totalité de la zone, et beaucoup d'entre eux semblent conscients de la nécessité d'une intégration régionale réussie. Malgré tout, les coopérations ne s'opèrent que de manière

[1122] Osvaldo Barrios Montes, « Para pensar el Caribe desde Cuba », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 18, 2004, p. 171.
[1123] Francine Jácome, *op. cit.*, p. 244.

partielle, entre sous-régions de la sous-région, les pays possédant la même langue officielle ou un niveau de vie similaire s'unissant plus facilement.

En outre, l'identité culturelle de la zone semble à nouveau difficilement définissable, et la « diversité culturelle » devient un point d'achoppement des relations culturelles caribéennes. Cela peut sembler étonnant, lorsque l'on sait la réussite de Cuba dans ce domaine, y compris avec des pays caribéens dont elle ne partage pas la langue. Malgré tout, si la Caraïbe affiche un certain désir d'union, elle ne paraît pas être capable de franchir le pas menant à une collaboration étroite, et ne semble *a fortiori* pas désireuse de précipiter les choses en ce qui concerne son intégration.

Ceci est un problème que l'on retrouve d'ailleurs sur tout le continent latino-américain : « Depuis l'indépendance, les pays latino-américains sont mus par un double mouvement contradictoire : s'unir et s'opposer. Le meilleur exemple en est la déclaration de Simon Bolívar à la fin de sa vie publique lorsqu'il dit : « j'ai labouré la mer »[1124]. Malgré toutes les tentatives d'union et le désir affiché d'unité, le sous-continent latino-américain semble donc en proie à une force de répulsion face à lui-même, et l'on sent que les craintes liées à une perte de souveraineté nationale ou d'une identité propre, déjà fluctuante, l'emportent sur le désir d'unité.

Face à cela, il existe une dynamique d'union en matière d'échanges régionaux, qui n'est elle-même que le fruit des tensions et contradictions latino-américaines : « Le développement local constitue par définition l'expression de la multiplicité et de la diversité. À ce niveau, les particularités locales peuvent être si nombreuses et si différentes qu'elles rendent impossible toute tentative de généralisation »[1125]. Bien que lucide quant à l'impérieux besoin de s'unir, la Caraïbe sait qu'elle ne peut se lancer dans des projets qui risqueraient d'être interprétés comme des menaces pour les expressions locales d'une culture plurielle. En outre, on constate que l'espace accordé à l'Autre est finalement fort réduit, puisque chaque porte qui paraît s'ouvrir dans la Caraïbe n'est finalement qu'un « fenestron » par le biais duquel l'on communique uniquement avec les plus proches voisins.

[1124] François Thual, *Abrégé de géopolitique de l'Amérique Latine*, Paris, Ellipses, 2006, p. 67.

[1125] José Arocena, « Les approches latino-américaines du développement local », *in* Frédéric Debuyst, Isabel Yépez del Castillo (éd.), *Amérique Latine, Espaces de pouvoir et identités collectives*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 41.

Il faut encore dire que l'intégration régionale est une autre notion qui, bien que déjà très discutée, ne possède pas de définition tranchée. Les difficultés de réalisation sont peut être en partie à mettre sur le compte d'un procédé que l'on perçoit difficilement, et dont on comprend dès lors qu'il puisse être ressenti comme effrayant :

> On voit ici poindre les difficultés à définir le concept d'intégration, terme apparemment technique mais assez vague pour que les uns et les autres s'en servent tout au long des années 1950 pour parler de notions bien différentes : union douanière régionale ; marché commun ; coopération bilatérale ou multilatérale sur des projets délimités ; création d'organismes bilatéraux ou multilatéraux ayant un rôle consultatif ou un pouvoir de gestion ; coopération voire unification politique à l'échelle régionale ou continentale, *etc*.[1126]

On observe donc que l'intégration régionale, qui n'est pas un phénomène complètement nouveau, s'est dispersée, et a peut-être perdu de sa force en diluant le projet principal porté en germe par un tel dessein –l'union– dans des collaborations multiples mais très partielles et fractionnées. En outre, on voit qu'il ressort de ce concept un aspect avant tout matériel, et que l'union qu'il suppose est avant tout économique et financière. En ce sens, l'intégration régionale n'a pu être perçue comme une clé des relations culturelles entre les États de la Caraïbe, et spécifiquement entre Cuba et les autres pays de la zone, elle est restée pour les populations une nébuleuse, et finalement une préoccupation des gouvernements.

Il convient donc de dire que nous ne souhaitons bien évidemment pas revenir sur les nombreuses analyses déjà menées quant à l'intégration régionale caribéenne. Cependant, il nous semble bon d'envisager cette intégration sous un jour nouveau, et plus précisément de tenter de disséquer les liens entre intégration régionale, à un niveau global, et intégration culturelle. En effet, une intégration totale est sans aucun doute aujourd'hui nécessaire à la Caraïbe, afin d'affronter la nouvelle organisation de l'échiquier mondial. Car, dans un monde hautement technologique, dans une course à l'insertion mondiale et en même temps face à la mondialisation, « les sociétés caribéennes ne peuvent continuer à s'affirmer qu'en prenant conscience de la réalité de leur identité et surtout en essayant de la faire vivre aux échelons qui sont les siens : le local et la région ». Cette prise de conscience suppose donc un travail et des efforts communs, un partage, une recherche et un questionnement

[1126] Françoise Barthélémy, *Un continent en quête d'unité : l'au-delà du rêve*, Paris, Éditions Ouvrières, 1991, p. 56.

collectifs, et ne pourra se faire sans liens culturels forts, qui doivent s'adapter aux contraintes diverses d'une région qui s'est peu tournée vers elle-même, mais qui n'a de chance d'avoir un impact sur le monde qu'en favorisant le développement de ces liens chez elle. En effet, divisée, la Caraïbe ne semble pas avoir un quelconque impact sur le monde ; mais unie, il n'est pas dit qu'elle ne puisse devenir une région avec laquelle il faille compter.

Il est intéressant de noter que Cuba peut être un acteur majeur du processus d'intégration régionale. D'ailleurs, l'Île semble avoir joué un rôle assez surprenant, sans l'avoir désiré, dans la volonté d'union du sous-continent. En effet, on peut dire qu'« en Amérique latine, les retombées que provoque la Révolution cubaine sont innombrables. [Parmi elles,] l'idée de l'intégration latino-américaine. […] Les Américains découvrent soudain qu'elle peut être une réponse au « mauvais exemple » qu'incarne le seul régime socialiste de l'hémisphère occidental »[1127]. Comme nous l'avons déjà souligné, en réactivant l'idéal bolivarien d'unité du sous-continent, la Révolution cubaine s'est posée en précurseur du mouvement d'intégration actuelle. Mais à l'inverse, l'existence même de cette Révolution a entraîné des réflexions diverses sur la manière d'y mettre fin. Parmi elles, l'unité restait le moyen présenté comme le plus sûr de contrecarrer le projet cubain. De la sorte, de manière active ou sans même le vouloir, Cuba a permis la survivance de l'aspiration à l'union dans sa zone, et a contribué à ce que les projets d'union restent finalement à l'esprit de tous.

Tout est encore une fois affaire de définition, et les mots cachent parfois des réalités très différentes. Il n'est ainsi pas inutile de revenir sur ce que sous-tend l'intégration régionale, afin de comprendre quelles sont les particularités de ce processus dans l'aire caribéenne, mais également les spécificités de l'intégration de Cuba à sa zone, et de souligner quels peuvent être les effets découlant de ces intégrations.

[1127] Françoise Barthélémy, *op. cit.*, p. 47.

1- Définition, concepts, méthodes

a- *Quelle(s) problématique(s) ?*

Afin de comprendre les enjeux de l'intégration régionale, il convient d'évoquer les problématiques induites par une telle notion. En effet, on peut rappeler la première tentative d'intégration caribéenne, au sein de la « Commission Anglo-américaine de la Caraïbe » (AACC), et préciser qu'il s'agissait alors d'une tentative d'intégration impulsée par l'extérieur :

> La minúscula área caribeña fue el escenario donde tuvo lugar –a escala mundial– el primer intento de colaboración e integración organizada en el año 1942. Sin embargo, este ensayo no fue promovido dentro del área, ni respondía a los intereses de los pueblos ; era una imposición de las potencias coloniales que, siguiendo la peor tradición iniciada por los aventureros al servicio del capital cuatro siglos antes, orientaban la agrupación a fin de defender sus intereses y acrecentar su dominio.
> La Comisión Angloamericana del Caribe AACC, creada por acuerdo suscrito entre el gobierno de Estados Unidos y el del Reino Unido el 9 de marzo de 1942, surgía a causa de dos factores de preocupación para ambas potencias. […] [es decir la miseria que reinaba en estos países] y los problemas planteados por el conflicto bélico mundial.[1128]

On voit clairement ici que l'intégration régionale n'est pas un thème nouveau, et qu'elle a au contraire préoccupé depuis bien longtemps non seulement les pays caribéens, mais également les anciennes métropoles qui dominaient la zone. Cela constitue sans aucun doute une première preuve de son importance. Cependant, les premières réflexions concernant l'intégration n'ont absolument pas été menées par la zone, qui au contraire pâtissait encore purement et simplement de son statut d'aire géostratégique.

De ce fait, on comprend que les pays caribéens envisagent *a priori* l'intégration d'un mauvais œil, puisqu'ils l'interprètent souvent comme un écho de la volonté de domination des anciennes puissances coloniales. Ceci est d'autant plus vrai pour Cuba, qui peut ressentir l'intégration régionale comme un danger d'effacement de ses particularités et particularismes, mais également comme un moyen de la déposséder de sa Révolution.

[1128] Armando López Coll, *La colaboración y la integración económicas en el Caribe*, La Havane, Editorial de ciencias sociales, 1983, p. 114.

En outre, on observe la position de précurseur de la Caraïbe, qui a été l'un des premiers espaces mondiaux soumis à une tentative d'intégration. En effet, il semble que les grandes puissances mondiales aient très tôt vu la Caraïbe comme une région fragmentée, qu'il convenait de rassembler autour d'un projet politique d'union. Cependant, cette union était bel et bien imposée par l'extérieur, et ne répondait pas à des préoccupations culturelles, mais était plutôt destinée à faire de l'espace caribéen un pion supplémentaire sur l'échiquier politique mondial.

Il faut dire que nous nous intéressons aux processus destinés à favoriser l'intégration régionale promus par et depuis la Caraïbe, dont on comprend la réticence à s'unir dès lors que l'union supposerait le profit de zones éloignées au détriment de la Caraïbe elle-même, et insister sur le fait que l'on entend mieux les difficultés rencontrés par ces processus lorsque l'on sait que l'AACC fut en vigueur entre 1942 et 1946, c'est-à-dire à une époque relativement proche de nous.
On peut alors s'interroger sur l'indépendance relative de la Caraïbe, y compris actuellement et sur des sujets aussi particuliers que ceux de l'union ou de la culture. À ce sujet, notons que la Seconde Guerre Mondiale fut un moment propice à une tentative de réappropriation de la Caraïbe par les grandes puissances d'alors. L'intérêt principal n'était à ce moment pas de voir éclore les relations culturelles, mais bien pour chacune de ces puissances de gagner du terrain, tant sur le plan idéologique que géographique.

Il faut alors avoir présents à l'esprit les principes de l'intégration, bien qu'il faille encore une fois insister sur le flou qui entoure parfois ce terme –ce qui induit le danger de transformer l'intégration régionale en nébuleuse instable dont les populations se méfieraient :

> La integración formal u organizada, es la forma institucional mediante la cual los Estados eligen determinada agrupación con el fin de cumplimentar los objetivos que se tracen, a partir de cierta unificación, en un todo único de los elementos dispersos de sus economías. Ella supone la organización del sistema de relaciones económicas existentes entre los participantes de forma tal que el cumplimiento de los objetivos propuestos se alcance de la forma más racional posible.[1129]

L'intégration régionale semble donc être considérée comme l'affaire des États, ou autrement dit des gouvernements en place, et l'on comprend alors qu'il s'agisse d'un

[1129] Armando López Coll, *op. cit.*, p. 22.

concept si fluctuant, puisque défini différemment par les diverses représentations politiques présentes dans la Caraïbe. En outre, la diversité intrinsèque à l'aire caribéenne explique sans doute partiellement la dispersion des projets liés à l'intégration régionale dans la zone, de la même façon que les économies fort différentes observables dans la Caraïbe nous éclairent quant aux plans épars défendus par chaque pays.

D'autre part, on voit que, si les politiques d'intégration régionale sont principalement élaborées dans un but économique, elles n'en affectent pas moins les relations culturelles, qui peuvent elles aussi avoir leur poids dans le développement local de l'Amérique Latine –et nous y reviendrons. Malgré tout, le point primordial repose sur le fait que l'intégration régionale s'est forgée en tant que projet politico-économique, qui inclut depuis peu la culture, mais n'en fait pas une priorité. Il semble effectivement que les processus d'intégration envisagent la culture comme une « plus value » éventuelle, et non comme un élément sur lequel il faille absolument compter.

Pour que le processus d'intégration caribéenne réussisse, il est impératif qu'il accorde une place importante à la culture : « Tout effort planifié de développement ou d'intégration doit prendre comme point de départ les caractéristiques et les spécificités culturelles de la société sujet du processus »[1130]. En somme, la définition même de l'intégration régionale doit être liée à la culture et aux problèmes en découlant, mais la problématique intégrationniste doit également et nécessairement être observée au prisme de la culture et des relations culturelles :

> Ciertamente en los últimos años se ha dinamizado un fuerte movimiento integracionista en el terreno cultural con propuestas y acuerdos en un amplio universo de los diferentes sectores de la cultura de la región. Los ministros de cultura se han venido reuniendo con frecuencia y se han analizado y adoptado acuerdos de diversa índole orientados a promocionar la integración cultural. Ello es de un valor excepcional no sólo por lo que significa en sí mismo para la propia cultura de nuestros países, sino que cuando se ha reconocido que uno de los flancos más débiles del proceso de integración en marcha desde hace más de treinta años ha sido su incapacidad para irradiar un efecto en las poblaciones que las motivase a apoyar el objetivo de unión integral, es innegable que las actividades culturales pueden mostrar el potencial que realmente encierra la concertación de nuestros recursos y voluntades.[1131]

[1130] Alfredo Jiménez Barros, « Globalisation et intégration culturelle : l'Amérique latine doit-elle suivre le modèle européen ? », *in* Miriam Aparicio (éd.), *L'identité en Europe et sa trace dans le monde : une approche interdisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 239.

[1131] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. 117.

À ce propos, d'aucuns ont noté que la culture est finalement une sorte d'hyperonyme de toutes les activités humaines, puisqu'elle englobe toutes les réalisations et productions de l'Homme, y compris la politique et l'économie[1132]. Dès lors, parler d'intégration dans la Caraïbe sans parler de culture revient à n'avoir qu'une vision tronquée du processus, et en conséquence à ouvrir la voie à l'échec : « El elemento de la cultura debería constituirse no en un elemento auxiliar sino en la clave para convertir a estas experiencias [de integración] en verdaderos instrumentos de desarrollo »[1133]. De la sorte, l'un des défis majeurs de la Caraïbe à l'heure de l'intégration est de savoir mettre en valeur l'élément culturel, et de savoir faire de la culture un pilier de ce processus d'intégration. Bien évidemment, il faut pour ce faire que la culture soit revalorisée et que son rôle soit redéfini.

D'autre part, il faut rappeler qu'historiquement, les processus d'intégration régionale –tout comme de nombreuses autres tentatives de rapprochement déjà évoquées– ont été portés dans la Caraïbe par les nations anglophones, ce qui montre et explique en même temps, bien que fragmentairement, le manque d'enthousiasme des autres pays de la zone :

> Les pionniers du régionalisme caraïbe sont incontestablement les pays issus de la colonisation britannique. Ils se sont appuyés très tôt sur des considérations d'ordre identitaire (*west indianism*) pour justifier leur volonté de regroupement. Il est cependant clair que leur régionalisme ne tire pas sa source principale d'une dynamique culturelle. Une conjonction de facteurs a joué en faveur de la coopération et de l'intégration régionale dans cette zone, mais la volonté de « faire face ensemble » en constitue, selon nous, l'élément déterminant. En effet, pour les Caraïbes britanniques la construction régionale tire avant tout son origine de la conviction des leaders politiques locaux que le regroupement est un facteur essentiel de la viabilité politique et économique de leurs pays.[1134]

De la sorte, il faut relever que les prémices de l'intégration régionale caribéenne ne reposaient pas sur la culture, mais plutôt sur la volonté de défendre une liberté et une indépendance si chèrement acquises. En effet, il s'agissait bien de s'unir afin de ne plus se laisser engloutir par un quelconque empire, et les considérations portant sur le partage d'une culture ne vinrent qu'après ce désir d'autodétermination pérenne.

[1132] Esteban Araujo Rosales, « Consideración sobre el papel de los gobiernos en el proceso de integración cultural latinoamericana », *in* Luis Nuñez Gómez, Beatriz Solís Leree, *Comunicación, identidad e integración latinoamericana*, Mexico, Consejo Nacional para la Enseñanza y la Investigación de la Ciencias de la Comunicación, 1994, p. 200.

[1133] Alejandra Radl, *op. cit.*, p. 25.

[1134] Emmanuel Jos, « Les instruments juridiques de la construction régionale dans la Caraïbe », in Emmanuel Jos, Lydia Barfleur, *Coopération et intégration économique régionale dans la Caraïbe*, Paris, Montchrestien, 1997, p. 9.

Cela étant, on constate que la Caraïbe anglophone semble malgré tout « unie » par une identité qu'elle ressent comme partagée, ce qui n'est apparemment pas le cas des autres aires linguistiques, ou en tous les cas, dans des proportions moindres.
Ainsi, la partie anglophone de la Caraïbe se pose en pôle d'impulsion d'une unité et d'une union, qui n'est finalement que partielle, puisqu'elle ne recouvre qu'une aire identitaire, culturelle et historique. La Caraïbe doit donc également faire face à un défi imposé par l'Histoire passée et celle qui s'écrit sous nos yeux, et effectuer un travail considérable sur ce qui la désunit, y compris à l'intérieur des zones partageant la même langue.

b- *Multiplicité d'organismes et absence de réalisations concrètes*

L'une des clés pour comprendre l'intégration régionale caribéenne, et, dans une certaine mesure, ses difficultés, réside sans doute dans le foisonnement d'organismes chargés de la mener à bien. En effet, il nous faut rappeler que l'intégration régionale passe par différentes institutions chargées de lui donner les impulsions nécessaires et de rendre les projets de la zone viables. De cette façon, et sans les citer toutes, on peut nommer quelques associations politiques caribéennes et/ou latino-américaines chargées de promouvoir l'intégration régionale, tout en notant que ces organismes se contentent bien souvent de se conformer aux réalisations du Vieux Continent :

> Depuis une vingtaine d'années s'observe une tendance des pays sous-développés de la région à se regrouper, à élaborer des programmes d'intégration, fortement inspirés d'un modèle de développement copié sur l'Europe occidentale. C'est ainsi que se multiplient des groupements tels que le *Central American Common Market*, (CACM, 1960), la *Latin American Free Trade Association* (LAFTA, 1960), la *Caribbean Free Trade Association* (CARIFTA, 1968), le *Marché commun des Caraïbes* (CARICOM, 1973) et l'*Organisation des États des Caraïbes orientales* (OECS, 1981). Plusieurs autres organismes fonctionnent dans le cadre de la Caribbean Community : l'*Eastern Carribean Common Market* (ECCM, 1968), la *Caribbean Development Bank* (CDB, 1969), la *Caribbean Investment Corporation* (CIC, 1973) et la *Caribbean Food Corporation* (1976).[1135]

Cette prolifération d'organismes s'attachant à des domaines divers et variés explique donc en partie le peu d'avancées concrètes en matière d'intégration. En effet, les États ne tendent finalement plus à se regrouper mais à se disperser, chacun s'impliquant dans un projet différent de celui de son voisin : « […] pienso que en esta cuestión de la integración

[1135] Oruno Denis Lara, *Les Caraïbes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, pp. 102-103.

hay mucho de consignas, de discursos, de declaraciones en favor de la integración, pero en la práctica se avanza poco »[1136]. Différents sous-groupes d'alliés et de partenaires ont donc surgi dans la région, mais aucune réalisation complète, englobant la totalité de la Caraïbe, n'a pu voir le jour de façon pérenne, que ce soit dans le domaine de la culture ou dans ceux de l'économie et de la politique.

En outre, et malgré les déclarations des organismes chargés de la promotion des relations culturelles, il semble que la culture, tant en Amérique Latine que dans la Caraïbe, soit bien souvent reléguée « au second plan »[1137], et que l'intégration promue soit avant tout économique, bien qu'elle touche également le domaine environnemental :

> La Convention créant l'AEC a été signée le 24 juillet 1994 à Carthagène, Colombie, dans le but de promouvoir la consultation, la coopération et l'action concertée entre tous les pays de la Caraïbe. Les objectifs de l'AEC sont précisés dans la Convention et basés sur le renforcement de processus régional de coopération et d'intégration afin de créer un espace économique élargi dans la région. L'organisation vise la préservation de l'intégrité environnementale de la mer des Caraïbes qui est considérée comme le patrimoine commun des peuples de la région et la promotion du développement durable de la Grande Caraïbe. L'AEC de par ses objectifs et membres se veut porteuse d'unification de la Caraïbe dans son acception la plus large et participe à la relance du processus d'intégration dans la zone.[1138]

On peut donc souligner la volonté de mettre en avant le « patrimoine commun » aux populations de la région, sans que ces populations soient cependant impliquées directement dans les processus en cours. De plus, on voit combien des organisations telles que l'AEC ne peuvent finalement être que des prétextes à la constitution d'associations plus larges et plus étroites, ou du moins à la « relance » des plans d'intégration. De fait, chacun des organismes chargés de l'intégration semble en réalité agir tel un stimulant qui permettrait de déclencher une réelle intégration régionale.

La Caraïbe est aussi engagée dans un processus d'intégration régionale plus global, car impliquant l'ensemble de l'Amérique Latine. On comprend donc que sa marge de

---

[1136] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. 48, citant un discours de Fidel Castro prononcé le 3 avril 1990 à La Havane.

[1137] Alejandra Radl, *op. cit.*, p. 26.

[1138] Karine Galy, « La coopération régionale entre les départements-régions français d'Amérique et la Caraïbe : une lente structuration », *in* René Kiminou (éd.), *Économie et droit des affaires de la Caraïbe et de la Guyane, tome 1, contribution à la connaissance des droits et des économies de la Caraïbe et de la Guyane : hommage à Aimé Césaire*, Paris, Publibook, 2009, p. 86.

manœuvre soit réduite, et que cette région gigantesque à bien des égards ne puisse mener à bien rapidement et efficacement une intégration qui serait bénéfique à chacun. De fait, les processus d'intégration latino-américains peuvent d'une certaine manière freiner le processus intégratif caribéen.

Enfin concernant ce sujet, les organismes gouvernementaux ou politiques ne sont pas les seuls impliqués, puisqu'une large place est au contraire faite aux ONG :

> Enfin, les ONG ainsi que les mouvements populaires […] jouent également un rôle non négligeable dans la structuration de l'identité régionale. […] force est d'admettre que ces organisations ont développé, en marge de l'action officielle des autorités publiques et des entrepreneurs privés, un activisme régional qui soulève implicitement la question de la pertinence de la coopération au regard de son objet (*cooperation for what ?*) et des partenaires engagés (*cooperation with whom ?*). […] À bien des égards, l'intégration et la coopération régionales semble avoir prospéré en marge des circuits officiels souvent grippés, au niveau des organisations populaires qui redessinent en pointillé les contours d'une région que l'histoire n'a cessé d'émietter. Et s'il est difficile d'évaluer l'impact présent et futur d'un tel activisme, on admettra volontiers qu'il participe, aux côtés des initiatives officielles, de la prise de conscience d'une nécessaire réévaluation des formules jusqu'alors usitées dans les domaines de l'intégration et de la coopération.[1139]

Certaines franges des sociétés caribéennes se sont en quelque sorte emparées de l'épineux dossier de l'intégration. Peut-être ont-elles souhaité pallier les lacunes des gouvernements, tout comme elles ont pu le faire en tentant d'établir par elles-mêmes des relations culturelles. Mais quoi qu'il en soit, on observe que leur rôle, si positif qu'il puisse être, est également la traduction des multiples interrogations que porte en germe l'intégration régionale.

En outre, l'implication de différents acteurs et différents échelons des sociétés s'ajoute au concert d'institutions en charge de l'intégration. Dès lors, il est possible de dire qu'il s'agit d'un défi supplémentaire, puisqu'il convient de déterminer dans quelle mesure chacun peut agir pour définir un projet collectif, et de couper court à la dispersion menant chacun à faire avancer une partie du projet sans concertation avec l'ensemble des acteurs engagés.

[1139] Justin Daniel, « Pour une réévaluation des rapports entre l'économie et le politique », *in* Justin Daniel (éd.), *Les îles Caraïbes : modèles politiques et stratégies de développement*, Paris, Karthala, 1996, pp. 36-37.

Il faut alors dire que le foisonnement d'organismes destinés à favoriser l'intégration régionale caribéenne n'est pas uniquement dû à la diversité observable dans la Caraïbe, mais bien également aux économies dépendantes de la zone :

> On a pu observer dans le processus historique que des « petites économies » pouvaient rester parfaitement viables aussi longtemps qu'elles demeuraient des économies « coloniales », dépendantes, vouées à l'approvisionnement en matières premières du monde industrialisé. Après leur indépendance, quand se pose le problème de leur « industrialisation », c'est à ce moment qu'est envisagée la question inévitable de la dimension de ces économies devenues inadéquates. Les regroupements servent alors, croit-on, à surmonter les obstacles dus aux limitations du marché intérieur et à réunir les forces politiques pour une défense commune. L'expérience montre leur fragilité.[1140]

On voit que la multiplicité des plans d'intégration répond à des préoccupations multiples, et que le désir d'indépendance de la Caraïbe mais également de l'Amérique Latine a poussé ces régions à se lancer dans divers projets ayant pour but de garantir une survivance économique sans l'appui des anciennes puissances coloniales ou des nouvelles puissances mondiales. Il semble que l'intégration ait ainsi été conçue comme une solution à divers problèmes d'ordres économique, social et politique, et que la nécessité de répondre rapidement à ces questions ait abouti à une dispersion des projets.

Malgré cette multiplicité, des progrès peuvent être soulignés en ce qui concerne l'établissement de relations entre différents pays de la zone. Les pays du CARICOM ou de la Fédération des Indes Occidentales ont souvent mis en exergue leur désir d'une « normalisation des relations diplomatiques » avec Cuba[1141], comme si le fait de laisser un pays de côté mettait en danger la stabilité du processus pour l'ensemble de la Caraïbe.

Cet intérêt peut être profitable à l'Île, puisqu'il lui permettrait de sortir un peu plus d'une situation caractérisée par de constants va-et-vient entre isolement et intégration. Certaines institutions ont intégré l'Île à leur projet, tel le Comité de Développement et de Coopération des Caraïbes (CDCC) –dont le premier Coordinateur était cubain[1142]–, lui-même dépendant de la CEPALC. Le fait de se voir impliquée dans différents projets de

---

[1140] Oruno Denis Lara, *op. cit.*, pp. 102-103.

[1141] Gerardo González Núñez, « Cuba frente a los cambios del sistema internacional », *in* Andrés Serbin, Anthony Bryan (éd.), *El Caribe hacia el 2000, Desafíos y opciones*, Caracas, Editorial Nueva Sociedad, 1991, p. 185.

[1142] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. 70.

collaboration permet donc en un sens à Cuba de retrouver son identité et sa légitimité au sein de la Caraïbe, et éclaire dans le même temps les questionnements liés à l'intégration régionale :

> Le CDCC constitue le troisième cercle concentrique [après l'Organisation des États des Caraïbes orientales, OECO, et le CARICOM], ajoutant aux pays du CARICOM Cuba, la République Dominicaine, Haïti, les Antilles néerlandaises, le Surinam et les Iles Vierges britanniques et américaines. Il compte 20 pays, peuplés d'environ 28 millions d'habitants et couvrant au total une superficie terrestre de quelque 630000 kilomètres carrés, soit un ensemble analogue par sa population à la Colombie et par sa superficie au Chili. Dans ce groupement, l'hétérogénéité s'accroît encore, de par l'inclusion de nouveaux éléments culturels, linguistiques et constitutionnels : si les pays membres du CARICOM sont d'anciennes colonies britanniques, le CDCC comprend aussi d'anciennes colonies espagnoles, françaises et néerlandaises. Mais si la concurrence entre empires coloniaux devait provoquer une fragmentation politique et culturelle, il existait aussi des thèmes unificateurs communs et des expériences analogues, qui permettent de croire à l'existence d'une société ou d'une culture caraïbes.[1143]

Pour l'aire caribéenne, il s'agit de trouver finalement le lien permettant de rassembler tous et chacun sous une même bannière, afin d'avancer ensemble et de continuer à promouvoir l'unité dans la diversité. Il est ainsi nécessaire de comprendre que les différents projets d'intégration ou de collaboration sont finalement sous-tendus par le même désir de faire front ensemble, d'apprendre à se découvrir et de partager –bien que ce désir soit décidément et apparemment difficile à assumer pour la zone.

D'autre part, concernant Cuba, l'intégration régionale peut signifier une réintégration pleine et entière dans la zone caribéenne, mais également et plus largement au cœur du sous-continent latino-américain :

> En cuanto a la política cubana hacia la región latinoamericana, los dos mecanismos de concertación con un mayor interés estratégico para Cuba son las cumbres iberoamericanas y la Asociación de Estados del Caribe. La perspectiva de una Cumbre en La Habana para 1999 representa un acceso importante para el proceso de encuentro y reinserción de Cuba en el seno de esta comunidad. Respecto a la Asociación de Estados del Caribe (AEC), se trata de la organización regional más importante en que participa la isla.[1144]

[1143] Secrétariat de la CEPALC, « La situation de la région des Caraïbes », *in* Angus Maddison (éd.), *L'Amérique latine, la région des Caraïbes et l'OCDE : dialogue sur la réalité économique et les politiques possibles*, Paris, OCDE, 1986, p. 100.

[1144] Rafael Hernández, *Mirar a Cuba, Ensayos sobre cultura y sociedad civil*, México, Fondo de cultura económica, 2002, pp. 127-128.

Il apparaît que Cuba tente de se projeter tant en Amérique Latine que dans la Caraïbe. En effet, le sous-continent n'est pas négligé par l'Île, puisque cette dernière s'implique souvent activement dans le processus d'intégration latino-américain : « Son rôle primordial au sein d'institutions régionales comme le SELA dont elle est cofondatrice confortera sa position de leader d'une politique caribéenne »[1145]. Cuba se veut donc être un « leader » au niveau régional, et il faut encore dire que l'Île se positionne en moteur de l'intégration, y compris sous-régionale, en se proposant d'accueillir des sommets et conférences liés à ce sujet. En somme, l'Île montre son désir de ne pas rester en marge du processus d'intégration régionale, à l'échelle caribéenne mais également latino-américaine.

On voit d'ailleurs que l'implication cubaine dans diverses organisations régionales peut lui permettre de se réinsérer au sein de cette communauté caribéenne qui l'a parfois rejetée. Ainsi, on note que l'intégration régionale est un projet qui permet un réel débat sur la place de Cuba dans la Caraïbe, et qu'elle témoigne tant des efforts cubains à destination de l'aire caribéenne que de l'attention de la Caraïbe pour l'Île.

Cependant, on peut également imaginer que le double positionnement de Cuba, à la fois vers l'Amérique Latine et la Caraïbe, lui soit préjudiciable. On comprendrait effectivement que la Caraïbe soit peu encline à nouer des relations avec un pays qui tente finalement d'établir des liens avec diverses parties du globe, et que l'image de Cuba soit celle d'un État cherchant le contact dans le seul but de survivre économiquement. L'Île ne serait alors plus un moteur des relations, et sa politique serait uniquement vue comme opportuniste. S'il est certain que la politique n'est jamais dénuée d'intérêts, il faut dire qu'en matière de relations culturelles, le fait de faire passer les profits financiers au premier plan peut être dommageable.

L'intégration régionale suppose donc une dynamique d'échanges, et est d'abord envisagée comme une dynamique économique et commerciale. Les organismes en charge de l'intégration économique caribéenne, ou qui y contribuent, ont permis à Cuba de trouver une issue de secours après le cataclysme provoqué par l'effondrement de l'URSS :

[1145] Hortense Faivre d'Arcier-Flores, « La vocation internationale de la Révolution : une exception cubaine ? », *in* Sandra Hernández (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, p. 65.

> En consecuencia con los acuerdos de la cumbre de la AEC de 1995 acerca de comercio, turismo y transporte, Cuba ha ampliado la comunicación aérea y marítima con la subregión, ha avanzado en la cooperación turística y en general ha explorado el fortalecimiento de los nexos comerciales. La posibilidad de cooperar en áreas como el medio ambiente y la cultura, y de empezar a tratar conjuntamente el problema del narcotráfico en la Cuenca, ha sido esbozada.[1146]

La Caraïbe s'offre donc comme une possibilité pour Cuba, et l'on constate que des rencontres et coopérations commerciales peuvent naître des projets portant sur la culture. Néanmoins, on voit que ces derniers ne sont pas une priorité, et qu'ils semblent former un tout avec des projets de développement de la région liés à la sécurité ou à l'écologie. Ses sujets s'apparentent à la culture du fait qu'ils fassent partie de la vie quotidienne des populations et des défis à relever pour le futur, mais ils semblent malgré tout être des thèmes annexes à l'aspiration que les pays caribéens font ressortir comme prioritaires : la coopération économique.

En outre, si Cuba a déployé de grands moyens pour promouvoir la coopération caribéenne, et si Cuba est en retour depuis quelques années appelée à devenir un pays partenaire de la Caraïbe et de l'Amérique Latine, il semble que certains projets se télescopent plus qu'ils ne se complètent, et empêchent la réintégration pleine du crocodile vert dans la Caraïbe, mais également l'élaboration d'une entité caribéenne :

> On ne saurait nier […] [que la création de l'AEC] est […] porteur de conceptions parfois fort concurrentes de l'espace caraïbe. En effet, deux séries d'acteurs ont plus particulièrement contribué à la concrétisation du projet : d'une part le « groupe des trois » (Colombie, Mexique, Venezuela) soucieux de consolider les initiatives individuelles de coopération entre l'Amérique centrale et une Caraïbe politiquement stabilisée et faisant une large place à Cuba ; d'autre part, et surtout, les dirigeants de la Caraïbe anglophone qui, sans considérer l'AEC comme une entité dotée d'une identité propre, ont concédé leur appartenance à la Caraïbe aux États riverains de la mer du même nom.[1147]

De fait, la multiplicité des organismes en charge de l'intégration dévoile les projets et intérêts finalement fort différents des États caribéens. Ces États ne voient bien souvent dans l'intégration qu'un moyen de consolider leurs économies respectives, et non une réelle perspective d'avenir commun. De fait, chaque organisation tend à promouvoir une certaine idée de la région (non plus seulement au niveau économique ou commercial, mais

[1146] Rafael Hernández, *Mirar a Cuba, Ensayos sobre cultura y sociedad civil*, México, Fondo de cultura económica, 2002, pp. 127-128.
[1147] Justin Daniel, *op. cit.*, p. 36.

également sur le plan identitaire), ce qui ne contribue bien évidemment pas à l'éclosion d'une conscience caribéenne. En outre, chaque « bloc » considère ses liens et relations avec les autres d'une façon propre, et l'on voit clairement qu'aucune entité pancaribéenne n'arrive à chapeauter les différents processus en cours.

Ce point pourrait ne pas être problématique pour l'Île. En effet, le chemin qui mènera peut-être Cuba vers une intégration régionale réussie semble être atypique, ou à tout le moins spécifique. Effectivement, certains observateurs ont remarqué que la multiplicité des voies offertes par la prolifération des organismes en charge de l'intégration pouvait être une chance pour Cuba, mais également que le pays pouvait tout à fait passer outre ces organismes :

> Desde este punto de vista, el proceso de reinserción regional de Cuba estaría teniendo lugar, aún de manera contradictoria y gradual, no necesariamente a través de los carriles clásicos panamericanos –como la OEA–, sino por múltiples vías, en las que predominaría el realismo y la afinidad de intereses nacionales y subregionales.[1148]

Il semble que Cuba, du fait de son histoire passée et présente, ne puisse suivre la voie « classique » vers l'intégration, ou puisse en tous les cas s'en passer, dans une certaine mesure. Dès lors, l'Île devra compter avec des « affinités » et des collaborations locales, avant de pouvoir envisager de se projeter réellement au niveau régional. Ceci montre à nouveau le peu de réussites des organismes d'intégration, dont certains peuvent tout à fait se jouer pour s'intégrer. Il faut alors dire que le danger est celui de l'éparpillement, et que revenir à un processus de construction de relations d'État à État reviendrait à déconstruire totalement les projets d'intégration régionale, qui, s'ils n'ont pour le moment pas abouti, ne peuvent malgré tout être qu'un atout dans un monde de plus en plus globalisé.

On voit donc que la Caraïbe et Cuba ont tout intérêt à voir se concrétiser les projets nés de la réflexion quant à l'intégration régionale. Cependant, nombre de ces projets ne sont encore qu'à l'état embryonnaire : « Pese a todo, hasta ahora los modelos desarrollistas no han alcanzado los objetivos propuestos »[1149]. Il semble que de nombreux souhaits soient émis par les gouvernements, mais également que ces vœux restent en suspens, du fait qu'il n'existe pas d'organisme ou « mécanisme » suprême permettant de leur donner vie :

[1148] Rafael Hernández, *op. cit.*, pp. 127-128.

[1149] Germán Vázquez Chamorro, Nelson Martínez Díaz, *Historia de América Latina*, Madrid, Sociedad general española de librería, 2003, p. 188.

> El gran problema está […] en la falta de un mecanismo adecuado que transforme las importantes declaraciones y acuerdos en realizaciones efectivas y operativas en la vida concreta de cada país de la región y en el conjunto. Ocurre, en efecto, que las autoridades nacionales no sólo no cumplen con lo acordado en los foros internacionales, sino que ni siquiera informan de tales acuerdos.[1150]

Les déclarations d'intention n'ont donc aucun impact, du fait que les pouvoirs politiques ne s'engagent finalement pas dans les accords signés ou évoqués, et dans la mesure où les populations ne sont même pas informées des formes que l'on envisage de donner à l'intégration. On comprend mieux que les populations ne se sentent pas impliquées, et, du fait qu'elles soient au cœur de la culture, que ce dernier élément n'ait pas de réel impact sur le rapprochement caribéen. En somme, il semble que l'intégration, seulement perçue comme un rouage du système monde qui se met en place, et uniquement vue comme un moyen pour chaque État de développer son économie n'ait pas été liée aux peuples qui devront pourtant vivre avec. En ce sens, la déconnexion entre populations et processus d'intégration provoque une faille qui explique partiellement la mise en retrait de la culture en tant qu'élément d'intégration.

Cela étant, dans le cas –particulier– des relations entre la Caraïbe et le Venezuela, on peut encore noter que la coopération culturelle est présentée comme revêtant autant d'importance que les collaborations économiques :

> La importancia estratégica de la región Caribe ha permitido que tanto la dimensión comercial como la geopolítica hayan servido para diversas iniciativas. No obstante consideramos que la estrategia de mayor peso e intensidad ha sido el de la cooperación económica, cultural y energética, la cual si bien institucionalmente se colorea de solidaridad en la práctica tiene un fuerte « mestizaje » entre el realismo político y la solidaridad cooperativa.[1151]

Partant, on voit que la culture peut être placée sur le même plan que l'aspect financier que revêt la collaboration et l'intégration dans la Caraïbe, et que de cette culture peuvent naître des projets d'entraide permettant un réel rapprochement des peuples. De ce fait, la collaboration ne pourrait sans doute qu'aller croissant, et atteindrait presque naturellement toutes les strates de la vie des États, y compris les domaines politiques et économiques. Si

[1150] Alejandra Radl, *op. cit.*, p. 26. Citant Jorge Cornejo Polar.

[1151] Mirna Yonis-Lombano, « El Caribe como interlocutor y parte de la agenda de cooperación en la relaciones exteriores de Venezuela », *in* Maurice Belrose, Cécile Bertin-Elisabeth, Corinne Mencé-Caster (éd.), *Penser l'entre-deux : entre hispanité et américanité*, Paris, Le Manuscrit, 2005, p. 458.

la Caraïbe semble traduire la dichotomie unité/diversité par une multiplicité d'organismes qui font écho du même désir mais noient les projets d'intégration en s'éparpillant plus qu'en se regroupant, il faut aussi dire que la zone offre un terrain spécifique au processus intégrationniste, et que la place que peut y occuper Cuba est particulière.

2- Les spécificités de l'intégration régionale caribéenne et de l'intégration de Cuba à sa région géographique

Les projets d'union et d'intégration dans la Caraïbe et en Amérique Latine ne sont pas nouveau, puisque des hommes tels que Simón Bolívar ou Francisco de Miranda se sont attachés, durant l'époque des indépendances, à en définir les caractéristiques et à en exposer les atouts[1152]. Nous souhaitons néanmoins nous concentrer sur les problématiques sous-tendues actuellement par ce procédé, et nous pouvons ainsi dire que si l'intégration régionale est un procédé complexe, l'appliquer à la Caraïbe semble relever du domaine de l'impossible. En effet, cette région offre un terrain hors normes aux processus d'intégration : à la fois chance et défis, ces processus s'opposent à des schémas mentaux et sociétaux construits à partir du vécu historique des populations. On peut alors se demander de quelle façon une région fragmentée et particulièrement attachée à son indépendance pourrait s'intégrer, si ce n'est en prenant conscience des enjeux de l'intégration.

En outre, il nous faut tenter de comprendre en quoi les spécificités de l'intégration régionale caribéenne peuvent avoir un impact sur la culture, et notamment sur les relations culturelles cubano-caribéennes. En effet, on ne peut nier que le processus d'intégration suppose des changements, voire des bouleversements pouvant entraîner une mutation des liens culturels entre les pays.

a- *Intégration versus souveraineté nationale et extraversion caribéenne*

Il nous faut donc à présent analyser les spécificités de l'intégration régionale caribéenne et de l'intégration de Cuba à la Caraïbe afin de comprendre en quoi ces processus peuvent être liés aux relations culturelles. Du fait même qu'elle soit une région si contrastée et peut-être instable, possédant une histoire si spécifique, la Caraïbe –et en son sein plus

[1152] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. 2.

encore Cuba– tout comme l'Amérique Latine, offre un terrain particulier à l'intégration régionale :

> Certes, l'Amérique latine a toujours offert un panorama contrasté, amenant de nombreux observateurs à opter pour le pluriel et à parler « des » Amériques latines. La conjoncture volatile, turbulente, de cette « fin de siècle » paraît toutefois permettre à certains pays de prendre un virage dont on ne retrouve guère d'équivalents dans l'histoire. Ainsi l'adhésion du Mexique à l'OCDE ne symbolise-t-elle pas son entrée dans le « premier monde » ? Derrière ce pays, désormais lié au marché nord-américain, le Chili, les membres du MERCOSUR, la Colombie et le Venezuela avancent sur la voie de l'intégration. Les autres pays, andins, centraméricains ou caribéens, doivent lutter contre la marginalisation ou l'exclusion.[1153]

On voit qu'il existe au sein du sous-continent latino-américain des écarts importants quant à l'intégration régionale, et l'on peut se demander quel peut être l'impact d'un tel décalage pour Cuba, à la fois exclue en son nom, et impliquée par ses relations avec le Venezuela.

Le décalage observable est peut-être dû au fait que l'intégration a toujours été envisagée uniquement au prisme des bénéfices économiques. En effet, les processus actuellement en cours ont pour buts principaux –avoués ou non– de développer l'économie et le commerce des pays concernés, et des thèmes tels que celui de la culture n'arrivent qu'au dernier rang des préoccupations.

En outre, on constate que chaque pays semble agir dans son propre intérêt, passant outre les accords et traités ayant pu être signés avec d'autres États. Les nations latino-américaines et caribéennes sont donc prises au piège de leurs aspirations, puisque c'est en premier lieu leur désir de développement économique qui motive leur adhésion à des programmes d'intégration régionale, et ce désir débouche presque systématiquement sur une compétition avec la zone, ce qui peut paraître antithétique. Cette dichotomie est renforcée par le simple fait que l'intégration conduise finalement à l'exclusion, à la « marginalisation » de certaines régions ou sous-régions, et à la mise en avant d'autres espaces.

En outre, il convient de souligner le fait que l'intégration régionale caribéenne ne peut sans doute se faire sans s'appuyer sur une identité culturelle collective[1154]. Cependant, comme

---

[1153] Olivier Dabène, *L'Amérique Latine au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 180.

[1154] Osvaldo Barrios Montes, « Para pensar el Caribe desde Cuba », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 18, 2004, p. 172.

nous l'avons déjà souligné, cette identité culturelle, idéalement ressentie et partagée par tous, est loin d'être acceptée par tous les Caribéens, notamment parce qu'elle peut être perçue comme contraire aux spécificités de chaque pays et de chaque population. L'identité culturelle propre à chaque pays joue un rôle dans l'intégration régionale ; dans le même temps, le manque d'une identité culturelle régionale se fait cruellement ressentir.

Ainsi, les identités culturelles nationales s'opposent dans une certaine mesure au processus d'intégration. La souveraineté nationale semble en effet toucher le domaine de la culture et de l'identité, et les processus d'intégration semblent être perçus comme la voie par laquelle l'uniformisation culturelle s'imposera. Cette uniformisation, en supposant bien évidemment la disparition des particularités et particularismes, interroge la culture caribéenne :

> […] qu'est-ce qui distinguerait un Caribéen d'un autre homme vivant ailleurs surtout lorsque dès dix-huit heures devant son poste de télévision, il se met à fonctionner à la même idéologie, à l'écoute des informations internationales, se demande Derek Walcott ? La culture particulière des Caraïbes est-elle un mythe qui tombe dans le contexte de la mondialisation culturelle ?[1155]

D'autre part, l'aspiration de la Caraïbe à communiquer prioritairement avec le monde –ce que l'on a appelé l'extraversion caribéenne[1156]– peut également être perçue comme une extraversion culturelle. En effet, la Caraïbe semble s'être soumise à un double processus, puisque chaque pays s'est replié culturellement sur lui-même –ce qui a empêché le dialogue culturel régional– et a dans le même temps cherché hors de la zone une culture « vraie », ou autrement dit, à établir des contacts voire à s'inspirer de cultures qui n'étaient pas d'essence caribéenne. Ceci a bien sûr fragilisé encore la construction d'une identité culturelle caribéenne collective et partagée.

Par ailleurs, ce regard caribéen constamment tourné vers l'extérieur a conduit la zone à vouloir répéter des processus en cours dans d'autres régions du globe. Le fait que la Caraïbe tende à s'inspirer du « modèle » européen permet alors d'expliquer certains écueils. Il est sans doute nécessaire que la zone prenne conscience de ses spécificités, et ne

---

[1155] Bruce Jno-Baptiste, *La dynamique identitaire de la Dominique : quelles stratégies pour un petit État caribéen anglophone ?*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 297.

[1156] Emmanuel Jos, « Les instruments juridiques de la construction régionale dans la Caraïbe », *in* Emmanuel Jos, Lydia Barfleur, *Coopération et intégration économique régionale dans la Caraïbe*, Paris, Montchrestien, 1997, p. 9.

tente plus de « copier » des modèles préexistants, mais conduise au contraire son intégration régionale selon son identité propre. Malgré tout, si l'on considère que la Caraïbe a beaucoup emprunté aux processus d'intégration régionale européens, il faut dire que les causes, tout autant que les buts recherchés par le mouvement d'intégration régionale caribéen divergent fortement de ceux présentés par l'Europe :

> […] la volonté de construire une région constitue pour les leaders politiques locaux un moyen de renforcer l'État en le rendant plus viable. Ici réside sans doute une des différences essentielles avec la dynamique de regroupement intergouvernementale telle qu'elle se manifeste en Europe. Le développement de la coopération et de l'intégration régionale en Europe se veut souvent en grande partie une réponse aux événements tragiques sur lesquels ont débouché les nationalismes exacerbés. Il s'agit de créer un lien suffisamment fort entre les protagonistes d'hier afin d'éviter de nouveaux embrasements. Ceci nécessite dans une certaine mesure la relativisation de la souveraineté et une certaine forme de dépassement de l'État. Les jeunes nations de la Caraïbe ont fait une expérience différente de la souveraineté. Le nationalisme dans la Caraïbe, facteur d'émancipation politique, n'a pas conduit à l'expérience amère des conflits fratricides entre nations ayant la même souche de civilisation. La souveraineté apparaît aux États des Caraïbes comme une conquête récente qu'ils entendent préserver jalousement.[1157]

De la sorte, la défense de la souveraineté nationale –cette fois non plus culturelle, mais politique– repose sur l'expérience traumatisante de la colonisation dans la Caraïbe, expérience qui n'a pas conduit les pays de la zone à s'opposer les uns aux autres, mais a légué l'attachement à l'indépendance qu'on lui connaît aujourd'hui.

Dès lors, le processus d'intégration caribéen se distingue de celui engagé en Europe du fait que la souveraineté nationale peine à être laissée de côté au profit de l'entité plus vaste qu'est la région –et là encore, on comprend mieux le manque d'harmonie et le fait que chaque pays soit peu ou prou impliqué dans une intégration que tous semblent craindre.

En outre, le thème de la culture a été soumis à des fluctuations au sein du débat sur l'intégration régionale. On constate qu'à certaines périodes, l'élément culturel n'était absolument pas envisagé comme primordial, mais qu'il a au contraire provoqué un regain d'intérêt à d'autres moments. Ces variations de positionnement de la Caraïbe quant au rôle que la culture pourrait jouer dans l'intégration implique le flou actuel concernant ce point :

> Desafortunadamente, a partir de la tercera reunión en Ica, Perú (1989), la temática referente a la integración cultural y su importancia para el desarrollo global fue disminuyendo

[1157] *Ibid.*

> sensiblemente. Sin embargo, un nuevo mecanismo regional comienza a funcionar a partir de la década del noventa. Por iniciativa de Brasil se establecen los Encuentros de Ministros de Cultura y Responsables de las Políticas Culturales de América Latina y el Caribe. Estas reuniones se convirtieron en el mejor foco regional para tratar temas referentes a lo cultural y, en particular, a lo referente a la integración cultural. Esto puede notarse en algunos de los documentos producidos por los citados encuentros como la Declaración de Brasilia, la Carta de México sobre la Unidad e Integración Cultural Latinoamericana y Caribeña o la Carta de La Habana.[1158]

On voit donc que la « thématique » culturelle est loin d'être envisagée comme une donnée constante de l'intégration et du « développement » caribéen ou latino-américain. Elle n'est en fait qu'un sujet souvent abordé comme secondaire, et dont les États ne perçoivent pas la force ni l'intérêt. Bien évidemment, cette valse hésitation quant à l'implication de la culture dans l'intégration ne peut conduire qu'à la destruction des projets en cours, qui doivent être réactivés et réinventés chaque fois que l'élément culturel est remis au goût du jour par les gouvernements ou les institutions chargées de l'intégration. On voit combien la colonisation a marqué les pays de la Caraïbe, qui hésitent finalement à mettre en avant une culture qu'ils ressentent encore comme une blessure, du fait qu'elle soit un mélange en partie imposé et qu'elle ne semble pas être ressentie comme une donnée « naturelle » de l'espace caribéen, mais comme un legs dont on doute en fin de compte fortement.

La période coloniale a en outre façonné les tissus économiques et commerciaux de la zone caribéenne, nous l'avons dit, tissus qui ne favorisent toujours pas actuellement d'intenses échanges, et entravent même de façon certaine l'intégration régionale et les contacts, y compris culturels :

> Une autre différence essentielle entre les dynamiques de regroupement européenne et caribéenne concerne l'intensité des échanges transnationaux. L'ancienneté et la densité des courants d'échange en Europe créé une demande très forte en faveur de la levée d'entraves et de la mise en place de structures d'appui et de régulation communes. Par contre, l'extraversion des Caraïbes à l'époque coloniale, largement maintenue après l'indépendance, n'a pas été propice au développement d'un réseau suffisamment consistant de liens horizontaux pour être capable de peser de façon déterminante en faveur de la mise en place d'un système de coopération et d'intégration aussi élaboré que le système européen. On assiste sans doute de plus en plus au développement d'échanges transnationaux de cette aire géographique, mais le développement de la dynamique transnationale n'est pas en

[1158] Alejandra Radl, *op. cit*, p. 26.

> mesure de faire prévaloir, pour l'instant, une autre logique régionaliste que la « stato-centrique ».[1159]

On observe très clairement les lacunes héritées du passé, et le peu de place accordé traditionnellement aux échanges intra régionaux. On voit également que l'État est placé au dessus de tout, et que la région n'est qu'une entité lointaine à laquelle on ne souhaite pas déléguer trop de pouvoirs. Partant, la Caraïbe doit reconstruire son tissu d'échanges régional dans le but de mettre en place des coopérations culturelles fortes et stables. Elle doit en somme se recentrer sur elle, et mettre en place de nouvelles dynamiques internes dans le but de ne plus seulement être tournée vers l'extérieur.

En outre, l'un des problèmes majeurs de la Caraïbe concernant son intégration régionale réside dans le fait qu'elle l'envisage comme un processus devant s'effectuer d'État à État depuis quelques années, et non plus comme un mouvement pouvant résulter d'échanges libres de tout protocole[1160]. Cette rigidité imposée à l'intégration régionale peut bien évidemment être nuisible à l'élaboration de liens forts et durables, et trouve encore une fois une explication raisonnable dans l'attachement à la souveraineté nationale. En effet, chaque pays paraît vouloir contrôler totalement l'intégration, et ceci ne peut conduire qu'à l'échec dans la mesure où l'intégration suppose un certain « abandon ». En effet, pour que l'intégration soit effective, il faut que chaque État accepte de perdre non son identité ou sa liberté, mais une certaine partie de sa capacité de décision et de son autonomie. Il s'agit en effet d'un principe qui régit la vie en communauté et la démocratie : pour le bien de tous, chacun est censé faire des concessions.

À ce sujet, il faut noter que la recherche identitaire peut conduire à des productions artistiques parfois fermées, ou à tout le moins centrées sur certains États. La créativité artistique qui se déchaîne et se déploie dans le but de rencontrer une identité spécifique et géographiquement localisée conduit effectivement à oublier l'identité culturelle qui englobe toute la région caribéenne. On observe d'ailleurs actuellement qu'à Cuba, la recherche de la cubanité semble dominer les arts contemporains :

> Derrière, le cas, l'incident, se cache souvent une puissante accumulation de cubanité qui bouillonne dans l'art contemporain. Il faut voir à quel point se manifeste, dans le milieu de l'art de nos

[1159] Emmanuel Jos, *op. cit.*, p. 9.
[1160] Justin Daniel, *op. cit.*, p. 130.

> créateurs, une recherche des origines de notre nation, de son destin, de ses symboles.[1161]

Cette recherche d'une identité propre à chaque État ne signifie pas obligatoirement le rejet d'une identité collective, mais elle semble éloigner cette dernière des considérations premières des peuples. Ainsi, l'intégration est étroitement liée à l'abandon, qu'elle peut bien évidemment combattre, mais qu'elle peut également et étonnamment provoquer.

b- *Intégration contre abandon*

C'est donc bien un enjeu de taille que nous abordons, car l'intégration, thème parfaitement d'actualité de nos jours et néanmoins ancien, semble ne pouvoir aller sans son corollaire : l'éviction. Et dans ce domaine, la Caraïbe et ses habitants ne sont pas en reste : « Los conflictos actuales en Centroamérica y el Caribe tienen lejanos antecedentes ; uno de ellos es el problema estructural : injusta distribución del ingreso, poblaciones relegadas al abandono cultural y social, etc »[1162]. Sur un territoire où l'injustice et la pauvreté sont amèrement ressenties par les populations, il faut se demander quelle peut être la portée de l'intégration régionale, et si cette dernière peut être bénéfique non seulement –et non uniquement– aux États mais également aux peuples.

Bien sûr, au sein de cette problématique, surgit la question de la pertinence de la culture. Il convient donc tout d'abord de dire que l'élément culturel peut être le premier bénéfice ressenti par les populations. En effet, dans le cadre de l'intégration régionale, les projets culturels, l'importance accordée à l'accès à la culture, le dialogue et la rencontre culturels ne peuvent qu'engendrer une amélioration du bien-être des populations. Cependant, pour que cela soit avéré, il faut encore que les autres niveaux de coopération aient réussi, et que les populations voient satisfaits leurs besoins premiers et vitaux. Dès lors, la culture n'est effectivement qu'une valeur ajoutée à une intégration régionale qui la dépasse largement.

Néanmoins, il faut noter que « l'abandon culturel » est particulièrement parlant, puisqu'il signifie qu'il existe des zones de la Caraïbe reléguées au second plan, considérées comme peu rentables et peu attractives, et que ces dernières sont mises de côté. Ce simple fait, en

---

[1161] Abel Prieto, « La cigale et la fourmi : une nouvelle version pour la société cubaine », *in* Aurelio Alonso Tejada (éd.), *Cuba, quelle transition ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 154.

[1162] Germán Vázquez Chamorro, Nelson Martínez Díaz, *Historia de América Latina*, Madrid, Sociedad general española de librería, 2003, p. 195.

plus de mettre en péril l'intégration régionale, montre qu'il reste de nombreux combats à mener sur le plan des relations culturelles.

Le premier d'entre eux serait ainsi, pour contrecarrer l'abandon, l'accueil plein et entier de toutes les cultures de la zone au sein des projets d'intégration. En effet, la multiplicité ayant entraîné l'ignorance et parfois le dédain a surtout débouché sur l'incompréhension et la non prise en compte –et en considération– des cultures, ce qui n'a eu d'autre effet que de freiner considérablement l'union régionale :

> […] en la zona coexisten y se entremezclan diferentes religiones, tradiciones culturales, idiomas, etcétera.
> Hindúes, católicos, protestantes, hebreos, islámicos, practicas afroamericanas, creencias, tradiciones, costumbres interactúan y se interrelacionan en este amplio mosaico cultural. Todo ello hace del Gran Caribe une región multiétnica, pluricultural, plurirreligiosa y multilingüística. En el reconocimiento de esas características está la comprensión de la compleja y contradictoria dinámica que ha dificultado la integración regional.[1163]

Aussi étonnant que cela puisse paraître, la Caraïbe ne doit donc plus se contenter d'affirmer ses racines culturelles plurielles, elle doit également les assumer. En outre, la culture et les relations culturelles peuvent permettre de n'oublier personne, et d'établir des liens permettant en partie de passer outre les divergences politiques et économiques.

La Caraïbe doit donc tout à la fois s'impliquer totalement dans la vie du continent américain et régler les injustices qui la minent de l'intérieur. On pourrait considérer que l'intégration et la coopération régionales caribéennes ne peuvent se faire sans coopération à l'échelle sous-continentale latino-américaine, et il faut se demander si la Caraïbe peut réussir son intégration régionale –qui « dépend de l'attachement de ses membres à la coopération latino-américaine »[1164]– sans coopération régionale latino-américaine.
De la même façon, il faut se demander si la Caraïbe peut s'insérer dans un dispositif d'intégration régionale latino-américain sans avoir réussi une intégration réelle en son sein. Pour qu'un tel projet se réalise, il lui faudra lutter contre la marginalisation de certains pays, au premier rang desquels il est nécessaire de citer Cuba.

[1163] Juana Berges Curbelo, *Los llamados nuevos movimientos religiosos en el Gran Caribe : reflexiones sobre un problema contemporáneo*, La Havane, Ediciones CEA, 2006, p. 41.
[1164] Anthony Bryan, « The geopolitical environment : Latin America », *in* Anthony Bryan, Edward Greene, Timothy Shaw, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, p. 100.

D'ailleurs, le gouvernement de l'Île a parfaitement compris que l'enjeu de l'intégration, pour lui, était paradoxalement et principalement de ne pas voir se rouvrir les portes de l'isolement. L'Île s'implique parfois très directement dans la mise en place de projets qui finalement contrecarrent ceux qui la laissent de côté :

> De son côté, La Havane fait […] tout pour développer un processus d'intégration latino-américain. « L'unité qui, avant, pouvait être un rêve est aujourd'hui une nécessité vitale » a déclaré F. Castro à Caracas. L'insertion de l'île au sein de blocs économiques régionaux ou inter-régionaux est désormais une priorité pour la diplomatie castriste, qui cherche à multiplier les rapprochements. Le leader cubain a toujours affirmé être prêt à subordonner le système cubain à l'unité continentale ; désormais, la communauté latino-américaine est à l'honneur. […] Le véritable objectif de Fidel Castro est d'organiser la résistance au projet de ZLEA dont Cuba est exclu et qui pourrait faire de Miami la capitale des Amériques.[1165]

L'on doit dire que les projets portés par l'Amérique Latine et la Caraïbe sont bien souvent des contrepoids à ceux initiés par les États-Unis, et ce fait même explique en partie le manque de vigueur et de puissance des procédés en cours.

Par ailleurs, Cuba, tout comme certains autres pays latino-américains, milite activement pour une intégration régionale, tout en soulignant les difficultés que peut représenter un tel projet, et l'importance de ne pas laisser une puissance imposer une intégration qui ne serait en réalité qu'une subordination du sous-continent à un seul État. L'Île, par la voix du *Comandante*, clame son engagement dans le processus d'intégration et est prête à certaines concessions, si celles-ci peuvent permettre l'aboutissement des projets d'union latino-américains.

De même, Hugo Chávez, pour le Venezuela, a par exemple à de nombreuses reprises souligné la nécessité de s'unir pour ne pas laisser l'Amérique Latine n'être que le dernier wagon de l'intégration, tout en insistant sur l'impossibilité d'aboutir à de réelles relations sans réflexion préalable de chaque pays et chaque « sous-zone » concernée quant aux tenants et aboutissants des différents procédés mondiaux, régionaux et locaux :

> L'extension du Mercosur et le renforcement des liens avec l'Europe peuvent-ils permettre de constituer un bloc régional qui serait un contrepoids face au TLC et au projet nord-américain de ZLEA ? C'est en tout cas le souhait publiquement exprimé par Cuba mais aussi, en 1999, par le président Hugo Chavez, qui a

[1165] Janette Habel, « Cuba entre Europe et Amériques : une transition sous influence », *in* Daniel Van Eeuwen (éd.), *L'Amérique latine et l'Europe à l'heure de la mondialisation : dimension des relations internationales*, Paris, Karthala, Centre de recherches sur l'Amérique latine et les Caraïbes, 2002, p. 346.

> proposé une association des états d'Amérique latine et des Caraïbes. Le mandataire vénézuélien est convaincu que l'Amérique latine doit accélérer son intégration avant d'adhérer à la ZLEA. « Avant de monter dans [ce] train, … nous devons construire un processus endogène. Il faut faire un effort pour trouver notre équilibre propre au préalable », a-t-il déclaré à des journalistes de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI).[1166]

Ainsi, l'intégration régionale caribéenne peut permettre à la zone de ne pas être exclue du projet plus vaste d'intégration latino-américaine, et de faire bloc afin d'aborder au contraire cette ou ces intégrations de façon cohérente et concertée.

Il semble en outre que la nécessité d'intégration se fasse ressentir, et ce depuis plusieurs décennies, d'une façon bien plus impérieuse dans la Caraïbe que dans le reste de l'Amérique latine, principalement pour des raisons politico-économiques :

> Esta realidad de atraso y pobreza, más la existencia de un enemigo común, condiciona objetivamente la tendencia a la cooperación y a la integración económica como mecanismo que propende al desarrollo.
> Como acertadamente ha señalado el Vicepresidente del Consejo de Estado y de Ministros de Cuba, el doctor Carlos Rafael Rodríguez, « Porque en este Caribe –y sobre todo en sus Antillas– surge con más fuerza que en parte alguna de nuestra América, la urgencia de los cambios y la unión para ponerlos en marcha ».[1167]

L'urgence de l'intégration caribéenne découle largement du danger imminent de marginalisation de la zone tout entière, et de la menace d'implosion qui guette si certains pays se voyaient impliqués dans un processus à l'échelle sous-continentale tandis que d'autres ne seraient pas même engagés dans l'intégration caribéenne. Il s'agit donc de dynamiser les liens de la zone, dans le but de l'insérer aux différents échelons d'intégration, et de ne pas voir s'accentuer encore la disparité.

En tous les cas, l'intégration caribéenne peut tout à fait être ressentie comme une nécessité, envisagée comme un moyen de lutter contre les mêmes injustices –ou encore la voie menant à un destin commun– sans pour autant être soutenue par de réels programmes et initiatives. Cela est sans doute en partie dû au fait que l'intégration peut être perçue et/ou présentée comme un tout monolithique qui ne prendrait pas en compte les particularités, les différences et singularités, et devient en conséquence un danger pour la culture :

[1166] Janette Habel, *op. cit*., p. 345.
[1167] Armando López Coll, *op. cit.*, p. 61.

> […] suelen adoptarse modelos que asumen los postulados del régimen capitalista y de la democracia liberal con igual validez para los diferentes entornos nacionales, negando las particularidades de cada espacio geográfico e ignorando la significación de la cultura y lo cultural. Así, la cultura queda « agregada » a un conjunto social como un elemento más cuando en realidad se trata de una actividad central de la vida social.[1168]

Pour Cuba, derrière le danger du lissage culturel, apparaît le danger de l'harmonisation politique. L'Île semble effectivement craindre les modifications que pourrait subir son système politique du fait de s'engager dans un tel processus. Elle peut donc parfois paraître réticente, et il faut noter que chaque pays, en se sentant menacé par un ou des aspects de l'intégration, peut contribuer à ralentir l'engagement en faveur d'une collaboration pleine et entière. De fait, la fragmentation de l'aire caribéenne, à différents niveaux, soulève la question de la pertinence même de l'intégration régionale.

c- *Quelle intégration pour une région fragmentée ?*

La Caraïbe est donc en proie à de multiples problèmes et défis, puisqu'elle doit composer avec des systèmes politiques et sociaux fort différents, systèmes qui sont parfois antithétiques à l'idée même d'intégration, et empêchent les pays caribéens de percevoir les avantages d'une telle notion. De plus, la fragmentation de la zone touche de plein fouet la région, et l'on évoque même une « fragmentation culturelle », dans la mesure où les cultures apparaissent parfois comme profondément divisées, et que les diasporas semblent parfois les essaimer sans leur donner la chance de s'enraciner durablement en un « ailleurs » à la fois proche et distant :

> Les frontières culturelles et spatiales du monde caribéen sont à l'image des identités qui lui donnent un sens : mouvantes, fluides, en perpétuelle évolution. Le fait mobilitaire caribéen contribue en effet de manière active à élargir et plus généralement à repenser les limites de la Caraïbe par l'élaboration de territoires réticulaires transnationaux dans le cadre desquels s'élaborent des solidarités sociales qui se jouent des frontières. […] La Caraïbe du XXIe siècle se présente donc comme un système spatial à géométrie variable fonctionnant en réseaux […]. Mais la région ne semble pas pour autant être à l'abri des logiques de cloisonnement et de fragmentation culturelle et spatiale […].[1169]

[1168] Alejandra Radl, *op. cit.*, p. 26.

[1169] Cédric Audebert, « La Caribéanité à l'épreuve de l'exil : entre solidarité transnationale et « ethnicisation » des identités », *in* Maurice Belrose, Cécile Bertin-Elisabeth, Corinne Mencé-Caster (éd.), *Penser l'entre-deux : entre hispanité et américanité*, Paris, Le Manuscrit, 2005, p. 319.

En outre, la « question de la stabilité dans les États ou coexistent des communautés »[1170] bien différentes et consciemment ou non différenciées doit être posée, et cette stabilité ne peut sans doute être réelle et avérée qu'une fois réglés les problèmes d'identité liés à la culture. En ce sens, la dualité intrinsèque à la Caraïbe doit être dépassée, car il s'agit bien là d'un problème inhérent à la zone, et qui empêche parfois des avancées constructives en matière d'intégration ou même simplement de relations :

> Il s'agit en effet d'une région où la diversité prévaut largement sur l'unité. Il existe, sans doute, le lien géographique créé par la mer dite des Caraïbes entre les pays qui sont baignés par ses eaux. Mais, outre le fait que la délimitation de l'espace maritime dénommée mer des Caraïbes comporte un aspect arbitraire, on observe que sont souvent rattachés à l'ensemble caribéen des pays qui ne sont pas riverains de ses eaux. Il n'existe pas de critère scientifique rigoureux permettant de délimiter un espace caraïbe ni d'appréhender une identité culturelle caribéenne spécifique partagée par un ensemble de population facile à circonscrire. Le concept de Caraïbe désigne finalement un ensemble géopolitique auquel certains États décident de se rattacher et d'en rattacher d'autres, sur une base volontaire dans un certain cadre géographique. Cette volonté sous-tend les initiatives diverses qui ont été prises dans des contextes différents.[1171]

On voit donc que la diversité mais également l'aspect arbitraire et fluctuant de la définition de la Caraïbe est une entrave lourde à l'épanouissement de relations, notamment culturelles, sans lesquelles l'intégration régionale ne peut sans doute aboutir. De la sorte, le foisonnement culturel abordé plus haut dans ce travail peut être une chance autant qu'une entrave, et contribue à une certaine division, ou à tout le moins à un certain éparpillement des initiatives.

Malgré tout, le fait que la Caraïbe soit une région à laquelle on peut décider d'appartenir de façon « volontaire », dans une certaine mesure et dans « un certain cadre », peut conduire à penser que c'est avec conviction que les Nations se lancent dans l'aventure caribéenne. Sans nier les différences qui existent et sont bel et bien réelles entre les États de la Caraïbe, il semble tout au contraire nécessaire de commencer à construire les relations sur la base de ces différences, et les envisager comme un point positif plus que comme un facteur négatif.

[1170] Ralph R. Premdas, « Anatomie du conflit ethnique – La domination contre la réconciliation », *in* Mamadou Diouf, Ulbe Bosma, *Histoires et identités culturelles dans la Caraïbe : trajectoires plurielles*, Paris, Karthala, 2004, p. 147.

[1171] Emmanuel Jos, « Les instruments juridiques de la construction régionale dans la Caraïbe », in Emmanuel Jos, Lydia Barfleur, *Coopération et intégration économique régionale dans la Caraïbe*, Paris, Montchrestien, 1997, p. 10.

En effet, il faut noter le retard que prend le processus d'intégration régionale dans la Caraïbe sur certains autres ayant vu le jour en Amérique Latine (tels le MERCOSUR), décalage dû au manque de communication entre États caribéens, aux nationalismes[1172], ainsi qu'à la prévalence accordée aux pays au détriment de la région, pour laquelle l'on sent bien peu d'engouement, mais aussi et sans doute principalement à la fragmentation de l'aire caribéenne.

Cette fragmentation a donné naissance à des identités et cultures différentes, qui peuvent elles-mêmes déboucher sur une défense exacerbée de la « nation », ici non en tant qu'ensemble territorial, mais en tant qu'ensemble précisément culturel. Pour Octavio Paz, « le nationalisme est une idéologie et comme toutes les idéologies il conserve ou déforme la réalité. Elle ne nous laisse pas voir les autres ni nous voir nous-mêmes. Le nationalisme peut être aussi le sentiment d'appartenance profond d'appartenir à une terre, à une histoire, à un peuple »[1173]. Partant, la fragmentation géographique, historique, politique et sociale de la Caraïbe l'emporte sur les traits culturels partagés par la zone, et les nationalismes qui ont pris corps dans les différents États caribéens empêchent l'éclosion d'un projet d'intégration.

L'on voit combien le lourd passé peut influer sur les positionnements actuels de la Caraïbe, qui n'est bien évidemment pas la seule région du globe où s'exprime une diversité, mais qui est l'une de celles semblant avoir le plus de mal à résoudre les problèmes qui en découlent. En outre, le processus d'intégration lui-même semble avoir abouti au renforcement des nationalismes :

> […] podría discutirse que los procesos de cooperación en el Caribe se han basado fundamentalmente en lo socioeconómico, excluyendo las raíces culturales y el problema de las identidades nacionales. Al ser excluidos o ignorados estos últimos, surgen el nacionalismo y/o las diferencias étnicas, en algunos casos, como elementos que producen fisuras en los intentos de cooperación e integración. Esto lleva a la conclusión de que dichos procesos no pueden basarse en factores socioeconómicos exclusivamente, sino que la diversidad cultural debe tomarse en cuenta en los diferentes proyectos de cooperación e integración.[1174]

[1172] Francine Jácome, « Identidades nacionales y cooperación en la región del Caribe », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 248.

[1173] Gonzalo Figueroa-Yañez, « Amérique latine : métissage et identité culturelle », *in* Christian Descamps (éd.), *Amériques latines : une altérité*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1993, p. 50.

[1174] Francine Jácome, *op. cit.*, p. 248.

Il faut donc souligner que le manque d'intérêt accordé aux cultures et identités de chacun a poussé chaque communauté à se replier sur elle-même et à défendre son « territoire culturel ». En d'autres termes, l'intégration, peut-être du fait qu'elle n'a pas été correctement expliquée, semble avoir été perçue comme un danger pour les particularités et particularismes culturels par les Caribéens. Partant, ces derniers ont vu l'intégration économique comme le symbole de la mort des cultures caribéennes et comme l'annonce d'une « lissage » culturel qui s'oppose définitivement à l'essence de la Caraïbe. En conséquence, c'est l'intégration dans son ensemble qui a été rejetée, sans que l'on ait cherché à la convertir en un instrument de mise en valeur des cultures. En effet, c'est bien à nouveau le lien entre identités régionales, sous-régionales et locales qui est au cœur des tensions :

> En este sentido, es importante destacar que existe una concepción generalizada de que las identidades nacionales o regionales necesariamente conducen a la supresión de la diversidad cultural. Sin embargo, las identidades nacionales o, en este caso, la identidad caribeña, no se concibe como homogeneizadora sino como pluricultural, lo cual significaría que asumiría la diversidad cultural.[1175]

On voit se dessiner le projet de formation d'une identité culturelle caribéenne pour la région, identité qui n'oublierait pas de prendre en compte les cultures diverses et variées de la zone, et qui n'empêcherait donc pas les particularismes de s'exprimer. Il faut cependant se demander si la Caraïbe ne doit pas faire un choix entre s'auto-représenter et se présenter au monde comme irrémédiablement fragmentée à cause de son passé, ou comme unie par et pour son futur. Il lui faudrait alors dans ce dernier cas dépasser la crainte de voir s'effacer la culture nationale au profit de la culture régionale.

Si la culture n'est pas effacée, on peut même dire qu'elle est potentiellement l'outil de la réussite de l'intégration régionale, si l'on considère l'impact qu'elle peut avoir dans des domaines très divers, son rôle de garant de l'histoire, et, dans le même temps, son adaptabilité aux évolutions du monde induites par la modernité :

> La importancia de la cultura se reconoce ahora en todos los campos del desarrollo, lo mismo con relación a las ventajas comparativas en el mercado internacional, la equidad, el capital social, los niveles educativos y la capacitación, que para consolidar las formas de cooperación de las culturas tradicionales o nuevas para proyectos de desarrollo, en especial en marcos regionales, y

[1175] *Ibid.*

> para alentar el pluralismo lingüístico y cultural en las nuevas telecomunicaciones y redes electrónicas.[1176]

La culture a donc pris de l'importance, et l'on semble lui reconnaître de multiples valeurs fédératrices qui pourraient constituer autant d'étais à la construction d'une intégration régionale viable. Elle semble être désormais considérée comme un lien non seulement entre les peuples, mais également entre les générations. En se posant comme outil inter culturel, inter identitaire et inter générationnel, la culture peut alors devenir plus qu'un soutien : elle se convertit en soubassement fondamental à l'intégration régionale.

Il faut donc que l'idée selon laquelle la culture peut être un atout à l'heure de l'intégration fasse son chemin. La difficulté réside dans le fait qu'elle a longtemps été perçue et présentée comme un fait mineur, et que l'on a fondé les coopérations et relations sur des projets purement économiques. À cela s'ajoute la tendance à l'impulsion de multiples processus d'intégration subrégionaux[1177], au détriment d'une intégration englobant réellement la région.

À ce propos, les interrogations affleurent rapidement lorsque l'on pense aux enjeux des relations culturelles dans un contexte d'intégration subrégional. Sir Shridath Ramphal, alors Président de la West Indian Commission, insistait sur « la nécessité de renforcer le sentiment d'appartenance de la population à une culture, à une politique, à une même origine et à un même destin »[1178] dans le but d'envisager pleinement la construction d'une « nation caribéenne »[1179]. La question qui survient alors est : quelle est donc la portée d'une « nation caribéenne » réunissant en réalité toute la Caraïbe construite à partir d'une Fédération ou d'un organisme ne regroupant qu'une certaine partie de la même aire ?

En effet, bien que pouvant être un moteur dans les relations culturelles caribéennes, les processus d'intégration régionale dans la Caraïbe sont aussi à l'origine de fragmentation, car aucun jusqu'à présent n'a réussi à englober la totalité de la zone. Il semble qu'il soit encore très difficile à la Caraïbe de prendre en considération tous les États qui la composent sur un même pied d'égalité, et que l'intégration régionale soit principalement

---

[1176] Lourdes Arizpe, *Culturas en movimiento : interactividad cultural y procesos globales*, Mexico, M.A. Porrúa, 2006, p. 230.
[1177] Francine Jácome, *op. cit.*, p. 247.
[1178] *Ibid.*
[1179] *Ibid.*

impulsée par des pays ayant officiellement la même langue. Ce découpage de la Caraïbe en zones linguistiques est donc nuisible aux relations de l'ensemble de l'aire, que l'on morcelle et dont chaque sous-région se replie sur elle-même.

En outre, l'intégration culturelle caribéenne est freinée par les préjugés, évoqués plus haut dans ce travail, légués par l'Histoire de l'aire et qui empêchent les ressortissants d'un même pays de se sentir tous, et de manière égale, dépositaires et porteurs d'une culture commune et partagée :

> El fondo del elemento formativo colonial dado por la diversidad de lenguas criollas y europeas, influye notablemente en la dificultad para la integración de las culturas. El elemento étnico-racial domina muchos aspectos diferenciadores, porque en su desarrollo histórico el Caribe se asentó en la concepción racial que produjo la esclavitud. Quizás por eso entre gentes de un mismo origen cultural existan aún rechazos étnicos. […] La primera forma de aceptación cultural para un Caribe unificado desde lo cultural mismo sería, por lo tanto, aquello que integrara la ausencia de prejuicios, y en el caso de las modalidades culturales aceptara tal elemento como un modelo caribeño.[1180]

Le racisme latent et les rancœurs larvées ou inexprimées ne contribuent pas à l'élaboration d'échanges dans la Caraïbe. Cependant, des échanges culturels pourraient permettre une meilleure appréhension de l'Autre, de soi, et de ce qui fait la zone, conduisant à la consolidation d'un sentiment communautaire –à différencier bien évidemment du sentiment communautariste. L'on comprend donc que l'intégration régionale prend parfois des chemins étonnants, et qu'elle est loin de s'imposer à la Caraïbe comme une évidence.
Les siècles de colonisation et d'imposition de préjugés ne pourront néanmoins être gommés en peu de temps, mais le danger pour la Caraïbe serait de ne pas savoir s'unir à temps. Effectivement, les autres régions du globe avancent, et parfois très rapidement, sur le terrain de l'intégration. Dès lors, si la Caraïbe se retrouve seule, fragmentée et entourée de régions ayant réussi leur projet d'intégration, il se pourrait qu'elle dût se résoudre à adopter des schémas imposés par l'extérieur, autrement dit qu'elle dût se plier aux exigences d'ensembles bien plus forts qu'elle économiquement, et surtout bien plus stables.

[1180] Marcio Veloz Maggiolo, « Sobre la insólita identidad caribeña », *in* Culture Sud, « Caraïbes : un monde à partager », Numéro 168, Paris, janvier-mars 2008, pp. 114-116.

Parler d'intégration régionale n'est ainsi pas chose aisée, *a fortiori* du fait qu'il s'agit d'une question qui semble rebattue. Elle n'est néanmoins pas résolue, loin s'en faut, et ouvre le champ à une multiplicité d'autres interrogations, autant qu'elle répond à des préoccupations spécifiques de la zone :

> C'est Éric Williams qui, en 1975, constatant l'instabilité, la fragmentation politique et économique et la diversité constitutionnelle de la zone, affirmera cependant : « Étant donné leur histoire passée, l'avenir des Caribéens ne peut être discuté valablement qu'en terme de possibilités, d'émergence d'une identité régionale et nationale… Envisager dans une perspective historique l'avenir des peuples des Caraïbes doit permettre le début de leur histoire authentique, afin qu'ils soient sujets et non plus objets de leur destin et cessent d'être les jouets de puissances extérieures ».
> Tout en parlant des Caribéens, plutôt que de la Caraïbe, celui-ci n'en développe pas moins une conception mettant en valeur une démarche d'intégration, marginalisant les « puissance extérieures » et s'apparentant à une véritable démarche nationale.[1181]

L'intégration régionale caribéenne ne dépend pas uniquement de la réussite d'un plan économique commun, bien au contraire. Sans dynamique culturelle commune, il semble impossible d'envisager une quelconque autre intégration pérenne. La Caraïbe est donc face à la possibilité de prendre en main son « destin », mais ce sont bien les Caribéens qui sont au centre du processus d'intégration, et ce sont eux qui ont les clés d'une coopération effective et profitable à chacun. En effet, ce sont les Caribéens qui vivent leur région, en font l'expérience quotidienne, et se projettent dans un avenir qu'ils peuvent envisager comme commun.

L'inverse semble tout aussi exact, comme le rapportait déjà un Cubain interrogé dans les années 1980 : « Ahora, para enfrentar los problemas de la región, lo primero ha de ser que [esta región] se conozca y, en consecuencia, se una no sólo a partir de intereses culturales, sino también ideológicos, entre los que estarían los políticos »[1182]. De la culture et des idées politiques peut naître dans la Caraïbe le sentiment d'appartenance à une région unie par des liens forts, qui ne reposeraient pas uniquement sur des contraintes léguées par l'Histoire. En outre, il faudrait que les principes idéologiques ne soient plus seulement politiques, mais qu'ils soient au contraire des valeurs de défense de ce qu'est intrinsèquement la Caraïbe. L'on serait alors en droit de s'interroger à nouveau :

[1181] Éric Nabajoth, *Les relations internationales dans la Caraïbe*, Lyon, L'Hermès, 1996, p. 96.
[1182] « Festival de la Cultura de Origen Caribeño : hablan los invitados », *in* Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, Año II, Número 6, 1986, p. 77.

« L'Antillanité qui s'établit avec conviction dans les cœurs et les esprits, peut-elle constituer le fondement d'un projet politique pour l'archipel caraïbéen ? »[1183]. En d'autres termes, la culture peut-elle être le ciment de la cohésion caribéenne, poussant la Caraïbe à s'intégrer pleinement, à tous les niveaux ?

Au sein de l'intégration régionale caribéenne, semblent s'entremêler politique, économie et culture, le danger étant de sombrer dans une économie de la culture ou dans une culture de l'économie. Dans tous les cas, la culture, imbriquée de la sorte dans l'économie, permet une ouverture sur le monde dont ne peut se priver le monde caribéen : « […] L'affaiblissement de l'intérêt stratégique des îles pour leurs partenaires occidentaux traditionnels n'échappe pas aux pays qui veulent jouer un rôle dans le monde et, singulièrement, dans la région caraïbe »[1184]. De la sorte, la culture peut se convertir en atout, non seulement en permettant l'adhésion des Caribéens au projet d'intégration, mais aussi en devenant un pôle d'attraction pour le monde extérieur, lorsque celui-ci dénigre la zone pour des motifs économiques.

Par ailleurs, le défi que Cuba doit relever est également celui de sa zone géographique, puisque José Martí lui-même soulignait l'importance de l'union de la Caraïbe, dont les États ne sauraient survivre seuls, et risqueraient plutôt en s'ignorant de périr ensemble[1185]. Ainsi, l'Île doit se sortir de l'isolement qu'on lui a ou qu'elle s'est imposé, si elle ne veut pas courir le risque d'être totalement marginalisée au sein d'une zone en construction.

En somme, la culture peut s'avérer être la clé de voûte de l'intégration régionale caribéenne, mais également le moteur de l'insertion pleine et entière de Cuba dans la Caraïbe : « […] la cultura es el ámbito privilegiado y más fecundo para llevar a cabo la integración, teniendo en cuenta el reconocimiento de una identidad cultural compartida y a

[1183] Lisette Gabriel, « Les Antilles ou la Rencontre de continents », *in* Antilles magazine, mensuel d'information et d'opinion, Numéro 1, juillet 1995, p. 11.
[1184] Jean Crusol, « Les îles face aux enjeux du XXIe siècle : statuts politiques, modernisation et capacité d'affronter la globalisation », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 97.
[1185] Armando López Coll, *La colaboración y la integración económicas en el Caribe*, La Havane, Editorial de ciencias sociales, 1983, p. 18.

la vez múltiple »[1186]. De la sorte « le combat ne sera pas terminé tant que l'Île n'aura pas un rôle à jouer dans l'intégration »[1187] régionale de la Caraïbe.

3- Impact de l'intégration régionale sur les échanges culturels, et inversement : la nécessaire intégration culturelle caribéenne

L'intégration régionale remet donc en question la déjà fébrile identité culturelle caribéenne, et s'oppose quelquefois aux nationalités –voire aux nationalismes– de la région, dans la mesure où elle semble imposer un choix entre le global et l'individuel ou le particulier : « […] la región se encuentra actualmente frente al gran dilema de nuestros días : lo internacional *versus* lo nacional, el bien común *versus* el bien individual »[1188]. Ce choix que chaque pays caribéen, puis la zone caribéenne dans son ensemble doivent faire induit nécessairement des répercussions sur les relations culturelles de l'aire, qui à leur tour peuvent avoir un rôle à jouer dans le rapprochement de la Caraïbe.
On constate que la culture et l'intégration régionale sont liées par une dynamique d'échanges mutuels qui peuvent être autant d'appuis à la consolidation d'un projet commun. Partant, il faut s'interroger sur le potentiel d'une intégration centrée sur la culture, qui n'exclurait cependant pas les domaines de la politique ou de l'économie.

Cette intégration culturelle –qui n'est nullement à prendre comme une nouvelle forme d'acculturation– permettrait en outre de stimuler les échanges portant sur les systèmes éducatifs de la région, qui sont finalement les reflets tout à la fois du regard que la Caraïbe porte sur elle-même et son passé, et des aspirations de la zone quant à son futur.

Bien évidemment, la notion d'intégration culturelle soulève de nombreuses questions, et notamment celle de l'utilisation que l'on peut faire de la ou des cultures présentes dans la zone. De ce fait, il faut souligner que la clé de l'intégration régionale caribéenne est sans doute une intégration culturelle respectueuse de tous et de chacun.

[1186] Alejandra Radl, *La dimensión cultural, base para el desarrollo de América latina y el Caribe : desde la solidaridad hacia la integración*, Buenos Aires, Banco Interamericano de Desarrollo-Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe, 2000, p. 25.
[1187] Jean Lamore, « La Période Spéciale à Cuba : quelques pistes pour une analyse socio-politique », communication présentée lors de la journée d'études « Cuba frente al « Periodo especial » y las crisis globales 1991-2011 », le 14 mai 2011, organisée par Hortense Faivre d'Arcier-Flores et Salim Lamrani, GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise/CICC).
[1188] Francine Jácome, *op. cit.*, p. 249.

a- *Dynamiques mutuelles*

L'intégration régionale constitue dans une certaine mesure une chance pour les relations culturelles de la zone, puisqu'elle peut permettre de les développer, non pas seulement par nécessité, mais également par envie. En effet, l'intégration régionale suppose de se connaître, et cette connaissance ne peut être effective que si l'on a également connaissance de l'Autre. Ainsi, le processus d'intégration permet de se recentrer sur soi, mais sans exclure le monde alentour, qu'il permet même de découvrir :

> […] todo proceso de integración cultural regional […] es un proceso relacional, en el sentido de que se tiene que construir simultáneamente hacia adentro y hacia afuera. Si se mira con demasiada fijeza hacia adentro, las diferencias se vuelven infinitas y, también, las diferencias al interior de las diferencias. Es mirando hacia el exterior como se perciben las afinidades regionales y, por encima de éstas, las afinidades especiales con ciertas regiones, y finalmente, la ineludible afiliación a la humanidad.[1189]

En d'autres termes, l'intégration régionale oblige la Caraïbe à regarder autour de soi, avant de se regarder elle-même et d'en tirer les conclusions adéquates et nécessaires quant aux similarités et particularités qui en font une zone culturelle propre. Elle impose également à chaque pays de l'aire de sortir de son nationalisme afin de tenter d'appréhender ce qui peut faire de la Caraïbe une région, hors des considérations géographiques, historiques ou linguistiques. De ce fait, l'intégration suppose un regain d'intérêt pour la culture et les pratiques culturelles de l'aire caribéenne.

C'est bien seulement à partir de là que les relations culturelles peuvent s'épanouir, et de cette manière que l'intégration peut recentrer le regard de la Caraïbe sur ce qu'elle est, dans son éventail de diversité. Dès lors, le ou les processus d'intégration doivent être révisés, et ne plus répéter l'erreur d'ignorer la culture, car « si la culture d'un peuple disparaît, c'est le peuple même qui disparaît, [et] il est donc licite d'affirmer que la culture doit être considérée comme un bien de première nécessité »[1190].

En outre, l'intégration peut permettre une consolidation à la fois des cultures et des relations culturelles, en améliorant les conditions des relations, mais aussi en les rendant plus simples et plus rapides ; de la sorte, l'intégration rend les cultures plus fortes : « De

---

[1189] Lourdes Arizpe, *op. cit.*, pp. 231-232.

[1190] Alfredo Jiménez Barros, « Globalisation et intégration culturelle : l'Amérique latine doit-elle suivre le modèle européen ? », *in* Miriam Aparicio (éd.), *L'identité en Europe et sa trace dans le monde : une approche interdisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 236.

toutes façons, ce qui fait la spécificité d'une culture dynamique, c'est sa capacité à s'enrichir et à évoluer »[1191]. En effet, « les cultures sont dynamiques, elles sont en mouvement, en expansion ou en régression, entraînant l'adhésion d'un nombre variable de personnes à mesure que les valeurs qu'elles incarnent se modifient également »[1192]. Le dynamisme de la culture doit donc être pris comme un vecteur d'adhésion au projet d'intégration culturel, et peut même devenir le principal soutien à l'intégration :

> Un autre élément essentiel du concept d'identité culturelle réside dans le fait qu'elle est forcément et nécessairement dynamique, c'est-à-dire qu'elle peut changer autour de son noyau dur –lequel peut subir des changements à long terme– en contraste avec une identité culturelle statique, rigide, qui serait même retardataire dans plusieurs sens. Il ne s'agit pas seulement de quelque chose qui existe pour soi et que l'on doit préserver, mais aussi d'un élément qui doit être développé et servir à la fois de base pour soutenir les processus d'intégration et de développement aux niveaux locaux et régionaux.[1193]

On voit clairement que la culture et l'identité culturelle peuvent être le principal appui à des échanges plus larges, et peuvent même étayer les processus d'intégration régionale. Bien sûr, l'identité culturelle caribéenne est, nous l'avons déjà souligné, particulièrement difficile à définir. Cependant, les identités culturelles locales, nationales ou sous-régionales qui, elles, sont parfois clairement marquées peuvent constituer la base des échanges culturels permettant d'aller plus avant dans la construction d'une identité culturelle globale pour la zone –identité qui, bien que « globale », n'effacerait pas les particularismes. En effet, pour que ce projet remporte « l'adhésion » du plus grand nombre, il faut qu'il prenne en compte les singularités de chacun, et qu'il se mette à « incarner des valeurs » d'ouverture. C'est de cette façon que l'Île a conçu son projet « d'intégration culturelle » :

> Cuba ha concedido gran importancia al fomento de la integración cultural ya que desde hacía bastante tiempo veía que el proceso de integración requería de este componente imprescindible para los latinoamericanos y caribeños. En correspondencia, la isla antillana ha firmado con todos los países de la ALADI un acuerdo […] que comprende la cooperación e intercambio de bienes en el área de cultura, educación y ciencia. Todo este trabajo de incentivación cultural latinoamericana apunta a la « creación de una comunidad

[1191] Guy Numa, *Antillanité : l'identité antillaise avec ses valeurs universelles ouvre-t-elle un nouveau monde possible ?*, Paris, Azur Communication, 2005, p. 85.
[1192] Gonzalo Figueroa-Yañez, « Amérique latine : métissage et identité culturelle », *in* Christian Descamps (éd.), *Amériques latines : une altérité*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1993, p. 49.
[1193] Alfredo Jiménez Barros, *op. cit.*, pp. 244-245.

> de naciones unidas por valores, sentimientos y principios de probado contenido histórico ».[1194]

Intégration doit donc signifier réflexion pour la Caraïbe, car il ne s'agit pas uniquement pour la zone de s'unir sur un plan économique ; tout au contraire, la dynamique d'intégration régionale doit favoriser les échanges culturels, et en retour, les échanges culturels doivent venir appuyer une intégration plus large. Ces deux intégrations font finalement partie d'un tout, et induisent divers questionnements :

> […] l'intégration culturelle de cette région passe tout comme l'intégration économique, par la définition et la mise en place de stratégies. En tant que chercheurs originaires de cette région caraïbe, nous posons les points suivants :
> –Peut-on envisager une intégration régionale culturelle dans la Caraïbe, sans intégration régionale politique et économique ?
> –Ne va-t-on pas vers le paradoxe d'une intégration économique de plus en plus grande aux métropoles (européennes ou nord-américaines) tout en affirmant avec de plus en plus de vigueur la nécessité d'une intégration régionale culturelle ?
> –Ou alors doit-on concevoir que la région caraïbe est une fois pour toutes inféodée au monde occidental et restera économiquement et culturellement une société de consommation ?[1195]

L'intégration régionale et la culture sont deux éléments clés pour comprendre la Caraïbe actuelle et ses doutes. En effet, les questions qu'elles soulèvent reflètent en réalité les inquiétudes d'un avenir qui, s'il n'est pas construit en commun, risque d'être assombri par une subordination à des pays ou blocs extérieurs à l'aire caribéenne. En outre, on voit reparaître l'éternelle question de la diversité et de l'unité caribéenne, qui affirme d'un côté son identité culturelle, mais continue à donner plus de valeur à ses échanges commerciaux avec les « métropoles ». L'intégration régionale est donc réellement un défi que semble devoir relever la Caraïbe, puisqu'elle nécessite de s'ouvrir aux pays du monde, mais également et tout simplement aux pays de l'aire :

> Para los países que conforman el Caribe […] no existe la posibilidad del desarrollo nacional aislado. Para ellos el logro de formas de integración y colaboración económicas comunes, capaces de propiciar e impulsar el proceso de desarrollo socioeconómico, reviste carácter de necesidad histórica objetiva.[1196]

[1194] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. 141.

[1195] Hector Élisabeth, Jean-Jacques Seymour, *Les Caraïbes, des brûlots sur la mer : ABC géopolitique du bassin caribéen*, Paris, Éditions caribéennes, 1981, pp. 109-110.

[1196] Armando López Coll, *La colaboración y la integración económicas en el Caribe*, La Havane, Editorial de ciencias sociales, 1983, p. 282.

De fait, la Caraïbe ne pourra réussir son intégration en jouant le double jeu de la mise en valeur de la culture et de la persistance de schémas économiques et commerciaux au sein desquels chaque pays caribéen donne la priorité aux États non caribéens.
De plus, il apparaît clairement que les politiques d'intégration économique, en favorisant le « développement socioéconomique », ne pourront qu'être bénéfiques aux relations culturelles. En effet, l'intégration économique peut tout simplement permettre un accroissement des bénéfices financiers qui, réinvestis en partie dans le domaine de la culture, ne pourront que favoriser une dynamique d'échanges qui, à son tour, consolidera l'union non plus seulement économique mais également politique de la Caraïbe.

En outre, si de nos jours un essor hors intégration régionale semble impossible pour les pays caribéens, il est sans doute aussi vrai que l'union du sous-continent latino-américain dans son ensemble –rêve de Bolívar ou Martí– demeure actuellement une chimère. Les pays de la Caraïbe se retrouvent au centre de plusieurs enjeux et de différentes difficultés : d'un côté, aucun pays de l'aire ne semble pouvoir réussir seul, de l'autre, il ne peut compter sur l'appui des vastes terres continentales, qui tendent à s'unir, mais seulement en petits groupes, de façon partielle tant sur le plan géographique que sur celui des enjeux de collaboration. Il paraît alors logique que, face à ce que l'on serait contraints d'appeler le morcellement de l'unité latino-américaine, tous dans la Caraïbe se tournent vers une intégration visant spécifiquement la région.

Dans cette optique, l'intégration régionale caribéenne ne doit pas oublier la créativité de la culture, domaine évolutif par définition, et doit au contraire prendre en considération les cultures « traditionnelles » au même titre que les cultures plus nouvelles, voire novatrices :

> […] no puede pensarse en una integración regional en América Latina y el Caribe si se desatienden los demás niveles de reintegración. Ello incluye las demandas indígenas, la reivindicación de las formas culturales afroamericanas, las diversas culturas de las mujeres, las nuevas culturas inventadas por los jóvenes y la efervescencia creativa de las culturas fronterizas, como la de México-Estados Unidos.[1197]

Ainsi, l'intégration peut également redynamiser des cultures que l'on avait finalement laissées de côté, et permettre l'essor de nouvelles pratiques culturelles induites par le syncrétisme de la rencontre et de la redécouverte entre les États et les peuples. De ce fait,

[1197] Lourdes Arizpe, *op.cit.*, p. 233.

et les relations culturelles sont aussi intéressantes à analyser de ce point de vue, la culture n'est pas uniquement un produit de l'histoire passée, puisqu'elle est également et au contraire un point de départ pour l'histoire à venir, en devenir, à construire et à partager : « es dentro del universo cultural donde se dan las semillas más fecundas de la acción geopolítica sostenida »[1198]. De la sorte, les relations culturelles peuvent constituer une assise à une intégration régionale globale, et en retour, l'intégration régionale peut et doit favoriser l'épanouissement de toutes les cultures de la zone. Ce point fut d'ailleurs une préoccupation pour les pays promouvant l'intégration régionale, et ce depuis le début du processus :

> A nivel interamericano y desde la década del cuarenta, en las primeras reuniones panamericanas, al mismo tiempo que comenzaron a plasmarse los propósitos de la integración de la región, se fue incorporando en forma creciente la preocupación por la dimensión cultural de estos procesos. Cabe destacar, como primer antecedente, el propósito de « promover, por medio de la acción cooperativa, el desarrollo económico, social y cultural » que se menciona en el artículo 2 de la Carta de la Organización de los Estados Americanos.[1199]

Bien qu'il faille nuancer l'importance accordée à la culture par les organismes chargés de promouvoir l'intégration régionale –et nous l'avons déjà souligné–, on ne peut nier que les intégrations culturelles et économiques sont liées par des mécanismes parfois surprenants, l'intégration culturelle pouvant être le moteur de l'intégration économique et inversement. En effet, de nombreuses voix se sont élevées afin de défendre une intégration régionale caribéenne fondée sur la culture[1200]. Armando Hart Dávalos, très confiant quant à « l'unité » culturelle de la Caraïbe, a d'ailleurs bien souvent insisté sur ce point :

> L'unité qui se manifeste dans le domaine de la culture préfigure celle qui s'instaurera un jour dans les domaines de l'économie et de la politique. Les grands changements sociaux et politiques ont en général été accompagnés de profondes transformations dans le domaine de la culture. Et ce qui n'a pas encore pu se refléter, avec cette force et cette cohésion, sur le plan politique –mais **devrait** s'y refléter– est déjà visible dans le domaine de la culture, de l'art, de la littérature… c'est précisément la raison pour laquelle nous devons œuvrer à l'étroite unité du mouvement intellectuel latino-américain, qui est le prélude, le signe avant-coureur de notre unité nécessaire et prévisible dans tous les domaines.[1201]

[1198] Kaldone G. Nweihed, « Geopolítica cultural del Caribe », *in* Andrés Bansart (éd.), *El Caribe : Identidad Cultural y Desarrollo*, Caracas, Equinoccio, Editorial de la Universidad Simón Bolívar, 1989, p. 113.
[1199] Alejandra Radl, *op. cit.*, p. 20.
[1200] Osvaldo Barrios Montes, *op. cit.*, p. 171.
[1201] Armando Hart Dávalos, Luis Baez, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, pp. 60-61.

Il faut donc encore s'interroger sur cette « unité » toute relative, et on peut dire qu'elle ne peut qu'être profitable à Cuba, si l'on entend que les intellectuels latino-américains sont principalement en faveur du gouvernement de l'Île. Cependant, on voit que la culture accompagne tous les « changements » supposés par la vie et le temps humain, et qu'elle peut dès lors accompagner la mutation de la Caraïbe en zone intégrée. Cuba a d'ailleurs toujours mis en valeur la portée de l'intégration pour le développement humain, ainsi que le lien entre culture et intégration :

> […] De lo que se trataría sería llevar a cada país lo mejor de la experiencia y los resultados de los demás en materia de desarrollo científico y tecnológico, la producción agropecuaria e industrial, la extensión y perfeccionamiento de la atención a la salud, la educación y demás servicios sociales, la protección del medio, la promoción de la cultura y cuantos otros terrenos sean susceptibles de un trabajo organizado y decidido de cooperación.[1202]

En outre, on constate de nos jours que les relations culturelles et la dynamique d'intégration régionale liée à la culture en Amérique Latine sont loin d'être uniquement fondées sur des racines et un passé culturel commun, mais s'appuient au contraire sur la rénovation constante de la sphère culturelle : « La integración cultural latinoamericana […] pasa más por promover la creación a partir de la diversidad de culturas que por recapturar creencias y normas del pasado. Y para entender la creación cultural actual necesitamos datos sobre lo que hace la gente »[1203]. En somme, il ne s'agit pas uniquement pour la Caraïbe de mettre en avant les cultures déjà en place en son sein, mais bien également d'encourager la création et la créativité culturelle, qui permettent l'échange, le dialogue, et la mise en place de relations culturelles fortes.

Il devient donc urgent pour la Caraïbe de mettre en marche des politiques fortes permettant une intégration réelle et réussie, ce qui ne saurait se faire sans communication –pourtant bien mauvaise dans la zone : « […] salta a la vista que la primera línea de acción urgente para propiciar un acercamiento cultural en la región consiste en aumentar la información cultural disponible […] »[1204]. L'intégration, envisagée cette fois sur le plan économique, doit donc permettre de libérer les échanges d'informations, et doit favoriser la collaboration technologique permettant de découvrir la richesse culturelle de la région.

[1202] Eduardo Klinger Pevida, *op. cit.*, p. 77, citant le discours prononcé par Fidel Castro en juillet 1991 lors du premier Sommet Ibéroaméricain à Guadalajara.
[1203] Lourdes Arizpe, *op. cit.*, p. 234.
[1204] Lourdes Arizpe, *op. cit.*, p. 236.

Bien sûr, se pose alors la question du rôle qu'une économie telle que celle de Cuba peut jouer dans un processus global d'intégration. En effet, s'il est indéniable que l'apport cubain en matière de culture peut être une véritable chance pour l'intégration culturelle caribéenne, on ne peut à l'inverse éluder la question de l'investissement de l'Île d'un point de vue financier. Resurgit alors le problème des disparités économiques de l'aire caribéenne, puisque ces disparités entraînent une inégalité dans le potentiel d'investissement de chacun.

Quoi qu'il en soit, l'intégration culturelle caribéenne, étroitement liée à l'intégration régionale dans sa globalité, à laquelle Cuba a beaucoup apporté[1205], doit se faire en accord avec les évolutions auxquelles est soumise la culture, afin de ne pas sombrer dans un monolithisme qui détruirait les relations culturelles. En outre, l'intégration culturelle ne doit pas figer des « normes » obsolètes en règle absolue, et doit laisser libre cours à l'inspiration et à la création constante.

En effet, bien que –comme nous l'avons souligné tout au long de ce travail– la diversité de la Caraïbe se vérifie au niveau culturel, la culture peut malgré tout être le moyen de se comprendre, d'accepter l'Autre et de s'accepter soi, afin de s'unir ou à tout le moins de s'entendre. Effectivement, la diversité culturelle semble être un obstacle moindre à surmonter, si l'on prend en compte le panel de dissimilitudes composant la Caraïbe, « mosaico de razas, Torre de Babel de lenguas y culturas, albañil de regímenes y sistemas políticos, caleidoscopio de sistemas económicos, panorama de todos los estatutos jurídico-políticos, muestrario de todos los grados de desarrollo económico »[1206]. Ainsi, accepter cette diversité et rester ouvert à la rénovation constante de la culture sont deux conditions *sine que non* à l'instauration d'une collaboration culturelle et d'une intégration régionale réussies. En effet, c'est partant seulement de cette attitude que la Caraïbe saura rester attentive aux inquiétudes de ces populations et aux aspirations de ces peuples, mais également qu'elle saura les impliquer tous dans le projet devenu commun d'intégration.

[1205] Jean Lamore, « La Période Spéciale à Cuba : quelques pistes pour une analyse socio-politique », communication présentée lors de la journée d'études « Cuba frente al « Periodo especial » y las crisis globales 1991-2011 », le 14 mai 2011, organisée par Hortense Faivre d'Arcier-Flores et Salim Lamrani, GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise/CICC).

[1206] Kaldone G. Nweihed, « Geopolítica cultural del Caribe », *in* Andrés Bansart (éd.), *El Caribe : Identidad Cultural y Desarrollo*, Caracas, Equinoccio, Editorial de la Universidad Simón Bolívar, 1989, p. 113.

b- *S'intégrer pour réformer, réformer pour s'intégrer : quel poids pour les systèmes éducatifs de la zone ?*

Il convient encore de dire que l'intégration peut constituer un atout pour les relations culturelles caribéennes en ce sens qu'elle peut permettre de réformer les systèmes éducationnels de la zone, en leur apportant les modifications nécessaires pour que les jeunes générations puissent avoir une conscience pleine de ce qui les entoure « Nuestros niños desde que comienzan a ir a la escuela deben empezar a ser formados en el amor y la disposición para apreciar al continente como el todo que conforman cada una de las naciones donde les ha tocado nacer »[1207].

On note effectivement « le peu de place qu'occupe souvent dans les plans d'études la connaissance des réalités sociales, économiques et culturelles des pays de la région […] »[1208], mais également qu'il n'existe actuellement aucune politique commune à l'ensemble de la Caraïbe en matière d'éducation, pas plus que pour harmoniser les programmes ou institutions éducatives dans la zone[1209]. Les systèmes éducationnels de l'aire caribéenne ne permettent pas aux populations de se connaître ni de saisir les enjeux d'une collaboration, qu'elle soit culturelle, économique ou politique, à l'intérieur de la Caraïbe.

Malgré tout, certaines sous-régions de la Caraïbe tendent depuis quelques années maintenant à adapter leur système aux revendications affichées en matière d'identité et de culture :

> Le Caribbean Examination Council, dit CXC, institution régionale en charge de la politique éducative des pays anglophones de la région caribéenne, propose à l'heure actuelle deux qualifications régionales : le CSEC, *Caribbean Secondary Éducation Certificate*, introduit dès les années 1980, et le CAPE, *Caribbean Advanced Proficiency Examinations*, apparu en 1998. Ce dernier examen […] a pour intention avouée de renforcer l'autonomie et l'identité caribéennes.[1210]

[1207] Eduardo Klinger Pevida, *op. cit.*, p. 115.

[1208] UNESCO, *Conférence régionale des Ministres de l'Éducation et des Ministres Chargés de la planification économique dans les États membres d'Amérique Latine et des Caraïbes*, Paris, 1980, p. 21.

[1209] Rex Nettleford, « Threats to national and cultural identities », *in* Anthony Bryan, Edward Greene, Timothy Shaw, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, p. 248.

[1210] Françoise Cévaër, Hugues Péters, « Stratégie de politique éducative pour une meilleure intégration régionale : évaluation du nouvel examen de français des pays anglophones de la Caraïbe, le CAPE », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 227.

Bien que ces efforts soient louables, le manque de politique commune à l'ensemble de l'aire caribéenne et « l'insuffisance des budgets gouvernementaux »[1211] rendent en quelque sorte inopérant l'effort produit par la zone anglophone. En effet, chaque sous-région linguistique tend à nouveau à concentrer son attention sur elle-même, ce qui ne permet bien évidemment pas une prise de conscience de ce qu'est la Caraïbe dans sa totalité. Cependant, on voit à nouveau combien la promotion d'une identité caribéenne peut permettre à la zone d'acquérir une certaine « autonomie », autrement dit, de prendre réellement son indépendance vis-à-vis des anciennes puissances coloniales et nouvelles puissances mondiales.

Ainsi, il n'existe pas ou peu « d'études intracaribéennes réellement comparatives, et spécialement celles qui dépassent les frontières linguistiques et politiques »[1212]. En somme, si la Caraïbe a connu un regain d'intérêt pour elle-même, les différents pays qui composent l'aire se sont pour le moment cantonnés à « s'auto-redécouvrir », et les collaborations scientifiques transnationales permettant d'analyser et de comprendre les similitudes et particularités de la zone font cruellement défaut.

Une rénovation plus globale des systèmes ayant trait à l'éducation dans la Caraïbe devrait d'ailleurs être envisagée. En effet, certaines lacunes de l'enseignement et de la recherche scientifique dans la zone ont été mises en exergue[1213] à de nombreuses reprises, et ce depuis plusieurs décennies. Ces deux domaines sont fondamentaux lorsque l'on parle de coopération, y compris et surtout culturelle –puisqu'ils constituent les clés de l'ouverture à l'Autre et permettent de se sentir intégré à un tout, que ce soit au niveau national ou à un stade plus régional.

Ceci démontre clairement que les programmes scolaires mais également les projets de coopération doivent être repensés, actualisés et même modernisés, et cette rénovation doit sans doute se faire à travers une collaboration de l'entièreté de la zone, afin qu'aucun pays ne soit oublié ou mis de côté, ou bien encore que l'Histoire ne se voie détournée de la réalité vers l'endoctrinement. Si l'intégration régionale a pour objectif une réforme des systèmes de communication entre les États et une rénovation des modes de vie des

[1211] Eduardo Klinger Pevida, *op. cit.*, p. 117.

[1212] Jorge Giovannetti, « El legado de Harry Hoetink : relaciones raciales y estudios caribeños », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 17, 2004, p. 227.

[1213] UNESCO, *Conférence régionale des Ministres de l'Éducation et des Ministres Chargés de la planification économique dans les États membres d'Amérique Latine et des Caraïbes*, Paris, 1980, pp. 14-15.

populations voire une adaptation à un monde nouveau, l'intégration culturelle doit permettre d'impulser une réflexion nouvelle sur la vision que la zone a d'elle-même.

Le domaine de l'enseignement se prête donc tout particulièrement à la réflexion quant à l'intégration régionale et aux échanges, notamment culturels. On peut même considérer qu'il s'agit de la seule voie permettant à la zone de s'intégrer réellement, et à tous les pays de la zone, y compris Cuba, de faire partie de cette aventure. De nombreux chercheurs cubains ont d'ailleurs mis en avant l'importance de replacer la recherche et l'enseignement au cœur du processus d'intégration :

> Colocar en el centro de las inquietudes la enseñanza del Caribe pudiera significar una excelente oportunidad para debatir sobre vías para la cooperación académica, para la creación de redes institucionales, sistemas de relaciones académicas y científicas entre centros de enseñanza, de educación superior e instituciones afines en esta geografía dispersa de las islas y el continente. Un acercamiento de territorios más o menos distantes a través de la ciencia y el conocimiento. Se trata de una necesidad y de un imperativo para el futuro.[1214]

Quoi qu'il en soit, il faut à nouveau dire que la Caraïbe est un monde hétéroclite, constitué de multiples apports, et que ce qui pourrait l'unir risque tout autant de la détruire. Cette hétérogénéité n'est d'ailleurs pas sans impact dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, et rend même leur perception difficile. En effet, d'aucuns notent que l'Histoire a façonné des pays possédant des systèmes éducatifs et culturels similaires, empêchant les échanges puisque détruisant dans l'œuf la loi de l'offre et de la demande[1215]. Pour le dire autrement, les similitudes entre les différents programmes scolaires de certains pays empêchent la rénovation tout autant que les échanges d'étudiants ou d'universitaires. En effet, ces échanges ne présentent que peu d'intérêt s'ils ne permettent pas aux étudiants de découvrir des systèmes et pratiques différents.

D'un autre côté cependant, on souligne parfois que la complexité de l'archipel se reflète dans les diversités des systèmes éducatifs, dont les niveaux scolaires et systèmes universitaires (les universités d'État cubaines s'opposant aux universités privées de la République Dominicaine[1216]) diffèrent considérablement –Cuba, la République

[1214] Yolanda Wood, « Enseñar el Caribe para que el Caribe exista », *in Recherches Haïtiano-Antillaises : langues et éducation dans la Caraïbe*, Paris, 2008, Numéro 6, L'Harmattan, p. 38.

[1215] UNESCO, Comité régional intergouvernemental intérimaire du projet majeur dans le domaine de l'éducation en Amérique Latine et dans les Caraïbes, *op. cit.*, p. 18.

[1216] Rita Di Gregorio, Anna Di Sapio, Camilla Martinenghi, *Arcipelago mangrovia : narrativa caraibica e intercultura*, Bologne, Editrice Missionaria Italiana, 2003, p. 23.

Dominicaine et Haïti possédant par exemple des pôles universitaires plutôt solides et diversifiés, à l'inverse de nombreux pays anglophones[1217]– ce qui provoque des difficultés à créer des liens, organiser des échanges scolaires, des séjours linguistiques…

En résumé, l'intégration régionale doit permettre d'insuffler une nouvelle dynamique à la scolarité et à l'étude dans la Caraïbe, dynamique qui permettrait à son tour de donner un souffle nouveau aux relations culturelles internes à la zone. En effet, si chaque pays possède un système éducatif particulier, quoiqu'en partie similaire à certains pays ayant subi le joug du même colonisateur, il n'est pas étonnant de constater par la suite une méconnaissance et une ignorance de l'Autre et des États qui composent l'aire caribéenne. Et pourtant, au moment de s'intégrer, il faut que les pays caribéens acceptent de s'ouvrir et de considérer la « transversalité » historique de leur monde :

> La educación y la cultura son dos temas claves en la agenda de la integración caribeña para poder sustentar las fuentes constitutivas de nuestra transversalidad histórica. La educación y la cultura son las vías para revelarnos a nosotros y a todos, las cualidades identificativas de este lugar del mundo donde todos llegaron –en circunstancias precisas– y llegaron de algún lugar. Un elemento esencial para la integración de nuestros pueblos es que ella surja de la comprensión de estos procesos comunes y de la diversidad contenida en ellos.[1218]

En somme, l'intégration de la région peut permettre à celle-ci de s'envisager autrement, et de diffuser son histoire à travers des programmes scolaires refondus et adaptés, programmes qui contribueront à l'ouverture des élèves et étudiants –futurs citoyens et membres de la communauté– sur les problèmes, défis et particularités de la Caraïbe. Le terme clé est sans doute celui de compréhension, qui, une fois encore, ne peut surgir que de l'apprentissage. Cuba s'est d'ailleurs particulièrement investie dans ce domaine, et peut faire figure de pionnier lorsque l'on évoque le lien entre intégration et système scolaire :

> Las generaciones cubanas educadas en el proceso revolucionario reciben une formación orientada a resaltar los valores latinoamericanos y caribeños y la visión y proyección martiana de lo que él llamó « Nuestra América » para resaltar aquella a la que pertenecemos, la patria grande, y ello ha contribuido de manera decisiva a la disposición y preparación cubana para la integración con el resto del continente. Es necesario desarrollar en nuestra pedagogía ese sentimiento, desarrollar una pedagogía autóctona. Cuba a ello está contribuyendo.[1219]

[1217] *Ibid.*
[1218] Yolanda Wood, *op. cit.*, p. 42.
[1219] Eduardo Klinger Pevida, *op. cit.*, p. 117.

Malgré tout, il faut souligner à nouveau que les maigres informations données jusqu'ici aux populations caribéennes ont nui aux processus d'intégration de la région. En accordant une place à ce processus, l'enseignement et l'éducation permettraient aux peuples caribéens de prendre conscience de leur importance.

L'éducation est au cœur des préoccupations des populations, elle constitue une motivation pour nombre de Caribéens. Elle est au centre de nombreuses dynamiques migratoires, et est surtout l'unique voie de secours pour les classes les plus défavorisées : « Moreover, education is a social cost. It has been the only means of social mobility for most in the region and continues to be seen as the light at the end of the tunnel for the still marginalized majority »[1220]. De la sorte, bien que supposant des investissements financiers conséquents, l'éducation doit être une priorité sur l'agenda des États caribéens, y compris et surtout dans le processus d'intégration régionale. C'est effectivement en grande partie grâce à l'éducation que la zone pourra non seulement accroître et fortifier ses relations culturelles, mais également développer son potentiel économique –nécessaire à la pérennité de l'intégration. En effet, former des professionnels hautement qualifiés, dans tous les domaines, ne peut que rendre la zone attractive.

c- *S'intégrer sans corrompre la culture*

Notons qu'au sein du large processus d'intégration régionale caribéen, certains organismes régionaux, principalement politiques, contribuent à la collaboration spécifiquement culturelle entre les États, et notamment entre Cuba et l'ensemble de la Caraïbe. Mais il faut noter que l'entremêlement de la politique et de la culture peut être à double tranchant, puisqu'il peut permettre l'essor d'un dynamisme régional, autant que corrompre l'élément culturel. Parmi les organismes évoqués, il est nécessaire d'en citer certains revêtant une importance spéciale pour Cuba :

> **Foro de Ministros de Cultura de América Latina y el Caribe**.
> Espacio de notable significación para el intercambio de ideas y la coordinación de acciones entre los responsables de las políticas culturales de los países de la región.
> Siendo fundador de estos Encuentros, Cuba ha participado hasta ahora en todos los celebrados desde 1989, y de manera especial en los realizados en el Caribe (Trinidad y Tobago 1994, Barbados

[1220] Rex Nettleford, *op. cit.*, p. 249.

> 1998, Haití 1999, República Dominicana 2001, Trinidad y Tobago 2007) como expresión de la prioridad que le concedemos al trabajo cultural en el área.
> **Reunión del Comité Regional de Cultura de CARICOM.** Encuentro anual de Directores de Cultura de países miembros, observadores, así como de organismos internacionales como la UNESCO. Anualmente su Agenda presenta un punto sobre la cooperación con Cuba. Se ha realizado en Cuba en el 2003 y 2007.
> **Cumbres de la AEC y CARICOM** El otorgamiento de becas en el ámbito artístico ha sido uno de los mayores reclamos en estos ámbitos. En todos los países de la región se celebra el Día Cuba-CARICOM.
> **Comisión Conjunta Cuba-Caricom** Aunque todavía resulta insuficiente, nuestro vínculo con la Secretaría de Cultura de este organismo se ha fortalecido logrando impulsar algunos proyectos por iniciativa de Cuba, tales como la I Muestra Itinerante de Cine del Caribe, la creación de bandas de música, el homenaje a George Lamming por su 80 Aniversario, entre otros.[1221]

Il faut souligner la place de l'Île au sein du processus d'intégration régionale, le poids qu'elle a accordé à la culture au sein de ce rapprochement intra-caribéen, mais également le fait que la culture peut être l'élément permettant de rompre définitivement l'isolement dont Cuba a été victime. On observe effectivement que Cuba ne se contente pas de faire partie d'organismes visant à promouvoir la culture dans la Caraïbe, mais qu'elle est au contraire un moteur de la création ou de la pérennité de certains de ces organismes. De nombreux projets sont effectivement mis en place par Cuba, et permettent un accès à la culture pour les populations. En outre, l'Île semble accorder un intérêt particulier à la Caraïbe depuis le début des années 1990 –et nous en avons expliqué les raisons plus haut– y compris au niveau de la coopération culturelle.

Néanmoins, il convient de souligner que le rôle joué par les anciennes puissances coloniales au sein de ces organisations peut freiner ou altérer le processus d'intégration culturelle[1222]. En effet, la Caraïbe n'est malgré tout pas totalement libre, et si l'intégration y prend un certain retard, c'est que certains pays extra caribéens y ont intérêt. Dès lors, il ne faut pas que la culture soit soumise aux pressions de ces pays, sous peine de se corrompre et de perdre de son pouvoir unificateur.

Quoi qu'il en soit, les organismes chargés de l'intégration et de la promotion des échanges culturels sont parfois soutenus par les dirigeants caribéens, conscients de l'importance que peut revêtir la culture dans le processus d'intégration régionale :

[1221] « Relaciones culturales Cuba-Caricom », document informatique fourni par l'Office des Relations Extérieures du Ministère de la Culture de Cuba, 2009.
[1222] Osvaldo Barrios Montes, *op. cit*., p. 171.

> Jennifer Johnson[1223] a [dit] que l'intégration est une nécessité pour les pays de la région. Elle estime que la culture est un « outil » capable de briser les obstacles, surtout entre des nations « dont la sensibilité artistique est si proche ». « La culture, a-t-elle souligné, est un élément qui joue en faveur de l'intégration et de l'unité des peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes ».[1224]

Les responsables politiques caribéens ont, pour certains, perçu la culture comme une clé permettant d'ouvrir les multiples barrières qui se sont dressées au fil du temps entre les nations de la zone. Dans le cas particulier de Cuba, on peut tout simplement dire que la culture permet en partie de passer outre un rejet et un isolement qui n'ont été provoqués que par des différences politiques. En effet, il ne s'est jamais agi pour la Caraïbe de rejeter l'Île du fait de ses particularismes culturels, mais du fait que l'Île constitue une exception politique.

Malgré cela, le danger est grand de sombrer dans la tentation d'unir à tout prix, et de corrompre de ce fait la culture, qui ne serait plus qu'un « outil », un objet dont on se servirait pour parvenir à une intégration économico-politique, sans mesurer l'impact que peut avoir le fait de se servir de la culture sans l'analyser, la comprendre, la respecter. En effet, si culture et politique sont liées, promouvoir des liens culturels « virtuels », non ressentis par les populations reviendrait à n'appuyer les relations culturelles que sur une fondation instable, incapable de soutenir dans la durée un processus d'échange réel.

À ce propos, les hommes et femmes politiques de la Caraïbe ne sont pas les seuls à avoir pris conscience des enjeux de mener à bien une politique d'intégration culturelle régionale réussie. Ainsi, une autre voix s'était élevée pour défendre la portée de la culture, celle du prestigieux poète, écrivain et homme politique sénégalais Léopold Sédar Senghor :

> La grande confrontation du dernier quart de siècle ne concerne pas la politique, c'est-à-dire les démocraties ou les dictatures, ni le système économique, c'est-à-dire le capitalisme ou le socialisme, mais essentiellement la culture. La solution de tous les problèmes politiques et économiques doit être précédée par celle des problèmes culturels.[1225]

Si la culture peut être l'élément déterminant du rapprochement entre les peuples et la solution préalable aux différents maux des sociétés, elle ne doit pas se convertir en

---

[1223] Ministre de la Culture de Trinité et Tobago.

[1224] « Granma » (résumé hebdomadaire), Organe officiel du Comité central du Parti communiste de Cuba (dir. Isidoro Malmierca), Comité central du Parti communiste de Cuba, La Havane, Numéro 24, 17 juin 1990

[1225] Roy Adrian Preiswerk, « Identité culturelle et développement », *in* Roy Adrian Preiswerk, *À contre-courants : l'enjeu des relations interculturelles*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1984, p. 201.

obsession ou en simple argument. La solution semble reposer sur l'intérêt porté à la culture, non uniquement en tant qu'élément permettant l'intégration, mais bien en facteur permettant la connaissance et la reconnaissance. De fait, la culture et l'identité qui en découle permet de savoir qui on est –à tout le moins en partie– qui est l'Autre, et donc d'établir des relations et de consolider les liens :

> Une identité culturelle implique que les individus qu'elle comprend ou qui la partagent se sentent plus identifiés avec ses éléments communs de toute sorte, qu'avec les éléments similaires de l'extérieur, dont ils ne sont nullement détachés et avec lesquels ils peuvent interagir de manière active et permanente. Il peut y avoir un non-établissement de l'identité culturelle par exclusion, autrement dit, une définition négative de l'identité culturelle, où l'on met l'accent sur ce que l'on n'est pas, par rapport à d'autres cultures –qui sont généralement considérées inférieures–, attitude qui est à l'origine de différents types de discrimination : raciale, religieuse, de classe, de genre ou de nationalité. L'identité culturelle doit être nécessairement pluraliste ; elle ne s'oppose pas à l'internationalisme ni à l'universalisme, bien au contraire, elle les favorise.[1226]

Ainsi, si la résolution des problèmes culturels peut réellement aboutir à la résolution des problèmes économiques et politiques, il faut se demander si nous sommes en mesure même de réaliser quel serait l'impact d'une intégration culturelle réussie dans la Caraïbe. Nous pensons bien évidemment qu'elle ne suffirait pas à balayer d'un revers de main toutes les difficultés que connaît la zone, mais elle serait en tous les cas un avantage précieux pour affronter l'avenir.

Bien entendu, l'intégration régionale est liée au dynamisme économique ainsi qu'à une prospérité souhaitée pour un ensemble, géographique ou d'un autre type. Dans le cas de la Caraïbe, l'intégration visant à dynamiser des secteurs économiques tels que le tourisme ne doit pas conduire à l'évanouissement des cultures, et à l'essor d'un « folklore » inventé de toutes pièces pour l'occasion :

> […] los espectáculos folclóricos diseñados para esa « industria del ocio » sufren habitualmente un proceso de simplificación y vulgarización conceptual y práctica en su concepción y puesta en escena, que también prostituye el objetivo fundamental de preservar y divulgar elementos de la cultura autóctona,

[1226] Alfredo Jiménez Barros, « Globalisation et intégration culturelle : l'Amérique latine doit-elle suivre le modèle européen ? », *in* Miriam Aparicio (éd.), *L'identité en Europe et sa trace dans le monde : une approche interdisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 244.

> subordinándolo al deseo de « complacer » a toda costa a turistas.[1227]

Satisfaire la demande du monde extérieur ne doit pas permettre de gommer des esprits l'essence de la culture caribéenne, puisque outre le désastre pour les cultures de la Caraïbe, ce fait supposerait de présenter aux touristes une culture inventée de toutes pièces, contribuerait à diffuser des stéréotypes de par le monde. Fernando Ortiz, parfaitement opposé à la soumission de la culture au tourisme, souhaitait donner la priorité à un tourisme « national », permettant aux Cubains de découvrir pleinement leur pays et sa culture, point qui selon lui valait plus que « les millions du tourisme mercantile et étranger »[1228].

Enfin, il faut noter que les relations culturelles peuvent avoir des conséquences allant bien au-delà du « simple » niveau régional. En effet, il semble que de nos jours, l'intégration, c'est-à-dire un défi finalement local, ne soit pas envisageable sans un processus beaucoup plus large :

> […] la fragmentación cultural –con sus correlatos geopolíticos y económicos– sigue constituyendo un peso muerto y un obstáculo para la formulación de respuestas colectivas, y un factor fundamental en la persistencia de tensiones que dificultan una respuesta concertada a los nuevos desafíos globales y hemisféricos.[1229]

Si l'intégration régionale est un terme majeur de l'actualité du monde, la globalisation et la mondialisation constituent elles aussi un sujet de préoccupation, notamment quant à la culture.

[1227] Jorge Domingo Ortega Suárez, « El imperialismo en lo cultural », *in* Mely González Aróstegui (éd.), *América Latina y el Caribe : realidades sociopolíticas e identidad cultural*, San Salvador, Heinrich Böll, 2002, p. 71.

[1228] Miguel Barnet, *Autógrafos cubanos*, La Havane, Letras cubanas, 2009, p. 103.

[1229] Andrés Serbín, « Cultura y tensión regional en el Caribe », *in* Francine Jácome (éd.), *Diversidad cultural y tensión regional : América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad, 1993, p. 11.

Chapitre 3 : Les processus de mondialisation et globalisation et leur(s) conséquence(s) pour les échanges culturels caribéens

Il convient en premier lieu de dire que la globalisation n'est pas un phénomène nouveau, et qu'elle recouvre différentes acceptations. Si le processus existe sans doute depuis fort longtemps, le terme « globalisation » est apparu au début des années 1960[1230]. Son sens premier de « convergence »[1231] ne permet pas de laisser présager *a priori* de grands dangers, puisqu'il laisse plutôt penser à une concentration de moyens, à une focalisation sur une région et à un point de rencontre des envies et aspirations.

Cependant, ce mot nécessite de repenser les relations mondiales, notamment au niveau économique, ce qui peut engendrer des difficultés quant aux relations culturelles. En outre, il porte en germe les idées de rapidité et d'uniformisation –problématiques lorsque l'on parle de culture– dès lors qu'on le définit comme suit :

> A set of processes by which the world is rapidly being integrated into one economic space via increased international trade, the internationalization of production and financial markets, the internationalization of a commodity culture promoted by an increasingly networked global telecommunications system.[1232]

Cette globalisation inquiète et pose question, notamment parce qu'elle modifie les relations entre les États, en imposant un rythme aux relations de tous ordres, et en promouvant l'image d'un monde considéré comme développé. De cette façon, apparaît le fait que la globalisation ait nécessairement un impact sur la culture, l'identité et sur les pratiques culturelles mêmes. En outre, en reliant indubitablement la culture à un profit économique, la globalisation conduit à autant de réticences que d'engouement.

D'autres définitions de ce processus ont bien sûr été données, montrant qu'il s'agit là d'un mécanisme complexe, difficile à analyser et à cerner. Certains analystes tendent même à penser qu'il s'agirait en fait de différents mécanismes, et l'on pourrait ajouter que ces

---

[1230] Alain Kiyindou, « Introduction », *in* Alain Kiyindou, Jean Chrétien Ekambo, Ludovic-Robert Miyouna (éd.), *Communication et dynamique de globalisation culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 19.

[1231] *Ibid*.

[1232] Nelly Stromquist, Karen Monkman, « Defining globalization and assessing its implications on knowledge and education », *in* Nelly Stromquist, Karen Monkman (éd.), *Globalization and education : integration and contestation across cultures*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2000, p. 4.

derniers, imbriqués les uns dans les autres, sont sans doute les pièces d'un ensemble qui s'impose différemment au monde :

> Una de las definiciones más abarcadoras la ofrece Daniel Mato, quien sugiere hablar de procesos globalizadores en lugar de globalización en abstracto, definiéndolos como los numerosos procesos con un carácter histórico que resultan de las interrelaciones que establecen entre sí actores sociales a lo ancho y largo del globo y que producen globalización, es decir, interconexiones complejas de alcance crecientemente planetario.[1233]

On voit à travers une définition très large comment la globalisation peut s'immiscer dans les relations entre personnes. Elle se fonde effectivement sur des échanges, et sur la refonte de communautés humaines, qui tendent à aller de plus en plus vers le « mondial », en en conséquence peut-être à oublier le local et les particularités que cette strate suppose.

D'ailleurs pour certains, la bulle financière dans laquelle s'insère la globalisation est en relation directe avec la culture et la politique, par essence globales[1234]. Pour d'autres, la globalisation voit principalement s'opposer le global et le local[1235], alors conçus comme entités antagoniques, et induit une lutte débouchant sur l'exacerbation des tensions.

On pourrait presque dire –et cela peut tout d'abord paraître antithétique– que la globalisation n'est pas globale, en ce sens qu'elle n'a pas le même impact, qu'il soit positif ou négatif, sur toutes les populations du monde :

> Estos y otros argumentos incorporados han conducido a argumentar la idea de la localidad o lo local en oposición a lo global, sin considerar que tanto lo local como lo global son construcciones sociales, simbólicas, o por el contrario encontrar argumentos sobre una posible tendencia hacia la homogenización y armonía olvidando que no todos participan por igual en las dinámicas globales ni reciben sus beneficios.[1236]

Dans un premier temps, on doit dire que même si l'on considère le local et le global comme des « constructions sociales » et finalement mentales de l'être humain, les bouleversements que ces deux niveaux connaissent ne peuvent qu'affecter les populations. Cela étant, et dans un second temps, on peut noter que la globalisation n'atteint pas toutes

---

[1233] Ana Celia Perera Pintado, « Redes transnacionales, representaciones sociales y discursos religiosos en Cuba », *in* Aurelio Alonso (éd.), *América Latina y el Caribe : territorios religiosos y desafíos para el diálogo*, Buenos Aires, CLACSO, 2008, pp. 164-165.
[1234] Nelly Stromquist, Karen Monkman, *op. cit.*, p. 4.
[1235] Ana Celia Perera Pintado, *op. cit.*, p. 164.
[1236] *Ibid*.

les régions du globe de façon identique. Au sein d'une région aussi diversifiée et riche en culture que la Caraïbe, il faut donc de se demander si tous les pays reçoivent et perçoivent cette globalisation de la même manière, et si tous l'envisagent comme un défi commun.

En outre, le premier problème que pose malgré tout la globalisation est l'idée communément répandue qu'elle ne peut être combattue[1237], et que le fait même de vouloir s'y opposer signifie ne pas vouloir participer d'un certain « développement », voire équivaut à s'entêter à tracer la voie du « sous-développement ». En somme, la globalisation semble être un passage obligé vers la « civilisation », un moment qui tôt ou tard et avec plus ou moins de force condamne chaque pays à se repenser et à repenser le monde.

Dès lors, et peut-être en conséquence, le second danger est celui de l'uniformisation, évoqué plus haut, que peut cacher la globalisation. En effet, même si elle n'atteint pas tous les pays au même moment, la globalisation semble devoir irrémédiablement affecter chaque nation de ce monde. Dans ce contexte, la Caraïbe constitue un terrain d'étude hors du commun, du fait que son histoire l'ait soumise à différentes vagues globalisatrices ou mondialisatrices :

> La mondialisation conçue comme l'interdépendance croissante des économies et des sociétés et comme l'uniformisation des modes de vie et des modèles culturels a considérablement modelé les structures politiques, économiques, sociales et culturelles de la Caraïbe contemporaine. Historiquement, les diverses formes de ce processus correspondent à autant d'étapes historiques – colonisation, émergence et déclin du système de la plantation, développement de réseaux sociaux transnationaux– auxquelles sont liées des phases migratoires successives. Mais si les sociétés antillaises sont les produits de la mondialisation, elles en sont aussi des enjeux remarquables, en tant que terrains d'affrontements géopolitiques majeurs et théâtres de stratégies géoéconomiques de premier plan des grandes puissances depuis l'âge d'or du mercantilisme.[1238]

Si l'on considère que la colonisation et les événements qui en découlèrent sont une première étape de ce que nous appelons « globalisation », il faut en conséquence reconnaître que la Caraïbe n'a apparemment rien à craindre de la mondialisation, puisqu'elle en est le fruit. Malgré tout, les processus de globalisation et mondialisation

[1237] Rafael Emilio Yunén, « Globalización, arte, cultura popular e identidad nacional », *in* Michèle Dalmace (éd.), *La Caraïbe, culture et paradigmes*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 17.

[1238] Cédric Audebert, « Stratégies géopolitiques, dynamiques géoéconomiques et migrations caribéennes : des aires d'influence aux réseaux », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 261.

actuels diffèrent largement de ceux que la Caraïbe a pu connaître jusque-là, bien qu'elle demeure encore de nos jours un champ de bataille pour les « grandes puissances » économiques mondiales. Le nerf de la guerre qui y est menée est peut-être économique, mais il n'en reste pas moins qu'elle expose les relations culturelles caribéennes, et la culture même de la Caraïbe à des changements profonds, ceci d'autant plus qu'il n'existe effectivement sans doute pas « une globalisation, mais différents processus globalisateurs »[1239].

Quoi qu'il en soit, on observe que la Caraïbe est un enjeu de la mondialisation autant que la mondialisation peut être un enjeu, voire un défi qu'il lui faille relever. Ces processus sont pour nous étroitement liés, puisqu'ils ont tous les deux des impacts colossaux sur la culture et les relations culturelles caribéennes.

1- Culture et globalisation

a- *Un phénomène qui pousse à la réflexion*

Bien que principalement perçue comme un phénomène économique, la globalisation n'est pas sans conséquence pour la culture et ses expressions, du fait notamment qu'elle impose de repenser les schémas de communication habituels :

> [Le] phénomène [dénommé mondialisation] génère de nouvelles formes d'(inter)dépendance. On est confronté de plus en plus au besoin d'ouvrir des voies de négociation et de réinventer des stratégies de communication dans des expressions plus larges qui puissent dépasser l'aspect purement économique –sens qui lui est communément attribué– pour englober nécessairement d'autres aspects politique, social, linguistique, culturel et éducatif. Cette nécessité incontournable d'intégrer des stratégies visant une bonne communication et une cohésion harmonieuse entre les peuples, attire particulièrement l'attention sur les plans socioculturels et linguistico éducatifs.[1240]

Les liens entre mondialisation et/ou globalisation et culture peuvent alors devenir évidents, puisque la culture fait partie de la vie de l'Homme, et que l'Homme est au centre du

[1239] Mónica Lacarrieu, « La construction des imaginaires locaux et des identités culturelles dans le cadre de la mondialisation », *in* Lluís Bonet, Emmanuel Négrier (éd.), *La fin des cultures nationales ? Les politiques culturelles à l'épreuve de la diversité*, Paris, La Découverte, 2008, p. 34.

[1240] Denise Delgado Guante, « La complexe question linguistico-éducative dans la Caraïbe à l'ère de la mondialisation », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 195.

processus de globalisation. En outre, on constate que les processus établis jusqu'à présent n'ont pas répondu aux attentes des populations, puisqu'ils ont précisément mis de côté dans une large mesure l'élément culturel et les domaines en découlant.

Ainsi, « avec la mondialisation, le regard que les êtres humains portent sur eux-mêmes se trouve contraint de changer »[1241], et ce regard sur soi ne peut sans doute pas être pertinent sans que soit mises en avant l'identité et la culture des peuples. En outre, les mutations que le processus de mondialisation suppose doivent nécessairement être expliquées aux populations, si l'on ne veut pas que ces dernières le rejettent purement et simplement sans en percevoir les tenants et aboutissants. En somme, la mondialisation impose de reprendre en main les éléments qui font d'un peuple ce qu'il est, et qui permettent la vie en communauté.

D'autre part, la mondialisation culturelle existe bel et bien, traînant derrière elle autant d'avantages que d'inconvénients. En effet, les barrières politiques et les frontières géographiques ne sont pas les seules à s'estomper face à la vague mondialisatrice, puisque les limites culturelles et sociales subissent elles aussi des mutations[1242]. En effet, les communautés culturelles « traditionnelles » tendent à perdre de leur force, puisque la mondialisation et la globalisation poussent des populations très éloignées, à bien des niveaux, à se rencontrer.
Les processus évoqués, appuyés par des moyens de communication de plus en plus modernes et de plus en plus rapides, permettent aux populations de sortir de leurs frontières traditionnelles, et d'être en contact avec des personnes vivant à l'autre bout du globe. Ces échanges ne sont sans doute que très partiels, et peut-être même partiaux, du fait même qu'ils passent par des canaux de communication indirects (et en premier lieu l'internet). Il convient néanmoins de prendre le temps d'en faire une analyse plus précise, car cette relation peut s'avérer encore plus pernicieuse qu'il n'y paraît.

Il faut tout d'abord dire que si la Caraïbe s'est pour la première fois réellement intéressée à son identité et à sa culture pendant le XXe siècle, ce fut peut-être dans la perspective d'en

[1241] Jacques Audinet, *Le visage de la mondialisation, du multiculturalisme au métissage*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007, p. 67.
[1242] *Ibid*.

finir totalement avec la colonisation[1243]. L'identité et la culture peuvent permettre d'appréhender des phénomènes violents, imposés par l'extérieur et potentiellement destructeurs, de façon sereine et raisonnée. De ce fait, la culture s'impose comme l'élément moteur de la réflexion concernant la mondialisation, et peut se convertir en vecteur de communication tendant à relativiser les points négatifs d'un tel processus. En effet, les relations et le dialogue culturels ne peuvent que favoriser le débat, mais apportent également le confort de ne pas se sentir complètement isolé au sein d'un procédé qui dépasse parfois les populations.

Par ailleurs, le vaste processus de globalisation que connaît notre monde n'est pas un tout monolithique, et la réflexion qu'il suscite peut amener à s'interroger sur la valeur même des cultures et sur leur adaptabilité aux changements globaux et mondiaux :

> Estos tiempos de globalización –particularmente las dos últimas décadas del proceso– se caracterizan por una extraordinaria expansión y complejización de las interrelaciones entre diferentes pueblos del mundo, sus instituciones y sus culturas, y por el desarrollo de una creciente conciencia de globalización. En estos tiempos es posible observar tendencias tanto a la homogeneización, como a la diferenciación, y ello tanto desde un punto de vista económico, como social y cultural.[1244]

On voit ici que ces dernières années furent l'occasion d'une prise de conscience des populations quant aux impacts multiples de la globalisation sur la et les cultures. D'autre part, la période récente semble avoir été propice à l'établissement de relations, à la mise en relation constante des cultures, mais également à leur mise en tension, qui ne font plus que se croiser, et parfois s'entrechoquent. En effet, la globalisation et la mondialisation, si elles mettent en contact les cultures, ne supposent pas nécessairement de les faire entrer en communication. Il faut comprendre que ces procédés entraînent une certaine violence, puisqu'ils conduisent parfois à la rencontre de cultures sans que celles-ci soient amenées à dialoguer. Partant, l'état de fait dans lequel chaque culture se retrouve après avoir « rencontré » une nouvelle culture peut être un état de choc plus qu'autre chose.

[1243] Olga Portuondo Zúñiga, « Acerca de la identidad caribeña », *in* Jean Lamore (éd.), *Études Caraïbes*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2003, p. 205.

[1244] Daniel Mato, « Procesos de construcción de identidades transnacionales en América Latina en tiempos de globalización », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 251.

Ainsi, la globalisation n'est pas sans conséquence pour la culture et les relations culturelles, mais il faut surtout souligner qu'elle les affecte de différentes façons, parfois successives, parfois simultanées, puisqu'elle peut tout à la fois les anéantir, les dénaturer ou les stimuler. En effet, parler de globalisation signifie évoquer les relations de plus en plus rapides, et de plus en plus diversifiées de toutes les régions du globe :

> Se ha difundido la creencia de que es muy poco lo que se puede hacer internamente en un país porque prácticamente todo viene de afuera y porque las únicas relaciones sociales significativas son las que se verifican dentro de la economía mundial de mercado.[1245]

Sans le dire, la mondialisation impose de se désintéresser partiellement de sa zone d'appartenance, afin de s'ouvrir au monde et d'en partager certaines valeurs. On observe alors un phénomène que l'on pourrait appeler « internationalisation culturelle »[1246], qui consiste à adopter la production culturelle d'autrui comme faisant partie de son propre patrimoine.

On pourrait même dire que la célérité avec laquelle se créent les relations, conjuguée aux déplacements massifs de populations, biens et informations, tendent à produire de nouvelles identités : « At cultural levels, the flows of people, goods, information, and images reflect the influence of communication processes, and new identities and imaginaries are taking shape »[1247]. Là encore, il faut se demander si toutes les populations sont prêtes à intégrer ces changements, et si la mondialisation conduit au dialogue ou au contraire au repli sur soi, voire à l'affrontement.

La globalisation induit effectivement une « déterritorialisation » des cultures et de leurs expressions, une vie « cosmopolite » empreinte de « diversité », une « distribution globale des images et de l'information », une « généralisation des modèles et représentations », ainsi qu'un « tourisme universel »[1248] débouchant finalement sur la fin du tourisme, c'est-à-dire de la découverte à travers le voyage vers l'Autre. La mondialisation et la

---

[1245] Rafael Emilio Yunén, « Globalización, arte, cultura popular e identidad nacional », *in* Michèle Dalmace (éd.), *La Caraïbe, culture et paradigmes*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 17.

[1246] Francine Jácome, « Identidades nacionales y cooperación en la región del Caribe », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 248.

[1247] Nelly Stromquist, Karen Monkman, « Defining globalization and assessing its implications on knowledge and education », *in* Nelly Stromquist, Karen Monkman (éd.), *Globalization and education : integration and contestation across cultures*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2000, p. 4.

[1248] Phillip W. Jones, « Globalization and internationalism : democratic prospects for world education », *in* Nelly Stromquist, Karen Monkman (éd.), *Globalization and education : integration and contestation across cultures*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2000, p. 30.

globalisation peuvent donc conduire au danger suprême de croire que l'on connaît l'Autre, alors qu'il n'en est rien, et déboucher sur l'arrêt de toutes relations.

En outre, il s'agit là d'un problème pour une zone telle que la Caraïbe, qui s'est traditionnellement détournée d'elle-même, et peine aujourd'hui encore à avancer sur le chemin de l'intégration. Pour le dire autrement, la Caraïbe ne peut se permettre de s'oublier au profit d'espaces géographiques et d'ensembles économiques plus lointains et plus globaux, alors qu'elle n'a pas trouvé le moyen de s'unir précisément dans le but d'affronter la globalisation et la mondialisation. Dès lors, la mondialisation peut être l'occasion pour la zone caribéenne tout entière d'opérer un retour sur soi et une introspection culturelle favorisant les échanges internes.

Malgré le sentiment d'impuissance face à un processus qui semble inéluctable, « le caractère inévitable de la globalisation, ou plutôt, des différentes globalisations, a paradoxalement éclairé le rôle du local, considéré aujourd'hui davantage comme une valeur que comme un défaut »[1249]. La globalisation peut constituer une chance pour la Caraïbe, puisqu'elle impose à son intégration un caractère bien plus urgent, et qu'elle lui permet de redécouvrir ses propres valeurs.
En effet, le « local » et le particularisme semblent finalement s'éclairer à la lumière d'une mondialisation que l'on a pu percevoir comme dévastatrice pour la culture. D'une certaine façon, cette vague « mondialisatrice » ou « mondialisante » a permis d'insuffler un nouveau dynamisme à des cultures et pratiques culturelles qui, finalement, stagnaient et avaient perdu toute communication avec l'extérieur.

Cependant, il faut noter que la mondialisation et la globalisation supposent des moyens de diffusion des cultures et de tous leurs éléments –langues, religions, traditions…– que l'on pourrait qualifier de considérables. Les institutions culturelles de la Caraïbe, et plus largement celles du monde, jouent d'ailleurs sur ce point, et tentent de se rapprocher de toutes les organisations étrangères avec lesquelles elles peuvent avoir des affinités[1250], dans le but de trouver des fonds permettant la réalisation concrète de projets.

[1249] Mónica Lacarrieu, *op. cit.*, p. 34.
[1250] Ana Celia Perera Pintado, « Redes transnacionales, representaciones sociales y discursos religiosos en Cuba », *in* Aurelio Alonso (éd.), *América Latina y el Caribe : territorios religiosos y desafíos para el diálogo*, Buenos Aires, CLACSO, 2008, p. 167.

Là encore, il s'agit d'un problème pour la Caraïbe, qui est dans l'impossibilité de supporter des coûts financiers qui ne semblent toujours pas amener à des bénéfices économiques rapides. Il s'agit en réalité de deux problèmes qui sont étroitement liés : d'un côté, le manque de ressource de la Caraïbe ne lui permet pas d'affronter sereinement la globalisation et la mondialisation ; de l'autre, les disparités économiques de la zone peuvent conduire l'espace caribéen à se fragmenter encore, dès lors que certains pays sont plus à mêmes d'entrer dans le processus globalisant. En somme, la mondialisation/globalisation peut provoquer la mise en retrait de certaines nations caribéennes, et contribuer à marginaliser des espaces entiers de la région. Ici encore, il semble que l'intégration soit le seul remède permettant à tous les pays caribéens d'affronter la globalisation et la mondialisation sur un pied d'égalité.

De plus, si dans les années 1980 on a largement promu l'idée que la culture permettait de soutenir le développement économique, aujourd'hui, on observe à travers la mondialisation une inversion des valeurs assez intéressante[1251]. En effet, désormais, il semble que le développement économique s'appuie sur la culture. Si les deux idées semblent identiques, il faut dire que la culture n'est plus un élément nécessaire au développement humain ou économique, mais qu'elle est déjà considérée comme une facette de l'économie des États :

> On […] demande maintenant [à la culture] d'assister l'économie des pays, des villes et des lieux affectés par la crise de l'industrialisation, en établissant des « marques » distinctives qui contribuent à une meilleure compétitivité. On l'imagine résoudre des problèmes que les politiques sociales n'ont pas réussi à enrayer […].[1252]

La mondialisation a induit une réflexion quant à la place de la culture dans la société mais également dans ce qui rassemble les communautés en Nations. La culture est largement replacée sur le devant de la scène économique et politique, mais le danger qui affleure en conséquence est celui de considérer cette culture comme la solution à des problèmes d'ordre général. En effet, la Caraïbe doit trouver l'équilibre entre l'importance à accorder aux relations culturelles et la capacité réelle de ce type de liens à pallier des lacunes variées et séculaires. Les relations culturelles doivent ainsi s'insérer dans une dynamique de coopération plus globale, et dans un projet de construction du futur qui ne se centrerait pas uniquement sur le domaine culturel. Dans le cas contraire, on ne pourrait voir se profiler

[1251] Mónica Lacarrieu, *op. cit.*, p. 38.
[1252] *Ibid*.

qu'un échec de la communication, conduisant à une déception et finalement à un désintérêt pour la culture.

En outre, la globalisation et la mondialisation contribuent à diffuser les informations, mais également la culture des peuples. Cette culture pourrait ainsi devenir un bien partagé par tous, mais il faut noter en parallèle que les centres de production de la culture observables de nos jours sont relativement réduits, et qu'une culture produite dans une zone restreinte mais diffusée et adoptée partout dans le monde ne peut être une valeur assez solide pour construire des relations. En outre, cette diffusion massive d'une culture, ou, devrait-on écrire, d'une certaine culture, entraîne à son tour un phénomène de « dépendance culturelle »[1253], au sein duquel se développe la fragmentation.

En effet, puisque l'on voit clairement se démarquer des centres de production culturelle, il est évident que l'on peut observer en retour des foyers d'absorption de cette culture. Un fossé se creuse alors, entre producteurs d'une culture –parfois défendue comme « vraie » et « évoluée »– et récepteurs de cette même culture, dans la mesure où les récepteurs sont placés dans une position d'infériorité, qui semble leur conférer le rôle d' « éponges » prêtes à absorber une culture qu'ils ne semblent capables de créer eux-mêmes.
Dans cette optique, on pourrait craindre de se retrouver face à des empires coloniaux culturels, ce qui détruirait bien évidemment toute tentative de dialogue et sonnerait le glas de la coopération culturelle. En outre, la Caraïbe –étant un espace d'entremêlement de cultures peinant à se définir sur les plans culturel et identitaire– pourrait se voir engloutie culturellement par ces empires culturels.

Il convient sans doute d'insister sur le fait que, dans un monde soumis à une culture unique, les relations culturelles n'auraient plus de raison d'être. En effet, construites sur l'échange, la découverte et le respect des différences et similitudes, les collaborations culturelles ne sauraient survivre à l'harmonisation des cultures. La Caraïbe, qui n'a pas encore atteint le stade de la « plénitude culturelle » et peine à établir des relations dans ce domaine, ne se remettrait alors sans doute jamais totalement ; elle aurait en quelque sorte manqué une étape de son développement en tant que région.

[1253] Francine Jácome, *op. cit.*, p. 248.

Par ailleurs, le brassage des cultures observable dans la Caraïbe amène à penser à un métissage planétaire induit par la mondialisation, métissage que connaît parfaitement l'espace caribéen, mais qui n'en reste pas moins difficile à aborder :

> Seulement, le métissage est difficile à manier. Il a mauvaise presse. On parle plus volontiers de métis pour les autres que pour soi-même. Comme si l'acceptation de la différence et la reconnaissance du mélange comportait quelque danger. […] Le métissage est le non-dit du multiculturalisme.[1254]

Les notions de métissage et de lissage culturels s'entrechoquent également, et peuvent être synonymes de dangers pour la Caraïbe. En effet, on ne peut que subodorer le choc que constituerait pour l'aire caribéenne le fait de se retrouver face à une culture imposée, alors même que la culture de la zone n'est pas clairement définie.

On peut également dire que Cuba, qui a réussi à sortir partiellement et progressivement de son isolement grâce à la culture, se retrouverait peut-être à nouveau au ban des nations caribéennes. En effet, si la culture ne fait plus office de liens, les différences et différends politiques peuvent ressurgir avec plus de force encore qu'au début de la Révolution que connut l'Île, phénomène qui conduirait sans doute à (re)diviser profondément toute la zone.

De surcroît, la mondialisation économique suppose une remise en cause pour Cuba. En effet, liée de toutes parts au capitalisme, cette mondialisation entre en collision avec les principes de la Révolution, qui doit nécessairement s'adapter. De fait, l'Île remet en avant les origines multiples qui ont forgé son peuple, ce qui lui permet de se montrer ouverte aux processus en cours, bien que cela ne signifie pas qu'elle y adhère :

> No somos ni premodernos ni posmodernos ; vivimos una modernidad equivocada quizás, pero real, la que nos impuso la naciente globalización capitalista. Nuestras realidades nacionales no pueden reducirse al espacio físico de nuestras naciones : la diversidad de orígenes que nos caracteriza se sustenta en la trasnacionalidad de la economía. Tenemos que rescatar las diferencias para comprender la totalidad que nos define y señalar el sentido histórico de nuestra existencia colectiva. Aceptar la descalificación de sentido, de la historia, de la globalidad fundente, es anular nuestra existencia como pueblos, renunciar a nuestro proyecto emancipador, no de una o varias naciones, sino del Hombre ; cuidemos celosamente las alternativas de vida que

[1254] Jacques Audinet, *Le visage de la mondialisation, du multiculturalisme au métissage*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007, p. 51.

> alberga nuestra cultura, ahora que parecen haber sido derribadas las barreras de la civilización y la barbarie.[1255]

En somme, l'ouverture de l'Île aux cultures du monde, legs historique colonial, peut être un avantage face à la globalisation, si tant est que l'espace accordé aux cultures extérieures n'outrepasse pas celui octroyé à l'insaisissable culture cubaine. Pour Cuba, la culture doit continuer à être un atout, voire une arme permettant d'affronter des processus non désirés, et peut-être indésirables. En effet, il faut dire que les phénomènes auxquels sont soumis les régions et pays de ce monde induisent plusieurs réactions.

b- *Réactions et résistances*

La globalisation est un phénomène entraînant, outre une réflexion, des réactions diverses dans le monde, et spécifiquement sans doute dans la Caraïbe. Certains pays de l'aire ont pu considérer qu'il s'agissait là d'une opportunité de faire progresser leur économie, tandis que d'autres n'y ont vu que des traits négatifs. Pour centrer notre propos sur les relations culturelles, on note que si « l'impact de la globalisation sur la culture est universellement ressentie »[1256], elle est diversement appréciée, puisque certains y voient le danger de l'homogénéité tandis que d'autres pensent qu'elle est un moyen de « sauver les identités locales »[1257], qui tenteraient en fait de se sauver elles-mêmes, parfois simplement en se redécouvrant[1258].

D'aucuns voient en la globalisation le meilleur moyen de renforcer des identités culturelles jusqu'alors fébriles, ou bien encore de les redéfinir, voire de les réunir, afin de les rendre plus fortes. Partant, la globalisation signifierait un renouveau non seulement pour les identités et la culture, mais aussi pour les relations culturelles.

Il faut même souligner que selon certains observateurs, la globalisation induirait une mutation et une rénovation totales des cultures, ce qui assurerait leur survivance : « […] although global forces can be oppressive and erode cultural traditions and identities they can also provide new material to rework one's identity and can empower people to revolt

[1255] Enrique Ubieta Gómez, « José Martí y el proyecto emancipador cubano », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 55.

[1256] Nelly Stromquist, Karen Monkman, « Defining globalization and assessing its implications on knowledge and education », *in* Nelly Stromquist, Karen Monkman (éd.), *Globalization and education : integration and contestation across cultures*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2000, p. 7.

[1257] *Ibid*.

[1258] *Ibid*.

against traditional forms and styles to create new, more emancipatory ones »[1259]. Ainsi, la globalisation imposerait de prendre conscience de sa culture, dans sa richesse comme dans ses éventuelles faiblesses. En outre, elle permettrait de régénérer la création et la créativité culturelle, de briser les codes établis et de faire évoluer les traditions. Cela ne signifierait pas leur abandon, mais leur adaptation à un monde nouveau et aux aspirations nouvelles de peuples. De ce fait, la mondialisation imposerait une rénovation et une adaptation de la et des cultures qui seraient alors plus en adéquation avec les évolutions des sociétés.

D'ailleurs, les « manières de globaliser le local coexistent avec la promotion identitaire d'espaces, de groupes et de traditions locales qui tentent d'éviter la « recette » globalisante ou qui essayent de revitaliser l'imaginaire local national »[1260]. Les populations semblent vouloir faire contrepoids à la mondialisation et à la globalisation en mettant en valeur des cultures « locales » parfois oubliées ou perçues comme un folklore superflu par les nouvelles générations.

C'est par la culture qu'on exprime le « local »[1261]. L'élément culturel trouve donc toute son importance dans les processus de mondialisation et globalisation, puisqu'il interagit avec eux, et permet de se sentir en partie maître de son destin. Cependant, toutes les cultures ne peuvent pas être représentées lors de toutes les manifestations culturelles, et il faut nécessairement que chaque pays fasse des choix. Les peuples et États se retrouvent face à un dilemme : comment choisir quelle partie de la culture on présentera au monde comme étant la culture locale nationale ? Cette question se pose avec d'autant plus de force dans l'espace caribéen, qui doit choisir d'adopter une position quant à la mondialisation et à la globalisation, et doit ensuite « sélectionner » les éléments culturels lui permettant d'y faire face.

Cependant, la globalisation, du fait qu'elle impose l'adoption de positions parfois communes, favorise en creux un dialogue et un échange qui peuvent s'avérer bénéfiques pour les relations culturelles :

> À l'occasion de l'année de l'écotourisme, l'UNESCO a notamment affirmé que les réserves de biosphère devaient être des laboratoires d'un tourisme durable, que les initiatives allant dans

[1259] *Ibid.*
[1260] Mónica Lacarrieu, *op. cit.*, p. 35.
[1261] *Ibid.*

> ce sens, qu'elles soient internationales, régionales ou locales, seraient encouragées et que de nouvelles formes de tourisme pourraient y êtres testées à condition qu'elles bénéficient aux populations locales et qu'elles respectent la biodiversité et la culture locales. La préoccupation d'allier la protection d'un environnement et son développement n'est plus l'apanage des organisations internationales et les instances politiques à différentes échelles ont pris la mesure de l'enjeu que représente la préservation et la mise en valeur de ressources jusqu'ici négligées.[1262]

On voit comment la globalisation et la mondialisation, en imposant une réflexion à l'échelle mondiale et en favorisant les organismes internationaux, ont également provoqué un « retour aux sources », un retour vers le local et un regain de l'intérêt porté à des sujets à la fois communs et spécifiques à chaque pays.

Dans le cas présent, il convient de relever que le tourisme de masse, lié à l'environnement et à la protection des ressources naturelles, a conduit à une réflexion sur les cultures locales et sur la manière la plus adéquate de les protéger, réflexion menée non plus par des organisations mondiales, mais elles-mêmes locales. Le « folklore » est donc bien redevenu culture, et les particularités et particularismes caribéens peuvent se convertir en « alternatives » à un système global, qui peuvent être autant d'ouvertures vers l'extérieur – et ne signifient pas dès lors un repli identitaire :

> Face au discours de la mondialisation qui laisse à penser qu'aucune alternative locale n'existe, il semble nécessaire de pratiquer une étude critique de ce phénomène qui accentue les inégalités, de ne pas rejeter en bloc ce phénomène, mais de lui opposer des alternatives. La culture locale et l'art ont pour mission de se restructurer, de réinventer un discours nourri d'imaginaires qui trouve ses racines dans ses legs afin de favoriser une réponse locale qui s'adapte au marché extérieur et de tisser des liens avec d'autres initiatives culturelles au niveau mondial.[1263]

Tout en s'ouvrant au monde et aux différents initiatives liées à la culture, la Caraïbe a dans un certain sens réagi positivement aux processus de mondialisation, puisqu'elle a impulsé un débat sur ce qu'elle est et sur ce qui lui confère une identité : « Dans les îles comme dans les territoires, on insiste ainsi à une relance de la régionalisation institutionnalisée à partir de tentatives de redéfinition de l'identité régionale susceptibles de servir de support à

[1262] Judith Klein, « Le tourisme dans les espaces protégés littoraux et marins : vers un développement durables dans la Caraïbe insulaire ? », *in* Thierry Hartog, Michel Desse (éd.), *Les littoraux de la Caraïbe : pratiques sociales et nouvelles dynamiques spatiales*, Paris, Karthala, 2009, p. 165.

[1263] Michèle Dalmace, « Préface », *in* Michèle Dalmace (éd.), *La Caraïbe, culture et paradigmes*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 9.

de nouvelles solidarités socio-économiques »[1264]. Partant, la stratégie régionale adaptée quant à la mondialisation n'aura de valeur que si elle inclut le plus grand nombre de pays. On se demande alors comment Cuba, par sa position dans l'aire caribéenne et son implication dans le domaine de la culture, pourrait être exclue de la concertation régionale. La réponse coordonnée de la Caraïbe à la mondialisation pourrait signifier l'adhésion de la zone à un projet commun favorisant l'intégration, mais aussi et surtout l'intégration totale de l'Île à sa zone par le biais de la culture.

La globalisation induit de repenser ce qu'est la culture même, et, dans notre monde, elle impose de redéfinir la relation à l'industriel et aux moyens technologiques : « A global culture is thus emerging, characterized by high respect for industry and technology and the exercise of a new social and technical division of labor »[1265]. La culture globale qui naît sous nos yeux de la globalisation redistribue les cartes et redonne à chacun un nouveau rôle à jouer dans la société. Le problème qui se pose, ou se posera, et que cette nouvelle distribution n'est pas nécessairement librement consentie par les acteurs. Des tensions importantes peuvent alors apparaître, et s'opposer à tout ce que l'on considérera comme faisant partie d'une globalisation que l'on cherche à contrecarrer. Partant, la Caraïbe, qui n'a pas les ressources nécessaires à la production d'une culture fondée sur l'industrie et la technologie de pointe, ne pourra se sentir qu'exclue d'un processus qui la dépasse.

De plus, la globalisation suppose une rapidité des échanges et de la production artistique, qui dénature peut-être la création dans ce domaine, et écarte dans le même temps les pays dont les économies ne seront pas assez solides pour s'adapter à cette nouvelle donne. On constate ainsi à partir des années 1990 une nette tendance à la baisse de l'investissement des pays latino-américains en matière de politique culturelle publique, en faveur d'une « industrialisation et informatisation » de la culture[1266]. De la sorte, la rapidité de production peut être préférée à sa qualité, ce qui entraînerait sans nul doute certains dangers, et notamment la perte de valeur d'une culture qui ne reflète plus la culture ou les

[1264] Justin Daniel, « Signification et portée de l'impératif régionaliste dans la Caraïbe », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 122.
[1265] Nelly Stromquist, Karen Monkman, *op. cit*., p. 4.
[1266] Néstor García Canclini, « Definiciones en transición », *in* Daniel Mato (éd.), *Cultura, política y sociedad : perspectivas latinoamericanas*, Buenos Aires, CLACSO, 2005, p. 74.

aspirations des peuples, mais est uniquement subordonnée à un bénéfice financier ou commercial.

Quoi qu'il en soit, on observe des résistances parfois très fortes à la mondialisation, résistances qui passent de plus en plus par des revendications culturelles. Si nous avons dit que la culture elle-même peut être considérée comme un bouclier contre ce phénomène, il faut encore souligner le fait que la convertir en étendard antimondialisation peut s'avérer dangereux :

> Una interpretación simplista, extendida a través de los medios de comunicación, es que la cultura provoca conflictos. No es cierto. La realidad es mucho más compleja. Ciertamente, la cultura se ha convertido hoy en arma de resistencia y se utiliza para afirmar el derecho a la diferencia en los procesos de globalización. Sin embargo, no hay que olvidar que cualquier barrera hacia el exterior protege, pero también encierra y puede conducir a fundamentalismos culturales.[1267]

De la sorte, la culture peut bien être érigée en arme, mais elle peut aussi et surtout constituer un refuge, puisqu'elle permet aux populations de se retrouver et de se sentir reliées par une identité et un patrimoine certes commun, mais non global. En d'autres termes, la culture peut protéger de l'homogénéisation et soulager les populations face à la vague globalisatrice.

Mais à l'inverse, la culture peut se convertir en « barrière » plus qu'en rempart, si on la convertit en bannière intouchable et immuable, et s'ériger alors entre les Hommes. La Caraïbe doit donc tout à la fois s'ouvrir et se protéger, et la globalisation peut, de façon peut-être étonnante, devenir le meilleur appui à une coopération régionale, notamment et surtout culturelle, qui serait en fin de compte une collaboration élargie, repensée et intensifiée :

> Ancrer les coopérations dans les spécificités culturelles se veut être une alternative à la globalisation. Les pays de la Caraïbe, comme ceux d'une autre région du monde, partagent des lieux communs. Le développement de zones d'échange sur la base de valeurs communes, ce que nous appelons la nouvelle forme de créolisation, aiderait des communautés transnationales à résister à l'uniformisation du monde. La réalité aidant et face au rapport non formel qui existe, Cuba, Haïti, République Dominicaine pourraient être à la base d'une intégration institutionnalisée ou d'une refondation des structures existantes. Les médecins cubains soignent les paysans Haïtiens, les « braceros » Haïtiens soutiennent une partie importante de l'économie dominicaine

[1267] Lourdes Arizpe, *Culturas en movimiento : interactividad cultural y procesos globales*, Mexico, M.A. Porrúa, 2006, pp. 63-64.

> (dans des conditions inhumaines). Ces pays pourraient ajouter des plans de coopération dans le domaine de la culture, de l'éducation, de la protection civile et de l'urbanisation, de la santé, de l'agriculture et du travail. Ainsi ces pays pourraient tenter d'inventer une voie pour une créolisation respectueuse des diversités.[1268]

On voit apparaître à nouveau le poids de Cuba qui, malgré toutes ses difficultés, reste un phare de l'intégration, de la coopération et de l'orientation politique caribéennes. On observe également l'importance des collaborations sociales plus que culturelles, qui peuvent néanmoins faire de l'Île l'un des moteurs des relations intracaribéennes.

Face à la mondialisation, la Caraïbe peut avoir le choix de ne pas se refermer sur le monde, mais de s'ouvrir avant tout et principalement sur elle-même. La « créolisation » ne serait alors plus un phénomène historique ou purement identitaire, mais bien le terme désignant l'union des pays de l'aire caribéenne face aux défis imposés à la fois par le futur, mais également et dans une certaine mesure par le passé. Si la mondialisation induit un rejet, elle peut donc également provoquer une indignation nécessaire à la mise en place de « plans de coopération » finalement salvateurs pour les cultures caribéennes.

En outre, il est nécessaire de dire que la réaction à l'uniformisation peut s'avérer tout aussi dangereuse que l'uniformisation même. En effet, si l'ouverture sur l'Autre est *a priori* une réaction positive, il faut encore qu'elle soit effective et menée intelligemment :

> On parle souvent, dans un monde planétarisé, de la nécessité de développer les contacts et l'ouverture. Il est évident à cet égard qu'un dépassement des stéréotypes et une meilleure connaissance des mentalités et des attitudes collectives et de leurs significations, connaissance fondée sur une démarche scientifique, peuvent largement y contribuer. […] Ce monde est à construire, et il aura, si nous n'y prenons pas garde, le visage déshumanisé des grands ensembles ou des cités-dortoirs. […]
> Aujourd'hui, [les] diversités s'insurgent un peu partout contre la menace d'uniformisation universelle. Mais cette insurrection peut conduire, soit vers une rétroversion conservatrice de valeurs et de modèles périmés et fossilisés, soit vers une anarchie du désespoir […].[1269]

[1268] Ensie Paul, Fritz Calixte, « Le rêve d'une intégration caribéenne : José Martí, M. F. Carvajal, Antenor Firmin, Enrique Jimenés, E. M. Hostos et la Confédération Antillienne », *in* Fritz Calixte, Edelyn Dorismond (éd.), *Comment habiter la Caraïbe ? Identité et diversité culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 154.

[1269] Guy Michaud, « L'ethnotype comme système de significations », *in* Guy Michaud (éd.), *Identités collectives et relations inter-culturelles*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1978, p. 33.

Si la Caraïbe veut affronter la mondialisation et la globalisation le plus sereinement possible, il est impératif qu'elle entame un dialogue local et qu'elle réactive les relations culturelles. En effet, en réaction à la globalisation peuvent se former des poches de résistance tendant à l'extrémisme, au fanatisme, ou au nationalisme : « L'identité qui se perd d'un côté se renforce de l'autre. À la totalisation économique mondiale s'oppose un particularisme culturel et religieux débridé, sorte d'antipode à l'homogénéisation du monde sur le terrain technique »[1270]. De fait, il est impératif que la Caraïbe s'accorde finalement sur la façon d'envisager la mondialisation, et fasse front commun sur ce point ; dans le cas contraire, et si chaque pays décidait d'affronter par et pour lui-même le phénomène « mondialisateur » ou mondialisant, le manque de communication détruirait dans l'œuf les relations –culturelles, économiques, politiques, *etc.*– et conduirait à une fragmentation de la zone qui ne serait cette fois plus surmontable.

On voit donc nettement les multiples impacts de la globalisation, qui ne se cantonnent pas aux aspects économiques de la vie des populations, bien que tout semble partir de ce point :

> En la década de los años noventa, el temor a la marginación global y a la disminución de los flujos de inversión y comercio, conduce a los gobiernos de la región a adoptar programas de ajuste y reestructuración económica y a promover procesos de integración y cooperación económica. Estos procesos tienden a reforzar los lazos geográficos, económicos, históricos y culturales entre los países y se configuran tanto en acuerdos bilaterales como multilaterales.[1271]

Ainsi, de soucis économiques et commerciaux, on a vu naître une préoccupation croissante pour la culture. Cependant, lorsque celle-ci n'est mise en avant que dans le but d'assurer une prospérité financière, elle perd nécessairement de sa valeur. Aujourd'hui, en Amérique Latine, la culture est devenue une « ressource »[1272], et n'est plus un vestige. Il faut encore que cette ressource soit profitable aux populations, et qu'elle ne soit pas vidée de sa substance première. Encore une fois, cela ne pourra se faire sans une ouverture et un dialogue :

[1270] Constantin Von Barloewen, *Anthropologie de la mondialisation*, Paris, Éditions des Syrtes, 2003, p. 84.

[1271] Alejandra Radl, *La dimensión cultural, base para el desarrollo de América latina y el Caribe : desde la solidaridad hacia la integración*, Buenos Aires, Banco Interamericano de Desarrollo-Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe, 2000, p. 18.

[1272] Mónica Lacarrieu, « La construction des imaginaires locaux et des identités culturelles dans le cadre de la mondialisation », *in* Lluís Bonet, Emmanuel Négrier (éd.), *La fin des cultures nationales ? Les politiques culturelles à l'épreuve de la diversité*, Paris, La Découverte, 2008, p. 36.

> Un profesor universitario mexicano reclamaba hace algunos meses el abandono de cierta tradición « romántica », « espiritualista » latinoamericana y la necesidad de asumir una actitud pragmática ante la realidad contemporánea, si no queremos, decía, perecer en este nuevo mundo globalizado. Aconsejaba entre otras cosas un acercamiento desprejuiciado a la cultura norteamericana, de la que debíamos aprender también, según él, el acatamiento a los hechos y el sentido del cambio.[1273]

La globalisation peut entraîner une réelle collaboration, et même un rapprochement avec le voisin du Nord, pourtant craint jusqu'alors. Les revirements induits par la mondialisation posent alors question, puisque les changements et mutations qui s'opèrent peuvent finalement déboucher sur différents dangers.

2- Des dangers pour la Caraïbe ?

L'espace caribéen est finalement une plaque tournante de la culture, et elle a été ou s'est historiquement construite comme un creuset au sein duquel les cultures se rencontrent, se transforment et évoluent :

> La historia colocó al Caribe en la encrucijada misma de la modernidad, pero en posición desventajosa ; fue –y sigue siendo– emisor y camino de riquezas, también receptor de una humanidad diversa y de ideas en rápida evolución, en fin, sintetizador de culturas en diversos grados e irradiador de nuevos vientos allende los mares.[1274]

On peut dire que l'histoire de la Caraïbe est à double tranchant. En effet, on est tenté de penser que la diversité des cultures a mis la zone dans une position inconfortable, en favorisant l'éparpillement des cultures et le foisonnement humain. Néanmoins, la diversité culturelle de la Caraïbe, et surtout la vitesse avec laquelle elle a reçu un grand nombre de cultures très différentes peuvent être un atout, si on considère que ces deux points ont préparé l'aire à affronter les risques supposés par la globalisation et de la mondialisation. La Caraïbe n'est pas seulement un espace de déconstruction de cultures extérieures et de reconstructions d'une culture hétéroclite, elle est également et simplement une productrice de culture, et elle a su de tout temps composer avec les cultures arrivantes et recomposer une culture en perpétuel mouvement.

[1273] Enrique Ubieta Gómez, « José Martí y el proyecto emancipador cubano », *in* Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996, p. 52.

[1274] Osvaldo Barrios Montes, « Para pensar el Caribe desde Cuba », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 18, 2004, p. 269.

Malgré tout, la globalisation peut sans doute être perçue comme un raz-de-marée culturel, et suppose différents dangers et défis que la Caraïbe, tout comme les autres régions du globe, doit surmonter :

> Si l'ère de l'information rapproche les peuples, elle ne semble pas ouvrir une période d'amitié entre les cultures. La vitesse de l'information (qui formate) et son corollaire, le matraquage à la consommation, met la diversité culturelle en danger. Elle transforme le contact des mondes en un choc des identités et des civilisations. L'agglomération du monde qui s'accomplit, de jour en jour, ne se fait pas avec la somme des différences. Elle se met en place avec la propagation de valeur qui soumettent les spécificités et absorbent les communautés qui ont transporté des modes de vie particuliers à travers les temps.[1275]

En d'autres termes, la Caraïbe doit sans doute entrer dans la mondialisation, sans pour autant perdre l'essence de sa culture et de son identité, et sans accepter l'imposition de formes culturelles extérieures qui, une fois installées, finissent par ne plus être perçues comme externes mais sont finalement considérées comme partie d'un tout culturel mondial.

En outre, l'aspect « écrasant » que peut revêtir la mondialisation s'oppose sans doute pour une large part aux idéaux de la Révolution cubaine, et il convient alors de s'interroger sur les questions que le phénomène soulève à Cuba, mais également sur son impact concernant l'intégration de l'Île à l'espace caribéen.

Enfin sur ce point, il faut noter que la valeur de la culture au sein de la mondialisation/globalisation fait débat, et dire que cette valeur supposée ou réelle peut remettre en cause –au moins en partie– les processus relationnels fondés sur la culture.

a- *Un raz-de-marée culturel ?*

Il faut tout d'abord insister sur le fait que le globalisation et la mondialisation sont parfois envisagées comme des processus affectant particulièrement les pays considérés comme « développés », ce qui fait dire à certains analystes que la vague globalisatrice n'a pas

[1275] Ensie Paul, Fritz Calixte, « Le rêve d'une intégration caribéenne : José Martí, M. F. Carvajal, Antenor Firmin, Enrique Jimenés, E. M. Hostos et la Confédération Antillienne », *in* Fritz Calixte, Edelyn Dorismond (éd.), *Comment habiter la Caraïbe ? Identité et diversité culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 151-152.

encore touché tous les pays, bien qu'il faille craindre qu'elle le fasse un jour ou l'autre[1276]. Malgré tout, on ne peut nier que la globalisation ait un impact de nos jours dans la Caraïbe, mais il est effectivement probable que ses effets ne se fassent réellement sentir qu'ultérieurement.

Il est important de souligner que dans les pays et régions considérés comme économiquement « pauvres », et dont on a pu dire qu'ils n'étaient que partiellement affectés par la globalisation/mondialisation, « la culture et la religion entrent en conflit avec les exigences de la civilisation technologique, avec sa logique universaliste et minimaliste »[1277]. En somme, le phénomène mondialisant ou globalisant arrive comme une vague destructrice plus que comme un vent nouveau non seulement dans la Caraïbe mais également dans l'ensemble de l'espace latino-américain :

> La globalisation en tant que phénomène, telle qu'elle a été envisagée, a apporté plus de préjudices que de bénéfices aux pays « d'inférieur développement relatif », parmi lesquels se trouvent les latino-américains. Ces préjudices, en plus d'atteindre l'aspect socioéconomique, […] s'étendent d'une part à l'aspect politique, […] et d'autre part à l'aspect culturel.[1278]

La Caraïbe peut percevoir la globalisation comme une vague globalisatrice et comme un raz-de-marée destructeur pour sa culture, qui n'est pas adaptée –et que l'on ne veut peut-être pas adapter– aux moyens techniques (tant liés à la production qu'à la diffusion) imposés par la globalisation. En effet, la globalisation et la mondialisation sous-tendent notamment une adaptation de tous les pays à des schémas préconçus et imposés par les sociétés européennes et occidentales. De fait, cette globalisation qui semble inévitable tend à imposer des modèles et suppose dès lors l'effacement de particularismes et particularités :

> On peut affirmer que la globalisation est un phénomène inévitable dans les conditions actuelles scientifiques et technologiques, démographiques et d'autres ordres, de la planète. La globalisation n'est pas pourtant quelque chose que l'on peut qualifier de manière dichotomique, comme « bonne » ou « mauvaise » en soi. Elle n'est que le véhicule à travers lequel un certain modèle (ou plusieurs) est mondialisé. Le problème se trouve alors dans le modèle (ou les modèles) dont on promeut la globalisation, ses caractéristiques, ses

[1276] Nelly Stromquist, Karen Monkman, *op. cit.*, p. 4.
[1277] Constantin Von Barloewen, *op. cit.*, p. 254.
[1278] Alfredo Jiménez Barros, « Globalisation et intégration culturelle : l'Amérique latine doit-elle suivre le modèle européen ? », *in* Miriam Aparicio (éd.), *L'identité en Europe et sa trace dans le monde : une approche interdisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 229.

> valeurs éthiques intrinsèques et ses conséquences concrètes pour le bien-être de la société.[1279]

On constate ainsi que la globalisation, en tant que processus mondialisant d'une culture, d'un mode de vie, d'un « modèle », ne permet pas la survivance pleine et entière des particularités locales. Cela ne permet bien évidemment pas l'épanouissement des populations, dont le « bien-être » passe en partie par l'expression d'une identité qui tend finalement à se dissoudre du fait de la globalisation. Si la globalisation n'est ni « bonne » ni « mauvaise », elle a un impact considérable sur les Hommes et les sociétés, et suppose la suppression de certaines expressions culturelles.

Malgré tout, d'aucuns ont souligné que « la globalisation n'implique pas un modèle universel », et que ce processus s'adapte en quelque sorte aux différentes régions du globe, du fait que les différentes cultures impliquent des réactions diverses[1280]. Cette globalisation n'agirait finalement pas nécessairement comme un rouleau compresseur culturel. D'ailleurs, on tend parfois à penser que cette globalisation permet le brassage des cultures, leur découverte et leur progression plus qu'elle ne conduit à leur destruction, bien que cette mise en relation suppose presque nécessairement un lien de domination :

> Depuis la fin des années quatre-vingt émergent ainsi de nouvelles façons de concevoir les flux culturels transnationaux, dont les flux d'images télévisées. Plutôt que d'être représentés comme les agents de l'homogénéisation, ou de l'occidentalisation du monde, ces flux, multidirectionnels, sont appréhendés comme activant des « interactions forcées » entre cultures, produisant de nouvelles « formes culturelles » syncrétique en constante redéfinition. Ce qui n'exclut pas l'analyse des processus de domination et des rapports de force existant au niveau national et mondial. Ces « interactions culturelles » ne sont-elles pas marquées par « une profonde asymétrie dans les relations de pouvoir » ? N'opèrent-elles pas, le plus souvent, à partir des mêmes flux dominants, originaires des puissances du Nord… ou du Sud ?[1281]

Ainsi, et même si la globalisation peut être vue comme un processus assez souple pour s'adapter aux différentes régions du globe qu'il traverse, il tend encore et toujours à imposer sinon des schémas, à tout le moins des images. D'autre part, si la globalisation permet aux cultures de se rencontrer, il faut souligner qu'il s'agit d'une rencontre forcée, qui ne peut dès lors aboutir à une relation pleine et à un dialogue consenti.

[1279] Alfredo Jiménez Barros, *op. cit.*, p. 228.
[1280] Alejandra Radl, *op. cit.*, p. 24.
[1281] Tristan Mattelart, « Entre globalisation, régionalisation et localisation – L'identité culturelle revisitée », *in* Tristan Mattelart (éd.), *La mondialisation des medias contre la censure : Tiers Monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles, De Boeck, 2002, pp. 66-67.

En outre, on constate que « les petits États ainsi que les États insulaires de la Caraïbe, dans un environnement désormais mondialisé et très concurrentiel, doivent faire face à de nouveaux défis »[1282]. Si cette affirmation semble juste à un niveau commercial, il faut en parallèle s'interroger sur son exactitude lorsque l'on parle de culture. À ce niveau, c'est la globalisation des mouvements artistiques et la tentative de lisser les goûts et les envies de tous les peuples du monde qui sont souvent relevés. En effet, la globalisation continue à être perçue comme un procédé qui ne permet pas l'expression culturelle spontanée, mais impose finalement la répétition d'une culture « inculquée », et non vécue par les populations.

D'autre part, la mondialisation tend à effacer la division du monde imposée jusqu'alors : « L'Europe était blanche, l'Afrique noire, l'Asie jaune, l'Amérique rouge »[1283]. Ceci n'est sans doute pas un mal, et peut même être une chance pour la Caraïbe. En effet, si les distinctions dues à la couleur de peau tombent, l'aire caribéenne, intrinsèquement métissée, peut espérer s'insérer plus facilement dans les processus globaux.
Cependant, il faut dire que la citation que nous livrons ici ne met pas en relief une hypothétique disparition du racisme ni des clichés, mais bien une perte de repères identitaires. Dans un espace constamment en proie au doute comme l'est la Caraïbe, cette confusion supplémentaire peut s'avérer difficile à surmonter. De fait, la globalisation, en tant que vecteur d'imposition d'un modèle unique, peut contribuer à faire tomber les barrières culturelles.

Mais le fait même d'imposer une culture ne signifie pas que les populations soumises à la mondialisation acceptent et reconnaissent cette culture venue finalement de partout et de nulle part. Bien évidemment, lorsqu'une culture n'est pas ressentie ou revendiquée par un peuple, elle a peut de chance d'être le moteur ou le canal des relations entre les groupes humains. Partant, et même si la Caraïbe acceptait et réagissait de la même manière au phénomène de la globalisation –ce qui n'est pas le cas, comme nous l'avons vu–, celui-ci ne favoriserait malgré tout et sans doute pas l'échange et le dialogue culturel.

[1282] Éric Lambourdière, « Introduction générale », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 7.
[1283] Jacques Audinet, *op. cit.*, p. 16.

Ce problème étant posé, il faut dire que la mondialisation et la globalisation ont profondément ébranlé les schémas comportementaux des sociétés, mais que ces phénomènes se sont également et bien évidemment accentués depuis les bouleversements mondiaux des années 1990 :

> La caractéristique particulière prise par la nouvelle organisation du monde est celle d'une atomisation du concert international. Il n'y a plus de zone protégée. La mondialisation/globalisation a consacré les États-Unis comme unique superpuissance et le libre-échange comme mode de régulation des relations marchandes inter-étatiques.[1284]

Ainsi, le monde a changé, et le rôle de Cuba et de la Caraïbe ont dans le même temps été profondément modifiés, particulièrement dans une organisation régie par le Voisin du Nord, auquel la zone s'est opposée et avec lequel elle entretient des relations plus que particulières.

Cela étant, le changement n'est pas toujours synonyme de cataclysme, et la nouvelle donne mondiale, conjuguée à la mondialisation/globalisation, peut avoir favorisé la reprise de liens et de dialogues interrompus par l'affrontement Est/Ouest. En tous les cas, la remise en cause de l'ordre établi a conduit à une redéfinition des enjeux et stratégies à adopter pour les affronter :

> Ce changement a paradoxalement libéré la société internationale, contrainte jusque-là par des enjeux sans retour, gains et pertes étant acquis au prix de crises et de conflits majeurs, compte tenu de l'incompatibilité des systèmes soviétique et occidental. Hier, la bipolarité exigeait, sous l'autorité de l'une ou l'autre des grandes puissances, coordination des politiques et répartitions des tâches. Cuba, dans le « camp » soviétique, avait une responsabilité spéciale en Afrique, rôle assumé par la France dans le camp occidental.[1285]

En somme, le rôle de Cuba sur la scène internationale a bien sûr connu de profondes mutations avec la chute du camp socialiste, et la mondialisation/globalisation lui a sans doute imposé un « retour aux sources », c'est-à-dire une « reconcentration » sur la zone caribéenne. De fait, les relations de l'Île, particulièrement d'un point de vue culturel, ont été modifiées. En effet, la disparition des anciens « alliés » du bloc socialiste a induit un

---

[1284] Jean-Jacques Kourliandsky, « Union Européenne et Amérique Latine : mécanismes d'élaboraiton d'une politique », *in* Daniel Van Eeuwen (éd.), *L'Amérique latine et l'Europe à l'heure de la mondialisation : dimension des relations internationales*, Paris, Karthala, Centre de recherches sur l'Amérique latine et les Caraïbes, 2002, p. 43.

[1285] *Ibid*.

redéploiement des forces stratégiques et diplomatiques cubaines, et a imposé de repenser les liens tendus et à tendre avec d'autres régions, et tout spécialement l'Amérique Latine, qui vivait de son côté une progression des idées politiques de gauche.

Ces changements mondiaux qui ont conduit à l'éclosion de la mondialisation/globalisation ont en outre débouché sur une redéfinition de concepts et l'on doit dire que les processus de mondialisation et globalisation que connaît le monde affectent les relations culturelles caribéennes, dans la mesure où ils influent sur les définitions des identités et des cultures, qu'ils rendent fluctuants :

> En définitive, confrontée aux changements rapides intervenus depuis une quinzaine d'années dans son environnement immédiat et international et, plus largement, à l'accélération du processus de mondialisation, la région de la Caraïbe cherche à redéfinir ses frontières, à relancer sur des bases rénovées les processus d'intégration économique et à créer (ou participer à) des espaces élargis de coopération. Sommés en quelque sorte de faire face à de nouveaux enjeux, les acteurs sociaux, y compris les organisations non étatiques, assignent un contenu constamment renouvelé aux identités caraïbes. Ce contenu est loin d'être figé : il varie en fonction de stratégies, largement tributaires du contexte du moment, émanant d'acteurs politiques qui obéissent à des considérations tant internes qu'externes. Il confère, du même coup, des frontières mouvantes à la région.[1286]

De la sorte, nous pouvons dire que bien que pouvant se révéler dangereuses par nombre d'aspects, la mondialisation et la globalisation peuvent constituer le point de départ d'une réflexion neuve ou rénovée quant à l'identité de la Caraïbe et aux relations culturelles qu'il convient en conséquence d'y établir.

En outre, l'internationalisation[1287] que suppose la globalisation peut être un élément positif, pris dans le sens d'ouverture du monde sur soi et d'ouverture de soi au monde, et non comme l'écrasement des petits pays par les grandes puissances. Il faut donc souligner que la Caraïbe se retrouve face à un choix qui peut paraître antithétique : s'ouvrir à la culture mondiale au risque de perdre la sienne, ou se refermer et risquer la « momification et la folklorisation »[1288] de sa culture.

[1286] Justin Daniel, « Signification et portée de l'impératif régionaliste dans la Caraïbe », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 128.

[1287] Néstor García Canclini, « Definiciones en transición », *in* Daniel Mato (éd.), *Cultura, política y sociedad : perspectivas latinoamericanas*, Buenos Aires, CLACSO, 2005, p. 109.

[1288] Rita Di Gregorio, Anna Di Sapio, Camilla Martinenghi, *Arcipelago mangrovia : narrativa caraibica e intercultura*, Bologne, Editrice Missionaria Italiana, 2003, p. 24.

Malgré tout, les stratégies semblent primer sur le reste, et contribuent à la confusion, puisqu'elles font des frontières caribéennes déjà toutes relatives un phénomène instable, inconstant, et sans doute difficilement perceptible. La Caraïbe semble effectivement être un espace en mouvement incessant, engagé en réalité dans un mouvement perpétuel dépendant principalement de ses intérêts, qui eux-mêmes varient et évoluent au fil du temps :

> Plus que jamais, la Caraïbe témoigne de la labilité et de la relativité des démarcations et des appartenances. Elle est, par excellence, le lieu où est mobilisée, de manière simultanée ou successive, une grande variété de référents identitaires en fonction des intérêts, souvent divergents compte tenu de l'extrême hétérogénéité de la région, qui sont en jeu ; lieu où coexistent également, selon des combinaisons multiples et changeantes, différents niveaux d'identification et une multiplicité d'allégeances rendant aléatoire la réalisation des objectifs affichés en matière d'intégration et de coopération régionale.[1289]

En ce sens, la globalisation vient balayer certains principes établis pour en imposer d'autres, et exige des réponses qui, si elles ne sont pas coordonnées dans la Caraïbe, peuvent être destructrices. Cependant, la globalisation et la mondialisation ont au moins le mérite de redonner aux « acteurs sociaux » caribéens un rôle de premier ordre ; de fait, la culture qu'ils détiennent, créent et diffusent peut se voir renouvelée, et peut être remise au premier plan des négociations. En effet, elle est bien souvent défendue –et notamment à Cuba– comme une valeur salvatrice :

> La globalización no surgió como un proyecto cultural sino a partir de múltiples otros intereses […]. El respeto a la diversidad promueve hoy muchas inquietudes, y los países lo expresan con su apego a resoluciones y convenciones internacionales que la preserven. La fortaleza mayor. Las fortalezas mayores de los pueblos del Caribe y sus artistas al interior de sus comunidades territoriales y sus diásporas ante la avalancha globalizadora de nuestros días, está en sus identidades y en la cultura forjada desde sus tradiciones, surgida en acciones y reacciones ante « los universales » durante « los procesos modernizadores » y de otras muchas maneras de resistencia y reinversión hasta nuestros días. Esa es una experiencia caribeña, una contrapartida anti-globalizante, un antídoto ante un fenómeno que se revela irreversible y que no ha escatimado medios para su nueva apropiación planetaria.[1290]

[1289] Justin Daniel, *op. cit.*, p. 128.
[1290] Yolanda Wood, « El artista caribeño entre tradición y globalización», *in* Culture Sud, « Caraïbes : un monde à partager », Numéro 168, Paris, janvier-mars 2008, p. 292.

Ainsi, la culture et l'identité deviendraient des « antidotes », et permettraient de vacciner les populations et les États d'une mondialisation perçue cette fois comme un mal galopant. Les peuples sont à nouveau au centre de tout, puisque c'est à eux qu'incombe la tâche de défendre la forteresse caribéenne, et qu'ils ne semblent pouvoir le faire que grâce à la culture, qui devient finalement leur moyen de défense face à ce qui semble être vu comme une agression.

Néanmoins, si l'identité n'est mise en avant que de façon stratégique, dans le but de suivre ou de contrecarrer la mondialisation, il y a bien peu de chances que la région parvienne à faire de ce concept un atout, ou qu'elle aille plus avant dans la définition même de ce qu'elle est. En effet, on observe que la culture est très présente actuellement dans les discours des acteurs politiques nationaux et internationaux dans la Caraïbe et l'ensemble de l'Amérique Latine. Il faut alors se demander si « cette fièvre de culture et son expression la plus concrète, l'identité [n'induit pas] une perte du sens de la culture »[1291].
En d'autres termes, utiliser la culture comme arme ou bouclier sans tenter de créer de réelles relations ni d'analyser son essence, son histoire et son poids ne signifie rien d'autre qu'une prise de position qui ne peut être suivie d'effets durables ou de relations culturelles stables. Il convient dès lors que Cuba et la Caraïbe prennent le temps d'analyser non seulement la et les cultures de la zone caribéenne, mais également leurs force et portée, afin d'utiliser de façon pertinente la protection que peut offrir la culture.

À cela pourrait s'ajouter l'expérience passée de l'aire, car la culture caribéenne possède des caractéristiques intrinsèques lui permettant de survivre à la vague globalisatrice, au brassage culturel[1292] que connaît le monde, puisque, comme nous l'avons dit plus haut, elle a déjà connu des vagues successives d'apports qui permettent de penser qu'elle détient les qualités d'adaptabilité nécessaires pour affronter les changements et évolutions actuels du monde, sans se corrompre :

> Caribbean culture itself is global, a mélange of European, and native Indian, African and Asian. Elements of each, old and new, have forged, and continue to forge, a unique syncretic cultural

[1291] Mónica Lacarrieu, « La construction des imaginaires locaux et des identités culturelles dans le cadre de la mondialisation », *in* Lluís Bonet, Emmanuel Négrier (éd.), *La fin des cultures nationales ? Les politiques culturelles à l'épreuve de la diversité*, Paris, La Découverte, 2008, p. 36.
[1292] Guy Numa, *Antillanité : l'identité antillaise avec ses valeurs universelles ouvre-t-elle un nouveau monde possible ?*, Paris, Azur Communication, 2005, p. 210.

> form which continues to adapt, incorporate and transform the local with the global.[1293]

L'expérience de la Caraïbe peut lui permettre d'affronter les défis du temps présent, mais on peut même dire que cette expérience peut se convertir en exemple pour la zone comme pour le monde, dès lors que l'on saurait « saisir l'expérience historique qui fut celle de l'Amérique latine, comme un « révélateur » des mélanges que le multiculturel induit dans nos sociétés »[1294].

En effet, s'il est une terre qui connaît le sens du mot métissage et qui, mieux que les autres, est capable de mesurer les enjeux de la rencontre des cultures, c'est sans doute l'Amérique, particulièrement latine : « À l'aube des temps modernes, cette rencontre qui a suturé la planète terre, se dresse à la fois comme atroce et révélatrice. Le mot métissage correspond dans son sens premier à cette expérience précise, celle de la colonisation de l'Amérique »[1295].

À ce propos, on pourrait encore citer Carlos Fuentes : « Les Ibéro-américains ont été capables de créer une culture fluide, permanente et durable dans laquelle chacun de nous peut se reconnaître et reconnaître aussi les autres Ibéro-américains »[1296]. En d'autres termes, les Latino-américains sont en possession d'un « patrimoine polyculturel et multiracial »[1297], dont l'apparente stabilité contrecarre la mouvance induite par la globalisation évoquée plus haut. L'Amérique Latine a déjà fait l'expérience du métissage, du brassage culturel, de la rencontre et du choc des cultures, et il faut relever que « le métissage est l'effet, le prolongement du multiculturalisme. Dans la mondialisation, il devient un phénomène quotidien »[1298]. Les faiblesses induites par l'Histoire et l'instabilité de la définition de ce qu'est la culture ou l'identité sur le territoire latino-américain s'effacent finalement au profit de ce que l'on pourrait nommer « l'habitude » de la Caraïbe pour les apports culturels. L'espace caribéen ne serait plus uniquement un modèle, il serait également un outil, puisque la Caraïbe permet dans une certaine mesure d'analyser le processus de globalisation, par son histoire : « […] el Caribe (y los estudios del Caribe)

[1293] Mary Chamberlain, « Introduction », *in* Mary Chamberlain, *Caribbean migrations : globalised Identities*, Londres, Routledge, 1998, p. 4.
[1294] Jacques Audinet, *Le visage de la mondialisation, du multiculturalisme au métissage*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007, p. 52.
[1295] Jacques Audinet, *op. cit.*, p. 51.
[1296] Gonzalo Figueroa-Yañez, « Amérique latine : métissage et identité culturelle », *in* Christian Descamps (éd.), *Amériques latines : une altérité*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1993, p. 52.
[1297] *Ibid*.
[1298] Jacques Audinet, *op. cit.*, pp. 50-51.

han provisto herramientas conceptuales para teorizar el mundo globalizado »[1299]. De fait, la Caraïbe peut, si elle regarde avec attention et détermination son histoire, être son propre exemple sur la conduite à tenir face à la mondialisation/globalisation, mais elle peut également être un modèle de comportements à reproduire ou au contraire à bannir face au phénomène mondialisant.

Partant, et après avoir envisagé les impacts et réactions de la Caraïbe, il faut se demander si Cuba est prête à se rallier à une position caribéenne commune concernant la globalisation, et si les valeurs portées en germe par la Révolution peuvent agir sur la façon d'appréhender le processus globalisant.

b- *Révolution et mondialisation*

Dans le cas particulier de Cuba, il faut noter que la globalisation peut être particulièrement difficile à vivre, puisque les valeurs intrinsèques à cette notion sont pour une large partie opposées à celles prônées par la Révolution. En outre, la globalisation suppose une mutation profonde de l'ordre établi sur l'Île, à tout le moins en ce qui concerne les principes –amplement imposés par la politique– régissant l'établissement des relations, la manière d'envisager la culture cubaine, mais également la façon dont on interroge le monde :

> Por otra parte, no hay dudas de que la aparición y agudización de diversas contradicciones en la sociedad cubana –con su ineludible reflejo en la ideología y la cultura– objetivamente se vinculan con la *internacionalización* de hábitos, costumbres e ideas provenientes del actual imaginario transnacional que poco tiene que ver con la realidad cubana. A ello contribuyen los flujos y efectos del capital extranjero, de las acrecentadas corrientes turísticas, de los intercambios con las migraciones cubanas en el exterior y la influencia que tienen en el país los mensajes de los « grandes comunicadores planetarios » y las industrias culturales de factura predominante norteamericana.[1300]

On voit que la globalisation impose à Cuba des relations nouvelles, et d'un nouveau genre, relations qui remettent en partie en cause ce que l'on tenait pour acquis concernant les cultures cubaine et caribéenne, déjà difficilement indentifiables et définissables. En outre,

[1299] Jorge Giovannetti, « El legado de Harry Hoetink : relaciones raciales y estudios caribeños », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 17, 2004, p. 225.
[1300] Luis Suárez Salazar, *El siglo XXI : posibilidades y desafíos para la Revolución cubana*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2000, p. 334.

il semble que la globalisation/mondialisation suppose bien un choc culturel pour l'Île, plus qu'une rencontre ou un dialogue. Le processus mondialisant constitue une épreuve pour Cuba, et qu'il soit finalement perçu comme un phénomène violent car destructeur. Sa rapidité et la multiplicité d'informations qu'il suppose est difficilement supportable pour Cuba, et pourrait venir bouleverser tout ou partie de l'équilibre interne au pays.

En effet, la globalisation et la mondialisation sont synonymes de changements, et parfois d'ouverture, mais ces derniers ne constituent pas nécessairement des évolutions positives, en ce sens qu'ils n'ont pas toujours été désirés par les populations. Ces processus incluent un accroissement des relations de toutes sortes, ce qui peut bien évidemment être positif, si tant est qu'elles ne s'imposent pas d'elles-mêmes sans que les Nations ou les peuples aient le temps de la réflexion et puissent les analyser :

> La variación en la composición y motivaciones de los emigrados y en los países utilizados como destino o puentes, políticas migratorias mucho más flexibles, relaciones más estrechas entre emigrados y residentes en la Isla, un mayor contacto de la población con el exterior, un incremento del turismo, búsquedas de alternativas económicas fuera de las fronteras, un mayor interés desde el exterior en el intercambio con el país y, en general, el incremento de las interrelaciones con otras naciones y regiones en todas las esferas de la vida contribuyeron a entretejer y fortalecer redes sociales entre nuestro país, Estados Unidos, países europeos, caribeños, latinoamericanos y algunos asiáticos, y entre cubanos emigrados y residentes en le Isla, inimaginables en la década del ochenta.[1301]

La mondialisation impose ainsi à Cuba de s'ouvrir au monde, de créer, recréer des relations, parfois sans doute de les subir plus que de les choisir, et elle impose en tous les cas à l'Île de s'ouvrir à sa diaspora, et, à travers elle, aux mouvements « dissidents » opposés à la Révolution cubaine.

Cela peut introduire des mutations profondes de la perception de cette Révolution par les Cubains de l'intérieur, et avoir en conséquence un impact fort sur la production culturelle de l'Île, production qui ne serait plus uniquement fondée sur le désir de défendre le processus politique révolutionnaire cubain, ou sur la défense d'une identité culturelle que les Cubains ne seraient plus enclins à défendre, dans la mesure où cette identité est très largement liée à la Révolution et aux valeurs que celle-ci prône. Certains voient très clairement en la mondialisation/globalisation un danger, principalement lié à

[1301] Ana Celia Perera Pintado, « Redes transnacionales, representaciones sociales y discursos religiosos en Cuba », *in* Aurelio Alonso (éd.), *América Latina y el Caribe : territorios religiosos y desafíos para el diálogo*, Buenos Aires, CLACSO, 2008, p. 168.

l'affaiblissement de la « culture révolutionnaire » : « Ese debilitamiento puede ocurrir por un grupo de factores combinados, entre ellos la influencia de la cultura globalizada y capitalista por medio de sus infinitos canales de diseminación […] »[1302].

En outre, la multiplication de relations, notamment culturelles, peut induire des changements dans toutes les productions culturelles de l'Île, du fait que l'ouverture conduit nécessairement à la réflexion. La mondialisation/globalisation semble à la fois constituer une chance pour la culture cubaine, qui pourrait s'inspirer et se régénérer au contact d'autres cultures, et un problème majeur pour son ordre social.

L'impact de la globalisation sur l'équilibre politique sans doute fragile de la Caraïbe et des États qui la composent doit être souligné. Le raz-de-marée planétaire que suppose cette globalisation peut ouvrir la voie à de nouvelles revendications et fragiliser la politique intérieure des pays, qui pourraient alors se replier sur eux-mêmes et cesser tout échange culturel avec le reste de la zone.

La mondialisation peut devenir une arme de guerre, à tout le moins psychologique. On observe que certains se prévalent de ce phénomène pour « inonder » l'Île et la Caraïbe de valeurs censées être adoptées par la région comme des valeurs vraies. On cherche ainsi à départir la Caraïbe de ses pratiques et expressions propres, et à conduire les peuples vers la révolte politique :

> Donald E. Shultz […], chercheur à l'Institut d'études stratégiques de l'École de guerre de l'Armée américaine, propose une « communications strategy », destinée à « inonder l'île d'idées et d'informations et soumettre les Cubains à des valeurs et des modes de vie politiques et sociaux différents. Il n'y a rien de plus potentiellement subversif pour de tels régimes que la confrontation avec des idées démocratiques et des tentations matérielles. Plus les Cubains ont de contacts avec les valeurs occidentales, plus leurs appétits seront stimulés et plus il sera difficile pour Castro de convaincre le peuple de la nécessité du *statu quo* ». Et de proposer de favoriser la multiplication des contacts entre les deux pays, par courrier, par téléphone, par le tourisme, par les échanges culturels ; par l'amélioration des moyens de transports ; par l'installation à La Havane de bureaux pour les agences de presses américaines ; par la levée de l'embargo en matière d'ordinateurs, de photocopieurs, de télécopieurs et par l'autorisation de la vente par correspondance des marchandises culturelles états-uniennes vers Cuba : livres,

[1302] Eliades Acosta, *La cultura revolucionaria*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 5.

> revues, journaux, compact disques, magnétoscopes, cassettes vidéo…[1303]

Les relations, notamment culturelles, ne sont pas toujours établies dans le but d'établir une relation équitable d'échanges, mais elles peuvent tout au contraire devenir des armes politiques –ici permettant aux États-Unis d'introduire dans l'esprit des Cubains l'idée que la Révolution n'est pas le modèle politique qui leur convient.

Face à cela, la position officielle de Cuba n'est pas le rejet total et définitif de la globalisation que connaît la planète, bien que l'on sente dans les discours des représentants politiques de l'Île une volonté de ne pas « globaliser à tout prix ». Dès 1998, Fidel Castro avait ainsi affirmé ne pas s'inscrire dans un mouvement refusant la mondialisation, mais avait souligné la lutte cubaine contre la mondialisation néolibérale[1304], nuance fondamentale, puisqu'elle exprime le refus d'adopter certaines valeurs mercantiles et capitalistes contenus dans la mondialisation. D'ailleurs, en 1999, Fidel Castro semblait plutôt se résoudre à un état de fait, lié selon lui aux lois historiques du capitalisme :

> La globalización no es, a nuestro juicio, un capricho de nadie, no es, siquiera, un invento de alguien. La globalización es una ley histórica, es una consecuencia del desarrollo de las fuerzas productivas […], un producto del desarrollo de la ciencia y la técnica en grado tal, que aun el autor de la frase, Carlos Marx, que tenía una gran confianza en el talento humano, posiblemente no fue capaz de imaginar.[1305]

On voit que Cuba ne s'oppose pas à la mondialisation/globalisation en tant que telle, mais qu'elle rejette l'idée d'une mondialisation guidée par une puissance unique qui tenterait d'imposer son modèle de développement à la totalité du globe. La Révolution s'oppose donc à la mondialisation à bien des niveaux, et sans doute principalement à l'idée d'hégémonie au cœur du phénomène mondialisant.

Effectivement, d'un côté, on retrouve l'idéologie hégémonique du néo-libéralisme dans le processus de globalisation, de l'autre, la domination des classes[1306], thèmes que la Révolution a analysés, et processus qu'elle a souhaités éradiquer en son sein.

[1303] Tristan Mattelart, « Une 'communications strategy' », *in* Tristan Mattelart (éd.), *La mondialisation des medias contre la censure : Tiers Monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles, De Boeck, 2002, pp. 247-248.

[1304] Carmona Báez Antonio, *State resistance to globalization in Cuba*, Londres, Pluto, 2004, p. 5.

[1305] Fidel Castro, *Una revolución sólo puede ser hija de la cultura y las ideas*, La Havane, Editora Política, 1999, p. 10.

[1306] Carmona Báez Antonio, *op. cit.*, p. 7.

Pour Fidel Castro, la globalisation ne semble pas pouvoir être empêchée, et peut-être même ne faut-il pas tenter de la contrecarrer, mais elle doit répondre, selon les autorités cubaines, à certains critères et être menée de façon responsable et organisée :

> Como pienso que la globalización es un proceso irreversible y que el problema no está en la globalización, sino en el tipo de globalización, es por lo que me parece que en este difícil y duro camino, para el cual no disponen los pueblos, realmente, de mucho tiempo, desde mi punto de vista, tendrán que producirse uniones, acuerdos, integraciones regionales, y los latinoamericanos son casi los que más tienen que apurarse en la lucha por la integración ; pero ya no sólo de América Latina, sino de América Latina y del Caribe.[1307]

En somme, l'un des principaux dangers pour la Caraïbe serait d'accepter la mondialisation telle qu'elle est imposée par le monde et notamment par les grandes puissances économiques –capitalistes– de la planète. La Caraïbe semble donc avoir le devoir de s'adapter à cette mondialisation, mais également d'adapter la mondialisation à ses modes de vie et son mode d'être.

En outre, il est nécessaire que les populations, bien qu'agissant dans l'urgence, soient conscientes des enjeux que supposent à la fois la mondialisation et la réponse à y apporter. En effet, si l'Amérique Latine et la Caraïbe, du fait de leur Histoire, de leur importance géostratégique et de leur lien avec les États-Unis doivent être les premiers à prendre position quant à la mondialisation, il est nécessaire que les relations établies et les « unions, accords, intégrations régionales » promus soient réfléchis.

S'opposer à la mondialisation ou s'unir dans le but d'en atténuer les effets ne peut être profitable qu'à partir du moment où l'union est consentie, et tenter d'aller contre le processus mondialisant au prétexte qu'on le considère comme une ingérence en s'imposant des liens avec d'autres pays ne peut conduire qu'à l'échec.

En outre, si la position de la Caraïbe quant à la mondialisation est spécifique, celle de Cuba dans la Caraïbe fait que l'Île reçoit les processus de mondialisation et globalisation d'une façon particulière :

> Como el resto de América Latina, Cuba participa y recibe los impactos de las relaciones transnacionales en los actuales procesos globalizadores, pero lo hace en condiciones muy peculiares. Los bruscos cambios sociales –profunda crisis y reformas para enfrentarla– iniciados en los noventa abrieron las puertas a la circulación de flujos de informaciones, mercados, ideas, culturas,

[1307] Fidel Castro, *op. cit.*, p. 29.

> pensamientos hasta entonces no del todo conocidos o ignorados, tras años de limitadas y pocas diversas relaciones con el exterior.[1308]

On voit donc que la rapidité du processus n'a pas permis à Cuba de prendre le temps de la réflexion ni de s'adapter, et qu'elle a en quelque sorte ouvert les vannes d'une communication jusqu'alors fort mesurée. En ce sens, la mondialisation est brutale pour Cuba, qui est passée du statut de pays rejeté, ignoré, puis partiellement inclus dans les relations régionales –au gré des gouvernements et intérêts politiques synchroniques– à celui d'État impliqué sans nécessairement l'avoir voulu dans un phénomène mondial.

Cependant, on constate également que la mondialisation, tout en imposant une extrême rapidité aux échanges, a également permis une remise en question de certains principes, et a favorisé l'éclosion d'un nouveau regard porté par l'Amérique Latine sur elle-même. Il faut même dire que « […] les effets de la mondialisation […] ont favorisé l'émergence d'un socialisme populaire, démocratique, libéral et humanitaire »[1309]. Ce processus, s'il est craint et peut comporter des aspects négatifs, ne constitue à l'inverse pas une menace absolue pour Cuba et sa Révolution, ni pour les relations que l'Île peut entretenir avec ses voisins. Il a renforcé l'intérêt porté au courant politique que constitue le socialisme, et a donc replacé le crocodile vert au centre des préoccupations caribéennes. Dès lors, et contre toute attente, la mondialisation permet d'une certaine façon à Cuba de renouer des contacts et de renforcer ses liens avec l'aire caribéenne, liens qui sont *a priori* portés par le pouvoir d'attraction du socialisme cubain, mais qui reposent aussi sur la culture. Dans cette perspective, le socialisme mis en place à Cuba peut être envisagé comme un trait culturel spécifique qui, subitement ou d'une nouvelle manière, intéresse ses voisins, mais est également intrinsèquement lié à la culture, du fait d'avoir mis celle-ci en avant depuis 1959.

Partant de ce constat, Cuba et la Caraïbe doivent entreprendre un travail de réflexion quant à la manière la plus appropriée de s'adapter aux phénomènes mondiaux, sans verser dans

[1308] Ana Celia Perera Pintado, *op. cit*., p. 168.
[1309] Constantin Gruicci Vitali, *La renaissance planétaire et la mondialisation du socialisme*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 120.

un « protectionnisme culturel »[1310], mais sans dévoyer à l'inverse les caractères propres de la culture caribéenne.

c- *Valeur de la culture dans les processus de mondialisation et globalisation*

Il convient de dire que les termes recouvrent une fois de plus différentes visions et perceptions, et que la mondialisation et la globalisation reflètent en réalité différentes idées. Leur définition et leur emploi même posent problème :

> Par commodité, par facilité ou par inadvertance, nous avons donné un même nom de baptême à des réalités fort différentes. Sans doute souhaitions-nous éviter l'adoption d'un anglicisme qui pourrait être confondu avec un mot français, globalisation, qui signifie dans notre langue « action de réunir en un tout des éléments dispersés » et ne traduit pas son faux-ami américain, *globalization*, qui exprime une tendance des flux économiques de tous ordres à intensifier leurs relations et leur interdépendance à l'échelle du globe.[1311]

On observe que le terme français correspond néanmoins à une réalité caribéenne actuelle : celle de l'intégration. En parallèle, le terme états-unien fait aussi sens dans le contexte de la Caraïbe, puisqu'il exprime un phénomène mondial qu'on ne pourrait nier, et qui touche également l'espace caribéen. Dans tous les cas, le problème de la globalisation économique est qu'elle touche nécessairement la culture, et l'affecte sans doute de façon négative. La globalisation, prise sur le plan économique, tend à imposer des valeurs, à modifier celles qui existaient jusqu'alors et régissaient la vie des Hommes, et induit sans doute une perte de repères qui bouleverse l'image de la culture :

> À la limite, cette *globalization* produirait une économie planétaire déconnectée de toute référence nationale, échappant ainsi à tout contrôle politique, une sorte de force irrépressible, dotée de sa propre énergie dépassant celle de tous les autres acteurs et donc destinée, peu à peu, à imposer ses règles, ses valeurs, sa culture à toute la terre.[1312]

[1310] Lourdes Arizpe, *Culturas en movimiento : interactividad cultural y procesos globales*, Mexico, M.A. Porrúa, 2006, p. 64.
[1311] Hervé Sérieyx, Philippe Le Corre, *Quand la Chine va au marché : leçons de capitalisme à la chinoise*, Paris, Maxima, 1997, p. 131.
[1312] *Ibid*.

La globalisation peut se convertir en force suprême dépassant toutes les autres valeurs, tous les autres codes et toutes les structures, ce qui induit irrémédiablement un bouleversement pour la culture, les relations culturelles, et d'une façon plus large, les relations humaines.
En outre, à l'intérieur du processus de globalisation/mondialisation, l'économie et la culture s'enlacent et s'entrecroisent, et la culture que l'on pourrait penser indépendante et libre se trouve en réalité aliénée à des considérations tout à fait matérielles. D'aucuns ont souligné la difficulté de soumettre aux codes du marché économique une notion aussi abstraite et personnelle que la culture :

> Et si, de fait, la globalisation est d'abord économique et financière, l'enjeu majeur de la mondialisation est l'extension ou non de cette globalisation à d'autres secteurs encore considérés comme non économiques.
> Même si l'économique tend à absorber le non-économique, ce non-économique conserve, au-delà du marché, son propre sens. Par exemple, la culture tombe peut-être dans le jeu du marché, mais elle reste un élément relié à l'identité, à l'immatériel, de même d'ailleurs que le marché fait partie de la culture ![1313]

On voit donc comment culture et économie sont liées et reliées, puisque « l'économie fait partie de la culture d'un peuple »[1314], mais également les forces antithétiques qu'elles s'opposent. Il semble que ces deux notions s'attirent autant qu'elles se repoussent, et que si l'économie paraît vouloir dominer la culture, cette dernière n'a de cesse de lui échapper, ou peut en tous les cas, tout en s'y incluant, conserver une relative autonomie. D'ailleurs, l'inclusion de la culture dans l'économie est peut-être toute relative, en ce sens que l'économie est elle-même une production culturelle de l'Homme.

Malgré tout, la mondialisation et la globalisation tendent à convertir la culture ainsi que toutes les relations en une simple valeur marchande, valeur qui est en outre imposée par les grandes puissances mondiales : « Ce qu'on nomme mondialisation à l'heure du développement des réseaux de communication, est une imposition des valeurs marchandes des milieux d'affaires américains et européens »[1315]. La culture est alors noyée dans un flot mercantile qui corrompt parfois son essence même, ses expressions mais également selon certains ses producteurs :

[1313] Isabelle Hannequart, Science et conscience de la mondialisation, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 54.
[1314] Tania García Lorenzo, « La economía de la cultura y el desarrollo : creación y mercado », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 116.
[1315] Guy Numa, *Antillanité : l'identité antillaise avec ses valeurs universelles ouvre-t-elle un nouveau monde possible ?*, Paris, Azur Communication, 2005, p. 193.

> ¿ Cuántas « semillas »[1316] generadoras de productos artísticos y culturales están siendo socialmente adulteradas en el exterior o aquí para luego disponerse de manera mercantilizada a los trabajadores del arte y la cultura ? ¿ Cuántos empresarios, corporaciones o industrias culturales están manejando las áreas edi toriales, musicales, fílmicas y otras denominadas como artes plásti cas ? ¿ Cuáles de esos actores económicos auspician o respetan las semillas originales de la cultura local, de los creadores, de sus invenciones y transformaciones propias para difundirlas nacionalm ente e internacionalizarlas adecuadamente ?[1317]

En somme, en proposant de diffuser largement et massivement la culture, et d'accélérer la vitesse de communication entre toutes les zones du globe, la globalisation et la mondialisation imposent de faire des choix, et conduisent à une modification des cultures. En effet, afin d'être diffusée de par le monde, la culture est bien souvent tronquée, et la musique latino-américaine qui arrive en Europe est en ce sens tout à fait symbolique, puisqu'elle est bien souvent calquée sur des schémas mentaux, voire des stéréotypes, et qu'elle répond aux codes que l'Europe estime être les siens.

On voit en tous les cas clairement grâce à la citation précédente que la Caraïbe est soumise à une « corruption » de sa culture, du fait d'être trop adaptée à la demande extérieure. Partant, et dès lors que « le culte de l'argent et des biens matériels »[1318] tend à s'imposer comme la valeur suprême, il faut se demander si la culture et les relations qui en découlent sont toujours valables et valides. En effet, si la culture n'est plus l'expression d'un peuple, si elle n'est plus le creuset de l'identité, comment les relations culturelles pourraient-elles constituer de véritables liens ?

La Caraïbe doit absolument éviter de produire une culture mercantile, au but uniquement commercial, créée pour être vendue et non de façon libre[1319] et autonome, sans arrière-pensées :

> Construir las sociedades y la globalidad para el nuevo milenio exige comprender la cultura como un arte. No en el sentido de una mercancía más en el mercado globalizado, sino como imagen, teatro, música, rito social o forma de comportamiento político que conjuga el placer, el sentimiento de pertenencia, la identidad entre

[1316] En référence à certaines graines et certains produits agricoles que les paysans latino-américains ne peuvent plus utiliser suite à des accords avec de puissantes firmes états-uniennes.

[1317] Rafael Emilio Yunén, « Globalización, arte, cultura popular e identidad nacional », *in* Michèle Dalmace (éd.), *La Caraïbe, culture et paradigmes*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 21.

[1318] Alfredo Jiménez Barros, « Globalisation et intégration culturelle : l'Amérique latine doit-elle suivre le modèle européen ? », *in* Miriam Aparicio (éd.), *L'identité en Europe et sa trace dans le monde : une approche interdisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 229.

[1319] Rafael Emilio Yunén, *op. cit.*, p. 22.

> pasado y presente, y la ciudadanía de un Estado y de una sociedad civil global.[1320]

La Caraïbe doit comprendre sa et ses cultures comme des valeurs lui permettant d'accéder peut-être plus rapidement et de façon plus stable à une intégration régionale, mais également à son intégration dans le monde au sein des processus de globalisation et mondialisation. Si ces cultures ne sont perçues que comme « une marchandise de plus », elles n'ont aucune chance de devenir des liens, et les relations culturelles deviendraient bien évidemment impossibles.

Il ne s'agit pas de mettre en garde la zone géographique contre des méfaits que l'on soupçonne déjà, mais plutôt de prendre en compte les conséquences d'une telle position sur les relations culturelles. Pour notre part, nous considérons que l'erreur dans laquelle pourraient être tentés de verser certains pays caribéens, encouragés par les bénéfices économiques de la production d'une culture « en vogue », permettant d'assouvir la soif d'exotisme de certains, serait le premier pas vers la rupture totale de relations culturelles et donc vers la délitescence de l'aire à tous les autres niveaux. De la sorte, la Caraïbe ne doit pas se contenter de promouvoir une « animation culturelle » afin d'appâter les touristes[1321], elle doit au contraire prendre conscience de la valeur symbolique –et non financière– de sa richesse culturelle.

Outre l'exacerbation de la concurrence –et donc du repli sur soi– provoquée par une vision purement mercantile de la production culturelle, l'on verrait sans aucun doute apparaître un fossé entre les pays de la zone. Comment en effet des nations pourraient-elles dialoguer sur la base de la culture lorsqu'elle celle-ci n'est plus le produit de l'Histoire qui continue à se construire sous nos yeux, mais un élément de la logique de l'offre et de la demande ?

Par ailleurs, si l'on peut dire que la Caraïbe offre un terrain instable à la construction et à la représentation du patrimoine et de l'identité, il faut ajouter que ces deux notions ne pourraient être que définitivement dévoyées dès lors que les Caribéens se sentiraient départis de leur culture :

> Pour l'idée d'une entité territoriale et culturelle, la notion d'héritage est fondamentale. Le passé prodigue un patrimoine,

[1320] Lourdes Arizpe, *op. cit.*, p. 64.

[1321] Mónica Lacarrieu, « La construction des imaginaires locaux et des identités culturelles dans le cadre de la mondialisation », *in* Lluís Bonet, Emmanuel Négrier (éd.), *La fin des cultures nationales ? Les politiques culturelles à l'épreuve de la diversité*, Paris, La Découverte, 2008, p. 36.

> notion devenue en une vingtaine d'années une valeur éminemment commerciale. Dans la Caraïbe, la notion de patrimoine semble encore plus ambigüe. Pierre Nora, dans son introduction des *Lieux de mémoire*, avait attiré l'attention sur les confusions opérées entre patrimoine et identité. Celui-ci n'est pas simplement légué mais plutôt reconstruit, voire inventé, devenant le vivant témoignage d'une mémoire trop longtemps délaissée, une représentation captivante qu'une communauté (se) donne d'elle-même. L'offre pléthorique d'images de cet attracteur, identitaire et patrimonial, rend sa présence de plus en plus évidente, « naturelle » en un mot, authentique. En période de changement, voire de mutation, le discours sur la perte valorise un passé en voie de disparition. Le souci de préservation va même jusqu'à une recomposition de ce passé, quelquefois son invention.[1322]

La Caraïbe tente de reconstruire mais également de construire un passé qui a failli lui échapper, puisqu'on a souhaité l'en détourner. En tentant de gommer les spécificités culturelles de la Caraïbe et en en faisant un terrain d'affrontement idéologique, les grandes puissances mondiales ont contribué à renforcer l'attrait des Caribéens pour eux-mêmes et pour leur identité. Les « changements » et la « mutation » que supposent la globalisation et la mondialisation peuvent donc conduire à la défense exacerbée de toutes les manifestations culturelles permettant de se sentir reliés à sa terre d'origine. Ainsi, les Caribéens peuvent être tentés d'adopter des formes culturelles qui ne sont pas « naturelles », c'est-à-dire intrinsèquement caribéennes, mais seulement perçues comme telles, si tant est qu'elles leur permettent de ne pas se sentir envahis par des cultures étrangères, ou à tout le moins allochtones.

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître qu'actuellement, la culture est considérée comme un « business », et qu'elle est devenue un bien marchandable[1323]. De fait, « la réorganisation des fonctions de l'État –surtout en Amérique Latine– conduit à croiser marché et culture et à assimiler attentes de consommation et besoins sociaux »[1324]. Si les dirigeants ont perçu la force et le pouvoir de la culture, il semble que certains tentent d'en faire un bien de consommation, un produit de première nécessité, mais dans un but qui n'est pas celui de la rencontre culturelle. Les besoins des populations se confondent ainsi en un dangereux mélange, puisque la Caraïbe aurait tout à perdre à ne considérer sa culture que comme un autre produit soumis à la loi de l'offre et la demande, une marchandise au service d'une logique marchande.

[1322] Jacques Dumont, « Les régates de yoles rondes de la Martinique : un sport identitaire au service du tourisme ? », *in* Jean-Marie Breton, Patrick Le Louarn, Pascal Saffache, *Patrimoine culturel et tourisme alternatif : Afrique, Amérique, Caraïbe*, Europe, Paris, Karthala, 2009, pp. 188-189.
[1323] Mónica Lacarrieu, *op. cit.*, p. 36.
[1324] *Ibid*.

On constate que la culture peut permettre de pallier bien des lacunes, et que l'on ne peut en conséquence que noter sa force en tant qu'outil de communication : « Ainsi les gouvernements, les politiques et les hommes d'affaires trouvent dans la culture une ressource efficace pour résoudre des problèmes qui ne sont pas nécessairement culturels […] »[1325]. La culture reste un vecteur du dialogue, et ne doit pas être enfermée dans un rôle de promoteur de relations fondées uniquement sur le profit financier. Cela ne signifie pas que la culture doive être placée sur un piédestal, et considérée comme intouchable, puisque, nous l'avons dit, elle fait partie de la vie de l'Homme, est en constante évolution, et est étroitement liée à l'économie.

Il s'agit là d'un point crucial, car faire de la culture une valeur marchande comporte bien des dangers, et, dans un pays comme Cuba, dont les ressources économiques sont relativement faibles, faire de la culture un élément uniquement commercial peut signifier la mort de la culture, qui ne serait dès lors produite que dans l'espoir de répondre aux attentes d'éléments extérieurs et s'insérerait dans une logique finalement antithétique à ce qu'est la culture.

Partant, il faut s'interroger sur l'accès de la population à la culture à partir du moment où celle-ci devient une valeur marchande[1326]. Là encore, on peut mesurer le pouvoir de la culture, qui doit se défendre elle-même à travers ses producteurs :

> Les toca entonces a los artistas, escritores, creadores y realizadores de arte y cultura, colaborar con la re-orientación de todos estos imaginarios y sus aplicaciones que se están desarrollando de manera alineada y conflictiva [para] re-construir una fe en nuestras propias capacidades.[1327]

Il faudrait donc que la Caraïbe, dans l'incapacité de rejeter la mondialisation/globalisation, l'adapte à ce qu'elle est, et non que la mondialisation/globalisation adapte la Caraïbe à ce que le monde désire. En effet, pour que la mondialisation et la globalisation puissent agir positivement, et devenir des modèles de développement[1328], il faut que la région caribéenne sache en tirer le meilleur parti.

[1325] *Ibid*.
[1326] Rafael Emilio Yunén, *op. cit.*, p. 24.
[1327] Rafael Emilio Yunén, *op. cit.*, p. 22.
[1328] Alejandra Radl, *op. cit.*, p. 24.

3- Un défi pour le futur

L'intégration et la mondialisation se posent comme deux défis que la Caraïbe doit relever. En effet, ces deux processus s'imbriquent finalement étroitement l'un dans l'autre, et de leur concrétisation dépend pour une large part l'avenir de l'aire caribéenne :

> Es necesario abrir espacios y concretar acciones bajo la égida de una integración multisectorial y multidimensional, con el convencimiento de que ya no es posible andar solos, y asumir que la integración y la cooperación son instrumento y espacio para acceder a mejores niveles de vida, elevar los niveles de desarrollo y enfrentar mejor el desafío de la mundialización. Si no existe una clara voluntad de integración cultural no será posible alcanzar con éxito el proceso integrador general.[1329]

La Caraïbe doit donc comprendre qu'il lui faut agir de manière groupée et réfléchie, de façon concertée dans l'intérêt de tous et de chacun. En somme, l'espace caribéen doit aller contre son apparente hétérogénéité, et doit dépasser les barrières invisibles qui le segmentent.

En outre le processus d'intégration ne doit pas uniquement lui apparaître comme une façon de contrecarrer la globalisation ; il doit au contraire être perçu comme la prémisse à un développement plus global de la zone, à une meilleure répartition des richesses, à une meilleure circulation de l'information. Cependant, cette union autour d'un défi et d'un projet communs n'est pas sans risque, puisque la région caribéenne doit parvenir à une certaine harmonie ou à une relative unité sans pour autant verser dans l'uniformisation, mais doit également s'ouvrir sur elle-même afin de ne pas tomber dans un repli identitaire fatal aux relations culturelles.

a- *L'unité sans l'uniformisation*

La Caraïbe se retrouve donc tout à la fois impliquée dans des processus d'intégration régionale et dans une réflexion quant à la mondialisation-globalisation. Bien évidemment, il s'agit là d'un défi majeur, puisqu'il faut que la zone réussisse à concilier le régional, le particulier, et le global. Il semble alors que l'aire caribéenne soit face à une dichotomie et que l'équilibre soit difficile à trouver, dans la mesure où les deux procédés dans lesquels elle est engagée peuvent en partie s'opposer :

[1329] Alejandra Radl, *op. cit.*, p. 27.

> L'actuelle dynamique de la globalisation, principalement en ce qui concerne sa caractéristique de favoriser et jusqu'à un certain point, d'imposer l'ouverture et la dérégulation, attente à la consolidation interne et par conséquent au développement national des pays, alors que l'intégration aide à surmonter les déséquilibres régionaux et à dynamiser le développement interne des nations concernées par chaque processus.[1330]

L'espace caribéen se retrouve tiraillé entre l'envie de se recentrer sur lui-même, dans le but de favoriser une intégration qui permet de « surmonter les déséquilibres », et la nécessité de s'insérer dans une « dynamique » qui finalement échappe à de nombreuses formes de raisonnement et ne fait qu'accentuer les troubles, crises et difficultés.

Il faut cependant comprendre que les pays qui œuvrent pour une union régionale ne le font pas uniquement dans le but de rejeter la globalisation. Tout au contraire, on peut comprendre l'activisme de certains d'entre eux comme une envie d'affronter ce phénomène en ordre rangé, et non de façon éparpillée. L'union et l'unité de regard de la région lui permettraient d'être plus forte face à la déferlante globalisatrice, et de ne pas être exclue du nouveau système-monde qui se met en place sous nos yeux :

> Cette traînée de poudre uniformisante ne rejetterait-elle pas hors du cercle des humains des hommes qui, au prix d'énormes sacrifices, auraient conservé leur patrimoine ? Seront-ils des « barbares » ou des « sauvages » d'un monde nouveau auquel on n'apporte plus l'Évangile de la croix, mais celle de la Consommation ? Et les irréductibles à cette globalisation, seront-ils des aborigènes d'un temps dit post-moderne ?[1331]

La Caraïbe doit sans aucun doute s'unir afin de ne pas être laissée de côté, et de ne pas être à nouveau perçue comme un territoire auquel les pays les plus « avancés » devraient nécessairement apporter la « civilisation ». L'intégration ne doit néanmoins pas déboucher sur l'uniformisation, et unité ne signifie pas abandon de la diversité.

En effet, « l'harmonie », c'est-à-dire l'entente entre les peuples et les Nations que suppose l'intégration ne doit pas conduire à lisser les particularités culturelles : « Une évolution harmonieuse de l'humanité ne peut se faire par l'effacement progressif des spécificités culturelles. Ce serait un appauvrissement irréparable du patrimoine commun »[1332]. Il ne

---

[1330] Alfredo Jiménez Barros, *op. cit.*, p. 231.

[1331] Ensie Paul, Fritz Calixte, « Le rêve d'une intégration caribéenne : José Martí, M. F. Carvajal, Antenor Firmin, Enrique Jimenés, E. M. Hostos et la Confédération Antillienne », *in* Fritz Calixte, Edelyn Dorismond (éd.), *Comment habiter la Caraïbe ? Identité et diversité culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 152.

[1332] Jacques Levrat, *Dynamique de la rencontre : une approche anthropologique du dialogue*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 95.

s'agit pas de mettre en avant une culture présentée comme commune et qui rassemblerait certains des traits culturels de la Caraïbe, mais bien de défendre un patrimoine riche de sa pluralité. L'uniformisation signifierait la destruction et la perte inestimable de cultures, et ferait bien évidemment renaître des tensions qui ne permettraient pas à la zone d'envisager sereinement un avenir commun :

> Le péril que comporte l'uniformisation est dans le fait que le sujet soit submergé par l'Autre. Le « soi » risque de n'en être plus un, il serait un simple clone de l'Autre. Les hommes, ici et ailleurs, finiront par être identiques, simples produits du moule du Marché mondialisé. Le piège n'est pas seulement pour « soi », il se pose aussi pour l'Autre. Il a lui aussi besoin de se saisir dans le miroir du « soi ».[1333]

L'équilibre entre le Soi et l'Autre, tout spécialement au niveau culturel, reste sans doute à trouver dans la Caraïbe. Cependant, on constate que la construction culturelle –et l'affirmation identitaire en découlant– de chaque pays et de chaque population passe par un dialogue avec l'Autre, par un échange permettant de se comprendre soi en tant qu'individu, en tant que membre d'une communauté et en tant que partie d'une culture. L'uniformisation entraînerait bien évidemment l'amoindrissement du dialogue et de l'échange culturels, rendant impossible la construction des identités.

De fait, l'intégration ne doit pas tenter de gommer des spécificités trop souvent perçues comme des divergences insurmontables, elle doit au contraire les intégrer comme partie de ses caractéristiques, et peut même les transformer en atout :

> Dans le contexte de cette Caraïbe diverse, en re-construction permanente due aux mouvements migratoires, aujourd'hui accentués par le processus d'intégration régionale, continentale, et mondiale, repenser cette diversité linguistique et culturelle est une nécessité de premier ordre. C'est moyennant cette réflexion que l'on pourra exposer cette richesse humaine comme un facteur d'intégration et de développement durable dans une démarche interculturelle et plurielle.[1334]

Une fois encore, rien ne se fera sans que soient pansées les plaies du passé, bien que celles-ci agissent encore sur le pouvoir, ne serait-ce qu'économique, de chaque pays de la zone. Il faut que la Caraïbe adopte un point de vue commun si elle veut sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouve actuellement, et qui fait que la culture et l'identité ne sont que

[1333] Ensie Paul, Fritz Calixte, *op. cit.*, p. 152.

[1334] Denise Delgado Guante, « La complexe question linguistico-éducative dans la Caraïbe à l'ère de la mondialisation », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 207.

partiellement étudiées, ou ne sont profitables qu'à certaines et non à la totalité des populations de la zone :

> El problema es –una vez más– la imposibilidad de emprender una acción común en el plano cultural. Una acción de este tipo necesitaría de una comunión de puntos de vista, de una igualdad relativa en cuanto al poder de acción de cada entidad. Necesitaría sobre todo de la memoria colectiva. Mientras que cada isla, cada comunidad, esté condenada a pensar su historia ignorando la historia de las demás ; mientras que en todo el archipiélago no se difunda la conciencia de un proceso común que haya resultado en las realidades fragmentadas de hoy ; mientras que no se vuelva a poner a la historia del Caribe en su lugar, enfatizando sobre la unidad del hecho colonial esclavista y sobre la unidad del proceso de salida, por más que discutamos sobre la unidad cultural del Caribe, esto será útil, en el mejor de los casos, para algunos coloquios, festivales o seminarios, pero a los pueblos de la zona les costará pensar en un destino común, en intercambios enriquecedores para todos, en una fraternidad.[1335]

Le défi n'est pas pour la Caraïbe de s'affirmer comme une entité culturelle globale, lisse, unie et unifiée. Il ne s'agit nullement de prétendre que la Caraïbe constitue un tout, un ensemble homogène, mais, à l'inverse, ce fait ne signifie pas que la zone manque absolument de cohérence. Ainsi, « la Caraïbe bouge et semble se mettre à la recherche d'un équilibre entre harmonie et rupture, en essayant de se doter, par la culture, d'un lien que l'Histoire lui a toujours refusé. L'Histoire, mais également la recherche scientifique […] »[1336]. La force du lien culturel devient indéniable, et les différents processus que connaît la Caraïbe, s'ils peuvent être bouleversants pour ses cultures et ses populations, signifient également en creux une reconquête de l'identité culturelle, et, dans un sursaut d'orgueil peut-être, une réactivation de la relation à l'Autre.

La globalisation semble en tous les cas provoquer des questions, qui appellent des réponses rapides et concrètes, et l'avantage de ce processus peut résider dans le fait qu'il appelle précisément des réponses globales, ou, autrement dit, conjointes. En ce sens, la globalisation peut animer l'intégration régionale d'un souffle nouveau, et peut-être même renforcer une coopération régionale[1337] qui devient vitale. À ce niveau, l'ouverture des programmes scolaires aux langues parlées dans la zone peut être un point important :

[1335] Lyonel Trouillot, « El Caribe : una geografía que sufre por la falta de historia… », *in* Culture Sud, « Caraïbes : un monde à partager », Numéro 168, Paris, janvier-mars 2008, pp. 77-78.

[1336] Aline Lechaume, « Repenser la Caraïbe : constructions culturelles et identité territoriale », in Pierre Guillaume (éd.), Identités Caraïbes, Paris, Éditions du CTHS, 2001, p. 269.

[1337] Francine Jácome, « Identidades nacionales y cooperación en la región del Caribe », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 245.

> En d'autres termes, la langue vient objectiver cette volonté de s'insérer dans la dynamique mondiale, car elle contient en soi la ou les représentations que se font les locuteurs de ce monde. Elle est en ce sens, l'essence de cette mondialisation qui prend forme dans des bassins géopolitiques que favorisent les proximités culturelles, économiques…[1338]

Ainsi, dans un espace géopolitique tel que la Caraïbe, sous-tendu par des « proximités culturelles », la langue, qui dit autant qu'elle sous-entend, peut se convertir en un lien d'un nouveau genre. En somme, étudier la langue du voisin devient une preuve d'intérêt, non seulement pour ce voisin, mais également pour l'ensemble de la région, que l'on envisage soudainement comme un ensemble qui ne demande qu'à être découvert.

Il est aussi notable que la communauté d'intérêts permettant éventuellement à la Caraïbe d'envisager son futur de façon collective pourrait permettre une réinsertion plus complète de Cuba dans la zone, une insertion plus prononcée de la Caraïbe dans le monde, et le déclenchement d'une prise de conscience des possibilités de la région :

> *No somos constructores de catedrales*, parece revelador de muchas cosas. En este título de Jacqueline Fabien, hay contenida toda una poética sobre nuestras identidades en el conflicto del aquí y el allá : estrategias de auto-reconocimiento en el uso del plural inclusivo y la negación contentiva de otras definiciones posibles… no somos constructores de catedrales, porque somos constructores de otra cosa. En la negación están contenidas otras posibles afirmaciones… esa otra cosa es justamente la diferencia de lo construido, el espacio de la diversidad cultural.[1339]

Il convient donc que la Caraïbe se mette à penser ce qu'elle est, et non uniquement ce qu'elle n'est pas, mais aussi et surtout qu'elle trouve le juste milieu entre collaboration et indépendance. Partant, il faut noter que par le passé, l'union a pu faire la force de la Caraïbe, et a surtout pu contribuer à la réinsertion de Cuba dans la zone, comme l'ont bien compris les dirigeants du Parti Communiste cubain : « En este contexto reviste particular importancia la instauración en el Caribe de países independientes que mostraron, con el reconocimiento de Cuba en desafío de Washington, decisión de independencia (que) contribuye a esa corriente internacional »[1340]. Les « ennemis » et défis communs peuvent

[1338] Denise Delgado Guante, *op. cit.*, p. 208.
[1339] Yolanda Wood, « El artista caribeño entre tradición y globalización», *in* Culture Sud, « Caraïbes : un monde à partager », Numéro 168, Paris, janvier-mars 2008, p. 290.
[1340] Armando López Coll, *La colaboración y la integración económicas en el Caribe*, La Havane, Editorial de ciencias sociales, 1983, p. 63.

être un moteur des relations, tout particulièrement culturelles, puisqu'ils appellent une réponse globale et stimulent l'échange entre pays de l'aire caribéenne.

En ce sens, l'intégration peut être un moment historique, puisqu'elle peut supposer la contribution réelle de chaque pays de la zone, en dépit de toutes les difficultés et de tous les particularismes de la région, à l'élaboration d'une communauté dont le pivot serait la culture. La culture et l'identité peuvent alors devenir un facteur d'unité dans la diversité mais aussi face à l'adversité :

> […] la región […] está dividida entre regímenes políticos diferentes y a menudo antagónicos ; además, está fraccionada en bloques lingüísticos diferentes. ¿ No sería de nuevo la búsqueda de la identidad cultural la que permitiría descubrir denominadores comunes y establecer puentes interinsulares ?[1341]

En conséquence, pour la Caraïbe, la défense d'une culture commune peut signifier le refus d'une homogénéisation et de la disparition des valeurs et traditions culturelles propres à la région. Partant, la valorisation d'une identité culturelle régionale forte et assumée, ainsi que des relations culturelles internes à la zone, peut devenir le foyer d'une « résistance »[1342] à la vague globalisatrice.

D'ailleurs, on note que la Déclaration résultant de la Conférence Mondiale sur les Politiques Culturelles, organisée sous l'égide de l'UNESCO en 1982 à Mexico, précise que la coopération culturelle, à l'échelle mondiale, ne peut se faire sans respect de chaque culture et de tout particularisme local :

> […] « la cooperación cultural internacional debe fundarse en el respeto a la identidad cultural, la dignidad y valor de cada cultura, la independencia, las soberanías nacionales y la no intervención. Consecuentemente, en las relaciones de cooperación entre las naciones debe evitarse cualquier forma de subordinación o sustitución de una cultura por otra. Es indispensable, además, reequilibrar el intercambio y la cooperación cultural a fin de que las culturas menos conocidas, en particular las de algunos países en vías de desarrollo, sean más ampliamente difundidas en todos los países ».[1343]

[1341] Andrés Bansart, « Prólogo : Identidad cultural y desarrollo », *in* Andrés Bansart (éd.), *El Caribe : Identidad Cultural y Desarrollo*, Caracas, Equinoccio, Editorial de la Universidad Simón Bolívar, 1989, p. 21.

[1342] Francine Jácome, *op. cit.*, p. 243.

[1343] Alejandra Radl, *La dimensión cultural, base para el desarrollo de América latina y el Caribe : desde la solidaridad hacia la integración*, Buenos Aires, Banco Interamericano de Desarrollo-Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe, 2000, p. 21.

La promotion d'une culture partagée et à la fois plurielle peut permettre à la Caraïbe non plus de contrecarrer la mondialisation-globalisation, mais de s'y insérer. En effet, l'union permettrait à la zone caribéenne de participer à des processus et phénomènes mondiaux de son propre chef, et non de les subir, puisqu'elle lui permettrait d'apparaître sur la scène internationale comme un bloc, qui ne serait pas monolithique mais gommerait la réputation d'espace désorganisé de la Caraïbe.

En outre, on voit clairement que la coopération culturelle est une nécessité lorsque l'on souhaite aller vers une intégration régionale plus large. Le terme qui doit retenir notre attention est bien celui de « coopération », qui s'oppose à la « subordination » et dit bien que les relations doivent être fondées sur un égalitarisme total. En effet, de l'égalité naîtrait la défense commune et partagée d'une identité culturelle, qui, comme héritage transmis et à transmettre, agirait à son tour comme le ciment de l'unité caribéenne :

> […] el « hecho » de la mundialización / globalización presenta el desafío de enfrentar la tendencia a la « homogeneización ». Al respecto, Enrique Iglesias (1998) sugiere « … evitar que esta globalización sea una inmensa aplanadora, con grandes activos pero también con grandes peligros. Uno de ellos es que en esa inmensa aplanadora, nuestra identidad cultural quede suprimida, o, por lo menos, aletargada o separada de la corriente central de nuestra acción o de nuestra vida. Pienso que en ese sentido, frente a ese mundo globalizado, que aplana y trata de destruir todas las fronteras, tenemos que preservar, para ser mejores miembros de la globalización, la identidad cultural, nuestros valores, nuestro compromiso con aquellas cosas en las cuales creemos y que nos vienen profundamente de nuestra historia de esta gran América Latina mestiza… ».[1344]

Apparaît ici de façon très nette la nécessité de s'unir et d'envisager la collaboration comme outil permettant d'entrer dans la mondialisation/globalisation, et non d'être heurté par elle. Pour ce faire, il faudrait que les acteurs culturels s'ouvrent et s'allient aux « autres acteurs sociaux locaux »[1345]. En effet, l'un des problèmes soulevés par la globalisation –et les réponses à y apporter– semble être celui de l'éloignement entre producteurs et récepteurs de la culture. Il faut se demander si les artistes, gouvernements ou enseignants ne se sont pas trop éloignés des populations, empêchant par là une assise et en conséquence une défense forte de la culture. Effectivement, il faut que la culture soit un élément d'union non

[1344] Alejandra Radl, *op. cit.*, p. 23.
[1345] Rafael Emilio Yunén, « Globalización, arte, cultura popular e identidad nacional », *in* Michèle Dalmace (éd.), *La Caraïbe, culture et paradigmes*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 23.

seulement pour les gouvernements et les Nations, mais également pour les peuples et les communautés humaines.

Dès lors, l'unité de la zone caribéenne peut même conduire cette dernière à participer pleinement de l'élaboration d'une culture non globalisée, mais globale : « Today Caribbean creole culture is welcomed by some observers as another demonstration of the region's capacity to innovate and to contribute to the global culture of post-modern world »[1346]. Ainsi, la Caraïbe pourrait apporter sa pierre à l'édifice d'une culture mondiale, qui n'engloutirait pas les cultures régionales, mais viendrait plutôt les couronner.

L'espace caribéen semble donc prendre le chemin d'un destin semblable, mais cela ne signifie pas qu'il vivra, ou qu'il ait la volonté de vivre un futur commun. Le tout est de savoir si chaque pays fera l'expérience d'une situation similaire à celle de son voisin, mais d'une façon parallèle, sans qu'il existe des interconnexions entre ces Nations, ce qui signifierait l'échec de l'intégration et conduirait à des difficultés multiples rendant impossible l'insertion de l'aire caribéenne dans la mondialisation.
En résumé, la Caraïbe doit prendre conscience de sa valeur, de ce qu'elle n'est pas, mais également et en creux de ce qu'elle est. L'intégration peut permettre d'activer ou de réactiver les relations culturelles de la zone, et en particulier les liens unissant Cuba aux autres pays caribéens, et le mouvement d'intégration régionale peut en partie être porté par le processus globalisant, qui n'est alors plus uniquement un bouleversement négatif, mais devient tout au contraire un soutien aux relations culturelles.

b- *La fierté sans l'arrogance*

Un autre problème qui se pose lorsque l'on évoque l'imbrication de la culture dans les phénomènes de mondialisation et globalisation semble être celui de l'inadéquation entre des cultures qui reposent finalement sur des traditions et un legs historiques, et des processus qui, bien que n'étant pas nouveaux, sont résolument modernes et tournés vers l'avenir. Cependant, on constate une fois de plus que culture et globalisation ne sont pas nécessairement antithétiques :

[1346] Gert Ootindie, « Ethnicity, nationalism and the exodus : the Dutch Caribbean predicament », *in* Gert Oostindie (éd), *Ethnicity in the Caribbean : essays in honor of Harry Hoetink*, Londres, Macmillan Caribbean, 1996, p. 227.

> […] el crecimiento económico, científico y tecnológico puede ser alcanzado sin necesidad de sacrificar las identidades culturales, ya que una civilización que se basa en la uniformidad y no en el desenvolvimiento de las múltiples originalidades culturales no tendría sentido. El hecho de que la cultura tenga sus bases en la tradición, no significa que sea un obstáculo a la modernización y al crecimiento, sea este económico, científico o tecnológico.[1347]

Il faut souligner l'importance du lien entre culture et globalisation/mondialisation, puisque ce dernier peut apporter un renouveau à la culture, et que la culture peut à son tour aider au développement sans lequel la globalisation ne peut réellement avoir lieu. On constate que la mondialisation et la globalisation induisent un questionnement sur l'identité, et, en conséquence, sur ce que l'on est ou pas. Cette question impliquant presque irrémédiablement de se juger en comparaison de « l'Autre » laisse transparaître la fragile frontière entre fierté et arrogance.

Il est indéniable que la globalisation peut entraîner la production d'une image biaisée des cultures, et déposséder les pays faibles économiquement de leur identité, en imposant comme norme des représentations mentales qui ne sont finalement que des stéréotypes :

> En otras palabras, el mercado global tiende a construir una « alteridad » de las formas culturales de otros países. Es lo que ocurre cuando se dice que una obra de teatro mexicana no puede presentarse en Nueva York, porque no se le reconoce suficientemente como mexicana. Interesante paradoja : por una parte tenemos a la mexicanidad que se forja hacia adentro como resistencia cultural a la globalización sin rostro y, por la otra, la mexicanidad que construyen las industrias culturales para "posicionar" la música o el teatro mexicanos con un nuevo rostro en el contexto global.[1348]

Il est intéressant d'observer que l'identité de certains pays ou de certaines zones géographiques est finalement « construite » et imposée par et depuis l'extérieur. En somme, les pôles économiques et politiques qui se sont imposés –de manière plus claire encore avec la mondialisation– comme les décideurs planétaires commandent à distance la production culturelle des régions qu'ils semblent considérer comme moins « développées », en prétendant que celles-ci s'adaptent à leurs désidératas.

Bien évidemment, cela n'est pas sans conséquence, puisque les aires qui ne font pas partie des *leaders* de la mondialisation peuvent décider d'accepter le jeu des « puissants », et en ce cas corrompre leur culture, ou tout à l'inverse la figer dans une réaction de rejet et

[1347] Alejandra Radl, *op. cit.*, p. 24.
[1348] Lourdes Arizpe, *op. cit.*, p. 67.

d'indignation. De la sorte, nous pouvons dire que la Caraïbe doit s'accorder dans le but de défendre une ou des cultures qui lui sont propre, et que cette défense suppose d'assumer pleinement l'identité caribéenne. Ceci doit néanmoins se faire sans prétention de contrecarrer la mondialisation culturelle en faisant de la culture caribéenne une valeur dont on inonderait les autres zones du globe, car cela ne serait qu'entrer dans la surenchère.

En outre, la conséquence d'une telle position serait sans doute l'affrontement avec d'autres cultures (européennes, latino-américaines, *etc.*), toutes désireuses d'obtenir la première place dans la compétition à la culture « vraie » et perçue par le monde comme une culture de valeur. C'est bien de cette manière que la mondialisation pourrait entraîner un repli sur soi, qui déboucherait sur l'apparition d'une arrogance identitaire et couperait court à tout dialogue :

> Il y a dans [la] fragmentation [de la Caraïbe] l'indication d'un élément à proprement parler tragique : c'est au moment où la promotion des intérêts de la région exige la plus forte coopération et la meilleure intégration possibles des composantes de celle-ci, et alors même que des efforts sont faits en ce sens, que se développent, à l'inverse, des mouvements de repli chauvin sur les identités étroitement définies. Un repli dans lequel ses promoteurs voient probablement la bonne réponse aux menaces apportées par [la] « mondialisation » alors qu'il ne fait, en définitive, que dresser un obstacle supplémentaire à l'unité régionale, loin d'être acquise, qui pourrait permettre de mieux lutter contre ces menaces.[1349]

Par ailleurs, il faut dire que la globalisation peut entraîner une démotivation et une mauvaise image de soi véhiculée par les médias et moyens technologiques modernes[1350], ce qui engendre bien souvent une baisse de la production culturelle. Effectivement, les populations soumises à la représentation de peuples sous-développés culturellement que leur renvoient certaines parties du globe peuvent être tentées de ne plus défendre une culture qui apparaît, pour les centres de production culturelle qu'a fait émerger la globalisation, finalement plus folklorique qu'autre chose.

Le danger semble résider dans le fait de perdre l'héritage du passé, mais aussi dans la cessation de la construction de l'avenir, en absorbant une culture globale et en se laissant absorber par elle. En outre, on observe combien l'arrogance culturelle et identitaire de

[1349] Michel Giraud, « Fragments d'une Caraïbe en projet », *in* Justin Daniel (éd.), *Pouvoirs dans la Caraïbe, Identité et politique dans la Caraïbe insulaire*, Revue Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe, Numéro 14, 2003-2004, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 13-14.

[1350] Rafael Emilio Yunén, *op. cit.*, pp. 25-26.

certaines régions de la planète peuvent conduire à l'annihilation de processus de construction ou reconstruction d'identités plus locales (régionales ou sous-régionales).

Il faut que la Caraïbe prenne conscience des enjeux des multiples défis qui se posent à elle en ce début du XXIe siècle. En effet, la zone, qui malgré ses dissemblances et contradictions a connu une Histoire similaire –passé qui rappelons-le lie la zone actuellement et lui impose en partie un avenir commun– se doit d'affronter de façon unie les problèmes présents et à venir :

> […] ha surgido una cultura caribeña que es el resultado de clasistas, ha surgido una cultura caribeña que es el resultado de iguales raíces en iguales contradicciones y desarrollo histórico, aunque con las normales diferencias de isla a isla. Esta identidad se expresa también en iguales necesidades, urgencias y destino[1351].

L'identité qui lie et unit les pays et les peuples doit donc être assumée, et non plus construite. En effet, elle s'exprime à différents niveaux, mais ne semble jamais réellement avoir éclos, et si, comme toutes les identités, elle ne peut être qu'en perpétuel devenir, il devient impératif que les Caribéens s'en sentent investis. C'est effectivement en allant vers les autres États de la zone que chacun pourra dépasser les défis imposés par le monde, mais aussi par l'économie :

> […] Los bosques se han liquidado y la tierra se empobrece velozmente. Esa transformación ecológica no sólo creó problemas específicos comunes durante la etapa histórica pasada, sino que plantea las mismas necesidades de desarrollo : superpoblación, monocultivo, carencia de combustible, mínimos recursos hidráulicos que son cada vez más críticos como resultado de la agricultura de rapiña, dependencia de un solo mercado.[1352]

Si la Caraïbe est face à des difficultés majeures, voire colossales, elle doit faire preuve de réalisme afin d'aller plus avant dans la gestion de ses ressources (qu'elles soient matérielles ou, dans le cas de la culture, plus abstraites).

La coopération caribéenne semble tout à fait particulière, et les plans de collaboration mis en place par Cuba (notamment avec la Venezuela) semblent illustrer ce fait. L'Île s'est effectivement positionnée en précurseur d'un nouveau type de relations, dans lequel le bénéfice purement financier n'est pas une fin en soi. La culture et l'humain ont dans la

[1351] Manuel Moreno Fraginals, *La Historia como arma y otros estudios sobre esclavos, ingenios y plantaciones*, Barcelona, Crítica, 1983, p. 170.
[1352] *Ibid*.

plupart des cas été replacés au cœur de la problématique relationnelle, et il semble que ce puisse être une voie à suivre pour l'ensemble de l'aire caribéenne.

De ce fait, et pour que la collaboration permettent à la Caraïbe non seulement de survivre mais également de vivre les processus de mondialisation et globalisation de la façon dont elle le souhaite, l'isolement ne serait-ce que d'un seul pays est exclu. La mondialisation deviendrait alors le vecteur d'une intégration caribéenne, fondée sur l'estime promue par les gouvernements et ressentie par les populations pour la et les cultures de la zone :

> […] une créolisation des rapprochements entre les communautés qui viserait à faire de cette nouvelle mondialisation une mosaïque culturelle pourrait être le nouvel horizon pour une coexistence pacifique et amicale entre les peuples. Elle aiderait les diversités culturelles à continuer à exister les unes à côté des autres. Deux objections peuvent se manifester : la créolisation, comme elle est observée, n'est-elle pas dilution des cultures qui engendre une nouvelle culture –et non coexistence de ces dernières ? Ne serait-elle pas en ultime conséquence une forme de globalisation ? Ne fut-elle pas le fruit d'un processus historique qui rappelle, pour des peuples, des traumatismes qui ne peuvent être occultés ? Certes, la créolisation a son poids historique, et il ne s'agit pas non plus de reproduire les crimes du passé. Il conviendrait plutôt de penser une créolisation (où les cultures seraient en dialogue) compatible à la mondialisation et comme alternative à la globalisation (en ce sens qu'elle ne chercherait pas à absorber les autres).[1353]

La mondialisation/globalisation impose donc de repenser les relations, mais annonce également un renouveau des définitions liées à des concepts qui pouvaient apparaître comme figés. En effet, la créolisation n'est plus un métissage forcé ou incertain, elle n'est plus un phénomène que d'aucuns auraient tendance à associer à l'acculturation, mais devient au contraire synonyme d'harmonie dans le développement.

Une fois encore, pour que cette harmonie existe réellement, et pour qu'elle s'installe de façon pérenne dans les mentalités, il faut que l'espace caribéen fasse une place à tous les territoires qui le composent. La globalisation suppose alors, sans le vouloir, une chance pour Cuba de retrouver pleinement son statut d'État de la Caraïbe. D'ailleurs, les autorités cubaines ont très tôt pris conscience de l'importance de ne pas rejeter l'Autre, et de la nécessité de l'assise d'une culture multiple et partagée, non seulement sur l'Île, dans la Caraïbe et en Amérique Latine, mais également à travers le monde :

[1353] Ensie Paul, Fritz Calixte, *op. cit*., p. 152.

> C'est par le biais de l'Amérique qu'au seuil du XXIe siècle le monde doit marcher vers sa libération définitive. Nous, Latino-Américains et Caraïbes, nous ne sommes pas, comme ensemble, un monde fermé sur soi. Nous sommes une merveilleuse combinaison de facteurs universels ! Ce que, sur le plan culturel, nous protégeons et défendons en Amérique est une création bien à nous mais c'est aussi une création universelle.[1354]

D'une certaine manière, c'est à travers une refonte de la façon dont la Caraïbe s'envisage que celle-ci pourra mener à bien ses projets de développement à tous les niveaux, mais également que Cuba pourra poursuivre, sinon achever sa quête identitaire : « Con frecuencia, se escucha una pregunta : ¿ Cuba es una isla caribeña ?... »[1355]. Ainsi, peut-être l'Île ne sera-t-elle jamais un pays caribéen, et sans doute restera-t-elle toujours et avant tout résolument cubaine, mais le phénomène mondialisant peut en tous les cas représenter pour elle la clé de l'ouverture sur la zone caraïbe.

[1354] (s.a), *Discours d'ouverture prononcé par le camarade Armando Hart Dávalos, Ministre de la Culture de la République de Cuba, lors de la Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de Notre Amérique*, La Havane, s.n, 1981, p. 2.

[1355] Yolanda Wood, « Presentación », *in* Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, p. 6.

Conclusion

La première des conclusions imposées par ce travail porte sans aucun doute sur la complexité du monde caribéen, y compris au niveau culturel. Loin d'être une terre d'acculturation, la Caraïbe est plutôt un espace pluriculturel, du fait de « la juxtaposition des appartenances à différentes cultures »[1356] en son sein. En outre, elle est sans doute le parangon du multiculturalisme, terme qui quant à lui « insiste sur la variété des expériences d'appartenance à diverses cultures sur un même territoire, et leurs interférences »[1357]. Elle n'est donc pas un espace de cultures qui, par trop diluées, auraient fini par n'être que les expressions parcellaires d'un folklore local, mais bien un territoire d'apports multiples.
La culture cubaine semble s'insérer parfaitement dans le contexte caribéen, sans pour autant rejeter le monde, étant l'expression non pas d'un cosmopolitisme, mais d'une universalité[1358].

La définition même de la Caraïbe donne à voir un espace en mouvement, et reflète les interrogations nouvelles sur son identité et sa culture, qu'elle semble partager du fait d'avoir connu la colonisation[1359] :

> […] comienza a ganar actualidad el concepto de Gran Caribe, un término asociado más bien a elementos de índole cultural vinculados al clima, al mestizaje, a cierta vocación por la negritud, a la música de una región identificada por valores de identidad compartidos y naturalmente asumidos.[1360]

La Caraïbe se définit et est définie depuis plusieurs années maintenant au prisme de son Histoire, mais aussi et surtout de son identité. Cette identité, même si elle est en très grande partie liée au passé commun de la zone, est également un bien intrinsèque et inaliénable des populations caribéennes. Si elle s'est construite sur le substrat de la colonisation, elle n'en a pas moins évolué et s'est enracinée dans l'esprit et la conscience des Caribéens.

[1356] Jacques Audinet, *Le visage de la mondialisation, du multiculturalisme au métissage*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007, p. 27.
[1357] *Ibid*.
[1358] Miguel Barnet, *Autógrafos cubanos*, La Havane, Letras cubanas, 2009, p. 130.
[1359] Jorge Ramírez Calzadilla, « La religiosidad Latinoamericana y Caribeña : un elemento de la identidad cultural », *in* Mely González Aróstegui (éd.), *América Latina y el Caribe : realidades sociopolíticas e identidad cultural*, San Salvador, Heinrich Böll, 2002, p. 215.
[1360] Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, p. 20.

C'est d'ailleurs cette identité qui construit et forge les Hommes en tant que communauté et individus, ce qui explique que les populations de la Caraïbe aient tenté de la définir et de la circonscrire : « Nosotros tenemos que buscar une definición de nuestra identidad, porque a veces nos sentimos frágiles, […] vulnerables, y tenemos que asirnos a un madero, a una canoa, a lo que sea »[1361].

Cependant, et du fait que cette identité ait pris diverses formes, on a longtemps fait le parallèle entre les fragmentations géographique, politique et économique de la zone et le morcellement, sans doute plus pernicieux, des cultures et des relations en découlant :

> La Caraïbe est une aire fragmentée par de multiples séparations, de diverses sortes. Dans le cas de l'archipel qui en constitue l'épine dorsale, cette fragmentation est particulièrement marquée du fait de la géographie et de l'histoire. Ainsi, l'exiguïté de la plupart des îles de cet archipel (dont on pourrait s'attendre à ce qu'elle pousse leurs habitants à chercher par tous les moyens à élargir leur horizon) et la fréquente proximité de chacune d'elles avec ses voisines (au point que souvent des côtes de l'une on peut apercevoir les rivages des autres), une proximité qui met l'élargissement envisagé à la portée de ceux qui veulent l'entreprendre, n'ont cependant que fort peu concouru à contrecarrer l'éclatement de la zone en question par le développement de relations nombreuses entre les différentes populations habitant celle-ci. C'est que l'ont emporté les oppositions héritées du partage colonial de cette zone entre diverses métropoles […].[1362]

On a pu constater que l'aire caribéenne était effectivement victime d'une fragmentation ou d'un morcellement physique qui se pose comme la première entrave à l'instauration de relations. La Caraïbe doit composer avec son passé de territoire colonisé, puisque les traces laissées par l'Histoire contribuent finalement à éloigner, dans une certaine mesure, les pays caribéens, et ne permettent en tous les cas pas facilement l'établissement de relations culturelles :

> […] el espacio caribeño ha sido el primer espacio americano donde se expresaron conflictos armados internacionales, si recorremos la historia, percibiremos que no sólo existieron conflictos de conquista de territorios entre europeos e

[1361] Miguel Barnet, *op. cit.*, p. 131.

[1362] Michel Giraud, « Faire la Caraïbe, comme on refait le monde », *in* Justin Daniel (éd.), *Pouvoirs dans la Caraïbe, Identité et politique dans la Caraïbe insulaire*, Revue Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe, Numéro 14, 2003-2004, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 81-82.

> indoamericanos, sino que también resultó espacio de confrontación internacional entre las potencias europeas de la época.[1363]

Dee la sorte, nous avons vu que les rivalités qui divisent parfois la Caraïbe sont un vecteur de relations ou non relations, et s'ajoutent au morcellement géographique de la zone. Conflits linguistiques, identitaires, économiques et politiques s'y entremêlent, donnant clairement à voir un espace partagé : « […] les facteurs tels que la race, la langue, la religion, l'ethnicité, la culture et le régionalisme déterminent largement les clivages et les divisions au sein des sociétés »[1364]. De ce fait, on a constaté que, si la définition géographique de la Caraïbe n'est pas chose aisée, sa définition à un niveau culturel n'est pas plus simple. En effet, les différents chemins empruntés par une Histoire *a priori* commune ont donné naissance à une multiplicité de définitions de la région :

> Para una buena parte de los estudiosos, el Caribe abarca la parte insular y en el continente a la República de Guyana, la Guyana francesa, Belice y Surinam. Según Armando Lampe, quien se suma a esta opinión, se pueden considerar tres delimitaciones del área : la primera define el Caribe como el archipiélago sumando todas las islas del mar del mismo nombre. Otros hablan de la « Cuenca del Caribe » desde un enfoque geopolítico que incluye, además, las costas atlánticas de las Guyanas y de América Central. Un concepto más amplio es el de Charles Waggle : « Plantación América », quien añade el nordeste de Brasil y el bajo sur de los Estados Unidos refiriéndose especialmente a la economía de plantación basada en la esclavitud africana que unía a toda esta región.[1365]

Le passé colonial unit sans doute en partie les territoires caribéens, mais les colonisations différentes vécues par ces derniers –sous le joug de différentes métropoles– semblent désunir, au point d'empêcher l'éclosion d'une définition précise de ce qu'est la Caraïbe. L'espace caribéen se présente donc comme une région où s'entremêlent différents facteurs, qui, combinés au schisme apparent de l'unité et de la diversité, rendent les relations difficiles. Plus que cette oscillation permanente entre unité et diversité, c'est d'une fragmentation identitaire profonde dont paraît souffrir la région : « […] las sociedades

---

[1363] Armando Fernandez, « Conflictos, vulnerabilidad y manejo de recursos naturales y energía en la región del Caribe », *in* Andrés Serbin (éd.), *Paz, conflicto y sociedad civil en América Latina y el Caribe*, Buenos Aires, Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo, 2007, p. 309.

[1364] John Laguerre, « Culture et politique en Jamaïque et à Trinidad : une perspective comparative », *in* Justin Daniel (éd.), *Les îles Caraïbes : modèles politiques et stratégies de développement*, Paris, Karthala, 1996, p. 276.

[1365] Juana Berges Curbelo, *Los llamados nuevos movimientos religiosos en el Gran Caribe : reflexiones sobre un problema contemporáneo*, La Havane, Ediciones CEA, 2006, p. 31.

caribeñas comenzaron su existencia con una división tal que los vestigios de la misma aún se pueden observar en el campo de la raza o de la cultura, o ambos »[1366].

La culture n'est pas un sujet secondaire pour la Caraïbe : « La cultura no es un lujo, la cultura no es un ornamento que se coloca para salir a la calle y exhibirlo. Es una necesidad, como dice Fernando Ortiz, es una energía, y en esa energía está también el fermento de la identidad »[1367]. D'aucuns diront même que lorsque toutes les certitudes s'écroulent, la culture reste le seul élément valable auquel les Hommes peuvent se raccrocher[1368]. Nous avons souligné que le terme culture « désigne ce que dévoile l'ethnologie, à savoir la diversité humaine, la multitude d'expériences, des manières de voir et de vivre et le caractère unique de chaque peuple dans l'originalité de ses modes d'existence, de ses représentations du monde et de ses valeurs »[1369].

Quel espace pouvait alors mieux se prêter à l'analyse des liens culturels que la Caraïbe, monde intrinsèquement multiforme, au sein duquel la division a en quelque sorte façonné des définitions très variées de la culture ? Dans un monde si divers, que l'on pourrait même définir comme culturellement « panthéiste »[1370], qui apparaît parfois comme désordonné ou profondément désuni, nous avons posé la questions de la valeur des liens tendus par et pour la culture. Effectivement, si cette culture fait référence à l'identité, puisqu'elle impose de savoir d'où l'on vient, elle provoque en conséquence un attachement aux « origines » :

> Impossible pour l'être humain de faire abstraction du sol où il est né. Plus encore du territoire d'où provient la lignée de ses ancêtres. Enracinement dans un sol, dont le corps, de mille manières, porte la trace bien au-delà de l'apparence, de la couleur de peau ou des traits du visage.[1371]

Partant, si la Caraïbe donne à voir une complexité indéniable, c'est en partie du fait que les Caribéens ne sont pas forcés de la reconnaître comme étant le « territoire de leurs ancêtres ». En effet, on a vu naître de nombreux mouvements revendiquant les « origines »

[1366] Jorge Giovannetti, « El legado de Harry Hoetink : relaciones raciales y estudios caribeños », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 17, 2004, p. 217, citant Harry Hoetink, *The two variants in Caribbean race relations : a contribution to the sociology of segmented societies*, Londres, Institute of Race relations/ Oxford University Press, 1967, 207 p.
[1367] Miguel Barnet, *op. cit.*, p. 132.
[1368] Eliades Acosta, *La cultura revolucionaria*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 7.
[1369] Jacques Audinet, *op. cit.*, p. 24.
[1370] Olga Portuondo Zúñiga, « Acerca de la identidad caribeña », *in* Jean Lamore (éd.), *Études Caraïbes*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2003, p. 206.
[1371] Jacques Audinet, *op. cit.*, pp. 19-20.

les plus diverses, et promouvant notamment l'exaltation de l'ascendance africaine. Ainsi, l'éclatement originel de la Caraïbe, qui en fait une zone originale, ne lui a pas permis de se définir de façon claire en tant qu'espace cohérent, et chaque pays a suivi la voie qui lui semblait la plus appropriée au vu de son histoire coloniale. De fait, s'il est difficile pour l'Homme d'oublier d'où il vient, on comprend que les Caribéens soient en proie au doute sur leurs origines, et que l'identité suscite de nombreux débats au sein d'une aire si contrastée : « Yo creo que buscamos la identidad. Nos afamos casi patológicamente en buscar la identidad porque hemos sido colonia. […] También porque somos jóvenes »[1372].

Par ailleurs, on a vu combien la culture pouvait être une « trace », une marque durable dans la vie et le quotidien des êtres humains, et combien celle-ci pouvait définir le rapport à soi mais aussi à l'Autre. En effet, la culture entraîne inévitablement la question de la relation ou de la « non relation », dans la mesure où elle induit une recherche identitaire :

> La perception de la dimension culturelle invite au dialogue, mais elle en fait voir aussi les difficultés. Employer le mot culture à l'égard de quelqu'un d'autre, c'est à la fois reconnaître la particularité de chaque identité et, de ce fait, affirmer les diversités. […] Mais c'est, en même temps, affirmer un point commun entre tous les êtres humains.[1373]

Dans cette perspective, la culture permet de reconnaître l'Autre en tant qu'individu ou en tant que groupe, et constitue une ouverture au « dialogue », c'est-à-dire à la relation. Cependant, la culture semble être problématique du fait qu'elle entraîne une catégorisation ou stratification. Effectivement, s'engager dans le dialogue culturel peut revenir à cloisonner encore plus une région qui n'en a pas besoin. La reconnaissance identitaire et les relations culturelles sont plus complexes qu'il n'y paraît : « D'où le paradoxe : reconnaître l'autre, donc différent, dans sa culture et en même temps le reconnaître comme humain, donc semblable »[1374]. Les différences et similitudes appuient ou au contraire gênent l'établissement de relations culturelles, et la dichotomie entre unité et diversité apparemment inhérente à l'espace caribéen devient un atout tout autant qu'un défi.

La Caraïbe, si riche en diversité, ne peut donc reculer face au défi de reconnaître sa propre multiplicité culturelle, si elle souhaite s'établir et apparaître aux yeux du monde comme une région unie par d'autres liens que ceux finalement imposés par l'Histoire et la

[1372] Miguel Barnet, *op. cit.*, p. 131.
[1373] Jacques Audinet, *op. cit.*, pp. 26-27.
[1374] Jacques Audinet, *op. cit.*, p. 27.

proximité géographique. Assumer sa diversité, et l'exploiter comme un vecteur de communication ne peut effectivement que signifier une mise en relation des mondes caribéens, mondes qui prendraient en conséquence le chemin d'une certaine union, et d'une cohésion certaine. Par les expressions les plus simples de la vie quotidienne, la Caraïbe peut donc se découvrir et découvrir l'Autre, et trouver la voie vers une « solidarité » qui fait actuellement sans aucun doute défaut aux relations internes à la zone :

> En 1977, el profesor H. I. Schiller, de la Universidad de California, analizó el proceso sociocultural cubano. En esa oportunidad manifestó que « el diario comportamiento del pueblo, sus relaciones de trabajo y su modo de vida, constituyen un medio de difusión en sí mismo y una forma consistente y profunda de comunicación ». Indicó el especialista norteamericano que las motivaciones compartidas y la solución de las necesidades sociales se convierten en una expresión de solidaridad que es la base de la verdadera comunicación.[1375]

Cela est d'autant plus vrai pour Cuba, île si particulière et qui reflète néanmoins l'histoire commune à la zone caribéenne : « En Cuba han confluido muchas corrientes cosmopolitas, de carácter político y cultural, y la cercanía con las grandes metrópolis del arte y de la cultura han hecho que nuestro medio, y que las expresiones artísticas de nuestro país sean más ricas y estén siempre en la vanguardia »[1376]. La « confluence » des cultures nous est apparue comme un atout pour l'Île, qui a su les unir en un tout devenu identité nationale. Ainsi, Cuba est à la fois unique et diverse, et tout en possédant un caractère national, certes multiforme, elle s'insère et s'intègre culturellement à l'espace caribéen.

Par ailleurs, nous avons montré que Cuba et sa Révolution proposent un terrain d'étude vaste et riche en matière de relations culturelles, du fait que l'Île, dont l'Histoire s'entremêle à celle de la Caraïbe, ait malgré tout toujours connu des situations particulières –parfois attribuées à la position géographique de Cuba[1377], et que la spécificité de l'Île se soit en quelque sorte renforcée depuis 1959 : « El triunfo de la Revolución Cubana el 1 de Enero de 1959 marca, inevitablemente, el inicio de una etapa decisiva en la historia continental. La unidad latinoamericana es sometida a una prueba sublime y el

[1375] Ricardo Horvath, *Cuba la oculta : vida cotidiana, comunicación y cultura*, La Havane, Editorial Pablo de la Torriente, 1989, p. 43, citant Enrique González Manet.
[1376] Miguel Barnet, *op. cit.*, p. 131.
[1377] Luis William, *Culture and customs of Cuba*, Westport, Greenwood Press, 2001, p. 1.

panamericanismo nuestra, desembozadamente, sus entrañas »[1378]. La projection cubaine sur la scène mondiale depuis 1959 ne peut être entendue sans tenir compte de la politique interne de l'Île[1379], et la Révolution, nous l'avons dit, devient un moteur ou au contraire un obstacle aux relations culturelles cubano-caribéennes.

De fait, aucune île caribéenne ne semble pouvoir être comparée à Cuba[1380], et sa Révolution elle-même n'est pas comparable avec celles menées dans d'autres pays caribéens[1381]. Ce travail a montré que la Révolution cubaine avait bien eu un impact sur les relations de l'Île avec ses voisins : « La Revolución, y con ella nuestra política exterior, ha roto totalmente las contradicciones que matizaron la Cuba colonial primero y la república dependiente después : 1) las relaciones excluyentes con otros países, y 2) las relaciones […] con España y […] los Estados Unidos »[1382]. En proposant un changement global de société, et, en conséquence, une vision nouvelle de l'approche de Cuba au monde, elle a fait naître des attentes, des espoirs, des craintes, mais également une dynamique neuve dans la Caraïbe.

En ce sens, nous avons insisté sur le fait que les idées portées par la Révolution, plus que la Révolution en tant que mode de prise de pouvoir, avaient provoqué le rejet ou au contraire l'acceptation de Cuba, en 1959 mais aussi bien des années après, au fil de l'Histoire et de l'histoire politique caribéenne : « La victoria revolucionaria en la isla levantó expresiones de solidaridad y simpatía por doquier. Sin embargo, desde sus primeros momentos, y sin haber entrado aún a una fase superior de profundización y radicalización, la joven revolución se ganó la enemistad del gobierno norteamericano »[1383]. La Révolution est ainsi au centre de nombreuses relations et est devenue l'image même de l'Île :

> Aussi l'exemplarité du succès de la révolution socialiste cubaine interpelle-t-elle, qu'on le veuille ou non, toute cette région, et, partant, les îles de la Caraïbe dans leur acheminement vers la souveraineté et l'indépendance. Exemplarité qui ne la marginalise pas pour autant par rapport à l'expérience sociale européenne ou

[1378] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. 66.
[1379] Isabel Allende, *Las relaciones internacionales de Cuba*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 1.
[1380] Paul Estrade, « Dix années d'une période spéciale –qui n'a pas dit son nom– chez les voisins de Cuba », communication présentée lors de la journée d'études « Cuba frente al « Periodo especial » y las crisis globales 1991-2011 », le 14 mai 2011, organisée par Hortense Faivre d'Arcier-Flores et Salim Lamrani, GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise/CICC).
[1381] Isabel Allende, *op. cit*., p. 1.
[1382] Roberto Regalado, *La proyección continental de la Revolución cubana*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 1.
[1383] Eduardo Klinger Pevida, *op. cit.*, p. 66.

> asiatique, dont elle constitue un prolongement et aussi une adaptation au contexte spécifique de Cuba, de son peuple et de son histoire.[1384]

La portée de la Révolution cubaine dans la Caraïbe ne peut être débattue, et même si certains mettront en doute « l'exemplarité [de son] succès », il est indéniable qu'elle « interpelle » depuis 1959, pose des questions à l'espace caribéen, et lui apporte aussi sans nul doute certaines réponses. Si la Révolution survenue à Cuba est avant tout précisément cubaine –puisqu'elle n'est pas un calque importé– elle n'en a pas moins valeur d'exemple pour ses voisins, qui observent son évolution et restent attentifs à ses réalisations. Toute la complexité des relations cubano-caribéennes résident d'ailleurs dans la nuance entre exemple et imitation, ou entre communication et « contamination ».

En effet, ce que l'on a rapidement appelé le « régime » cubain n'a pas été pour plaire à toute la zone, et il convient de se souvenir que la Révolution est née dans un contexte historique de Guerre froide qui ne favorisait pas la sympathie de l'aire caribéenne envers Cuba. La Révolution cubaine a signifié l'entrée de l'Amérique Latine dans son ensemble dans la Guerre froide, qui jusqu'alors n'avait qu'une importance relative. Devant l'obligation de se positionner, la dispersion et l'opposition reparurent avec plus de vigueur, et le terme « régime » met d'ailleurs en relief l'hostilité de nombreux pays ou institutions mondiales vis-à-vis du système politique cubain. De la sorte, la Révolution, en s'imposant comme une rupture avec l'ordre historique établi jusqu'alors, s'est présentée ou a été présentée comme un bouleversement que tous les acteurs du jeu géostratégique mondial n'étaient pas prêts à accepter. En un sens, et plus qu'une rupture, c'est bien un isolement que la Révolution cubaine a imposé à l'Île, sans l'avoir voulu.

Malgré tout, la Révolution et ses idéaux se sont imposés comme une source d'inspiration pour les Nations caribéennes rêvant d'indépendance et ayant soif de reconnaissance. Ainsi, sans s'affilier officiellement au mouvement communiste, certains États caribéens ont clairement signifié au monde leur admiration et leur respect pour la guérilla révolutionnaire ayant conduit à la chute de Fulgencio Batista, et parfois même pour la Révolution en tant que système politique. Il faut même dire que le Mexique, pays stratégique dans l'espace américain, a bien souvent exalté les vertus d'une Révolution qui semblait résonner comme

[1384] Henri Bagou (Maire de Pointe-à-Pitre), « Allocution de bienvenue : Cuba socialiste dans la trajectoire historique de nos régions », *in* Alain Yacou (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, p. 14.

un écho à la sienne. Nombre de Mexicains ont ainsi idéalisé la Révolution, qu'ils voyaient comme la victoire des « petits » sur le puissant ennemi états-unien[1385].

Dans le cas d'autres États, et notamment celui des pays anglophones de la Caraïbe, la politique clairement orientée de la Révolution cubaine a parfois provoqué une réaction de rapprochement et d'union avec les États-Unis[1386] dans la guerre idéologique qui divisait l'espace caribéen. L'aire caribéenne a effectivement pu craindre une « contagion » venue de Cuba, et s'est parfois tournée vers des forces politico-économiques extérieures à la Caraïbe :

> No fue necesario que se perfilase el carácter socialista del proceso. Bastó la adopción de medidas de rescate de la soberanía nacional y de beneficio popular para que la Revolución fuese estigmatizada y se decidiese por la « política panamericana » su cuarentena y aislamiento del resto de las repúblicas hermanas del continente para evitar el contagio.[1387]

En parallèle, on a noté le désir d'indépendance de certains États caribéens mais également de Cuba, qui, bien que traditionnellement alignée sur l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, a tenté de conserver une marge de manœuvre lui permettant d'établir, au niveau culturel, les liens qu'elle désirait. En somme, on a pu constater que Cuba a toujours tenté d'établir ses relations, culturelles ou touchant à d'autres domaines, par et pour elle-même. Bien entendu, ses relations étaient en partie soumises à l'influence du « camp socialiste », mais il n'en reste pas moins que l'Île n'a jamais cherché à s'écarter d'une conduite qu'elle s'était imposée seule.

En outre, les pays de l'espace caribéen n'ont pas tous rejeté en bloc la nouvelle structure politique de l'Île, loin s'en faut. Nous avons effectivement dit que la Caraïbe, bien que désunie face à un événement aussi colossal que la Révolution cubaine, et plutôt encline à suivre la politique imposée par Washington, ne s'est pas clairement exprimée sur la conduite à tenir quant à l'Île durant les premières années de sa Révolution.

[1385] Juan Rafael Reynaga Mejía, *La Revolución cubana en México a través de la revista "Política" : construcción imaginaria de un discurso para América latina*, Mexico, UNAM, 2007, p. 74.

[1386] Hebert Pérez Concepción, « Frontera Imperial e Independencia en el Caribe », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 88.

[1387] Eduardo Klinger Pevida, *op. cit.*, p. 66.

Ainsi, le positionnement politique de l'Île a-t-il influé sur ses liens avec l'ensemble de la Caraïbe, bien qu'il ne se soit pas agi de l'unique cause d'établissement ou d'absence de relations :

> Se pueden definir dos grupos de percepciones que han compartido los países caribeños sobre Cuba : como país socialista y como hispanoparlante.
> Como país socialista, se respeta, pero se desconfía de él. Se respeta porque ha sido capaz de resistir la hostilidad de los Estados Unidos y por la solución exitosa de problemas económicos y sociales comunes a todos los países de la región ; se desconfía, porque se perciben aspectos ocultos en las motivaciones cubanas en su proyección hacia el Caribe : para muchos caribeños no está resuelto el problema de separar la voluntad expresa de Cuba de establecer relaciones interestatales mutuamente provechosas, así como brindar su colaboración a todo país que lo necesite y solicite y su disposición a apoyar las causas revolucionarias.[1388]

L'Île a bien été perçue comme l'un des rouages du système socialiste, et son image reste celle d'un pays cherchant, notamment par la voie de la diplomatie culturelle, à imposer à d'autres États sa structure politique. Néanmoins, on ne saurait reprocher à Cuba de vouloir tirer profit des liens qu'elle parvient à tisser avec le monde, alors que le monde établit précisément des relations en espérant en tirer des bénéfices.

Quoi qu'il en soit, l'Île est également perçue comme le pays du socialisme caribéen, et il semble qu'on ne puisse concevoir qu'elle souhaite établir des relations d'entraide désintéressées. En effet, on craint qu'elle se projette et élargisse une sphère d'influence qui, finalement, n'existe plus depuis la chute de l'URSS. Dès lors, et puisque certains observateurs ont pris acte du fait qu' « une expérience similaire à celle de Cuba serait irréalisable »[1389] dans d'autres pays de la Caraïbe et de l'Amérique Latine, les peurs concernant l'Île paraissent finalement infondées. Malgré tout, la tradition de rejet du système cubain semble encore devoir le poursuivre, bien qu'il ait fait preuve d'une certaine volonté de communiquer depuis 1959 :

> A partir del triunfo revolucionario la política exterior cubana fue proyectada, y ejecutada, con total independencia y basada en principios democráticos y de soberanía nacional y orientada, en consecuencia, a estrechar relaciones con todos los países del continente [americano]. Mientras que asumía una posición crítica frente a las dictaduras de Trujillo, Somoza y Duvalier,

[1388] Gerardo González Núñez, « El Caribe en la política exterior de Cuba », *in* Jorge Rodríguez Beruff, *Cuba en crisis : perspectivas económicas y políticas*, San Juan, Editorial de la Universidad de Puerto Rico, 1995, p. 183.
[1389] Roberto Regalado, *op. cit.*, p. 9. Notre Traduction.

> incrementaba los contactos con los gobiernos más democráticos del momento como Venezuela, Chile, Perú, Bolivia, Uruguay.[1390]

En outre, Cuba a, depuis 1959, toujours placé la culture au cœur de la définition de ce qu'est pour elle le socialisme, notamment par la voix de Fidel Castro : « La razón de ser del socialismo es elevar al máximo las capacidades del hombre, sus posibilidades, elevar también a su grado más alto la libertad de crear, y no sólo en la forma, sino también en el contenido »[1391].

Mais Cuba se définit également comme un pays hispanophone, relié en conséquence à une certaine partie de l'aire caribéenne. Apparaît ici à nouveau la fragmentation de l'espace caribéen, qui tend à faire se regrouper entre eux les pays possédant la même langue officielle. En somme, Cuba s'intègre à une partie de son aire originelle sur le plan linguistique, et ne semble en parallèle pas être en mesure de communiquer avec les États dont la langue officielle n'est pas l'espagnol.
Nous l'avons vu, il s'agit d'un préjugé qui ne tient pas un rapide coup d'œil à l'évolution des relations cubano-caribéennes. En effet, si la Caraïbe s'auto-fragmente en se divisant en espaces linguistiques définis et hermétiques, les liens culturels qui se créent transcendent ces barrières finalement plus politiques que culturelles, et se sont par exemple par moments établis de façon tout à fait concrète entre Cuba et la « Caraïbe anglophone ». Il faut bien noter l'inconstance des relations culturelles, qui se font et se défont au fil du temps, et dire que pour les gouvernements, les langues officielles sont finalement secondaires, l'intérêt politique primant sur tout le reste.

Cependant, et de façon surprenante, la coopération dans le domaine particulier de la culture semble rester le fait de zones « linguistiques » de la Caraïbe : « […] les îles anglophones et hispanophones sont davantage tournées vers la coopération culturelle que ne le sont leurs voisines françaises »[1392]. On ne peut que constater que les portes ouvertes à certains moments de l'Histoire ne débouchent pas nécessairement sur des relations culturelles pérennes, et que chaque aire linguistique tend à se refermer sur elle-même.

[1390] Eduardo Klinger Pevida, *op. cit.*, p. 66.
[1391] (s.a), *Cuba, estadísticas culturales*, La Havane, s.n., 1988, s. p.
[1392] Stéphanie Bérard, « Les échanges interculturels dans le monde théâtral caribéen », *in* Nathalie Bernardie, François Taglioni, *Les dynamiques contemporaines des petits espaces insulaires : de l'île-relais aux réseaux insulaires*, Paris, Karthala, 2005, p. 393.

Nous pouvons dire que la Révolution cubaine en elle-même est un élément clé des relations culturelles entre l'Île et ses voisins, et que le « régime » cubain éloigne tout autant que la Révolution semble attirer. Mais l'élément déterminant dans le domaine des relations de Cuba au monde reste sans conteste la politique culturelle que l'Île mène depuis 1959. Cuba a effectivement, depuis les prémices de la construction de l'État révolutionnaire, proposé son aide dans différents domaines à l'aire caribéenne, qui l'a à son tour plus ou moins bien acceptée. Les programmes cubains liés à l'éducation ou la santé sont ainsi mondialement connus et reconnus, et peuvent constituer un appui fort à des relations plus larges.

D'autre part, il faut insister sur la position de « challenger » adoptée par Cuba, qui se faisait fort d'ouvrir une troisième voie représentant les laissés-pour-compte de la Guerre froide, et se posait en défenseur du Tiers Monde. Cuba s'est donc malgré tout positionnée comme représentante d'autres courants, d'autres idéaux, quoiqu'en partie corollaires à ceux de la Révolution.
En fin de compte, les relations cubano-caribéennes depuis 1959 ne se doivent pas seulement à l'affiliation ou non au socialisme ou au communisme. Elles sont bien également le fruit d'une certaine projection cubaine dans la Caraïbe, en Amérique Latine, mais également dans le monde –et on ne peut nier que la place que souhaitait s'accorder Cuba sur l'échiquier politique mondial ait eu un impact sur ses relations à l'espace caribéen.

À ce sujet, et d'une certaine façon, on constate que l'Île n'a jamais oublié ses spécificités, ni celles de l'aire caribéenne, et qu'elle a cherché à établir des contacts en se tournant résolument vers les pays considérés en marge de l'économie mondiale, pays dont elle intègre la communauté aux dires de ses dirigeants.

La Politique, mais également les partis et courants politiques, sont donc bien un élément de l'établissement d'échanges culturels, mais ils ne constituent pas le seul et unique facteur, et l'on peut même dire que les relations culturelles s'en jouent parfois, dans la mesure où certains pays ne partageant pas les mêmes opinions en matière politique peuvent s'unir à travers la culture, alors que certains autres pays à l'idéologie clairement similaire peuvent au contraire prendre le parti de s'ignorer (cordialement ou non).

Malgré tout, le marxisme, le socialisme et le communisme doivent être pris en compte. Dans la Caraïbe, ils ne se sont pas posés en soutiens à la Cuba révolutionnaire, et il semble que la peur d'une « contamination » ait étouffé de nombreuses possibilités de dialogue. Nous avons mis en lumière que les partis communistes de la Caraïbe ne furent pas d'un immense secours à Cuba dans les premières années de sa Révolution, alors que l'on aurait été en droit de supposer le contraire. En effet, les craintes inspirées par le mouvement révolutionnaire cubain, la peur de représailles venus du camp états-unien, désormais adverse, ainsi que les conditions matérielles n'ont pas permis aux partis communistes ou socialistes caribéens de soutenir pleinement l'Île, malgré des déclarations d'intention prometteuses :

> […] Cuba encarna […] como lo proclama con acierto la Declaración de los Partidos Comunistas y obreros de América Latina reunidos en La Habana en agosto de 1960 – « las aspiraciones patrióticas y democráticas de todos nuestros pueblos cuyas riquezas son esquilmadas por el imperialismo yanqui y sus cómplices latifundistas y grandes capitalistas antinacionales y cuyas soberanías están mediatizadas por el dictado norteamericano en materia de política exterior ».[1393]

Cuba, en faisant sienne la responsabilité de diffuser un marxisme scientifique et esthétique[1394], se fit ainsi le chantre d'une indépendance non seulement économique, mais aussi culturelle vis-à-vis de l'éternel ennemi états-unien. Cette indépendance, aspiration commune à de nombreux pays latino-américain, ne put que devenir le fil d'Ariane des relations culturelles cubano-caribéennes et cubano-latino-américaines. En somme, Cuba s'est positionnée en chef de file d'un combat mené par la totalité de son sous-continent d'origine, et s'est en outre inscrite comme un contre-exemple et une contre-valeur au puissant Voisin du nord : « [Un] elemento [de la proyección continental de la Revolución cubana] es la relación con los gobiernos del área, porque depende de en qué medida esos gobiernos se subordinan al imperialismo o responden a los intereses populares »[1395].

Néanmoins, les dirigeants cubains ont parfois mis en relief certains versants de la culture provenant des États-Unis, et ont tenté d'établir des relations avec la population états-unienne. De la sorte, on observe que Cuba ne s'est pas entêtée dans une lutte contre-productive pour les relations culturelles, et qu'elle a au contraire fait preuve de souplesse et

[1393] Rodney Arismendi, « Una revolución continental », *in* Michael Löwy (éd.), *El Marxismo en América Latina : antología, desde 1909 hasta nuestros días*, Santiago (Chili), LOM Ediciones, 2007, p. 399.

[1394] Luisa Campuzano, « La revista Casa de las Américas, 1960-1995 », *in* Ambrosio Fornet, Luisa Campuzano, *La Revista Casa de las Américas : un proyecto continental*, La Havane, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello, 2001, p. 56.

[1395] Roberto Regalado, *op. cit.*, p. 2.

de tolérance en matière de culture, y compris lorsque les divergences politiques atteignaient leur paroxysme. On peut donc dire que la relation culturelle permet de dépasser les barrières politiques et tensions diplomatiques.

Certains intellectuels cubains, tel Ambrosio Fornet, ont par ailleurs contribué à rétablir les relations entre cubains « de l'intérieur » et cubains « de l'exil », notamment grâce à la publication d'articles sur la diaspora cubaine aux États-Unis et à sa production culturelle[1396]. Nous avons pour notre part assisté à la remise du prix « Tomás Gutiérrez Alea » à l'acteur portoricain Benicio del Toro, qui lui a été décerné par l'UNEAC à La Havane en juillet 2009. À cette cérémonie assistaient également les acteurs états-uniens Bill Murray, James Caan et Robert Duvall, qui, avec Benicio del Toro, sont à la tête d'un groupe de professionnels du cinéma et ont rencontré certains de leurs pairs durant leur séjour. On ne peut que reconnaître à l'Île une démarche volontaire, voire volontariste envers tous ses voisins et envers toutes les communautés culturelles l'environnant. Il apparaît que le gouvernement cubain n'a pas totalement « verrouillé » les portes de la Révolution, même si ses positions intransigeantes quant à la définition du producteur de culture ont parfois constitué un point d'achoppement.

D'un autre côté, les évolutions que supposait la Révolution en matière de culture et de politique culturelle, dans mais surtout hors de l'Île, lui ont également permis de tisser des liens avec ses voisins. Si Cuba a été l'un des pays les plus impliqués dans la recherche d'une « identité nationale » après la chute du camp socialiste[1397], elle n'en a pour autant pas moins accordé d'importance aux évolutions du monde caribéen.
En outre, le socialisme prôné par l'Île s'est lui-même bien souvent transformé en instrument de communication entre les peuples, en promouvant un dialogue équitable et participatif, au sein duquel l'identité et la culture de chacun et de tous seraient respectées : « Género, etnia, cultura, franja de edad, preferencia sexual y otros criterios forman parte del paradigma de igualdad y respeto a la diversidad del sujeto social que emprenderá la construcción del socialismo latinoamericano y caribeño […] »[1398]. L'élément culturel s'est

[1396] Rafael Rojas, « Cultura e ideología en el poscomunismo cubano », *in* Mauricio Miranda Parrando (éd.), *Cuba : sociedad, cultura y política en tiempos de globalización*, Bogota, Centro Editorial Javeriano-Facultad de Ciencias Económicas y Administrativas, 2003, p. 89.
[1397] Rafael Rojas, *op. cit*., pp. 88-89.
[1398] Roberto Regalado, *op. cit.*, p. 14.

ainsi peu à peu imposé en vecteur et moteur des relations culturelles dans l'espace caribéen, et c'est en grande partie par lui que Cuba s'est sortie de son isolement.

D'ailleurs, la politique culturelle cubaine a permis à l'Île de surmonter bien des crises[1399], elle est peut-être un des piliers ayant permis de soutenir la Révolution depuis 1959, et *a fortiori* depuis le début de la Période spéciale[1400] : « […] toda revolución es reversible, y […] en ello desempeña un papel decisivo el debilitamiento de la cultura revolucionaria, más que las penurias materiales o las dificultades económicas […] »[1401]. Sa portée est donc indiscutable, et l'on comprend aisément que la culture prenne de plus en plus de poids dans les agendas des gouvernements, mais également dans les démarches privées.

Pour comprendre les relations culturelles, il est sans doute nécessaire de comprendre les cultures de l'aire caribéenne. Pour ce faire, nous avons tenté de délimiter un « espace culturel caribéen », et vu combien cette notion était incertaine :

> En la expresión « delimitación geográfica de la cultura caribeña », el término « cultura caribeña » es axial o regente, y el término « delimitación geográfica » es ancilar, aunque su función sea delimitadora. La noción « cultura caribeña » es de carácter humanístico y no geográfico, y está marcada por la historia. En igual sentido, […] está marcada por el devenir histórico, lo cual equivale a decir que ha habido, a lo largo del tiempo, variaciones (de supresión, de adición, de ambas) en la geografía cultural del Caribe.[1402]

La culture caribéenne, à l'instar de toutes les autres cultures, est une culture en mouvement, et c'est en partie ce qui pose problème dès lors que l'on souhaite lui imposer des limites physico-géographiques.

D'autre part, le processus d'indépendance n'a visiblement pas conduit toutes les Nations caribéennes à entreprendre un travail de recherche identitaire –bien que l'Île s'y soit en partie consacrée– et la culture ne s'est pas imposée comme une priorité face aux défis économiques et politiques :

[1399] Salim Lamrani, intervention lors de la journée d'études « Cuba frente al « Periodo especial » y las crisis globales 1991-2011 », le 14 mai 2011, organisée par Hortense Faivre d'Arcier-Flores et Salim Lamrani, GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise/CICC).
[1400] Eliades Acosta, *La cultura revolucionaria*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 14.
[1401] Eliades Acosta, *op. cit.*, p. 5.
[1402] Margarita Mateo Palmer, Luis Álvarez Álvarez, *El Caribe en su discurso literario*, Mexico, Siglo XXI, p. 61.

> La asunción de una identidad caribeña a partir del complejo cultural africano implica una perspectiva cultural que rebasa las fronteras nacionales ya que su presencia contagia todas las islas mojadas por el mar Caribe y marca diferencias sustanciales en los países continentales donde ésta aparece ; se trata de un crisol de orígenes étnicos e influencias diversas, amalgamadas, coexistiendo, transculturadas en diferentes grados, que continúa en la búsqueda plena de su propio ser, desde los conflictos y la diversidad, que representan en el interior de sus respectivos territorios, los organismos internacionales y hasta el espíritu de su gente.
> Bajo esta lógica podríamos encontrar Caribe o cultura caribeña en varios puntos de América. No se puede obviar que la América aborigen, y más, la América Latina coexisten con el Caribe en algunas zonas, convirtiendo muchas veces en artificiales las fronteras entre países o matizando la diversidad de su interior.[1403]

Ce que l'on a bien souvent présenté comme la « racine africaine » de l'Amérique Latine est finalement un élément permettant la communication, et rassemblant les peuples s'en réclamant. Les divisions géographiques et politiques ne sont alors et en fin de compte que des constructions et représentations administratives, qui ne cadrent pas toujours avec l'élément culturel. Cet élément met en contact les îles caribéennes et les territoires continentaux latino-américains, ce qui permet de dire que la culture est un vecteur « naturel » des relations.

Malgré tout, l'identité nationale semble parfois s'opposer à la culture régionale, et l'Amérique Latine dans son ensemble a souffert d'un processus de déconstruction identitaire, ce qui ne permet pas l'éclosion facile et sereine de sentiments d'appartenance à des communautés dépassant l'échelle nationale :

> Desde el punto de vista ideológico y cultural el nacionalismo latinoamericano ha buscado una confirmación de lo nacional y una base ideológica para el logro de la unidad interna frente a los peligros de dominación externos. Pero hay que distinguir un nacionalismo de otro. Si el nacionalismo se traduce en restauración de la comunidad, afirmación de la identidad, emergencia de nuevas pautas culturales, encontraremos muchos puntos de confluencia con una cultura de resistencia. Si cae en concepciones chovinistas y en extremos reaccionarios, puede convertirse en un obstáculo que impida el enfrentamiento a las desigualdades económicas, haciéndole el juego definitivamente a la dominación imperial.[1404]

[1403] Osvaldo Barrios Montes, « Para pensar el Caribe desde Cuba », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 18, 2004, p. 182.

[1404] Mely González Aróstegui, « Cultura de la resistencia en América Latina : ensayo preliminar para su estudio », *in* Mely González Aróstegui (éd.), *América Latina y el Caribe : realidades sociopolíticas e identidad cultural*, San Salvador, Heinrich Böll, 2002, p. 44.

Le foisonnement de cultures dans la Caraïbe, que l'on perçoit comme un « creuset » des civilisations, peut conduire à des batailles acharnées. Ainsi a-t-on dit que les valeurs nationalistes ou patriotiques peuvent entraver l'établissement de liens culturels. Les relations semblent effectivement parfois perçues comme une ingérence ou un danger pour l'identité nationale, que l'on pense pouvoir être corrompue plus qu'enrichie par des liens avec l'extérieur. D'aucuns refusent de subordonner leur identité culturelle « nationale » ou locale à une identité plus large, et peut-être plus ouverte. Partant, tout dialogue et tout échange culturel est bien évidemment impossible.
L'identité nationale peut donc être fragile, et le melting-pot caribéen est un atout autant qu'un inconvénient au moment de créer ou réactiver des relations culturelles. L'espace caribéen est habitué à la rencontre culturelle, mais il est surtout habitué au choc découlant de cette rencontre. On comprend dès lors la méfiance de certains, qui craignent de devenir des nécolonies culturelles dépendantes de grandes métropoles ou grands groupes économiques.

Nous avons également interrogé l'éventuelle opposition entre cubanité et caribéanité, et on peut souligner que les craintes exprimées par certains pays quant à l'instauration de liens culturels sont finalement infondées. Certains ont alors vu dans l'insularité l'explication à la timidité des pays caribéens face aux relations culturelles : « Vivir en una isla es peligroso, […] pero a la vez, […] lo arraiga mucho a uno »[1405]. En somme, les territoires de la Caraïbe insulaire, et notamment Cuba, marqués négativement par leur condition d'îles, se sont attachés à cette différence et à cette « malchance » afin de la transformer en une caractéristique vécue.

Le lien culturel est précisément un moyen de lutter contre l'isolement, y compris géographique : « Ensartar islas y tejer redes entre ellas es un intento fraternal contra el aislamiento »[1406]. Il faut alors relever le fait que la défense d'une culture nationale ne s'oppose pas nécessairement à celle d'une culture régionale commune, partagée et/ou surtout respectée. En effet, nous n'avons pu que constater que l'identité et/ou la culture régionale(s) ne signifient pas la fin des cultures nationales et particularismes locaux. Néanmoins, la défense d'une identité culturelle régionale suppose d'avoir défini et de se

[1405] Miguel Barnet, *op. cit.*, p. 133.
[1406] Yolanda Wood, « Presentación », *in* Rolando Álvarez Estévez, Marta Guzmán Pascual, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, p. 7.

sentir investi d'une culture effectivement locale, ce qui n'est pas le cas de tous les États de la Caraïbe, qui ne peuvent dès lors percevoir la rencontre entre leur culture et celle de leur voisin que comme un choc. En effet, au sein même des États, la diversité culturelle empêche parfois l'éclosion d'une identité culturelle nationale.

En outre, il faut dire que l'identité régionale s'est convertie en un thème impossible à éluder de nos jours, puisqu'elle sous-tend de nombreuses questions, et qu'elle s'inscrit dans une dynamique d'intégration dans laquelle la Caraïbe est engagée, parfois de façon involontaire. Cette identité donne une cohésion à des ensembles parfois très fragmentés, mais malgré tout unis par l'Histoire, et elle s'oppose à la « dislocation sociale », tout en inspirant bien souvent un souffle nouveau aux expressions culturelles locales :

> De nombreuses régions ont une identité régionale fondée sur l'histoire, forte et dynamique, d'autres en ont une moins affirmée, d'où un risque de dislocation sociale, tant il apparaît que le degré de développement de l'identité influe directement sur l'intégration sociale d'une région. L'identité régionale forte n'affaiblit pas nécessairement l'identité nationale. Au contraire, l'identité nationale doit être suffisamment ouverte et souple pour incorporer et adapter les traits spécifiques des régions qui composent l'État.[1407]

La définition même de l'identité culturelle induit un questionnement : « Quand un groupe humain a le sentiment, la croyance ou la conscience de partager les mêmes valeurs, on peut dire qu'il existe en son sein une identité culturelle déterminée »[1408]. Comment des territoires si fragmentés, à tous les niveaux, pourraient-ils se sentir appartenir à une même communauté culturelle ? En effet, on a souvent considéré que l'insularité ne permettait pas une émulation autour de liens aussi « futiles » que ceux concernant la culture, ce qui a conduit à un *statu quo* dont personne ne semblait vouloir sortir.

En quelques mots, il faut donc dire que la Caraïbe se présente comme un éternel paradoxe, qui oscille entre une recherche permanente d'elle-même et un rejet de ce qu'elle est parfois, et qu'il s'agit d'une région au sein de laquelle les relations ne peuvent s'établir en toute facilité. Pour les pays caribéens, l'identité qui unit devient champ de bataille, et la fragmentation ne semble finalement pouvoir être résolue par le biais de la culture. D'ailleurs, les tentatives de définitions de l'identité culturelle spécifiquement caribéenne

[1407] Conseil de l'Europe, Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, Textes adoptés, 15e session, 27 au 29 mai 2008, Recommandations 239 à 253, Résolutions 255 à 271, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 2008, p. 37.

[1408] Gonzalo Figueroa-Yañez, « Amérique latine : métissage et identité culturelle », *in* Christian Descamps (éd.), *Amériques latines : une altérité*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1993, p. 49.

montrent les problèmes engendrés par un tel questionnement, puisqu'elles se font en fin de compte l'écho des définitions de toutes les identités culturelles du globe –et ne sont en fait que des ébauches de réflexion, symbole d'une construction identitaire en pérpetuel devenir :

> En el caso del Caribe, concordamos con James Figarola en el sentido de que para comprender su cultura hay que dejarla que hable por sí misma ; desde sus propios códigos ; en cuanto cultura de respuesta ; con su sentido del tiempo –que puede ser hasta múltiple– ; como escenario que expresa una singular relación afectiva y racional entre individuo y colectividad, incluso, en el orden de la filosofía alrededor de la trascendencia humana, y donde la experiencia generalizada de la plantación esclavista ha derivado en cierta integración de rasgos que se multiplica, a su vez, en tipologías particulares ; donde se continúan manifestando mimetismos más o menos readaptados provenientes de la influencia occidental ; donde el polo representado por las fuerzas hegemónicas persiste en su intención de reafirmarse, al tiempo que obstaculiza las construcciones de una nueva conciencia, una nueva identidad legitimante, en el otro polo.[1409]

Malgré tout, il faut se demander s'il ne s'agit pas là d'un faux prétexte. En effet, les pays caribéens, et principalement leurs instances dirigeantes, peuvent décider de donner une impulsion aux relations et de faire de la culture le moteur de la communication entre les peuples. De la sorte, il faut souligner que la cubanité n'a jamais été mise en avant par les Cubains comme une valeur suprême empêchant les relations et écrasant toute autre expression identitaire. Partant, la cubanité et la caribéanité ne fonctionnent pas obligatoirement comme deux pôles d'un aimant qui se repousseraient sans cesse, et le gouvernement cubain, tout en exaltant les vertus de la cubanité, n'a jamais cherché à en faire un antidote à la caribéanité. Ces deux appartenances identitaires peuvent se compléter, se dynamiser l'une l'autre, et contribuer au plein essor de chacune.

D'autre part, nous avons dit que si historiquement seule la région de Santiago s'est tournée vers la Caraïbe –tandis que La Havane s'ouvrait à l'Amérique Latine et au monde– Cuba a tenté depuis 1959 de se rapprocher de l'identité caribéenne, s'est investie dans la recherche concernant ce domaine, et a tenté de concilier culture cubaine, caribéenne et latino-américaine. En outre, on a constaté que la capitale cubaine prenait de plus en plus d'importance dans l'établissement de relations culturelles cubano-caribéennes, en ce sens qu'elle se fait désormais fort d'accueillir de nombreuses manifestations scientifiques ou

[1409] Osvaldo Barrios Montes, *op. cit*., p. 173.

culturelles ayant pour sujet la Caraïbe, mais également parce qu'elle s'impose comme un moteur d'une culture caribéenne poussant à l'intégration régionale.

Si cubanité et caribéanité ne peuvent être considérées comme deux forces antithétiques, il convient encore de s'interroger sur les raisons des difficultés caribéennes quant à l'instauration de liens culturels. Rappelons tout d'abord que l'abondance touche tous les domaines dans la Caraïbe, et notamment deux versants importants de la vie culturelle de la zone : la religion et les langues. Le foisonnement culturel de la Caraïbe se ressent ainsi pleinement lorsque l'on tente d'établir une carte linguistique ou religieuse de la zone.

On note que les pays liés par une même langue tendent à se regrouper et à collaborer entre eux, excluant par là dans une certaine mesure les voisins ne partageant pas le même héritage linguistique. Ce point est intéressant, car la Caraïbe affiche une volonté claire de s'émanciper réellement depuis les indépendances, mais elle entretient dans le même temps la fragmentation en s'appuyant sur les legs –ici le legs linguistique– coloniaux. Les langues sont bien souvent une barrière, et les politiques culturelles observables dans la Caraïbe dans ce domaine sont très faibles. Cependant, Cuba a pu dépasser cette barrière, et les relations politiques qu'elle a nouées avec les pays de la Caraïbe anglophone ont parfois débouché sur une coopération et des échanges dans le domaine de la culture. D'ailleurs, il faut dire que les pays anglophones ont joué un rôle primordial dans la réintégration de Cuba au sein de l'espace caribéen. Les différences linguistiques, qui marquent et expriment des différences culturelles, n'empêchent-elles pas irrémédiablement les relations fondées sur la culture. La langue constitue donc un frein aux relations culturelles, puisqu'elle symbolise une division imposée par le passé, sans être pour autant un problème rédhibitoire.

Concernant la religion, ou plutôt les religions caribéennes, nous avons dit que leur profusion peut éloigner leurs pratiquants, en exacerbant des tensions déjà existantes, mais peut également tout au contraire jouer le rôle supranational de conciliateur. Elle peut en tout cas devenir un point de repère et de rencontre pour certains Caribéens, favorisant l'ouverture d'un dialogue des cultures :

> S'il y a en effet un lieu où se manifeste avec éclat la vitalité culturelle de la Caraïbe, mais aussi où se laisse surprendre le processus de transformations des mentalités et des structures

> sociales et politiques, c'est bien, semble-t-il, la religion, cette sphère délicate de notre existence individuelle et collective […]. Toute impasse sur le phénomène religieux serait une entrave à la compréhension en profondeur des structures familiales comme des problèmes relatifs à la névrose et à la psychose, à la définition du réel et de l'imaginaire, à l'organisation de l'espace et aux pratiques politiques dans lesquelles les repères symboliques dus à la religion ont un poids caché mais déterminant.[1410]

La religion, liée à l'identité des individus et des communautés ou collectivités, fait pleinement partie de la culture. Elle est dans une certaine mesure le résultat et la preuve des apports culturels multiples ayant forgé la Caraïbe, et est en ce sens indispensable à l'étude de la et des cultures caribéennes. En somme, la religion est un domaine inévitable lorsque l'on évoque la culture caribéenne, et elle n'est pas « seulement » un système de croyances. Au contraire, elle explique aussi dans une certaine mesure les constructions mentales et schémas sociétaux d'un grand nombre d'États caribéens :

> Los fenómenos culturales verificados en el continente americano son seguramente todavía más complicados en el área del Caribe, donde […] se advierte « une historia universal en una zona reducida », en la cual « todos los imperios quisieron tener presencia », y en la que « todas las lenguas coloniales europeas se hablan ». Pudiera añadirse que además de europeos conquistadores y de pueblos autóctonos sometidos, ingresaron portadores de culturas dominadas o preteridas, o ambas, de muy diverso origen, africanos, hebreos, hindúes, chinos, javaneses, árabes, cuyas lenguas también se hablan, junto a las predominantes : inglés, español, francés y flamenco, o persisten vocablos o términos rituales de lenguas propias de múltiples pueblos.[1411]

Les religions, au même titre que les langues, sont un vecteur d'union ou de désunion, et participent à leur manière à la construction de liens culturels entre les peuples. Cependant, il faut noter que ces religions sont parfois transformées en produit de consommation pour touristes, et qu'elles deviennent alors des marchandises plus que des expressions culturelles. En ce sens, le contact entre cultures caribéennes et cultures mondiales a pu être dévastateur, et l'on a constaté, notamment à Cuba, que l'ouverture au tourisme bouleversait les sociétés, mais aussi leurs expressions culturelles. Le danger réside dans la transformation que pourraient subir l'identité et le patrimoine culturel propres aux pays caribéens qui, s'ils n'étaient plus investis de leur(s) propre(s) culture(s), ne seraient que des

[1410] Laënnec Hurbon, « Le Continent « Religion » dans les Îles de la Caraïbe », *in* Laënnec Hurbon (éd.), *Le phénomène religieux dans la Caraïbe : Guadeloupe, Martinique, Guyane, Haïti*, Paris, Karthala, 2000, p. 12.

[1411] Jorge Ramírez Calzadilla, « La religiosidad Latinoamericana y Caribeña : un elemento de la identidad cultural », *in* Mely González Aróstegui (éd.), *América Latina y el Caribe : realidades sociopolíticas e identidad cultural*, San Salvador, Heinrich Böll, 2002, p. 225.

pays récepteurs de tourisme, des espaces de détente et de divertissement vidés de leur substance :

> La producción y comercialización para el consumo turística ávido de souvenirs folcloristas mata la originalidad, lo esencial, complejo e irrepetible del ejercicio de la maestría artesanal, siendo entonces el resultado infame la denominada, descrita y criticada como « artesanía de aeropuerto » por parte de la investigador mexicana Anharad Lanz de Ríos.[1412]

Même si le tourisme a permis à certaines expressions culturelles de sortir de l'oubli, il a modifié les processus culturels de la Caraïbe, en ne réactivant que les événements susceptibles de plaire aux visiteurs, et en enterrant en conséquence nombre d'autres pratiques et expressions liées à la culture. On pourrait être surpris de constater que les gouvernements en place parviennent à trouver des fonds lorsqu'il s'agit de « faire vivre » une culture que l'on souhaite présenter aux visiteurs étrangers, alors même que les problèmes économiques restent l'un des principaux points d'achoppement des relations culturelles entre Cuba et la Caraïbe :

> Les événements culturels : carnaval, festival, fêtes patronales ou champêtres sont des produits d'appel touristique, des autorités politiques de la Caraïbe n'hésitent point à consacrer un budget spécial à l'organisation de pareils événements dont certains étaient originellement mis sur pied par de simples particuliers.[1413]

Néanmoins, nous pouvons dire que de nombreuses idées ont été lancées, dans le but de renforcer les manifestations culturelles cubaines et caribéennes, notamment les festivals, et afin de préserver leur valeur « intrinsèque », et de les protéger du mercantilisme. D'aucuns ont proposé que soient mis en place des systèmes de jumelage entre les carnavals cubains et les carnavals mondiaux, spécifiquement européens, latino-américains et caribéens[1414].

Quoi qu'il en soit, la multiplicité culturelle de la Caraïbe est renforcée par sa traditionnelle position de réceptrice de cultures. Le *melting-pot* caribéen est constamment nourri d'apports découlant des mouvements de population, qui ne sont que les héritiers d'un passé

[1412] Jorge Domingo Ortega Suárez, « El imperialismo en lo cultural », *in* Mely González Aróstegui (éd.), *América Latina y el Caribe : realidades sociopolíticas e identidad cultural*, San Salvador, Heinrich Böll, 2002, p. 71.

[1413] Marie Mc Marthy, « Le rôle des titulaires des droits dans la mise en application efficace de la propriété intellectuelle », *in* René Kiminou (éd.), *Économie et droit des affaires de la Caraïbe et de la Guyane, tome 1, contribution à la connaissance des droits et des économies de la Caraïbe et de la Guyane : hommage à Aimé Césaire*, Paris, Publibook, 2009, p. 196.

[1414] Miguel Barnet, *op. cit.*, p. 108.

de dynamiques migratoires variées. En effet, les migrations sont une constante dans l'Histoire caribéenne. Les échanges de population ne sont donc pas nouveaux, ils prennent au contraire leurs racines dans un passé plus ou moins lointain. À ce sujet, nous avons rappelé que Cuba a reçu un certain nombre de flux migratoires et, en conséquence, de multiples apports culturels :

> À la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, des courants de migrations régionaux, essentiellement temporaires et saisonniers, se multiplièrent en direction de l'Amérique centrale et de Cuba, en raison de la construction du canal de Panama, du boom sucrier et de l'essor des plantations de bananes.[1415]

Nous avons vu combien les communautés installées à Cuba ont échangé avec les habitants de l'Île –et l'on peut prendre pour exemple les immigrés venus d'Haïti– et la façon dont leur culture s'est mélangée à celle(s) de l'Île. Officiellement, Cuba a œuvré de manière active pour la suppression des discriminations et pour l'intégration des populations arrivant sur son territoire. Bien que tous les problèmes n'aient pas été endigués, il faut reconnaître que les efforts de l'Île ont permis la construction de liens solides avec certains de ses voisins. Ainsi, sans nier les difficultés liées au racisme, qui existent encore de nos jours à Cuba, on ne peut que souligner la particularité de l'Île, qui accueille perpétuellement de nouvelles cultures, qu'elle ne semble avoir de cesse de vouloir assimiler. Cette assimilation ne signifie pas dépossession, et il est remarquable que les immigrés qui arrivent à Cuba aient la latitude de conserver des expressions culturelles et identitaires qui leur sont propres, en étant appuyés à la fois par les instances dirigeantes et la population. À ce sujet, et à l'inverse, on peut dire que la diaspora cubaine est particulièrement intéressante :

> Si les Cubains ont émigré vers de nombreux pays, force est de constater que la majeure partie d'entre eux s'est dirigée vers les États-Unis. La proximité géographique de la Floride à 200 km des côtes cubaines ainsi que les rapports politico-économiques entretenus par les deux pays eurent pour conséquence et pour corollaire le développement d'un flux migratoire ininterrompu depuis le XIXe siècle. En effet, l'émigration cubaine vers les États-Unis n'est pas née avec la Révolution de 1959. C'est un phénomène bien antérieur, étroitement lié à la formation de Cuba en tant qu'État-Nation et à l'essor du capitalisme dans sa forme moderne.[1416]

[1415] Léna Loza, « Les Jamaïcaines dans le sud de la Floride : exemple d'une intégration socio-culturelle réussie », *in* André Calmont, Cédric Audebert (éd.), *Dynamiques migratoires de la Caraïbe*, Paris, Karthala, 2007, p. 130.

[1416] Lorraine Karnoouh, « Gusanos, Marielitos, Balseros ou Cubanoamericanos : réflexions sur la question migratoire cubaine », *in* André Calmont, Cédric Audebert (éd.), *Dynamiques migratoires de la Caraïbe*, Paris, Karthala, 2007, pp. 63-64.

Tout en laissant de côté la particularité des relations cubano-états-uniennes, nous noterons que les Cubains, à travers le voyage, l'exil ou la migration, contribuent à faire connaître leur terre d'origine et sa culture, et créent ainsi des liens culturels entre l'Île et le monde. Cependant, les Cubains ont également immigré massivement vers Porto Rico dans les années 1960[1417], et continuent de nos jours à choisir le Mexique comme terre d'accueil, ce qui permet de dire que de nombreux pays, par leur proximité géographique et leur langue officielle, sont les destinations privilégiées des Cubains choisissant de quitter leur pays, et entretiennent avec l'Île des échanges culturels particuliers.

De la sorte, le « fait migratoire » n'est pas qu'une statistique dans la Caraïbe, il a au contraire un impact sur la vie sociale et sur les cultures des peuples migrants et populations accueillantes, ce qui permet de dire que la migration elle-même, dans une certaine mesure, est une expression de la culture caribéenne :

> […] la Caraïbe s'avère […] être l'une des régions du monde où le fait migratoire a eu les incidences sociales, économiques et culturelles les plus profondes et les plus durables. Nées de flux migratoires massifs et diversifiés, les sociétés et les économies de la Caraïbe restent de nos jours largement dynamisées par les déplacements internationaux de population. Par leur intensité et leur diversité croissantes, les mouvements migratoires aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Caraïbe ont révélé les inégalités économiques, les soubresauts géopolitiques et les mutations culturelles ayant marqué le « méditerranée américaine » au cours de la période contemporaine.[1418]

On voit en outre que les migrations reflètent et suivent l'histoire caribéenne, et qu'elles permettent, quoique de façon très partielle, d'appréhender la zone. Les mouvements de population sont bien évidemment très liés aux évolutions de la et des cultures de la Caraïbe, mais également à la définition même de l'espace caribéen :

> L'une des traductions sociales et spatiales les plus remarquables des dynamiques migratoires tant sur les sociétés caribéennes que sur les pays d'accueil réside dans le processus de « déterritorialisation » les concernant et on ne peut plus aujourd'hui appréhender la Caraïbe dans le simple cadre géographique de ses limites physiques. Des fragments de Caraïbe s'épanouissent en effet à New York, Londres ou Miami, à Paris, Toronto ou Amsterdam, centres d'impulsion de la mondialisation

[1417] Jorge Duany, « Nation, immigration et identité : repenser le colonialisme et le transnationalisme à propos du cas de Porto Rico », *in* André Calmont, Cédric Audebert (éd.), *Dynamiques migratoires de la Caraïbe*, Paris, Karthala, 2007, p. 222.

[1418] André Calmont, Cédric Audebert, « Introduction », *in* André Calmont, Cédric Audebert (éd.), *Dynamiques migratoires de la Caraïbe*, Paris, Karthala, 2007, p. 15.

> dont l'identité culturelle et la structure économique apparaissent, à leur tour, transformées.[1419]

Les mouvements de population construisent chaque jour l'espace caribéen, qu'ils contribuent à élargir et à dynamiser, en le mettant en contact avec les cultures du monde. En outre, la migration influe sur de nombreux domaines : « Au niveau du bassin caribéen, les mouvements de population contribuent à modifier les hiérarchies économiques et à recomposer les identités en se jouant des logiques politico-institutionnelles »[1420]. Le lien entre migration et identité culturelle apparaît donc clairement, et l'on comprend qu'un espace soumis à d'incessants va et vient tels que la Caraïbe soit à la fois préparé à recevoir de nouvelles cultures et à dialoguer avec elle, et fragmenté sur le plan identitaire.

Les migrations permettent de passer outre de nombreuses frontières, notamment politiques et « institutionnelles », et elles constituent un point de rencontre ainsi qu'un lieu de dialogue réel entre les cultures et les identités, notamment cubaine(s) et caribéenne(s). Le contact direct entre populations de cultures différentes permet d'ailleurs une meilleure connaissance de l'Autre, et de la sorte conduit à sa reconnaissance ; il s'agit ici sans aucun doute de la première étape vers la relation culturelle.
Nous avons vu que de ces mouvements de populations naissent des « métissages », encore désignés comme syncrétismes culturels. De fait, les migrations restent un phénomène important lorsque l'on parle de relations culturelles. En effet, les migrants apportent avec eux leur culture, qu'ils intègrent parfois à celle de leur pays d'accueil. La Caraïbe est un territoire de l'interculturel, qui « désigne l'échange entre deux ou plusieurs cultures »[1421].

De cette façon, et malgré tous les préjugés, toutes les entraves et les multiples problèmes rencontrés, des relations culturelles parviennent à s'établir, parfois par des chemins que l'on n'aurait pas soupçonnés. En conséquence, nous pouvons dire que si certains gouvernements souhaitent canaliser, voire endiguer les mouvements migratoires, ces derniers s'opèrent envers et contre tout, et permettent un contact direct entre les peuples.

On a donc rappelé la versatilité des relations culturelles, qui, même dans une région possédant un passé et sans doute un avenir communs, ne s'établissent pas toujours de

---

[1419] *Ibid.*
[1420] *Ibid.*
[1421] Jacques Audinet, *op. cit.*, p. 27.

manière « naturelle ». Ces relations demandent au contraire un effort et un intérêt constants, qui ne présagent pas de leur réussite ni de leur pérennité, puisque de multiples entraves et soutiens viennent les ébranler ou tout au contraire les consolider. Parmi eux, on a mis en avant l'étonnant mais flagrant manque de communication presque intrinsèque à l'aire caribéenne. Les pays qui la composent semblent s'être construits par rapport à l'extérieur, sans volonté ou possibilité de prendre le temps de consolider leurs relations avec leurs « voisins » et l'offre aérienne de la Caraïbe le démontre de façon flagrante :

> Dans les Antilles, San Juan écrase toute concurrence tant par l'intensité que par l'étendue géographique de la desserte, la Jamaïque constituant le nœud aérien secondaire. Les archipels des Bahamas et des îles Vierges proposent, quant à eux, une offre très polarisée sur le voisinage : les États-Unis pour le premier, Porto Rico pour le second. La Martinique et la Guadeloupe ont également une offre très polarisée, mais sur la France métropolitaine. Sur la bordure continentale, Caracas s'impose comme un pôle de première importance, avec une desserte géographique assez harmonieuse, trait qui caractérise, à un niveau quantitatif inférieur, les deux autres pôles voisins de Panamá et Bogotá. L'espace caribéen s'organise donc autour d'un quadrilatère fondamental avec Kingston et San Juan au nord, Panamá et Caracas au sud, tandis qu'à l'ouest et à l'est, l'Amérique centrale et l'arc des Petites Antilles demeurent des espaces de bien moindre poids économique et donc d'activité aérienne plus limitée.[1422]

De la même façon, « le trafic régional caraïbe (hors Guadeloupe et dépendances) de l'aéroport de Fort-de-France ne représente que 6% de son trafic passager total »[1423]. On est alors en droit de se demander si l'incommunication ne confère pas au crime de « lèse culture »[1424]. L'ouverture d'un dialogue, *a fortiori* culturel, s'avère en conséquence difficile.

Le manque de volonté ou la fatalité se combinent effectivement avec le poids du passé, qui a légué à la Caraïbe des infrastructures et des réseaux de communication internes déficients. Ainsi, possibilité n'est pas offerte à tous les pays et tous les habitants de la Caraïbe de pouvoir se déplacer physiquement dans la zone, ou simplement d'échanger librement, à moindre coût et sans entraves administratives majeures. Les contraintes matérielles peuvent en ce sens annihiler les bonnes volontés.

[1422] Lucien-René Abénon, Danielle Bégot, Monique Bégot, *Relire l'histoire et la géographie de l'espace caribéen*, Paris, Hachette, 2001, p. 149.

[1423] Thierry Michalon, « Les départements français d'Amérique entre rêve caraïbe et attaches européennes », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 160.

[1424] Miguel Barnet, *op. cit.*, p. 100.

Ainsi note-t-on que les pays caribéens s'ouvrent plus facilement sur le monde que sur leur propre région, mais également qu'ils sont victimes et acteurs de préjugés et discriminations de toutes sortes. La Caraïbe aborde ses voisins d'une façon parfois tronquée, puisque les pays dans leur ensemble jouissent de réputations –favorables ou non– dont il semble difficile qu'ils se départissent :

> Hace cincuenta años se tardaba de uno a dos días en poder trasladarse de Granada a Santa Lucía […] si se tenía la suerte de encontrar que llegara a una isla un barco que zarpara para la otra. […] Las gentes de Barbados imaginaban como extraños a sus vecinos de San Vicente, los cuales pensaban lo mismo del pueblo de Antigua, y así sucesivamente.[1425]

On a dit que les Nations, dans tout ce qu'elles peuvent contenir d'abstrait, ne sont pas les seules à subir les conséquences des stéréotypes. En effet, ce qui est peut-être le plus étonnant, dans une société métissée, dans cet arc-en-ciel d'apports culturels, sont les préjugés raciaux. Les préjugés observables dans la Caraïbe contre la population noire existent néanmoins dans toute l'Amérique Latine, et montrent que le métissage, qu'il soit culturel ou de peau, reste perçu comme un problème :

> En América Latina, el prejuicio racial es predominantemente de marca y no de origen. Es decir, recae sobre una persona en proporción a sus rasgos racialmente diferenciadores e implícitamente incentivos la miscigenación porque aspira a « blanquear » y homogeneizar a toda la población. No obstante, se trata, sin duda, de un prejuicio racial porque la sociedad sólo admite al negro o al indígena como futuros mestizos, rechazando su tipo racial como ideal de lo humano.[1426]

Il est intéressant d'observer que les populations discriminées le sont parce qu'elles ne correspondent pas à l'image « rêvée » du métis caribéen. Cela est étonnant, lorsque l'on sait que les apports africains ont longtemps été niés, voire reniés. En somme, le métissage que l'on a craint devient un idéal qui conduit à l'exclusion. On peut dire que les préjugés et la méconnaissance ont freiné et freinent encore l'établissement pérenne de relations culturelles. Par ailleurs, il est intéressant de noter que tout en tendant à un « blanchiment » de la peau et de la culture, l'Amérique Latine poursuit un idéal dont le métissage serait finalement la réalisation. Partant, il s'agit encore pour l'ensemble du sous-continent

[1425] José Luciano Franco, *Ensayos sobre el Caribe*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 1980, p. 8.
[1426] Margarita Mateo Palmer, Luis Álvarez Álvarez, *El Caribe en su discurso literario*, Mexico, Siglo XXI, p. 52, citant Darcy Ribeiro, « La cultura latinoamericana », *in* Leopoldo Zea (éd.), *Fuentes de la cultura latinoamericana*, Tome 1, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1993, p. 105.

d'accepter toutes ses racines, dans le but d'établir des relations culturelles stables et durables. En effet, soulignons à nouveau que du préjugé découle le stéréotype qui fausse la relation à l'Autre, et empêche la création de liens culturels. En définitive, toutes les formes de racisme ou de rejet observables dans la Caraïbe agissent comme des freins aux relations fondées sur la culture, et l'espace métissé redevient espace fragmenté.

Cuba n'est pas en reste en ce qui concerne les stéréotypes, puisqu'elle est ou a bien souvent été vue par la Caraïbe comme un goulag, une prison communiste dont il était impossible de s'extraire, un État totalitaire où la répression dans le sang était monnaie courante. À l'inverse, la Révolution cubaine s'est empreinte de romantisme, et a parfois été vue comme une voie à suivre. Ainsi, la Révolution a eu un impact considérable sur les relations culturelles cubano-caribéennes, principalement à partir de la victoire des troupes révolutionnaires. En effet, l'entrée triomphale des *barbudos* à La Havane a fait de la guérilla révolutionnaire une quête caribéenne du Graal, ou plus précisément une lutte pour l'indépendance et la liberté.
En outre, l'Île s'est vu attribuer –et elle a contribué à sa diffusion– l'image d'un paradis touristique. La demi-mesure ne semble pas exister lorsque l'on évoque Cuba, et l'intérêt de l'Île pour le tourisme s'est en quelque sorte retourné contre elle, transformant sa culture en « folklore » pour certains. Dès lors, la vision que les pays caribéens ont de Cuba peut fausser les relations culturelles : « ¿ Por qué decir que el cubano es alegre, gracioso, bailador, si el cubano también es dramático, si el cubano también es profundamente reflexivo, si el cubano también es un ser preñado de contradicciones ? »[1427]. La façon dont on envisage l'Île, son gouvernement, mais également sa population entrave considérablement l'établissement de relations culturelles.

Nombre de pays caribéens paraissent d'ailleurs avoir préféré l'évitement à l'affrontement, en choisissant d'ériger leurs stéréotypes en vérités. Ceux ci se transmettent de génération en génération dans les familles mais aussi par le biais de l'éducation scolaire, les manuels proposant une approche particulière de certains États, et les enseignants sélectionnant les pays étudiés en classe ainsi que la façon dont ils le sont. La Caraïbe souffre donc de préjugés imposés par l'extérieur, mais aussi de stéréotypes qu'elle contribue à diffuser en son sein.

[1427] Miguel Barnet, *op. cit.*, p. 132.

Cuba a officiellement lutté contre toutes les formes de discriminations sur son territoire, rappelons-le, et a en ce sens tenté d'éliminer certaines des barrières culturelles qui s'érigeaient entre elle et ses voisins, et qui nuisaient également à l'établissement de relations entre communautés culturelles en son sein :

> Ni la mentalidad científica ni el humanismo concreto a que aspiramos son compatibles con la hipocresía y los prejuicios de la vieja sociedad. El hecho de que en Cuba se hayan erradicado todas las formas de discriminación –empezando por las raciales– no quiere decir que no subsistan los prejuicios. Subsisten y se baten, aunque en retirada.[1428]

S'il faut répéter que toutes les formes de racisme n'ont pas disparu à Cuba, il n'en reste pas moins que la Révolution a tenté de lutter contre les stéréotypes et la méconnaissance, et qu'elle a même fait de ce point un pilier de la construction d'une société nouvelle. L'Île a ainsi ouvert la voie à un dialogue culturel sur son territoire, mais également avec ses voisins.

Certaines difficultés semblent à nouveau provenir de l'étiquette « acculturation » bien souvent apposée à la Caraïbe. Si ce terme n'était originellement pas péjoratif, il a pris au fil du temps un sens particulier : « L'acculturation dans son premier sens n'a rien de négatif. L'acculturation est la rencontre de deux cultures. Elle constitue donc un enrichissement. Mais le terme d'acculturation a pris un second sens. Il désigne alors une culture qui prend le pas sur une autre et suppose une destruction de la culture d'origine »[1429]. L'acculturation n'est pas seulement le produit de l'histoire, elle semble se perpétuer et fait craindre à de nombreux pays caribéens l'ouverture aux relations culturelles. Effectivement, le tourisme est perçu comme un amplificateur du phénomène d'acculturation originel dans la Caraïbe :

> Cuando se considera la *creación artística y literaria* como entretenimiento, desconociendo su valor como reflejo y expresión sintética del sentimiento y valores de la sociedad, y a la economía como el mecanismo reproductor del bienestar material, se está disminuyendo en la naturaleza humana lo más valioso de su creación : el pensamiento generador de prosperidad y espiritualidad.[1430]

[1428] Emilio Bejel, *Escribir en Cuba : entrevistas con escritores cubanos, 1979-1989*, Río Piedras, Ediciones de la Universidad de Puerto Rico, 1991, p. 156.

[1429] Pierre Py, « Du tourisme écologique à l'écotourisme », *in* Jean-Marie Breton (éd.), *L'écotourisme : un nouveau défi pour la Caraïbe*, Paris, Karthala, 2001, p. 49.

[1430] Tania García Lorenzo, « La economía de la cultura y el desarrollo : creación y mercado », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 116.

Il faut reconnaître que le tourisme n'a pas été sans conséquence pour la ou les cultures caribéennes, et en ce sens, le métissage redevient un problème. En effet, les migrations sont elles aussi parfois vues comme des apports supplémentaires à la culture, ou tout au contraire à sa dilution. Certains pays caribéens semblent vouloir construire des barrières afin de se « protéger » d'une immigration perçue comme une menace pour les emplois, et ferment par là-même bien souvent la porte aux échanges, notamment culturels. Ils s'inscrivent alors dans le cercle vicieux de la méconnaissance, qui conduit à la peur, et donc à la volonté de ne pas découvrir, elle-même entraînant une méconnaissance profonde de l'Autre…

Bien évidemment, cette méconnaissance est alimentée indirectement par le manque de moyens des États caribéens, évoqué plus haut. Qu'il s'agisse d'un manque financier effectif ne permettant pas de faire des relations culturelles une priorité, ou d'un manque de volonté, les gouvernements pèsent lourdement dans les échanges entre nations, en ce sens qu'ils décident bien souvent de n'accorder que des budgets forts restreints aux relations et activités culturelles.

En outre, les liens culturels sont parfois difficiles à créer du fait qu'ils imposent une introspection à laquelle tous les pays de la Caraïbe ne sont peut-être pas prêts à se livrer :

> Le mot *culture* met également en relief les enjeux de l'action. Au départ mot apparemment inoffensif, il indiquait simplement l'attention à la différence de l'autre. Mais le regard vers l'autre renvoie à soi-même et oblige à reconnaître, en soi-même, et ses propres possibilités et sa propre violence.[1431]

Par ailleurs, la Caraïbe n'est pas un espace exempt de toute compétition, voire concurrence. Bien au contraire, elle se présente et se voit comme une région pauvre à laquelle nécessité est faite d'entretenir des relations commerciales avec des régions fort éloignées. De la sorte, les tentatives d'union politique caribéennes ayant échoué ou ne fonctionnant que de façon très morcelée, tous les pays de l'aire tentent à présent de tirer leur épingle du jeu par et pour eux-mêmes :

> El principal obstáculo [para la colaboración] a nivel económico es el de la competitividad versus la complementariedad, que se traduce en el hecho de que la mayoría de los países del Caribe

[1431] Jacques Audinet, *op. cit.*, p. 26.

> compitan entre sí en los mercados internacionales. Exportan hacia Estados Unidos y Europa básicamente los mismos productos y compiten entre sí en la prestación de servicios como el turismo y, más recientemente, como centros financieros. Dicha competencia se evidencia, así mismo, en las solicitudes de financiamiento a los organismos multilaterales.[1432]

On voit clairement que les pays caribéens n'ont pas su s'entendre et se présenter aux blocs économiques extérieurs à la zone comme un espace diversifié sur le plan commercial. Au contraire, en proposant les mêmes produits et les mêmes services, la Caraïbe se retourne chaque jour un peu plus contre elle-même. Les ressentiments qui peuvent découler de cette situation ne favorisent pas, là encore, l'établissement de relations culturelles dont on ne perçoit pas les atouts. Ces dernières semblent même constituer, pour les pays caribéens, un motif de dépenses sans garantie de retour sur investissement, autrement dit une perte de temps et d'énergie pure et simple.

Dans un tout autre domaine, si nous avons largement expliqué combien la géographie caribéenne peut être un obstacle à la définition de la zone et à sa constitution en tant qu'ensemble solide, stable et cohérent, il nous faut encore dire que sa proximité avec les États-Unis affecte ses relations internes. L'on sait en effet que ces derniers ont considéré l'Amérique Latine et la Caraïbe comme leur « *traspatio natural* »[1433], leur arrière-cour réservée, ce qui n'est pas sans conséquence sur la construction identitaire caribéenne ou les relations culturelles qui s'y créent : « El ejercicio de autoridad imperial por Estados Unidos, a comienzos del siglo XX, con su carga de intereses económicos y militares distanció las islas y costas caribeñas unas de otras y dispuso el acento de sus relaciones hacia las respectivas metrópolis […] »[1434]. Le poids du voisin du nord est en conséquence considérable, puisqu'il a joué de tout son pouvoir pour isoler l'Île et sa Révolution, et qu'il a guidé l'établissement de relations –non seulement culturelles mais également économiques, politiques et diplomatiques– à bien de moments depuis 1959 dans la Caraïbe.

[1432] Francine Jácome, « Identidades nacionales y cooperación en la región del Caribe », *in* Daniel Mato (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, p. 245.

[1433] Roberto Regalado, *La proyección continental de la Revolución cubana*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 2.

[1434] Olga Portuondo Zúñiga, « Acerca de la identidad caribeña », *in* Jean Lamore (éd.), *Études Caraïbes*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2003, p. 205.

Concernant Cuba, « la stratégie d'embargo commercial »[1435] prédomine sur la politique états-unienne. Cela étant, le point intéressant pour notre étude concerne l'élargissement de cet embargo à la culture. En effet, le « blocus culturel » imposé à Cuba par les États-Unis a bien évidemment constitué l'une des plus lourdes entraves à la création ou au rétablissement de très nombreuses relations. Les mesures adoptées par les États-Unis pour éloigner Cuba de sa propre zone géographique et « isoler le gouvernement révolutionnaire »[1436] n'ont néanmoins pas toujours connu le succès, nous l'avons vu, mais constituent en tout cas le premier point d'achoppement dans les relations culturelles cubano-caribéennes. En effet, l'opposition Cuba/États-Unis, a parfois, et de façon surprenante, favorisé les échanges entre la Caraïbe et l'Île :

> Aunque durante los dos mandatos de Ronald Reagan (1981-1989), el imperialismo norteamericano recrudece la política de agresiones, bloqueo y aislamiento contra Cuba, ello no provoca distanciamiento entre esta última y los demás gobiernos de América Latina y el Caribe, porque su renovado apoyo a las dictaduras militares de « seguridad nacional », sus amenazas de intervención directa en el llamado conflicto centroamericano, el apoyo que le brindó a Gran Bretaña en la Guerra de las Malvinas (1982), la política draconiana asumida por Reagan ante la crisis de la Deuda Externa (1982) y la invasión a Granada (1984), generaron una intensificación sin precedentes de las contradicciones entre el gobierno de los Estados Unidos y sus pares latinoamericanos y caribeños. En este contexto, se revitalizan los llamados al reingreso de Cuba en la OEA y a favor de la creación de una organización regional que incluyese a Cuba y excluyese a los Estados Unidos.[1437]

En réaction au blocus, certains pays caribéens ont promu d'étroites relations avec Cuba, qui à son tour se faisait fort d'ériger l'union caribéenne en rempart contre l'ingérence états-unienne : « Estados Unidos es ya una gran comunidad ; los pueblos de América Latina y el Caribe tienen por delante la tarea histórica de formar la suya, como condición inexcusable de libertad, desarrollo y supervivencia »[1438].

Dans un second temps, et concernant ce point, il faut dire que le poids de la culture états-unienne, largement diffusée dans la Caraïbe, n'est pas sans conséquence pour ce type de relations. On a d'ailleurs bien souvent évoqué la pénétration, voire l'invasion ou

[1435] Dulce María Cruz Herrera, *États-Unis/Cuba : les interventions d'un empire, l'autodétermination d'un peuple*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007, p. 11.
[1436] Dulce María Cruz Herrera, *op. cit.*, p. 20.
[1437] Roberto Regalado, *op. cit.*, p. 16.
[1438] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. VII, citant un discours de Fidel Castro daté du 28 septembre 1974.

l'ingérence culturelle états-unienne dans l'aire caribéenne, point intéressant puisque l'acte d'hégémonie est lui-même considéré comme un « procédé de construction culturelle » : « Incluso la hegemonía es un proceso de construcción cultural que establece olvidos y memorias entre dominadores y dominados, los cuales no están exentos de mediarse para producir deconstrucciones culturales »[1439].

On aurait pu supposer que la culture venue des États-Unis, de l'*El Dorado* du Nord et de tous les possibles aurait littéralement écrasé toutes les autres cultures, empêchant en conséquence l'établissement de relations culturelles proprement caribéennes. En effet, le pouvoir économique états-unien ne permet *a priori* pas à la Caraïbe de lutter et de s'imposer comme une aire culturelle : « Face à cette suprématie américaine, les autres pôles de création informationnelle à vocation mondiale font pâle figure, avec une influence le plus souvent cantonnée au cadre régional. C'est le cas […] des Caraïbes »[1440]. Il est vrai que la culture états-unienne influe sur les liens culturels caribéens, et qu'elle est parfois considérée comme une culture « supérieure », car provenant d'un pays « développé ». Néanmoins, on a constaté que certains pays caribéens se sont opposés à cet état de fait, proposant d'accélérer les échanges culturels dans leur zone afin d'apprendre à connaître et à valoriser une culture qui leur est propre et dont ils refusent qu'elle soit dévalorisée. Les territoires français de la Caraïbe, souhaitant défendre la liberté qui leur était accordée dans une certaine mesure, ont ainsi réagi à leur « transformation en département, en 1946 »[1441] :

> [L'] américanisation du mode de vie et des valeurs fut assez rapidement ressentie –du moins par les élites– comme une acculturation imposée et illégitime face à laquelle monte, depuis une vingtaine d'années, une forte affirmation identitaire. La « culture créole » est désormais est désormais invoquée plus fréquemment qu'elle ne l'a jamais été, alors même que son estompement derrière l'individualisme et l'idéologie de la consommation s'avère chaque jour plus patent. L'appartenance au monde caraïbe, dont ces populations ont toujours vécu largement coupées, est affirmée, et la volonté d'ouverture sur l'archipel proclamé, mais les initiatives prises dans ce domaine demeurent timides.[1442]

[1439] Tania García Lorenzo, « La economía de la cultura y el desarrollo : creación y mercado », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 115.

[1440] Vincent Baudrand, Henry Gérard-Marie, *Comprendre la mondialisation*, Levallois-Perret, Studyrama, 2006, p. 123.

[1441] Thierry Michalon, « Les départements français d'Amérique entre rêve caraïbe et attaches européennes », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 150.

[1442] *Ibid*.

La culture peut devenir une arme de la lutte pour l'indépendance identitaire et contre l'ingérence culturelle, même si elle ne constitue pas un antidote suprême à tous les problèmes : « La culture, sans créer les conditions suffisantes à l'émergence d'une véritable identité Caraïbe, concourt à unir les Petites Antilles »[1443]. L'élément culturel est au centre de nombreux enjeux, et les cultures des différents États, des différents peuples qui composent la Caraïbe sont en proie à des tensions, qu'elles exercent les unes sur les autres afin de gagner leur place au Panthéon de la culture.

Cette course à la respectabilité est souvent vue à Cuba comme un des éléments constitutifs du blocus imposé à l'Île par les États-Unis, qui n'est ainsi plus une mesure uniquement politico-économique. Si les États-Unis souhaitent empêcher la diffusion de la culture cubaine dans la Caraïbe, mais également la réception de la culture caribéenne à Cuba, c'est bien que la culture peut être un élément fédérateur, et, par conséquent, qu'elle peut être un outil politique dangereux.

Partant, au premier rang des pays s'opposant à une colonisation culturelle états-unienne, on retrouve bien évidemment Cuba. L'Île a maintes fois dénoncé « la pénétration culturelle des États-Unis »[1444] sur son sol et dans l'ensemble de l'Amérique Latine. Avant la Révolution déjà, « c'est contre la pénétration nord-américaine que se réveille la jeune génération inquiétée par la menace de la perte de la souveraineté et de l'identité cubaines »[1445]. Et ce que l'Île a présenté comme son combat, mené en son nom mais aussi en faveur de la Caraïbe et de toute l'Amérique latine, lui a attiré des sympathies ayant permis l'éclosion de relations culturelles. En effet, l'Île et sa Révolution se sont une fois de plus positionnées en exemple et en fervents défenseurs d'une indépendance totale du sous-continent latino-américain, sous-continent qui, quoique de façon désordonnée et fragmentaire, a soutenu les positions cubaines sur ce point.

En outre, « à Cuba, la culture n'a pu être utilisée comme cheval de Troie »[1446], du fait que la culture états-unienne y soit depuis longtemps connue, reconnue et soit intégrée à la

---

[1443] François Taglioni, Géopolitique des Petites Antilles : influences européenne et nord-américaines, Paris, Karthala, 1995, p. 16.

[1444] Nour-Eddine Rochdi [traduction de Stéphanie Daix], « La revue *Casa* : culture et révolution », *in* Françoise Moulin Civil (éd.), *Cuba 1959 – 2006. Révolution dans la Culture, Culture dans la Révolution*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 97.

[1445] Denise Urcelay-Maragnès, *Les volontaires cubains dans la défense de la République espagnole : 1936-1959 : la légende rouge*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 39.

[1446] Jean Lamore, « La Période Spéciale à Cuba : quelques pistes pour une analyse socio-politique », communication présentée lors de la journée d'études « Cuba frente al « Periodo especial » y las crisis globales 1991-2011 », le 14 mai 2011, organisée par Hortense Faivre d'Arcier-Flores et Salim Lamrani, GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise/CICC).

culture et à la vie quotidienne des Cubains. L'Île n'a une fois de plus pas rejeté la culture états-unienne, mais s'est opposée depuis 1959 à la prévalence de la culture venue des États-Unis sur celle(s) observable(s) dans la Caraïbe et en Amérique Latine.

On note par ailleurs de nos jours que si la culture états-unienne est bien présente dans la Caraïbe, la culture caribéenne et latino-américaine a aussi conquis, quoique dans une moindre mesure, le territoire du voisin du Nord. En effet, par le biais de la musique, de la littérature ou des populations migrantes, les États-Unis ont d'une certaine façon absorbé certaines parts des cultures latino-américaines et caribéennes, et l'on ne peut à ce sujet que souligner qu'il s'agit d'une interpénétration, certes inégale, mais bien réelle, et non d'une ingérence à sens unique. La différence entre contact et ingérence est dès lors prépondérante, et la relation culturelle ne peut être créée que lorsque l'on place les cultures sur un pied d'égalité, faisant abstraction des conditions économiques des États.

Bien entendu, les États-Unis ne sont pas le seul pays à intervenir ni à peser plus ou moins directement dans les relations culturelles caribéennes. Les anciennes métropoles peuvent avoir un poids considérable, en ce sens qu'elles favorisent ou non par des mesures politiques et économiques le développement des relations qui sont au cœur de notre travail. À titre d'exemple, Paris, « via le réseau des ambassades et des Alliances françaises »[1447], œuvre à la collaboration culturelle de ses DOM-TOM caribéens. Nous avons d'ailleurs mis en avant le poids des départements et territoires français d'Outre-mer, qui, dans une sorte de valse hésitation, contribuent malgré tout à faire avancer certains projets culturels dans l'espace caribéen. Ainsi, les DFA semblent particulièrement actifs, même si leurs intentions semblent rencontrer de nombreux obstacles : « La coopération régionale et l'intégration à la Caraïbe et à l'Amérique du Sud demeurent cependant difficiles et les échanges avec l'environnement américain limités »[1448]. Une fois encore, le lien avec la métropole apparaît comme une entrave, et si les DOM-TOM français favorisent le dialogue, l'échange et la relation en leur sein, il leur est difficile de promouvoir des

[1447] Bernard Cherubini, « L'amélioration des systèmes de santé comme enjeu des politiques de coopération sanitaire dans les DOM », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 278.

[1448] Maurice Burac, Michel Desse, « Martinique, Guadeloupe et Guyane à l'aube du XXIe siècle : un état des lieux indispensable », *in* Maurice Burac, Michel Desse (éd.), *Les Antilles et la Guyane française à l'aube du XXIe siècle*, Paris, Karthala, 2003, p. 14.

collaborations étendues à la totalité de l'aire caribéenne. Cela est d'autant plus vrai que tous n'ont pas le même poids ni le même force économique :

> La coopération culturelle est […] une réalité en Guadeloupe, à travers de nombreuses manifestations littéraires, artistiques et sportives. […] les festivals et autres carrefours culturels ne se comptent plus (FESTAG, Festival de Jazz de Pointe-à-Pitre, etc).
> […] Seule la Guyane souffre encore d'un sous-développement persistant en matière d'action culturelle. Gageons que les associations existantes et la bonne volonté de chacun sauront, devant l'ampleur des besoins et l'importance de l'enjeu, impulser des actions relayées peut-être par une plus grande collaboration entre pays voisins.[1449]

La situation particulière de la Caraïbe et des États qui la composent, du fait de leurs liens actuels avec les anciennes métropoles –et selon qu'ils sont encore liés politiquement à elles ou non– ne rend pas facile la collaboration culturelle dans la zone. Ceci peut au contraire conduire à des disparités, certains pays étant favorisés financièrement, et certains étant fortement enjoints à se préoccuper des relations culturelles quand d'autres ne le sont pas… Ces disparités ne sont qu'une expression supplémentaire de la diversité de la Caraïbe, au sein de laquelle les liens culturels s'établissent difficilement, puisqu'ils doivent précisément se frayer un chemin à travers une multiplicité d'options.

Par ailleurs, et si la politique cubaine a pu être perçue comme opportuniste ou agressive, alors même que tout État souverain poursuit nécessairement la défense de « l'intérêt national »[1450], il faut encore dire que certains événements historiques ont favorisé l'établissement de relations ou les ont au contraire détruites. Les indépendances ont à ce sujet ouvert le dialogue entre pays caribéens, et la Révolution cubaine, qui s'était imposée comme le modèle d'une certaine liberté caribéenne, a su profiter de l'opportunité qui lui était donnée pour créer ou recréer des liens avec ses voisins :

> […] en el Caribe se manifiesta con fuerza y valor la determinación a expresar libremente su independencia política y en diciembre de 1972 los cuatro países caribeños recién independentizados emitían una declaración conjunta reconociendo al gobierno de Cuba, poniendo fin así al « artificial aislamiento de ese país de sus vecinos caribeños »…[1451]

[1449] Lionel Davidas, « Coopération et échanges culturels entre les départements français d'Amérique, les îles anglophones de la Caraïbe et l'amérique du Nord », *in* Maurice Burac (éd.), *Guadeloupe, Martinique et Guyane dans le monde américain : réalités d'hier, mutations d'aujourd'hui, perspectives 2000*, Paris, Karthala, 1994, p. 318.
[1450] Isabel Allende, *Las relaciones internacionales de Cuba*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 2.
[1451] Eduardo Klinger Pevida, *op. cit.*, pp. 68-69.

Nous avons noté que la chute du « camp socialiste » a signifié le retour de Cuba vers la Caraïbe, mais pas nécessairement son acceptation. En effet, l'Île et sa Révolution ont nécessairement dû réorienter leur diplomatie, notamment culturelle, vers des espaces géographiquement proches, dans le but de déplacer rapidement les relations commerciales qui s'effondraient en même tant que le bloc de l'Est. De ce fait, Cuba a mis en relief la culture comme un trait commun aux pays caribéens, et s'est ainsi réinsérée, très progressivement, dans son espace originel. En effet, tout les pays de l'aire n'étaient pas prêts à laisser l'Île devenir un pôle compétitif de la région.

Certains pays de la Caraïbe se démarquent quant à leur investissement en faveur du développement des échanges culturels, tandis que d'autres ne peuvent ou ne veulent s'investir dans ce domaine. Les États caribéens ont centré leurs préoccupations et leur collaboration sur des thèmes très variés, mais semblent largement oublier la culture :

> Los temas de la agenda son la droga y el narcotráfico, la corrupción, el terrorismo, la migración, los problemas del medio ambiente, la no-proliferación de armamento avanzado, la seguridad nuclear, las medidas de confianza mutua, la gobernabilidad y la estabilidad[1452].

Les relations culturelles supposent effectivement un budget, si minime soit-il, et la situation économique particulièrement difficile d'un certain nombre de pays de la zone peut constituer une entrave non négligeable à leur construction. Néanmoins, comme nous l'avons vu, Cuba parvient à trouver les crédits nécessaires à la tenue de festivals et autres événements scientifiques, bien qu'elle soit elle-même en proie à des difficultés financières, prouvant de la sorte que la volonté influe tout autant que l'argent dans ce domaine.

Nous nous sommes alors demandée si les relations culturelles entre Cuba et la Caraïbe découlaient d'un réel désir de réciprocité, ou d'une stratégie régionale. Nous avons clairement vu que, bien qu'en partie guidée par un intérêt économique ou financier – comme tout autre État– l'Île n'a eu de cesse de promouvoir une collaboration qui dépasse le simple bénéfice économique. Les bénéfices résultant des relations culturelles sont effectivement nombreux :

[1452] Isabel Jaramillo, « Conflictos, prevención y sociedad civil en el Caribe », *in* Andrés Serbin (éd.), *op. cit.*, p. 79.

> Résultat d'un long processus de prise de conscience et d'affirmation, les relations culturelles internationales […] ont été progressivement reconnues comme instrument d'un agir commun pour la défense de la paix entre les nations et l'établissement d'un ordre international plus conforme à la dignité humaine.
> Le postulat général du dialogue interculturel est que l'art et la culture fabriquent du lien social. Dès lors, la question centrale reste de savoir si la culture concoure réellement à la cohésion sociale, si elle est véritablement génératrice de lien social, et si elle peut, par conséquent, avoir une influence sur la pacification des relations interindividuelles et intercommunautaires.[1453]

En somme, le premier intérêt des relations culturelles cubano-caribéennes pourrait être la concrétisation d'un sentiment identitaire et l'assise d'un lien qui permettrait de faire de la région un espace uni, se ressentant comme tel, et non un éparpillement de Nations n'ayant d'autre choix que de cohabiter. En ce sens, les relations culturelles entre Cuba et la Caraïbe, mais aussi entre tous les pays caribéens, sont génératrices de paix et de stabilité, conditions nécessaires pour affronter les défis du monde actuel.

Il faut également dire que les bénéfices économiques restent malgré tout un point épineux des relations culturelles. Effectivement, la Caraïbe a bien souvent déconsidéré ce type de relations, du fait de leur peu de rentabilité. Or, le lien culturel peut s'avérer fructueux, y compris sur le plan financier. Bien évidemment, l'intérêt ne doit pas se transformer en appât du gain, et subordonner les relations culturelles au simple profit financier revient à détruire le lien.

On constate aujourd'hui un regain d'intérêt pour la culture et les liens qu'elle suppose, précisément du fait qu'elle a un impact sur le « développement économique » des Nations :

> Desde todos los puntos de vista, el vínculo de la cultura y el desarrollo económico resulta de importancia capital y no es una correspondencia sin tensiones, en tanto ambos constituyen polos analíticos de suma atracción y subordinación. Esto cobra mayor interés cuando se percibe que la cultura no puede ser considerada sin el desarrollo económico y este no puede ser considerado sin apreciar la evolución cultural de la sociedad.[1454]

La culture peut permettre en outre d'aller vers une union politique. En effet, « la configuration culturelle ou le « pluralisme » d'une société est l'élément le plus important dans la construction de son ordre politique »[1455]. Partant, c'est bien de la culture que peut

[1453] Jean-Fred Bourquin, *Violence, conflit et dialogue interculturel*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 2003, pp. 73-74.
[1454] Tania García Lorenzo, *op. cit*., p. 115.
[1455] John Laguerre, *op. cit*., p. 273.

surgir la véritable adhésion à un projet de rapprochement, voire d'union de la Caraïbe. Cette union signifierait la fin de l'ostracisme qui a pu toucher les pays caribéens, et reviendrait à bannir l'isolement dont la zone a souffert.
De surcroît, les relations culturelles peuvent soutenir la promotion d'une image. En effet, grâce à elles, la Caraïbe et Cuba pourraient lutter contre les préjugés, et s'imposer comme une zone cohérente, repoussant alors l'aspect fragmenté qui effraient de nombreux pays au moment d'établir des relations.

Il est de surcroît nécessaire de dire que le poids de Cuba dans ses propres relations culturelles est très important. Si le camp socialiste et le Tiers Monde sont deux espaces vers lesquels la diplomatie et la politique cubaine se sont orientées[1456], l'Amérique Latine et la Caraïbe sont des zones privilégiées concernant les relations culturelles. L'Île n'a effectivement jamais « oublié » sa zone d'origine, et s'est fait fort d'y maintenir des relations multiples, y compris lorsque la Caraïbe la repoussait. Cuba y a développé différentes formes de collaboration, et ne restreint pas le domaine de la culture à des échanges d'œuvres ou des collaborations artistiques, mais dispense au contraire son savoir, et clame haut et fort son intérêt pour les expériences et réalisations caribéennes :

> […] le montant de notre contribution à la Grenade sous forme de projets, de chantiers et de matériaux pour le nouvel aéroport s'élevait à 60 millions de dollars aux prix internationaux, soit plus de 500 dollars par habitant. […] A quoi il faut ajouter la coopération de nos médecins, de nos professeurs et de nos différents techniciens, ainsi qu'une contribution annuelle en produits cubains d'environ 3 millions de dollars.[1457]

Cependant, nous avons souligné que l'aide cubaine ne s'est jamais uniquement tournée vers une zone géographique, et n'a pas uniquement été apportée au sous-continent latino-américain ou à l'espace caribéen. L'internationalisme de la Révolution cubaine –sur le plan politique– a bien souvent été mis en avant comme un signe d'ouverture, mais aussi parfois comme une preuve de dispersion et de volonté d'ingérence :

> […] depuis les premières années de la Révolution, le régime socialiste cubain a toujours proclamé sa solidarité avec les peuples du tiers monde, exportant sans compter […] vers l'Afrique et

[1456] Jacques Adelaïde-Merlande, *Histoire contemporaine de la Caraïbe et des Guyanes de 1945 à nos jours*, Paris, Karthala, 2002, p. 113.
[1457] « Éloge aux Cubains tombés à la Grenade », discours de Fidel Castro prononcé le 14 novembre 1983, Place de la Révolution à La Havane, lors de la cérémonie funèbre en l'honneur des Cubains tombés à Grenade, *in* Frédéric Morizot, *Grenade, épices et poudre : une épopée caraïbe*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 369.

> l'Amérique Latine les savoir-faire et les connaissances scientifiques et technologiques fruits de sa politique culturelle et sociale.[1458]

Partant, la politique de l'Île depuis 1959 n'a pas toujours favorisé la Caraïbe, mais elle n'a jamais fait non plus de l'espace caribéen une zone de second ordre, et s'est toujours appliquée à promouvoir l'échange d'informations.

Face au dynamisme cubain, la Caraïbe, du fait qu'elle repousse ou au contraire tende à aller vers Cuba, est également un moteur des relations. Nous avons montré qu'en s'ouvrant sur elle-même, l'aire caribéenne s'était également ouverte à Cuba, et il faut reconnaître que les efforts fournis par l'Île ont quelquefois été couronnés de beaux succès. L'acceptation de Cuba dans la Caraïbe fut malgré tout plus que fluctuante, et nous avons dit combien la versatilité des relations culturelles, soumises au jeu de la politique, avait empêché la construction de liens pérennes.

Néanmoins, et depuis quelques années, de nombreux pays prônent une normalisation des liens avec Cuba, et l'on voit que l'Île bénéficie du « virage à gauche » opéré en Amérique Latine. Ainsi a-t-on pu citer en exemple le cas du Venezuela, qui est aujourd'hui l'un des principaux collaborateurs du crocodile vert. De façon évidente, cette collaboration n'est absolument pas dénuée de tout intérêt économique ni politique. Malgré tout, elle permet un essor des relations culturelles, y compris dans la Caraïbe, ainsi qu'entre Cuba et les autres pays caribéens, bien que cela ne soit pas vu d'un bon œil par l'ensemble de la Caraïbe :

> Esos nexos de amistad favorecen a ambos pueblos y están de acorde con la entrañable hermandad que, desde el siglo XIX, existe entre Venezuela y Cuba. El problema es que a los Estados Unidos de América les interesa que Cuba sea un país aislado y tiene que haberles dolido mucho que el presidente Chávez haya incluido a nuestro país en el Acuerdo Energético de Caracas. Porque Cuba queda en el Caribe, no en el mar Caspio. Y Venezuela tiene una política hacia el Caribe y Centroamérica, y allí está nuestra Isla ; entonces, es lógico que también seamos beneficiarios de una política venezolana hacia todos los países de esa región ; y Cuba, además, tiene mucho que aportar a Venezuela en las áreas social y científico-técnica.[1459]

[1458] Hortense Faivre d'Arcier-Florès, « Internationalisme et solidarité : une culture révolutionnaire cubaine », *in* Françoise Moulin Civil (éd.), *op. cit.*, p. 55.

[1459] Germán Sánchez, *Cuba y Venezuela. Reflexiones y debates*, La Havane, Editorial José Martí, 2006, p. 200.

On observe à nouveau que les liens culturels ne s'établissent parfois que difficilement, et sous-tendent des conflits ou rancœurs qui ne favorisent précisément par une attitude d'ouverture, indispensable à la relation culturelle.

Quoi qu'il en soit, nous avons vu que les relations culturelles prennent diverses formes dans la Caraïbe : d'expositions en congrès, de publications scientifiques en manifestations « folkloriques », la diversité culturelle caribéenne s'exprime à travers la richesse des événements ayant trait à la culture dans la région. Les relations culturelles sont donc parfois concrétisées par des manifestations scientifiques ou populaires, et nous en avons distingué certaines. Ces deux versants résument bien notre propos, puisque l'on voit que les populations participent activement et pleinement des relations, mais que les relations culturelles sont également un sujet de préoccupation pour les chercheurs de la région, qui s'investissent dans leur analyse, bien souvent avec l'appui d'institutions – gouvernementales ou non.

Malgré tout, certains Cubains soulignent que « les relations culturelles cubano-caribéennes ne fonctionnent pas »[1460]. Ainsi peut-on lire au sujet de la coopération culturelle : « […] es verdad que en el campo de la cultura las estructuras culturales latinoamericanas e iberoamericanas siguen siendo muy débiles »[1461]. On a opposé à ce sentiment l'expression culturelle « populaire » qui concrétise les relations culturelles, à savoir le festival :

> Festif par l'étymologie, estival dans ses apparitions les plus fréquentes, musical dans ses premières manifestations, le festival se veut d'emblée international, du fait même de son nom, commun à presque toutes les langues, et de son éclosion en plusieurs points du globe à la fin du XIXe siècle. […]
> Solution d'intervention artistique et d'action culturelle élue par nombre de collectivités, le festival tend depuis plus de trente ans à s'imposer dans le monde entier comme un système relationnel confrontant tout à la fois les artistes avec les spectateurs assidus, les spécialistes avec le grand public, les formes consacrées avec les expressions originales, les œuvres de répertoire avec les pièces d'avant-garde. Dans le lexique des relations culturelles

[1460] Entretien avec Madame Milagros Martínez, professeur à l'Université de La Havane et secrétaire exécutive de la Chaire d'Études de la Caraïbe au sein de la même Université, le 12 juillet 2011, Université de La Havane.

[1461] Lázaro Israel Rodriguez Oliva, « Cooperación cultural en el espacio iberoamericano. Diálogo con Fernando Rueda », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 78.

> internationales, sa capacité de brassage l'inscrit aussi bien dans l'ordre des acteurs que dans celui des mécanismes.[1462]

De fait, le CARIFESTA a sans doute constitué la manifestation culturelle la plus importante pour notre analyse. Comme nous l'avons mis en relief, il est l'expression des relations culturelles mises en place tout autant qu'une ébauche de celles à venir. Il a en outre été créé dans le but d'embrasser toutes les cultures caribéennes : « […] the Caribbean Festival of Arts, CARIFESTA, was envisaged as a regional festival encompassing all the creative and artistic skills and energies of Caribbean people wherever they may be (at home or abroad) »[1463]. La liste des pays invités à cet événement culturel permet en outre de dresser un bilan des relations culturelles de Cuba avec la Caraïbe, tant présentes que futures :

> Carifesta, the first pan-caribbean arts festival, provided opportunities for presentation, publication, and critical review on, perhaps, the largest scale ever in the Caribbean region. Carifesta was originally conceived as a regional festival that would encompass and give credence to all of the creative and artistic skills and energies, not only of the member countries of the CARICOM and the wider Caribbean, but also to the recognition, acceptance, and participation of those individuals living and working in the Caribbean Diaspora. Indeed, the first Carifesta (as well as subsequent ones) provided an unparalleled opportunity for the population of the Caribbean as well as the world to view, sample and interact with a kaleidoscope of visual, literary and performing arts and artists as well as a variety of culinary and indigenous arts and artists.[1464]

On peut encore préciser que l'émulation autour des relations culturelles se fait par plusieurs voies : « [La cooperación cultural es] un campo que cada vez más, parece salirse de la diplomacia cultural y colocarse en ámbitos sociales y políticos más amplios, de profunda incidencia hoy en los problemas del desarrollo »[1465]. Il faut tout d'abord compter avec les institutions officielles, qui tentent parfois, et avec plus ou moins de succès, de participer de la construction de ces relations.

[1462] Emmanuel Wallon, « Le festival international – Un système relationnel », *in* Anne Dulphy, Robert Frank, Marie-Anne Matard-Bonucci, Pascal Ory (éd.), *Les relations culturelles internationales au XXe siècle, de la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Berlin, Peter Lang, 2010, p. 307.

[1463] Oruno Denis Lara, *Space and history in the Caribbean*, Princeton, Markus Wiener Publishers, 2006, p. 147.

[1464] Emily Allen Williams, *Anglophone Caribbean poetry, 1970-2001 : an annotated bibliography*, Westport, Greenwood Publishing Group, 2002, p. xiii.

[1465] Lázaro Israel Rodriguez Oliva, « Cooperación cultural en el espacio iberoamericano. Diálogo con Fernando Rueda », *in* « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 77.

Ces institutions peuvent être internes à la Caraïbe, mais peuvent aussi être des organismes extra-caribéens, ce qui prouve peut-être la difficulté de la zone à s'entendre et à finaliser des projets pourtant maintes fois approuvés théoriquement par les gouvernements. Il semble que les relations culturelles suscitent des attentes et même des espoirs, et que les forces dirigeantes de la Caraïbe soient unanimement d'accord pour reconnaître qu'elles sont nécessaires à la sous-région, mais que la mise en place concrète de projets pose beaucoup plus de problèmes.

Les blocs économiques internationaux jouent également et peut-être étonnamment un rôle dans l'établissement des relations culturelles internes à la zone caribéenne. En effet, qu'il s'agisse de blocs, tel que le « camp socialiste », ou de regroupements économiques comme le CARICOM, on constate que les relations culturelles entre Cuba et la Caraïbe sont influencées par des forces extérieures. L'AEC a par exemple contribué à renforcer les liens de la zone caribéenne[1466], et à l'introduire sur la scène internationale comme un espace d'importance. Par ailleurs, l'UNESCO a aidé à la création de Ministères et instituts chargés de la culture et de sa promotion[1467], et les ONG participent également de l'établissement de relations. En quelques mots, il faut dire que la Caraïbe n'est toujours pas indépendante, et que les relations culturelles qu'elle souhaite mener en son sein dépendent encore très largement d'influences extérieures.

Les liens culturels dépendent donc en partie des gouvernements en place, mais les hommes politiques et leur image ont aussi un poids considérable. Au premier rang de ces derniers, nous avons évoqué la figure de Fidel Castro, dont le rôle dans les relations culturelles de son pays est indéniable :

> L'iconographie a joué un rôle fondamental dans la diffusion et la perception de la révolution cubaine, tant à Cuba qu'à l'étranger, et les innombrables images du *Comandante*, en particulier, ont provoqué un phénomène de fixation iconique, observable d'ailleurs tant dans le discours de ses adulateurs que dans celui de ses détracteurs.[1468]

[1466] Mirna Yonis-Lombano, « El Caribe como interlocutor y parte de la agenda de cooperación en la relaciones exteriores de Venezuela », *in* Maurice Belrose, Cécile Bertin-Elisabeth, Corinne Mencé-Caster (éd.), *Penser l'entre-deux : entre hispanité et américanité*, Paris, Le Manuscrit, 2005, p. 454.

[1467] Alejandra Radl, *La dimensión cultural, base para el desarrollo de América latina y el Caribe : desde la solidaridad hacia la integración*, Buenos Aires, Banco Interamericano de Desarrollo-Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe, 2000, p. 21.

[1468] Nancy Berthier, *Fidel Castro, arrêts sur images*, Paris, Ophrys, p. 10.

Les représentants politiques et diplomatiques de l'Île travaillent également à l'élaboration de liens culturels, et certaines figures cubaines liées à la politique ainsi qu'aux Arts et au monde de la culture ont permis à Cuba d'établir de nombreuses relations. Mais les populations sont elles aussi au centre des relations culturelles, et leur rôle a d'ailleurs été souligné par le Parti Communiste de Cuba : « La guía magistral de los diversos aspectos de la política cultural es que los frutos de la creación artística sean en realidad patrimonio del pueblo y que éste participe, a través de múltiples vías, en el proceso creador »[1469].

De la sorte, les peuples ont un rôle à jouer dans l'établissement de liens culturels, et leur volonté de construire des relations, d'aller vers l'Autre, ou au contraire leur apathie dans ce domaine influe sur les liens culturels. Les relations culturelles échappent parfois aux règles établies, et deviennent l'expression des aspirations des populations, qui sont alors les acteurs principaux de leur destin :

> Nuestra generación fue aislada, bastante aislada por el imperialismo, que obligó a los gobiernos a romper vínculos con Cuba, aunque nunca se rompieron los vínculos con los pueblos de América Latina pero ya ese período ha ido quedando atrás, y hoy se desarrollan amplios vínculos en todos los sentidos con los pueblos y con un gran no a los gobiernos a romper vínculos con Cuba, aunque nunca se rompieron los vínculos con los pueblos de América Latina pero ya ese período ha ido quedando atrás, y hoy se desarrollan amplios vínculos en todos los sentidos con los pueblos y con un gran número de gobiernos de América Latina.[1470]

Par ailleurs, nous avons montré que Fidel Castro n'est pas la seule figure à se détacher, et il est important de voir que les relations culturelles peuvent s'établir sur la base de projets portés par les grandes figures historiques. Cuba utilise d'ailleurs bien souvent les écrits de personnages tels que José Martí ou Bolívar pour légitimer l'établissement de relations culturelles, en faisant du combat des libérateurs un lien immatériel entre les peuples caribéens :

> Para salvar a nuestra América del peligro yanqui, y constituir con Cuba y Puerto Rico libres, el núcleo inicial de la descolonización antillana y el valladar a las amenazas del coloso del norte, Martí va a Santo Domingo para reunirse con Máximo Gómez, ya que el viejo general mambí, así como Antonio Maceo, compartirían con él la dirección de una nueva cruzada por la libertad y la

[1469] (s.a), *Cuba, estadísticas culturales*, La Havane, s.n., 1988, s. p.

[1470] Eduardo Klinger Pevida, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, p. 65, citant un discours de Fidel Castro, prononcé le 8 janvier 1989.

> democracia popular antillana, próxima a iniciarse en tierra cubana.[1471]

À cet égard, nous avons également dit que Cuba possède un atout de taille : il s'agit du Che. Figure devenue légendaire, son image n'est pas seulement glorifiée à Cuba, puisqu'elle est au contraire devenue un étendard pour le monde entier, et sans doute particulièrement en Amérique Latine. Son nom semble parfois se transformer en argument du rapprochement des peuples latino-américains, dans le but de favoriser sinon l'unité parfois rêvée du moins une certaine union. Et la résonnance de ce nom dans les pays voisins de Cuba permet à l'Île d'ouvrir certaines portes.

L'on a ainsi vu que les relations culturelles peuvent s'établir à partir du passé, et/ou sur la base de figures historiques représentant un idéal présenté comme commun, ce que d'aucuns décriront comme une manipulation politico-diplomatique. Concernant José Martí, nous avons dit combien sa figure avait d'importance pour l'ensemble de la Caraïbe et de l'Amérique Latine, en tant que penseur et combattant pour la liberté et l'indépendance. L'Apôtre de l'indépendance cubaine reste également un pilier de la politique culturelle cubaine, aussi bien intérieure qu'extérieure, et est toujours perçu comme l'un des pères de l'éclosion de la culture propre à l'Île, comme souligné lors du Premier Congrès du Parti Communiste cubain : « El culto a la dignidad plena del hombre proclamado por José Martí, y establecido como Ley Primera de la República por nuestra Constitución, debe de ser la constante primera de la cultura nacional »[1472].

Notons à nouveau que Cuba s'investit particulièrement dans le domaine de la culture et des relations en découlant, et il faut préciser ici les nombreuses impulsions données par le gouvernement de l'Île à la construction mais aussi à l'étude et à la pérennisation des relations culturelles avec la Caraïbe et, plus généralement, l'intérêt qu'il a quasiment toujours démontré depuis 1959 pour les cultures de la Caraïbe. Certains peuvent voir dans ce fait une intention plus ou moins avouée de se défaire des problèmes économiques liés principalement au blocus états-unien, de la même façon que l'on a pu interpréter à une certaine époque l'ouverture de Cuba sur la culture caribéenne comme un moyen « d'infiltration » d'une idéologie. En tous les cas, l'essor des études portant sur la ou les culture(s) de la Caraïbe montre un regain d'intérêt qui n'est pas sans poser de question. Il semble que les territoires et leurs hommes se soient ignorés jusqu'alors, ou se soient

[1471] José Luciano Franco, *Ensayos sobre el Caribe*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 1980, p. 57.
[1472] (s.a), *Cuba, estadísticas culturales*, La Havane, s.n., 1988, s. p.

contentés de croire qu'ils se connaissaient. La découverte du peu de connaissance de l'Autre a entraîné une incertitude sur la cohérence et la cohésion de la zone, ainsi qu'un questionnement sur soi : comment peut-on se connaître sans connaître ce qui nous entoure ? Comment se distinguer ou s'unir sans une bonne appréhension de l'Autre ?

Cette réflexion sur ce qu'est la Caraïbe, qui sont les Caribéens, et sur l'opportunité de relations culturelles est observable dans les travaux de nombre d'artistes de la région. De la sorte, les intellectuels et les Arts ne doivent pas être négligés, puisque, nous l'avons vu, leur influence sur les relations culturelles est considérable. Ils expriment ces mêmes relations autant qu'ils contribuent à les construire ou les reconstruire. Ils se font l'écho de l'état des liens, et sont dans le même temps une voie d'établissement ou de stabilisation des échanges. Les écrits littéraires et productions artistiques participent donc des relations établies sur la base de la culture, et ne doivent en conséquence par être prises comme le fait d'une élite produisant pour une élite, dont la majorité de la population ne saurait tirer parti. D'ailleurs, si le contexte caribéen ne permet pas toujours la production ou la relation culturelle, les artistes et écrivains de l'aire contribuent, de façon active et consciente ou non, à établir des liens avec les pays voisins. Ces producteurs de culture ne tissent pas uniquement des liens avec leurs pairs, mais permettent tout au contraire aux populations de se rencontrer.

La *Casa de las Américas* est également primordiale, nous l'avons vu, puisqu'elle s'est imposée comme un « lieu de réflexion » pour l'ensemble de la communauté culturelle latino-américaine[1473]. Maison cubaine tournée vers les Amériques, elle n'a eu de cesse de promouvoir le dialogue et l'échange culturels entre Cuba et ses voisins :

> La « Casa de las Américas » est un organisme culturel de la République de Cuba fondé quelques mois après l'établissement de l'État socialiste en 1959. Du reste, elle fêtait son XXe anniversaire en même temps que celui de la Révolution cubaine. Comme son nom l'indique elle a pour but le développement et la défense de la culture non pas seulement à Cuba, mais dans les Amériques et dans la Caraïbe. El le prix (nous devrions dire les prix) qu'elle décerne chaque année a pour fonction d'inciter les littérateurs de notre continent à créer des œuvres originales pour exprimer et illustrer l'art, la culture, la vie dans leur pays, bien entendu dans la

[1473] Ambrosio Fornet, « Casa de las Américas : entre la Revolución y la utopía », *in* Ambrosio Fornet, Luisa Campuzano, *La Revista Casa de las Américas : un proyecto continental*, La Havane, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello, 2001, p. 29.

> perspective du progrès, de la démocratie, de la liberté face aux impérialismes qui oppriment nos cultures et nos peuples.[1474]

Tout en s'appuyant sur les idéaux portés par la Révolution cubaine, la *Casa de las Américas* est devenue au fil des ans une institution mondialement reconnue, dont le travail montre l'implication de l'Île et de son gouvernement dans le domaine de la culture. Plus que l'étude, elle promeut également la création culturelle, et s'est donné pour tâche de développer toutes les facettes des expressions culturelles caribéennes et latino-américaines. La *Casa* a d'ailleurs développé « l'idée d'une communauté culturelle caribéenne »[1475], ce qui montre, bien qu'elle soit tournée vers l'ensemble du sous-continent latino-américain, qu'elle s'est considérablement investie dans les relations culturelles entre Cuba et la Caraïbe.

Cuba a fait preuve, à travers la *Casa de las Américas*, d'initiative et d'originalité, et elle a redessiné les contours de la culture caribéenne. L'Île est donc encore une fois un pays « particulier » au sein de l'espace caribéen, du fait de son attache constante à faire dialoguer les cultures :

> Cette organisme, tout à fait unique dans sa conception, […] s'assigne de diffuser en Amérique latine les réalisations et projets culturels de la Révolution cubaine et, conjointement, de faire connaître au peuple cubain les manifestations culturelles du reste du continent.[1476]

Il apparaît donc clairement que le gouvernement cubain a parfaitement compris les enjeux des relations, qui seules pouvait lui permettre de sortir de sa solitude : « Le désir de rompre avec tout un passé d'isolement et de méconnaissance mutuelle est […] très clair »[1477]. En somme, la *Casa* symbolise à elle seule le projet de la Révolution pour l'Amérique Latine, en promouvant le dialogue et l'échange culturels. Ce projet, soutenu par d'autres institutions cubaines, tend à faire de la Révolution un moteur des liens culturels, et de l'Île le centre latino-américain des relations fondées sur la culture :

> Todos los países de América le deben a Cuba dos cosas [decía Emir Rodríguez Monegal en una entrevista publicada en México] : primero, una conciencia de la realidad americana de hoy […] ; segundo, la creación de grandes editoriales que publicaron y

[1474] René Ménil, *Pour l'émancipation et l'identité du peuple martiniquais*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 433.
[1475] *Ibid*.
[1476] Françoise Moulin Civil, « Le Rôle médiateur de la *Casa de las Américas* dans les enjeux culturels cubains », *in* Augustin Redondo, *Les médiations culturelles*, Paris, Publications de la Sorbonne Nouvelle, 1989, p. 154.
[1477] *Ibid*.

> republicaron casi todos los clásicos de América y, con la instalación del concurso de la Casa de las Américas, las revistas, los congresos, todo, no sólo convirtió a Cuba en uno de los centros culturales más importantes, especialmente en los primeros siete u ocho años de la Revolución, sino que además suscitó la emulación. En este sentido creo que ha sido la revolución política más importante de la historia cultural de América.[1478]

Cependant, la limite entre dialogue et débat est parfois infime, et l'on peut passer de l'accord à la désunion. Ainsi, la *Casa de las Américas* a pu être vue comme un outil de propagande politique, et a parfois été victime de rejet. De la même façon, il faut souligner que l'UNEAC fait un travail de diffusion des cultures assez important. Son « poids culturel, sa respectabilité et son prestige »[1479] en font une institution reconnue et respectée, bien que de nombreuses controverses et débats aient nui aux échanges. On a parfois vu l'UNEAC comme un « mécanisme »[1480] ou un instrument du pouvoir plus que comme un vecteur de la communication culturelle.

Dans le domaine des arts et lettres, nous avons également dit que l'ICAIC avait beaucoup œuvré : « El 24 de marzo de 1959 se funda el Instituto Cubano del Arte e Industria Cinematográficos (ICAIC). Fue ésta la primera disposición emitida por el joven Gobierno Revolucionario acerca de una manifestación cultural »[1481]. En effet, même si le manque de moyens et les dissensions idéologiques ont pu freiner les projets et réalisations de cette institution, il faut lui reconnaître un « apport […] au mouvement dénommé Nouveau Cinéma Latino-Américain »[1482]. Entre 1959 et 1987, Cuba a par exemple produit 164 long-métrages et 1026 court-métrages, et le cinéma cubain a reçu 350 récompenses internationales[1483]. En outre, grâce à l'ICAIC, on a noté une « extension des frontières et de l'influence artistique, politique et idéologique de la cinématographie cubaine de la révolution […] »[1484].

La crise que connaît Cuba depuis le début des années 1990 a conduit les producteurs d'œuvres cinématographiques à s'engager dans des coproductions, ce qui « implique la

---

[1478] Ambrosio Fornet, *op. cit*., p. 12.
[1479] Antoni Kapcia, *Havana : the marking of Cuban culture*, New York, Berg, 2005, p. 134.
[1480] *Ibid*.
[1481] (s.a), *Cuba, estadísticas culturales*, La Havane, s.n., 1988, s. p.
[1482] Alfredo A. Fernández [traduction de Stéphanie Daix], « Le cinéma cubain de la Révolution (1959-2000) : bilan et perspectives », *in* Françoise Moulin Civil (éd.), *Cuba 1959 – 2006. Révolution dans la Culture, Culture dans la Révolution*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 240.
[1483] (s.a), *Cuba, estadísticas culturales*, La Havane, s.n., 1988, s. p.
[1484] Alfredo A. Fernández, *op. cit.*, p. 240.

douloureuse adaptation du projet à la volonté des producteurs étrangers qui ne respectent pas toujours les idées des réalisateurs nationaux […] »[1485]. Ainsi, la culture cubaine et caribéenne se retrouve-t-elle à nouveau soumise à des problèmes purement financiers, qui influent sur la production culturelle, et en conséquence sur les relations culturelles internes à l'espace caribéen.

Enfin, les enjeux des relations culturelles sont multiples, et il est sans doute urgent que tous les pays caribéens en prennent conscience. Entamer un dialogue participatif et fondé sur l'égalité ainsi que le respect serait peut-être salvateur. En effet, la Caraïbe pourrait tirer avantage d'une collaboration culturelle en ce qui concerne son intégration régionale, puisque la culture peut permettre d'ouvrir de multiples portes. Cet élément peut effectivement, et nous l'avons dit, être le déclencheur de collaborations plus étendues, et notamment économiques. À l'inverse, la coopération économique ou commerciale peut également aboutir à des relations culturelles, et l'on voit que l'imbrication entre culture et économie nécessite de penser ou repenser la relation culturelle et sa portée :

> Il est indispensable d'envisager la culture comme un facteur essentiel du développement. Elle l'est pour son incidence indirecte, mais combien significative, sur l'élévation de la productivité du travail, et elle l'est aussi par son influence sur l'amélioration de la qualité de la vie, conditionnée pour l'essentiel par le mouvement culturel.[1486]

Il semble que la coopération culturelle effraie malgré tout, et qu'elle conduise quelquefois à un repli sur soi. Cependant, il faut redire que les nouveaux défis que doit affronter l'espace caribéen ne pourront sans doute être vécus sereinement que grâce à des relations culturelles solides. L'intégration régionale, dont la définition est intéressante, suppose effectivement une certaine union, dans le but d'aller vers un « développement intégral » :

> El concepto de desarrollo involucra múltiples dimensiones que deben ser atendidas a la hora de hablar de « desarrollo integral », el que, entonces, se trata de un « …complejo conjunto interrelacionado de aspectos económicos, políticos, sociales y, recientemente, culturales ».
> El reconocimiento de este hecho ha señalado la relevancia que la dimensión cultural debe asumir dentro del concepto de desarrollo. Es más, señala Herrera Álamos, « … la cultura y lo cultural no constituyen sólo una dimensión más o menos importante del

[1485] *Ibid*.
[1486] (s.a), *Discours d'ouverture prononcé par le camarade Armando Hart Dávalos, Ministre de la Culture de la République de Cuba, lors de la Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de Notre Amérique*, La Havane, s.n, 1981, p. 5.

> desarrollo socio-histórico-económico, sino esencialmente su principal y fundamental dimensión, a partir de la cual éste resulta posible y adquiere determinaciones y características históricas reconocibles », y agrega, « …el desarrollo social y la evolución histórica de las sociedades constituye un fenómeno esencialmente cultural ».[1487]

Les problématiques supposées par l'intégration régionale sont nombreuses, et l'on doit dire que cette intégration est un moyen de lutter contre l'exclusion, l'isolement et l'abandon :

> Car il importe pour l'ensemble des pays de la région de conjurer le risque d'isolement, de contrecarrer les processus – échappant à leur contrôle – qui tendent à dissoudre les frontières partiellement héritées de l'histoire et les liens laborieusement construits. Ces liens résultent essentiellement d'une homogénéité culturelle postulée et surtout de la volonté moult fois réitérée de renforcer les échanges économiques.[1488]

Bien évidemment, cette lutte contre l'isolement serait profitable à l'ensemble de la zone caribéenne, mais aussi et surtout à Cuba, qui n'a eu de cesse depuis 1959 de promouvoir une intégration menée par et pour la zone : « Juntos nuestros pueblos, tendremos la fuerza suficiente para darnos la seguridad y la garantía que no ha ofrecido jamás ningún Tratado Interamericano de Asistencia Recíproca y ninguna OEA […] »[1489]. Ainsi, l'intégration suppose certains bénéfices, et permet entre autres de ne pas laisser les cultures et les identités locales se diluer dans l'espace mondial. En outre, elle est pour Cuba l'écho d'une volonté exprimée par José Martí :

> A esa América Latina integrada y unida, Cuba está dispuesta a pertenecer, a discutir con ella cualquier tema, e incluso a derramar su sangre defendiendo lo que es hoy la primera trinchera de la independencia y soberanía de nuestros pueblos. Es un deber que Martí expresó en su carta póstuma, víspera de su muerte en Dos Ríos : impedir a tiempo con le independencia de Cuba que se extienda por las Antillas los Estados Unidos y caigan, con esa fuerza más, sobre nuestras tierras de América […].[1490]

[1487] Alejandra Radl, *La dimensión cultural, base para el desarrollo de América latina y el Caribe : desde la solidaridad hacia la integración*, Buenos Aires, Banco Interamericano de Desarrollo-Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe, 2000, p. 23.

[1488] Justin Daniel, « Signification et portée de l'impératif régionaliste dans la Caraïbe », in Christian Lerat (éd.), Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 124.

[1489] Eduardo Klinger Pevida, *op. cit.*, 1995, p. 38, citant un discours de Fidel Castro daté du 28 septembre 1974.

[1490] Eduardo Klinger Pevida, *op. cit.*, p. 71, citant le discours prononcé en juillet 1991 par Fidel Castro lors du premier Sommet Ibéroaméricain, à Guadalajara.

Néanmoins, dans la Caraïbe, on observe une multiplicité d'organismes en charge de l'intégration, mais bien peu de réalisations concrètes :

> El aprendizaje de esa arquitectura de la cooperación et integración regional ha estado signado por las esperanzas y las frustraciones, tanto en lo institucional como en lo práctico. De esta manera, a la primera generación de esquemas institucionales, se le ha añadido una compleja red de organismos de integración regional, subregional y binacional ; y casi en paralelo se le ha sumado una gama de mecanismos de cooperación, consulta y coordinación regional que hacen cada vez más necesaria la convergencia entre todos ellos.[1491]

L'intégration régionale caribéenne se distingue par le fait qu'elle s'oppose au principe sacré de la souveraineté nationale. En effet, les pays caribéens semblent toujours craindre de perdre leur marge de manœuvre et leurs identités, et paraissent être en lutte perpétuelle contre une néocolonisation, symbole du traumatisme né de la colonisation : « […] los pueblos de América latina perdieron su independencia, salieron del colonialismo español y han caído en una forma de dominación todavía más grave, que es la dominación neocolonial, la dominación imperialista »[1492]. Ainsi, la Caraïbe est constamment tiraillée entre ouverture et repli :

> En sorte que les élites politiques et économiques se trouvent confrontées à un double défi découlant, d'une part, du risque de remise en cause de la nécessité affirmée d'échanges privilégiés entre les États de l'espace caraïbe afin de mettre en place une véritable communauté économique et de conforter l'identité régionale ; et, d'autre part, du développement d'une forme d'unilatéralisme poussant certains États à rechercher des voies individuelles de sortie d'un isolement potentiel.[1493]

Néanmoins, l'intégration régionale est nécessaire à l'insertion pleine et entière de la Caraïbe aux processus mondiaux. En outre, « Une intégration régionale plus consolidée offre par ailleurs des perspectives nouvelles à l'économie de chacune des îles de la Caraïbe ou des pays de la zone côtière des Guyanes »[1494]. Malgré tout, elle reste difficile à réaliser, dans une région en proie à la fragmentation.

[1491] Mirna Yonis-Lombano, « El Caribe como interlocutor y parte de la agenda de cooperación en la relaciones exteriores de Venezuela », *in* Maurice Belrose, Cécile Bertin-Elisabeth, Corinne Mencé-Caster (éd.), *Penser l'entre-deux : entre hispanité et américanité*, Paris, Le Manuscrit, 2005, p. 454.
[1492] Eduardo Klinger Pevida, *op. cit.*, p. 36, citant un discours de Fidel Castro daté du 8 janvier 1989.
[1493] Justin Daniel, *op. cit.*, p. 124.
[1494] Bernard Cherubini, *op. cit.*, p. 275.

Culture et intégration régionale peuvent se dynamiser mutuellement. En effet, en supposant des bénéfices économiques, l'intégration peut pousser les États à investir dans le domaine de la culture et de la coopération culturelle. La culture, quant à elle, peut être un des piliers de l'intégration, puisqu'elle met en relief une certaine identité caribéenne, quoique protéiforme. En outre, « L'identité culturelle régionale est un contrepoids naturel et nécessaire à l'intégration économique et culturelle mondiale communément appelée mondialisation »[1495].

L'intégration peut permettre la rénovation des systèmes éducatifs de la zone. Effectivement, en s'unissant, la Caraïbe pourrait se mettre à produire les outils d'apprentissage (et notamment les manuels scolaires) qu'elle souhaite se donner, et ne serait plus tributaire d'une vision européenne qui tend parfois à répandre les préjugés. En apportant une meilleure connaissance de la zone aux Caribéens, l'intégration pourrait favoriser la relation culturelle, et cela semble même être une condition *sine qua non* à la réussite des projets d'intégration de l'espace caribéen : « Esta región no tiene perspectivas de competir ni de tener equidad si no resuleve el problema de la educación… Este tema no debería estar ausente de una reflexión sobre la integración futura »[1496].

D'autre part, le processus de mondialisation et globalisation en cours pourrait être plus facilement affronté par la Caraïbe si la zone savait transformer en bénéfice ses liens culturels. En effet, des relations culturelles fortes et stables permettraient peut-être d'affronter la vague d'uniformisation que connaît le monde, ainsi qu'une concurrence qui serait cause de disparités encore accrues, conduisant certains pays de la zone à ne pas entrer pleinement dans le nouveau système mondial. La Caraïbe n'a d'autre moyen que de faire face à une mondialisation/globalisation à laquelle elle est finalement habituée : « El Caribe insular fue de hecho el primer espacio extraeuropeo en relacionarse sistemática y subordinamente con el proceso de mundialización que comienza con el descubrimiento y conquista americana »[1497].

[1495] Conseil de l'Europe, *Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, Textes adoptés, 15e session, 27 au 29 mai 2008, Recommandations 239 à 253, Résolutions 255 à 271*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 2008, p. 37.
[1496] Eduardo Klinger Pevida, *op. cit.*, p. 140.
[1497] Armando Fernández, *op. cit.*, p. 309.

La mondialisation offre à la Caraïbe l'opportunité d'entamer une réflexion sur elle-même, sa ou ses cultures, ainsi que sur les liens qui unissent les pays de la zone. Cependant, la mondialisation et la globalisation provoquent également différentes réactions dans la Caraïbe, voire des résistances. Ainsi peut-on observer des foyers de lutte anti-globalisation, qui font naître une « culture de la résistance » :

> El problema de la cultura de la resistencia cobra vigencia en el contexto del pensamiento cubano y latinoamericano. Hoy se despliega una intensa actividad intelectual en torno al tema, que se sintetiza en el tratamiento del problema de la identidad y se dirige a la configuración de una cultura de resistencia y liberación frente a la penetración foránea con fines hegemónicos.[1498]

La mondialisation/globalisation peut donc constituer un danger pour l'espace caribéen –et elle est parfois perçue comme un raz-de-marée culturel– tout autant que se convertir en atout pour les relations culturelles. Et si le processus de mondialisation s'effectue d'une manière particulière dans la Caraïbe, il est d'autant plus intéressant à analyser à Cuba, puisqu'il vient s'opposer à certains principes de la Révolution, elle-même « fait culturel par excellence »[1499].

D'autre part, la mondialisation induit une réflexion quant à la définition de sa culture, mais aussi à sa valeur. On s'est alors demandée si la culture pouvait réellement être cantonnée à une valeur commerciale, marchande, économique, même si elle attise les convoitises :

> Les savoirs traditionnels suscitent la convoitise des industries culturelles et pharmaceutiques des pays développés. La culture est-elle une marchandise comme toute autre ? Nul n'ignore la controverse internationale entre partisans d'une marchandisation de la culture et ceux qui s'opposent à pareille conception.[1500]

Quoi qu'il en soit, la mondialisation/globalisation constitue un réel défi pour la Caraïbe, qui doit accepter l'Autre sans se renier elle-même. Il lui faut appréhender son unité et sa diversité face au danger de l'uniformisation, et cela ne peut se faire sans une définition

---

[1498] Mely González Aróstegui, *op. cit.*, p. 11.

[1499] Claudia Gilman, « Intelectuales 'libres' o intelectuales 'revolucionarios' », *in* Christian Guidicelli (éd.), *América* : « Le discours culturel dans les revues latino-américaines de 1970 à 1990 », Numéro 15-16, Paris, Presse de la Sorbonne Nouvelle, 1996, p. 12.

[1500] Marie Mc Marthy, « Le rôle des titulaires des droits dans la mise en application efficace de la propriété intellectuelle », *in* René Kiminou (éd.), *Économie et droit des affaires de la Caraïbe et de la Guyane, tome 1, contribution à la connaissance des droits et des économies de la Caraïbe et de la Guyane : hommage à Aimé Césaire*, Paris, Publibook, 2009, p. 196.

claire d'une identité culturelle propre, que certains scientifiques affirment être réelle[1501], mais qui reste malgré tout difficile à cerner.

Le futur de Cuba, et principalement de son système politique attire les regards et fait naître les suppositions les plus diverses. L'avenir semble s'ouvrir sur l'incertitude quant aux événements internes à l'Île, événements qui sont étroitement liés à la position que Cuba peut occuper dans la Caraïbe, et à ses relations avec les pays voisins :

> Après la maladie prolongée de Fidel Castro qui a joué un rôle remarquable en Amérique Latine, le Lider Maximo a remis la commande du bateau cubain à son frère, ministre de la Défense qui a manifesté certains signes timides de changements. Question fondamentale, alors : jusqu'où ira l'héritier de Castro ? L'avenir nous situera davantage.[1502]

Malgré tout, l'Île entretient aujourd'hui des liens avec 186 États[1503], quand en 1959 seuls 51 pays possédaient des relations avec Cuba[1504]. Partant, Cuba et sa Révolution ont bien su sortir de l'isolement. La culture en est partie prenante.

[1501] Jorge Ramírez Calzadilla, « La religiosidad Latinoamericana y Caribeña : un elemento de la identidad cultural », *in* Mely González Aróstegui (éd.), *América Latina y el Caribe : realidades sociopolíticas e identidad cultural*, San Salvador, Heinrich Böll, 2002, p. 216.

[1502] Constantin Gruicci Vitali, *La renaissance planétaire et la mondialisation du socialisme*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 123.

[1503] Isabel Allende, *Las relaciones internacionales de Cuba*, Mexico, Ocean Sur, 2008, p. 16.

[1504] Isabel Allende, *op. cit.*, p. 8.

Bibliographie :

Amérique Latine et Caraïbe : histoire, politique, économie

-ABÉNON Lucien-René, BÉGOT Danielle, BÉGOT Monique, *Relire l'histoire et la géographie de l'espace caribéen*, Paris, Hachette, 2001, 160 p.

-ABÉNON Lucien, FEJIC Nenad (éd.), *La Caraïbe et son histoire : ses contacts avec le monde extérieur*, Congrès du CARDH-AIP, Paris, Ibis rouge, 2001, 200 p.

-ADELAÏDE-MERLANDE Jacques, *Histoire contemporaine de la Caraïbe et des Guyanes de 1945 à nos jours*, Paris, Karthala, 2002, 248 p.

-BERNARDIE Nathalie, TAGLIONI François, *Les dynamiques contemporaines des petits espaces insulaires : de l'île-relais aux réseaux insulaires*, Paris, Karthala, 2005, 443 p.

-BONIFACE Pascal (éd.), *L'année stratégique 1987*, Paris, Fondation pour les études de défense nationale, 1987, 328 p.

-BOUFFARTIGUE Sylvie, CHAULET Achour Christiane, FATTIER Dominique, MOULIN CIVIL Françoise (éd.), *Présences haïtiennes*, Cergy-Pontoise, Centre de Recherches Textes et francophonies – Centre de Recherches sur les Civilisations et Identités Culturelles des Sociétés Européennes et Occidentales (éditeur scientifique) / Université de Cergy-Pontoise, Paris, Les Belles lettres, 2006, 456 p.

-BRETON Jean-Marie (éd.), *L'écotourisme : un nouveau défi pour la Caraïbe*, Paris, Karthala, 2001, 454 p.

-BRETON Yvan, BROWN David, DAVY Brian, HAUGHTON Milton, OVARES Luis, *Manejo de recursos costeros en el gran Caribe : resiliencia, adaptación y diversidad comunitaria*, Bogota, IDRC, 2006, 252 p.

-BURAC Maurice, DESSE Michel (éd.), *Les Antilles et la Guyane française à l'aube du XXIe siècle*, Paris, Karthala, 2003, 447 p.

-BRYAN Anthony, GREENE Edward, SHAW Timothy, *Peace, development and security in the Caribbean*, Londres, Macmillan, 1990, 332 p.

-CALMONT André, AUDEBERT Cédric (éd.), *Dynamiques migratoires de la Caraïbe*, Paris, Karthala, 2007, 401 p.

-CÉLIMÈNE Fred, WATSON Patrick, *Économie politique caribéenne*, Paris, Economica, 1991, 245 p.

-CHAMBERLAIN Mary, *Caribbean migrations : globalised identities*, Londres, Routledge, 1998, 272 p.
-CHAUNU Pierre, *Histoire de l'Amérique Latine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2004, 128 p.
-COMITÉ INTERCONSULAIRE DES ANTILLES ET DE LA GUYANE FRANÇAISES, *Les Départements français d'Amérique, leur avenir et leur rôle au sein de la région des Caraïbes : mémorandum pour servir à leur développement*, Fort-de-France, Comité interconsulaire des Antilles et de la Guyane françaises, 1982, 38 p.
-CRUSOL Jean, *Économies insulaires de la Caraïbe, aspects théoriques et pratiques du développement : Guadeloupe, Martinique, Barbade, Trinidad, Jamaïque, Puerto Rico*, Paris, Éditions Caribéennes, 1980, 339 p.
-DABÈNE Olivier, *La région Amérique Latine, Interdépendance et changement politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, 378 p.
-DABÈNE Olivier, *L'Amérique Latine au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 2001, 192 p.
-DANIEL Justin (éd.), *Pouvoirs dans la Caraïbe, Identité et politique dans la Caraïbe insulaire*, Revue Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe, Numéro 14, 2003-2004, Paris, L'Harmattan, 2004, 171 p.
-DEL POZO José, *Histoire de l'Amérique Latine et des Caraïbes de 1825 à nos jours*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2006, 464 p.
-DOUMERC Éric, *Caribbean civilisation, the English-speaking Caribbean since independence*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2003, 183 p.
-EAKIN Marshall Craig, *The history of Latin America : collision of cultures*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, 436 p.
-ELISABETH Hector, SEYMOUR Jean-Jacques, *Les Caraïbes, des brûlots sur la mer : ABC géopolitique du bassin caribéen*, Paris, Éditions caribéennes, 1981, 195 p.
-FAVRE Henri, *L'Amérique Latine : un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*, Paris, Flammarion, 1998, 125 p.
-FRANCO José Luciano, *Ensayos sobre el Caribe*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 1980, 62 p.
-GARAVAGLIA Juan Carlos, MARCHENA Fernández Juan, *América latina : de los orígenes a la independencia, Volumen I, América precolombina y la consolidación del espacio colonial*, Barcelone, Crítica, 2005, 563 p.

-GONZÁLEZ CASANOVA Pablo (éd.), *Historia política de los campesinos latinoamericanos, vol. I, México, Cuba, Haití, República Dominicana, Puerto Rico*, México, Siglo veintiuno, 1984, 221 p.
-HARTOG Thierry, DESSE Michel (éd.), *Les littoraux de la Caraïbe : pratiques sociales et nouvelles dynamiques spatiales*, Paris, Karthala, 2009, 219 p.
-HILLMAN Richard, *Distant neighbors in the Caribbean*, New Cork, Praeger, 1992, 224 p.
-JÁCOME Francine (éd.), *Diversidad cultural y tensión regional : América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad, 1993, 143 p.
-KIMINOU René (éd.), *Économie et droit des affaires de la Caraïbe et de la Guyane, tome 1, contribution à la connaissance des droits et des économies de la Caraïbe et de la Guyane : hommage à Aimé Césaire*, Paris, Publibook, 2009, 226 p.
-LAMBOURDIÈRE Éric (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, 464 p.
-LAMORE Jean (éd.), *Études Caraïbes*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2003, 236 p.
-LARA Oruno Denis, *Les Caraïbes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1986, 128 p.
-LARA Oruno Denis, *Caraïbes entre liberté et indépendance. Réflexions critiques autour d'une bicentenaire, 1802/2002*, Paris, L'Harmattan, 2002, 142 p.
-LARA Oruno Denis, *Space and history in the Caribbean*, Princeton, Markus Wiener Publishers, 2006, 166 p.
-LERAT Christian (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, 376 p.
-MADDISON Angus (éd.), *L'Amérique latine, la région des Caraïbes et l'OCDE : dialogue sur la réalité économique et les politiques possibles*, Paris, OCDE, 1986, 178 p.
-MARTIN Michel, YACOU Alain (éd.), *Études Caraïbéennes : société et politique, actes du XIIIè Congrès de l'Association des études de la Caraïbe*, Toulouse, Presses de l'Institut d'Études Politiques de Toulouse, 1991, 396 p.
-MENÉNDEZ Mario, *Cuba, Haïti et l'interventionnisme américain : un poids, deux mesures*, Paris, CNRS Éditions, 2001, 176 p.
-MEYZONNIER Patrice, *Trafics et crimes en Amérique centrale et dans les Caraïbes*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, 150 p.
-MILLER Toby, YÚDICE George, *Cultural policy*, Londres, Sage, 2002, 246 p.

-MIRANDA PARRONDO Mauricio (éd.), *Alternativas de política económica y social en América Latina y el Caribe. Cuatro casos de estudio : Colombia, Costa Rica, Cuba y México*, Bogotá, Pontificia Universidad Javierana, Centro editorial Javeriano, 2002, 415 p.
-MIRES Fernando, *La rebelión permanente, Las Revoluciones sociales en América Latina*, México, Siglo veintiuno, 1988, 449 p.
-MONTILLA SALDIVIA Antonio, *Estados Unidos, América Latina y el Caribe : continuidad histórica de una política de dominación*, Caracas, Consejo de desarrollo científico y humanístico, Universidad Central de Venezuela, 1988, 164 p.
-MORIZOT Frédéric, *Grenade, épices et poudre : une épopée caraïbe*, Paris, L'Harmattan, 1998, 385 p.
-MUÑOZ Heraldo (éd.), *América latina y el Caribe : políticas exteriores para sobrevivir*, Buenos Aires, Grupo editorial latinoamericano, 1986, 652 p.
-NABAJOTH Éric, *Les relations internationales dans la Caraïbe*, Lyon, L'Hermès, 1996, 304 p.
-POTTER Robert, CONWAY Dennis, PHILLIPS Joan, *The experience of return migration : Caribbean perspective*, Aldershot, Ashgate, 2005, 293 p.
-PURI Shalini, *The Caribbean postcolonial : social equality, post-nationalism, and cultural hybridity*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, 300 p.
-REDONDO Augustin, *Les médiations culturelles*, Paris, Publications de la Sorbonne Nouvelle, 1989, 234 p.
-REYNAGA MEJÍA Juan Rafael, *La Revolución cubana en México a través de la revista "Política" : construcción imaginaria de un discurso para América latina*, Mexico, UNAM, 2007, 189 p.
-SERBIN Andrés, *Caribbean geopolitics ; Toward security through peace ?*, Boulder (USA), Lynne Rienner Publishers, 1990, 132 p.
-SERBIN Andrés, BRYAN Anthony (éd.), *El Caribe hacia el 2000, Desafíos y opciones*, Caracas, Editorial Nueva Sociedad, 1991, 354 p.
-SERBIN Andrés (éd.), *Paz, conflicto y sociedad civil en América Latina y el Caribe*, Buenos Aires, Centro Internacional de Investigaciones para el Desarrollo, 2007, 404 p.
-TAGLIONI François, *Géopolitique des Petites Antilles : influences européenne et nord-américaines*, Paris, Karthala, 1995, 321 p.
-THUAL François, *Abrégé de géopolitique de l'Amérique Latine*, Paris, Ellipses, 2006, 94 p.

-TOKATLIÁN Juan, SCHUBERT Klaus (éd.), *Relaciones internacionales en la Cuenca del Caribe y la política de Colombia*, Bogotá, Cámara de comercio de Bogotá, 1982, 591 p.
-UNESCO, Comité régional intergouvernemental intérimaire du projet majeur dans le domaine de l'éducation en Amérique Latine et dans les Caraïbes, *Conférence régionale des Ministres de l'Éducation et des Ministres Chargés de la planification économique dans les États membres d'Amérique Latine et des Caraïbes*, Paris, UNESCO, 1980, 134 p.
-URCELAY-MARAGNÈS Denise, *Les volontaires cubains dans la défense de la République espagnole : 1936-1959 : la légende rouge*, Paris, L'Harmattan, 2008, 288 p.
-VÁZQUEZ CHAMORRO Germán, MARTÍNEZ DÍAZ Nelson, *Historia de América Latina*, Madrid, Sociedad general española de librería, 2003, 216 p.
-YACOU Alain (éd.), *Les apports du Nouveau monde à l'ancien : actes du colloque du FESTAG*, Paris, Karthala, 1995, 250 p.
-YACOU Alain (éd.), *La Caraïbe au tournant de deux siècles*, Paris, Karthala, 2004, 357 p.

Cuba : histoire, politique, économie

-ABRASSARD Loïc, *Cuba : la révolution trahie*, Toulouse, Éditions Milan, 2006, 63 p.
-ADLER Alexandre, *Le communisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, 128 p.
-ALBERT Michael, HAHNEL Robin, *Socialism today and tomorrow*, Boston, South End, 1981, 406 p.
-ALLENDE Isabel, *Las relaciones internacionales de Cuba*, Mexico, Ocean Sur, 2008, 16 p.
-ÁLVAREZ ESTÉVEZ Rolando, Guzmán Pascual Marta, *Cuba en el Caribe y el Caribe en Cuba*, Fundación Fernando Ortiz, La Havane, 2008, 248 p.
-AMIN Samir, HERRERA Rémy (éd.), *Cuba révolutionnaire. Tome 1 : Histoire et culture*, Paris, L'Harmattan, 2003, 346 p.
-ARBOLEYA CERVERA Jesús, *Cuba y Estados Unidos, un debate de ahora*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2004, 171 p.
-BALFOUR Sebastián, *Castro*, Madrid, Biblioteca Nueva, 1999, 242 p.
-BELL LARA José, *Cambios mundiales y perspectivas ; Revolución cubana*, La Havane, Editorial de Ciencias sociales, 1999, 151 p.

-BELL LARA José, LÓPEZ Delia Luisa, CARAM Tania, *Documentos de la Revolución cubana – 1960*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, 333 p.
-BERTHIER Nancy, *Fidel Castro, arrêts sur images*, Paris, Ophrys, 167 p.
-BLANCA Antoine, *La gauche latino-américaine, Origines et avenir*, Paris, Bruno Leprince, 2004, 128 p.
-BLASIER Cole, MESA-LAGO Carmelo (éd.), *Cuba in the world*, Pittsburg, University of Pittsburg press, 1979, 343 p.
-BLEITRACH Danielle, BONALDI Jacques-François, *Cuba, Fidel et le Che ou l'aventure du socialisme*, Paris, Le Temps des Cerises, 2007, 457 p.
-BOUCHARD Viviane, *Che Guevara, un héros en question*, Montréal, Québec Amérique, 2004, 144 p.
-CAFIERO Carlo, *Abrégé du Capital de Karl Marx*, Marseille, Le Chien Rouge, 2008, 160 p.
-CALVO OSPINA Hernando, *Cuba, 50 ans de Révolution, Hasta la victoria siempre !*, Paris, Le Temps des Cerises, 2009, 197 p.
-CASTRO Fidel, *Cuba et la crise des Caraïbes*, Paris, François Maspero éditeur, 1963, 110 p.
-CASTRO Fidel, *Una revolución sólo puede ser hija de la cultura y las ideas*, La Havane, Editora Política, 1999, 66 p.
-CASTRO RUZ Fidel, *El diálogo de civilizaciones*, La Havane, Oficina de Publicaciones del Consejo de Estado, 2007, 94 p.
-CATEDRÁTICA EXTRAORDINARIA JOSÉ MARTÍ, *Relaciones México-Cuba : 1950-2006 : historias y perspectivas*, México, UNAM, 2007, 344 p.
-CONSEJO NACIONAL DE CULTURA, *Política cultural de Cuba*, La Havane, s.n., 1970, 56 p.
-*Constitución de la República de Cuba, Revisada y concordada por la Dirección de Legislación y Asesoría del Ministerio de Justicia*, La Havane, Editora del Ministerio de Justicia, 2004, 16 p.
-CRUZ HERRERA Dulce María, *États-Unis/Cuba : les interventions d'un empire, l'autodétermination d'un peuple*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007, 323 p.
-CUMERLATO Corinne, ROUSSEAU Denis, *L'île du Docteur Castro, La transition confisquée*, Paris, Stock, 2000, 313 p.
-DELMAS Claude, *Crises à Cuba*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1983, 224 p.

-DÉZERT Bernard, *Cuba : les vicissitudes d'une île politiquement enclavée*, Saint-Germain-en-Laye, Université de Saint-Germain-en-Laye, 1996, 14 f.
-DUMONT René, *Cuba est-il socialiste ?*, Paris, Éditions du Seuil, 1970, 256 p.
-ERISMAN Michael, *Cuba's international relations : the anatomy of a nationalistic foreign policy*, Boulder (Colorado), Westview Press, 1985, 188 p.
-FORNÉS-BONAVÍA DOLZ Leopoldo, *Cuba, Cronología, Cinco siglos de historia, política y cultura*, Madrid, Editorial Verbum, 2003, 340 p.
-FOSS Clive, *Fidel Castro*, Barcelone, Swing, 2006, 141 p.
-GALLOWAY George, *Fidel Castro*, Paris, Autrement, 2008, 394 p.
-GATZAMBIDE-GÉIGEL Antonio, HERNÁNDEZ Rafael, *Cultura, sociedad y cooperación : ensayos sobre la sociedad civil del Gran Caribe*, Universidad de Puerto Rico, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana « Juan Marinello », Grupo Inter-Civil del Proyecto Atlantea, 2003.
-GEODE, *Cuba, un univers totalitaire*, Paris, L'Âge d'Homme, 2006, 204 p.
-GLUCKSMANN Christine, *Fidel Castro : Discours de la Révolution*, Paris, 10/18, 1966, 319 p.
-GUICHARNAUD-TOLLIS Michèle, JOACHIM Jean-Louis, *Cuba : de l'Indépendance à nos jours*, Paris, Ellipses, 2007, 272 p.
-HABEL GRIMALDI Janette, *Cuba dans les Caraïbes ; Identité, utopie et réalités*, Thèse de Doctorat sous la direction de Monsieur le Professeur Pierre-Philippe Rey, Paris VIII, janvier 1994, 492 f.
-HALLIER Jean-Edern, CASTRO Fidel, *Conversation au clair de lune*, Paris, Messidor, 1990, 248 p.
-HART Armando, *Del trabajo cultural, selección de discursos*, La Havane, Editorial de Ciencias Políticas, 1978, 362 p.
-HART DÁVALOS Armando, BAEZ Luis, *Changer les règles du jeu*, La Havane, Editorial Letras cubanas, 1983, 122 p.
-HART DÁVALOS Armando, *Las cartas sobre la mesa : Cuba aclara posiciones*, México, Siglo XXI, 1984, 124 p.
-HART DÁVALOS Armando, *Cultura en revolución*, Mexico, Nuestro Tiempo, 1990, 264 p.
-HERAS LEÓN Eduardo, *Cultura y Revolución a cuarenta años de 1959*, La Havane, Casa de las Américas, 1999, 188 p.

-HÉRAUD Alexandre, GARRIGUES Léa, *Fidel Castro, une mort annoncée*, Paris, Édite, 2007, 220 p.
-HERNÁNDEZ Rafael, *Mirar a Cuba, Ensayos sobre cultura y sociedad civil*, México, Fondo de cultura económica, 2002, 164 p.
-HERNÁNDEZ Sandra (éd.), *La Révolution cubaine : mémoire, identité, écritures*, Nantes, Centre des recherches sur les identités nationales et l'interculturalité, 2007, 273 p.
-KALFON Pierre, *Che : Ernesto Guevara, une légende du siècle*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, 624 p.
-LAMORE Jean, *Cuba*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007, 128 p.
-LANGUE Frédérique, *Hugo Chávez et le Venezuela : une action politique au pays de Bolívar*, Paris, L'Harmattan, 2002, 239 p.
-LATELL Brian, *Raul Castro, l'après Fidel*, Paris, City Éditions / Documents Hachette, 2007, 359 p.
-LEMOINE Maurice (éd.), *Cuba, 1959 – 1989 : 30 années de Révolution*, Paris, Autrement Série Monde, 2007, 250 p.
-LÖWY Michael (éd.), *El Marxismo en América Latina : antología, desde 1909 hasta nuestros días*, Santiago (Chili), LOM Ediciones, 2007, 585 p.
-MACHOVER Jacobo, *Cuba, totalitarisme tropical*, Paris, 10/18, 2006, 154 p.
-MADAN Nora (éd.), *La lucha ideológica y la cultura artística y literaria (compendio de documentos aprobados por el I y el II Congresos del Partido Comunista Cubano)*, La Havane, Editora Política, 1982, 110 p.
-MARINELLO Juan (selección de textos : Onoria CÉSPEDES), *Homenaje y gratitud a México*, México, Centro de estudios filosóficos, políticos y sociales Vicente Lombardo Toledano, 2000, 103 p.
-MARTELLI Roger, *Le communisme*, Toulouse, Éditions Milan, 2005, 57 p.
-MARTÍN Américo, *América y Fidel Castro*, Miami, Ediciones Universal, 2001, 323 p.
-MATTHEWS Herbert, *Fidel Castro*, Paris, Éditions du Seuil, 1970, 381 p.
-MORENO FRAGINALS Manuel, *La Historia como arma y otros estudios sobre esclavos, ingenios y plantaciones*, Barcelone, Crítica, 1983, 178 p.
-MOULIN CIVIL Françoise (éd.), *Cuba 1959 – 2006. Révolution dans la Culture, Culture dans la Révolution*, Paris, L'Harmattan, 2008, 282 p.
-NAVARRO Desiderio, *Cultura y marxismo. Problemas y polémicas*, La Havane, Editorial Letras Cubanas, 1986, 445 p.

-NIEDERGANG Marcel (éd.), *1959 : Castro prend le pouvoir*, Paris, Éditions du Seuil, 1999, 266 p.
-NÚÑEZ JIMÉNEZ Antonio, *Cuba : Cultura, Estado y Revolución*, México, Presencia latino-americana, 1984, 289 p.
-OTERO Lisandro, MARTÍNEZ HINOJOSA Francisco, *La politique culturelle à Cuba*, Paris, UNESCO, 1972, 58 p.
-PAILLER-STAUB Claire (éd.), *El castrismo*, Paris, Masson et Compagnie, 1970, 120 p.
-PÉREZ-STABLE Marifeli, *La Revolución cubana : orígenes, desarrollo y legado*, Madrid, Colibrí, 1998, 373 p.
-PIC-GILLARD Christine, *Révolutions à Cuba, de José Martí à Fidel Castro*, Paris, Ellipses, 2007, 189 p.
-PIERRE-CHARLES Gérard, *El Caribe a la hora de Cuba*, La Havane, Ediciones Casa de las Américas, 1981, 535 p.
-PIÑEIRO LOSADA Manuel, *Che Guevara and the Latin American revolutionary movements*, Melbourne, Ocean Press, 2001, 203 p.
-PONCE Néstor (éd.), *La Révolution cubaine 1959-1992*, Nantes, Éditions du Temps, 2006, 160 p.
-PREEG Ernest, *Cuba and the new Caribbean economic order*, Washington, Center for strategic and international studies, 1993, 94 p.
-PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France (éd.), *Cuba, un castrisme sans Fidel ?*, Paris, Revue Problèmes d'Amérique Latine, Choiseul, Numéro 61/62, Eté-Automne 2006, 210 p.
-RAFFY Serge, *Castro l'infidèle*, Paris, Fayard, 2007, 672 p.
-RAMONET Ignacio, *Fidel Castro, Biographie à deux voix*, Paris, Fayard/Galilée, 2007, 700 p.
-REGALADO Roberto, *La proyección continental de la Revolución cubana*, Mexico, Ocean Sur, 2008, 20 p.
-RODRÍGUEZ BERUFF Jorge, *Cuba en crisis : perspectivas económicas y políticas*, San Juan, Editorial de la Universidad de Puerto Rico, 1995, 218 p.
-ROUX Maryse, *Cuba*, Paris, Karthala, 1997, 195 p.
-SADRI Houman, *Revolutionary States, Leaders and Foreign Relations, A comparative study of China, Cuba, and Iran*, Westport, Praeger, 1997, 147 p.
-SÁNCHEZ Germán, *Barrio adentro y otras misiones sociales en la Revolución bolivariana*, New York, Ocean Press, 2005, 40 p.

-SÁNCHEZ Germán, *Cuba y Venezuela. Reflexiones y debates*, La Havane, Editorial José Martí, 2006, 325 p.
-SANTANA Joaquín, *Política cultural de la Revolución cubana : documentos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 1977, 139 p.
-SERBIN Andrés, TULCHIN Joseph, *El Caribe y Cuba en la posguerra fría*, Caracas, Nueva Sociedad, 1994, 272 p.
-SIMEÓN Roberto, *El proceso político cubano y su relación con el exterior*, Salamanque, Muñoz Moya Editores Extremeños, 2002, 229 p.
-SKIERKA Volker, *Fidel Castro, « El Comandante »*, Paris, Alvik, 2004, 546 p.
-SOLBÈS Jean, *Le défi cubain*, Paris, Graphein, 1998, 331 p.
-SORHEGUI D'MARES Arturo, *La Havane en el Mediterráneo Americano*, La Havane, Imagen Contemporánea, 2007, 252 p.
-SOTO VALDESPINO Juan, *Proyección internacional de la revolución cubana*, La Havane, Instituto cubano del libro, 1975, 432 p.
-SUÁREZ SALAZAR Luis, *Cuba : ¿ aislamiento o reinserción en un mundo cambiado ?*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 1997, 192 p.
-SUÁREZ SALAZAR Luis, *El siglo XXI : posibilidades y desafíos para la Revolución cubana*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2000, 488 p.
-SUCHLICKI Jaime, *Historical dictionary of Cuba*, Metuchen (New Jersey), Scarecrow Press, 1988, 368 p.
-TEJADA Aurelio Alonso (éd.), *Cuba, quelle transition ?*, Paris, L'Harmattan, 2001, 185 p.
-VILARIÑO Evelio, *Cuba, reforma y modernización socialistas*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 1997, 184 p.
-WHITE Christopher, *Creating a third world : Mexico, Cuba and the United States during the Castro era*, Albuquerque, University of New Mexico Press, 2007, 250 p.
-WHITEHEAD Laurence, Hoffmann Bert (éd.), *Debating Cuban exceptionalism*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007, 239 p.
-WRIGHT Thomas, *Latin America in the era of the Cuban Revolution*, Londres, Praeger, 2001, 235 p.
-XALMA Cristina, *Cuba : ¿ hacia dónde ? ; transformación política, económica y social en los noventa ; escenarios de futuro*, Barcelone, Icaria, 2007, 205 p.
-YACOU Alain (éd.), *Cuba et les Antilles : actes du colloque de Pointe-à-Pitre, 3-5 décembre 1984*, Talence, Presses Universitaires de Bordeaux, 1988, 199 p.

-ZEBICH-KNOS Michele, NICOL Heather (éd.), *Foreign policy toward Cuba : isolation or engagement ?*, Lanham, Lexington Books, 2005, 285 p.

-(s.a), *Política cultural de la revolución cubana : documentos*, La Havane, Editora de Ciencias Sociales, 1977, 139 p.
-(s.a.), *Estructura organizativa del sistema del Ministerio de Cultura de la República de Cuba*, La Havane, Ministerio de Cultura, 1981, 17 p.

Culture et identité (généralités)

-ACOSTA Eliades, *La cultura revolucionaria*, Mexico, Ocean Sur, 2008, 15 p.
-APARICIO Miriam (éd.), *L'identité en Europe et sa trace dans le monde : une approche interdisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2006, 367 p.
-ARJONA PÉREZ Marta, *Patrimonio cultural e identidad*, La Havane, Publicaciones de la Oficina del Historiador, Ediciones Boloña, 2003, 148 p.
-BOURQUIN Jean-Fred, *Violence, conflit et dialogue interculturel*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 2003, 85 p.
-BRETON Jean-Marie, LE LOUARN Patrick, SAFFACHE Pascal, *Patrimoine culturel et tourisme alternatif : Afrique, Amérique, Caraïbe*, Europe, Paris, Karthala, 2009, 416 p.
-CASTELLA Paul, *La différence en plus : approche systémique de l'interculturel*, Paris, L'Harmattan, 2005, 284 p.
-CHIBÁS ORTIZ Felipe, *Creatividad y cultura. Incógnitas y respuestas*, La Havane, Editorial Pueblo y Educación, 2001, 113 p.
-DULPHY Anne, FRANK Robert, MATARD-BONUCCI Marie-Anne, ORY Pascal (éd.), *Les relations culturelles internationales au XXe siècle, de la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Berlin, Peter Lang, 2010, 693 p.
-FORNET-BETANCOURT Raúl (éd.), *Interculturalidad, Sociedad multicultural, y Educación multicultural*, México, Castellanos Editores, 2002, 203 p.
-IGLESIAS GIL José Manuel (éd.), *Cursos sobre el patrimonio histórico – 1, actas de los VII Cursos Monográficos sobre el Patrimonio Histórico*, Santander, Universidad de Cantabria, 1997, 294 p.
-LEVRAT Jacques, *Dynamique de la rencontre : une approche anthropologique du dialogue*, Paris, L'Harmattan, 1999, 206 p.

-MATO Daniel (éd.), *Cultura, política y sociedad : perspectivas latinoamericanas*, Buenos Aires, CLACSO, 2005, 512 p.
-MICHAUD Guy (éd.), *Identités collectives et relations inter-culturelles*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1978, 254 p.
-PAYNE Michael, PONNUSWAMI Meenakshi, PAYNE Jennifer, *Diccionario de teoría crítica y estudios culturales*, Barcelone, Paidós, 2002, 755 p.
-PREISWERK Roy Adrian, *À contre-courants : l'enjeu des relations interculturelles*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1984, 256 p.
-SILVA Erika, *Nación, clase y cultura*, Quito, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales, 1984, 68 p.

Amérique Latine, Caraïbe, Cuba : culture et identité

-ALONSO Aurelio (éd.), *América Latina y el Caribe : territorios religiosos y desafíos para el diálogo*, Buenos Aires, CLACSO, 2008, 395 p.
-BALUTANSKY Kathleen, SOURIEAU Marie-Agnès (éd.), *Caribbean creolization : reflections on the cultural dynamics of language, literature and identity*, Gainsville, University Press of Florida, 1998, 193 p.
-BANSART Andrés (éd.), *El Caribe : Identidad Cultural y Desarrollo*, Caracas, Equinoccio, Editorial de la Universidad Simón Bolívar, 1989, 166 p.
-BARNET Miguel, *Autógrafos cubanos*, La Havane, Letras cubanas, 2009, 538 p.
-BELROSE Maurice, BERTIN-ELISABETH Cécile, MENCÉ-CASTER Corinne (éd.), *Penser l'entre-deux : entre hispanité et américanité*, Paris, Le Manuscrit, 2005, 465 p.
-BENÍTEZ ROJO Antonio, *La isla que se repite*, Barcelone, Casiopea, 1998, 416 p.
-BERGES CURBELO Juana, *Los llamados nuevos movimientos religiosos en el Gran Caribe : reflexiones sobre un problema contemporáneo*, La Havane, Ediciones CEA, 2006, 256 p.
-BETTELHEIM Judith (éd.), *Cuban festivals : a century of Afro-Cuban culture*, Kingston, Randle, 2001, 220 p.
-BRAVEBOY-WAGNER Jacqueline Anne, GAYLE Dennis J. (éd.), *Caribbean Public Policy : Regional, Cultural, and Socioeconomic Issues for the 21st Century*, Boulder (USA, Colorado), Westview Press, 1997, 258 p.

-CALIXTE Fritz, DORISMOND Edelyn (éd.), *Comment habiter la Caraïbe ? Identité et diversité culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2005, 197 p.

-CENTRE DE RECHERCHE INTERUNIVERSITAIRE SUR LES CHAMPS CULTURELS EN AMÉRIQUE LATINE, *América : cahiers du CRICCAL – Les modèles et leur circulation en Amérique Latine*, Numéro 33, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2005, 336 p.

-CHAILLOUX LAFFITA Graciela (éd.), *De dónde son los cubanos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, 231 p.

-COMISIÓN DE ESTUDIOS DE HISTORIA DE LA IGLESIA EN LATINOAMÉRICA, *Historia general de la Iglesia en América latina, Tomo IV, El Caribe*, Salamanque, Ediciones Sígueme, 1995, 443 p.

-CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GUADELOUPE, *FESTAG 1989 : cahier de presse*, Basse-Terre, 1990, 40 f.

-DALMACE Michèle (éd.), *La Caraïbe, culture et paradigmes*, Paris, L'Harmattan, 2009, 254 p.

-DANIEL Justin (éd.), *Les îles Caraïbes : modèles politiques et stratégies de développement*, Paris, Karthala, 1996, 364 p.

-DEBUYST Frédéric, YÉPEZ DEL CASTILLO Isabel (éd.), *Amérique Latine, Espaces de pouvoir et identités collectives*, Paris, L'Harmattan, 1998, 274 p.

-DELISLE Philippe, *Catholicisme, esclavage et acculturation dans la Caraïbe francophone et en Guyane au XIXe siècle*, Matoury (Guyane française), Ibis Rouge Éditions, 2006, 103 p.

-DESCAMPS Christian (éd.), *Amériques latines : une altérité*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1993, 206 p.

-DI GREGORIO Rita, DI SAPIO Anna, MARTINENGHI Camilla, *Arcipelago mangrovia : narrativa caraibica e intercultura*, Bologne, Editrice Missionaria Italiana, 2003, 254 p.

-DIOUF Mamadou, BOSMA Ulbe, *Histoires et identités culturelles dans la Caraïbe : trajectoires plurielles*, Paris, Karthala, 2004, 269 p.

-DURIZOT JNO-BAPTISTE Paulette, *Cultures et stratégies identitaires dans la Caraïbe*, Paris, L'Harmattan, 2001, 445 p.

-DUVIOLS Jean-Paul, *Dictionnaire culturel de l'Amérique Latine*, Paris, Ellipses, 2000, 300 p.

-DUVIOLS Jean-Paul, UREÑA-RIB Pedro, *Dictionnaire culturel des Caraïbes*, Paris, Ellipses, 2009, 397 p.

-FERNANDES Sujatha, *Cuba represent ! : Cuban arts, state power, and the making of new revolutionary cultures*, Londres, Duke University Press, 2006, 218 p.

-FIGUEROLA Joel James, *El Caribe, entre el ser y el definir*, s.n., Editora Tropical, 2000, 235 p.

-FORNET Ambrosio, CAMPUZANO Luisa, *La Revista Casa de las Américas : un proyecto continental*, La Havane, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello, 2001, 72 p.

-GÉLARD Jean-Pierre, CHEMIN Alain (éd.), *L'Amérique latine, identités et ruptures*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 298 p.

-GUIDICELLI Christian (éd.), *América* : « Le discours culturel dans les revues latino-américaines de 1970 à 1990 », Numéro 15-16, Paris, Presse de la Sorbonne Nouvelle, 1996, 480 p.

-GUILLAUME Pierre (éd.), *Identités Caraïbes*, Paris, Éditions du CTHS, 2001, 276 p.

-GONZÁLEZ ARÓSTEGUI Mely (éd.), *América Latina y el Caribe : realidades sociopolíticas e identidad cultural*, San Salvador, Heinrich Böll, 2002, 311 p.

-HARVEY Edwin R., *Derecho cultural latinoamericano : Centroamérica, México y Caribe*, Buenos Aires, Ediciones Depalma, 1993, 444 p.

-HORVATH Ricardo, *Cuba la oculta : vida cotidiana, comunicación y cultura*, La Havane, Editorial Pablo de la Torriente, 1989, 199 p.

-HURBON Laënnec (éd.), *Le phénomène religieux dans la Caraïbe : Guadeloupe, Martinique, Guyane, Haïti*, Paris, Karthala, 2000, 364 p.

-JNO-BAPTISTE Bruce, *La dynamique identitaire de la Dominique : quelles stratégies pour un petit État caribéen anglophone ?*, Paris, L'Harmattan, 2008, 336 p.

-KAPCIA Antoni, *Havana : the marking of Cuban culture*, New York, Berg, 2005, 236 p.

-LECLERC Cécile, *El lagarto en busca de una identidad. Cuba : identidad nacional y mestizaje*, Madrid, Iberoamericana, 2004, 350 p.

-LÉTRILLIART Philippe, *Cuba, l'Église et la Révolution*, Paris, L'Harmattan, 2005, 473 p.

-MATO Daniel (éd.), *Teoría y política de la construcción de identidades y diferencias en América Latina y el Caribe*, Caracas, Nueva Sociedad/Unesco, 1994, 267 p.

-MELTON J. Gordon, Baumann Martin (éd.), *Religions of the world : a comprehensive encyclopedia of beliefs and practices*, Santa Barbara, ABC-Clio, 2002, 4 volumes, 1507 p.

-MÉNIL René, *Pour l'émancipation et l'identité du peuple martiniquais*, Paris, L'Harmattan, 2008, 537 p.
-MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES DE LA REPÚBLICA DE CUBA, *Boletín cultural*, La Havane, 1960 et 1961.
-NETTLEFORD Rex M., *Inward stretch, outward reach : a voice from the Caribbean*, Londres, Macmillan Caribbean, 1993, 209 p.
-NUMA Guy, *Antillanité : l'identité antillaise avec ses valeurs universelles ouvre-t-elle un nouveau monde possible ?*, Paris, Azur Communication, 2005, 288 p.
-OOSTINDIE Gert (éd), *Ethnicity in the Caribbean : essays in honor of Harry Hoetink*, Londres, Macmillan Caribbean, 1996, 239 p.
-ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (éd.), *L'enseignement supérieur en Amérique Latine*, Paris, Éditions OCDE, 2005, 397 p.
-ORTIZ Fernando, *Estudios etnosociológicos*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 1991, 280 p.
-PERL Matthias, PÖRTL Klaus (éd.), *Identidad cultural y lingüística en Colombia, Venezuela y en el Caribe hispánico*, Tübingen, Niemeyer, 1999, 295 p.
-POURETTE Dolorès, *Des Guadeloupéens en Île-de-France, identité, sexualité, santé*, Paris, Karthala, 2006, 346 p.
-RADL Alejandra, *La dimensión cultural, base para el desarrollo de América latina y el Caribe : desde la solidaridad hacia la integración*, Buenos Aires, Banco Interamericano de Desarrollo-Instituto para la Integración de América Latina y el Caribe, 2000, 29 p.
-RODRÍGUEZ RIVERA Guillermo, *Por el camino de la mar, o Nosotros, los Cubanos*, La Havane, Ediciones Boloña, 2006, 158 p.
-SAUNDERS Nicholas, *The peoples of the Caribbean*, Santa Barbara (California), ABC-CLIO, 2005, 399 p.
-SHEPERD Verene, RICHARDS Glen (éd.), *Questioning creole*, Oxford, James Currey, 2002, 305 p.
-UNESCO, Bureau régional d'éducation pour l'Amérique Latine et la région des Caraïbes, *Turismo cultural en América Latina y el Caribe*, La Havane, ORCALC, 2000.
-WILLIAM Luis, *Culture and customs of Cuba*, Westport, Greenwood Press, 2001, 191 p.
-ZEA Leopoldo, *Convergencia y especificidad de los valores culturales en América Latina y el Caribe*, México, UNAM, 1987, 41 p.

-(s.a.), *Les chemins de la culture à Cuba*, La Havane, Editorial Política, 1971.

-(s.a), *Discours d'ouverture prononcé par le camarade Armando Hart Dávalos, Ministre de la Culture de la République de Cuba, lors de la Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de Notre Amérique*, La Havane, s.n, 1981, 15 p.
-(s.a), *Cuba, estadísticas culturales*, La Havane, s.n., 1988, (s. p.).

Caraïbe, Cuba : art et littérature

-ALLEN WILLIAMS Emily, *Anglophone Caribbean poetry, 1970-2001 : an annotated bibliography*, Westport, Greenwood Publishing Group, 2002, 191 p.
-BANSART Andrés, BOADAS AURA Marina, FERNÁNDEZ MERINO Mireya (éd.), *El Caribe continental e insular en su literatura : ¿ vasos comunicantes o frontera ?*, Caracas, Universidad Central de Venezuela/AVECA, 2001, 144 p.
-BARRIOS PEÑA Jaime, *Arte mestizo en América Latina : discurso y mutación cultural quinientos años después, 1492-1992*, Buenos Aires, Fénix editorial, 1989, 195 p.
-BEJEL Emilio, *Escribir en Cuba : entrevistas con escritores cubanos, 1979-1989*, Río Piedras, Ediciones de la Universidad de Puerto Rico, 1991, 387 p.
-BOSCH Juan, *Cuba, la isla fascinante*, Santiago de Chile, Editorial universitaria, 1955, 252 p.
-CAGE-FLORENTINY Nicole, *Arco Iris, La Esperanza*, La Havane, Casa de las Américas, 1996, 56 p.
-DEPESTRE René, *Encore une mer à traverser*, Paris, La Table ronde, 2005, 298 p.
-EZQUERRO Milagros (éd.), *L'hybride : cultures et littératures hispano-américaines*, Paris, Indigo & Côté femmes, 2005, 272 p.
-FEIJÓO Samuel, *El negro en la literatura folklórica cubana*, La Havane, Editorial Letras Cubanas, 1987, 315 p.
-HASSON Liliane, *Cuba : nouvelles et contes d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1985, 245 p.
-HOWE Linda S., *Transgressions + identity. Cuban writers and artists after the Revolution*, Madison (Wisconsin), University of Wisconsin Press, 2004, 275 p.
-LERAT Christian (éd.), *Élites et intelligentsias dans le monde caraïbe*, Paris, L'Harmattan, 2008, 298 p.
-MATEO PALMER Margarita, ÁLVAREZ ÁLVAREZ Luis, *El Caribe en su discurso literario*, Mexico, Siglo XXI, 226 p.

-MAXIMIN Daniel, *Les fruits du cyclone, une géopoétique de la Caraïbe*, Paris, Éditions du Seuil, 2006, 218 p.
-MIAMPIKA LANDRY Wilfrid, *Transculturación y poscolonialismo en el Caribe, versiones y subversiones de Alejo Carpentier*, Madrid, Editorial Verbum, 2005, 228 p.
-VOISSET Georges (éd.), *L'imaginaire de l'archipel*, Paris, Karthala, 2003, 355 p.
-WILLIAM Luis, *Lunes de Revolución ; literatura y cultura en los primeros años de la Revolución cubana*, Madrid, Verbum, 2003, 317p.
-WOOD Yolanda, *Las artes plásticas en el Caribe : praxis y contexto*, La Havane, Editorial Félix Varela, 2000, 158 p.
-WOOD Yolanda, *L'art de la Caraïbe*, Port-au-Prince, Fondation Culture Création, 2000, 75 p.

Mondialisation et globalisation

-AUDINET Jacques, *Le visage de la mondialisation, du multiculturalisme au métissage*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007, 190 p.
-BAUDRAND Vincent, GÉRARD-MARIE Henry, *Comprendre la mondialisation*, Levallois-Perret, Studyrama, 2006, 180 p.
-BONET Lluís, NÉGRIER Emmanuel (éd.), *La fin des cultures nationales ? Les politiques culturelles à l'épreuve de la diversité*, Paris, La Découverte, 2008, 230 p.
-CARMONA BÁEZ Antonio, *State resistance to globalization in Cuba*, Londres, Pluto, 2004, 264 p.
-CÔTÉ Jean-François, LESEMANN Frédéric (éd.), *La construction des Amériques aujourd'hui : regards croisés transnationaux et transdisciplinaires*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2009, 388 p.
-GRUICCI VITALI Constantin, *La renaissance planétaire et la mondialisation du socialisme*, Paris, L'Harmattan, 2009, 295 p.
-HANNEQUART Isabelle, *Science et conscience de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2006, 318 p.
-KING Anthony Douglas (éd.), *Culture, globalization and the world system : contemporary conditions for the representation of identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1997, 186 p.

-KIYINDOU Alain, EKAMBO Jean Chrétien, MIYOUNA Ludovic-Robert (éd.), *Communication et dynamique de globalisation culturelle*, Paris, L'Harmattan, 2009, 327 p.
-MATO Daniel, *Crítica de la modernidad, globalización y construcción de identidades*, Caracas, Universidad Central de Venezuela-Consejo de Desarrollo Científico y Humanístico, 1995, 168 p.
-MATTELART Tristan (éd.), *La mondialisation des medias contre la censure : Tiers Monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles, De Boeck, 2002, 307 p.
-MIRANDA PARRONDO Mauricio (éd.), *Cuba : sociedad, cultura y política en tiempos de globalización*, Bogota, Centro Editorial Javeriano-Facultad de Ciencias Económicas y Administrativas, 2003, 202 p.
-PANHUYS Henry, ZAOUAL Hassan (éd.), *Diversité des cultures et mondialisation : au-delà de l'économisme et du culturalisme*, Paris, L'Harmattan, 2000, 214 p.
-STROMQUIST Nelly, MONKMAN Karen (éd.), *Globalization and education : integration and contestation across cultures*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2000, 363 p.
-VAN EEUWEN Daniel (éd.), *L'Amérique latine et l'Europe à l'heure de la mondialisation : dimension des relations internationales*, Paris, Karthala Aix-en-Provence – Centre de recherches sur l'Amérique latine et les Caraïbes, 2002, 352 p.
-VON BARLOEWEN Constantin, *Anthropologie de la mondialisation*, Paris, Éditions des Syrtes, 2003, 410 p.

Amérique Latine et Caraïbe : coopération et intégration

-AGUIRRECHU Iraida, *Alba : integración latinoamericana*, La Havane, Editora Política, 2007.
-BARTHÉLÉMY Françoise, *Un continent en quête d'unité : l'au-delà du rêve*, Paris, Éditions Ouvrières, 1991, 227 p.
-BURAC Maurice (éd.), *Guadeloupe, Martinique et Guyane dans le monde américain : réalités d'hier, mutations d'aujourd'hui, perspectives 2000*, Paris, Karthala, 1994, 391 p.
-COUFFIGNAL Georges (éd.), *Amérique Latine, tournant de siècle*, Paris, La Découverte, 1997, 189 p.
-CRUSOL Jean, *Les Antilles-Guyane et la Caraïbe : coopération régionale et globalisation*, Paris, L'Harmattan, 2004, 241 p.

-DABÈNE Olivier (éd.), *Atlas de l'Amérique Latine, Violences, démocraties participatives et promesses de développement*, Paris, Autrement, 2007, 79 p.
-GUERRA-BORGES Alfredo, *La integración de América Latina y el Caribe : práctica de la teoría*, Mexico, Instituto de Investigaciones Económicas-Universidad Nacional Autónoma de de México, 1991, 253 p.
-HERMET Guy, *Culture et développement*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 182 p.
-JOS Emmanuel, BARFLEUR Lydia, *Coopération et intégration économique régionale dans la Caraïbe*, Paris, Montchrestien, 1997, 267 p.
-KLINGER PEVIDA Eduardo, *Cuba y la integración de América Latina y el Caribe. Génesis del pensamiento integracionista*, Saint Domingue, Promolibro, 1995, 145 p.
-LÓPEZ COLL Armando, *La colaboración y la integración económicas en el Caribe*, La Havane, Editorial de ciencias sociales, 1983, 383 p.
-NUÑEZ GÓMEZ Luis, SOLÍS LEREE Beatriz, *Comunicación, identidad e integración latinoamericana*, Mexico, Consejo Nacional para la Enseñanza y la Investigación de la Ciencias de la Comunicación, 1994, 240 p.
-ROCHE Jean-Jacques, *Le système international contemporain*, Paris, Montchrestien, 1998, 156 p.
-ROLLAND Denis (éd.), *L'Amérique Latine : état des lieux et entretiens, Séminaire Amérique Latine du Magistère de relations internationales et du DESS coopération et développement de l'Université de Paris-Panthéon-Sorbonne*, Paris, L'Harmattan, 1996.
-SÉRIEYX Hervé, LE CORRE Philippe, *Quand la Chine va au marché : leçons de capitalisme à la chinoise*, Paris, Maxima, 1997, 267 p.
-SOPPELSA Jacques, *Les dates-clefs du dialogue régional en Amérique Latine*, Paris, Ellipses, 2002, 160 p.
-THEYSSET Édouard, *L'état de l'Amérique Latine, Bilan géopolitique, économique et social*, Paris, Ellipses, 2007, 190 p.
-VAÏSSE Maurice, *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1999, 191 p.
-VILASECA REQUENA Jordi, *Los esfuerzos de Sísifo : la integración económica en América Latina y el Caribe*, Madrid, Los libros de la Catarata, 1994, 223 p.
-ZORGBIBE Charles, *Histoire des relations internationales, Tome 3 : 1945 – 1962, Du système de Yalta aux missiles de Cuba*, Paris, Hachette, 1994, 354 p.

-« Relaciones culturales Cuba-Caricom », document informatique fourni par l'Office des Relations Extérieures du Ministère de la Culture de Cuba, 2009.

Revues, articles et magazines :

-*Anales del Caribe*, Centro de Estudios del Caribe / Casa de las Américas, Editorial Nomos, 2004.

-*Antilles magazine*, mensuel d'information et d'opinion, Numéro 1, juillet 1995.

-BARRIOS MONTES OSVALDO, « Para pensar el Caribe desde Cuba », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 18, 2004.

-Casa de las Américas, *Presencia Venezolana. Otras presencias*, La Havane, Numéro 241, octubre-décembre 2005.

-Casa del Caribe, *Del Caribe, Boletín de informaciones culturales*, Santiago de Cuba, 1982-1989.

-Comité Central del Partido Comunista de Cuba, *Cuba socialista*, La Havane, Distribuidora nacional de publicaciones, Numéro 2 (3è époque), 1996.

-*Cuadernos de Nuestra América*, La Havane, Centro de Estudios Sobre América, Numéro 29, janvier-juin 2002.

-Culture Sud, « Caraïbes : un monde à partager », Numéro 168, Paris, janvier-mars 2008.

-*Del Caribe*, Números 16-17, Santiago de Cuba, 199, 1 p.

-*Del Caribe*, Número 19, Santiago de Cuba, 1992, 117 p.

-*Del Caribe*, Número 24, Santiago de Cuba, 1994, 146 p.

-*Del Caribe*, Número 31, Santiago de Cuba, 2000, 120 p.

-*Del Caribe*, Número 38, Santiago de Cuba, 2002, 120 p.

-*Del Caribe*, Número 42, Santiago de Cuba, 2003, 120 p.

-*Del Caribe*, Bicentenario de la Revolución haitiana, Número 45, Santiago de Cuba, 2004, 120 p.

-*Del Caribe*, Número 51, Santiago de Cuba, 2007, 120 p.

-*Diplomatie Magazine, Relations internationales et conflits contemporains*, Dossier spécial : Le Défi latino-américain (Argentine, Brésil, Colombie, Bolivia…), Septembre-octobre 2003, Numéro 5.

-GIOVANNETTI Jorge, « El legado de Harry Hoetink : relaciones raciales y estudios caribeños », *Revista Mexicana del Caribe*, Universidad de Quintana Roo, Chetumal, México, Numéro 17, 2004.
-GIRAUD Michel, *La créolité : une rupture en trompe-l'œil, in La Caraïbe : des îles au continent*, Cahiers d'études africaines, 148, XXXVII-4 (reproduction d'article accordée par le Centre Français d'exploitation du droit de Copie), École des Hautes études en sciences sociales, Paris, 1997.
-*Granma* (résumé hebdomadaire), Organe officiel du Comité central du Parti communiste de Cuba (dir. Isidoro Malmierca), Comité central du Parti communiste de Cuba, La Havane, Numéro 24, 17 juin 1990.
-Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile, *Estudios Internacionales*, « Cuba en el sistema internacional : normalización y reintegración », Juillet-décembre 1994, N° 107/108.
-*KONPAI*, Círculo Bolivariano La Puebal, Caracas, Numéro 26, 2006.
-*Le Monde*, Hors-série Archives, Février-mars 2008, « Fidel Castro, Un demi-siècle de pouvoir, 3 janvier 1959, 24 février 2008 ».
-*L'Histoire*, Numéro spécial Amérique Latine, Numéro 322, Juillet-août 2007.
-*Mujeres*, Editorial de la Mujer, Numéros 3/2007 et 4/2007.
-*Questions internationales*, Amérique Latine, La Documentation Française, Paris, Numéro 18, Mars-avril 2006.
-*Recherches Haïtiano-Antillaises : langues et éducation dans la Caraïbe*, Paris, Numéro 6, L'Harmattan, 2008, 188 p.
-*Revue de la Caraïbe*, Archipelago, Panorama politique de la Caraïbe, Numéro 5, Paris, Editions Caribéennes, 1984.
-*Temas, Cultura Ideología Sociedad*, La Havane, Numéro 28, janvier-mars 2002.
-*Temas, Cultura Ideología Sociedad*, La Havane, Numéro 52, juillet-septembre 2007.
-*Temas, Cultura Ideología Sociedad*, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008.

Portails d'information sur Internet :

-http://www.granma.cubaweb.cu
-http://www.lacult.org (portal de la cultura de la UNESCO para América Latina y el Caribe.

-http://www.monde-diplomatique.es

Articles et livres électroniques :

-DABÈNE Olivier (article électronique), *L'intégration régionale dans les Amériques, Économie politique de la convergence*, Les Études du CERI, Numéro 45, Septembre 1998.
Disponible sur : <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude45.pdf>
-ELIZALDE Rosa Miriam, BÁEZ Luis, *El encuentro*, La Havane, Oficina de Publicaciones del Consejo de Estado de la República de Cuba, 2005.
Disponible sur : <http://www.cubasi.cu/Downloads/el_encuentro.pdf>
-GIACALONE Rita, *La integración regional en la historia*, Biblioteca digital andina, Universidad de los Andes, Mérida, Venezuela, Texto de la Conferencia Inaugural en el Congreso de Historia Regional y Local, San Cristóbal, Estado Táchira, Venezuela, 25 de septiembre de 2002.
Disponible sur : <http://www.comunidadandina.org/bda/docs/VE-INT-0003.pdf>
-LINARES María Teresa (article électronique), *Herencia transcultural en la música del Caribe*.
Disponible sur : <http://www.musica.cult.cu/documen/herenciatranscultural.htm>
-MARÍÑES Pablo A. (article électronique), *Política Exterior de República Dominicana, Revista Mexicana del Caribe*, 2002.
Disponible sur : <http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=12871401> ISSN 1405-2962
-SAGÁS Ernesto (article électronique), *Las elecciones de 1994 y 1996 en la República Dominicana : Coyuntura política y crisis en ocaso de los caudillos, Revista Mexicana del Caribe*, 2001.
Disponible sur : <http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=12801103> ISSN 1405-2962
-UREÑA RIB Pedro, *Los movimientos literarios del Caribe hispánico frente a los del Caribe francoparlante : ensayo de análisis sobre los parámetros culturales de « una cultura caribeña » y su reflejo en literatura*.
Disponible sur : <http://www.montraykreyol.org/IMG/pdf/Los_movimientos_literarios_del_Caribe_hispanico_frente_a_los_del_Caribe_francoparlante.pdf>

Autres supports :

CD-ROM : *Informes sobre los Sistemas Nacionales de Cultura*, Organización de Estados Iberoamericanos / Ministerio de Cultura de la República de Cuba, 2002 (ISBN : 84-7666-145-2).

Informations obtenues lors de séminaires, colloques, entretiens :

-Intervention de Milagros MARTÍNEZ, Professeur à l'Université de La Havane, « El Caribe en la política exterior cubana », le 30 novembre 2007, Institut des Hautes Études d'Amérique Latine (Paris).
-Journée d'études « Cuba frente al « Periodo especial » y las crisis globales 1991-2011 », le 14 mai 2011, organisée par Hortense FAIVRE D'ARCIER-FLORES et Salim LAMRANI, GRIAHAL (Université de Cergy-Pontoise/CICC).

Entretiens avec :

-Madame Milagros MARTÍNEZ, professeur à l'Université de La Havane et secrétaire exécutive de la Chaire d'Études de la Caraïbe au sein de la même Université.
-Madame Yolanda WOOD, professeur et chercheuse de l'Université de La Havane, historienne de l'Art.
-Monsieur Jorge Mario SÁNCHEZ EGOZCUE, professeur et chercheur du Centre d'Études Hémisphériques et sur les États-Unis.
-Madame Digna CASTAÑEDA, professeur et chercheuse de l'Université de La Havane, directrice de la chaire d'Études de la Caraïbe, spécialiste en histoire de la Caraïbe.
-Madame Tania GARCÍA LORENZO, spécialiste en économie de la culture et de l'intégration caribéenne.
-Monsieur Carlos LLOGA DOMÍNGUEZ, spécialiste des religions et des constructions identitaires et chercheur de la *Casa del Caribe*.
-Monsieur Pedro TEJERA, professeur de théorie sociopolitique, d'histoire de la pensée politique et d'histoire du socialisme à l'Université de Oriente de Santiago de Cuba.

-Bibliographie complémentaire :

-BÉGOT Danielle, *La grande encyclopédie de la Caraïbe, Volume X : Arts et traditions*, Italie, Sonoli, 1990, 207 p.

-CÓRDOVA Efrén, *40 años de Revolución : el legado de Castro*, Miami, Universal, 1999, 467 p.

-DANIEL Justin (éd.), *Les îles Caraïbes, Modèles politiques et stratégies de développement*, Paris, Karthala, 1996, 364 p.

-DOMENACH Hervé, PICOUET Michel, *La dimension migratoire des Antilles*, Paris, Economica, 1992, 254 p.

-FEIJÓO Samuel, *Mitología Cubana*, La Havane, Letras Cubanas, 1986, 496 p.

-FERNÁNDEZ Damián J., *Cuba and the politics of passion*, Austin (USA, Texas), University of Texas Press, 2000, 192 p.

-GONZÁLEZ CASANOVA Pablo (éd.), *México hacia el 2000, Desafíos y opciones*, Caracas, Editorial Nueva Sociedad, 1989, 404 p.

-LAMORE Jean, *José Martí et l'Amérique Latine, Tome II : les expériences hispano-américaines*, Paris, L'Harmattan, 1988.

-LÓPEZ PORTILLO DE TAMAYO Martha, ROSEN JÉLOMER Boris (éd.), *México y Cuba : dos pueblos unidos en la historia*, México, Centro de investigación científica Jorge L. Tamayo, 1982, 746 p.

-MARTÍ José, *La guerre de Cuba et le destin de l'Amérique latine*, traduction et introduction par Jean Lamore, prologue de Cintio Vitier, Paris, Aubier-Montaigne, 1973, 286 p.

-MARTÍ José, *El presidio político en Cuba. Último diario y otros textos*, edición y estudio preliminar de Celina Manzini, Buenos Aires, Biblos, 1995, 55 p.

-MOLINA Antonio José, *¡ Qué pas de trois ! : Alicia Alonso, la Revolución cubana y Jorge Esquivel*, Puerto Rico, 1993, 159 p.

-Obra colectiva, *Centroamérica en crisis*, México, Centro de Estudios Internacionales del Colegio de México, 1980, 226 p.

-ORTIZ Fernando, *Entre Cubanos : psicología tropical*, La Havane, Ediciones de Ciencias Sociales, 1987, 126 p.

-RODRÍGUEZ Pedro Pablo, *Testamentos de José Martí*, La Havane, Edición Crítica, 1996, 83 p.
-SOCIETY FOR CARIBBEAN RESEARCH, *Alternative cultures in the Caribbean : first international conference of the Society of Caribbean research*, Frankfurt am Main, Vervuert, 1993, 299 p.
-VENEGAS DELGADO Hernán, *Regiones, provincias y localidades, historiografía regional cubana*, Caracas, Fondo Editorial Tropykos, 1993, 118 p.
-VENEGAS DELGADO Hernán, *La Región en Cuba : un ensayo de interpretación historiográfica*, Santiago de Cuba, Editorial Oriente, 2001, 157 p.
-WIEVIORKA Michel, *La différence*, Paris, Éditions Balland, 2000, 200 p.
-YACOU Alain (éd.), *Bolivar et les peuples de « Nuestra América » : des sans-culotte noirs au Libertador*, Talence, Presses universitaires de Bordeaux, 1990, 176 p.

Encyclopédies et dictionnaires :

-(s.a), *Breve diccionario político*, Moscou, Editorial Progreso, 1983, 446 p.
-COLLIER Simon, Blakemore Harold, Skidmore Thomas, *The Cambridge Encyclopedia of Latin America and the Caribbean*, New York, Cambridge University Press, 1985, 456 p.
-DELPAR Helen (éd.), *Encyclopedia of Latin America*, New York, Delpar, 1974, 651 p.
-*Diccionario enciclopédico Salvat universal, Tomo 6 (CAM-CEUL)*, Barcelone, Salvat Editores, 1970, 504 p.
-DUBOIS Jean, MITTERAND Henri, DAUZAT Albert, *Dictionnaire étymologique et historique du français*, Paris, Larousse, 1998, 1254 p.
-*Enciclopedia Labor, Tomo 11, Avances del saber*, Barcelone, Editorial Labor, 1977.
-*Gran Enciclopedia de España y América, Tomo 6, Nuestro tiempo – siglo XIX, siglo XX*, Madrid, Espasa Calpe – Argantonio, 1984.
-ROSSI Ernest, PLANO Jack, *The Latin American political dictionary*, Oxford, Abc Clio, 1980, 261 p.
-SADER Emir, JINKINGS Ivana (éd.), *Enciclopédia contemporânea da América Latina e do Caribe*, Rio de Janeiro, Editorial Boitempo, 2006, 1344 p.

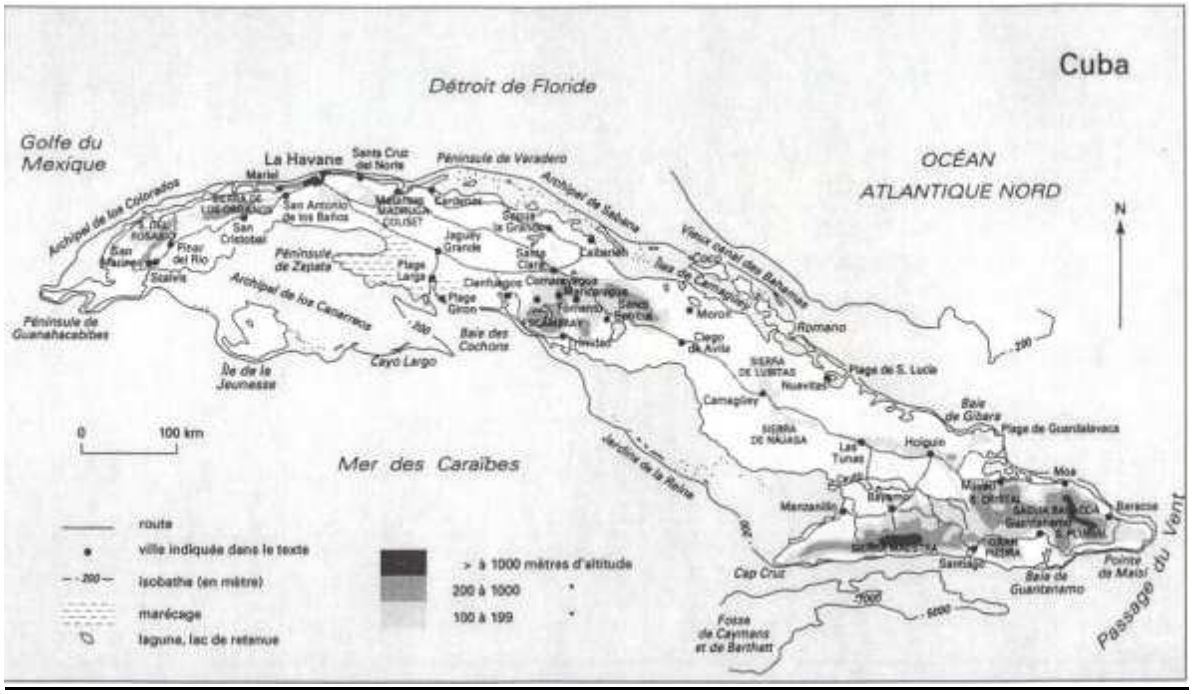
Index :

- ALTERNATIVE BOLIVARIENNE POUR LES AMÉRIQUES (ALBA) : 271, 272, 274
- ASSOCIATION LATINO-AMÉRICAINE D'INTÉGRATION (ALADI) : 175, 411, 422
- BAHAMAS : 6, 10, 118, 133, 138, 153, 515
- BARBADE : 129, 153, 172, 224, 225, 273, 282, 324, 332
- *BOHEMIA* : 136, 178, 240
- BOLÍVAR, Simón : 181, 272, 309, 313, 315, 316, 386, 402, 424, 534
- CARICOM : 90, 102, 120, 147, 174, 232, 241, 242, 247, 281, 325, 334, 393, 396, 397, 433, 531, 532
- CASA DEL CARIBE : 101, 256-258, 322, 360
- COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT ET DE COOPÉRATION DES CARAÏBES (CDCC) : 173, 396, 397
- FIGAROLA, Joel James : 68, 317, 508
- GRENADE : 142, 153, 172, 206, 208, 232, 234, 239, 240, 242, 273, 281, 528
- GUADELOUPE : 11, 44, 94, 130, 132, 133, 167, 169, 170, 248, 264, 515, 525
- GUERRE FROIDE : 119, 146, 179, 219-222, 230, 275, 359, 497, 501
- GUYANA : 94, 102, 118, 121, 151, 153, 174, 200, 206, 224, 225, 233, 236, 273, 322, 325, 332, 334, 492
- HART DÁVALOS, Armando : 26, 61, 202, 203, 211, 212, 254, 256, 257, 297, 304, 339, 353, 379, 425
- JAMAÏQUE : 6, 133, 138, 153, 159, 183, 193, 206, 223, 224, 234, 273, 282, 305, 307, 515
- JUÁREZ, Benito : 316, 318
- LAMMING, Georges : 348, 433
- MANLEY, Michael : 206, 223, 225, 236, 290
- MARTINIQUE : 44, 94, 166, 167, 169, 170, 248, 515
- MERCOSUR : 403, 410, 414
-MEXIQUE : 6, 12, 14, 15, 40, 66, 137, 179, 213, 239, 242, 278, 279, 284, 318, 330, 369, 399, 403, 497, 513
- NAMUCAR : 151, 173, 238
- ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS (OEA) : 235, 400, 521, 540
- ORTIZ, Fernando : 16, 44, 45, 84, 109-111, 124, 436, 493

- PÉRIODE SPÉCIALE (en temps de paix) : 138, 197, 198, 221, 362, 504
- PORTO RICO / PUERTO RICO : 6, 10, 11, 43, 64, 75, 92, 130, 133, 136, 138, 151, 152, 178, 213, 253, 263, 264, 305, 369, 513, 515, 534
- PRIETO, Abel : 292, 293
- SAINTE-LUCIE : 94, 160, 206, 236
- SISTEMA ECONÓMICO LATINOAMERICANO Y DEL CARIBE (SELA) : 173, 238, 398
- TRINITÉ ET TOBAGO: 121, 153, 172, 224, 225, 264, 326
- UNESCO : 29, 87, 126, 247, 266, 282, 283, 325, 330, 433, 449, 482, 532
- UNIÓN NACIONAL DE ESCRITORES Y ARTISTAS DE CUBA (UNEAC) : 72, 252, 292, 293, 503, 537, 538
- VITIER, Cintio : 155, 362
- WILLIAMS, Eric : 201, 264, 347, 418
- ZONE DE LIBRE ÉCHANGE DES AMÉRIQUES (ZLEA /ALCA) : 372, 410, 411

Annexes :

Situation géographique de Cuba



Carte de Cuba, *in* Maryse Roux, *Cuba*, Paris, Karthala, 1997, p. 7.

« El Caribe físico », *in* Juan Carlos Garavaglia, Juan Marchena Fernández, *América latina : de los orígenes a la independencia, Volumen I, América precolombina y la consolidación del espacio colonial*, Barcelone, Crítica, 2005, p. 31.

On observe la position stratégique de Cuba, à la fois au cœur de l'espace caribéen et au carrefour des civilisations.

Aide de Cuba à des pays latino-américains durant les années 1970

Country	Military Aid	Other Forms of Aid	Date Begun	Date Ended
Chile	Internal security	Reciprocal gifts	1971	1973
Guatemala	None	$ 10,000 for earthquake relief	1970's	
Guyana	None	Gifts, shipments of cement, construction of fishing port	Early 1970's	
Honduras	None	Medical Brigades, construction and personnel for earthquake relief	1970's	
Jamaica	None	Construction of schools, dams, water-works ; personnel training	1975	
Nicaragua	None	Medical brigades, construction personnel for earthquake relief	1970's	
Panama	None	Training for labor union leaders	Mid-1970's	
Peru	None	Medical brigades, construction personnel for earthquake relief	1970's	

« Cuban Foreign Assistance », *in* Jorge I Domínguez, « The armed forces and foreign relations », *in* Cole Blasier, Carmelo Mesa-Lago (éd.), *Cuba in the world*, Pittsburg, University of Pittsburg press, 1979, p. 69.

On voit clairement que les années 1970 furent pour Cuba une période d'intense collaboration avec les pays caribéens et latino-américains, dans des domaines divers.

Relations diplomatiques établies par Cuba depuis le début de la Révolution

Country	Date
Bahamas	1974 [ambassador resides elsewhere]
Barbados	1972 [ambassador resides elsewhere]
Costa Rica	1977
Dominica	1980 [consular relations only]
Ecuador	Reestablished 1979
Grenada	1979, suspended 1983
Guyana	1972
Jamaica	1972
Mexico	Prior to 1959
Nicaragua	Reestablished 1979
Panama	Reestablished 1974
Saint Lucia	1979
Suriname	1979
Trinidad & Tobago	1972
Venezuela	Reestablished 1974

France	Prior to 1959
Netherlands	Prior to 1959
Spain	Prior to 1959
United Kingdom	Prior to 1959

Tableau realisé par nos soins d'après Jaime Suchlicki, « Diplomatic relations with the Western hemisphere », *in Historical dictionary of Cuba*, Metuchen (New Jersey), Scarecrow Press, 1988, pp. 364-365.

L'on observe à nouveau que les années 1970 furent fécondes, puisqu'elles permirent l'établissement ou le rétablissement de relations avec de nombreux pays de l'aire caribéenne. Notons en outre que les relations diplomatiques avec les anciennes puissances coloniales ne furent jamais officiellement rompues.

Religions et nombre de croyants à Cuba, 2000-2050

Followers	2000			2025	2050
	Total	%	Rate		
Christians	4984000	44,5	0,47	5600000	5700000
-Roma Catholics	4368000	39,0	0,27	4800000	4500000
-Prostestants	190000	1,7	1,12	250000	400000
-Independents	135000	1,2	1,18	230000	370000
Non religious	3338000	29,8	0,67	3158000	2516000
Spiritists	2008000	17,9	0,40	2100000	2000000
Atheists	808000	7,2	0,60	850000	770000
Hindus	23200	0,2	0,99	35000	40000
Chinese folk-religionists	21400	0,2	0,67	30000	35000
Muslims	9100	0,1	1,27	15000	22500
Buddhists	6100	0,1	0,14	6000	6000
Baha'is	1100	0,0	3,60	2000	3200
Jews	820	0,0	-1,93	800	800
Other religionists	800	0,0	0,69	1000	2000
Total population	11201000	100	0,53	11798000	11095000

D'après J. Melton Melton, Martin Baumann Martin (éd.), « Status of religions in Cuba, 2000-2050 », *Religions of the world : a comprehensive encyclopedia of beliefs and practices*, Volume 1, A à C, Santa Barbara, ABC-Clio, 2002, p. 374.

Affiche réalisée par l'artiste Cubain Sosabravo, illustrant ici un programme d'études de la « Cátedra del Caribe » de l'Université de La Havane

L'hommage rendu à la Mer Caraïbe montre l'importance de celle-ci, puisqu'elle nous est présentée comme une possession commune aux populations de la zone, c'est-à-dire comme un trait d'union entre elles. Cet élément géographique peut ainsi devenir un catalyseur des relations.

Postal conmemorativa del cincuentenario de la Logia Catalina. Se puede apreciar la primera construcción, de madera, que ocupó la logia y el aspecto actual de la misma. (Cortesía: Logia Catalina)

Fachada de la Saint Thomas Church, iglesia católica fundada en 1916 y de la que fueron sus Reverendos dos figuras relevantes de la comunidad angloantillana en Guantánamo: Nicholas Derrick y Edmund Skelton. (Cortesía: Derrick)

Reverendo Nicholas Derrick, líder informal con notable ascendencia en la comunidad angloantillana en Guantánamo. Trabajador de la Base Naval de Guantánamo desde 1909 y hombre de religión y de logia. (Cortesía: Derrick)

Household Ruth o cámara femenina de la Logia Catalina, ejemplo de la participación activa de la mujer angloantillana en la vida pública de la comunidad. Probablemente tomada en los inicios de la década de 1920. (Cortesía: Logia Catalina)

Extrait de Graciela Chailloux Laffita (éd.), *De dónde son los cubanos*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, pp. 105-107.

L'on observe ici quelques aspects du métissage culturel établi par le passé à Cuba, ainsi que les liens étroits établis avec la communauté caribéenne anglophone.

Creación del Instituto Cubano de Amistad con los Pueblos*

LEY NÚM. 901 DE 30 DE DICIEMBRE DE 1960 (*GACETA OFICIAL* DEL MISMO DÍA)

HACIENDA

Por Cuanto: El desarrollo de la Revolución Cubana como hecho de ejemplar calidad histórica constituye una permanente incitación a la noble curiosidad humana desde todos los rincones de la tierra y muy especialmente en América Latina.

Por Cuanto: Esa curiosidad por el hecho revolucionario cubano genera un creciente interés por visitar a Cuba y conocer cercanamente las realizaciones logradas y ese interés aumenta a la par que se profundiza la obra patriótica y liberadora de la Revolución.

Por Cuanto: Consecuentes con ese interés afluyen hacia nuestra patria grandes contingentes de visitantes extranjeros que provienen especialmente de organizaciones y círculos obreros, campesinos, femeninos, estudiantiles, juveniles y de los grupos de intelectuales y artistas de todos los Continentes.

Por Cuanto: Es deseo del Gobierno Revolucionario estimular ese interés y propiciar la divulgación de nuestra obra revolucionaria a través del conocimiento directo que la visita a nuestro país facilite a cuantas personas representen los intereses diversos de todos los pueblos del mundo.

Por Cuanto: Tales visitas constituyen el modo mejor de combatir la sostenida campaña de difamación que contra la Revolución Cubana desenvuelven agencias cablegráficas y la prensa reaccionaria internacional al servicio de los intereses imperialistas.

Por Cuanto: Para viabilizar el cumplimiento de ese deseo del Gobierno Revolucionario se hace necesario la constitución de un organismo autónomo adecuado que tenga a su cargo estimular y facilitar esas visitas y atender a los visitantes extranjeros atraídos a nuestra tierra por los logros de nuestra Revolución, propendiendo así al fortalecimiento de la amistad y solidaridad del pueblo cubano con todos

* Tomado de "Leyes del Gobierno Provisional de la Revolución", en *Folletos de Divulgación Legislativa*, t. XXVII (1ro. al 31 de diciembre de 1960), Editorial Lex, La Habana, enero, 1961, pp. 45-51.

los pueblos del mundo que con tanto énfasis proclamara la histórica Declaración de La Habana.

Por Tanto: En uso de las facultades que le están conferidas, el Consejo de Ministros resuelve dictar la siguiente

LEY NÚMERO 901

Artículo 1.—Se crea el Instituto Cubano de Amistad con los Pueblos como organismo de carácter autónomo, con propia personalidad jurídica y plena capacidad legal, que radicará en la capital de la República para cumplir los fines que en esta Ley se expresan.

Artículo 2.—El Instituto Cubano de Amistad con los Pueblos tendrá los siguientes fines:

Estimular y facilitar la visita a Cuba de los representativos de los sectores populares y progresistas de todos los países del mundo que muestren interés en conocer directamente las transformaciones sociales y económicas y las realizaciones producidas por la Revolución Cubana en nuestro país.

Propender al fortalecimiento de la amistad con todos los pueblos del mundo, acorde con los postulados de la Declaración de La Habana, con la preocupación sostenida del Gobierno Revolucionario y con la labor de los numerosos Comités de Solidaridad y de Justo Trato para Cuba creados en países de América y de otros Continentes.

Artículo 3.—El Instituto Cubano de Amistad con los Pueblos será regido por:

a) La Junta de Dirección.
b) La Junta Administrativa.

Artículo 4.—La Junta de Dirección será el organismo superior del Instituto y estará integrada por el director y tres asesores nombrados por el primer ministro del Gobierno Revolucionario, considerándose de confianza los cargos.

Artículo 5.—La Junta Administrativa estará integrada por el director, el administrador y el secretario, estos dos últimos cargos se cubrirán por nombramientos del primer ministro a propuesta de la Junta de Dirección y se consideran igualmente de confianza.

Artículo 6.—Son funciones de la Junta de Dirección:

a) Decidir sobre las solicitudes o proposiciones de invitaciones que formulen las organizaciones revolucionarias, los funcionarios del Servicio Exterior, las autoridades revolucionarias o aquellas que provengan directamente de instituciones y personalidades del exterior; así como discutir y resolver cuestiones o asuntos que dimanen del cumplimiento de los fines del Instituto.
b) Adoptar los acuerdos pertinentes y de todo orden, para el mejor funcionamiento interior del Instituto.

Artículo 7.—Son funciones de la Junta Administrativa:

a) Cumplir o hacer cumplir los acuerdos y decisiones de la Junta de Dirección.
b) Cumplimentar a los invitados extranjeros correspondientes que visiten el país.
c) Establecer y sostener relaciones con los amigos de Cuba en el extranjero.
d) Las que resulten de las decisiones y acuerdos de la Junta de Dirección.

Artículo 8.—Son funciones del Director del Instituto:

a) Representar legalmente al Instituto ante todos los organismos públicos o privados y en las actividades públicas o privadas que aquel realice con las delegaciones fraternales que visiten al país.
b) Firmar todos los documentos del Instituto.
c) Firmar conjuntamente con el administrador los cheques, cartas de crédito y demás documentos administrativos y financieros del Instituto.

Artículo 9.—Son funciones del secretario:

a) Recibir y contestar con el director la correspondencia del Instituto.
b) Citar, de orden del director, las reuniones de la Junta Administrativa o de Dirección y de las Secciones que se creen y organicen.
c) Tener bajo su custodia los archivos y demás documentos del Instituto.
d) Realizar las demás funciones que le sean atribuidas por las Juntas de Dirección y Administrativa.

Artículo 10.—Son funciones del administrador:

a) Proponer a la Junta de Dirección, para su aprobación, los presupuestos del Instituto.

b) Administrar, de conformidad con el presupuesto y los acuerdos correspondientes, los fondos del Instituto y responder de su utilización adecuada.
c) Firmar con el director todos los cheques, documentos de crédito y los relacionados con la Administración del Instituto.
d) Custodiar y administrar el empleo de todos los materiales del Instituto.

Artículo 11.—El Instituto tendrá un secretario-letrado, designado por el director y de conformidad con la Junta de Dirección, que tendrá la categoría de empleado de confianza, dado el carácter de este organismo y los fines que persigue:

Artículo 12.—Son deberes del secretario-letrado:

a) Expedir las certificaciones correspondientes a los acuerdos de las Juntas de Dirección y Administrativa.
b) Asistir y levantar el acta de las sesiones de las Juntas precitadas, en las que podrá ser escuchado.
c) Informar sobre las cuestiones de orden legal que, respecto del funcionamiento del Instituto y sus relaciones, soliciten las Juntas de Dirección, Administrativa y las autoridades revolucionarias.

Artículo 13.—La Junta de Dirección queda facultada para acordar y poner en vigor el Reglamento orgánico e interior del Instituto.

Artículo 14.—El director, de conformidad con la Junta de Dirección, nombrará el personal necesario para el funcionamiento del Instituto, el cual, dados los fines especiales del mismo podrá ser removido libremente.

Artículo 15.—Se concede un crédito global ascendente a la cantidad de quinientos mil pesos ($500 000.00) moneda nacional con cargo a los sobrantes del presupuesto anterior, que será destinado a cubrir las atenciones del Instituto que se crea por esta Ley durante lo que reste del presente año.

Artículo 16.—EI Instituto podrá utilizar, como máximo, y para los gastos indispensables de nóminas y materiales, hasta el 4% del crédito anual a disposición del mismo. El 96% restante se aplicará al cumplimiento de los fines señalados en el artículo 2 de esta Ley.

Artículo 17.—El Instituto Cubano de Amistad con los Pueblos, como organismo que no tiene fines de lucro y es de alta conveniencia nacional, está exento de pago de contribuciones o impuestos de cualquier organismo del Estado y como realizador de un importante aspecto de la fraternal política del Gobierno Revolucionario, gozará de franquicia postal certificada o corriente, y telegráfica.

Articulo 18.—Conforme establece el artículo 2 de esta Ley, por exclusión, no serán considerados como visitantes, a los efectos de la misma, los representantes diplomáticos de otros países ni las misiones o enviados oficiales, cuyo tratamiento corresponde al Ministerio de Relaciones Exteriores y sus secciones, sin perjuicio de la consideración especial que se estime a sugerencia de ese Ministerio.

Artículo 19.—El ministro de Hacienda y el primer ministro, en lo que respectivamente, les concierne, quedan encargados del cumplimiento de lo dispuesto en esta Ley.

Artículo 20.—Se derogan cuantas disposiciones legales y reglamentarias se opongan a la presente Ley, que comenzará a regir desde su publicación en la *Gaceta Oficial* de la República.

José Bell, Delia Luisa López, Tania Caram, *Documentos de la Revolución cubana – 1960*, La Habana, Editorial de Ciencias Sociales, 2007, pp. 209-213.

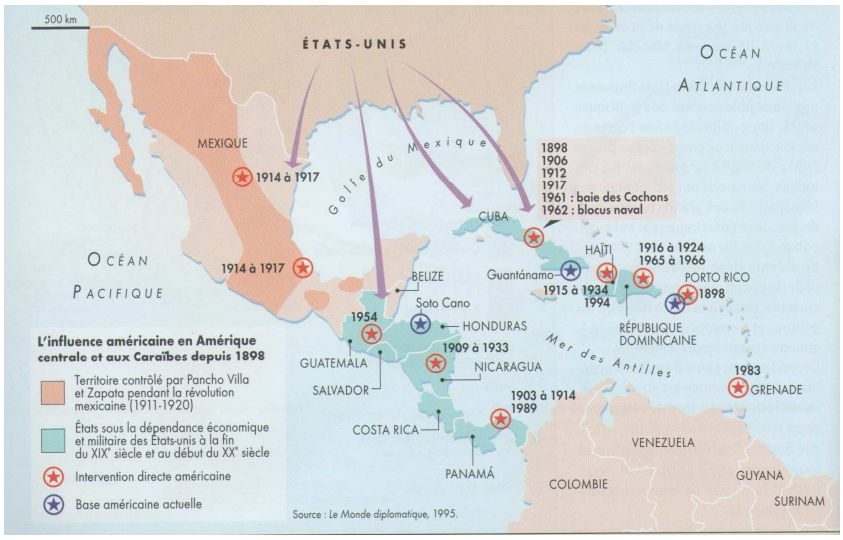
Grâce à cet extrait, apparaît clairement l'investissement du gouvernement cubain en matière de relations culturelles.

Interventions ou occupations militaires nord-américaines dans la Caraïbe (1898-1933)

Cuba	1898-1902, 1906-1909, 1912, 1917-1922
Guatemala	1920
Haïti	1915-1934
Honduras	1903, 1907, 1911, 1912, 1924, 1925
Mexique	1914, 1916-1917
Nicaragua	1909-1910, 1912-1925, 1926-1933
Panamá	1903
Porto Rico	1898
République Dominicaine	1903, 1904, 1905, 1912, 1916-1924

Source : O. Dabène, *L'Amérique latine*, Armand Colin, coll. « Cursus », Paris, 1994.

Alain Yacou (éd.), *La Caraïbe au tournant de deux siècles*, Paris, Karthala, 2004, p. 353.



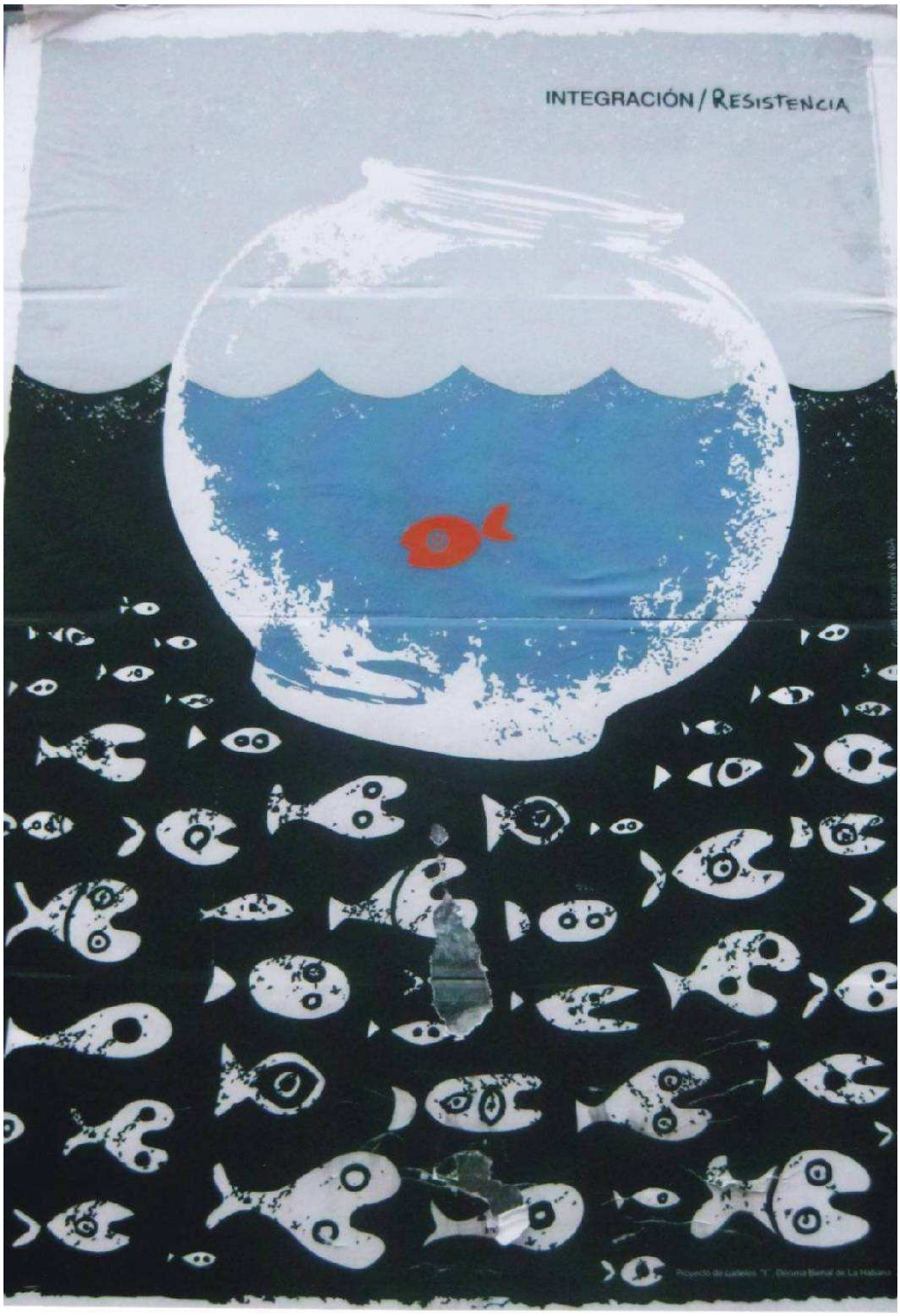
« Les ingérences américaines en Amérique Centrale et dans les Caraïbes », *in* Olivier Dabène (éd.), *Atlas de l'Amérique Latine, Violences, démocratie participatives et promesses de développement*, Paris, Autrement, 2007, p. 64.

On entend grâce à cet extrait et cette carte le ressentiment parfois exprimé par les pays caribéens quant à « l'interventionnisme » états-unien. On constate en outre que les interventions états-unienne dans la Caraïbe sont une constante depuis le départ des puissances colonisatrices européennes. Ainsi, c'est à une « tradition » d'ingérence que s'est bien souvent opposée la Révolution cubaine.

Photographies personnelles de séjours à Cuba :

Programme d'un cinéma de La Havane, diffusant un film produit en partie par les États-Unis. L'on voit ainsi que la culture états-unienne n'est pas repoussée en bloc par l'Île, et il faut dire que les productions culturelles états-uniennes sont même parfois mises en valeur par le gouvernement révolutionnaire.

Banderole annonçant le Festival de la Caraïbe à Santiago de Cuba. Réalisée à partir d'un morceau de tissu, elle montre que le peu de moyens n'empêche pas la tenue de toutes les festivités liées à la Caraïbe.



Affiche placardée dans le centre de la Vieille Havane, montrant l'importance d'une certaine résistance à l'intégration, thème de la Biennale de La Havane (2009). L'on voit ainsi que les phénomènes de globalisation et mondialisation ne sont pas unanimement accueillis, et peuvent même conduire au repli, ou à tout le moins à la réflexion.

Le ressenti des Cubains : traitement des réponses d'un questionnaire distribué à La Havane et Santiago de Cuba

Seules quatre personnes ont accepté de répondre par écrit à nos questions. Une quinzaine d'autres a souhaité que nos conversations restent purement informelles.

À travers les questionnaires et entretiens réalisés, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

I- L'immense majorité des personnes interrogées ne se sent pas concernée, à un niveau personnel, par les relations culturelles de Cuba avec la Caraïbe. Elles déclarent n'avoir « aucune expérience personnelle » à ce niveau, et certaines vont jusqu'à dire que « cela ne les intéresse pas ». Seules les personnes ayant participé directement à un événement culturel (Bienal de La Habana, Festival del Caribe…) se présentent comme intéressées et/ou impliquées dans lesdites relations.

II- Les relations culturelles ne sont pas le simple fait des gouvernements ou de la politique, elles passent aussi par la population (par le biais des groupes communautaires, associations, écrivains et artistes).

III- Les relations culturelles avec la Caraïbe sont malgré tout vues comme « bonnes » voire « excellentes », et « en progrès constant ». Cependant, les seuls éléments cités pour étayer cette vision sont le Festival del Caribe ainsi que les échanges universitaires ou les programmes d'entraide visant l'éducation et la santé.

IV- Le pays ressenti comme ayant actuellement les meilleures relations culturelles avec Cuba est Porto Rico. Cependant, le seul pays ayant soutenu l'Île (culturellement mais également à d'autres niveaux) depuis 1959 pour les Cubains est le Mexique.

V- Les personnes interrogées souhaitent être plus informées sur la collaboration purement culturelle des pays anglophones avec Cuba (la collaboration se fait d'abord pour elles dans l'éducation et la santé).

VI- Toutes les personnes qui ont répondu à nos questions souhaitent que la collaboration culturelle de Cuba s'étende à la totalité de la Caraïbe, et ne cible pas un pays ou un groupe de pays en particulier.

VII- La nécessité des relations culturelles semble évidente pour les personnes interrogées. Elle repose sur le fait que seul ce type de relations permet une compréhension et donc une union ou communion des peuples.

VIII- Les Cubains interrogés ont pu ressentir une forme de rejet de la part de la Caraïbe, mais jamais liée à leur culture. Ils estiment au contraire que malgré toutes les difficultés et les désaccords politiques, la culture fut le seul élément ayant permis des échanges constants.

IX- Les personnes interrogées déclarent ne pas connaître d'artistes caribéens, mais peuvent tout de même citer certains noms. Ceux qui reviennent le plus souvent sont : Antonio Alartorell, Miriam Makeba (et il faut noter que cette derniere était originaire d'Afrique du Sud), Juan Luis Guerra, Dany Rivera, Andy Montanés, Benicio del Toro.

X- Les personnes interrogées disent connaître et ressentir la *cubanía*, mais la *cubanidad* et la *caribeanidad* leur sont inconnues. La *cubanía* est définie comme « lo autóctono, lo original, lo típico ». Elle est ressentie comme une chose « gaie, agréable, pleine de couleurs, de saveurs, de musique ».

XI- Les pays les plus connus de la zone sont les plus grands géographiquement et les plus puissants économiquement. Les petites îles restent très largement méconnues.

XII- Il nous a semblé possible de différencier plusieurs groupes parmi les personnes interrogées, d'égale importance : le premier pense ne pas connaître la Caraïbe et sa culture, le second pense le connaître grâce aux moyens de communication actuels, le troisième pense le connaître pour y avoir voyagé (il s'agit principalement des enseignants et des anciens militaires), le quatrième et

dernier pense le connaître du fait que « les cultures caribéennes s'entremêlent d'une façon ou d'une autre et que les Cubains ont tous en eux une partie caribéenne ».

XIII- Le blocus états-unien freine les relations culturelles dans la Caraïbe, mais ne les empêche nullement.

Qu’est-ce que le blocus culturel ?

> Las relaciones entre Estado Unidos y Cuba tratan de identificarse en el ámbito de las relaciones internacionales, como un « embargo comercial », al margen de la historia del problema y de la connotación que posee en nuestros días. Lo cierto que a 50 años del triunfo de la Revolución la tendencia del clima de relaciones entre los dos Estados es al recrudecimiento y las primeras medidas de restricción comercial se han ampliado con medidas de todo tipo, entre las cuales hay de orden migratorio, penalizaciones, económicas, políticas, etc. Además, se producen constantes presiones a terceros países para que deterioren sus relaciones con Cuba. Se produce un constante acoso a la nación cubana, con plena conciencia por el Gobierno de los Estados Unidos que el resultado afectará no solo los niveles de vida de los cubanos, sino que también se cobrarán vidas inocentes dentro del país, con lo cual se produce una acción de genocidio. Los cubanos de dentro lamentamos que esto ocurra, no se ha podido evitar y no ha quedado otra alternativa que convivir con el problema, pero cuesta mucho trabajo reconocerlo como « embargo », por lo antes expuesto y lo habitual es que en el orden cotidiano y académico se identifique como Bloqueo, debido a la situación de acoso constante a que estamos sometidos y la intolerancia que se manifiesta respecto a las cosas asociadas a la autodeterminación de los cubanos que hemos elegido quedarnos a vivir en la Isla que nos vio nacer, amén de que otros la codicien.[1505]

[1505] Résultat d’un échange de courrier électronique avec Monsieur Pedro Tejera, professeur de théorie sociopolitique, d’histoire de la pensée politique et d’histoire du socialisme à l’Université de Oriente de Santiago de Cuba.

Position du gouvernement cubain :

-sur les réussites de la Révolution en matière de culture :

Y a pesar del injusto **bloqueo económico** de Estados Unidos contra Cuba, el país ha logrado establecer y mantener vínculos fraternales con un gran número de intelectuales y artistas del mundo, en especial de América Latina. En este sentido se destaca la labor de la Casa de las Américas, la proyección de nuestras películas y la participación activa de lo mejor de la intelectualidad cubana en el mundo.

Casa Guayasamín

Entre los avances de la Revolución en la cultura se pueden señalar:

- La participación de las masas en la actividad cultural con la incorporación activa de trabajadores, campesinos y estudiantes, y muy especialmente de los niños y jóvenes.
- La revalorización de las obras más importantes del arte y la literatura nacionales y de la cultura universal.
- El estudio de las raíces culturales, el reconocimiento de sus valores, el desarrollo de éstos y la investigación del folclore.
- La fundación de organismos, instituciones y agrupaciones culturales.
- La organización del Sistema de Enseñanza del arte y la creación de escuelas formadoras de instructores.
- La creación de una cinematografía nacional y extensión de los servicios cinematográficos a las zonas rurales y montañosas.
- Un creciente **movimiento editorial** que da posibilidades al pueblo de conocer la variedad y riqueza de la cultura cubana y universal.
- Incremento de **bibliotecas**, galerías y **museos**.
- El rescate de los medios de difusión masiva y su gradual transformación.
- Relevantes logros en el terreno de la creación artística como el surgimiento de la Escuela Cubana de Ballet y el desarrollo de la gráfica nacional.

Ensayos de Identidad Enrique Ubieta Gómez, La Habana, Editorial Letras Cubanas, 1993

En la actualidad, en medio de múltiples dificultades, la Revolución se propone el desarrollo de una **cultura general integral** en toda la población, asumida como línea de política cultural esencial, refrendada en congresos de creadores, periodistas, científicos, educadores y de organizaciones y organismos diversos que representan el amplio tejido social de la población cubana.

-sur la politique culturelle :

La política cultural cubana se desarrolla conjuntamente con el apoyo de diferentes organismos e instituciones nacionales autónomas, fungiendo como órgano rector el Ministerio de Cultura. La Dirección de Relaciones Internacionales de dicho organismo tiene, dentro de sus objetivos fundamentales: incrementar la promoción y la presencia de la cultura cubana en el exterior, promover y ampliar el intercambio cultural con otros países, incrementar cualitativa y cuantitativamente la oferta cultural, elevar las relaciones de colaboración con las organizaciones internacionales gubernamentales que trabajan en la esfera cultural y apoyar la participación de artistas y escritores cubanos en las organizaciones internacionales no gubernamentales culturales.

Figura con Luna *(Tempera/papel 94x73) 1939/1940* Wifredo Lam

Cuba participa en diversos programas de gran interés en el plano internacional como son: el Foro de Ministros de América Latina y el Caribe; la Red del Sistema de Información Cultural de Latinoamérica y el Caribe; y la Red Internacional sobre Políticas Culturales. Además, es miembro de la Organización de Estados Iberoamericanos, de la Organización para la Educación, la Ciencia y la Cultura (UNESCO) y de la Organización Mundial para la Propiedad Intelectual (OMPI), entre otras. Cuba brinda asistencia técnica en diversas manifestaciones artísticas en un gran número de países y actualmente tiene en vigor alrededor de 50 convenios, acuerdos y actas de cooperación.

-sur les défis à relever dans le futur :

Para el modelo social cubano la cultura es un insustituible fuente de transmisión de valores éticos para acompañar el crecimiento humano. Si al triunfo de la **Revolución Cubana** uno de los planteamientos esenciales estuvo dirigido a la democratización de la cultura, en los momentos actuales, y ante el reto de la globalización, el logro de una cultura general integral en el pueblo cubano implica no sólo la reafirmación de los valores culturales nacionales, sino la conformación de un espectador crítico, activo participante de los procesos de la vida cotidiana y por ello, un ser humano más pleno, más integral, con un compromiso ético y solidario en el mundo que le ha tocado vivir.

Consecuentemente con todo esto la política cultural cubana define como sus prioridades esenciales:

La promoción de una cultura general e integral.

La cultura debe convertirse en un acontecimiento de la vida cotidiana situada en el centro mismo de la resistencia de la nación cubana. Que el pueblo cubano sea un pueblo culto y por tanto, mucho más libre, es una de las principales aspiraciones del actual programa nacional.

La defensa y desarrollo de la identidad nacional y la vocación universal y profundamente latinoamericana y caribeña de la cultura nacional.

La cultura ha de contribuir a dotar a nuestros niños y jóvenes de un hondo sentido crítico, patriótico y de un patrimonio espiritual complejo y rico que los haga crecer con pensamiento propio en el conocimiento de los mejores valores de la cultura nacional y universal.

El fomento o estímulo a la creación artística y literaria.

Todo intento legítimo de llevar la cultura a las masas tiene que ser protagonizado por la vanguardia artística. Es necesario el desarrollo cada vez más amplio, diverso y multifacético del arte y la literatura.

La conservación y difusión del patrimonio cultural.

Ante la tendencia de la globalización que diluye lo autóctono de cada cultura es indispensable continuar profundizando en el estudio, la conservación, rehabilitación y promoción de nuestras más genuinas expresiones culturales.

El respeto y apoyo al protagonismo y creatividad de las comunidades en la conducción de sus procesos culturales.

El reconocimiento al lugar que ocupan los procesos participativos que ocurren como resultado de las necesidades de un grupo, organización o comunidad y su vínculo con el diseño y aplicación de las políticas socioculturales, contribuirá a un enriquecimineto en el trazado de estrategias y al desarrollo de los diversos actores sociales que participan de un proceso profundamente democrático.

-sur le lien entre culture et tourisme :

Programa Nacional Cultura - Turismo (síntesis)

I. Conceptos generales

La cultura cubana es esencial para nuestro turismo. Por su carácter único, riqueza de expresiones y colorido, se ha valorado su papel para identificar, diferenciar y potenciar los productos turísticos y las ofertas con respecto a los de la región.

El concepto básico que ha regido y rige esta interrelación, se fundamenta en que no es posible diseñar ni realizar una cultura para el turismo, ni desarrollar tampoco un turismo exitoso, ni consolidarlo, sin la presencia orgánica de la cultura, nacional y local, como parte misma del atractivo turístico.

En estos años el turismo ha consolidado su importancia creciente para el desarrollo económico del país, que continuará en el futuro; a la par, también se reconoce su papel como plataforma de irradiación de la cultura cubana e importante fuente de financiamiento de la misma, mientras que ésta también ha ido reafirmando su rol en la conformación del producto turístico y en la motivación de los turistas para seleccionar a Cuba como destino.

Nuestra política cultura define como premisa que la comercialización de los productos y servicios culturales no admite concesiones éticas que atenten contra la absoluta defensa de los valores patrimoniales. La preservación del patrimonio cultural es un deber compartido del presente y el futuro y el auge del turismo cubano, lejos de actuar contra ese propósito, continuará contribuyendo al mismo.

La realidad cubana coloca a nuestro país en una posición privilegiada para que esta dinámica relación entre la cultura y el turismo, resulte positiva para los dos sectores. Esa integración en muchos países resulta muy difícil de llevar a expresiones concretas, situación que nos obliga a sacar el máximo beneficio posible a esa realidad nuestra tan diferente.

En este contexto no debemos obviar que el turismo, por sus características, está permanentemente sometido a las influencias extranjerizantes y desnaturalizadoras de la globalización capitalista, que tienden a manifestarse de formas variadas, evidentes y sutiles. Este peligro tampoco debe conducir a un nacionalismo turístico estrecho y a ultranza, que cierre los ojos ante aquellos valores que resulten convenientes de asumir en el turismo cubano. Se trata, en suma, de lograr un equilibrio sensato, pero donde prevalezca siempre lo cubano, cuyo manejo práctico requiere de una sólida sustentación intelectual y de una aplicación funcional consecuente.

Por su masividad y efectos de variado tipo, hoy en día el turismo es parte de la cultura contemporánea; es un ejercicio de comunicación entre las personas, los pueblos, las culturas.

Ese ejercicio de comunicación es también, en nuestro caso, una acción de solidaridad. Variadas motivaciones de origen extraturístico están presentes en la selección del viaje a Cuba: curiosidad ante lo insólito o novedoso, la atracción de conocer al pequeño país que resiste la acometida del imperio yanqui y de casi toda la maquinaria comunicativa del mundo occidental, el fraterno deseo de muchos visitantes por ver de cerca nuestra experiencia social.

El paisaje cultural cubano es para el turismo, una de sus fortalezas más valiosas por su historia y el carácter de su sistema social.

El turista es en Cuba un ser humano que viene a nuestro país para enriquecer su vida mediante el contacto con nuestro clima y geografía, realidad social, historia, cultura y pueblo. Lograrlo, es una primera responsabilidad del sector turístico, pero lo desborda, involucra a toda la sociedad y compromete, de forma particular, a toda la esfera cultural, incluyendo a los propios creadores.

II. Direcciones Principales

- Inserción del turismo en la vida cultural del país
- Presencia de las expresiones artístico culturales en el turismo.
- Caracterización del turismo como expresión de la cultura cubana y su identidad.

Extraits du CD-ROM *Informes sobre los Sistemas Nacionales de Cultura*, Organización de Estados Iberoamericanos / Ministerio de Cultura de la República de Cuba, 2002 (ISBN : 84-7666-145-2).

Chronologie du *Festival del Caribe* et thèmes principaux

1981- Artes Escénicas de Origen Caribeño

1982- Cultura de Origen Caribeño

1983- Cultura de Origen Caribeño (Primer evento internacional)

1984- Dedicado a la memoria de Maurice Bishop y a su país, Granada

1985- Dedicado al pueblo de Haití

1986- Dedicado al XXXIII Aniversario del Asalto al Cuartel Moncada y al Centenario de la Abolición de la Esclavitud en Cuba

1987- Dedicado al pueblo de Guyana

1988- Dedicado a la cultura de Brasil

1989- Dedicado al pueblo de Puerto Rico

1990- Dedicado al pueblo cubano

1991- Dedicado a República Dominicana

1992- Dedicado a Venezuela

1993- Dedicado al pueblo de México

1994- Dedicado al Caribe Francófono

1995- Dedicado al Caribe Anglófono

1996- Dedicado a Colombia

1997- Dedicado a Brasil

1998- Dedicado a la Huella Hispánica

1999- Dedicado a la Diáspora del Caribe

2000- Dedicado a África

2001- Dedicado a Panamá

2002- Dedicado a las Antillas Holandesas, Aruba y Surinam

2003- Dedicado a José Martí y el equilibrio del mundo

2004- Dedicado al Bicentenario de la Independencia de Haití

2005-Dedicado a la República Bolivariana de Venezuela

2006-Dedicado al CARICOM

2007-Dedicado a la Cultura Popular Dominicana

2008- Dedicado al Caribe Mexicano

2009- Dedicado a Honduras y la Cultura Garífuna

2010- Dedicado a la cultura de los pueblos de Curazao y Pernambuco

2011- Se dedica a la cultura del pueblo de Trinidad y Tobago

Chronologie et lieux de tenue du festival CARIFESTA

Table 6: Carifesta Dates and Locations

Carifesta	*Dates*	*Locations*
Carifesta 1	1972	Guyana
Carifesta 2	1976	Jamaica
Carifesta 3	1979	Cuba
Carifesta 4	1981	Barbados
Carifesta 5	1992	Trinidad and Tobago
Carifesta 6	1995	Trinidad and Tobago
Carifesta 7	2000	St Kitts–Nevis
Carifesta 8	2003	Suriname

D'après Oruno Denis Lara, *Space and history in the Caribbean*, Markus Wiener Publishers, Princeton, 2006, 167 p.

Éric Dubesset, « L'invention de la côte caraïbe centraméricaine : le cas du Nicaragua », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque international, Bordeaux, 3-7 juin 2003*, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, p. 185.

La définition fluctuante de ce qu'est la Caraïbe se retrouve jusque dans les ouvrages – symboles culturels par excellence– que produit la zone. On observe de façon très nette que l'insularité n'est pas l'unique condition d'appartenance à la Caraïbe ou à la caribéanité, et que les territoires continentaux ont bien leur place au sein de l'espace caribéen.

« Une méconnaissance de l'environnement régional », résultat d'une enquête menée auprès de 294 élèves du lycée général Bellevue de Fort-de-France et du lycée polyvalent de Baimbridge aux Abymes :

Tableau 1. Nombre et pourcentage d'élèves réussissant à cartographier correctement les îles

	GUADELOUPE		MARTINIQUE	
	unité	%	unité	%
Dominique	105	73,9	121	79,6
Sainte-Lucie	58	40,8	105	69,1
Antigua	24	16,9	5	3,3
Saint-Vincent	14	9,8	23	15,1
Grenade	13	9,1	10	6,6
Montserrat	2	1,4	0	0
Saint-Barthélemy	0	0	0	0
Saint-Martin	0	0	0	0
Saint-Christophe	0	0	0	0
Barbuda	0	0	0	0
Saba	0	0	0	0
Les Grenadines	0	0	0	0
Nevis	0	0	0	0
Saint-Eustache	0	0	0	0
Anguilla	0	0	0	0

Tableau 2. Nombre et pourcentage d'élèves réussissant à cartographier les pays d'Europe occidentale

	GUADELOUPE		MARTINIQUE	
	unité	%	unité	%
Espagne	137	96,5	146	96
Italie	135	95,1	142	93,4
Portugal	127	89,4	144	94,7
Grande-Bretagne	125	88	138	90,8
Allemagne	121	85,2	127	83,5
Irlande	99	69,7	116	76,3
Suisse	93	65,6	117	77
Belgique	81	57	101	66,4
Pays-Bas	77	54,2	74	48,7

Thierry Nicolas, « La transformation de la répresentation des jeunes Guadeloupéens et Martiniquais de l'espace caribéen : un défi pour l'Education Nationale et les médias antillais », *in* Christian Lerat (éd.), *Le monde caraïbe : défis et dynamiques, Tome 2, Géopolitique, intégration régionale, enjeux économiques – Actes du colloque*

international, Bordeaux, 3-7 juin 2003, Pessac, Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 2005, pages 255 et 258.

La méconnaissance de l'environnement est un facteur important dans la Caraïbe. La zone caribéenne semble être écrasée par le poids des anciennes métropoles, qui captent encore toute l'attention.

¿PODEMOS HABLAR DE UNA CULTURA CUBANA Y DE UNA IDENTIDAD CUBANA?

La respuesta a esta pregunta tiende a ser afirmativa, con la condición de que no le ultradimensionemos la especificidad individual, ni le ignoremos las interdependencias y el dinamismo creador y recreador constante de la misma. Cuba se sitúa geográfica, histórica y culturalmente en el ámbito hispanoamericano y caribeño —ya esta dualidad es un rasgo particular—, pero no comparte todos los rasgos propios de este ámbito que conforman la cultura generalizada en el mismo.

Por ejemplo, no comparte de manera idéntica las raíces étnicas de los países del Continente, ni las de los países del Caribe. Cuando comparte alguna, las proporciones son tan diversas que los cambios derivados de las mismas dejan de ser simplemente cuantitativos para llegar a ser cualitativos. Me refiero a la escasa presencia de población aborigen, no muy desarrollada con relación a las etnias del Continente; a la muy abundante población de origen africano, numéricamente superior a la que encontramos en el Continente, comparable Cuba en este punto solamente con algunas regiones de Brasil; y, por último, a la numerosa inmigración de hispanoeuropeos, sostenida hasta muy avanzado el siglo XX. Tampoco comparte Cuba la misma historia sociopolítica del Continente y del resto del Caribe. Bástenos mencionar, a título de ejemplos no únicos: la ya mencionada dilación de la independencia política de España; la altísima proporción, en relación con el número de pobladores, de inmigrantes españoles en el siglo XIX y en la primera mitad del siglo XX; la perdurabilidad contemporánea de un sistema de gobierno socialista, de corte marxista-leninista "a la cubana", caso evidentemente único en el Continente, de cuya huella no se puede prescindir en cualquier intento de aproximación a la realidad cubana.

Mons. Carlos Manuel de Céspedes García-Menocal, « La iglesia catolica en Cuba : cultura y medios de comunicacion social. Desafios de cara al nuevo milenio en tiempos de globalizacion », *in* Miranda Parrondo Mauricio (éd.), *Cuba : sociedad, cultura y política en tiempos de globalización*, Bogota, Centro Editorial Javeriano-Facultad de Ciencias Económicas y Administrativas, 2003, p. 105.

Cet extrait souligne la difficulté de définition des identités, particulièrement à Cuba et dans la Caraïbe, ainsi que la place particulière de l'Île au sein des espaces caribéen et latino-américain.

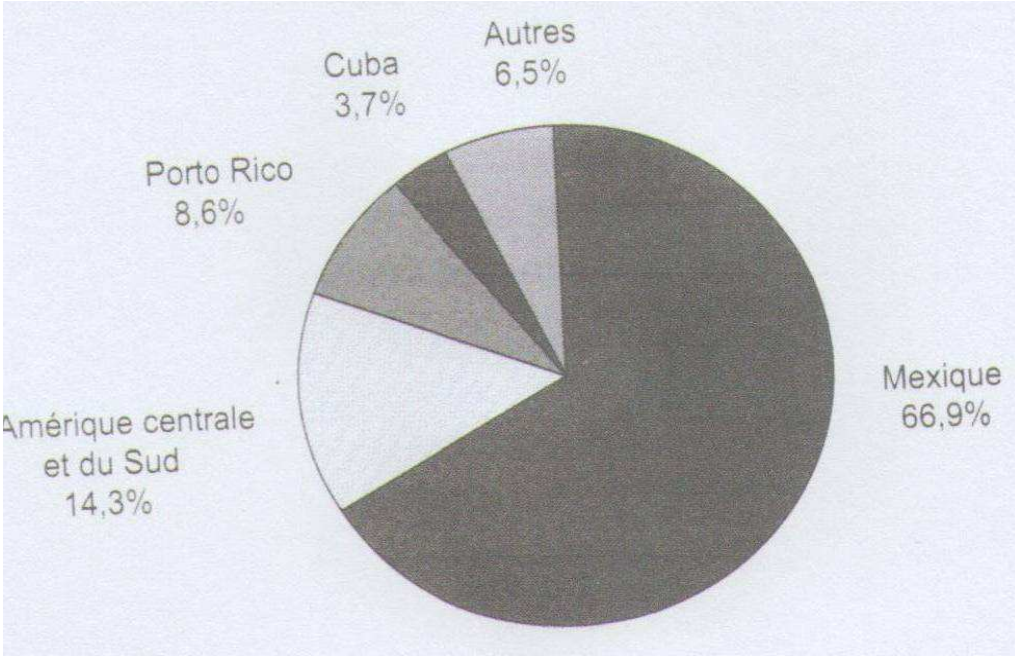
Identité et conflits

En el caso del Caribe, la religión, el idioma y la región de origen han venido formando e influenciando la identidad étnica. Aunque raramente se mencionan los conflictos raciales en el Caribe, existen conflictos políticos bien documentados cuyos orígenes se encuentran en las diferencias raciales. En los países más pluralistas y socialmente fragmentados, como Trinidad y Tobago, las tensiones y las luchas siguen entre los grupos africanos y asiáticos. Problemas similares han surgido en Surinam entre los grupos hindúes y afrocaribeños de criollos y cimarrones. Conflictos adicionales han surgido en la isla La Española, donde la población mestiza mayoritaria ejerce la discriminación en contra de los dominicanos de origen haitiano, aunque estos últimos hablen español. Estos casos ilustran el camino tortuoso que hay que seguir cuando se intenta unir los diferentes grupos étnicos, aun dentro de las fronteras internas de un país del Caribe.

Yvan Breton, David Brown, Brian Davy, Milton Haughton, Luis Ovares, *Manejo de recursos costeros en el gran Caribe : resiliencia, adaptación y diversidad comunitaria*, Bogota, IDRC, 2006, p. 33.

Les conflits et les affrontements basés sur l'identité sont une réalité dans la Caraïbe. La multiplicité de langues, religions et d'origines induit une fragmentation identitaire qui ne favorise pas l'établissement de relations culturelles.

La latinisation des États-Unis



Elsa Corbin, « Les entreprises latino-américaines et caribéennes et la latinisation des Etats-Unis : les stratégies conquérantes de l'entreprise portoricaine Goya », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, p. 362.

Données de base des pays de la Grande Caraïbe

Pays et territoires	Superficie (000 km²)	Population (M d'hts)	PIB (M de $ US)	Per capita ($ US)	Langue officielle
1-G3	**4012 (76,6 %)**	**170,6 (68,8 %)**	**551 664 (72,8 %)**		**Espagnol**
Colombie	1 138	43,5	98 002	2 277	
Mexique	1 958	101,9	371 745	3 739	
Venezuela	916	25,2	81 917	3 326	
2-MCCA	**422,8 (8,4 %)**	**34,4 (13,8%)**	**51 750 (6,7%)**		**Espagnol**
Costa Rica	51	4,0	15 104	3 900	
Le Salvador	21	6,4	11 243	1 757	
Guatemala	108,8	12,0	18 160	1 554	
Honduras	112	6,7	4 680	711	
Nicaragua	130	5,3	2 563	492	
3-CARICOM	**462,4 (8,8 %)**	**14,6 (5,8%)**	**26 654 (3,4%)**		**Anglais**
OECO	2,74	0,51	2415		
Antigua-et-Barb	0,44	0,07	617	9 015	
Dominique	0,75	0,07	237	3 291	
Grenade	0,34	0,08	359	3 579	
St-Kitts-et-Nevis	0,26	0,04	294	6 535	
St-Vt-et-Grdine	0,34	0,11	317	2 717	
Ste-Lucie	0,61	0,14	591	3 771	
Autres Caricom	459,7	14,1	24 239		
Bahamas	13,9	0,31	4 220	13 836	
Barbade	0,43	0,26	2 300	8 610	
Belize	23,6	0,25	788	3 189	
Guyana	214,9	0,76	722	942	
Haïti	27,7	8,22	2 876	354	Français
Jamaïque	10,9	2,62	5 625	2 171	
Surinam	163,2	0,43	435	1 036	Néerlandais
Trinité-et-Tob	5,1	1,29	7 273	5 553	

4-Pays non regroupés	**237,7 (4,5%)**	**22,8 (9,2%)**	**46113 (6%)**		**Espagnol**
Cuba	110,8	11,2	19 055	1 698	
Panamá	78,2	3,0	9 395	3 243	
République dom.	48,7	8,6	17 663	2 077	
Territoires non-indépend.	97,6 (1,8 %)	5,3 (2,7 %)	85 692 (11,2 %)		
5-PTOM (Néerl)	**0,99**	**0,316**	**4 534**		**Néerlandais**
Antilles néerl.	0,8	0,219	2 645	12 89	
Aruba	0,19	0,097	1 889	19 884	
6-RUP (Français)	**86,3**	**1,0**	**18 261**		**Français**
Guadeloupe	1,7	0,437	7 806	18 050	
Guyane fçaise	83,5	0,175	2 687	15 839	
Martinique	1,1	0,389	7 768	20 065	
7-PTOM (Brit)	**0,9**	**0,13**	**5 830**		**Anglais**
Bermudes	0,053	0,06	3 023	46 406	
Îles V. brit.	0,15	0,02	742	35 821	
Îles Turks, Caicos et Caïmans	0,7	0,05	2 065	30 061	
8-Territoires américains	**9,45**	**3,9**	**57 067**		**Espagnol/ Anglais**
Porto Rico	9,1	3,8	55 028	14 330	
Îles V amér.	0,35	0,1	2 039	18 512	
Totaux Gde Car	**5 232**	**247,7**	**761 813**		

Sources : INSEE, *Panorama de l'espace Caraïbe*, 2004

Jean Crusol, Éric Lambourdière, « La dynamique des échanges mondialisés et régionaux au sein du Bassin caribéen », *in* Éric Lambourdière (éd.), *Les Caraïbes dans la géopolitique mondiale*, Paris, Ellipses, 2007, pp. 241-242.

Estimation de la présence de l' « idéologie de l'exil » au sein de la population cubaine-américaine dans le sud de la Floride selon la vague d'émigration et le mode d'arrivée

Indicateurs de l'« idéologie de l'exil »	Cubains de M-D et Broward	1959-1964	1965-1974	1975-1984	Après 1985	Nés aux États-Unis	*Boteros*	*Balseros*
Très important : positionnement politique par rapport à Cuba des candidats à des postes politiques	54 %	57 %	59 %	51 %	58 %	33 %	49 %	67 %
Les voix qui appuient une opposition plus forte ne sont pas entendues à Miami	59 %	60 %	63 %	60 %	60 %	48 %	52 %	73 %
S'oppose fermement à la vente de médicaments à Cuba	25 %	32 %	35 %	31 %	15 %	17 %	23 %	14 %
S'oppose fermement à l'envoi d'aliments à Cuba	35 %	49 %	48 %	41 %	21 %	21 %	35 %	35 %
S'oppose fermement à un dialogue national entre exilés cubains, dissidents et représentants du gouvernement cubain.	37 %	50 %	49 %	40 %	27 %	21 %	35 %	32 %
N'autoriserait pas le droit de voyager librement à Cuba	54 %	72 %	70 %	59 %	32 %	50 %	59 %	31 %
En faveur du maintien de l'embargo des États-Unis	66 %	75 %	77 %	68 %	56 %	54 %	69 %	54 %
Contre le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba	57 %	71 %	74 %	62 %	39 %	44 %	56 %	43 %

Source : *Cuba Poll*, 2004.

Guillermo J. Grenier, « Balseros, boteros, tendances idéologiques et vagues d'immigration », *in* Marie-France Prévôt-Schapira (éd.), *Cuba, un castrisme sans Fidel ?*, Paris, Revue Problèmes d'Amérique Latine, Choiseul, Numéro 61/62, Eté-Automne 2006, p. 139.

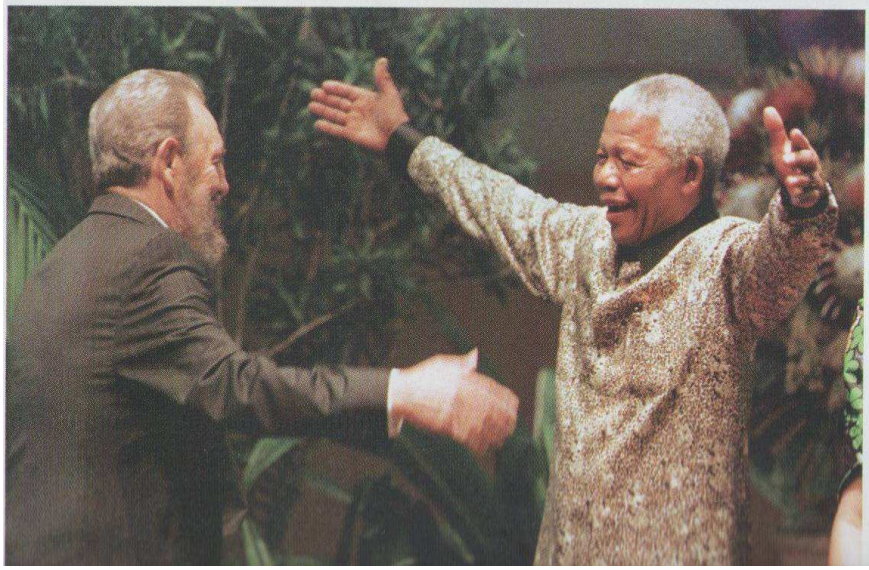
Quelques images de Fidel Castro, qui montre son importance en tant que leader de la Révolution cubaine, mais également l'évolution des relations diplomatique de l'Île

Avec le vice-président états-unien Richard Nixon, Washington, 16 avril 1959

Avec Salvador Allende, président du Chili, Santiago du Chili, 10 novembre 1971

Avec José María Aznar, président du gouvernement espagnol, La Havane, 14 novembre 1999

Avec le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, à Durban, Afrique du Sud, durant la Conférence mondiale contre le racisme, le 31 août 2001.



Avec Nelson Mandela, président de la République d'Afrique du Sud

Avec Hugo Chávez, président du Venezuela, près de Caracas, 11 décembre 2011

Avec Luis Inácio Lula de Silva, président du Brésil, La Havane, 27 septembre 2003

Avec Evo Morales, président de la Bolivie, La Havane, 30 décembre 2005

Images extraites de l'œuvre d'Ignacio Ramonet, *Fidel Castro, Biographie à deux voix*, Paris, Fayard/Galilée, 2007, cahier central.

Fidel et Raúl Castro, Centre de conférences, La Havane, 2004, *in* George Galloway, *Fidel Castro*, Paris, Autrement, 2008, p. 367.

Les mouvements révolutionnaires marxistes après Cuba

La révolution cubaine de 1959 fait de ce pays un point de tension important au sein du continent. La victoire de Fidel Castro sert de détonateur et encourage l'apparition de mouvements révolutionnaires marxistes en Amérique latine. Dans les années 1960, se répandent des idéaux de « lutte révolutionnaire » et se créent des mouvements de guérilla castro-guevaristes ou trotskistes, certains liés aux partis communistes, ou anti-impérialistes, voulant renverser les régimes en place. Che Guevara tente d'exporter la révolution cubaine en mettant en place des foyers insurrectionnels (*focos*), qui vont cependant échouer. Il fait une telle tentative en Bolivie, où il meurt en 1967. Le Brésil, le Chili et l'Uruguay connaissent principalement des guérillas urbaines. En République dominicaine, de nombreux foyers marxistes financés par Cuba sont ensuite mis en échec par les militaires. Ainsi, toutes ces guérillas sont défaites : les guérilleros ne parviennent pas à rallier les paysans et les nombreuses scissions au sein des groupes les affaiblissent.

Mais ces mouvements rebelles servent aussi à justifier le retour des régimes militaires. Pour tenter d'enrayer une possible contagion révolutionnaire, les militaires prennent le pouvoir, avec le soutien actif de bourgeoisies affolées et, presque partout, des États-Unis. Tous les coups d'État ne sont toutefois pas liés à l'onde de choc provoquée par la révolution cubaine et doivent bien plus à la conjoncture politique des pays concernés.

Les héritages actuels : Chávez, Castro

Après une tentative de coup d'État avortée en 1992 à la tête du Mouvement bolivarien révolutionnaire, l'ancien militaire Hugo Chávez est élu président du Venezuela en 1998. Réélu en 2000, ce personnage charismatique est apprécié par certains pour sa politique en faveur des plus pauvres. Il remporte le référendum révocatoire de 2004 organisé par l'opposition. Il est cependant critiqué, qualifié de populiste, anti-américain et antilibéral. Contrôlant l'industrie pétrolière de son pays, on l'accuse de dérive vers l'autoritarisme. Surtout, sa relation très privilégiée avec Fidel Castro lui est reprochée. Cuba reste jusqu'à ce jour le seul pays latino-américain ayant un régime révolutionnaire, depuis l'accession au pouvoir de Fidel Castro en 1959. La dictature castriste fait preuve d'une grande stabilité, grâce au soutien des organisations de masse qui contribuent au contrôle idéologique du pays. La succession du « Lider Maximo » devrait être assurée par son frère Raúl.

> ***Aujourd'hui, je prends de nouveau l'épée dans la main gauche et je la tiens prête pour mener les batailles qu'il faut mener pour la liberté et la justice du peuple bolivarien du Venezuela.***
>
> HUGO CHÁVEZ, 10 AVRIL 2002.

Olivier Dabène (éd.), *Atlas de l'Amérique Latine, Violences, démocratie participatives et promesses de développement*, Paris, Autrement, 2007, p. 15.

La « filiation » entre Hugo Chávez et Fidel Castro ressurgit ici, tout comme l'importance de la Révolution cubaine pour l'ensemble du sous-continent latino-américain.

Les inégalités de la préparation à l'intégration régionale

Pays	Inflation	Déficits	Dette	Monnaie	Marché	Taxe	Démocratie	*Moyenne*
ALENA	4.3	3.7	4	5	5	4.3	4.3	4.4
États-Unis	5	3	5	5	5	5	5	4.7
Canada	5	3	4	5	5	5	5	4.6
Mexique	3	5	3	5	5	3	3	3.9
Chili	3	5	5	5	5	4	4	4.4
Mercosur	1.3	3.8	2.8	4	3.5	2.8	3.5	3.1
Argentine	0	5	0	3	5	1	4	2.6
Brésil	0	0	2	3	3	5	3	2.3
Paraguay	3	5	5	5	3	2	3	3.7
Uruguay	2	5	4	5	3	3	4	3.7
CAN	2.4	4.8	1.8	5	3	3	3.2	3.4
Bolivie	4	5	0	5	4	4	4	3.7
Colombie	3	5	4	5	4	2	3	3.7
Équateur	2	5	2	5	3	3	4	3.4
Pérou	0	4	0	5	2	2	2	2.1
Venezuela	3	5	3	5	4	4	3	3.9
MCCA	2.6	3.8	3	4.2	1.8	1	2.8	2.7
Costa-Rica	3	4	4	5	3	0	4	3.3
El Salvador	4	5	5	5	2	2	3	3.7
Guatemala	3	5	4	3	1	0	2	2.6
Honduras	3	3	2	5	2	0	3	2.6
Nicaragua	0	2	0	3	1	3	2	1.6
CARICOM	3.6	3.6	3.8	5	2.8	2.4	4.4	3.7

Source : Dabène Olivier, « L'intégration régionale dans les Amériques. Economie politique de la convergence », *Les Études du CERI*, n°45, sept.1998.

Jacques Soppelsa, *Les dates-clefs du dialogue régional en Amérique Latine*, Paris, Ellipses, 2002, p. 155.

Cuba / ALBA

> Inicialmente el ALBA se propuso en 2001. Planeada por Venezuela conjuntamente con Cuba, poco después se le unió Bolivia, luego Nicaragua. La primera declaración oficial y acuerdo fueron firmados por Venezuela y Cuba el 14 de diciembre de 2004. Posteriormente, ambos países aprobaron un nuevo plan estratégico para su puesta en práctica, persiguiendo « garantizar la complementación productiva más beneficiosa sobre las bases de la racionalidad, ahorrando recursos, extendiendo el empleo útil y el acceso a los mercados ». Todo esto estaría « sustentado en una genuina solidaridad que coadyuvara al fortalecimiento de ambos países ».
> Bajo el mandato del presidente Evo Morales, Bolivia se convirtió en el tercer miembro del ALBA en 2006, y Nicaragua en el cuarto en 2007, poco después de la elección de Daniel Ortega a la presidencia. El presidente de Haití, René Preval, firmó un acuerdo de cooperación con Cuba y Venezuela durante la V Cumbre del ALBA en Barquisimeto, Venezuela, 2007. A partir de su elección como presidente de Ecuador ese mismo año, Rafael Correa ha mostrado interés en formar parte de la organización hemisférica.

Max Azicri, « El ALBA, iniciativa venezolana para el continente », in « Temas », Cultura Ideología Sociedad, La Havane, Numéro 54, avril-juin 2008, p. 60.

Apparaissent ici les buts de l'ALBA, mais également la place prépondérante de Cuba au sein de certains organismes d'intégration ayant placé la culture au cœur de leur démarche. Le nombre de pays impliqués dans l'ALBA, ainsi que leur localisation, permet de dire que Cuba n'est désormais plus un pays « isolé ».

Définition socialiste de la culture / définition de la culture socialiste

CULTURA : nivel históricamente determinado de desarrollo de la sociedad y de las fuerzas y capacidades creadoras del hombre, que se expresa en los modos de organización de la vida y la actividad de la personas, así como en los valores materiales y espirituales, que son producto en su trabajo. Existen las culturas de determinadas épocas históricas y formaciones socioeconómicas, así como la cultura de trabajo, de vida, la cultura artística, etc. ; a menudo, el concepto de cultura se usa para definir la vida espiritual de la sociedad. La evolución de la cultura se asienta en el desarrollo de la producción de bienes materiales. Al pasar de una formación socioeconómica a otra, cambian tipos de cultura (por ejemplo, la cultura burguesa es sustituida por la cultura socialista). En la sociedad antagónica, el desarrollo de la cultura se somete a los intereses de las clases explotadoras ; bajo el capitalismo, además de la cultura burguesa dominante, se desarrollan elementos de la cultura democrática y socialista.
Como resultado del triunfo de la revolución socialista y en el curso de la *revolución cultural* se afianza una cultura nueva, socialista, cristalizada sobre la base de las mejores realizaciones de la cultura progresista del pasado. […] La cultura socialista constituye una etapa superior y cualitativamente nueva del desarrollo de la humanidad.

D'après (s.a), *Breve diccionario político*, Moscou, Editorial Progreso, 1983, pp. 128-129.

« Principaux événements culturels à Cuba »

Domaine	Événements « nationaux »	Événements « internationaux »
Musique	Festival Nacional del Son « Ignacio Piñeiro »	Festival de Música Popular « Varadero »
	Festival de Música Popular Cubana « Benny Moré »	Concurso y Festival de Guitarra de La Habana
	Festival Nacional de Coros	Festival de Música Electroacústica « Primavera de Varadero »
	Festival de Música de Cámara	
	Concurso Nacional de Composición	
	Premio EGREM	
Cinéma	Premio « Caracol »	Festival Internacional del Nuevo Cine Latinoamericano
Littérature	Premio Nacional de Literatura	Premio Literario Casa de las Américas
	Concurso « La Edad de Oro »	Feria-Exposición del Libro de La Habana
	Concurso « Aniversario de la Revolución »	
	Concurso « 26 de julio »	
	Premio Nacional de Crítica Literaria « Mirta Aguirre »	
	Premio UNEAC	
	Premio Alejo Carpentier	
Arts plastiques	Premio de Fotografía Cubana	Bienal de La Habana
	Encuentro de Grabado	Festival del Humor
	Simposio de Esculturas	Feria Internacional de Artesanía (FIART)
	Telarte	
	Feria de la Cerámica	

	Salón de Premiados	
Arts scéniques	Festival de Teatro para Niños y Jóvenes	Festival Internacional de Ballet
	Festival de Teatro de Camagüey	Festival de Teatro de La Habana
	Festival de Danza de Camagüey	Festival de la Cultura de Origen Caribeño
		Circuba
		Festival Internacional de Arte Lírica de La Habana

D'après (s.a), *Cuba, estadísticas culturales*, La Havane, s.n., 1988, s. p.

La revue Casa de las Américas

> […] la revista *Casa de las Américas* no surge aislada, desasida, como empeño personal o de un pequeño grupo de intelectuales, sino que se concibe como vehículo de comunicación de una institución que en poco más de un año ha comenzado a generar un proyecto de emancipación y al mismo tiempo de integración cultural para la América Latina, tácticamente articulado en torno a la defensa de la Revolución cubana, el cual se conformará en la primera etapa de la publicación (1960-1965), se radicalizará profundamente en la segunda (1965-1971) y se consolidará en los años sucesivos.
> […] desde el punto de vista de la historia cultural [la revista *Casa*] fue la que tuvo mayor poder de irradiación al poseer la mayor cantidad de colaboradores de primer orden en la mayor cantidad de países, y la que mejor ejemplificó la dinámica de las relaciones intelectuales, y de cultura y política […] ; hoy continúa siendo la gran revista cultural de izquierda del Continente […].

D'après Luisa Campuzano, « La revista Casa de las Américas, 1960-1995 », *in* Ambrosio Fornet, Luisa Campuzano, *La Revista Casa de las Américas : un proyecto continental*, La Havane, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello, 2001, pp. 35-37.

Les projets de la Révolution cubaine en matière de culture et liens culturels envers le sous-continent latino-américain furent très tôt définis, et l'on peut dire que depuis 1959, Cuba s'est toujours appliquée à promouvoir des relations culturelles cohérentes avec les idéaux prônés par son système politique. En outre, on observe que l'intégration culturelle n'est absolument pas un thème nouveau, ce qui confirme la difficulté tant pour la Caraïbe que pour l'Amérique Latine de parvenir à une union basée sur la culture.
Il faut encore dire que l'orientation politiques des institutions culturelles cubaines ont été des atouts autant que des entraves à la construction de relations culturelles avec l'espace caribéen, mais que l'on ne peut nier l'implication de l'Île, qui s'est fait fort depuis 1959 de construire un dialogue culturel avec ses voisins.

Paroles de la chanson « Son a Puerto Rico » de Pablo Milanés

Cuando se alzó mi bandera
la tuya lo haría igual
y fue esa vez la primera
que juntos quisimos volar.
Más tarde una voz amada
gritó con mucha razón:
Cuba y Puerto Rico son
de un pájaro las dos alas.

Puerto Rico ala que cayó al mar
que no pudo volar
yo te invito a mi pueblo
y buscamos juntos el mismo cielo.

Condiciones que no tienen
que ver con tirar un tiro
nos abrieron el camino
mientras a ti te detienen
esta tarea inconclusa tenemos
que terminar pues quieren ver el final
todos los muertos de ambos
por donde salgas, yo salgo
siempre te voy a apoyar.

Puerto Rico ala que cayó al mar
que no pudo volar
yo te invito a mi pueblo
y buscamos juntos el mismo cielo.

Siguiendo el mismo camino
nos volvemos a encontrar
para juntos reclamar
que se cambie tu destino.
Y si acaso le negaran lo que
por fuerza es de usted
yo le invito a volar esta vez
con el machete en las alas.

Puerto Rico ala que cayó al mar
que no pudo volar
yo te invito a mi pueblo
y buscamos juntos el mismo cielo

Paroles de la chanson « Canción por la unidad latinoamericana » de Pablo Milanés

El nacimiento de un mundo se aplazó por un momento
un breve lapso del tiempo, del universo un segundo.
Sin embargo parecía que todo se iba a acabar
con la distancia mortal que separó nuestra vidas.

Realizaron la labor de desunir nuestras manos
y a pesar de ser hermanos nos miramos con temor.
Cuando pasaron los años se acumularon rencores,
se olvidaron los amores, parecíamos extraños.

Qué distancia tan sufrida, que mundo tan separado
jamás hubiera encontrado sin aportar nuevas vidas.
Esclavo por una parte, servil criado por la otra,
es lo primero que nota el último en desatarse.

Explotando esta misión de verlo todo tan claro
un día se vio liberal por esta revolución.
Esto no fue un buen ejemplo para otros por liberar,
la nueva labor fue aislar bloqueando toda experiencia.

Lo que brilla con luz propia nadie lo puede apagar,
su brillo puede alcanzar la oscuridad de otras costas.
Qué pagará este pesar del tiempo que se perdió.
de las vidas que costó, de las que puede costar.

Lo pagará la unidad de los pueblos en cuestión,
y al que niegue esta razón la historia condenará.
La historia lleva su carro y a muchos nos montará,
por encima pasará de aquel que quiera negarlo.

Bolívar lanzó una estrella que junto a Martí brilló,
Fidel la dignificó para andar por estas tierras.
Bolívar lanzó una estrella que junto a Martí brilló,
Fidel la dignificó para andar por estas tierras.

Paroles de la chanson « Canción urgente para Nicaragua » de Silvio Rodríguez

Se partió en Nicaragua
otro hierro caliente
con que el águila daba
su señal a la gente
Se partió en Nicaragua
otra soga con cebo
con que el águila ataba
por el cuello al obrero
Se ha prendido la hierba
dentro del continente
las fronteras se besan
y se ponen ardientes
Me recuerdo de un hombre
que por esto moría
y que viendo este día
-como espectro del monte-
jubiloso reía
El espectro es Sandino
con Bolívar y el Che
porque el mismo camino
caminaron los tres
Estos tres caminantes
con idéntica suerte
ya se han hecho gigantes
ya burlaron la muerte
Ahora el águila tiene
su dolencia mayor
Nicaragua le duele
pues le duele el amor
Y le duele que el niño
vaya sano a la escuela
porque de esa madera
de justicia y cariño
no se afila su espuela
Andará Nicaragua
su camino en la gloria
porque fue sangre sabia
la que hizo su historia
Te lo dice un hermano
que ha sangrado contigo
te lo dice un cubano
te lo dice un amigo.